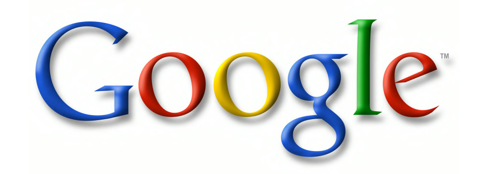
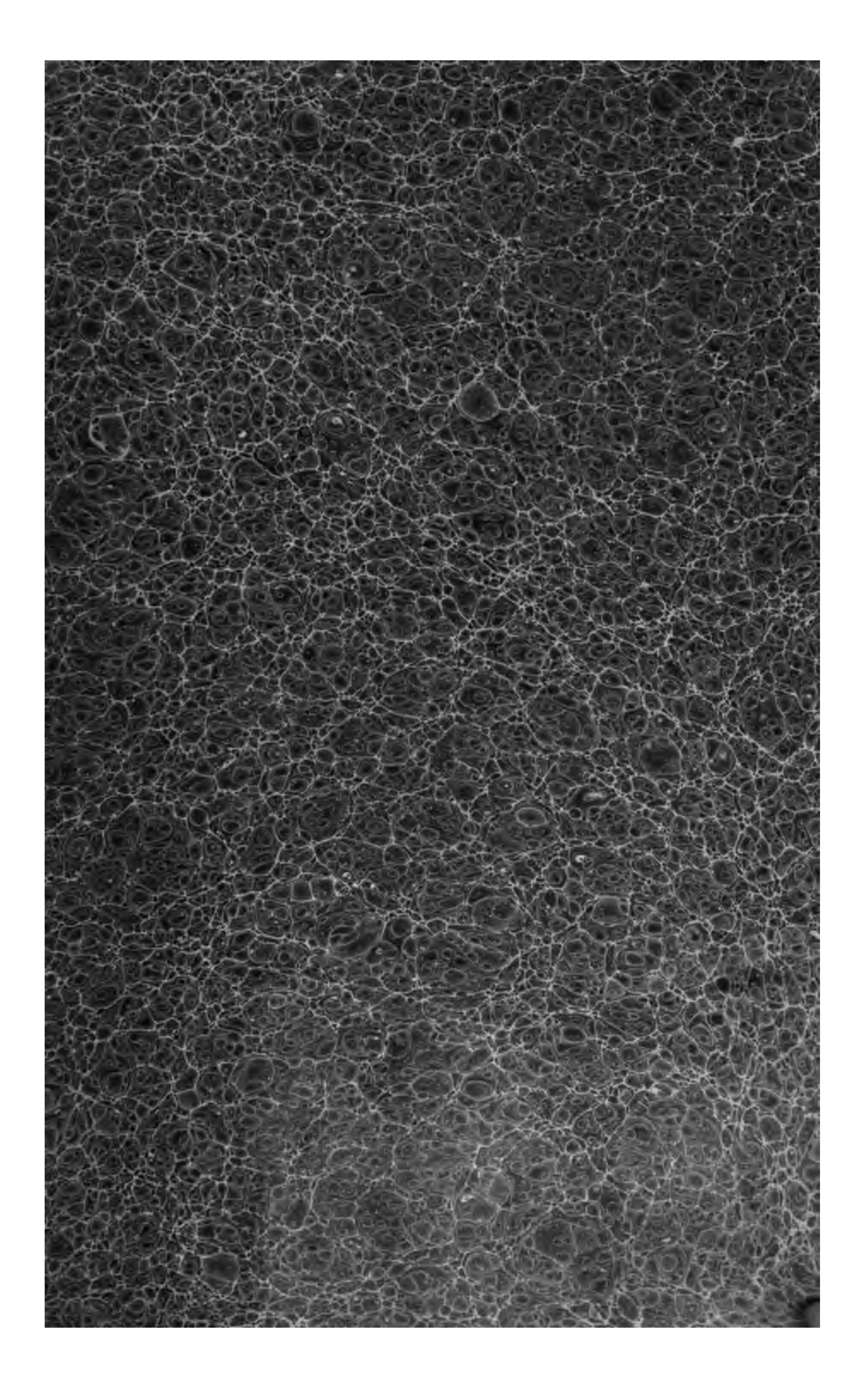



B 836,568

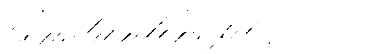


HISTOIRE

DE

L'EMPIRE OTTOMAN

PARIS. — TYP. SIMON RAÇON ET Cie, RUE D'ERFURTH, 1



Constantinople.

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE OTTOMAN

DEPUIS LES TEMPS ANCIENS JUSQU'A NOS JOURS

PAR

THÉOPHILE LAVALLÉE

PROFESSEUR A L'ÉCOLE DE SAINT-CYR



PARIS

GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS

6, RUE DES SAINTS-PÈRES, ET PALAIS-ROYAL, 215

—

1855

PRÉFACE

Les événements qui se passent aujourd'hui en Orient sont la suite et la conséquence des révolutions qui ont agité cette partie du monde depuis plusieurs siècles. Pour bien comprendre les faits qui s'accomplissent sous nos yeux, pour bien apprécier la mission et les droits de la France dans la guerre actuelle, pour en préjuger même l'issue et les résultats, ainsi que l'influence qu'elle doit avoir sur les destinées de l'Europe, il faut connaître, non dans ses détails, qui intéressent peu les peuples de l'Occident, mais dans ses grands traits, ses résultats généraux, ses plus importantes révolutions, l'histoire de la formation, de la grandeur, de la décadence de l'empire ottoman; il faut avoir une idée nette des institutions, des mœurs, des races, des peuples, des religions de cet empire, composé de tant d'éléments différents; il faut débrouiller même la géographie de ces pays si mal connus. Enfin la France n'a pas cessé, depuis les temps les plus anciens, avant même les croisades, d'avoir des relations, des intérêts, des sympathies, avec l'Orient; elle y a joué, à certains moments, un rôle de

premier ordre ; elle y a exercé, à toutes les époques, une influence bienfaisante et civilisatrice : il faut connaître cette histoire des relations de la France avec l'empire ottoman, histoire presque entièrement ignorée, pleine d'enseignements et de souvenirs glorieux, et qui donne, par la tradition nationale, la clef des événements actuels.

Tel est l'objet de ce livre, qui est, non l'histoire savante, détaillée de l'empire ottoman, avec le fastidieux récit de ses révolutions de palais et de ses rébellions de province, mais l'exposé succinct des événements européens de cette histoire, cette histoire réduite aux faits qui intéressent un lecteur français, enfin, si l'on peut s'exprimer ainsi, une vue de l'empire ottoman prise de la France.

Ce livre a été commencé en 1840, alors que cette interminable question d'Orient était dans l'une de ses phases les plus compliquées ; quelques fragments en furent même publiés dans la *Revue Indépendante* (nos des 25 octobre et 25 novembre 1843, et des 10 janvier et 5 février 1844), sous le titre : *Des relations de la France avec l'Orient, depuis les temps anciens jusqu'à nos jours*. Ces articles eurent alors un assez grand retentissement, et tout récemment encore les publicistes de la France et de l'étranger en ont tiré d'importants renseignements. On les trouvera reproduits, presque intégralement, dans cette histoire de l'empire ottoman, encore bien qu'ils ne soient pas, à cause des détails diplomatiques qu'ils renferment, tout à fait en proportion avec le reste de l'ouvrage. J'ai cru le devoir faire, parce que cette histoire de nos relations avec l'Orient est une des parties les moins connues et les plus curieuses de notre histoire, parce qu'elle éclaire du jour le plus vif les causes de la guerre actuelle, parce que, enfin, voici, selon moi, comment nous devons étudier les histoires des nations étrangères, surtout celles de l'Orient : laisser de côté tous les événements qui n'intéressent que le pays dont on fait l'histoire ; raconter à grands traits ceux qui intéressent la civilisation et les destinées de l'humanité ; résumer ceux qui appartiennent à l'histoire générale de l'Europe et de la civilisation occidentale ; enfin entrer dans les plus grands détails pour ceux où la France joue un rôle, soit par sa diplomatie, soit par ses armes, ou qui ont eu une influence quelconque sur ses destinées. C'est la marche que j'ai suivie dans cette histoire des Osmanlis.

Les sources auxquelles j'ai puisé pour faire ce résumé sont trop nombreuses pour que je puisse les citer ici. Il y aurait néanmoins ingratitude à ne pas nommer l'ouvrage si savant, si substantiel, si complet, au moins sous le rapport des faits, de M. de Hammer. Quant aux matériaux de l'histoire des relations de la France avec l'Orient, ils proviennent en grande partie des archives des affaires étrangères, et m'ont été communiqués par M. Mignet, alors que l'illustre historien était directeur desdites archives.

20 novembre 1854.

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE OTTOMAN

DEPUIS LES TEMPS ANCIENS JUSQU'A NOS JOURS.

LIVRE PREMIER

DESCRIPTION DE LA TURQUIE

CHAPITRE PREMIER

TURQUIE D'EUROPE. — PROVINCES DU DANUBE.

L'empire ottoman occupe la plus magnifique position du monde : s'étendant à la fois en Europe, en Asie, en Afrique, possédant les plus illustres contrées de l'antiquité, celles d'où nous sont venues la foi et la lumière, assis au centre de la Méditerranée, dont il tient les principaux détroits, ayant pour capitale la ville la plus importante de l'Europe par sa situation, touchant, d'une part, à la mer de Venise, d'autre part à celle de Bagdad, par le nord aux steppes asiatiques, par le midi aux déserts africains, il semble qu'un tel empire était destiné à dominer le monde. Cette histoire dira comment la race et la religion des Ottomans en étaient fatalement incapables.

Les *Turcs ottomans* sont sortis d'un petit canton de la Phrygie, et ne datent que du quatorzième siècle ; au milieu du seizième, leur empire s'étendait jusqu'à la mer Adriatique, à la Drave, au Raab, au Waag, aux Karpathes, au Borysthène,

au Wolga, à la mer Caspienne, au Caucase, à l'Euphrate, aux golfes Persique et Arabique, aux déserts de Nubie et de Libye, aux montagnes de l'Atlas. Aujourd'hui cet empire, en y comprenant les pays tributaires qui lui sont à peine attachés par un lien de vassalité, a pour limites en Europe : au midi, une ligne de convention tirée du golfe de Volo au golfe de l'Arta, et qui le sépare du royaume de Grèce; au couchant, la mer Ionienne et la mer Adriatique jusqu'à la hauteur du Monte-Negro, puis une ligne de convention parallèle à la côte, et qui le sépare de la Dalmatie autrichienne jusque vers les sources de l'Unna ; au nord une partie du cours de l'Unna, la Save, depuis le confluent de ce dernier cours d'eau jusqu'à Belgrade, le cours du Danube depuis Belgrade jusqu'à Orsova, la crête des Karpathes orientales, depuis Orsova jusque vers les sources de la Bistritza, affluent du Sereth, une ligne de convention qui le sépare de la Bukovine autrichienne jusqu'à la rencontre du Pruth, le cours du Pruth jusqu'à son confluent avec le Danube, le Danube et la bouche de Soulina jusqu'à la mer Noire.

Il a pour limites en Asie : au nord et à l'est, une ligne de convention qui le sépare des États russes, et qui passe entre Batoum et Akhaltzik, Kars et Érivan, puis une autre ligne de convention qui le sépare des États perses, et qui donne à la Turquie presque tout le bassin du Tigre et de l'Euphrate; au sud, une ligne indéterminée qui va du golfe Persique à la mer Rouge, donne à la Turquie une partie de l'Arabie ou le Hedjas, et de là va, à travers l'isthme de Suez, joindre la Méditerranée.

En Afrique, ses possessions ne consistent que dans les États tributaires d'Égypte, de Tunis et de Tripoli.

La *Turquie d'Europe* se divise physiquement en deux grandes parties séparées par la chaîne des Balkans : 1° les pays appartenant au bassin du Danube ; 2° les pays appartenant à la péninsule appelée ordinairement *Hellénique*. Les premiers comprennent la *Bosnie*, la *Servie*, la *Valachie*, la *Moldavie* et la *Bulgarie* ; les deuxièmes se partagent en : provinces du versant de l'Archipel, qui sont la *Thrace*, la *Macédoine* et la *Thessalie*, provinces du versant de la mer Adriatique, qui sont l'*Albanie* et l'*Herzegovine*. C'est dans cet ordre physique, qui n'est pas celui des divisions administratives de l'empire ottoman, mais qui est plus simple et plus commode, que nous allons préparer le lecteur à l'histoire de cet empire par la description des pays qui le composent.

§ I. — Le Danube, son cours, ses villes et son embouchure.

Le bassin total du Danube, qui a son origine dans la forêt Noire et sa fin dans la mer Noire, se partage naturellement en quatre bassins, au moyen des chaînes de montagnes qui, se détachant à droite et à gauche de sa ceinture orographique,

vont à la rencontre l'une de l'autre et étranglent la vallée du Danube en trois endroits différents ; elles forcent ainsi le fleuve à changer successivement de niveau, et à parcourir, pour ainsi dire, quatre vastes gradins. Des provinces septentrionales de l'empire ottoman, la Bosnie et la Servie occupent une partie du troisième bassin ; la Valachie, la Moldavie et la Bulgarie la presque totalité du quatrième.

Le Danube, après avoir traversé plusieurs États de l'Allemagne et la plus grande partie de l'empire d'Autriche, entre dans l'empire ottoman à Belgrade. C'est alors un fleuve majestueux, profond, rapide, coupé de grandes îles, coulant entre des rives basses et des plaines fertiles, ayant jusqu'à 800 mètres de largeur, et pouvant porter même des navires de guerre. La première ville turque qu'il arrose est l'une des plus célèbres de l'empire sous le rapport militaire : ***Belgrade***, située au confluent de la Save, en face de l'endroit où la Temes, en se jetant dans le Danube, le coupe en plusieurs bras marécageux, sur la grande route qui joint Vienne à Constantinople, à égale distance (200 lieues) de ces deux villes, à l'entrée de l'importante province de Servie, est le boulevard de l'empire ottoman contre l'Autriche, et était autrefois l'avant-poste des Turcs contre la Hongrie. Elle a la forme d'un triangle irrégulier, dont un côté est couvert par la Save, un autre par le Danube, tous deux réunis par une citadelle ; le troisième côté, tourné vers la campagne, a une enceinte bastionnée et un château. Cette ville a subi des siéges très-nombreux, dont les plus importants sont ceux de 1521, où elle fut prise par Soliman le Magnifique ; de 1658, de 1717, de 1789, où elle fut prise par les Impériaux ; de 1806 et de 1813, où elle fut prise par les Serbes, etc. Aujourd'hui c'est encore une place très-forte, mais ayant une position singulière : elle est située dans la Servie, État presque indépendant de l'empire ottoman, et, bien qu'ayant garnison turque, elle est entièrement isolée du reste de l'empire. Elle renferme 20,000 habitants, Turcs, Serbes, Grecs, etc.

Le Danube, au-dessous de Belgrade, a sa rive droite assez élevée et bordée de coteaux qui produisent d'excellents vignobles ; il sert de limite à la Hongrie et à la Servie, et il arrose ainsi ***Krotska***, village célèbre par la victoire des Turcs sur les Impériaux en 1739 ; puis ***Semendria***, ville de 10,000 habitants, ancienne résidence des rois de Servie, défendue par un vieux château ; il passe près de ***Passarowitz***, village célèbre par la paix de 1718, entre les Turcs et les Impériaux, et arrive à ***Columbatz***. Là le fleuve, pressé à gauche par les contre-forts des Carpathes, à droite par les contre-forts des Balkans, qui viennent, comme nous le dirons tout à l'heure, se joindre, et, pour ainsi dire, se souder dans son lit, commence à bouillonner, à mugir, à former des rapides. Ses deux rives s'escarpent également et forment deux murailles de 300 mètres de hauteur ; d'énormes rochers se montrent à sa surface ; des tournants dangereux embarrassent son cours. Les bateaux à vapeur qui sillonnent le Danube depuis Vienne s'arrêtent ;



HISTOIRE

DE

L'EMPIRE OTTOMAN

DEPUIS LES TEMPS ANCIENS JUSQU'A NOS JOURS

PAR

THÉOPHILE LAVALLÉE

PROFESSEUR A L'ÉCOLE DE SAINT-CYR



PARIS

GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS

6, RUE DES SAINTS-PÈRES, ET PALAIS-ROYAL, 215

—

1855

siége, plusieurs assauts et une bataille gagnée par eux à *Battin*, village situé près du Danube, à mi-chemin de Sistova à Routschouk.

Au-dessous de Routschouk, le fleuve, qui avait coulé jusque-là dans un lit unique et parsemé d'îles, commence à former de grandes dérivations qui vont inonder le pays à 15 ou 20 kilomètres de distance. La rive droite continue à commander la rive gauche : la première est bordée par les derniers gradins des montagnes de Bulgarie, qui se terminent en collines pittoresques ; la deuxième est bordée de terres basses, marécageuses, coupées par des bras secondaires ou des flaques d'eau stagnante, semées d'îles boisées ou couvertes de roseaux gigantesques. Le Danube reprend ensuite un seul lit et arrive à *Tourtoukaï*, petite ville située en face du confluent de l'Ardjich et qui vient d'être récemment fortifiée à cause de sa position remarquable ; elle lie en effet les deux grandes places de Roustchouk et de Silistria, et se trouve au seul endroit où, entre ces deux villes, les deux rives sont également basses et présentent des points de passage faciles, surtout de la rive gauche à la rive droite. Vis-à-vis d'elles, près du confluent de l'Ardjich, et à quelque distance du Danube, se trouve le village valaque d'*Oltenitza*, qui dans toutes les guerres a été signalé comme le point de passage le plus commode de Valachie en Bulgarie. Les Turcs, au commencement de la guerre actuelle, se sont emparés momentanément de ce point et y ont livré un combat remarquable.

Le Danube arrive ensuite à *Silistria*, l'une des trois grandes places turques du fleuve, au débouché de la route principale des Balkans par Choumla ; elle a 20,000 habitants et fait un commerce considérable. Elle est enveloppée d'une muraille demi-circulaire flanquée de tours et se trouve protégée au sud par une ligne de redoutes que relie un fort château. Elle a été vainement attaquée par les Russes en 1773 et 1809, et prise par eux après un long siége en 1829. Routschouk, Silistria et Choumla sont les sommets d'un triangle très-remarquable qui est en quelque sorte la citadelle de la Turquie en avant des Balkans.

Après Silistria, le fleuve continue à se diriger vers le nord et ses dérivations recommencent. La plus considérable prend le nom de *Berchlcha*, longe le vrai Danube pendant 25 lieues, est ordinairement distante de lui de 6 à 8 lieues, et s'y réunit de loin en loin par de grands bras formant des îles marécageuses ; toute la rive gauche jusqu'à Hirschova est impraticable. Le fleuve passe ainsi sur la rive droite à *Russova*, petite ville défendue par une mauvaise enceinte en face de laquelle sont d'inabordables marais. On suppose que, dans des temps très-éloignés, le Danube, arrivé à ce point, continuait directement sa course de l'ouest à l'est, pour se jeter dans la mer au petit port de *Kostendjé*, dont il n'est éloigné que de 15 lieues; mais, comme il est bordé sur sa droite par une série de petites collines, et qu'il n'y a pas à Kostendjé la moindre

trace d'un delta ou d'une embouchure, il est plus probable que le fleuve a toujours eu l'embouchure qu'il a aujourd'hui, encore bien qu'elle soit éloignée de 50 lieues de Rassova.

Après Rassova le fleuve descend directement au nord, en traînant ses eaux dans un terrain bas, plat, où ces divers bras n'ont pas de lits distincts et forment d'inextricables marais ; sa rive gauche est entièrement inhabitée; sa rive droite, moins marécageuse, est bordée d'une chaussée. Il arrive ainsi à *Hirschova*, ville défendue par un mauvais château, prise par les Russes en 1809, en 1828 et dans la guerre actuelle. Son importance est assez grande, parce qu'elle se trouve près de l'endroit où finit la Berchlcha, et où le Danube reprend un seul lit : elle garde donc les passages qui pourraient s'effectuer de ce côté.

Au-dessous de Hirschova le Danube recommence ses grandes dérivations ; il arrive ainsi à *Matchin*, ville défendue par une enceinte et deux mauvais châteaux; elle a été prise par les Russes en 1809, en 1828 et dans la guerre actuelle. Son importance était autrefois très-grande, parce qu'elle avait vis-à-vis d'elle, mais en étant séparée par quatre ou cinq bras de plus de 10 kilomètres de largeur, la place forte d'*Ibraïl* ou *Braïla*, ville valaque qui lui servait de tête de pont, et qui a été démantelée après la guerre de 1829. Au moyen de Braïla, les Turcs tournaient facilement la Valachie, pénétraient dans la Moldavie et gardaient tout le bas Danube. Elle a subi de nombreux siéges, car les Russes ne pouvaient s'aventurer au delà du fleuve sans être maîtres de cette place avancée sur leurs derrières. Aujourd'hui ce n'est plus que le principal port de commerce de la Valachie; mais sa position a gardé son importance, et c'est de là que les Russes ont effectué, dans la guerre actuelle, leur principal passage du Danube.

Après Braïla le fleuve reprend un seul lit et passe à *Galacz*, située sur la rive gauche et près du confluent du Sereth. C'est le seul port que la Moldavie ait sur le Danube. Les Russes y ont traversé le fleuve dans la guerre actuelle. Puis il recommence ses dérivations et arrive à *Reni*, où il cesse de couler vers le nord pour reprendre sa direction de l'ouest à l'est. Il traverse alors un pays tellement inondé, que la terre semble disparaître sous les eaux ; les affluents qui viennent le joindre ne peuvent effectuer leur confluent qu'à travers de vastes lacs. Néanmoins il n'a plus à peu près qu'un seul lit lorsqu'il passe à *Isakchi*, bourg défendu par un mauvais château, et qui n'est qu'un poste d'observation pour les embouchures du fleuve. Il en est de même de *Toultcha*, dernière fortereresse des Turcs sur le Danube, et près de laquelle les Russes ont passé le fleuve dans la guerre actuelle. Cette petite ville était autrefois très-importante quand elle se liait, à travers les sept ou huit bras du Danube, à la forte place d'Ismaïl, dont nous allons parler.

Au-dessus de Toultcha, le fleuve se partage en un grand nombre de bras, dont

trois principaux qui embrassent un vaste delta appartenant en grande partie à la Russie.

Le premier partage se fait à l'île de *Tchatal*, où le Danube se divise en deux grandes branches : la première, dite la *Kilia*, se dirige au nord, passe à *Ismaïl* et à *Kilia*, deux places enlevées par les Turcs aux Russes, et qui commandent aujourd'hui tout le delta du fleuve. Ismaïl avait autrefois pour les Turcs la même importance que Braïla ; elle a subi de nombreux siéges et fut prise d'assaut en 1790 par Souvarow, qui y fit massacrer toute la population. La Kilia se subdivise en un grand nombre d'autres bras, est très-difficilement navigable, et n'a à son embouchure que 1 à 2 mètres de profondeur. La deuxième branche est la *Soulina*, qui coule au sud-est, et se subdivise en bras de *Saint-Georges* et bras de *Dounavetze*, le plus méridional, et qui se jette dans le lac maritime de Rasseïn. La Soulina était autrefois facilement navigable ; elle a une largeur de 200 à 300 mètres, une profondeur de 6 à 7 mètres, et elle se jette à la mer par un seul lit ; mais les Russes, soit par calcul, soit par négligence; ont laissé depuis quelque temps s'ensabler cette bouche, qui est aujourd'hui semée de bas-fonds très-dangereux, encombrée d'îlots couverts d'arbustes et de saules, embarrassée même des carcasses des navires qui s'y sont perdus, et la navigation du fleuve le plus important de l'Europe se trouve ainsi menacée de mort. Malgré cela, il est encore entré dans la Soulina, en 1851, 2,389 navires, et il en est sorti 2,159. Le bras de Saint-Georges a une largeur de 150 mètres et une profondeur de 10 ; mais son entrée est entièrement ensablée. Quant au Dounavetze, il n'est pas navigable.

Le littoral occupé par les bouches du Danube est de 158 kilomètres. Le delta se compose des iles *Tchatal* et *Léti*, entre la Kilia et la Soulina ; de l'île *Saint-Georges*, entre la Soulina et le Saint-Georges; de l'île *Portitza*, entre le Saint-Georges et le Dounavetze. Cette dernière partie est la seule qui appartienne aujourd'hui à la Turquie. Mais le traité d'Andrinople a exigé que la rive droite restât inhabitée depuis le point où le bras de Saint-Georges se sépare de la Soulina, à une distance de deux heures du fleuve, et qu'aucun établissement n'y fût formé. Tout le delta, quoique inondé une partie de l'année, est peuplé et bien cultivé, excepté l'île de Portitza, composée uniquement de sables stériles.

La presqu'île rectangulaire comprise entre la mer et le cours du Danube, depuis Rassova jusqu'à Kilia, s'appelle la *Dobroutcha*. C'est un pays généralement plat, formé d'alluvions, et même en partie inondé, mais très-fertile en blés, renfermant d'excellents pâturages et habité par une population laborieuse ; il est parcouru par une chaîne de très-faibles hauteurs qui longent le fleuve, et vont ensuite s'épanouir et se hausser entre Matchin et Baba-Dagh ; leur point culminant s'élève à 200 mètres. C'est ce renflement subit du sol qui force le Danube à faire sa grande et dernière inflexion pour arriver à la mer. Ce pays est très-remarquable

sous le rapport militaire : le Danube étant plus facile à franchir vers la fin de son cours, à cause des nombreuses îles et canaux qui le divisent, la Dobroutcha a été la route ordinaire des grandes invasions des barbares ; elle conduit, par la partie basse des Balkans, dans le bassin de la Maritza et sur Constantinople. Aussi les Romains l'avaient coupée par une muraille et un fossé qui allaient de Rassova à Kostendjé, et qu'on appelait *vallum Trajani* ; les traces de cette défense, par laquelle la ligne militaire du Danube se trouvait rectifiée et continuée, existent encore. Quant aux Turcs, ils l'avaient rendue difficilement abordable au moyen des places de Braïla et d'Ismaïl, au moyen desquelles ils dominaient la rive gauche, sans cesse ouverte à leurs armes. C'est par la Dobroutcha que les Russes ont envahi la rive droite en 1810, en 1829 et dans la guerre actuelle.

§ II. — La Valachie et la Moldavie.

Nous allons maintenant décrire les affluents de gauche du Danube, c'est-à-dire ceux dont les bassins composent la Valachie et la Moldavie.

Ces affluents présentent deux aspects distincts. Ceux de la Valachie, descendant de montagnes très-élevées, ont leur partie supérieure bordée de crêtes sauvages ; ils traversent des gorges profondes, des défilés ravineux et boisés, et aussi des vallons frais et fertiles ; mais les contre-forts des Carpathes étant de ce côté très-escarpés et peu étendus, ces affluents arrivent sans transition dans le pays de plaines ; à partir d'une ligne qui irait de Tchernetz par Craïova, Slatina et Tergowitz, à Bouzeo, ils tombent brusquement dans une sorte de steppe asiatique, entièrement plate et découverte, où les forêts ont fait place aux pâturages, où l'on trouve à peine quelques buissons, où le sol est aussi fertile que monotone, où l'on ne rencontre qu'à de longues distances de misérables villages et de rares habitants.

Les affluents de la Moldavie descendent de montagnes moins élevées ; mais ils sont bordés, dans la plus grande partie de leur cours, de collines à pentes douces et mamelonnées, couvertes de vignobles et d'arbres fruitiers ; le pays qu'ils parcourent est mal peuplé, mal cultivé, mais il est moins triste, plus accidenté, et ce n'est que dans le voisinage de la mer qu'on retrouve les vastes plaines et les marécages.

Tout le pays qu'ils parcourent pourrait devenir, avec du travail, un des jardins de l'Europe : fertile en blés, en vins, en bois et en pâturages, ayant des richesses minérales, de magnifiques troupeaux, il ne demanderait que du repos pour devenir peuplé et prospère. Son climat est malsain dans le voisinage du Danube, et plus froid que la latitude ne le comporte, à cause du voisinage des grands steppes, où rien n'arrête l'action des vents du nord-est ou de l'Asie ; le thermomètre y descend jusqu'à 26 degrés, et la glace y est permanente pendant près de quatre mois.

Les affluents de gauche du Danube sont :

1° Le *Chyl*, qui naît dans l'intérieur des Carpathes sur le plateau de Transylvanie, dont nous parlerons tout à l'heure; il en sort par le défilé de Vulkan, traverse un pays où les montagnes boisées se dégradent lentement en collines couvertes de pâturages et de vignobles, arrose *Tirgochil* ou *Tirgojioul*, petite ville sans célébrité et sans importance; puis il reçoit de nombreux affluents, et passe près de *Craïova*, chef-lieu de la petite Valachie, ville de 9,000 habitants, importante par son commerce et sa position, au débouché des chemins des Carpathes, sur la seule route praticable qui joigne Viddin à Bucharest. Cette ville, qui a été autrefois le siége d'un banat indépendant, n'est plus fortifiée, et ressemble par la pauvreté et le désordre de ses maisons, ainsi que par l'absence de monuments, à un grand village. Tout le pays, et principalement les bords du Chyl, ont été horriblement dévastés dans la guerre de 1828; aussi étaient-ils encore récemment, malgré leur fertilité extrême, incultes et presque inhabités. La guerre actuelle a transformé entièrement cette belle vallée en un désert. Le Chyl finit en face de Rahova; il n'est pas navigable.

2° L'*Alouta*, qu'on appelle aussi l'*Alt* et l'*Olto*, va prendre sa source sur le revers occidental des Carpathes, dans le massif du Makos; il court sur le plateau de Transylvanie, d'abord du nord au sud, ensuite de l'est à l'ouest, pendant 30 lieues; puis, au lieu de se diriger vers le Maros, où sa pente primitive semblait l'entrainer, il tourne brusquement au sud vers la chaîne des Carpathes; il y rencontre ou s'y fait, près du mont Szurul, une brèche de plus de 400 mètres de profondeur, et s'y précipite. Ce défilé a 40 kilomètres de longueur, et ouvre la fameuse route du *Rothen Turm* (la Tour rouge), principale communication de la Valachie avec la Transylvanie ou de Bucharest avec Hermanstadt. La vallée de l'Alouta, dirigée du nord au sud, reste étroite et profonde jusqu'à *Rimnik*, où elle commence à s'élargir; elle débouche en plaine à *Slatina*, petite ville située sur la route de Viddin à Bucharest; enfin, après avoir reçu plusieurs affluents, elle se partage en plusieurs bras et finit près de Nicopoli. C'est une rivière importante par sa largeur, l'encaissement de ses rives et la difficulté de ses passages. Elle sépare la petite et la grande Valachie, et ses bords ont été le théâtre de plusieurs combats dans les guerres de 1789 et de 1828.

3° Le *Vedea*, grossi du *Telioman*, grande rivière sans importance, qui traverse un pays presque entièrement désert et ravagé pendant la dernière guerre. Dans tout son bassin, et généralement sur toute la route qui joint Craïova à Bucharest, on ne rencontre ni villages ni terres cultivées; de loin en loin on voit seulement quelques huttes souterraines où végète une population rachitique et misérable, ou bien quelques cabanes de clayonnage que leurs habitants nomades transportent de pâturage en pâturage.

4° L'*Ardjich* ou *Argis* descend du revers oriental des Carpathes, arrose *Ardjich*,

petite ville située au débouché de la route de la Tour-Rouge à Bucharest; puis elle coule en plaine dans des pays mal cultivés et mal habités, sans arroser de lieux remarquables, et finit au-dessous d'Oltenitza, en face de Turtukaï. Elle reçoit la ***Dombovitza***, qui coule parallèlement à l'Ardjich, et arrose ***Bucuresci*** ou ***Bucharest***, capitale de la Valachie, peuplée de 60,000 habitants. Cette ville, située dans une vaste plaine, est une sorte d'immense village coupé par de grands jardins, des rues inégales et non pavées, où les masures et les hôtels sont côte à côte, où l'on trouve à l'extérieur les habitudes orientales, et à l'intérieur les mœurs et la civilisation de l'Occident. Elle fait un grand commerce et a une position importante sur la grande route de Russie à Constantinople, à égale distance de Routschouk et de Silistria ; bien qu'elle ne soit pas fortifiée, elle n'en est pas moins, par sa situation au centre de la grande Valachie, un excellent point de concentration pour une armée qui menacerait la rive droite du Danube.

5° La ***Jalomnitza*** arrose ***Turgowitz***, ancienne résidence des hospodars de Valachie, réduite à 5,000 habitants, avec des remparts délabrés ; elle reçoit le ***Telesin*** et le ***Rahova***, traverse un pays de vastes plaines, fertiles et inhabitées, et finit dans les grandes dérivations du Danube, au-dessus de Hirschova.

6° Le ***Sereth*** prend sa source dans les Carpathes, et traverse la ***Bukovine***, province enlevée à la Valachie, et qui fait aujourd'hui partie de l'empire d'Autriche ; il entre dans la Moldavie à ***Sereth***, coule dans une vallée unie, tantôt fertile, tantôt marécageuse, arrose ***Roman***, petite ville dont le nom indique l'antique origine, reçoit la ***Moldava***, le ***Rimmik***, le ***Bouzeo*** et autres cours d'eau qui viennent des Carpathes; le dernier de ces affluents est le ***Milkov***, qui passe à ***Fokschani***, ville commerçante qui a 12,000 habitants. Enfin le Sereth se termine près de Galacz. Cette grande rivière n'a d'importance que dans la dernière partie de son cours, où elle occupe l'étroit espace compris entre les Carpathes et le Danube, et forme avec le Milkov la limite entre la Moldavie et la Valachie. Elle a donc dû être franchie par toutes les invasions et les armées du Nord ; mais ses rives sont basses, ses gués nombreux, elle ne possède aucune ville fortifiée : elle n'a donc jamais été un obstacle.

7° Le ***Pruth*** prend source dans la partie des Carpathes qu'on appelle le mont Czorna ; il coule d'abord dans une vallée profondément découpée, où il arrose ***Tchernowitz***, capitale de la Bukovine, ville de commerce avec 10,000 habitants ; il traverse la Bukovine, pays très-boisé, fertile, pittoresque et bien peuplé, qui couvre les provinces autrichiennes faisant face à la Russie ; puis il coule en plaine, est navigable à ***Podoloni***, reçoit le ***Baglui***, ruisseau fangeux qui passe à ***Yassi***, capitale de la Moldavie, avec 40,000 habitants. C'est une ville de commerce non fortifiée, ayant l'aspect demi-sauvage, demi-fastueux, de Bucharest ; elle n a pas d'importance militaire, et, étant voisine de la frontière, est continuellement ouverte à l'invasion russe. Le Pruth passe ensuite non loin de ***Husch***, où Pierre le

Grand fut enveloppé avec son armée par les Turcs, en 1711. Enfin, après avoir traversé de grandes plaines presque entièrement désertes, il finit à *Reni*. Cette rivière forme la limite entre l'empire ottoman et la Russie; mais elle n'a qu'une importance très-médiocre, et ne saurait servir de barrière et de défense. De nombreux combats ont été livrés sur ses bords; mais son cours a toujours été facilement franchi. D'ailleurs, ce n'est que depuis 1812 qu'elle sert de limite à la Moldavie; avant cette époque, la limite était sur le Dniester, fleuve de difficile accès, de difficile passage, et qui était alors garni de nombreuses places fortes.

Les montagnes ou hauteurs qui forment la ceinture orographique de la rive gauche du Danube sont :

1° Les *Carpathes orientales*. C'est une partie de la vaste chaîne demi-circulaire qui, partant des sources de la Vistule et allant jusqu'au défilé d'Orsova sur le Danube, sépare la Hongrie des pays du nord. Les Carpathes sont des montagnes de 2,000 mètres de hauteur, épaisses, escarpées, boisées, déchirées par des gorges profondes et sauvages, ouvertes seulement par des routes qui sont formées par des brèches ou crevasses gigantesques. Ces brèches sont le trait caractéristique de ces montagnes : creusées à plus de 300 mètres de profondeur, elles servent de couloir aux rivières qui naissent sur le plateau de Transylvanie, et pendant que la pente primitive de ces rivières les dirigeait vers le nord-ouest ou le troisième bassin du Danube, elles les entraînent au sud-est ou dans le quatrième bassin. Ces montagnes renferment de grandes richesses minérales, qui sont à peine exploitées.

Les Carpathes orientales, par leur direction demi-circulaire et le vaste plateau qu'elles forment, sont une des positions militaires les plus redoutables qu'il y ait au monde. C'est un énorme bastion qui se projette entre la Moldavie et la Valachie, prend en flanc l'une et l'autre de ces deux provinces, menace et commande tout le pays compris entre les Carpathes et le Danube. La Moldo-Valachie n'a pas toujours été réduite aux étroites limites qui l'enceignent aujourd'hui : c'était autrefois la *Dacie*, qui comprenait la Bessarabie, la Transylvanie, le Banat, et qui avait pour limites le Theiss et le Dniester; alors le plateau des Carpathes était une sorte de citadelle où se réfugiait la population, et qui a été longtemps le siége de son indépendance. Mais, aujourd'hui que la Transylvanie et même la Bukovine appartiennent à l'Autriche, que la Russie possède le Dniester, une rive du Pruth et les bouches du Danube, la Valachie et la Moldavie forment des possessions excentriques de l'empire ottoman, et qui ne sont plus défendables.

2° Le reste de la ceinture orographique du Danube est formé par une ligne de hauteurs qui court entre le Pruth et le Dniester, se dégrade d'abord en collines, puis en plaines, et enfin va se confondre avec le rivage de la mer. Il n'y a donc d'autres obstacles naturels, pour pénétrer dans l'empire ottoman, que le Pruth et le Sereth, qui n'ont jamais arrêté aucune armée. Tout le pays est uni-

formément plat, et ce caractère physique est celui de tout le littoral de la mer Noire, depuis les bouches du Danube jusqu'au Caucase, ce littoral, dans une profondeur de 40 à 50 lieues, étant composé uniquement de vastes plaines, tantôt fertiles, tantôt cultivées, commencement des steppes asiatiques. Ces plaines ont été le grand chemin de toutes les invasions des peuples de l'Asie pendant dix siècles ; c'est par là que sont venus les Goths, les Huns, les Slaves, les Tartares, etc. ; c'est par là que la Russie, depuis cent cinquante ans, dirige ses efforts contre l'empire ottoman. Quant à la Moldo-Valachie, l'exposé succinct que nous venons de faire de sa géographie témoigne de son importance politique et des souffrances qu'elle a dû supporter. Il est peu de contrées, peu de populations qui aient été plus maltraitées, plus foulées, plus torturées; leur histoire n'est qu'un long martyre, et quand on lit ce monotone récit de dévastations et de massacres, on s'étonne qu'il y ait encore là des habitants et quelques coins de terre cultivés.

La Valachie a un territoire de 7,150 myriamètres carrés, et une population de 2,500,000 habitants. La Moldavie a un territoire de 3,135 myriamètres carrés, et une population de 1,500,000 habitants. Le revenu de la première était, avant les événements actuels, de 17,000,000, le revenu de la deuxième de 10,000,000.

Ces deux pays, qui forment des États particuliers, se gouvernent par leurs propres lois sous le protectorat de la Porte Ottomane, à laquelle ils payent seulement tribut. Ils sont habités par une race particulière qui descend des anciens *Daces*, mêlés aux nombreux colons romains que Trajan importa dans cette contrée après l'avoir conquise, et qui est également répandue dans la Bukovine, la Bessarabie et la Hongrie au nombre de 1,700,000 à 1,800,000 habitants, ce qui porte le chiffre des Valaques à près de 6,000,000 d'individus. Ils sont généralement beaux, forts, intelligents, mais aussi ils sont nonchalants, sales, vindicatifs, aimant les plaisirs, abrutis par la souffrance. Ils suivent la religion grecque. Les colonies romaines y ont laissé des traces si profondes, que la Moldo-Valachie présente un phénomène philologique qui semble unique dans l'histoire : placée sur la grande route des invasions, traversée, conquise, dévastée par vingt peuples différents, enveloppée par les races slave, madgyare, tartare, elle a gardé sa langue, dérivée du latin, et qu'elle appelle la *langue d'or*, langue qui a l'harmonie et la douceur de l'italien et des points de ressemblance avec notre ancienne *langue d'oc*. Pour les paysans valaques, le pays est encore la *zara roumuna*, la *terre romaine;* ils s'appellent fièrement *Roumouni*, *Romains*, et le désir ardent, le rêve favori, la passion politique de toute la jeunesse valaque, c'est de voir un jour les 6,000,000 d'hommes qui parlent la *langue d'or* réunis dans une seule domination, la *Roumanie*, qui servirait de barrière entre la Russie, l'Autriche et la Turquie.

Les *Roumains* de la Moldo-Valachie se recommandent encore par un autre côté

aux sympathies de la France. Placés à 600 lieues de notre pays, entourés de peuples étrangers à la langue et aux idées françaises, n'ayant avec nous aucune relation politique, peu de relations commerciales, et de faibles affinités religieuses, ils n'en ont pas moins sans cesse les yeux tournés vers la France. C'est à elle qu'ils demandent presque uniquement des lumières ; c'est sa langue qu'on parle, non-seulement dans les hôtels des boyards, mais dans les comptoirs des marchands ; c'est en France que vient s'instruire la jeunesse valaque ; enfin c'est la littérature française qui est la base de l'enseignement public dans les colléges de Bucharest et de Yassi.

§ III. — La Bosnie.

Nous allons maintenant décrire les affluents de droite du Danube qui appartiennent à l'empire ottoman, et dont les bassins composent les provinces de Bosnie, de Servie et de Bulgarie.

1° La *Save*, qui prend sa source dans les Alpes Carniques et traverse une partie des États autrichiens, entre sur le territoire ottoman à l'endroit où elle se réunit à l'Unna ; elle se dirige de l'ouest à l'est, en servant de limite aux deux empires d'Autriche et de Turquie jusqu'à la fin de son cours. C'est une rivière large, peu rapide, bordée sur sa droite de forts escarpements, et sur sa gauche de plaines et de marais. Elle arrose, en Turquie : *Berbir*, petite place située en face de la ville autrichienne de Gradiska ; *Czabatz*, ville fortifiée, au confluent de la Drina ; *Belgrade*, dont nous avons déjà parlé, et où elle se jette dans le Danube. La Save est, sous le rapport militaire, une ligne considérable et tout à l'avantage de la Turquie, à cause des pays montagneux qui la bordent et dont nous dirons tout à l'heure l'importance. Comme de ces pays on domine entièrement la rive gauche, l'Autriche a garni celle-ci de colonies militaires qui forment une barrière contre les invasions ottomanes. C'est grâce à la pointe que fait la Save avec ses affluents, entre les provinces autrichiennes de Dalmatie, de Croatie et d'Esclavonie, que les Turcs ont plusieurs fois envahi l'Autriche et sont arrivés jusqu'à Vienne.

Les affluents de la Save en Turquie descendent des Alpes Dinariques, dont nous parlerons tout à l'heure. Ce sont des rivières torrentueuses, coupées de cascades, traversant des vallées profondes, boisées, qui présentent les sites les plus pittoresques, de riches pâturages et des champs fertiles.

1° L'*Unna* naît au pied du mont Chator, sert en partie de limite à la Turquie et à l'Autriche et arrose trois petites places qui sont les clefs très-insuffisantes de la Bosnie : *Bihacz*, chef-lieu de la Croatie turque, *Novi* et *Dubicza*. L'Unna reçoit à Novi la *Sanna*, qui descend du mont Dinara, et ouvre la route de l'intérieur de

la Bosnie (celle de Trieste à Constantinople), laquelle est défendue par les forts de de *Kosaratz* et de *Priedor*, situés sur la Sanna.

2° La *Verbas* passe à *Scopia*, petite ville qui est, comme presque toutes celles de la Bosnie, défendue par un mauvais château ; à *Jaicza*, ancienne capitale de la Bosnie, et qui a subi des siéges nombreux ; à *Banyaluka*, ville importante de 10,000 habitants, défendue par un grand château. La Verbas reçoit la *Plicva*, dont les magnifiques cascades sont une des merveilles naturelles de la Bosnie, et qui est défendue par le fort de *Ghul-Hissar*.

3° La *Bosna* naît dans un plateau coupé de bois et de ruisseaux, qui appartient aux pentes des monts Ivan ; elle passe non loin de *Bosna-Seraï*, capitale de la Bosnie, peuplée de 70,000 habitants. — Cette ville est située sur les penchants de montagnes riches en mines de fer, dont le sommet est garni d'une forte citadelle ; la riche plaine qui l'avoisine, l'abondance de ses eaux, la beauté de son climat, en font une des localités les plus célèbres de la Turquie. Elle présente de loin, à cause de sa situation pittoresque, un aspect admirable ; mais elle est sale et mal bâtie. Les trois quarts des habitants sont des Turcs remarquables par leur beauté et leur valeur, mais d'un caractère inquiet et turbulent. On y fait un grand commerce. — La principale route qui passe à Bosna-Seraï est celle de Trieste à Constantinople, qui entre sur le territoire turc à Novi, remonte la Sanna, passe à Banyaluka, et par Traunik atteint Bosna-Seraï ; de là elle continue par Priepol sur Novi-Bazar, Pristina, dans le bassin de la Morava, où nous la retrouverons. Cette route est un long défilé, creusé dans le flanc de la chaîne bosniaque, coupé de ravins, de ruisseaux, de contre-forts, de plateaux ; elle est aussi importante que difficile.

La Bosna reçoit encore un affluent qui passe à *Traunik*, ville défendue par un mauvais château, qui a 10,000 habitants et où réside le pacha de Bosnie ; puis elle arrose *Vrandouk*, château fort qui ferme entièrement une des gorges de la Bosna ; enfin elle passe au pied des mauvais châteaux de *Maglai*, de *Xepsi*, de *Dobov*, qui défendent l'entrée du pays contre l'Esclavonie.

4° La *Drina* est composée de deux torrents qui descendent des Alpes Bosniaques, et qui, réunis, passent à *Vichgrad*, petite ville mal fortifiée ; elle sert en partie de limite à la Bosnie et à la Servie, arrose *Zvornik*, ville qui passe pour la plus forte place de la Servie, quoiqu'elle ne soit enveloppée que d'une muraille flanquée de tours ; elle y est navigable ; puis elle traverse *Lochnitza*, ville de la Servie où les Turcs furent battus par les Autrichiens en 1789 ; de là elle arrose un pays fourré et qui a été ensanglanté par les guerres entre les Bosniaques et les Serbes ; elle finit au petit fort de *Ratzka*.

Les bassins de ces quatre rivières composent la Croatie turque et la Bosnie. Voici les montagnes où elles prennent naissance, et dont les contre-forts forment le relief et la charpente de ces pays.

Les grandes Alpes se prolongent dans le voisinage du golfe de Fiume par les *Alpes Dinariques*, qui longent le littoral de la mer Adriatique jusque vers les sources de l'Unna (affluent de la Save) et de la Kerka (affluent de la mer Adriatique). Là, la chaîne se partage en deux grandes branches qui laissent entre elles un plateau assez profond, de forme elliptique, et dont la pente générale s'incline vers l'Adriatique : la branche du nord forme les Alpes de Bosnie, la branche du sud les Alpes de Dalmatie; la terrasse intérieure, c'est l'*Hertzegovine* que nous décrirons plus tard. — Les Alpes de Bosnie s'étendent, pendant près de 100 lieues, du mont *Dinara* (2,340 mètres) vers les sources de la Sanna, au mont *Tchardagh* (3,200 mètres), vers les sources de la Morava orientale : ce sont des montagnes qui ont généralement 1,800 à 2,000 mètres de hauteur; leurs pentes méridionales sont rocheuses, nues, stériles, sillonnées de vallées plates et sans eau, du côté du plateau de l'Hertzegovine; leurs pentes septentrionales sont escarpées, ravinées, mais couvertes d'admirables forêts et d'excellents pâturages. Elles sont traversées seulement par de très-mauvaises routes qui viennent des bords de l'Adriatique. La meilleure est l'ancienne voie Gabinienne, qui part de Spalatro sur le littoral, traverse la Cettina et les monts Prologh, qui appartiennent aux Alpes Dalmatiques, passe à Livno et sur le plateau pierreux de l'Hertzegovine, de là atteint le plateau aride de Koupris dans les Alpes Bosniaques. Ce plateau, élevé de 1,600 mètres, et ayant 7 à 8 lieues de superficie, est le point culminant de la Bosnie; il est gardé par une petite forteresse. On descend de là dans les vallées herbeuses, ombragées, boisées, fertiles du Verbaz, et enfin sur la Bosna à Traunik.—Une autre route va de Raguse à l'embouchure de la Narenta, remonte cette rivière jusqu'à Mostar, traverse la chaîne bosniaque au mont Ivan, et de là aboutit sur Bosna-Seraï.

Les contre-forts des Alpes Bosniaques sont très-longs et s'étendent jusqu'au Danube; ils sont peu élevés, mais très-tortueux, très-fourrés, couverts de forêts et de pâturages, coupés de torrents, remplis de défilés, et font de la province de Bosnie un pays presque impénétrable, très-favorable à la guerre défensive, pays qui n'a que de mauvaises routes, est hérissé de châteaux ou de palanques, enfin est habité par une population robuste, turbulente, belliqueuse. Cette population, qui a donné successivement aux armées romaines et ottomanes leurs meilleurs soldats, peut lever 40,000 hommes. La Bosnie, couverte en avant par la Save, appuyée en arrière par les Alpes Dinariques, est en quelque sorte une immense citadelle et le boulevard de l'empire ottoman contre l'Autriche. Elle a, en y comprenant l'Hertzegovine, 4,600 myriamètres carrés et une population de 800,000 habitants, la plupart de race slave : la moitié est de religion mahométane; de l'autre moitié, 300,000 sont grecs et 100,000 catholiques. Nous verrons le rôle important qu'a joué dans les temps anciens cette province, qui semble plutôt l'alliée que la sujette des Turcs, à cause de l'origine européenne de ses habitants,

de ses institutions municipales, qui lui assurent une sorte d'indépendance, de ses milices locales (20,000 hommes), qui sont seules chargées de la garde du pays, etc. Aujourd'hui, depuis que la Servie et le Montenegro sont indépendants de l'empire ottoman, elle semble entièrement isolée de cet empire. La Bosnie est riche en pâturages, en fruits, en grains et surtout en bois de construction; elle a des mines de fer, de très-belles espèces de gros bétail, des moutons donnant une laine renommée, une bonne race de chevaux, etc. Elle fait un commerce assez considérable avec l'Autriche.

§ IV. — La Servie.

En continuant la description des affluents de droite du Danube, nous rencontrons, après la Save, la *Morava*. Le bassin de cette grande rivière, qui comprend presque toute la *Servie*, se divise en deux parties naturelles : le bassin des Moravas-affluents, le bassin de la Grande-Morava, celle-ci étant composée de deux cours d'eau, la Morava-serbe ou occidentale, la Morava-bulgare ou orientale.

La *Morava-serbe* naît dans un contre-fort des Alpes de Bosnie, coule d'abord du sud au nord dans un pays tout montagneux, puis se recourbe brusquement de l'ouest à l'est, en laissant à gauche *Oujitza*, petite ville défendue par un vieux château, dont les Serbes s'emparèrent sur les Turcs en 1809 et 1813; elle est bordée de masses montagneuses dont nous parlerons, traverse des plaines étroites et fertiles, passe près de *Krouschewatz*, et se réunit à la Morava orientale en traversant un profond défilé que domine la masse du mont Jastrebatz. — Elle reçoit de nombreux affluents, dont le principal est l'*Ibar*.

Le bassin de l'Ibar est la partie la plus remarquable, sous le rapport militaire, de la Turquie d'Europe, dont elle occupe à peu près le centre. Il forme une sorte de terrasse d'où les cours d'eau s'échappent par de profonds défilés, haute et belle plaine qui fait contraste avec le caractère âpre et tourmenté des montagnes voisines, que coupent des coteaux arrondis et de riches pâturages, et qui est habitée par une race d'hommes aussi belle que valeureuse. Ce plateau est, par sa pente méridionale, le nœud de toutes les hauteurs ou chaînes qui composent la charpente de la Turquie d'Europe : il domine les routes ou les entrées de la Bosnie, de la Servie, de la Bulgarie, de la Macédoine, de l'Albanie; de là on rayonne dans toutes les directions et l'on tient les débouchés des principales villes de l'empire ottoman. Nous en reparlerons.

L'Ibar descend des contre-forts du Tchar-Dagh; il coule dans une suite de défilés bordés d'escarpements, passe près de *Pristina*, ville de 7,000 à 8,000 habitants, mal fortifiée, et qui devrait être la citadelle principale de l'empire : elle tient principalement la route de la Bosnie dans la Macédoine. — Il laisse à droite la

célèbre plaine de *Kassova*, qui a 9 à 10 lieues de long sur trois de large, avec une hauteur moyenne de 500 à 600 mètres, plaine totalement déboisée, cultivée ou couverte de pâturages et qui a été le grand chemin de tant d'armées : c'est là qu'ont été livrées, la bataille de 1389, où Amurath Ier, vainqueur des Bosniaques et des Serbes, fut assassiné, et celle de 1448, où Amurath II vainquit les Hongrois. — L'Ibar passe ensuite à *Voutzitrin* et à *Mitrovitza*, où il entre dans une vaste échancrure de montagnes ; puis il reçoit à gauche le *Raska*, torrent qui coule dans une gorge profonde et passe à *Novi-Bazar*, l'ancienne *Rascia*, ville de 8,000 habitants, laide, tortueuse, défendue par un vieux château, et qui est la clef du plateau de l'Ibar : là se croisent les routes de Nissa (Servie), d'Uskioup (Macédoine, de Scutari (Albanie), et de Bosna-Seraï (Bosnie). Le pays dont Novi-Bazar est le chef-lieu est la *Rascie*, célèbre dans l'antiquité et dans le moyen âge par la valeur de ses habitants et par sa position enclavée entre la Bosnie, la Servie, l'Albanie et la Macédoine. L'Ibar, après avoir passé à *Maglitch*, finit à *Karanovatz*.

La *Morava-bulgare* naît dans les monts Kourbetzka, derrière l'Ibar, et n'est séparée de ce cours d'eau que par des mamelons couverts de broussailles ; elle coule dans la plaine de *Ghilan*, plaine élevée de 400 mètres, qui est le prolongement de celle de Kassova, où les pentes sont insensibles, où les eaux s'égarent, et qui est néanmoins le partage des eaux de la mer Égée et du Danube. Elle passe à *Vrania*, à *Kleisoura*, à *Precoplia*, petites villes sans importance, mais situées entre des montagnes cultivées qui présentent l'aspect de la Suisse ; enfin, après avoir reçu la Nissava, elle tourne à l'ouest, et se réunit à l'autre Morava, en traversant, comme celle-ci, un profond défilé que domine le mont Jastrebatz, élevé de 1,200 mètres.

Son affluent principal est la *Nissava*, qui naît dans le Veliki-Balkan ; elle traverse une vallée bordée à droite par les monts *Snegpol*, masses boisées de 1,300 mètres, qui la séparent de la Morava-bulgare : dans cette vallée débouche la grande route de Sophia. Elle passe ensuite à *Moustapha-Palanka*, arrose *Nissa* ou *Nisch*, l'ancienne Naïssus, patrie de Constantin, ville importante située dans une belle plaine, où passe la grande route d'Autriche à Constantinople ; elle a 16,000 habitants, n'est entourée que d'un rempart de terre, mais a une petite citadelle régulièrement bastionnée et en bon état.

Les deux Moravas réunies forment la *Grande-Morava*, qui court du sud au nord en traversant d'abord, pendant 25 lieues, un défilé compris entre les monts Retagn à droite, et les monts Kotlenik à gauche ; puis, au-dessous de *Jagodin*, petite ville où passe la route de Belgrade à Nissa, elle entre dans une vaste plaine, presque entièrement découverte et déboisée, coupée de riches cultures, de nombreux villages, de grands affluents, sur l'un desquels est *Kragouchevatz*, siége du gouvernement de la Servie ; enfin, elle forme quelques marécages et finit dans le Danube au-dessus de Semendria.

Le bassin total de la Morava est une région presque entièrement montagneuse et boisée ; les plaines et les cultures y sont les exceptions ; ses montagnes et ses vallées s'enchevêtrent avec tant de confusion, que c'est un des pays de l'Europe les moins connus, les plus favorables à la guerre défensive, et c'est à ce caractère physique qu'il doit son indépendance. Il se compose, nous l'avons déjà vu, de deux bassins assez distincts : le bassin supérieur, ou des Moravas-affluents, c'est la *haute Servie ;* le bassin inférieur, ou de la Grande-Morava, c'est la *basse Servie.*

Le premier est composé de plusieurs étages successifs de montagnes, entre lesquels se placent d'étroits plateaux, des vallées profondes, et que relient de nombreux contre-forts ; au milieu de tout ce chaos montagneux domine la masse du mont *Kopaonik*, élevé de 1,400 mètres. En ne considérant, dans cette complication de sommités, que la ceinture du bassin, on trouve que les montagnes dont elle se compose, sont :

1° A l'ouest, un épais contre-fort détaché des Alpes Bosniaques, qui court entre la Drina et la Morava occidentale, et qui est coupé par la grande route de Bosna-Seraï à Nissa : à la hauteur de Oujitza, cette série de montagnes se recourbe de l'ouest à l'est, longe la Morava en groupes très-épais, culmine dans les monts *Roudnik*, qui ont plus de 1,200 mètres de hauteur, et dont les gorges ont servi souvent de refuge aux insurgés serbes ; enfin elle se termine par le mont *Douvor*, situé près du confluent des deux Moravas ;

2° Au sud-ouest, les Alpes Bosniaques, dans leur partie la plus épaisse et qui se rattache au *Tchar-Dagh* ou mont *Scardo*. Ce dernier massif est un nœud de montagnes très-remarquable, non-seulement par son élévation, qui atteint plus de 3,000 mètres, mais parce que là se réunissent les trois grandes chaînes des Alpes de Bosnie, des Alpes Helléniques, et des Alpes de Mœsie ;

3° Au sud, les Alpes de Mœsie, qu'on appelle aussi le *Balkan occidental.* Ces Alpes sont d'abord composées des monts *Kourbetzka*, qui ont près de 1,700 mètres de hauteur, puis ce n'est plus qu'un haut terrain bouleversé, au milieu de plateaux superposés qui font des bassins supérieurs de l'Ibar, de la Morava-bulgare, de l'Isker, du Strouma, du Vardar, etc., bassins divergents et coulant dans des mers différentes, une seule et même grande terrasse, dont la pente la plus douce, la plus prolongée est vers le nord, où les bassins ne sont séparés que par des ondulations montueuses, et qui enfin, ainsi que nous l'avons déjà dit dans le bassin de l'Ibar, ouvre des passages faciles entre cinq grandes provinces de la Turquie. C'est là le nœud militaire de cet empire ; c'est là où se sont souvent décidées ses destinées ; c'est là ce qui fait de la Servie, qui tient les principaux points de ce plateau, une province si importante. Ajoutons que ce plateau de la haute Mœsie est dominé immédiatement par les plus hautes sommités de la Turquie ; le Scardo, au sud-ouest, le Kopaonik au nord, le Haut-Balkan et le Rhodope au sud-ouest. Les Alpes de Mœsie sont traversées par les

routes de Pristina à Uskioup, de Vrania à Kostendil, de Nissa à Doubnitza, de Nissa à Sophia, qui est la plus importante et que nous décrirons en détail.

4° A l'ouest, le *Veliki-Bulkan*. — C'est par le plateau à peine ondulé où passe la route de Nissa à Sophia que le Veliki-Balkan se rattache très-confusément aux Alpes de Mœsie et au Balkan central, dont nous parlerons plus tard. Le Veliki-Balkan est une chaîne très-tortueuse, très-peu distincte, qui sépare la Morava-bulgare de l'Isker et autres affluents du Danube; elle se compose d'abord des monts *Souva*, élevés de 1,200 mètres, montagnes âpres, boisées, entièrement désertes, et qui longent la Nissava; puis elle contourne les sources du Timok sous le nom de *Mosna*, et se trouve coupée par l'importante route ou défilé de Viddin à Nissa, la seule par laquelle on puisse, de la Valachie, aborder la Servie. Enfin elle atteint sa plus grande hauteur dans le saillant qu'elle forme en se rapprochant de la Morava, vers le mont *Retagn*, pyramide triangulaire de 1,300 mètres d'élévation, et d'où l'on domine tout le pays. Nous allons retrouver les dernières parties du Veliki-Balkan dans le bassin de la Grande-Morava.

Le bassin de la Grande-Morava est beaucoup moins étendu et moins avantageux que celui des Moravas-affluents; sa partie la plus fourrée, entre la Kouloubara et la Morava, se nomme *Schoumadia*, pays des bois, parce qu'il ne semble, en effet, qu'une vaste forêt de chênes, dont quelques parties auraient été déboisées et cultivées. Il est enceint d'un côté par les montagnes entre Drina et Morava, qui n'ont que 300 mètres de hauteur, mais qui se prolongent jusque sur le Danube, d'un autre côté par la dernière partie du Veliki-Balkan, qui sépare le Timok de la Morava. Cette partie, la moins élevée du Balkan, en est la plus épaisse et la plus tortueuse : les montagnes n'ont guère que 500 à 600 mètres de hauteur, mais leurs cimes sont âpres, boisées, escarpées, et leurs contre-forts sont contournés et divisés en mille nervures qui vont harceler le fleuve pendant 10 à 12 lieues, et forment le défilé de la Porte de Fer. — Le bassin de la Grande-Morava a une grande importance politique comme contenant la grande route de Belgrade à Nissa par Jagodin.

La Servie est habitée par une population qui a joué un rôle de premier ordre dans l'histoire de l'Europe orientale. Les Serbes forment une branche de la race slave, aussi puissante que vivace, et qui compte 5,000,000 de membres disséminés en Servie, en Bosnie, dans le Montenegro, dans l'Hertzegovine, enfin dans la Hongrie; sur ces 5,000,000 de Serbes, la Servie n'en compte que 800,000 à 900,000. 3,000,000 suivent la religion grecque, 1,000,000 la religion catholique, 1,000,000 la religion musulmane. Presque tous les habitants de la Servie sont chrétiens-grecs. Les Serbes forment la population chrétienne la plus recommandable de la Turquie par la dignité et la gravité de son caractère, son courage, sa bonté, sa générosité, ses mœurs patriarcales, son attachement au sol, à ses usages et à sa religion. Ils ont d'ailleurs une grande répugnance pour la vie et le luxe de l'Occident; ils sont nonchalants, grossiers, sans industrie, sans com-

merce, sans aucun goût pour les aisances de la vie. Rien n'inspire plus de tristesse que la vue de ce magnifique pays, avec son beau climat, son sol fertile en blés, en vins, en pâturages, ses montagnes pittoresques et pleines de richesses minérales, ses nombreuses rivières, et qui n'apparaît que comme une immense forêt, semée de loin en loin d'amas de cabanes qu'on décore du nom de villes, et dont les habitants, demi-sauvages, ont pour principale industrie, ou plus exactement pour principale ressource, l'élève des porcs, qu'ils laissent errer librement et par bandes sous leurs innombrables chênes.

La Servie a eu longtemps, comme nous le verrons dans cette histoire, une existence indépendante ; ennemie des Byzantins pendant tout le moyen âge, elle n'a cessé, depuis la conquête musulmane, de combattre les Turcs, et enfin, au commencement du dix-neuvième siècle, elle a reconquis son indépendance, laquelle a définitivement été légitimée en 1834.

La position militaire de la Servie est d'une importance extrême : placée entre la Bosnie et la Bulgarie, elle ferme la communication entre ces deux provinces ; possédant une partie des Balkans, elle peut tourner ces montagnes par leur centre et jeter une armée d'envahissement dans le bassin de la Maritza et sur Constantinople ; située en face de la Hongrie, elle a été le grand chemin des Turcs pour pénétrer dans ce royaume, et comme elle possède la grande route de Vienne à Constantinople, elle pourrait devenir le chemin des Autrichiens vers le cœur de l'empire ottoman.

§ V. — La Bulgarie.

Il ne nous reste plus qu'à décrire les derniers affluents de droite du Danube, ceux dont les bassins composent la *Bulgarie*.

Les affluents qui descendent des Balkans sont torrentueux, non navigables, bordés de forts escarpements. Le pays qu'ils sillonnent est une région étagée en terrasses traversées par plusieurs chaînes parallèles, et leurs divers degrés sont divisés à leur tour par des ramifications transversales qui poussent leurs dernières éminences jusque sur le Danube. Les rivières se creusent dans ces terrasses calcaires d'étroits et ravineux bassins ; elles n'ouvrent que de mauvaises voies de communication, et leur passage est très-difficile ; les plateaux qui les séparent sont eux-mêmes déchirés de gorges profondément fouillées ; là où ils ne sont pas couverts de bois, ils offrent des steppes nues, hérissées de ronces et de broussailles, et qu'interrompent souvent des terrains cultivés en blés et des coteaux couverts de vignobles.

On trouve d'abord : 1° le *Timok*, qui descend par deux grandes sources de la partie la plus épaisse du Veliki-Balkan ; il passe à *Gorgouchwatz*, débouché du dé-

filé de Vratanitza, qui forme la route de Viddin à Nissa, garde ses escarpements jusqu'à *Bregova*, où il débouche en plaine, et finit à *Radojevatz*. Il n'est pas navigable et n'a qu'une largeur de 15 à 45 mètres; mais il a une grande importance par son bassin montueux que traverse la route de Viddin à Nissa. Il sert de limite à la Servie et à la Bulgarie.

A la suite du Timok on trouve dix torrents qui ont le même caractère; ils traversent un pays très-favorable à la guerre défensive, et sont coupés, près de leurs affluents, par la route de Viddin à Nicopoli. Le plus remarquable est l'*Arcer*, qui passe par *Belgradchik*, situé sur la route de Viddin à Nissa.

2° L'*Isker*, l'ancien Escus, descend du plateau central des Balkans, arrose *Samakov*, ville située au centre du plateau, débouché du défilé de Kis-Derbend, qui mène de l'Albanie sur Andrinople; il passe à quelques lieues de *Sophia*, l'ancienne *Sardica*, grande ville de 40,000 habitants, couverte seulement par une forte muraille flanquée de tours, et qui a une position de premier ordre, comme ouvrant le défilé de Trajan, c'est-à-dire la route d'Autriche à Constantinople, que nous décrirons plus loin. C'est une ville sale, tortueuse, mal bâtie, ayant des fabriques nombreuses, et qui est la capitale de la Bulgarie. — Il coule ensuite dans une vallée étroite et profonde, formée par les deux contre-forts principaux des Balkans, l'Etropol-Balkan et le Soumoughou-Dagh; il sort de ce défilé à *Etropol*, débouche dans les steppes bulgares, et finit au-dessous de *Raovitza*.

3° Le *Vic*, l'*Osma*, etc., sont de grandes rivières qui ne traversent aucune localité remarquable. L'Osma est coupée à *Loftcha* par la route de Nicopoli à Gabrova, et finit près de Nicopoli.

4° Le *Jantra* est formé de plusieurs torrents : le principal passe à *Gabrova*, débouché de la route d'Andrinople à Routschouk; il est longé par cette route, passe à *Tirnova*, petite ville fortifiée, et finit au-dessous de Sistova.

5° Le *Lom* est formé de deux rivières et finit à Routschouk; la plus orientale contient la route de Routschouk à Choumla et se trouve défendue par la petite ville de *Rasgrad*, située dans une contrée très-fertile.

6° Le *Taban*, qui passe à *Kutschuk-Kaïnardji*, célèbre par le traité de 1774.

Après le Taban on ne trouve plus que des rivières peu étendues qui traversent un pays plat et même marécageux. L'importance passe aux affluents directs de la mer Noire, qui descendent des derniers contre-forts des Balkans. Nous en parlerons après que nous aurons décrit ces montagnes.

Au point où se détache le Veliki-Balkan de la masse des Balkans, la chaîne se continue en s'inclinant au sud-est, et forme, jusqu'au défilé de Trajan, une partie qu'on appelle le *Balkan central* : c'était l'ancien *Orbelus*. Le Balkan central est la partie la plus basse, la moins prononcée de toute cette vaste chaîne. Il est d'abord composé d'une masse rocailleuse et triangulaire, élevée de 1,300 mètres : c'est le mont *Vitoch*, situé à 2 lieues au sud de Sophia;

puis il ne se compose plus que de crêtes basses ayant à peine 900 mètres, sorte de plateau sauvage et désert qui s'élève peu au-dessus du fond des vallées voisines, et qui est surmonté çà et là de chaînes de rochers séparées par de larges dépressions. Ce plateau n'offre presque pas de défilés, mais il est néanmoins assez difficile à franchir à cause de l'épaisseur des forêts, de l'absence de cultures et d'habitations, des amas profonds de cailloux roulés, où les chevaux ne peuvent marcher, enfin à cause des ouragans qui balayent quelquefois des caravanes entières dans les précipices ; d'ailleurs derrière le Balkan s'ouvrent les profondes vallées du Vardar, du Strouma, bordées de contre-forts beaucoup plus élevés et plus difficiles que le Balkan lui-même. La principale route du Balkan central est celle qui mène de Kostendil sur la Strouma à Samakov, et de là à Bania sur la Maritza : le col de Bania a 650 mètres de hauteur.

Le plateau du Balkan central est encore parcouru longitudinalement sur sa pente septentrionale par la route de Nissa à Andrinople, la seule par laquelle on puisse atteindre Constantinople en éludant le Danube, les Balkans et toutes les places fortes. Elle part, comme nous l'avons déjà vu, dans l'empire ottoman de Belgrade, qui en tient la clef, passe à Semendria, suit la rive gauche de la vallée de la Grande-Morava, traverse cette rivière près de Jagodin, passe sur la rive droite, atteint la vallée de la Nissava et arrive à Nissa, dont nous avons vu toute l'importance. De là elle remonte la Nissava le long des revers très-âpres des monts Souva. Elle traverse trois défilés entre Nissa et Dragoman ; puis elle coupe la ligne de partage des eaux entre l'Isker et la Nissa dans une vaste échancrure si peu montueuse, que les deux rivières semblent n'avoir qu'une même vallée ; elle parcourt le beau plateau où naît l'Isker, plateau verdoyant et cultivé en céréales, et arrive à Sophia. Au delà de Sophia, jusqu'à Ichtiman le plateau se couvre de pâturages et s'entoure de montagnes boisées ; le chemin devient alors plus difficile, rocailleux, ravagé souvent par des tempêtes ; il continue à monter doucement en franchissant quelques torrents jusqu'au défilé appelé *Kapoulou-Derbend* ou passage de la Porte, à cause de la *porte Trajane*, dont les dernières ruines ont été démolies en 1835. Ce défilé n'a de hauteur, au-dessus de la plaine d'Ichtiman, que 70 mètres, mais il en a 750 au-dessus de la mer : autant le talus par lequel on y arrive, du côté d'Ichtiman, est peu sensible, autant le talus par lequel on descend du côté de la Maritza est abrupt, rapide, pratiqué dans une sombre gorge, faisant de brusques détours. Nous retrouverons cette route dans le bassin de la Maritza. Disons seulement qu'elle est la plus facile de toutes celles qui traversent le Balkan, qu'elle suit le tracé d'une ancienne chaussée romaine et ne semble, depuis Nissa, qu'un long couloir naturel parcourant quatre étages successifs et doucement inclinés, de Nissa, qui a 155 mètres d'élévation à Scharkoë, qui en a 320 ; de Scharkoë à Sophia, qui en a 550 ; et de Sophia à Ichtiman, qui en a 660.

Au delà du défilé de Trajan commence le Balkan oriental, qui est le vrai Balkan, l'ancien *Hæmus*, car ce n'est que par analogie ou par simplification qu'on donne ce nom aux montagnes occidentales jusqu'au mont Scardo; les Turcs l'appellent *Emineh-Dagh*, montagnes qui protégent. Ce Balkan se divise en deux parties très-distinctes : le Haut-Balkan, du défilé de Trajan au défilé de Demir-Kapou; le Grand-Balkan, de ce dernier défilé au cap Emineh. Le Balkan oriental est loin de présenter les cimes élevées, les neiges perpétuelles, les cols redoutables des Alpes et des Pyrénées; ce sont des montagnes secondaires, dont la hauteur moyenne est à peine de 1,000 mètres, dont les points culminants ne dépassent pas 1,700 mètres, et dont l'épaisseur est de 10 lieues dans la partie la plus occidentale, et de 5 lieues à peine dans le voisinage de la mer Noire. Elles offrent en quelques parties des croupes décharnées et d'âpres escarpements, mais presque partout des croupes mamelonnées, des coupoles arrondies, comme les *ballons* des Vosges, ou bien une suite de cimes peu proéminentes, à bases évasées, couvertes d'arbres sur leurs flancs, couronnées de pâturages et où la neige ne tient nulle part pendant l'été. Elles sont d'ailleurs garnies presque partout d'épaisses forêts, de hautes herbes, de broussailles inextricables, et c'est là ce qui fait la difficulté de leurs passages. Leurs vallées supérieures sont étroites, profondes, bordées de rochers; mais elles deviennent assez promptement de grandes plaines; leurs contre-forts, excepté un seul dont nous parlerons, sont peu élevés, peu étendus, peu rapides; ils s'élargissent promptement en terrasses, forment ainsi des étages successifs et nettement marqués, qui composent le terrain de la Bulgarie; enfin, en s'abaissant doucement vers le Danube, ils se terminent dans les berges escarpées qui commandent la rive gauche du fleuve. Il suit de cette configuration du pays, que, du côté de la Bulgarie, l'arête supérieure des Balkans peut être facilement atteinte par un grand nombre de routes qui ne sont réellement mauvaises, tortueuses, rapides, que dans le passage de la crête. Du côté de la Roumélie, la pente du Balkan est au contraire fortement inclinée; elle tombe brusquement en plaine; l'aspect de la chaîne est néanmoins triste et sans grandeur, et les passages présentent des escarpements et des cavités difficiles.

Nous avons dit que le Balkan n'avait sur sa pente septentrionale qu'un seul contre-fort remarquable : c'est l'*Etropol-Balkan* qui se détache de la grande chaîne vers Ichtiman, est élevé de 1,300 à 1,400 mètres, et va finir sur le cours de l'Isker, où il se joint à un contre-fort détaché du Veliki-Balkan, le *Soumoughou-Dagh*, élevé de 1,100 mètres. Ces deux contre-forts, sauvages et mal habités, forment ainsi une ligne de montagnes continues et beaucoup plus nettement marquées que celles qui composent le Balkan central. Leur pente méridionale s'efface dans la grande plaine de Sophia.

Les Balkans sont, de toutes les montagnes de la Turquie d'Europe, les moins

Le Balkan près d'Aïdos.

difficiles à traverser; mais il n'y existe, sauf quelques restes de chaussées anciennes, aucune route pratiquée et entretenue; toutes sont des sentiers naturels. Voici les principales :

1° Celle qui va de Gabrova sur la Jantra à Keisanlik sur la Toundja; elle réunit les routes qui partent de Nicopoli et de Routschouk, est défendue en avant des Balkans par la ville de Tirnova, et rejoint à Philippopoli le grand chemin de Vienne à Constantinople. Le col de Gabrova est élevé, tortueux, rapide, courant entre des murailles de rochers. 2° Celle qui part de Routschouk, remonte le Kara-Lom, traverse le défilé de Demir-Kapou et aboutit à Selivno et de là à Andrinople. Le col de Demir-Kapou n'a que 1,000 mètres de hauteur ; mais ses deux pentes sont arides, désertes, peu fréquentées.

Au delà de ce défilé le Balkan s'abaisse rapidement et s'épanouit en trois principales branches, laissant entre elles des vallées transversales, peu profondes, fertiles, et jetant leurs eaux à la mer Noire. — La première branche se dirige au nord sous le nom de *Binar-Dagh*, et se compose de plates-formes ayant de 400 à 600 mètres ; elle se dégrade en collines, est facilement coupée par les routes de Routschouk et de Silistrie à Choumla, dans des hauteurs qui ont 350 mètres, et finit par des pentes insensibles vers le fossé de Trajan. — La deuxième se dirige à l'est sous le nom de *Grand-Balkan*, et va finir au cap Emineh ; elle jette des contre-forts qui achèvent l'épanouissement du Balkan et qui enferment les vallées pittoresques du Pravadi et du Kamtchik, dans des plateaux ayant à peine 300 mètres de hauteur : le plus long et le plus élevé est le *Kutschuk-Balkan*, qui sépare deux branches du Kamtchik ; le plus court et le plus remarquable est celui qui forme le promontoire ou l'escarpement de Choumla, entre le Pravadi et le Kamtchik. Le Grand-Balkan n'a que 700 mètres de hauteur, une épaisseur de 2 à 3 lieues et des cimes sans contours marqués; ces cimes forment seulement à l'horizon une muraille boisée de chênes, découpée par des ondulations peu sensibles ; ses contre-forts septentrionaux séparent les affluents du Kamtchik. Dans ce Balkan, le voyageur est surpris de s'approcher si aisément de la crête, au moyen du plan faiblement incliné des vallées transversales, et de la franchir sans s'en apercevoir : ainsi il ne faut qu'une heure et demie de marche pour passer le défilé de Nadir-Derbend, qui mène sur Aïdos, et qui n'a pas moins de 600 mètres. Ce défilé est tantôt bordé d'escarpements sauvages et sillonnés de torrents, tantôt de hauteurs couvertes de verdure, de maisons et de jardins. Il appartient à la route, très-fréquentée, qui vient de Pravadi et tourne Choumla à l'est : il a été franchi par les Russes en 1829. Il est une autre route moins commode, quoique moins élevée, à cause des trois chaînes qu'elle coupe ; c'est celle qui tourne Choumla à l'ouest par Eski-Djoumâ, Osman-Bazar dans le Binar-Dagh, Kasan dans le Kutschuk-Balkan, et de là sur Selivno ou Karnabat. Enfin, il y a une route qui mène de Choumla à Aïdos et à Karnabat par le défilé de Dobrol.

La troisième branche du Balkan, qui n'est réunie à la grande chaine que par une échancrure de 300 mètres de hauteur, où passe la route de Karnabat à Selivno, s'appelle monts *Strandja*. Elle court directement au sud-est, et sépare le bassin de la Maritza des petites rivières qui tombent dans la mer Noire; sa plus grande élévation est de 900 mètres entre Fakhi et Tirnovo; mais, près de Viza, elle n'en a plus que 400, et, quand elle arrive sur le Bosphore, elle descend à moins de 200. Elle se compose de plateaux montueux, est couverte de forêts et se trouve coupée par des vallées courtes, parallèles et difficilement praticables. Ses pentes occidentales descendent doucement vers la Maritza ; ses pentes orientales plongent brusquement dans la mer Noire ; enfin ses derniers mamelons se perdent aux environs de Constantinople en collines fertiles et cultivées. La principale route qui traverse les monts Strandja est celle d'Aïdos à Kirk-Kilissia par le défilé de Fakhi : c'est le chemin le plus court de Choumla à Constantinople.

Le Binar-Dagh, le Grand-Balkan et les monts Strandja forment un triple obstacle qui, avec les nombreuses vallées qu'ils renferment, devrait couvrir Constantinople; mais comme ces montagnes sont peu élevées, comme les routes qui les traversent mènent directement et par le chemin le plus court sur Constantinople, elles ont été les lieux de passage de la plupart des armées qui ont marché sur cette capitale, et les Turcs ont dû les couvrir de places fortes. Ces places sont situées sur les cours d'eau suivants :

1° Le *Pravadi*, torrent qui descend du Binar-Dagh et passe à *Pravadi*, petite ville qui couvre l'espace entre Choumla et Varna, ainsi que la route de la Dobroutcha sur le défilé de Dobrol ; elle fut prise par les Russes en 1828, et depuis cette époque a été fortifiée. Après avoir formé un lac marécageux, le Pravadi, finit à *Varna*, le meilleur port de la Turquie sur la mer Noire, et dont l'occupation est indispensable à une armée qui veut franchir le Balkan. C'est une ville bien fortifiée et qui fut prise par trahison par les Russes en 1829.

2° Le *Kamtchik* est formé de trois rivières qui coulent dans des lits torrentueux et profonds et dont le passage est très-difficile. Celle du nord descend du Binar-Dagh et enveloppe, entre elle et l'un de ses affluents, le plateau sur le flanc oriental duquel se trouve *Choumla*, l'une des positions militaires les plus importantes de l'Europe. Cette place est à la tête du redoutable triangle dont Routschouk et Silistria tiennent les deux autres sommets, sur la grande route de Bucharest ou de Russie à Constantinople ; c'est la clef du Balkan et le principal boulevard de la Turquie contre les Russes. Elle est située sur une sorte de promontoire si escarpé et si étroit, qu'il est presque impossible de la bloquer et de la bombarder. La ville, tortueusement ramassée sur cette hauteur, a une population de 20,000 habitants, assez laborieux et principalement livrés à l'industrie du cuivre ; entourée de remparts, de fossés, et flanquée de tours, elle est le réduit d'un vaste camp retranché, enveloppé de hautes collines fortifiées et

défendues par une citadelle qui domine tout le plateau. Les Russes ont bloqué inutilement cette place en 1811 et 1828; et trois batailles ont été livrées sous ses murs. — Le moyen Kamtchik traverse une vallée profonde entre le Binar-Dagh et le Kutschuk-Balkan, sans arroser d'autre lieu remarquable que ***Eski-Stamboul***, sur la route de Choumla au défilé de Dobrol. — Le Kamtchik du sud descend du Demir-Kapou, longe toute la crête du Grand-Balkan, dans une vallée brisée de gorges et d'escarpements, étant coupé par toutes les routes qui traversent cette chaîne. — Ces trois cours d'eau composent une rivière, remarquable par le pays accidenté, fertile, bien peuplé, qu'elle traverse, et qui est surtout d'une importance très-grande dans les opérations militaires, les trois Kamtchik composant une région confuse qu'il est difficile de bien garder.

3° Nous nommerons encore deux torrents descendant du Grand-Balkan, l'un qui passe à ***Aïdos***, débouché du défilé de Nadir-Derbend, petite ville dévastée en 1829, et remarquable par la beauté de son site, son commerce, ses eaux thermales; l'autre qui passe à ***Karnabat***, débouché du défilé de Dobrol. Ces cours d'eau finissent dans la vaste baie de Bourgas, sur laquelle se trouvent ***Bourgas***, port médiocre et mal fortifié, et ***Sizeboli***, petite forteresse prise par les Russes en 1829.

Les bassins que nous venons de décrire comprennent en grande partie la *Bulgarie*, pays fertile et mal cultivé, ayant un climat généralement froid, parce qu'il est exposé aux vents des steppes du nord, aussi est-il couvert de glaces de décembre à février. Il présente, surtout dans le voisinage des Balkans, les sites les plus pittoresques, une végétation magnifique, de gras pâturages, de belles forêts. Cette province est habitée par une population d'origine tartare, mais qui, s'étant mêlée avec les Serbes, semble de race et de langue slaves. C'est une population simple, gaie, douce, paisible, laborieuse, hospitalière, économe, qu'on a comparée souvent à celles de la Suisse et de l'Auvergne. Nous verrons quelles révolutions cette province a subies, quelles souffrances elle a dû supporter, étant sur le passage de toutes les armées qui ont convoité Constantinople, et comment, malgré son sol fertile et une superficie de 3,000 lieues carrées, elle ne renferme que 700,000 habitants, dont plus de 500,000 chrétiens.

CHAPITRE II.

TURQUIE D'EUROPE. — LES PROVINCES DE L'ARCHIPEL.

§ I. — La péninsule hellénique.

La péninsule vulgairement appelée *hellénique* forme une masse triangulaire dont la base est l'arc de montagnes décrit par les Alpes Dinariques et les Balkans, et dont le sommet est le cap Matapan ; le côté occidental est limité par les mers Adriatique et Ionienne, le côté oriental par l'Archipel, la mer de Marmara et les détroits des Dardanelles et de Constantinople. Cette péninsule est partagée aujourd'hui entre l'empire ottoman et le royaume de Grèce.

Elle figure un vaste promontoire hérissé de chaînes escarpées, creusé par de profondes et courtes vallées, découpé de golfes, bordé d'îles, rempli de cavernes, sujet aux tremblements de terre, qui semble être le débris d'un pays autrefois plus large et moins âpre, lequel aurait été bouleversé par les révolutions volcaniques dont ses îles portent de nombreuses traces C'est surtout à mesure qu'on s'éloigne des Balkans que toute régularité disparaît dans la disposition des terres, que les hachures et les déchirures se multiplient, que les montagnes se brisent, que les côtes s'escarpent et se courbent, que les cours d'eau se tordent et se creusent, que les caps et les îles présentent leurs groupes aigus et leurs pointes sauvages. On retrouve néanmoins dans toute cette région tourmentée ces grandes cavités à fond plat et à niveau élevé, que nous avons vues dans les Alpes Dinariques et les Balkans, et qui donnent au relief de la Turquie d'Europe un caractère tout particulier. Le nord a quelques plaines, des cours d'eau navigables, de belles forêts, un climat tempéré, un sol fertile ; le midi n'a que des montagnes chauves et déboisées, des torrents, une chaleur souvent insupportable ; mais les îles, abondantes et fertiles en vins, en soies, en marbres, présentent les aspects les plus délicieux, le plus beau ciel et le climat le plus doux de l'Europe. Ce chaos montagneux, cet entassement confus de caps, d'escarpements, de ravins, de vallées, c'est le coin de terre qui a fait le plus de grandes choses, qui a le plus éclairé, élevé, perfectionné

l'humanité; « c'est, suivant l'expression des Romains, la mère féconde de la philosophie, de la science, de la religion, de l'agriculture et des arts. »

Aux sources de l'Ibar, derrière cette plaine de Pristina dont nous avons vu toute l'importance, de la masse neigeuse du Tchar-Dagh se détache une longue et tortueuse chaîne qui se dirige du nord au sud, en séparant les eaux de l'Adriatique de celles de l'Archipel, et qu'on peut appeler *Alpes Helléniques*. Cette chaîne, qui ne se termine qu'au cap Matapan, et qui aurait ainsi un développement de 700 à 800 kilomètres, est la charpente principale de la péninsule; elle est fort mal connue; ses sommités les plus hautes doivent atteindre 2,800 à 3,000 mètres; ses contre-forts sont très-nombreux, très-confus et font de toute la presqu'île un pays entièrement montagneux; elle n'est traversée que par des routes rares et mauvaises.

Les Alpes Helléniques partagent la péninsule en deux grands versants: celui de l'Archipel, celui de la mer Adriatique. Le versant de l'Archipel comprend, dans l'empire ottoman, la *Roumélie*, ou les anciennes provinces de la *Thrace*, de la *Macédoine* et de la *Thessalie;* celui de la mer Adriatique, l'*Hertzegovine* et l'*Albanie*.

§ II. — La Thrace.

L'ancienne Thrace est une vaste plaine bordée par un amphithéâtre montagneux, plaine semée de petites collines, de bois, de cultures, de marécages, et qui est comprise dans le bassin de la Maritza, que nous allons décrire.

Le bassin de la Maritza est enveloppé au levant par les monts Strandja, au nord par le Balkan oriental, au couchant par un vaste contre-fort détaché des Balkans, le *Rhodope*, que les Turcs ont appelé *Despoto-Dagh* (montagnes des Prêtres), à cause des nombreux couvents qui étaient autrefois dans ces montagnes. Le Rhodope se détache des Balkans dans le haut plateau où l'Isker, le Strouma et la Maritza prennent leur source, non loin du défilé de Trajan; et il se prolonge dans une étendue de 50 lieues jusqu'à la mer Égée. C'est moins une chaîne distincte qu'un amas de plusieurs chaînes parallèles, et dont l'épaisseur serait de 20 à 25 lieues, en y comprenant les contre-forts parallèles qui s'étendent jusqu'au Strouma. Les contre-forts qui tombent du côté de la Maritza sont beaucoup moins étendus, et de ce côté la chaîne semble s'élever brusquement au-dessus des plaines. Son altitude va en diminuant du nord au sud : dans le nord, elle est de 2,600 mètres; dans le sud, elle n'est plus que de 700 à 800. Ses dernières pentes tombent en s'épanouissant dans la mer. Ses passages sont rares, difficiles, élevés; la plupart sont pratiqués à travers des escarpements couverts de forêts vierges, de sapins et de hêtres. Le plus important, le

plus profond, est celui de Kis-Derbend, qui mène de Tatar-Bajardzik à Raslouk sur le Mesto, c'est-à-dire de la Bulgarie dans la Macédoine, sans traverser la Thrace. Aucune contrée de la Turquie ne présente d'aussi belles cimes de montagnes sur une si grande échelle, surtout quand on les regarde de Tatar-Bajardzik et de Philippopoli, où l'on a, de l'autre côté, l'aspect du Balkan, qui perd à être placé dans un voisinage si magnifique. Le Despoto-Dagh forme un véritable amphithéâtre, où, au-dessous des cimes verdoyantes ou des rochers nus, sont étagées de superbes forêts de sapins et de mélèzes, puis une zone touffue de hêtres, et, plus bas, des bois de chênes avec des prés et des vignobles à l'entour des villages. Ces montagnes ont servi de refuge aux Grecs, qui, persécutés par les Turcs, s'y cantonnèrent dans des villages et des couvents placés au fond des vallées ou sur des escarpements; mais la population chrétienne en a été successivement et à dessein expulsée par la population musulmane.

Le bassin de la Maritza est encore fermé au sud par le *Tekir-Dagh*, série de basses montagnes couronnées de petits plateaux, qui s'étend parallèlement à la côte de l'Archipel et semble se réunir au Rhodope, mais en laissant à la Maritza une vallée large, ouverte et sans barrage. Un de ses contre-forts va former la charpente de la presqu'île de Gallipoli; ses escarpements septentrionaux pendent sur la mer de Marmara, et se réunissent aux divers contre-forts des monts Strandja, qui forment la presqu'île de Constantinople. Toutes ces hauteurs, boisées ou rocailleuses, n'ont pas plus de 400 mètres d'élévation.

La *Maritza* prend source dans le massif de Samakov; elle coule d'abord dans un ravin profond jusqu'à *Kostanitza*, où elle est jointe par la route de Soulu-Derbend; elle commence à s'étendre dans un pays découvert, à *Tatar-Bajardzik*, ville de 8,000 habitants, importante par sa position; alors elle traverse une vallée large, fertile, bien habitée, mais qui, étant principalement cultivée en rizières, est marécageuse, malsaine et difficilement praticable. Elle continue à être longée par la route de Vienne à Constantinople, et arrive à *Philippopoli*, ville industrieuse, de 20,000 habitants. La plaine qu'elle traverse reste fertile et peuplée, et elle arrose ainsi une multitude de petites villes et de villages jusqu'à *Andrinople*.—Cette ville, de 100,000 habitants, est regardée comme la deuxième de l'empire ottoman, dont elle a été la capitale depuis 1369 jusqu'en 1453. Elle renferme des monuments remarquables : l'ancien palais des sultans, la mosquée de Sélim II, de beaux bazars, une citadelle, une fonderie de canons, etc. Ses murailles flanquées de tours ne sont pas susceptibles de résistance, et elle a été prise sans coup férir par les Russes en 1829. Son industrie est assez active, et elle fait un commerce considérable par sa rivière et le petit port d'Enos. Elle est située au confluent de la Toundja, au débouché des principales routes des Balkans, sur la grande route de Vienne à Constantinople.

Après Andrinople, le fleuve, qui avait coulé jusque-là de l'ouest à l'est, tourne



au sud; il peut alors porter des bateaux de 50 tonneaux; il arrose *Demotica*, petite ville célèbre par le séjour de Charles XII, et finit dans le golfe d'Enos par deux embouchures.

Ses affluents sont très-nombreux. Ceux qui descendent du Rhodope n'ont rien de remarquable : torrentueux à l'origine, coulant dans des plaines fertiles près de leurs confluents, ils ne traversent que de petites villes sans célébrité; mais ceux qui viennent des Balkans et des monts Strandja ont une grande importance. Le plus considérable est la *Toundja;* elle descend du Balkan, court dans une vallée profonde, parallèlement à la grande chaîne, étant enfermée entre elle et l'un de ses contre-forts parallèles, qui a de 400 à 800 mètres de hauteur; cette vallée, très-fertile et pittoresque, est presque entièrement cultivée en roses. Elle arrose *Kaisanlik,* ville célèbre dans tout l'Orient par son commerce de roses, et qui se trouve au débouché du défilé de Gabrova; puis elle laisse sur la gauche *Selivno* ou *Islivné,* petite ville importante par sa position au débouché des principales routes des Balkans; elle tourne au sud parallèlement aux monts Strandja, et finit à Andrinople.

Un autre affluent important est l'*Erkené*, qui descend des monts Strandja et ne passe par aucune localité célèbre; mais il reçoit un très-grand nombre de cours d'eau, qui lui composent, avec les contre-forts des monts Strandja, un bassin montueux et difficile, que traverse la grande route d'Andrinople à Constantinople. L'un de ces affluents passe à *Kirk-Kilissia*, ou les *Quarante-Églises,* petite ville importante par sa position au débouché du défilé de Fakhi.

Le bassin de la Maritza comprend la partie la mieux cultivée, la mieux habitée, la plus riche, de l'empire ottoman : de belles plaines, des montagnes doucement mamelonnées, des coteaux chargés de vignobles ou d'arbres fruitiers, de nombreux villages, des petites villes industrieuses, des habitants actifs et laborieux, une grande capitale, le voisinage de Constantinople, en font une contrée éminemment accessible aux progrès de l'Occident. La population se compose de Grecs, d'Ottomans et de *Vlaques* ou *Zinzares*. Ces Vlaques ne tirent pas leur origine de la Valachie : on croit qu'ils sont les restes des anciens habitants de la Thrace; ils ont des mœurs sauvages et mènent une vie errante. Ces trois races forment environ 2,000,000 d'habitants, dont les trois cinquièmes sont chrétiens, et les deux cinquièmes musulmans. Les Ottomans habitent principalement les villes.

Ce bassin a une importance politique de premier ordre, comme contenant les dernières parties des routes d'Autriche et de Russie vers Constantinople, lesquelles se réunissent à Andrinople. Depuis les montagnes jusqu'à cette ville, ces routes ne rencontrent pas d'obstacles; mais, au-dessous d'Andrinople, quand le chemin doit suivre la succession de défilés qu'offrent les affluents de l'Erkené, il ne traverse plus qu'un sol sablonneux, de petites plaines incultes, des villages

rares. La presqu'île comprise entre la mer Noire, le Bosphore et la mer de Marmara, est un pays faiblement montueux, mais fortement accidenté, couvert de bouquets de bois, coupé par des ravins; la route le tourne en s'approchant de la mer à *Silivri*, mais elle est coupée continuellement par les ruisseaux et les torrents, et présente de grands obstacles.

C'est néanmoins par cette route que s'écoulent les produits et la population de la Maritza, bien plutôt que par la Maritza elle-même et le golfe d'Enos. Aussi allons-nous compléter son bassin par la description de la mer de Marmara, de Constantinople et de ses détroits.

§ III. — Les Dardanelles et la mer de Marmara.

La mer Noire, qui reçoit plus de vingt grandes rivières et une masse d'eau très-considérable, en verse le trop-plein dans la mer Égée par deux grands canaux qu'unit un bassin de retenue : les deux canaux sont le Bosphore de Thrace et l'Hellespont; le bassin de retenue, c'est la mer de Marmara ou la Propontide.

L'*Hellespont* ou *détroit des Dardanelles* s'étend de l'extrémité méridionale de la Chersonèse de Thrace, ou presqu'île des Dardanelles, à la ville de Gallipoli, dans une longueur de 67 kilomètres et une largeur variable de 1,262 mètres à 7,590.

Ce détroit sinueux, profond, libre de toute île et n'ayant que peu d'écueils, ressemble, avec ses deux rives taillées en amphithéâtre et sillonnées de vallons et de sites pittoresques, non à une mer, mais à un grand fleuve coulant du nord-est au sud-ouest. Il est sans rival dans le monde pour l'importance des mers qu'il ouvre : c'est la clef de ce beau lac maritime interposé entre l'Asie et l'Europe, et que les anciens appelaient *Propontide*; de cette ville dont la situation est sans égale, de Constantinople; de cette vaste mer fermée, la mer Noire, qui est le lien unique des steppes du nord et de l'orient avec les plus belles régions du midi, c'est-à-dire de la barbarie avec la civilisation.

Le détroit est fermé à son entrée, qui a environ 2,800 mètres de largeur, par les deux caps Eléonte et Sigée, plates-formes de 100 mètres de hauteur, ressemblant à des remparts terrassés. A leurs pieds sont les deux *Châteaux-Neufs* ou *Nouvelles-Dardanelles*, dont la blancheur contraste avec le sombre azur de la mer. Les Turcs nomment le château d'Europe, *Sedil-Bahr-Kalessie*, et le château d'Asie, *Koum-Kalessie*; le premier est accompagné sur la hauteur du vieux fort de *Paléocastro*, le second est bâti sur la rive gauche du Simoïs.

Quatre lieues au-dessus des Nouvelles-Dardanelles, entre le cap Rhetée et le cap Dardanos ou des Barbiers, à l'endroit où le détroit n'a plus que 1,500 mètres de largeur, on trouve les *Vieilles-Dardanelles*, ou *Kilid-Bahr* en Europe, et *Kilid-*

Soultanie en Asie. Ces ouvrages se composent, comme les premiers, du côté du canal, de batteries à fleur d'eau, où l'on descend par une double rampe; du côté de la terre, d'une enceinte flanquée de tours, avec un donjon en forte maçonnerie. Tout cela est mal tracé, mal défilé, mal armé, quoiqu'on y compte 315 bouches à feu; néanmoins les batteries croisent leurs feux, et l'ennemi s'y trouve exposé, à cause des sinuosités et des courants, pendant près de trois lieues. Près de Kilid-Bahr est la baie de *Kilia*, où les Turcs firent, en 1356, leur premier débarquement en Europe; près de Kilid-Soultanie est la petite ville des *Dardanelles*.

Cette défense centrale se lie presque immédiatement à la défense intérieure, qui se compose des ouvrages de *Bohalié* en Europe, et de *Nagara* en Asie, armés de 160 pièces et séparés de 2,174 mètres. Ils ont été construits en 1807. Nagara (*Abydos*) est situé à l'extrémité d'une pointe étroite, hérissée d'écueils et de hauts-fonds, où le courant est très-rapide, où se trouve le coude le plus prononcé du détroit, où enfin la navigation est assez difficile pour qu'un vaisseau seulement puisse passer à la fois.

Dans les anciens temps, le détroit des Dardanelles était pour les vaisseaux de guerre un obstacle presque infranchissable, et nous verrons, en effet, qu'il n'a été passé de vive force qu'une seule fois, en 1807, par les Anglais; mais, dans sa situation actuelle et avec des bâtiments à vapeur, il serait franchi sans grande perte. Les défenses de ce détroit sont d'ailleurs ouvertes du côté de la terre, et il suffirait de quelques mille hommes de débarquement dans la baie de Cardie, au fond du golfe de Saros, pour les prendre à revers; la côte d'Europe dominant partout celle d'Asie, la prise des châteaux d'Europe ferait tomber immédiatement les châteaux opposés.

La navigation de l'Hellespont est difficile. Le courant qui entraîne les eaux de la mer Noire dans la mer Égée, et qui fait 3,360 mètres à l'heure, n'est contrarié que par un contre-courant qui longe la côte d'Asie et vient de l'Archipel. Les vents du nord y soufflent avec une grande violence pendant l'été, et les vents du sud pendant l'hiver.

L'Hellespont a été traversé, dans des circonstances remarquables, par des armées : par Xercès et son million de soldats, par les croisés de la troisième croisade en 1189, par les Turcs en 1356, etc.

Le détroit s'élargit et devient la mer de Marmara, entre *Lampsaki* en Asie, et *Gallipoli* en Europe. Cette dernière ville, qui a un bon port et 12,000 à 15,000 habitants, mais qui est sale, triste, misérable, est le premier point qui ait été conquis par les Turcs en Europe; elle commande l'entrée du détroit. L'isthme de Gallipoli n'a que deux lieues de large, et était fermée, dans l'antiquité, par un mur flanqué de trois forteresses, Cardie, Lysimachie et Pattiée. La possession de cet isthme est indispensable à qui veut garder le détroit, et par conséquent la mer Noire. On sait que Gallipoli est occupée aujourd'hui par les troupes fran-

çaises, qui ont fortifié l'isthme et fait de cette presqu'île la base de leur occupation de la Turquie d'Europe.

La mer de ***Marmara*** a 253 myriamètres carrés de superficie. Elle est profonde, facilement navigable, agitée seulement par le grand courant de la mer Noire ; elle est masquée, à son entrée, par l'île de ***Marmara***, célèbre par ses carrières de marbre. On trouve sur la côte d'Asie, qui est sinueuse, la presqu'île de ***Cyzique*** et les golfes de ***Moundania*** et de ***Nicomédie***; sur la côte d'Europe, qui est presque droite, ***Rodosto***, ville de 20,000 habitants, ***Erikli***, l'ancienne Héraclée, qui n'est plus qu'une bourgade, et ***Silivri***, l'ancienne Selymbria, port médiocre défendu par une forteresse. C'est entre Héraclée et Selymbria que commençait le ***Macron Tichos***, ou mur d'Anastase, qui se prolongeait jusqu'à Derkon, sur la mer Noire, et renfermait cet angle de terre qui finit au Bosphore et termine l'Europe. Il avait été construit sous le Bas-Empire pour défendre Constantinople contre les Barbares, avait quinze lieues de longueur, et formait la base d'un triangle dont Constantinople occupe le sommet : on en voit encore des vestiges. Depuis Silivri, la côte est longée par la route d'Andrinople à Constantinople, route accidentée, coupée de torrents et ayant plusieurs ponts. A l'extrémité de la mer de Marmara se trouvent les îlots rocheux et pittoresques qu'on appelle ***îles des Princes***, et qui renferment plusieurs couvents grecs. Puis la mer se rétrécit dans un nouveau fleuve maritime, le Bosphore de Thrace, à l'entrée duquel se trouve Constantinople.

§ IV. — Constantinople.

Cette ville se compose de trois parties distinctes : Constantinople, Galata et Pera, Scutari.

Constantinople, l'ancienne ***Byzance***, la moderne ***Stamboul***, la ville de Constantin et de Mahomet II, est située entre la mer de Marmara et un bras du Bosphore, dirigé du sud-ouest au nord-est, qu'on appelle la *Corne-d'Or*, et qui forme son port, le plus beau de l'Europe, l'un des meilleurs du monde. Elle est à peu près de forme triangulaire, le sommet tronqué du triangle étant occupé par le ***sérail***, dont la pointe se trouve dans une position unique entre la Propontide, le port et le Bosphore, à 1,000 mètres de la pointe de Galata, à 1,800 mètres de de la pointe de Scutari. La ville est assise sur un promontoire qui verse ses eaux, d'une part, dans la mer de Marmara, d'autre part, dans la Corne-d'Or. L'arête, entre les deux versants, divise la ville en deux parties séparées l'une de l'autre par une longue et tortueuse rue qui se prolonge du nord-ouest au sud-est, depuis la porte d'Andrinople jusqu'à celle du sérail. De cette arête se détachent sept collines, dont six tournées vers le port, et la septième couronnant de ses rameaux le versant de la Propontide.

Sur la première colline, en s'élevant du sud au nord, on voit d'abord le *sérail*, vaste enceinte qui a près d'une lieue de développement, et qui renferme un amas confus de palais, de pavillons, de kiosques, coupés par de magnifiques jardins dont les pelouses et les gradins s'étagent sur la colline, et dont les arbres gigantesques pendent jusque sur la mer. Ensuite on voit la mosquée de Sainte-Sophie, l'ancienne église dédiée par Justinien à la Sagesse éternelle, vaste et massif monceau de pierre couronné d'une grande coupole, puis la mosquée d'Achmet, la plus élégante des mosquées turques, voisine de la place de l'Hippodrome ou de l'Atmeïdan, célèbre par la destruction des janissaires.

Sur la deuxième colline on trouve la mosquée d'Osman; sur la troisième, qui est le point le plus élevé de la ville, celle de Soliman et le vieux sérail. L'aqueduc de Valens joint la troisième à la quatrième, sur laquelle est bâtie la mosquée de Méhémet. Celle de Sélim est bâtie sur la cinquième. Le palais en ruines de Constantin, l'ancien palais des Blaquernes, mieux conservé, et l'ancien quartier de l'Hebdoman se trouvent sur la sixième et la plus septentrionale, voisine du faubourg d'Eyoub. Quant à la septième, elle n'a pas de monuments, et descend par un talus insensible de la porte d'Andrinople au château des Sept-Tours.

Des trois côtés de la ville, celui qui s'appuie sur la mer de Marmara a environ 7,000 mètres de longueur; il a, vers son extrémité occidentale, le *château des Sept-Tours*, prison aujourd'hui abandonnée et qui n'a plus que quatre de ses fameuses tours; il est garni d'une vieille muraille haute de 7 à 13 mètres, percée de plusieurs petites portes, avec des tours délabrées, des créneaux démolis, et sur laquelle s'appuient de nombreuses maisons ou cabanes. Le côté du port est plus étendu, la Corne-d'Or ayant 9,000 mètres de longueur, 600 à 1,000 mètres de largeur, et pouvant contenir 1,200 vaisseaux; il est garni, comme le premier côté, d'une vieille et haute muraille percée de portes et qui est à moitié détruite ou cachée sous les masures. Le troisième côté ou celui de la terre monte, descend, serpente sur le double versant de la ville pendant 8,000 mètres, et ne se trouve ouvert que par six portes; il est fermé par une triple muraille construite à trois diverses époques, et formant trois gradins très-délabrés et distants de 6 à 7 mètres. La première, haute de 10 à 13 mètres, est à demi détruite et entremêlée aux maisons ou masures construites avec ses débris; la deuxième a 7 mètres de hauteur et n'est pas en meilleur état; la troisième n'est élevée que de 3 à 4 mètres, et n'a plus que quelques pierres avec un fossé à sec, d'où sort une forêt de cyprès, de broussailles et de plantes grimpantes. La triple muraille présente ainsi comme un rempart très-pittoresque de verdure et de ruines; mais, comme elle est dans l'état où la mit le siége de 1453, elle ne peut servir aucunement à la défense de la ville. Tout le terrain voisin de cette muraille est entièrement couvert de cimetières, de jardins, de haies, d'arbres, qui cachent presque entièrement la vue de la ville; il est fortement accidenté et se termine par un pla

teau où sont construites deux vastes casernes pouvant servir de citadelles. Le voisinage immédiat de la ville est donc assez animé ; mais, plus loin, le terrain est nu, la population rare; on n'y voit presque aucune habitation, et les dehors de cette grande capitale ressemblent à un désert.

Si l'aspect de Constantinople est triste du côté de la terre, du côté de la mer il est ravissant. Dès qu'on a dépassé le village de San Stefano sur la Propontide, la ville se déploie comme un vaste amphithéâtre, qui semble sortir du sein des eaux et se courber comme un croissant depuis le château des Sept-Tours jusqu'à la pointe du sérail. Le mur d'enceinte, bâti de débris de murs antiques et surmonté de jardins, de kiosques, de maisonnettes de bois peintes en rouge, forme le premier plan du tableau; au-dessus, des terrasses de maisons sans nombre pyramident comme des gradins, entrecoupés de têtes d'orangers et de flèches aiguës de cyprès; plus haut, sept ou huit grandes mosquées couronnent la colline, et, flanquées de leurs minarets sculptés à jour, de leurs colonnades moresques, portent dans le ciel leurs dômes dorés. Les cyprès séculaires accompagnent ces dômes de leurs cimes immobiles, et les peintures de diverses teintes des maisons de la ville font briller la vaste colline de toutes les couleurs d'un jardin.

Quand on a dépassé la pointe du sérail, le panorama devient unique. C'est là, dit le poëte auquel nous empruntons les principaux traits de cette description[1], c'est là que Dieu et l'homme, la nature et l'art, ont placé ou créé de concert le point de vue le plus merveilleux que le regard humain puisse contempler sur la terre... Les terrasses circulaires du jardin du sérail s'élèvent en pentes insensibles jusqu'au palais du sultan, dont on aperçoit les dômes dorés à travers les cimes gigantesques des platanes et des cyprès. de distance en distance, ces groupes d'arbres sont interrompus par des pavillons, des kiosques, des portes sculptées et dorées, ou des batteries de canons de formes bizarres et antiques. Puis l'horizon s'élargit, la côte d'Asie se dessine à droite, toute découpée de larges et hautes collines, dont les cimes sont de noires forêts à têtes aiguës, les flancs des champs entourés de franges d'arbres, semés de maisons peintes en rouge, et les bords des ravins à pic tapissés de plantes vertes et de sycomores; plus loin, ces collines s'élèvent davantage, puis redescendent en plages vertes et forment un large cap avancé qui porte comme une grande ville : c'est *Scutari*, avec ses grandes casernes blanches, ses mosquées entourées de leurs minarets resplendissants, ses quais et ses anses bordés de maisons, de bazars, de caïques, et la sombre et profonde forêt de cyprès qui couvre la ville, et où les Turcs de Constantinople se font enterrer. Au delà de la pointe de Scutari, terminée par un îlot qui porte une chapelle turque et qu'on appelle le *Tombeau de la jeune fille*, le Bosphore, comme un fleuve encaissé, s'entr'ouvre et semble fuir entre des montagnes sombres au pied desquelles on distingue à perte de vue

[1] Lamartine, *Voyage en Orient*.

une suite non interrompue de villages, de flottes à l'ancre ou à la voile, de petits ports ombragés d'arbres, de maisons disséminées avec leurs jardins sur la mer.

Si maintenant, de la pointe du sérail, on tourne les regards à l'occident, on voit la Corne-d'Or, qui se creuse, se développe, à mesure qu'on avance, en circulant comme un canal entre des flancs de montagnes recourbées. Ce port ressemble à un large fleuve comme la Tamise, enceint des deux côtés de collines chargées de villes et couvert sur l'une et l'autre rive d'une flotte interminable de vaisseaux groupés à l'ancre le long des maisons.

L'intérieur de la ville ne répond point à ce splendide panorama ; il n'est composé que de rues étroites, grimpantes, mal pavées, pleines d'ordures, obstruées de chiens sauvages, où trois hommes de front peuvent à peine marcher, que rien n'éclaire pendant la nuit ; de maisons petites, malpropres, bâties en bois, à un seul étage, peintes de toutes couleurs et percées de petites fenêtres treillissées ; on n'y voit d'autres monuments que les mosquées et les fontaines ; on n'y trouve que de petites places, excepté celle de l'Hippodrome ; point d'autres boutiques que les marchés ou bazars sales et populeux, point d'autres lieux publics que les bains et les cafés.

La ville est divisée en seize quartiers : le ***Kum-Kapi*** est le quartier des Arméniens, le ***Balat*** celui des Juifs, le ***Phanar*** celui des riches Grecs, etc. On appelle encore quartier des ***Janissaires*** celui qui était habité par cette milice turbulente.

En face du promontoire sur lequel est assise Constantinople se trouve un promontoire plus élevé, qui domine presque toute la ville, et dont les pentes escarpées descendent brusquement dans la mer : le faubourg de ***Galata*** en occupe le pourtour, le faubourg de ***Péra*** en couronne le sommet. Ces deux villes présentent le même aspect que Constantinople : les rues y serpentent comme des ravines jusqu'au port ; on voit entre elles de grands espaces occupés par des jardins ou par des cimetières. Galata est la résidence des négociants francs. Sur le sommet de Péra s'étend un beau quartier ressemblant à une petite ville européenne : là sont bâtis les palais des ambassadeurs chrétiens. Au pied de Péra, sur le Bosphore, sont les casernes et l'arsenal d'artillerie de ***Top-hana***.

Les dernières pentes de Péra et les dernières pentes de Constantinople, à l'extrémité de la Corne-d'Or, viennent se joindre dans le faubourg d'***Eyoub***, célèbre par sa mosquée où les sultans, en montant sur le trône, vont ceindre le sabre d'Osman. En se refermant, elles ne laissent passage qu'à une étroite vallée et à une petite rivière, réunion du Cydaris et du Berbyeès, qui circule, serpente au milieu des plus frais tapis de verdure, des plus beaux ombrages formés par des bouquets de platanes, de sycomores, de peupliers : ce sont les ***Eaux-Douces*** d'Europe, la promenade la plus fréquentée de Constantinople.

Constantinople, avec ses faubourgs, renferme environ 600,000 habitants, dont

350,000 Turcs, 140,000 Grecs, 70,000 Arméniens, 50,000 Juifs, 10,000 Francs. Les Turcs et les Grecs formant les populations les plus importantes de l'empire, nous allons dire quelques mots de ces deux races.

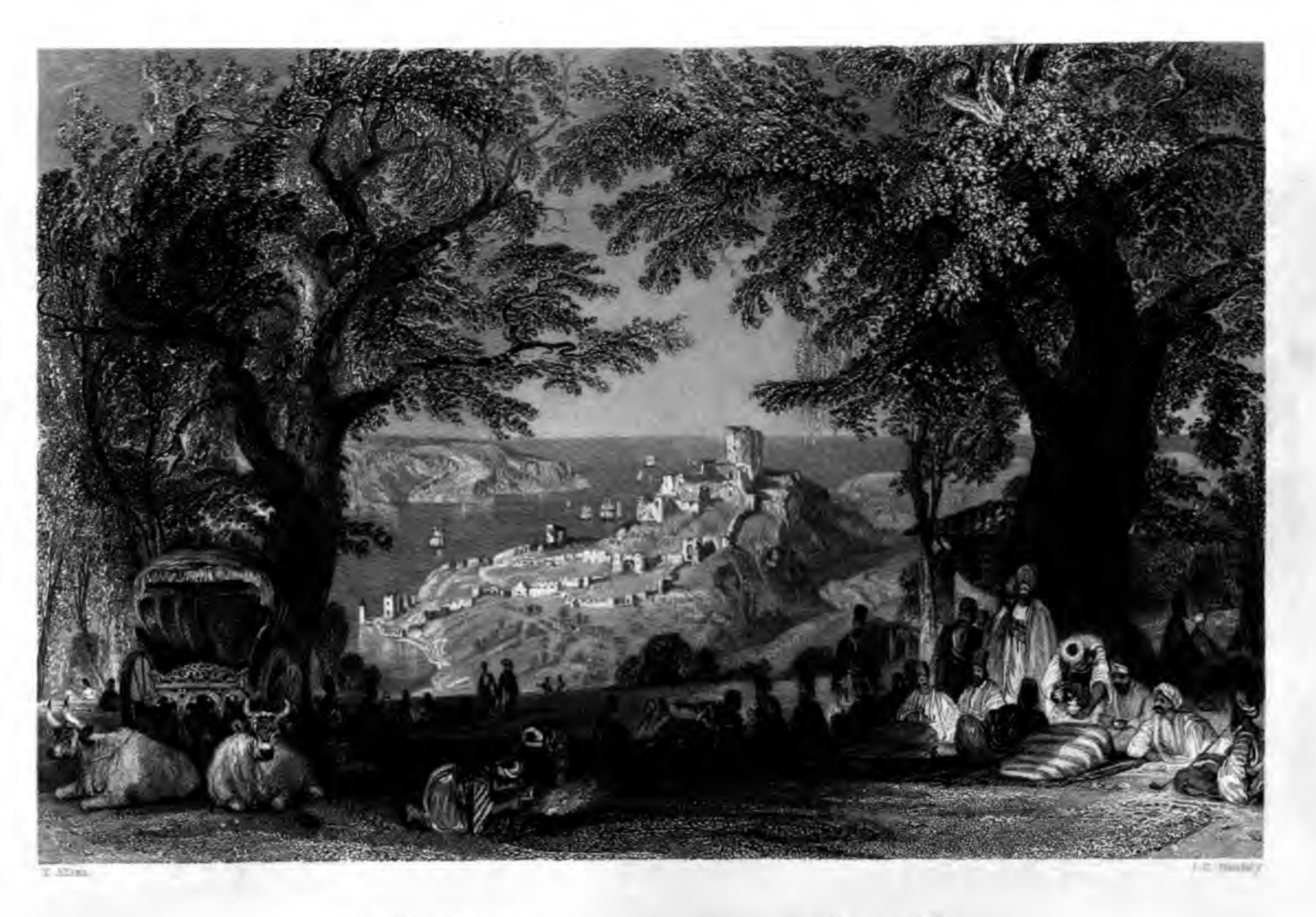
Les Turcs, concentrés à Constantinople et dans les grandes villes, disséminés dans toutes les parties de l'empire, forment une population qui ne s'élève pas en Europe à plus de 1,600,000 et en Asie à plus de 10,000,000 d'individus. Ils se divisent en deux populations distinctes : le Turc d'Asie, c'est l'Osmanli pur de tout mélange, le Turc primitif, grand, beau, majestueux, le descendant des conquérants, le musulman orgueilleux, batailleur, fanatique ; il est plein de dignité, de loyauté, de résignation, grave et mélancolique, et, jusque dans les dernières classes du peuple, il garde un air de noblesse et de grandeur. Le Turc d'Europe, c'est le Turc enté sur l'Hellène, le Slave ou le Bulgare ; il diffère du Turc d'Asie par le sang, les formes, le caractère ; il a pris aux races conquises tous leurs défauts et peu de leurs qualités ; il est intelligent, nonchalant, oppresseur, d'une ignorance sauvage, et c'est lui qui se livre à ces cruautés et à ces pillages qui font le déshonneur de l'histoire ottomane.

La race hellénique proprement dite a disparu : ce qui porte le nom d'Hellènes est un mélange de sang grec avec des Slaves, des Albanais, des Asiatiques ; néanmoins ces Hellènes bâtards ont un caractère, une langue, des traits particuliers. Ils revendiquent le titre de successeurs des citoyens d'Athènes et de Sparte ; ils se glorifient du nom d'Hellènes, des souvenirs de l'antiquité, « des dons précieux, dit Cicéron, que la Grèce a répandus sur le genre humain. » Mais ils sont plutôt les descendants des Grecs du Bas-Empire par leur vanité, leur duplicité, leur servilité, leur esprit d'intrigue, enfin par leur haine contre les peuples de l'Occident et l'Église latine. On estime leur nombre, dans tout l'empire, à 3,500,000, dont 2,000,000 en Asie et 1,500,000 établis principalement dans la Thessalie, plus de la moitié de la Macédoine, une moindre partie de la Thrace, etc.

Les *Vlaques*, dont nous avons déjà parlé, sont compris dans le nombre.

§ V. — Le Bosphore.

Le Bosphore de Thrace, ou détroit de Constantinople, a 29,815 mètres de longueur et une largeur qui varie de 600 à 3,700 mètres. Sa direction générale est du nord-ouest au sud-est. C'est un fleuve maritime qui n'a pas d'égal au monde pour la profondeur de son lit, la limpidité de ses eaux, la beauté de ses rives. Ces rives, très-escarpées, sont sillonnées par des vallées encaissées au fond desquelles on trouve des baies présentant les plus beaux mouillages : de sorte que le canal entier peut être regardé comme la rade de Constantinople, rade de sept à huit lieues de longueur, et qui pourrait contenir tous les vaisseaux de l'Europe. Il est très-



T. Allom. J.C. Bentley

Le Bosphore du côté de la Mer Noire.

sinueux, et les saillants d'une rive correspondent si exactement aux rentrants de l'autre rive, que toutes deux s'emboîteraient aisément si la même cause qui les sépara venait à les réunir. Partout il est bordé de roches pittoresques, de collines verdoyantes, d'ombrages magnifiques, de ruisseaux limpides, de riants villages, de mosquées, de fontaines, de maisons de bois d'une architecture légère et bizarre, et qui sont encadrées dans des plantes grimpantes et des bouquets de fleurs. On n'y trouve pas un ilot, un écueil, un haut-fond; les vaisseaux de guerre rasent les bords et les maisons, en emportant avec leurs vergues le feuillage des arbres; chaque village a son quai, où peuvent aborder les plus gros navires. Ce canal, sillonné sans cesse par des milliers de vaisseaux, de bateaux, de barques de tout genre, présente le spectacle le plus animé; il donne à Constantinople un air de vie, de prospérité et de bonheur. Sa navigation n'est pas en tout temps ni partout aisée, à cause du courant de la mer Noire, qui se brise sur tous les angles saillants et forme des remous qu'il faut vaincre. Il est toujours facile d'entrer dans le Bosphore; il est presque toujours difficile d'en sortir. Le canal est défendu par des forts placés sur le penchant des collines, et des batteries à fleur d'eau, mais toutes ces défenses sont mal construites, peu efficaces, et il serait aujourd'hui facile à une flotte venant de la mer Noire d'arriver jusqu'à Constantinople.

Voici les points les plus remarquables qu'on rencontre sur les rives du Bosphore. A deux lieues de Constantinople, dans un endroit où le canal s'encaisse entre deux caps rocheux qui ne lui laissent que 800 mètres de largeur, on trouve les *châteaux d'Europe et d'Asie* (Roumeli-Hissar, Anadoli-Hissar), fortifications du moyen âge avec leurs tourelles, donjons, pont-levis, à demi ruinées, mal armées, mal défilées, mais qui semblent jetées là à dessein, au milieu d'une riche végétation, pour embellir le plus frais, le plus riant paysage. Ces châteaux ont été construits par les Turcs avant la prise de Constantinople, pour affamer cette ville. Auprès du château d'Asie se trouvent les *Eaux-Douces,* promenade délicieuse sur les bords d'une petite rivière et fréquentée surtout par les femmes de Constantinople. Au nord du château d'Europe est le village de *Balta-Liman*, célèbre par la convention de 1849.

Au delà des châteaux, le Bosphore s'élargit, les montagnes se découronnent de leurs ombrages, mais les bords restent frais et peuplés : on arrive sur la côte d'Asie dans une profonde baie, celle de *Beïcos*, où les flottes anglaise et française ont stationné en 1853, et près de laquelle est *Unkiar-Skelessi*, célèbre par le traité de 1833; ensuite, on trouve sur la côte d'Europe, d'abord, le charmant village de *Therapia*, où sont les maisons de plaisance des ambassadeurs de France et d'Angleterre; puis un rentrant aussi profond que celui de Beïcos, le golfe de *Buyukderé*, avec petit port qui sert de relâche aux vaisseaux qui sortent du Bosphore : il est renommé pour la beauté de ses eaux et la magnificence de ses ombrages. Vis-à-vis, sur la côte d'Asie, se projette une énorme saillie, la montagne du *Géant*, d'où

l'on jouit d'un ravissant panorama : d'un côté, c'est la fin du Bosphore et l'entrée majestueuse de la mer Noire; de l'autre côté, ce sont les délicieux paysages du canal, et au loin les minarets de Constantinople.

Après Buyukderé, le canal se resserre, et, dans une partie où il n'a plus que 700 mètres, on trouve les deux *Kavak* (Roumeli-Kavak, Anadoli-Kavak), châteaux forts mal construits, ayant à leur pied des batteries à fleur d'eau. Au delà de ces deux points, les bords s'escarpent, les montagnes se dénudent sur leurs flancs, le Bosphore s'élargit et devient plus foncé; le paysage prend un caractère plus grave, moins riant et qui sent l'approche des côtes âpres de la mer Noire. Une demi-lieue avant la fin du détroit, on trouve deux nouveaux forts, construits par le baron de *Tott*, ambassadeur français, et qui sont les vraies défenses du Bosphore du côté de la mer Noire; enfin, à l'endroit où cette mer se précipite dans le détroit, se trouvent les châteaux des *Phares*, éloignés de 4,400 mètres, et qui ne peuvent être d'aucune utilité. Le Phare d'Europe a dans son voisinage les îles *Cyanées*.

§ VI. — La Macédoine.

La *Macédoine* est enveloppée : au nord-est, par la chaîne du Rhodope; au nord, par la série de hauts plateaux et de montagnes que nous avons appelée Balkan central et Balkan oriental; à l'ouest, par les Alpes helléniques; au sud, par un vaste contre-fort de ces Alpes qui se termine par le mont Olympe. C'est un pays nettement limité et occupant une position centrale, d'une part, entre la région voisine de la mer Adriatique, ou l'Albanie; d'autre part, entre la région qui touche aux détroits et à la mer Noire, ou la Thrace; enfin, entre les parties méridionales de la péninsule hellénique. Cette position explique le rôle qu'il a joué dans l'antiquité et celui qu'il pourrait jouer encore. Il est presque entièrement montagneux, mais avec de vastes plaines très-fertiles, et il est remarquable par la presqu'île qu'il projette, la *Chalcidique*, si importante dans les temps anciens, et qui semble, par sa position et ses ports, destinée à dominer la mer Égée. C'est d'ailleurs un pays dont la géographie est fort mal connue et où il y aurait des explorations à faire comme dans les parties ignorées de l'Afrique.

La Macédoine comprend les bassins du *Mesto*, du *Strouma*, du *Vardar*, de la *Vistritza*, et de l'*Indjé-Karasou*.

1° Le *Mesto* occupe une grande vallée parallèle au Rhodope, vallée sauvage qui est enceinte, à gauche, par la principale crête de cette chaîne; à droite, par un contre-fort longitudinal, le *Perin-Dagh* (des monts Pangées), abondant en mines de fer. Il n'arrose qu'une seule localité importante, *Raslouk*, débouché du col de Bania, dont nous avons parlé dans le bassin de la Maritza.

2° Le *Strouma*, l'ancien Strymon, occupe un bassin très-étendu et presque entièrement montueux, mal habité dans sa partie supérieure, fertile et bien peuplé dans sa partie inférieure. Cette rivière descend du massif si remarquable où se réunissent le Balkan occidental, le Balkan central et le Veliki-Balkan ; elle court dans une vallée profonde, bordée, au nord-est, par la masse du mont Vitoch, arrose *Radomir*, petite ville qui se trouve au débouché de la route de Sophia ou de la Servie dans la Macédoine, passe près de *Kostendil* ou *Giustendil*, ville fortifiée, qui défend la route dont nous venons de parler, importante par ses fabriques et ses mines; patrie de Justinien. Puis elle reçoit un affluent dont le haut bassin se confond avec le plateau de Samakov et que parcourt la route de Samakov à *Doubnitza*, route qui est celle de la Thrace dans la Haute-Macédoine. Elle passe ensuite à *Djouma*, traverse une série de gorges profondes et de plaines verdoyantes, et se trouve bordée au loin, d'un côté, par le Perin-Dagh, d'autre côté par les monts *Karatova* (900 mètres), montagnes presque entièrement inconnues, qui la séparent du Vardar.

Le Strouma arrive ainsi dans son bassin moyen, où il se trouve circonscrit, à droite, par les monts *Plachkavitza*, qui enveloppent son principal affluent et n'ont pas moins de 1,000 à 1,200 mètres. Il n'arrose aucune ville remarquable, mais il reçoit la *Stroumnitza*, dont le bassin est fertile et peuplé, et qui passe à *Radovich* et à *Stroumnitza*.

Dans son bassin inférieur, le Strouma n'est plus circonscrit que par des montagnes de 500 à 600 mètres; ces montagnes, à droite, descendent à 300 mètres entre les golfes de Salonique et d'Orfano, et se relèvent pour former la charpente de la presqu'île Chalcidique. Dans ce bassin inférieur, le fleuve passe à 2 lieues de *Sérès*; grande ville de commerce et d'industrie, peuplée de 20,000 habitants, et qui est l'entrepôt principal des cotons de la Macédoine. Elle est située dans une plaine de 12 lieues de long sur 3 lieues de large, dont le sol noirâtre et salin se prête à toutes les cultures, qui est la mieux cultivée de toute la Turquie et l'une des plus riches de l'Europe, surtout en coton et en tabac; cette plaine est enveloppée de montagnes pittoresques aux flancs couverts de vignobles.—Le Strouma traverse le lac marécageux de Takino, et y reçoit, à gauche, l'*Anghista*, rivière qui descend du Perin-Dagh et passe à 2 lieues de *Drama*, ville bâtie près des ruines de l'ancienne Philippes et importante par ses forges; puis il se jette dans le golfe d'Orfano ou de Contessa.

Entre les golfes d'Orfano et de Salonique, ou entre les embouchures du Strouma et du Vardar, se projette la presqu'île *Chalcidique*, pays montueux et très-fertile qui, après s'être épanoui entre les deux golfes, se partage en trois péninsules, séparées par les beaux golfes de Cassandre, de Longhous, du mont Athos, et ne tenant au continent que par des isthmes étroits et sablonneux. La plus haute et la plus célèbre est celle du mont *Athos*, dont le point culminant atteint 1,672 mè-

tres et sert de fanal aux navigateurs de la mer Égée; elle est couverte de couvents, de cultures, de bois de chênes et d'oliviers, et presque entièrement habitée par des moines. La Chalcidique, qui pourrait nourrir 150,000 habitants, n'en a pas aujourd'hui 25,000; Potidée, Olynthe, Torone, Stagyre, Apollonie, Chalcis, si célèbres dans l'histoire de la Grèce, n'existent plus.

3° Le *Vardar* (Axius) a le bassin le plus étendu, le plus confus et le moins bien connu de la Macédoine. Ce bassin est circonscrit, à l'est, par les montagnes qui le séparent du Strouma (monts Karatova, Plachkavitza, etc.); au nord, par la chaîne que nous avons appelée Balkan oriental (monts Kourbetzka, Kara-Dagh, Tchar-Dagh); à l'ouest, d'abord par la partie des Alpes helléniques qu'on appelle les *Dibres*, qui séparent les eaux de la mer Égée de celles de la mer Adriatique, et qui atteignent 1,700 mètres de hauteur; ensuite par les monts d'Okhrida, qui appartiennent aussi aux Alpes helléniques; enfin, par un chaos montagneux qui le sépare de l'Indjé-Karasou, et dont le *Soa-Gora*, au nord de Monastir, forme la partie la plus élevée.

Le Vardar descend de la partie orientale et la plus élevée du Tchar-Dagh, coule de l'ouest à l'est, dans une belle et profonde vallée que couronnent des masses montagneuses hautes de 3,000 mètres, arrose la petite ville de *Kalkandel*, élevée de 400 mètres et située dans une plaine qui ressemble à un jardin, traverse une suite de gorges peu profondes, et, un peu avant Uskioup, reçoit du nord le *Lepenatz*. — Cette rivière torrentueuse naît sur le revers occidental du Tchar-Dagh, traverse un plateau qui est le prolongement de la plaine de Kassova, la séparation entre elle et l'Ibar n'étant marquée que par de faibles collines, arrose *Katschanik*, petite ville avec une vieille forteresse célèbre dans l'histoire de la Servie, et qui défend l'importante route de Pristina à Uskioup, ou la communication de la Bosnie avec la Macédoine; il coupe la masse du Kara-Dagh dans une brèche profonde et se réunit au Vardar.

Celui-ci arrose *Uskioup* ou *Scopia*, ville de 15,000 habitants, défendue par un vieux château et très-importante par sa position au débouché de trois routes de premier ordre: 1° celle de Bosnie, dont nous venons de parler; 2° celle de Prisrend ou de l'Albanie dans la Macédoine; 3° celle de Kostendil ou de la Thrace dans la Macédoine. Au-dessus d'Uskioup, il traverse un pays mal peuplé et mal connu, et reçoit de l'est un torrent qui coule dans une vallée profonde, entre les monts Kourbetska et Karatova; ce torrent, le *Kriva-Rieka*, passe à *Egri-Palanka*, débouché de la route de Kostendil.

Le Vardar arrose ensuite *Kiupruli*, petite ville qui a donné son nom à une famille célèbre de vizirs; il reçoit des affluents qui traversent des pays montueux et mal connus: le principal est le *Tzerna-Rieka*, dont la direction et le cours ne sont connus que par fragments. — On croit que cette rivière prend sa source dans les Dibres; après avoir traversé une vallée montueuse et ignorée, elle passe

près de *Bitolia* ou *Monastir*, ville de 10,000 à 12,000 habitants, située dans une sorte de grande cavité dont le pourtour est formé par des montagnes verdoyantes que le Soa-Gora couronne de sa masse neigeuse : cette riche plaine, de 12 lieues de long sur 3 de large, est entièrement déboisée, sillonnée de cours d'eau et couverte des plus riches cultures; elle est habitée par la plus belle population de la Macédoine. De Monastir part une route qui se dirige sur Okhrida, dans l'Albanie : c'était dans l'antiquité la plus belle de la péninsule et celle qui joignait le plus directement Rome à Constantinople, par Dyrrachium d'une part, et, d'autre part, par Thessalonique. Elle traverse la chaîne neigeuse, rocheuse, boisée, des Dibres, par le col difficile de Risna : on l'appelait la voie Égnatienne, et sa solidité lui a permis de résister en beaucoup d'endroits à l'action de dix-huit siècles. Le Tzerna-Rieka, après avoir passé à quelques lieues de *Filurina*, située sur la grande route dont nous venons de parler, traverse dans une brèche profonde les monts *Baboussa;* puis il remonte au nord dans un pays presque entièrement inconnu et se réunit au Vardar.

Le Vardar traverse ensuite une région moins montueuse, bordée de petites plaines fertiles en coton et en tabac, de coteaux pittoresques et de forêts; il n'arrose aucun lieu remarquable, et, à travers une plaine basse et marécageuse, il finit dans le golfe de Salonique, au fond duquel se trouve l'importante ville de ce nom. — *Salonique*, ou *Thessalonique*, est située au pied du mont Courtiah, dans une belle plaine : c'est la deuxième ville de commerce de la Turquie d'Europe; elle renferme des fabriques estimées de coton, d'étoffes de soie, de tapis, etc. Elle est défendue par une épaisse muraille, deux forts et une citadelle qui datent du moyen âge, est sale, tortueuse, mal bâtie et renferme 70,000 habitants.

4° Le *Vistritza* (Éordæus) sort des montagnes qui encaissent le Tzerna-Rieka; il court dans une belle vallée couverte d'arbres fruitiers et de cultures, arrose *Vodena* (Édesse), séjour et sépulture des rois de Macédoine, et, au-dessous de cette ville, se précipite par quatre grandes cascades de 25 à 30 mètres au milieu d'une plaine délicieuse. Rien n'égale en Turquie la beauté et la grâce de ces cascades, au-dessus desquelles on jouit d'une vue magnifique qui s'étend jusqu'au pourtour du beau golfe de Salonique. Il passe ensuite près de *Iénidjé* (Pella), position importante qui dominait la riche plaine comprise entre le lac Jénidjé et la mer, ancienne résidence des rois de Macédoine; puis il traverse le lac de ce nom, des plaines fertiles et marécageuses, et finit dans le golfe de Salonique.

5° Le *Indjé-Karasou* (Haliacmon) descend des monts Grammos, qui appartiennent aux Alpes helléniques, sous le nom de *Biclista ;* il laisse à gauche *Castoria*, située sur un lac intérieur et où débouche une des routes de l'Albanie dans la Macédoine; puis il coule dans une belle vallée couverte de cultures et de villages, et que circonscrivent, au nord, les monts Bourenos (Bermius), hauts de 1,000 mètres, à l'ouest, les monts Grammos, au midi, la grande chaîne qui le sépare de

la Thessalie et dont nous parlerons plus tard. Il passe près de ***Servia***, petite ville située au débouché de la principale route de la Thessalie, laisse à droite ***Veria*** (Berœa), ville importante par sa population, ses fabriques et sa position, et finit dans le golfe de Salonique.

La Macédoine est une des plus fertiles provinces de l'empire ottoman; elle produit principalement du coton, du blé, de l'huile, etc.; ses montagnes donnent des bois magnifiques et des produits minéraux mal exploités. Le climat en est excellent, l'air pur et très-sain. Ses habitants sont ce qu'ils étaient du temps d'Alexandre, beaux, forts, actifs, intelligents, belliqueux. C'est principalement de là que sont sortis ces Turcs d'Europe, d'origine hellénique, mais convertis à l'islamisme, qui ont agrandi et maintenu l'empire ottoman : nous ne citerons parmi eux que les trois vizirs Kiupruli et le pacha d'Égypte Méhémet-Ali, né à ***Cavalla***, petit port fortifié sur la route de Salonique à Constantinople.

La Macédoine a environ 1,500 lieues carrées et une population de 600,000 habitants, dont 150,000 seulement sont musulmans; le reste est chrétien-grec.

§ VII. — La Thessalie.

La ***Thessalie*** est comprise dans une vallée quadrangulaire, l'une des plus fertiles du monde, qu'entoure un amphithéâtre de montagnes sur lequel étaient autrefois assises soixante-quinze villes, qui n'existent plus ou sont réduites à de petites bourgades. Cette vallée, qui était probablement un lac avant que sa rivière ne se fût ouvert un passage à travers l'Ossa et l'Olympe, est celle du ***Salembria*** ou du ***Penée***, dont la ceinture orographique est formée par :

1° au nord, les monts ***Krouschevo*** (le Lyncon et le Pœus des anciens), qui se détachent du Pinde et séparent le Salembria de l'Haliacmon ; encore bien qu'ils s'élèvent à une hauteur de 1,500 mètres, leurs arêtes en partie boisées, en partie dénudées, ne forment qu'une barrière imparfaite entre la Macédoine et la Thessalie, et de nombreux défilés les traversent : le plus remarquable est celui de ***Saranto-Poros***, élevé de 800 mètres, qui mène de Servia à Larissa. Le prolongement des monts Krouschevo est le mont ***Olympe***, dont les contre-forts s'épanouissent dans le voisinage de la côte, entre les bouches de l'Indjé-Karasou et du Salembria. L'Olympe est une masse montagneuse formée d'une vaste croupe surmontée de trois sommités de hauteur inégale, à laquelle s'appuient de gros contre-forts et qui présente de loin l'aspect le plus majestueux, bien que la cime la plus haute n'ait que 2,036 mètres de hauteur; elle est sillonnée de torrents, couverte de forêts et garnie de couvents. De ses sommets on jouit d'une vue ravissante sur toute la Thessalie, le Pinde, la presqu'île Chalcidique, Négrepont, la mer Égée. Sa pente orientale est côtoyée par une route importante qui joint la Macédoine à la Thessalie, longe le

golfe Thermien, passe dans les gorges de *Pydna*, traverse le défilé de Tempé : elle est défendue du côté de la Macédoine par le fort de *Platamona*, bâti sur un contre-fort de l'Olympe.

2° A l'ouest, par la partie centrale et la plus élevée des Alpes helléniques et qu'on appelle le *Pinde*. Cette partie a le caractère des grandes chaines de l'Europe; élevée moyennement de 2,000 mètres, elle a des sommités qui gardent la neige pendant la plus grande partie de l'année, et elle n'est traversée que par des passages très difficiles. Le principal est le défilé de Mezzovo, qui ouvre la grande communication de l'Épire avec la Thessalie.

3° Au sud, par les monts *Hellovo* (Othryx) et *Goura*, contre-fort détaché du Pinde qui sépare le Salembria de la Hellada. Le Hellovo a 1,150 mètres de hauteur et le Goura 900 mètres; ce sont des montagnes entièrement couvertes de forêts. Le Goura est traversé par la route de Pharsale à Zeitoun, principale communication de la Thessalie avec la Grèce, et qui passe au défilé de Daoukli, élevé de 800 mètres.

4° A l'est, par les monts Pélion et Ossa. — Les monts Goura se réunissent au Pélion par une ligne de collines qui enveloppent le golfe de Volo et qui ont pour contre-fort les hauteurs dites *Cynocéphales*, si célèbres dans l'antiquité, et où se livra la bataille entre les légions romaines et les phalanges macédoniennes. Le Pélion, aujourd'hui le *Plessidi*, et l'Ossa, aujourd'hui le *Kissovo*, forment une belle chaine distincte et bordant la côte, depuis le canal de Trikeri jusqu'à l'embouchure du Salembria : le premier a 1,200 mètres, le deuxième 1,500 mètres d'élévation. Leurs pentes maritimes comprennent l'ancienne Magnésie, aujourd'hui le canton de *Zagori*, le pays le mieux peuplé, le plus industrieux de la Thessalie, et l'un des plus prospères de l'empire ottoman : il est entièrement peuplé de Grecs jouissant de grandes libertés et qui se trouvent placés plutôt sous la protection que sous la dépendance du sultan, auquel ils payent seulement tribut. C'est la culture et la filature du coton qui ont fait la richesse de ce pays, dont les produits s'écoulent principalement par le port de *Volo*, l'ancienne Démétriade, autrefois l'une des clefs de la péninsule, situé sur le beau golfe du même nom, et qui fait un commerce très-important avec la Turquie d'Asie et l'Italie.

Le Salembria ou Penée descend du Pinde et traverse d'abord un ravin profond qui forme la route du défilé de Mezzovo; il laisse à droite les rochers escarpés des *Météores*, obélisques ou pyramides isolés, au sommet desquels sont construits des couvents, où l'on ne peut atteindre qu'en se faisant hisser dans des paniers; puis il s'encaisse entre de hautes montagnes boisées, arrose *Stagous*, autrefois *Gomphi*, bourgade importante par sa position. Alors les montagnes s'abaissent et s'éloignent des deux côtés. Le fleuve, plus libre, se détourne vers le sud; puis, revenant vers l'est, il entre dans une grande plaine, où un terrain gras, de beaux

pâturages, des bosquets de noyers et de mûriers, des vignes grimpant sur tous les arbres, des oliviers couvrant tous les coteaux, annoncent une des plus fertiles contrées de la Grèce. Il arrose ainsi *Tricala*, petite ville de 7,000 à 8,000 habitants, importante par sa position, défendue par un mauvais fort et l'une des clefs de la province ; puis il traverse la haute plaine de la Thessalie, plaine élevée de 100 mètres seulement au-dessus de la mer, formée d'un sol profondément noirâtre et qui donne les plus riches récoltes de maïs, de blé, de coton, de tabac. Après avoir côtoyé les hauteurs des Cynocéphales, le fleuve entre dans sa basse plaine, où il arrose *Larisse*, grande ville de 20,000 habitants, ayant des rues larges et un aspect de propreté qu'on ne trouve nulle part en Turquie : cette ville est le centre des routes du bassin. La plaine où elle est située, qui s'étend jusqu'au défilé de Tempé, n'est plus élevée que de 20 à 30 mètres au-dessus de la mer; elle est encore plus fertile que la haute plaine et produit en plus des oliviers, d'excellents fruits et de magnifiques pâturages. Au sortir de cette plaine, le fleuve, après avoir passé à *Ambelakia*, l'un des principaux centres de l'industrie zagorienne, entre dans un ravin profond, creusé entre l'Olympe et l'Ossa ; des deux côtés pendent d'énormes rochers, tantôt nus et déchiquetés à leur base, tantôt tapissés de gazon ou ombragés de platanes et de chênes. C'est là le défilé de *Tempé*, qui présente en hiver l'aspect le plus sombre et le plus sauvage, mais qui, en été, est égayé par le vert des gazons, la fraîcheur des eaux. La partie la plus pittoresque est celle où débouche un grand torrent bordé de murailles verticales, au-dessus desquelles trône la masse du Kissovo, haute de 330 mètres. Le défilé s'ouvre peu à peu, et l'on sort de cette gorge profonde pour entrer dans une plaine fertile, au milieu de laquelle le fleuve se replie sur lui-même en larges détours, avant de s'enfoncer dans la mer près du petit port de *Caritza*. Ce passage brusque d'une nature sombre et sauvage à une nature parée des plus brillantes couleurs a fait toute la célébrité de la vallée de Tempé, qui n'est réellement belle que par ses contrastes[1].

Le Salembria reçoit de nombreux affluents qui ont le même caractère que lui et traversent, comme lui, des vallées fertiles; le plus considérable est le *Sataldjé* (Énipée), traversant de belles plaines qui ne sont séparées du golfe de Volo que par les hauteurs qui joignent l'Othryx au Pélion; les petites vallées de ces affluents ressemblent aux ondulations de la mer faiblement agitée, et le pays qu'ils traversent n'est composé que de plis de terrain aux contours annelés et mollement ondulés. Sur cette rivière est *Pharsale*, petite ville de 6,000 habitants, célèbre par la bataille entre César et Pompée.

La Thessalie a une surface de 550 lieues carrées; sa population est estimée à 250,000 âmes, dont 50,000 musulmans. C'est le pays le plus hellénique de l'empire ottoman.

[1] Beaujour, *Voyage dans l'empire ottoman*, t. I, p. 187.

CHAPITRE III.

TURQUIE D'EUROPE. — PROVINCES DE LA MER ADRIATIQUE.

Nous avons vu que le versant de la mer Égée était hérissé assez régulièrement de longs contre-forts perpendiculaires au littoral et laissant entre eux de grandes vallées. Il n'en est pas de même du versant de la mer Adriatique : les contre-forts y sont parallèles au littoral et disposés en étages ; le versant s'abaisse successivement en terrasses plus ou moins courtes servant d'épaulements à une autre chaîne de montagnes et qui ne sont rompues qu'en certains points pour laisser passer les eaux dont elles sont sillonnées. Il résulte de cette configuration une très-grande confusion dans le relief du sol, qui est plus compliqué que dans tout le reste de la Turquie.

§ I. — L'Hertzegovine

Les Alpes dinariques, comme nous l'avons dit précédemment (page 16), se partagent en deux étages parallèles comprenant entre eux de hauts plateaux : la crête la plus basse ou voisine de la mer, ce sont les Alpes de Dalmatie ; la crête la plus élevée, la plus épaisse, la plus éloignée de la mer, ce sont les Alpes de Bosnie, que nous avons décrites ; le pays compris entre ces deux étages de montagnes, c'est l'Hertzegovine, qui se trouve ainsi limitée, du côté du littoral par la Dalmatie autrichienne, du côté des montagnes par la Bosnie, enfin qui touche au nord à la Croatie, au sud à l'Albanie.

L'*Hertzegovine*, qui a tant de rapports administratifs avec la Bosnie, présente un aspect tout différent : au lieu des forêts, des cascades, des vallées fertiles et pittoresques de la Bosnie, elle ne présente que des montagnes nues et déchirées, des plaines arides et pierreuses, des cours d'eau torrentueux qui se perdent dans les terres, ou ne s'écoulent à la mer que par de profondes brèches. L'ensemble des plateaux dont il se compose est parcouru par un bourre-

let montagneux intermédiaire des Alpes de Bosnie et des Alpes de Dalmatie, parallèle à ces deux chaînes, et qui est la limite naturelle entre les montagnes productives et les montagnes stériles ; sa partie la plus élevée est le *Velesh*, dans le voisinage de Mostar ; sur son revers septentrional sont des bois magnifiques, de beaux pâturages, des rivières ayant un cours régulier ; sur son revers méridional sont des amas de rochers nus, sillonnés par des vallées sans eau, ou bien des espèces d'oasis que parcourent des rivières qui naissent toutes formées et qui se perdent sans écoulement dans des gouffres : ces vallées sans issue sont inondées ou desséchées suivant les saisons.

Les routes qui partent du littoral et traversent les montagnes pour aller dans la Bosnie nous sont connues ; il n'y a que de mauvais sentiers parallèles aux montagnes.

Les bassins les plus importants de l'Hertzegovine sont ceux de la Narenta, de la Pistritza et de la Trebinstizza, ces deux derniers sans issue. Ils sont formés par les Alpes de Bosnie, les Alpes de Dalmatie et les contre-forts détachés de ces deux chaînes.

Sur la *Pistritza* l'on trouve *Livno*, ville de 5,000 à 6,000 habitants, au pied du Zizer, gros contre-fort de la chaîne bosniaque ; elle est enveloppée d'une enceinte flanquée de tours.

La *Narenta* prend source sur le revers septentrional du Valesh, longe le revers méridional des monts Ivan, tourne au sud, coupe la chaîne intermédiaire au-dessus de *Mostar*, et arrose cette ville, située dans une plaine fertile et qui renferme 10,000 à 12,000 habitants ; c'est la résidence du pacha de l'Hertzegovine ; elle a une citadelle avec une enceinte flanquée de tours ; son aspect extérieur est pittoresque, mais elle est aussi sale et misérable que les autres villes turques.

Sur la *Trebinstizza* se trouve *Trebigne*, petite ville défendue par un fort. Il n'y a dans toute cette vallée d'autres cultures que celles qui entourent cette ville.

L'Hertzegovine est un pays pauvre, mal peuplé et dont les habitants, de race slave, sont presque tous musulmans, mais de ces musulmans grossiers, cruels, ignorants, dont nous avons déjà parlé.

§ II. — Le Monte-Negro.

La partie la plus confuse, la plus épaisse des plateaux intérieurs que nous venons de décrire se trouve entre le golfe de Cattaro, le lac de Scutari et les sources de la Drina : cette partie se nomme le *Tzerna-Gora* ou *Monte-Negro*. Elle est séparée de l'Hertzegovine par un contre-fort des monts Ivan, les monts *Pessori*, qui se rattachent aux Alpes de Dalmatie, vers le golfe de Cattaro, sur lequel ils se ter-

minent en escarpements gigantesques. Les contre-forts des Alpes bosniaques et des Alpes de Dalmatie s'y ramifient, de telle sorte qu'ils font de cette région un chaos inextricable de petits plateaux entièrement nus et arides, de petites vallées où les cours d'eau n'ont pas d'issue, enfin de vallées plus ouvertes et qui appartiennent au bassin de la Moracca. Ce pays, très-peu fertile, mal cultivé, ayant de belles forêts et de beaux pâturages, mais où les cours d'eau ne s'échappent qu'à travers des murailles, renferme une centaine de villages ou hameaux bâtis au pied ou autour de monastères qui ressemblent à des forteresses. Le chef-lieu est *Cettigne*, bourgade de 80 maisons, situées autour d'un couvent où réside le *wladika* ou chef de la confédération monténégrine. Cette confédération se compose de cinq cantons, habités par 60,000 individus, de race slave, de religion chrétienne grecque, très-belliqueux, très-attachés au sol, et qui sont parvenus à conquérir leur indépendance sur les Turcs. Nous en reparlerons.

§ III. — L'Albanie.

L'Albanie est le pays le plus montueux, le plus confus, le plus difficile de la Turquie d'Europe : les montagnes s'y entassent, s'y croisent, s'y enchevêtrent de telle sorte, qu'il est impossible de suivre leur direction et de les rattacher les unes aux autres ; les vallées y sont tourmentées, déchirées, parcourues par des torrents, et ne s'épanouissent que dans de petites plaines ; le terrain cultivable est rare ; toute la nature s'y montre âpre, sauvage, et les habitants sont d'un aspect et d'un caractère dignes de cette nature, beaux, grands, robustes, belliqueux, féroces.

L'Albanie s'appuie depuis le Tchar-Dagh jusqu'aux monts Hellovo sur la grande chaîne des Alpes helléniques, dont nous avons déjà vu les parties principales, les Dibres, les monts d'Okhrida, le Soa-Gora, le Pinde, etc. Elle comprend les bassins mal définis, mal limités de la *Bojana*, du *Drin*, du *Mati*, du *Scombi*, de l'*Ergent*, du *Voïoussa*, de l'*Arta*, etc.

1° La *Bojana* descend, sous le nom de *Moracca*, du mont Dormitor, qui appartient aux Alpes bosniaques ; elle traverse le Montenegro supérieur dans une vallée profonde, montueuse et inabordable, en sort par une brèche étroite, entre des escarpements ayant 400 à 500 mètres de hauteur, arrose *Podgoritza*, petite ville qui sert d'avant-poste aux Turcs contre le Montenegro ; puis elle traverse le lac de *Scutari* et en sort près de la ville de ce nom, peuplée de 20,000 habitants, assez industrieuse, et l'une des plus importantes de l'empire : elle est située dans une belle plaine entre le lac, la Bojana et la Drinassa, sert de résidence au pacha de l'Albanie supérieure, et est défendue par le château de Rosapha, qui passe pour

le boulevard de l'Albanie. La Bojana devient navigable, traverse une plaine très-large et très-belle, la plus fertile de l'Albanie supérieure, et finit par une embouchure assez difficile. Au nord de cette embouchure on trouve sur la côte *Antivari* et *Dulcigno*, petits ports habités par de très-bons marins.

2° Le *Drin* se compose de deux rivières de même nom, l'une coulant directement du nord au sud, l'autre coulant directement du sud au nord, et semblant ne former qu'une seule et même ligne droite. Le Drin blanc, qui est le moins considérable, naît dans les Alpes de Bosnie, traverse parallèlement à cette chaîne un haut plateau semblable à celui de Kassova et qui n'est séparé de lui que par des hauteurs peu marquées; il arrose ainsi les petites villes d'*Ipek*, de *Jakova*, où passe la route de la Bosnie dans l'Albanie, *Prisrend* (Justiniana prima), ville défendue par un château, autrefois célèbre et importante par sa position au centre de plusieurs routes : la principale est celle qui mène de Scutari, par Uskioup, sur Constantinople. Il longe ensuite la masse du Tchar-Dagh et se réunit au Drin noir. — Le Drin noir prend source dans les montagnes à l'est du lac d'*Okhrida* (Lychnides), traverse ce lac, qui a 7 lieues de long sur 4 de large, et qui occupe un haut plateau formé par les Alpes Helléniques et un contre-fort parallèle que les anciens appelaient monts *Candares*. Sur ce lac se trouve *Okhrida*, ville de 5,000 à 6,000 habitants, résidence des rois bulgares au huitième siècle, située au pied d'une montagne conique que défend une forte citadelle, importante par la route de Monastir en Albanie. — Le Drin sort du lac à *Strouga*, arrose une vallée fertile, l'ancienne Dardanie, traverse deux bourgs célèbres, les *Dibres*, habités par des peuplades turques très-belliqueuses, et se réunit au Drin blanc. — Le Drin tourne alors à l'ouest en décrivant un grand arc de cercle, traverse un pays célèbre dans le moyen âge, le *Dukagin*, habité par des peuplades demi-sauvages et indépendantes, passe dans une vaste plaine voisine de la Bojana, arrose *Alessio* (Lissus), petite ville de 3,000 habitants, défendue par un vieux fort et qui renferme le tombeau de Scanderbeg. Il peut alors porter des bateaux de 50 tonneaux et finit par plusieurs embouchures.

3° Le *Mati* (Mathis) et l'*Ischmi* (Ismos), torrents sans importance qui descendent des monts Grabatz, parcourent la contrée montagneuse habitée par les *Mirdites*, peuplades catholiques, indépendantes, qui paraissent descendre des compagnons de Scanderbeg ; leur chef-lieu était autrefois *Orocher;* aujourd'hui c'est *Croïa*, défendue par un vieux fort. Tout ce pays sauvage, peu fertile, hérissé de montagnes et de rochers, coupé de ravins et de précipices, a été peu visité et est aujourd'hui mal connu. Il a été cependant illustré par les marches de César et de Pompée, et nous verrons dans cette histoire que des croisés français s'y établirent au douzième siècle, et que les traces de leur domination existent encore. — Sur la côte on trouve *Durazzo* (Dyrrachium), petite ville de 5,000 à 6,000 habitants, qui ne fait plus de commerce et avait une très-grande importance du

temps des Romains, à cause de son voisinage de la côte d'Italie. C'est de là que partait la voie Egnatienne, dont nous avons déjà parlé, et par laquelle tout ce chaos montagneux de la Grèce centrale se trouvait aplani : elle passait les monts Grabatz, atteignait le plateau d'Okhrida, descendait sur Bitolia, et de là, par la vallée de l'Erigon, Edesse et Pella, arrivait à Thessalonique

Tout le littoral, depuis l'embouchure du Drin jusqu'à celle de l'Aoüs, est bas, marécageux, malsain et dépeuplé.

4° Le ***Scombi*** (Genusus) sort des monts Candaves et arrose ***Elbassan*** (Albanopolis), ville de 4,000 habitants, située dans une plaine fertile au pied d'un contrefort des monts Grabatz, sur la route de Durazzo à Okhrida.

5° L'***Ergent*** (Apsus) descend du mont Grammista, qui fait partie des Alpes helléniques; il traverse les gorges montueuses qui coupent le pays appelé ***Tomoritza***, arrose ***Berat***, ville située dans une belle vallée fertile en grains et en pâturages, sur une colline flanquée de tours et dominée par une citadelle : c'est la résidence du pacha de l'Albanie méridionale. Au-dessous de cette ville, l'Ergent reçoit le ***Devol***, qui sort du lac ***Drenovo***, dans les monts Candaves, traverse un plateau montagneux dont les pentes contraires sont marquées par les lacs Castoria et Okhrida, arrose *Gorscha* ou ***Goritza***, petite ville située sur la route de Berat à Castoria, et qui fait tout le commerce de l'Albanie intérieure.

6° Le ***Voïoussa*** (Aoüs) prend sa source dans le mont Zygros, près du défilé de Mezzovo; il traverse le canton montagneux du Zagori, peuplé de 40 villages qu'habitent des hommes actifs, industrieux et livrés au commerce, arrose le petit fort de ***Konitza***, situé à l'embranchement des routes de Macédoine et d'Albanie, est alternativement longé ou coupé par des montagnes sauvages; il passe ainsi à ***Premiti***, ville de 4,000 habitants défendue par un fort, puis à la petite ville fortifiée de ***Klissoura***, située au confluent de la ***Desnitza***, rivière torrentueuse qui remonte jusqu'à la chaîne du Grammos et ouvre une route dans la Macédoine; il reçoit le ***Dryno***, torrent qui traverse une vallée très-fertile en grains, en pâturages, et qui passe à ***Argyro-Castro***, ville suspendue au flanc d'une montagne et défendue par un vieux château; enfin il arrive à ***Tebelen***, petite ville fortifiée, patrie d'Ali-Pacha, défense principale de la vallée d'Argyro-Castro, par laquelle on monte au plateau de Janina. Le reste de son cours n'offre rien de remarquable; mais il n'est pas dans toute cette province montagneuse de vallée plus âpre, plus sauvage, plus abondante en positions défensives, plus difficile à traverser par une armée.

La ceinture méridionale de son bassin inférieur est formée par les monts de la ***Chimère*** (montes Ceraunii), qui sont parallèles au littoral et se terminent par les monts ***Acrocérauniens***, si célèbres dans l'antiquité par les parages orageux sur lesquels ils dominent et qui sont peuplés aujourd'hui de brigands et de pirates. Sur la côte on trouve : ***Avlone***, ville malsaine, avec un beau port, qui a pour citadelle, à une demi-lieue de là, le fort de *Canina*.

7° La *Pavla* descend des monts de la Chimère, longe ces montagnes dans une vallée fertile et accidentée, reçoit un affluent qui passe à *Delvino*, petite ville située sur un mamelon que couronne un fort, traverse le lac *Peloïs* et finit près de *Butrinto*, ancienne forteresse vénitienne, située sur une plage basse et marécageuse, importante par sa position en face de Corfou, prise par les Français en 1797 et par les Russes en 1799.

8° Le *Calamas* (Thyamis) sort d'un lac, traverse une vallée étroite et fertile, partout couverte d'oliviers, de mûriers, de vignes, de champs de blé ; il passe à *Philatès*, bourgade habitée par des peuples laborieux et belliqueux, et finit dans le canal de Corfou. Il reçoit le *Terino*, qui a vers ses sources les ruines de *Paleo-Castro*, reste de l'antique *Passaro*, résidence des rois Æacides qui faisaient remonter leur origine à Pyrrhus. — On croit que cette rivière et ses affluents sont le déversoir des eaux du plateau de *Janina*, qui y arrivent par des gouffres et canaux souterrains.

Ce plateau (ancienne *Hellopie*), entièrement environné de montagnes et ayant une hauteur de 400 à 500 mètres au-dessus de la mer, est occupé par un lac qui a 4 à 5 lieues de long sur 1 ou 2 de large, lac dont l'aspect est généralement triste, mais dont les bords sont riants et fertiles. Sur ces bords, dans un site enchanteur, à l'extrémité d'une plaine magnifique qu'encadrent les plus belles montagnes, se trouve appuyée, d'un côté à une étroite presqu'île que défendent deux petits forts, d'autre côté à des collines que couronne une forteresse flanquée de tours, *Janina*, ville de 25,000 habitants, presque tous Grecs adonnés au commerce et qui étaient réputés jadis les plus éclairés de toute la Péninsule. C'était le centre de la domination d'Ali-Pacha, qui y subit, en 1822, un siége où il fut assassiné et la ville à demi ruinée. Elle avait alors des écoles, des bibliothèques, des fabriques, qui n'existent plus. — Le plateau de Janina est la partie dominante de l'Épire et de tout le centre de la presqu'île hellénique : c'est le point de convergence des routes de la Thessalie, de l'Albanie et du littoral ; c'est une position militaire de laquelle on rayonne dans toutes les directions et qu'il est indispensable d'occuper pour être maître de l'Albanie.

9° Le *Mavro-Potamos* (Achéron) traverse les gorges profondes qui composent le canton de Souli, aujourd'hui dépeuplé, et jadis habité par une peuplade belliqueuse, aussi célèbre par son courage que par ses malheurs. Cette peuplade, composée de 12,000 à 13,000 individus, occupait 11 villages, les uns situés sur des montagnes inaccessibles, les autres au pied de ces montagnes, et tous mieux défendus par leur site que par les tours dont on les avait abrités. Les Souliotes soutinrent un siége, contre toutes les forces d'Ali-Pacha, de 1788 à 1803, et y périrent jusqu'au dernier. — En sortant des montagnes de Souli, le Mavro traverse le lac de *Tchouknida* (Acherontia) et va se jeter dans la mer Ionienne au petit port de *Glykis*. Il reçoit plusieurs torrents, dont l'un, l'ancien *Cocyte*, passe

au pied de *Paramythia*, ville de 3,000 à 4,000 habitants, défendue par un vieux château perché sur le flanc d'une montagne.

Sur la côte on trouve *Parga*, petite ville défendue par un château fort, élevé sur un rocher environné d'eau, en face de l'île de Paxos, dans un territoire fertile, avec un bon port. C'était autrefois une petite république chrétienne protégée par les Vénitiens ; assiégée, en 1814, par Ali-Pacha, elle se mit sous la protection des Anglais, qui la cédèrent à ce tyran de l'Épire ; mais tous les habitants abandonnèrent la ville.

10° Le *Lourcha* ou *Lorou* coule dans une vallée fertile, passe près de la forteresse ruinée de *Rogous* et du bourg de *Lorou*, défendu par un petit fort. Il finit dans le golfe de l'Arta.

11° L'*Arta* (Arethon) descend du mont Zygros ou plateau de Mezzovo, nœud central des montagnes de la Péninsule et d'où s'écoulent des eaux dans toutes les directions, un affluent de l'Indjé-Karasou, le Salembria, l'Acheloüs, l'Arta, la Voïoussa, etc. Il passe près de *Mezzovo*, petite ville de 3,000 habitants, très-importante par sa position entre l'Épire, la Macédoine, la Thessalie et l'Acarnanie. C'est le nœud des routes entre ces quatre provinces, et dont la plus importante est celle de Janina à Tricala, route difficile et très-fréquentée. Les habitants de ces montagnes sont des *Vlaques*, actifs, industrieux, hospitaliers, pasteurs ou marchands. — L'Arta coule dans une vallée étroite, profonde, rocheuse, entre la chaîne du Pinde et les montagnes de Janina, longée par la route d'Arta à Mezzovo, qui suit souvent le lit à sec de la rivière. Elle ne sort des montagnes que pour arriver à la plaine fertile et parsemée de villages où est située *Arta* (Ambracie), ville de 7,000 à 8,000 habitants, enceinte d'une muraille, défendue par une bonne citadelle, entrepôt du commerce de l'Épire. A 4 lieues de là, l'Arta se jette dans le golfe d'Ambracie ou de l'Arta.

Ce golfe, dont l'entrée n'a pas plus de 1,000 mètres de largeur, forme un bassin de 4 à 5 lieues de largeur sur 10 à 12 de profondeur ; sa côte septentrionale est basse et marécageuse, sa côte orientale est doucement inclinée vers le mont Callidrome ; sa côte méridionale est accore, dentelée, découpée : on trouve sur celle-ci le promontoire d'*Actium*, où se livra la bataille navale entre Octave et Antoine, la forteresse de *Vonitza* et le port de *Loutraki*. A l'entrée septentrionale de ce golfe se trouve *Prevesa*, ville de 3,000 à 4,000 habitants, défendue par deux forts, et qui a appartenu jadis aux Vénitiens; prise par les Français en 1798, et par Ali-Pacha en 1799. Sur l'isthme était *Nicopolis*, bâtie par Auguste en mémoire de la bataille d'Actium et dont l'Acropolis existe encore en ruines ; près de ces débris, en 1798, 400 Français soutinrent une lutte héroïque contre 11,000 Turcs.

L'Albanie, qui comprend une partie de l'ancienne Illyrie et toute l'ancienne Épire, renferme une population de 1,600,000 habitants, dont 200,000 catholiques, 500,000 grecs, 900,000 musulmans. Les Albanais, appelés *Arnaouts* par

les Turcs, *Skipetars* (hommes des rochers) par eux-mêmes, descendent des Illyriens et des Épirotes, et se divisent encore en deux populations distinctes et ennemies : les *Guègues*, habitants de la haute Albanie, les *Toskes*, habitants de la basse Albanie ; le Scombi ou la voie Egnatienne forme la limite entre ces deux pays. Les Guègues se sont mêlés aux Slaves voisins de la Bosnie et de la Servie et cependant n'ont presque rien pris de leurs mœurs et de leur langue ; les Toskes se sont mêlés aux Grecs beaucoup plus intimement, parlent leur langue, et ont avec eux de nombreuses affinités. Les Guègues sont musculeux et trapus, les Toskes, sveltes, élancés, les uns et les autres forts, vigoureux et composant la plus belle race de l'Europe. Les caractères communs aux deux peuples sont l'amour de l'indépendance, l'amour de la guerre, l'esprit de vengeance, la férocité. Ce sont des soldats pillards, sauvages, infatigables, vendant leurs services et leur sang à qui mieux les paye ; mais vifs, gais, aventureux, sobres, généreux et héroïques dès qu'il s'agit de la défense de leur pays, de leur tribu, de leur famille. C'est une race de fer, aussi dure que les rochers qu'elle habite. Ils ont été les plus intrépides soldats des armées de Pyrrhus, d'Alexandre, de Dioclétien, de Scanderbeg et enfin des sultans de Byzance. Ils ont été à la solde des États d'Italie, principalement de Venise, et, sous le nom de Stradiotes, se sont rendus fameux par leur valeur et leurs cruautés.

Les Albanais catholiques sont les habitants de la Mirdita et du Dukagin : ils sont presque entièrement indépendants, ne payent aucun tribut, ne souffrent aucun Ottoman sur leur territoire, et se contentent de servir dans les armées turques, mais pour la solde ; le catholicisme n'a pas adouci leurs mœurs et leur férocité. Les Albanais grecs sont principalement dans l'Épire, et partagent les idées et les passions des Grecs. Les Albanais musulmans occupent le milieu du pays : ce sont des sectateurs du Coran très-peu zélés et qui n'ont adopté le mahométisme que pour échapper à l'oppression turque et garder leur liberté. Les Albanais grecs et musulmans sont mieux soumis que les catholiques à la domination ottomane ; mais, en réalité, ils se gouvernent par eux-mêmes et sont divisés en tribus qui jouissent d'une grande indépendance.

L'Albanie, composée entièrement de montagnes, de défilés, de gorges, de précipices, où l'on ne trouve de larges plaines que dans le bassin inférieur du Drin, est un pays très-difficile à conquérir, très-favorable à la guerre de chicane, et presque entièrement isolé de l'empire ottoman. Il est généralement peu fertile et mal cultivé, ne produit que des oliviers, des fruits, un peu de blé, un peu de vin, des pâturages abondants, des chevaux peu nombreux. Son commerce est presque nul.

CHAPITRE IV.

LA GRÈCE ET LES ILES DE L'ARCHIPEL.

Les pays qui forment aujourd'hui le royaume de Grèce, créé en 1829, ayant longtemps appartenu à l'empire ottoman, il est nécessaire de compléter la description de cet empire par un exposé très-succinct de ces pays, les plus célèbres du monde, et où semble s'être concentrée pendant plusieurs siècles l'intelligence du genre humain.

La partie méridionale de la péninsule hellénique présente les mêmes caractères que la partie septentrionale, mais sur un théâtre plus serré, plus tourmenté, plus pittoresque, plus poétique. On n'y trouve plus de grandes plaines, plus de larges vallées, grasses, fertiles, plantureuses; le pays est généralement stérile, et tout y semble sacrifié à la forme, au plaisir des yeux, aux rêves de l'imagination : on y voit, comme dans le nord, de belles forêts de chênes, de hêtres, de pins, de mélèzes, mêlés sur tous les terrains inclinés avec les arbrisseaux et les plantes sauvages; puis des rochers nus et déchiquetés au milieu des gazons les plus frais, des vallons ombragés à coté des montagnes les plus arides, des cours d'eau tombant en cascades ou courant dans de riantes vallées, presque partout l'aspect de la mer, un air vif et transparent, un ciel constamment pur et resplendissant, toutes les couleurs de la nature et tous les accidents de terrain perpétuellement en contraste et en harmonie : c'est là ce qui donne à la Grèce une physionomie particulière, c'est là ce qui a saisi l'imagination de ses anciens habitants et leur a inspiré ce sentiment de l'art et de la beauté qui éclate dans toutes leurs œuvres, dans toute leur histoire.

Ajoutons que les hommes semblent créés exprès pour ce pays des poëtes et des dieux; ils présentent le plus beau type de l'espèce humaine : la tête ovale, le profil du visage droit, le front proéminent, le nez presque sans inflexion, les yeux grands et vifs, la physionomie fine et expressive, la taille déliée et élancée, le genou fin, la jambe sèche, le pied petit, le corps nerveux, la stature moyenne.

Quant aux femmes, ce qui les distingue encore plus que leur régulière beauté, c'est le charme indéfinissable de toute leur personne, la souplesse de tous leurs mouvements, leur grâce. Nous avnos dit plus haut le caractère moral de cette population prétendue hellénique, et qui n'est en réalité composée que de Slaves *hellénisés*.

§ I. — Provinces du Nord.

En continuant le versant commencé de la mer Adriatique, nous trouvons d'abord les bassins de l'Aspro-Potamos et du Fidari, qui composent l'*Étolie* et l'*Acarnanie*.

L'*Aspro-Potamos* ou l'Achéloüs descend du Pinde, coule du nord au sud dans une vallée profonde sans arroser aucune localité remarquable, et reçoit des affluents encaissés entre des montagnes qu'habitent des peuplades de pasteurs belliqueux; il entre ensuite dans un pays moins montueux, mais qui ressemble à une forêt coupée de quelques clairières et de quelques villages ; il reçoit les eaux des lacs d'*Angelo-Castro* et de *Vrachori*, au nord desquels est la ville de *Vrachori*, peuplée de 5,000 habitants, et bâtie près des ruines de *Thermus*, capitale de l'ancienne Étolie. Puis il parcourt une vaste plaine et finit dans des sables, à l'entrée du golfe de Patras.

Le *Fidari* (Evenus) présente le même caractère que l'Achéloüs; son bassin est également montueux, boisé, peu fertile, et habité par des peuplades demi-sauvages.

Le littoral, depuis le golfe d'Arta jusqu'à l'Achéloüs, est assez élevé, bordé de terrasses cultivées en oliviers ou garnies de forêts ; il n'a pas de ports. Depuis l'Achéloüs, la côte est basse, marécageuse, formée d'alluvions, bordée à distance de montagnes difficiles que traverse la route de Vrachori à Missolonghi. On y trouve : 1° *Anatolico*, petite ville bâtie sur une lagune, avec une mauvaise rade; 2° *Missolonghi*, bâtie derrière un banc de sable près d'un îlot, célèbre par le siége qu'y soutinrent les Grecs en 1826, et à la suite duquel elle fut détruite. Puis on entre par le détroit de Lépante, que défendent les châteaux de Romélie et de Morée, dans le golfe du même nom, où l'on trouve *Lépante* (Naupacte), port militaire de la Grèce, défendu par un château et célèbre par la grande bataille navale de 1571.

Sur la côte septentrionale de ce golfe, on trouve *Salone* (Amphissa), située au pied du mont Parnasse; *Galaxidi*, autrefois ville de commerce importante, détruite en 1821; et les ruines de *Cyrrha*, qui était le port de *Delphes*. Quant aux ruisseaux qui descendent de la chaîne hellénique dans le golfe de Lépante, ils n'ont aucune importance.

Nous revenons ainsi au versant de l'Archipel.

La presqu'île hellénique, entre les golfes de Lépante et d'Égine d'une part, le canal de l'Eubée d'autre part, devient très-étroite et n'est plus composée que d'une chaîne de montagnes épaisse et élevée, où l'on trouve le ***Parnasse*** (1,800 mètres), l'***Hélicon*** (1,400 mètres) et le ***Cithéron*** (1,300 mètres), et qui donne deux versants très-étroits.

Ces versants composent la ***Phocide***, la ***Locride***, la ***Béotie*** et l'***Attique***.

Dans la Phocide, on trouve le bassin de la ***Hellada***, qui est encaissé, au nord, par les monts ***Hellovo***, limite de la Thessalie, et, au sud, par les monts ***Koumaïta*** (Œta). Ces dernières montagnes, élevées de 1,200 mètres, épaisses et difficiles, forment, par leurs derniers escarpements près de la mer, le défilé des ***Thermopyles***, célèbre par le dévouement de Léonidas, mais qui ne peut plus servir à protéger la Grèce méridionale contre les invasions du nord, car il est toujours possible de le tourner. La petite ville fortifiée de ***Bodonitza*** le ferme au midi, et ***Zeitoun*** au nord. — L'Œta a pour prolongement, sur le versant de la mer Ionienne, le mont Corax, qui va finir près de Lépante. Cette muraille de montagnes entre les deux mers était, dans l'antiquité, la meilleure défense de la Grèce civilisée contre la Grèce barbare; Naupacte et les Thermopyles en défendaient les débouchés près des deux mers.

La ***Hellada*** (Sperchius) descend du mont Tymphreste dans une gorge profonde qui s'ouvre vers ***Patradjik*** (l'ancienne Hypate), ville de 4,000 à 5,000 habitants, et qui se prolonge jusqu'au fond du golfe Maliaque; c'est une des vallées les plus fertiles de la Grèce, et elle est toute cultivée en blé, en maïs, en coton, tandis que ses coteaux sont couronnés de vignes et de mûriers, et ses plus hautes sommités de chênes et d'érables; elle est parsemée de belles et vastes prairies où l'on nourrit de nombreux troupeaux. Un de ses affluents passe à ***Zeitoun*** (Lamia), ville de 5,000 à 6,000 habitants, située au pied du mont Othryx et qui a un fort pour défense.

Entre la mer de Négrepont et les golfes de Lépante et d'Athènes, la presqu'île hellénique se réduit à un plateau étroit et escarpé, dont le centre est occupé par le lac ***Copaïs***, qui reçoit le ***Cephissus*** et plusieurs autres ruisseaux. Ce lac a communication avec la mer par des canaux souterrains. Tout ce pays est bouleversé, rempli de crevasses et de cavernes, sujet à des éboulements qui changent des terres fertiles en marais. C'était la ***Béotie***. Les villes principales sont ***Livadie*** (Lebadia), autrefois l'une des capitales de l'empire ottoman, aujourd'hui à demi ruinée, et ***Thèbes***, bourgade de 3,000 habitants.

Le plus grand rétrécissement de la presqu'île, qui se termine par le cap Colonne, formait l'***Attique***, où l'on trouve encore ***Athènes***, capitale du royaume de Grèce, ville de 20,000 habitants avec un bon port, le Pirée; cette métropole de la civilisation ancienne, ravagée tant de fois et presque entièrement détruite dans la guerre de l'indépendance, n'a aujourd'hui qu'une médiocre importance.

§ II. — La Morée.

L'isthme de Corinthe, qui joint les parties méridionale et septentrionale de la péninsule hellénique, a 60 kilomètres de long et 8 kilomètres de large. Ce n'est qu'une grande et épaisse muraille, laissant entre elle et la mer un défilé effrayant, dont l'entrée était défendue, au nord, par ***Mégare***, ville dont il ne reste que des ruines, au midi, par ***Corinthe***, ville ayant une magnifique position et qui fut entièrement détruite pendant la dernière guerre. Il ne reste que la citadelle, boulevard de la Morée, et dont les fortifications remontent aux temps les plus anciens.

La ***Morée*** ou ***Péloponèse*** est un pays tout montagneux dont la charpente est formée par l'épanouissement de la chaîne hellénique en cinq contre-forts occupant cinq presqu'îles et s'appuyant sur un petit plateau central. Le contre-fort du nord-est renferme le mont ***Taygète*** (2,425 mètres), et finit au cap Matapan. — Dans la partie nord-est, ou l'***Argolide***, entre les golfes d'Athènes et de Nauplie, on trouve : 1° ***Pithavra***, village sur les ruines d'***Épidaure***; 2° ***Damala*** (Trézène), petite ville célèbre par le congrès de 1827; 3° ***Nauplie***, ville commerçante avec un bon port et deux châteaux, dont l'un, bâti sur le rocher de Palamède, est très-fort; 4° ***Argos***, bourgade défendue par un vieux château; 5° ***Karvathi***, village sur les ruines de Mycènes.

Les deux presqu'îles du sud-est, ou la ***Laconie***, entre les golfes de Nauplie et de Coron, renferment le petit bassin de l'***Eurotas***, qui finit dans le golfe de Kalokythia. On y trouve ***Misitra***, sur le penchant du Taygète et près des ruines de Sparte; c'était, au moyen âge, la capitale des ***despotes*** de Morée et la ville la plus peuplée de la presqu'île; elle est aujourd'hui ruinée et n'a plus que sa citadelle, qui a été vainement assiégée par les Turcs en 1824. On y trouve encore ***Monembasia***, petite ville située sur un îlot, défendue par un château et ayant un bon port.

La partie du sud-est, ou la ***Messénie***, entre les golfes de Coron et d'Arcadie, renferme : 1° ***Kalamata***, à l'embouchure du Pamisus, détruit en 1825; 2° ***Coron***, bon port et ville fortifiée; 3° ***Modon***, bon port et ville fortifiée, qui a beaucoup souffert dans la guerre de l'indépendance; 4° ***Navarin*** (Pylos), en face de l'île de Sphactérie, ville forte et bon port, célèbre par la bataille navale de 1827; 5° ***Arcadia*** (Cyparissus), petit port.

La partie du nord-ouest, ou l'***Élide*** et l'***Achaïe***, entre les golfes d'Arcadie, de Patras et de Lépante, renferme l'***Alphée*** ou ***Roufia***; il arrose ***Karytena***, petite ville avec un château fort bâti par les Français du moyen âge, berceau de l'insurrection de la Morée, ruinée trois fois pendant la guerre; ***Sinano***, village situé sur les ruines de Mégalopolis; ***Miraca***, situé sur les ruines d'Olympie; il finit près de ***Pyrgos***. — On y trouve encore ***Patras***, port médiocre et ville forte, l'un des boulevards de la Morée.

Enfin le plateau du centre, ou l'*Arcadie*, renferme *Léondari* (Leuctres), ville ruinée; *Tripolitza*, ancienne capitale de la Morée, à demi détruite, près des ruines de Tégée et de Mantinée.

Le royaume de Grèce a une superficie de 47,600 kilomètres carrés, et une population de 1,000,000 d'habitants, hellènes ou slaves *hellénisés*.

§ III. — Iles.

1° *Lemnos*, île remarquable par ses quatre bons ports et sa position dans le haut Archipel, à l'entrée de l'Hellespont. Sa population est entièrement grecque; mais elle appartient à l'empire ottoman.

2° *Imbros*, *Samothrace* et *Thasos* forment une chaîne continue en avant du rivage de la Thrace; elles sont belles, fertiles, et jouissent de grands priviléges. Leur population est grecque; mais elles appartiennent à l'empire ottoman.

3° Les *Sporades*, groupe d'îles au nord de Négrepont, parmi lesquelles on distingue *Skyra*, habitée de tous temps par des pirates. Elles appartiennent au royaume de Grèce.

4° *Négrepont* (Eubée), longue île parallèle à la côte de la Livadie, dont elle n'est séparée que par un étroit canal, sur lequel on a jeté un pont de 65 mètres de long. A l'extrémité de ce pont est *Négrepont* (Chalcis), ville forte, l'une des clefs maritimes de la Grèce, avec un bon port. On y trouve encore *Karistos*, défendue par un château. Elle appartient au royaume de Grèce.

5° *Poros* (Spharia), *Égine* et *Salamine*, dans le golfe d'Athènes. La première a un beau port à double entrée, qui renferme un arsenal et des chantiers de construction. La deuxième a été, dans la guerre de 1820 comme du temps des Perses, le refuge des Grecs du continent. La troisième est célèbre par la victoire des Grecs sur les Perses, en 480 avant Jésus-Christ — Au royaume de Grèce.

6° *Hydra* et *Spezzia*, petites îles voisines de l'Argolide. Ces rochers stériles devinrent très-commerçants de 1792 à 1815, et leurs habitants étaient les plus intrépides marins de l'Archipel; ils furent le boulevard de l'insurrection grecque, et leurs petits vaisseaux détruisirent plusieurs fois les flottes turques; Ruinés pendant la guerre, ils n'ont pas repris leur prospérité. — Au royaume de Grèce.

7° Les *Cyclades*, groupe de vingt-cinq îles très-fertiles appartenant à la Grèce, et dont les principales sont : 1° *Naxos*, la plus grande, avec une ville défendue par un château; 2° *Paros*, qui possède de bons ports; 3° *Melos*, avec un bon port; 4° *Syros* ou *Syra*, la première place de commerce du royaume de Grèce; 5° *Tinos*, habitée par une population industrieuse; 6° *Andros*, habitée par d'excellents marins.

8° *Candie* (Crète) est une grande île de 140 kilomètres de long sur 60 kilomè-

tres de large, qui est traversée de l'ouest à l'est par une chaîne de montagnes, dont le point culminant, le *Psiloriti* (Ida), a 100 kilomètres de circuit et 2,339 mètres d'élevation. Cette île, si importante par sa situation qui commande les trois grandes parties de la Méditerranée et principalement l'Archipel, est très-fertile, et renferme de bons ports. On trouve sur les côtes : la *Canée* (Cydonia), ville commerçante avec un bon port et des chantiers de construction ; la *Suda* et *Garabusa*, ilots importants par leurs ports et leurs fortifications ; *Candie*, ville déchue avec un port comblé ; *Spina-Longa*, forteresse et port. — Candie renferme 200,000 habitants, dont moitié musulmans, moitié chrétiens grecs, mais vivant en bonne intelligence. Elle appartient à l'empire ottoman depuis 1669.

CHAPITRE V.

TURQUIE D'ASIE. — LE CAUCASE, L'ARMÉNIE ET L'EUPHRATE.

La Turquie d'Asie peut se subdiviser en plateau de l'*Arménie*, presqu'île de l'*Asie Mineure*, bassins du *Tigre* et de l'*Euphrate*, *Syrie* et partie de l'*Arabie*.

Le plateau de l'Arménie se rattachant au système montagneux du Caucase, et les pays voisins de cette chaine ayant longtemps appartenu à l'empire ottoman, nous allons d'abord donner une description succincte du Caucase, sans tenir compte de la limite politique entre l'empire russe et la Turquie.

§ I. — Le Caucase.

La chaine du *Caucase*, que l'on regarde comme servant de séparation entre l'Europe et l'Asie, commence dans le voisinage du détroit d'Yenikalé, et se pro-

longe dans une direction générale du nord-ouest au sud-est jusqu'au cap Apchéron. Elle se compose d'abord de hauteurs qui ont à peine 60 mètres, puis elle se relève peu à peu en longeant la côte orientale de la mer Noire, qu'elle couvre de courts et épais contre-forts ; elle atteint ainsi successivement une élévation de 500 à 3,000 mètres, et ne présente partout que des croupes et des pics sauvages aux flancs couverts de forêts. Puis, vers les sources du Kador, autrefois limite de la Colchide, elle s'éloigne de la côte en décrivant un arc de cercle saillant au nord, et qui contient les points culminants de toute la chaîne : c'est alors une énorme muraille composée de pics superposés, couverte de neiges éternelles, n'ayant entre tous ses sommets que des crevasses profondes, n'offrant aucun passage entre les deux versants. Là se trouve le mont *Elbrous*, qui a 5,425 mètres d'altitude, c'est-à-dire qui est de 600 mètres plus élevé que le mont Blanc. L'extrémité du saillant est marqué par le mont *Zikar*, nœud de montagnes très-remarquable, source du Phase, et dont nous reparlerons. A partir de ce mont, la chaîne se dirige plus directement au levant et atteint dans le mont *Kasbek* 4,420 mètres ; puis, au delà du défilé de Dariel, elle décroît peu à peu jusqu'à 2,000 mètres, jette au nord-est des contre-forts très-longs, très-épais, plus élevés que la chaîne elle-même, et dont le plus considérable aboutit à Derbent ; enfin, elle descend de 1,000 à 400 mètres, mais en gardant son âpreté et ses difficultés de passage, et finit près de Bakou par le cap Apchéron. Son développement entre Anapa et Bakou est de plus de 1,200 kilomètres ; son épaisseur varie de 150 à 300 kilomètres. Sa crête est généralement très-découpée et souvent avec une uniformité qui lui donne l'aspect d'une muraille crénelée. Elle renferme de grandes richesses minérales, mais qui ne sont pas exploitées.

Les cours d'eau qui en découlent, au lieu de prendre naissance près de la crête, descendent de contre-forts secondaires, et, par conséquent, n'ouvrent pas de routes entre les deux versants ; aussi ne peut-on traverser le Caucase qu'en la tournant par ses deux extrémités, et il n'y a qu'un seul passage à travers le milieu de la chaîne. Des deux routes du littoral, la première, qui appartient aujourd'hui à la Russie, longe la mer Noire, passe par Anapa, Soudjouk-Khalé, Mamaï, coupe successivement tous les contre-forts occidentaux de la chaîne, traverse le défilé redoutable de Gagra, passe par Anaklia, Redout-Khalé, Poti, Chefketil, et atteint la frontière turque à Batoum. C'est par là que les Russes ont procédé à la conquête du Caucase, et surtout de la partie ottomane. La deuxième longe la mer Caspienne, passe par Kisliar, Tarki, Derbent ; là elle traverse, dans le contre-fort qui finit près de cette ville, le défilé appelé anciennement *Portes albaniennes ;* puis elle passe à Kouba, à Bakou, et va atteindre la frontière persane. C'est par cette route que les Russes ont abordé le versant persan du Caucase.

La route du milieu de la chaîne part de Grégoriev aux sources de la Kouma,

passe à Ekhaterinograd, à Wladikaukas, à Dariel : ce sont trois villes fortifiées par les Russes et destinées à défendre le passage ; de là, près du mont Kasbek, elle traverse la crête dans un col qui a près de 4,000 mètres de hauteur, passage creusé entre deux murailles, bordé de précipices, et défendu par de petits forts ; puis elle descend par la vallée de l'Aragvi sur Tiflis. Cette route, très-importante, et qui a été récemment construite par les Russes, est la seule partie de la crête du Caucase qu'ils possèdent, la seule qui relie leurs provinces des deux versants ; elle est impraticable dans l'hiver à cause des avalanches, et se trouve en partie sous la garde des tribus *ossètes* qui habitent ces montagnes et qui pourraient la fermer.

Tout le pays occupé par le Caucase et ses ramifications est l'une des régions les plus intéressantes du globe ; tous les climats, comme presque tous les terrains, s'y rencontrent. Ce sont d'abord les neiges éternelles jusqu'à la limite inférieure de 3,300 mètres ; puis, sur le versant septentrional, où le climat est généralement humide et malsain, aux neiges et aux rochers stériles succèdent de riches pâturages, qui dominent de magnifiques forêts ; viennent ensuite les collines inférieures, qui sont fertiles en blé, et, au delà, des plaines sablonneuses où poussent seulement quelques plantes salines. Sur le versant méridional, le climat est au contraire des plus salubres, et la nature y déploie, dans des plaines et des vallées magnifiques, tout le luxe de la végétation asiatique. Les forêts y sont beaucoup plus rares que sur les pentes septentrionales, excepté sur la côte d'Abasie, où abondent les arbres feuillus. En revanche, la vigne y croît naturellement et couvre tous les coteaux ; dans les hautes vallées, on trouve toutes les fleurs odoriférantes ; dans les vallons abrités, l'amandier, le pêcher, l'olivier, le figuier, le grenadier, descendent en étages jusqu'à la mer, et l'on rencontre des bois de lauriers sur les bords de la Caspienne et sur ceux de la mer Noire.

Dans la partie orientale du Caucase, l'aspect des deux versants change ; le pays compris entre cette chaîne et le Terek est l'une des contrées les plus fertiles qui existent ; les céréales, les plantes tinctoriales, la vigne, le mûrier, le cotonnier, abondent dans le fond des vallées du Daghestan et aux pieds de leurs flancs, tandis qu'au-dessus s'élèvent d'épaisses forêts. Au sud du Caucase, au contraire, la végétation disparaît, et au delà de la plaine de Chamaki, qui est encore fertile jusqu'à l'embouchure du Kour, elle fait place à un désert nu et aride, formé de pierres et de sable, où l'on ne rencontre que des bruyères et des marais, et qui, sur l'autre rive du Kour, se continue par les landes du *Mogan*, vaste plaine coupée de collines verdoyantes, de bruyères, de mares et de fossés bourbeux.

Nous ne dirons rien de plus du versant septentrional, qui appartient entièrement aux Russes, sinon effectivement, au moins nominalement ; toute la partie supérieure de ce versant est en effet habitée par des peuplades indépendantes qui ont quelquefois payé tribut aux Ottomans, et lié avec eux certaines relations

de commerce, mais qui font depuis un demi-siècle une guerre acharnée à la domination russe. Les principales de ces peuplades sont celles des ***Tcherkesses*** ou ***Circassiens***.

Les ***Tcherkesses***, occupent les flancs occidentaux et les flancs septentrionaux du Caucase jusqu'au Kouban ; mais ils sont principalement agglomérés dans les vallées fertiles des montagnes qui séparent les eaux du Kouban de celles de la Kouma et du Terek. C'est de là qu'à travers les pays de la rive méridionale du Kouban ils vont faire des excursions jusqu'aux bords de la mer Noire. La contrée presque impénétrable qu'ils occupent est connue habituellement sous le nom de ***Kabardie ;*** on la distingue en ***Grande-Kabardie***, dans le bassin du Kouban, et ***Petite-Kabardie***, ou vallée du moyen Terek. Les Tcherkesses se distinguent entre tous les peuples du Caucase par leur beauté, leur haute taille, leur force et leur courage; les femmes fournissent les harems de la Turquie, comme les Leshiennes, non moins belles, ceux de la Perse. Ces peuples ont une organisation politique qui ressemble à notre système féodal; chaque village obéit à un chef nommé ***usdem***, et toute la tribu est sous les ordres d'un ***bey***, ou prince ; la nation se compose ainsi de princes (beys), de nobles (usdem), et de paysans ou serfs qui sont chargés de la garde des bestiaux et des travaux de la terre.

§ II. — Bassins du Phase, du Kour et de l'Araxe.

Le versant méridional du Caucase se compose d'une succession de terrasses ou de plateaux qui descendent en étages vers le midi et qui sont reliés par diverses chaînes de montagnes. Le principal contre-fort de ce versant est celui qui forme la séparation des eaux entre la mer Noire et la mer Caspienne, et qui relie au Caucase toutes les montagnes de l'Asie occidentale. Il part du mont Zikar, aux sources du Phase, sépare cette rivière du Kour dans les monts ***Dvaletti*** (l'ancien Amaranthe), s'approche de la côte vers l'embouchure du Tcharokh sous le nom de monts d'***Akhaltsik***, forme la ceinture orientale de ce cours d'eau, et, au nord d'Erzeroum, se réunit au plateau occidental de l'Ararat par le mont ***Abos***. Il s'en détache de nombreux contre-forts : le principal est la chaîne de l'***Alleghez***, qui descend au sud-est entre le Kour et l'Araxe et forme la limite entre la Géorgie et l'Arménie.

Le pays compris entre ces montagnes, le Caucase et la côte, ou la partie sud-ouest du versant méridional du Caucase, est un pays très-montueux, presque entièrement sauvage, parcouru par de très-petits cours d'eau : le principal est le ***Rion*** ou ***Phase***, qui arrose ***Kuthaïs***, ville fortifiée, capitale de la province russe d'Iméréthie, et qui finit à Poti. On peut indiquer encore le ***Chefketil***, ruisseau qui sert de limite entre la Turquie et la Russie, et qui passe au fort de ***Saint-Nicolas***.

le premier point dont les Turcs se soient emparés dans la guerre actuelle. Enfin, on y trouve la rivière torrentueuse et profondément encaissée du *Tcharokh*, ou *Bathys*, qui descend du plateau d'Erzeroum, traverse une partie de l'Arménie turque, et finit près de *Batoum*, mauvais port situé sur une côte malsaine. Ce pays comprend l'*Abkhasie*, habité par des peuplades indépendantes, les petites provinces russes de l'*Iméréthie* et de la *Mingrélie*, enfin une partie de l'Arménie turque.

La partie sud-est du versant méridional du Caucase est occupé par le grand bassin du *Cyrus* ou du *Kour*.

Ce bassin est circonscrit au nord par la chaîne du Caucase; à l'ouest, par les monts Dvaletti et d'Akhaltsik ; au midi, par la chaîne de l'*Ararat*. — Cette chaîne, si célèbre dans l'antiquité, que les traditions des peuples de l'Orient regardaient comme le berceau du genre humain, qui occupait à peu près le centre de l'ancien monde, se compose alternativement de plateaux et de pics neigeux dont la direction est très-confuse, et qui séparent les bassins du haut Euphrate et du lac de Van du bassin du Kour; sa partie culminante, le mont *Ararat*, élevé de 5,400 mètres, où s'arrêta, dit-on, l'arche de Noé, est dans un contre-fort voisin de l'Araxe, entre Érivan et Bayazid.

Le bassin du Kour se compose de deux parties distinctes, la partie haute et la partie basse. La partie haute forme deux grands plateaux, celui de la Géorgie ou du Kour, celui de l'Arménie ou de l'Araxe, séparés par les monts Alleghez, tous deux ayant une hauteur moyenne de 1,500 à 1,800 mètres, entourés de très-hautes montagnes, creusés par des vallées très-fertiles et composant l'un des pays les plus célèbres du monde. La partie basse n'est composée que de landes, de steppes et de déserts.

Le Kour naît dans le mont Saganlugh, qui appartient au plateau d'Erzeroum; ses eaux torrentueuses, mais peu profondes, roulent d'abord sur des rochers dans une plaine fertile encadrée de hautes montagnes. Il arrose ainsi *Ardaghan*, petite ville turque ; puis il entre sur le territoire russe, et reçoit à droite un ruisseau qui passe à *Akhalkulaki*, forteresse qui ferme l'entrée de la Géorgie : ensuite il reçoit à gauche un autre ruisseau qui passe à *Akhaltsik*, place forte qui a le même objet que la précédente, et qui est célèbre par deux batailles perdues par les Turcs. Ces deux forteresses appartiennent aux Russes depuis 1829, et laissent le plateau arménien ouvert à leurs invasions. De là il traverse un profond défilé où il fait des chutes nombreuses, se dirige au sud-est, arrose *Gori*, petite ville défendue par un fort sur la route de Tiflis à Koutais ; puis il passe à *Tiflis*, capitale de la Géorgie, débouche du défilé de Dariel, ville de 20,000 habitants, défendue par une forteresse. Au-dessous de cette ville il ne passe plus par des lieux remarquables, atteint sa partie basse, traverse des steppes à moitié déserts, et finit dans le golfe de Salian

Il reçoit à gauche : 1° l'*Aragvi*, qui naît dans le défilé de Dariel et ouvre la route de Dariel à Tiflis : il est défendu par plusieurs forts ; 2° l'*Alazan*, qui passe près des forts de *Telavi* et de *Signakh*.

Il reçoit à droite l'*Araxe*, dont le bassin est formé au nord par la chaîne de l'Alleghez, au sud par la chaîne de l'Ararat. Il descend des monts Binghel ou des Mille-Lacs dans le plateau d'Erzeroum, passe à *Hassan-Kaleh*, petite forteresse sur la route d'Erzeroum à Kars, traverse la plus belle partie de l'Arménie, qui appartient à la Russie, puis sert de limite aux deux empires en décrivant un grand arc de cercle au sud-ouest, passe près de *Nakchivan*, traverse de grandes steppes et se réunit au Kour. — Il reçoit : 1° l'*Arpatchaï*, qui passe à *Goumri*, forteresse russe opposée à Kars et qui ferme le principal débouché de la Géorgie ; *Kars* (Korsène) est située sur un affluent de cette rivière, dont le bassin est entièrement montagneux ; c'est une ville de la Turquie très-importante par sa position et sa citadelle ; 2° l'*Abar*, qui passe à *Echmiadzin*, couvent fortifié, résidence du patriarche universel des Arméniens ; 3° le *Zanga*, qui passe à *Érivan*, capitale de l'Arménie russe, ville très-importante par sa position et ses fortifications ; 4° le *Makatchaï*, qui passe à *Bayazid*, petite ville fortifiée sur les dernières pentes de l'Ararat, qui défend le plateau de Van et la source de l'Euphrate ; elle appartient aux Turcs.

Le bassin du Kour comprend les provinces aujourd'hui russes de la Géorgie, du Schirvan et une partie de l'Arménie. La Turquie ne possède plus que quelques lieues de territoire sur le Kour et le bassin tout à fait supérieur de l'Araxe. Quelle que soit la petitesse de ces possessions, elles peuvent arrêter la marche conquérante des Russes, qui n'auront de frontière solide que lorsqu'ils posséderont le plateau d'Erzeroum et la chaîne de l'Ararat : là sont les pentes naturelles par lesquelles les invasions peuvent aller, soit dans l'Asie Mineure, soit dans la Syrie, soit dans la Mésopotamie. Kars est le centre des possessions turques dans le bassin du Kour.

La tradition qui fait de ces pays le point de départ des premières familles du genre humain, leur position géographique dans la partie la plus élevée de l'Asie occidentale, entre deux mers, à 250 lieues de Constantinople, de Jérusalem et du golfe Persique ; l'histoire, qui témoigne que nul n'a été maître assuré de l'Asie sans occuper le plateau arménien, tout cela démontre que la possession de ces provinces par les Russes est la manifestation la plus éclatante de leurs gigantesques projets de conquête : par là, la Turquie d'Asie est prise à revers, la Perse annulée, les Indes observées et menacées. C'est ce qui explique pourquoi ils mettent tant de persistance et d'acharnement à subjuguer les peuplades encore indépendantes des deux revers du Caucase et dont la résistance seule arrête leur marche vers le midi de l'Asie.

§ III. — Montagnes de l'Asie occidentale.

Des monts Ararat ou du plateau d'Arménie, nous pouvons déduire toutes les montagnes de l'Asie occidentale ou de la Turquie d'Asie.

Du plateau d'Erzeroum se détache une vaste chaîne entre l'Euphrate qui vient de naître, d'une part, d'autre part entre le Bathys et le Lycus; elle se subdivise en plusieurs branches, parallèles entre elles et à la côte de la mer Noire, qui se prolongent ainsi jusqu'à la mer de Marmara, et font de la partie septentrionale de l'Asie Mineure une suite de terrasses étagées que les cours d'eau traversent par des brèches profondes, et qui, en s'élevant successivement, s'effacent dans un vaste plateau central. Cet ensemble de montagnes était appelé par les anciens l'*Anti-Taurus*. La partie la plus occidentale est marquée par le mont *Olympe* (1,500 mètres), qui domine de sa masse imposante la belle plaine de Broussa.

Du même massif de l'Ararat, mais dans sa partie orientale et près de Bayazid, part une chaîne parallèle à l'Anti-Taurus, qui contourne au nord le lac de Van, sépare l'Euphrate méridional du Tigre dans les monts Niphates, coupe l'Euphrate entre Malatia et Samosate, prend le nom de *Taurus* et s'en va longer la Méditerranée, en formant comme l'Anti-Taurus des étages successifs qui vont aussi s'effacer dans le plateau central; mais ces étages sont moins larges, plus abrupts, plus élevés, plus tourmentés. Le Taurus, en s'approchant de l'Archipel, se subdivise en nombreux contre-forts qui se terminent dans les caps de cette côte; le plus septentrional culmine dans le mont *Tmolus*, au nord du Caïstre, près des ruines de Sardes. La jonction entre le Taurus et l'Anti-Taurus s'effectue dans cette partie de l'Asie Mineure par les monts *Dyndimène*, qui vont se joindre à l'Olympe. Une autre jonction du Taurus et de l'Anti-Taurus s'effectue par une chaîne de collines qui court à l'est de Sivas et de Césarée en contournant les sources du Mélas et en isolant ainsi le bassin de l'Euphrate de l'Asie Mineure.

Du même plateau de Bayazid part la chaîne des monts *Médiques*, qui court entre les lacs de Van et d'Ourmiah et sépare le bassin du Tigre du plateau de la Perse.

Enfin du mont Taurus, vers les sources du Pyrame, se détache un contre-fort qui va se joindre près de la mer au mont *Amanus* (Alma-Dagh), lequel se joint lui-même au Liban. Nous en reparlerons en décrivant la Syrie.

§ IV. — Bassins de l'Euphrate et du Tigre.

Le bassin de l'Euphrate se partage en deux parties distinctes : la partie haute ou de l'Arménie, qui forme un vaste plateau compris entre les deux Taurus et se

termine au défilé de Malatia; la partie basse ou de la Mésopotamie, qui n'est qu'une vaste plaine.

L'*Euphrate* est formé de deux rivières parallèles : la plus septentrionale descend du mont Abos dans le plateau d'Erzeroum; elle passe près d'*Erzeroum*[1], capitale de l'Arménie turque, peuplée de 50,000 habitants dont un tiers est chrétien, et bien fortifiée; elle est située dans une plaine nue à une hauteur de 1,600 mètres, et éprouve des froids très-rigoureux : c'est le boulevard de l'empire ottoman contre la Russie, le centre des routes qui vont du Caucase dans l'Asie Mineure et la Mésopotamie, la position militaire et dominante de toute l'Asie occidentale. — Au-dessous de cette ville, l'Euphrate traverse plusieurs défilés, passe à *Erz-Inghian*, premier campement des Ottomans au quatorzième siècle, et se joint à son autre source à Kabban.

L'Euphrate méridional ou le *Mourad-Chaï* naît dans le mont Ararat, près de Bayazid, traverse un plateau très-élevé qui borde le lac de Van, passe à *Melezghird*, coupe ou contourne plusieurs contre-forts des monts Niphates et se réunit à l'autre Euphrate.

L'Euphrate, devenu un seul cours d'eau, passe près de *Malatia*, reçoit le *Mélas*, dont le bassin forme l'ancienne Cappadoce, et sort de son haut plateau par un long et profond défilé qui coupe entièrement la masse du Taurus; il court tortueusement à travers les contre-forts méridionaux de cette chaîne, arrose *Samosate*, autrefois ville considérable, et *Bir*, lieu de passage sur la route d'Édesse. Dégagé alors des montagnes, il coule à travers d'immenses plaines, n'étant séparé de la Syrie que par des déserts; il arrose ainsi les ruines d'*Hiéropolis*, *Racca*, les ruines de *Tapsaque*, *Feloudjé*, où il devient facilement navigable et au-dessous de laquelle s'ouvre un canal qui joint l'Euphrate au Tigre, *Hella*, ville commerçante sur l'emplacement de *Babylone*, qui avait, selon Strabon, 16 lieues de tour. Il va s'unir au Tigre à *Kornah*, prend alors le nom de *Chat-el-Arab*, arrose *Bassora*, ville de commerce où les bâtiments remontent avec la marée, et finit à 15 lieues de cette ville par deux principales embouchures.

L'Euphrate ne reçoit à droite que des cours d'eau peu importants, mais à gauche il reçoit : 1° le *Beles* ou *Billicha*, qui arrose *Harran*, l'ancienne *Charræ*, patrie d'Abraham, où Crassus fut défait par les Parthes; il a dans son bassin *Orfa*, l'ancienne Édesse, ville de 25,000 habitants, importante par ses murailles et sa position à l'entrée de la Mésopotamie, sur la route d'Alep à Mossoul; c'était la capitale d'un État puissant à l'époque des croisades; 2° le *Khaboras*, qui a dans son bassin *Merdin*, ville défendue par une citadelle et située dans l'intérieur des monts Masius; *Nisibe*, aujourd'hui déchue et qui était autrefois la place la plus importante de la Mésopotamie; *Singan*, séjour principal des hordes des Yézides;

[1] *Erzeroum* signifie, en arménien : citadelle des Romains.

3° le *Tigre* (Didjlet, la flèche) descend du Taurus par plusieurs sources; il traverse un plateau très-élevé, enceint d'un côté par les monts Taurus et d'autre côté par les monts Masius, contre-fort parallèle au Taurus; il arrose dans ce plateau *Diarbékir* (Amida), grande ville de 40,000 habitants située sur une montagne et qui paraît aussi forte que florissante. Au-dessous de *Djezireh* et après avoir reçu le *Khabour*, qui passe à *Sert* (Tigranocerte), il sort des monts Masius par une suite de chutes et de défilés, arrose les ruines de *Ninive*, puis la ville de *Mossoul*, peuplée de 40,000 habitants, et qui fait un grand commerce parce qu'elle est sur la route des caravanes de l'Inde. De là il traverse d'immenses plaines, tantôt très-fertiles, tantôt formées de déserts de sable, et que parcourent les *Yézides*, tribus de pasteurs et de pillards, adorateurs du feu, qui descendent des Assyriens. Le pays compris entre le fleuve et les monts Médiques se nomme le *Kourdistan*, nom sous lequel on comprend aussi le plateau du lac de Van jusqu'à Bayazid. De là le Tigre arrive à *Bagdad*, qui s'élève comme une oasis au milieu des déserts : fondée en 762 par le khalife Almansour, elle devint la capitale de l'empire musulman et acquit la plus grande splendeur. Elle est aujourd'hui bien déchue, mais renferme encore 100,000 habitants, dont 50,000 Arabes, 40,000 Turcs et 10,000 chrétiens. Elle est défendue par une forte muraille et une petite citadelle, et présente d'ailleurs l'aspect sale et misérable de toutes les villes de la Turquie. De là, le Tigre, que plusieurs canaux réunissent à l'Euphrate, arrose les ruines de *Séleucie* et de *Ctésiphon*, traverse de nouveau de grandes plaines désertes et se joint à l'Euphrate à Kornah. — Le beau pays où l'Euphrate et le Tigre coulent parallèles et voisins a été le centre des empires des Assyriens, des Syriens, des Parthes, des Arabes : Babylone, Séleucie, Bagdad, situées en quelque sorte au milieu de l'ancien continent sur deux fleuves navigables, devinrent, soit par mer, soit par terre, l'entrepôt du commerce des Indes avec l'Asie occidentale, et ce fut la cause de leur puissance.

Les provinces de l'empire ottoman comprises dans le bassin de l'Euphrate sont : dans la région supérieure, l'Arménie et le Kourdistan; dans la région moyenne, l'Al-Djezireh ou Mésopotamie ; dans la région inférieure, l'Irak-Arabi ou Babylonie. Il n'est pas de contrées plus fertiles en souvenirs : là erraient les troupeaux d'Abraham et de Jacob ; là s'élevèrent les premières villes et les premiers empires connus ; c'est dans ces plaines qu'Alexandre renversa la puissance des Perses ; c'est là que les Romains de Trajan et de Julien combattirent les Parthes ; c'est là que les Musulmans Shiites et Sonnites se disputèrent l'empire. On y trouve tous les contrastes, toutes les températures, tous les climats, depuis les montagnes de l'Arménie, couvertes de neiges perpétuelles, couvrant de leurs pics sourcilleux l'espace entre les deux mers, et où l'on éprouve les froids les plus rigoureux, jusqu'aux plaines sans ondulation de la Mésopotamie, couvertes de pâturages immenses, jusqu'aux forêts de palmiers et de citronniers de l'Irak-Arabi.

L'Arménie occupe, outre le haut bassin de l'Araxe, le haut bassin de l'Euphrate ou haute Arménie, et le haut bassin du Tigre, ou basse Arménie, toutes deux séparées par les monts Niphates. La première est fertile surtout en pâturages ; la deuxième, en grains et en fruits. L'Arménie, qui, pendant deux mille ans et jusqu'au quatorzième siècle, a formé un État indépendant, l'un des plus importants de toute l'antiquité, est encore habitée par des peuples dont l'origine se perd dans la nuit des temps ; mais les invasions des derniers siècles ont forcé la plus grande partie à s'expatrier. Les Arméniens émigrés sont répandus dans toute l'Asie occidentale, la Russie, la Perse, la Hongrie ; ils sont essentiellement marchands, se font remarquer par leur intelligence et leur aptitude à toutes les industries, mais aussi par leur esprit tortueux, et leur cupidité. On compte qu'ils sont répandus dans l'empire ottoman au nombre de 1,900,000, dont 400,000 en Europe, et principalement à Constantinople. Les Arméniens forment une secte importante du christianisme : ils sont *eutychéens*[1], et reconnaissent pour chef le patriarche résidant à Echmiadzin. On trouve, de plus, dans l'Arménie, des Turcs, des Kourdes, etc. L'Arménie a de surface environ 8,000 lieues carrées, avec une population de 2 millions d'habitants.

La Mésopotamie se partage en quatre zones parallèles : la première est montueuse et s'étend sur le revers méridional du Taurus jusqu'à Djezireh ; la seconde zone est légèrement ondulée et s'étend du pied des montagnes jusqu'au mont Khabour; les anciens la divisaient en Osrhoëne à l'occident, et Mygdonie à l'orient ; la troisième zone s'étend jusqu'à Bagdad ; c'est une vaste plaine cultivable, surtout sur les bords des deux fleuves, et qui est très-faiblement habitée; la quatrième zone s'étend jusqu'au confluent des deux fleuves : c'est l'ancienne Chaldée, jadis très-fertile, couverte de champs de blé et de vergers, aujourd'hui cultivée seulement sur les bords des fleuves.

Le Kourdistan, qui forme la partie orientale du bassin du Tigre, est habité par des peuples demi-sédentaires, demi-nomades, qui errent avec leurs troupeaux pendant l'été, et se réfugient dans les villages pendant l'hiver. Ils se gouvernent par eux-mêmes ou par des beys que le sultan agrée, mais qui sont réellement indépendants et souvent en guerre avec les pachas turcs. On croit que les Kourdes descendent des anciens Mèdes; ce sont les meilleurs cavaliers de l'Asie ; ils combattent encore à la manière des Parthes.

La surface de la Mésopotamie et du Kourdistan est d'environ 16,000 lieues carrées, et sa population de 2 millions et demi d'habitants.

[1] La doctrine d'Eutychès ne reconnait qu'une seule *nature* en Jésus-Christ. Les Arméniens rejettent d'ailleurs la suprématie du siége de Rome, le purgatoire, les indulgences, etc.

CHAPITRE VI

LA TURQUIE D'ASIE. — ASIE MINEURE OU ANATOLIE.

La presqu'île de l'Asie Mineure figure un vaste plateau, dont les pentes formées par le Taurus et l'Anti-Taurus tombent successivement par étages sur les trois mers. Ce plateau, qui a environ 550 kilomètres de long, entre Kutaieh à l'ouest et Kaisarieh à l'est, et 220 kilomètres de large, entre Angora au nord et Konieh au sud, est un abrégé des grands plateaux de l'Asie centrale; les montagnes y forment des vallées profondes et étroites qui ne sont parcourues que par des eaux courtes et torrentueuses; tout le littoral est fertile, pittoresque, découpé de golfes et de ports; le climat est l'un des meilleurs du monde.

Ce pays, jadis si peuplé et si riche, grâce à son admirable position entre les trois parties de l'ancien continent, a eu une immense influence sur les destinées de l'humanité; mais aujourd'hui les civilisations asiatique et européenne, qui se croisaient sur cette terre privilégiée, ont disparu; on n'y trouve presque plus de grandes villes, plus de monuments, plus de routes; l'industrie y offre encore quelques ressources, mais le commerce y diminue sans cesse; l'agriculture y est dans un état pitoyable, et sur plus d'un point l'on trouve la désolation et la stérilité. C'est dans le voisinage des mers et sur la partie occidentale du plateau que le sol est le plus fertile; la partie orientale, au contraire, forme comme une espèce de désert où l'on ne trouve guère que des pâturages et qui est totalement dépouillé sur plusieurs points.

L'Anatolie était divisée jadis en diverses régions presque entièrement physiques; c'étaient, en allant de l'est à l'ouest, sur la Méditerranée: la *Cilicie*, la *Pamphylie* et la *Lycie;* en remontant la côte de l'Archipel: la *Carie*, la *Lydie* et la *Mysie;* puis, au nord, sur la mer Noire: la *Bithynie*, la *Paphlagonie* et le *Pont;* enfin le centre ou le plateau formait la *Phrygie*, la *Galatie* et la *Cappadoce*. C'est d'après ces divisions anciennes que nous allons décrire le pays.

§ I. — Cilicie, Pamphylie et Lycie.

La *Cilicie* s'étendait d'Alexandrette à l'embouchure du Selinus; on y trouve : ***Payas***, au fond du golfe d'Alexandrette, sur les ruines d'***Issus***, célèbre par la victoire d'Alexandre sur les Perses; de l'autre côté du golfe se jette le ***Djihoun*** (Pyramus), qui naît à la jonction du Taurus avec l'Amanus, et dont la vallée, naturellement fertile, reste sans culture, et n'est habitée que par quelques tribus de Turkomans.

A l'ouest du cap Cara-Dagh, la côte forme un nouveau golfe, où l'on trouve les embouchures du Sarus et du Cydnus.

Le ***Sarus*** ou ***Sihoun*** naît sur le plateau d'Asie Mineure, dans la Karamanie, au nord du Taurus; il traverse la chaîne dans un profond défilé, connu sous le nom de ***Porte de Judas***, arrose ***Adana***, située dans un district riche en bois de construction pour la marine, et va se perdre dans la mer.

Le ***Cydnus*** descend du revers méridional du Taurus, arrose ***Tarsous***, ville florissante, peuplée de 30,000 habitants, et finit dans la plaine du Sarus, un peu à l'ouest de ce fleuve.

En suivant la côte, on rencontre l'embouchure du ***Lamas***, petit fleuve qui séparait la Cilicie *Campestris* de la Cilicie *Trachœa* (montagneuse); les montagnes se rapprochent alors de la côte, et l'on trouve à quelque distance ***Selefkeh*** (Seleucia Trachæa), sur la rive droite du ***Selef***, où se noya l'empereur Frédéric II. Ensuite, la côte remonte, au nord-ouest, pour former le grand golfe de ***Satalia;*** on y trouve les ruines de ***Sélinonte*** (Trajanopolis), où mourut Trajan, et enfin l'embouchure du ***Sélinus***.

La ***Pamphylie*** occupait le pourtour du golfe de Satalia jusqu'au cap ***Kelidonia***. Sur la côte septentrionale du golfe, on trouve les embouchures de l'***Eurymédon***, célèbre par la victoire de Cimon sur les Perses, et du ***Cataractès***, qui descend du plateau central et traverse la Taurus; puis ***Satalia*** (Attalée), bâtie en amphithéâtre au pied du Taurus, et peuplée de 7 à 8,000 habitants; elle était célèbre au temps des Croisades et est encore florissante.

La ***Lycie*** occupait l'extrémité d'un promontoire saillant vers le sud, entre le cap Kelidonia et le golfe de Macri; on trouve sur ses côtes les petites îles de Kelidonia, les ruines de ***Myra*** et celles de ***Patara***.

§ II. — Carie, Lydie et Mysie.

A ***Macri***, qui offre le meilleur mouillage du littoral, commence le littoral de la ***Carie***, qui remontait, au nord-ouest, jusqu'à l'embouchure du Méandre. Après

le golfe de Macri, la côte commence à se relever et devient de plus en plus dentelée; toutes les presqu'îles qu'elle forme constituaient la province grecque de la *Doride*. On y trouve le golfe de *Doride*, au delà duquel est le promontoire de *Crio*, avec un village bâti sur les ruines de *Cnide*. De là, on entre dans le golfe de *Cos*, ou golfe *Céramique*, au nord duquel est *Boudroum* (l'ancienne Halycarnasse), port défendu par une mauvaise citadelle. Au nord du promontoire de Boudroum est le golfe d'*Hassem-Kalessi*, où l'on trouve *Palatscha*, misérable village bâti sur les ruines de *Milet*, au sud et près de l'embouchure du Méandre.

Le *Mendres* (Méandre), grande rivière, célèbre par ses sinuosités, formait au sud la limite de la *Lydie* ou de la province grecque d'*Ionie*; ce fleuve naît dans un petit lac, sur le plateau central; il descend les flancs occidentaux du plateau par une gorge que défend le fort de *Kanosi*, se grossit à gauche du *Lycus*, qui arrose les ruines de *Laodicée*, passe près de *Guzel Hissar* (l'ancienne Magnésie du Méandre), et finit au nord des ruines de Milet.

En contournant le promontoire formé par le mont Mycale, on trouve : *Scala-Nova* (Neapolis), ville commerçante de 10,000 habitants, protégée par des forts, et au-dessus *Ayalask*, misérable hameau bâti sur les ruines d'*Éphèse*, et situé à l'embouchure du *Caystre*, petit fleuve qui naît dans les monts *Tmolus* et *Messogis* par plusieurs bras. Le cap *Myonèse*, à l'ouest des ruines de *Lebedos*, ferme au nord le golfe d'Éphèse, au-dessus duquel est la baie de *Siadjick*, où l'on trouve les ruines de *Téos* et le fort de *Siadjick*. — La côte projette ensuite, à l'ouest, le grand promontoire de *Clazomène*, dont la côte occidentale, en face de l'île de Chio, présente la baie de *Tschesmé*, avec un port fameux par la bataille de 1770, où les Russes détruisirent la flotte turque. En doublant le cap *Kara-Bouroum*, on trouve le beau golfe de Smyrne, qui, avec ses contours sinueux, n'a pas moins de 40 à 45 kilomètres de profondeur. Sa côte orientale est à peu près parallèle à sa côte occidentale et forme au nord la presqu'île de *Phocée*, qui, avec le cap Kara-Bouroum, ferme l'entrée du golfe.

Smyrne, l'entrepôt de tout le commerce du Levant, la ville la plus européenne, la plus civilisée de toute la Turquie, s'élève en amphithéâtre au bord de la mer, sur les flancs du mont *Sipyle*: elle a un bon port défendu par deux châteaux. Comme la plupart des cités orientales, elle est mal bâtie et mal percée; l'intérieur est sale et aussi triste que l'apparence extérieure est séduisante; le quartier franc est le seul construit à l'européenne. La population, évaluée à 120,000 habitants, se compose de Turcs, de Grecs, d'Arméniens, de Juifs et d'Européens (15,000 environ). On attribue sa fondation à Alexandre le Grand : elle fut prise par Tamerlan en 1402, et passa sous la domination ottomane en 1409. — La *Smyrne* d'Homère paraît avoir été à 5 kilomètres plus au nord-ouest, vers la fontaine des *Bains de Diane*. Les environs sont d'une fertilité extrême.

Dans le golfe de Smyrne vient se jeter le *Sarabat* ou *Hermus*, né dans le


T. Allom. J. C. Bentley.

Smyrna.

mont Dindymène. Sa vallée est large et formée de belles plaines, où il arrose *Kolah*; au-dessous de cette ville, il tourne à l'ouest et passe à *Magnésie*, ville d'un aspect agréable, peuplée d'environ 15,000 habitants, et renommée pour son commerce de cotons. L'Hermus reçoit, à gauche, le *Pactole*, qui arrose le village de *Sart*, bâti sur les ruines de l'ancienne *Sardes*, la capitale de l'Asie Mineure.

L'Hermus séparait la Lydie de la *Mysie*, dont la côte formait la province grecque d'*Éolie*, et qui s'étendait jusque vers la presqu'île de Cyzique, dans la Propontide. On y trouve d'abord la presqu'île de *Phocée*, qui présente au sud la baie de Phocée la vieille, berceau de Marseille, et au nord celle de Phocée la nouvelle, défendue par un fort; enfin, plus au nord, on rencontre la baie de *Cumes*.

Au delà de la presqu'île de Phocée, la côte de Mysie forme deux grands golfes, ceux de *Sanderli* et d'*Adramit*, séparés par la pointe de Cydonie, en face de l'île de Lesbos. Au fond de la première se jette le *Caïcus*, qui naît dans les rameaux occidentaux du Kodja-Dagh, et va finir en aval de *Pergame*, ancienne capitale des rois de la dynastie d'Attale, située au pied d'une colline que dominait l'Acropolis, et au milieu d'une plaine renommée pour son coton.

Entre ce golfe et celui d'Adramiti, sont les ruines de *Cydonie*, jolie ville grecque, célèbre dans le siècle dernier par ses établissements d'instruction, et dont les Turcs ont dispersé les habitants dans tout l'Archipel. On trouve ensuite *Adramit*, au fond du golfe, situé au pied du mont Ida, au milieu d'une plaine fertile en oliviers.

Entre le cap Baba et le cap Sigée, se trouve *Eski-Stamboul* (Alexandria Troas), grande ville bâtie par Alexandre, et dont les ruines ont servi aux constructions de Constantinople pendant deux siècles.

Au nord du cap Sigée est l'embouchure du *Simoïs*, qui descend du mont Ida à travers la vallée d'Ænaï, arrose, à gauche, *Pounar-Bachi*, bâti sur l'emplacement présumé de *Troie* ou *Ilion*, dont la citadelle (Pergame) couronnait la hauteur, et après un cours de 75 kilomètres, va finir à l'entrée de l'Hellespont. Le Simoïs confondait autrefois ses bouches avec celles du *Scamandre*, cours d'eau de 17 kilomètres, situé plus au sud, que l'on a détourné aujourd'hui au sud-ouest par un canal allant aboutir en face de Ténédos.

Sur la côte de la Propontide, on trouve les embouchures de plusieurs petites rivières: la plus célèbre est le *Granique*, qui descend des rameaux septentrionaux du mont Ida, et sur les bords duquel Alexandre battit les Perses.

§ III. — Bithynie, Pont et Paphlagonie.

La province de ***Bithynie*** s'étendait depuis l'embouchure du Tarsius jusqu'à celle du Parthénius. On y trouve d'abord, sur la côte de la Propontide, la presqu'île de Cyzique, où s'élève aujourd'hui le village de ***Peramo***, situé sur l'emplacement de ***Cyzique***, si célèbre jadis par ses ports, ses arsenaux et ses fortifications.

Entre la presqu'île et l'ouverture du golfe de Moundania, se jette le ***Sousegherlu*** (Macestus), qui descend du revers septent. du ***Codja-Dagh***, et se grossit d'un grand nombre d'affluents, dont les plus célèbres sont, à droite, le ***Rhyndacus***, qui traverse le lac d'***Aboulioun***, et le ***Niloufer*** (Horisius), dont les deux sources comprennent entre elles le mont Olympe. Sur les pentes septentrionales de cette montagne, s'élève en amphithéâtre la ville de ***Brousse*** (Prusa), ancienne résidence des rois de Bithynie et des sultans ottomans, une des plus belles de la Turquie. Elle fait un commerce qui s'étend jusqu'aux confins de l'Asie, a des fabriques renommées de tapis et de soieries, la soie étant le plus riche produit du pays, possède 125 mosquées, de belles fontaines, des eaux thermales et 100,000 habitants. Elle est entourée de murs flanqués de tours et protégée par une citadelle qui couronne le mont Olympe : ses environs sont délicieux[1].

Au fond du golfe de Moundania (Cius) se déversent les eaux du lac ***Ascanius***, à la pointe orientale duquel était ***Nicée***, célèbre par le concile de 412 et la bataille de 1097, gagnée par les Croisés sur les Seldjoucides : c'est aujourd'hui un misérable village du nom d'***Iznik***.

Le golfe de ***Nicomédie***, ancien golfe d'***Astacus***, est très-profond et s'enfonce dans les terres jusqu'à ***Nikomid*** ou ***Ismid***, village bâti sur les ruines de ***Nicomédie***. La côte septentrionale de ce golfe remonte au nord-ouest, pour former ensuite, dans la direction du nord-est, le ***Bosphore de Thrace***. A l'entrée du détroit se trouve d'abord le village de ***Kadi-Keui***, l'ancienne ***Chalcédoine***, et ensuite ***Scutari***,

En sortant du Bosphore pour entrer dans la mer Noire, on trouve ***Riva***, petit port dans une baie assez accessible; ***Kalpé***, petite ville remarquable par les belles forêts qui l'avoisinent. La côte dessine alors un golfe très-ouvert de Kalpé à Héraclée, au fond duquel vient se jeter le ***Sankaria*** (Sangarius).

Ce fleuve naît sur le plateau qui domine ***Angora*** (Ancyre); il arrose cette ville, ancienne capitale de la Galatie, qui est encore assez florissante, et célèbre par la victoire de Tamerlan sur Bajazet; elle est fermée par une double enceinte et a une population de 20,000 habitants. Son territoire est nu, mais fertile en pâturages, où s'élèvent des chèvres renommées pour la beauté de leur poil. Après

[1] On sait qu'elle est aujourd'hui la résidence d'Abd-el-Kader.

de nombreux détours, où il baigne les ruines de ***Gordium***, situées au pied du mont Gordion, et celles de ***Pessinunte***, le Sangarius descend du plateau, reçoit à gauche le ***Poursak*** (Tymbrius), qui descend du mont Dindymène, et arrose ***Kutayé*** ou ***Koutaieh*** (Cotyœum), grande ville de 30,000 habitants, et ***Eski-Cheher*** (Dorylée), célèbre par la bataille de 1097, gagnée par les Croisés, et dont les environs ont été le berceau de la puissance ottomane. Le fleuve remonte ensuite au nord-ouest, jusqu'à son confluent avec le ***Gallus***, qui descend du mont Olympe; il tourne alors définitivement au nord et coule ainsi jusqu'à la mer.

Après avoir dépassé sur la côte la petite ville déchue d'***Héraclée***, on arrive à l'embouchure du ***Parthénius***, où commence la ***Paphlagonie***. Ce fleuve, né sur le plateau d'Angora, arrose ***Karadjour***, ***Tcherkis***, et finit au sud d'***Amasra***, petite ville de 6,000 habitants, avec un bon port; la campagne d'alentour est d'une grande fertilité.

Au delà d'Amasra, on trouve encore les petits ports de ***Kidros*** et d'***Ineboli***; puis, vers la pointe la plus septentrionale de la côte, ***Sinope***, petite ville située sur l'isthme d'une presqu'île, et qui possède deux rades, l'une au nord-ouest, l'autre au sud-est : celle-ci est bonne pour la marine militaire et la seule fréquentée. Sinope avait un chantier de construction et était le premier arsenal maritime des Turcs avant qu'ils eussent pris Constantinople : c'est le point le plus vulnérable de toute l'Asie Mineure, et les Russes l'ont bien prouvé récemment en venant l'incendier.

Au delà de Sinope commence le ***Pont***, et l'on y trouve l'embouchure du ***Kizil-Ermak*** (Halys), le fleuve le plus considérable de l'Anatolie par la longueur de son cours et le volume de ses eaux. Il naît sur les pentes méridionales du plateau de la petite Arménie, et arrose ***Sivas*** (Sébaste), ancienne capitale de ce pays, aujourd'hui chef-lieu d'une province turque, située dans une haute plaine très-fertile; elle est entourée de murs, flanquée de tours, avec une vieille citadelle sur une hauteur. Sa population est évaluée à 35,000 habitants. C'est avec Erzeroum, la clef de la Turquie du côté de l'orient, comme ouvrant la route du plateau d'Anatolie. L'Halys passe ensuite au pied des pentes du mont Argis-Dagh, et reçoit un petit ruisseau qui vient de ***Kaisarieh*** (Césarée), ancienne capitale de la Cappadoce; il remonte vers le nord à travers la Galatie, se grossit d'un petit affluent passant à ***Yousgat***, ville de 10,000 habitants, renfermant d'assez beaux édifices; sépare la Paphlagonie du Pont, et, après de grands et nombreux détours, vient finir au-dessous de ***Bafra***, dans la mer Noire.

Au-dessous de l'embouchure de l'Halys, on trouve sur la côte le petit port très-fréquenté de ***Samsoun*** (Amisus), puis l'embouchure de l'***Iekil-Ermak*** (Iris). Ce fleuve est formé de deux bras parallèles qui naissent sur le plateau de la petite Arménie; l'Iris occidental passe près de ***Tokat***, grande ville de 40,000 habitants, située dans une belle vallée, et bâtie sur trois collines, séparées par des ravins et

couronnées de petits forts. Elle fait un grand commerce de soieries et de cuivre. qu'on exploite aux environs. De là, l'Iris tourne vers le nord, arrose **Amasieh** (Amasia), grande ville autrefois très-florissante, qui n'a plus que 10,000 habitants : c'est la patrie de Strabon; il traverse une gorge au nord de laquelle il reçoit, à droite, près des ruines d'*Eupatoria*, l'Iris oriental, qui n'arrose aucun lieu remarquable, mais qui ouvre la grande route de Constantinople à Erzeroum; enfin il se termine dans le golfe de Samsoun.

On trouve ensuite, sur la côte, l'embouchure du *Thermodon*, puis de misérables petits ports de pêche et de cabotage, dans des positions magnifiques et dans des territoires très-fertiles, *Ounieh*, *Kerisoun* (l'ancienne Cerasus), *Tireboli*, enfin *Trébizonde* (Trapezus), ville déchue, qui possède encore 30,000 habitants, importante par ses fortifications, mais ayant une mauvaise rade. Cette ville, ancienne capitale d'un empire fondé par les Comnène et détruit en 1452, est assise sur les flancs d'une colline et ceinte de murailles. C'est un des grands centres de commerce entre Constantinople et l'Asie intérieure, et l'une des clefs de l'Anatolie.

Au delà de Trébizonde on ne trouve plus que Batoum, dont nous avons déjà parlé.

§ IV. — Galatie, Phrygie et Cappadoce.

Les bassins du Sangarius et de l'Halys nous ayant donné les lieux les plus importants de la *Galatie* et de la *Cappadoce*, il ne reste plus à parler que de la *Phrygie*, noyau du plateau d'Asie Mineure, haut pays plat entrecoupé de lacs, de déserts et de marécages, où l'on ne trouve guère à citer que *Konieh* (Iconium), ville déchue, ancienne résidence des sultans Seldjoucides de Roum; bataille de 1833, gagnée par les troupes du vice-roi d'Égypte, Méhémet-Ali, sur celles du sultan. Konieh est situé à l'est et au pied du mont Lycaon, non loin d'un petit lac.

Tout l'intérieur de l'Asie Mineure, qui renfermait jadis tant de villes florissantes, n'est plus habité que par les hordes nomades des Turkomans, descendus autrefois de la haute Asie et ayant conservé les mœurs pastorales et hospitalières de leurs ancêtres; ils se gouvernent par eux-mêmes et ne payent qu'un tribut au sultan.

L'Asie Mineure a une surface de 130,000 kilomètres carrées. On estime que sa population, qui était, dit-on, autrefois de 25 millions d'habitants, n'est pas aujourd'hui de plus de 7 millions, dont 2 millions de chrétiens. La population musulmane est composée de peuplades errantes et de peuplades sédentaires : celles-ci sont les *Osmanlis*, les descendants des conquérants, qui se considèrent comme la race la plus noble de tout l'empire, et qui ont en effet gardé la plupart des vertus de leurs ancêtres, le courage, la dignité, la loyauté,

le zèle religieux; ils regardent Constantinople et la Turquie d'Europe comme un campement et des postes avancés, et l'Asie Mineure, d'où sont sortis les fils d'Osman, comme le vrai centre de l'empire. La perte du Caucase a rendu ce centre très-vulnérable.

§ V. — Les îles de l'Asie Mineure

1° *Chypre* (Cyprus), qui a 300 kilomètres de long sur 120 de large, jadis riche et peuplée, aujourd'hui déserte et ruinée; sa forme est à peu près celle d'un parallélogramme, dont les quatre sommets seraient marqués par les caps ***Salizano*** et ***Cormachiti*** au nord, *Grego* et *Gatte* au sud, et qui se prolongerait au nord-est par un promontoire très-effilé jusqu'au cap Saint-André. Une chaîne de montagnes, plus ou moins sinueuse, la parcourt depuis le cap Saint-André au nord-est jusqu'au cap Blanc au sud-ouest ; le point culminant est le mont ***Sainte-Croix*** (Olympe), qui jette un contre-fort vers l'est. Entre la chaîne et ce contre-fort s'étend une vallée où l'on trouve la capitale, ***Nicosie***, grande et forte ville située sur un petit cours d'eau qui se jette au nord du cap Grego, près de ***Famagouste***, ville forte. Sur la côte du sud, au pied du mont *Sainte-Croix*, se trouvent les ruines d'*Amathonte ;* sur celle du sud-ouest, au nord du cap Blanc, sont les deux ***Paphos*** ; au nord de Nicosie et au pied des montagnes, ***Cythère***.

Cette île, l'une des plus fertiles de la Méditerranée, produit du blé, de l'huile, de la soie, du coton, de la garance, etc. On estime que sa population n'excède pas 60,000 habitants, dont 15,000 pour sa capitale. Le meilleur port de l'île est ***Famagouste;*** mais sa rade la plus fréquentée est ***Larnaca***, sur la côte méridionale.

Dans la décadence de l'empire grec, cette île eut des souverains particuliers ; Richard Cœur-de-Lion les en déposséda et la donna à la famille de Lusignan, des mains de laquelle elle passa aux Vénitiens. Les Turcs en firent la conquête en 1571. C'est une possession très-importante, et d'où l'on domine les côtes de l'Anatolie, de l'Égypte et de la Syrie.

2° ***Rhodes***, si célèbre dans l'antiquité par ses lois, sa civilisation et ses richesses, aujourd'hui ruinée, mais toujours importante par sa situation, qui commande la navigation de la Méditerranée orientale. Elle s'étend, dans sa plus grande longueur, du sud-ouest au nord-est, en face de la côte de l'ancienne Doride. La ville située à l'extrémité septentrionale de l'île est une des places les plus fortes de la Turquie, et son port un de ses principaux établissements maritimes. Elle a été prise par les Turcs sur les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, en 1523.

Les autres îles principales sont :

Susam **(Samos), île grecque et chrétienne, en face d'Éphèse, qui se gouverne par elle-même sous la protection du sultan; —** ***Chio*** **(Chios), séparée par un étroit canal du promontoire de Clazomène, autrefois la plus riche et la plus civilisée de l'Archipel, ruinée par les Turcs en 1822, et de 100,000 habitants réduite à 14,000; —** ***Mételin*** **(Lesbos), florissante et peuplée avec de beaux ports militaires; —** ***Ténédos*****, la clef de l'*****Hellespont*****, etc.**

CHAPITRE VII

TURQUIE D'ASIE. — LA SYRIE ET L'ARABIE.

§ I. — Montagnes de Syrie.

Nous avons vu que du mont Taurus vers les sources du Pyrame se détache la chaîne des monts Amanus. Les monts *Amanus* (Alma-Dagh), qui se rapprochent au sud-est de la Méditerranée, séparent la Cilicie de la Syrie, en laissant seulement deux étroits passages, l'un vers l'Euphrate appelé *Portes Amaniques*, de Marach à Aïntab, l'autre, vers la mer, appelé *Portes Syriaques*, d'Alexandrette à Antioche; ces deux cols sont célèbres dans toutes les invasions faites dans l'Asie intérieure, et notamment dans celle d'Alexandre, qui livra près du dernier la bataille d'Issus.

L'*Amanus* se termine, sur la rive droite de l'Oronte, par le mont *Pierus*, dont les hauteurs couronnent la basse vallée du fleuve, et par elles il se joint, sur l'autre rive, au mont *Cassius*, grand pic situé au sud d'Antioche, et où commence le *Liban*.

La chaîne du Liban s'étend du nord au sud, dans la Syrie, en suivant les sinuosités de la côte, et se partage en deux branches principales : le *Liban* pro-

prement dit, qui s'élève à une hauteur de 3,400 mètres, s'étend au sud-est de Tripoli entre l'Eleuthérus et le Léontès, et se prolonge par les montagnes de Judée et le mont Thabor vers Jérusalem; l'*Anti-Liban*, situé du côté des plaines de Damas, qui s'élève à 4,800 mètres. Le Liban et l'Anti-Liban forment vers Balbek une étroite vallée, l'ancienne *Cœlésyrie*, où coulent en sens inverse les deux rivières de l'Eleuthérus et du Léontès. L'Anti-Liban se prolonge d'un côté à l'est de l'Eleuthérus, formant ainsi la ceinture occidentale de l'Oronte, tandis que de l'autre côté il forme la ceinture orientale de la vallée du Jourdain. Quant à la ceinture orientale du bassin de l'Oronte, elle est formée par une chaîne assez mal définie, se rattachant au nord à l'Amanus vers Aïntab, et composée de montagnes à formes coniques, d'une connexion peu certaine et qui, à l'instar des montagnes d'Algérie, sont le plus souvent unies par leurs bases ou s'effacent à l'est vers le désert d'Arabie en vastes plateaux, tels que ceux d'Alep et de Damas.

La chaîne du Liban se compose donc, en définitive, de deux chaînes reliées par l'Anti-Liban au nord de Damas : l'une orientale, peu prononcée dans le nord à l'est de l'Oronte, et mieux dessinée dans le sud par le prolongement de l'Anti-Liban à l'est du Jourdain ; l'autre occidentale, comprenant le Liban et les montagnes de Judée qui en sont le prolongement. Le Liban, avec sa masse de 4,000 mètres qui se dresse brusquement au bord de la mer, ses pics éblouissants de blancheur, ses flancs couverts des plus belles forêts, ses anfractuosités garnies de villages et de couvents fortifiés, ses torrents tombant des plus grandes hauteurs, la riche végétation de ses rampes, son ciel d'une splendide sérénité, la belle mer qu'il borde, le voisinage du désert, les souvenirs historiques qu'on y trouve à chaque pas, présente l'aspect le plus majestueux, les contrastes les plus poétiques et forme l'une des chaînes les plus intéressantes du monde.

Les hauteurs qui, sous le nom de *Djebel-Seir* et *Djebel-Hairas*, s'élèvent au sud de la mer Morte et serpentent dans la partie nord-ouest de l'Arabie, sont les dernières sommités du Liban, dont un contre-fort va se terminer par le point culminant du *Sinaï* au fond de la mer Rouge. On considère le Liban comme se prolongeant au sud-ouest à travers l'isthme de Suez, pour aller en Afrique continuer la ceinture du versant de l'océan Indien, tandis qu'au sud et au sud-est ses extrémités se perdent dans les déserts élevés du nord de l'Arabie. Cette presqu'île semble occupée par un immense plateau surmonté et couronné de montagnes qui, à ce que l'on croit, s'étendent sans ordre dans toutes les directions, tantôt s'élevant à de grandes hauteurs, tantôt interrompues par des plaines vastes et arides ; la principale chaîne paraît longer la côte de la mer Rouge jusqu'au cap Bab-el-Mandeb.

§ II. — Côtes et villes de la Syrie.

La longue lisière de pays qui est comprise entre le Liban et la Méditerranée, si peuplée, si fertile, si policée dans les temps anciens, théâtre de tant de merveilles et de révolutions, est aujourd'hui déserte, barbare, aride, et les débris des vingt races d'hommes qui ont passé sur cette terre célèbre végètent au milieu des ruines. Parmi les peuples qui l'habitent, nous citerons les *Syriens*, anciens possesseurs du pays, confondus avec les *Grecs*, qui le leur enlevèrent, puis les *Arabes* et les *Turcs*, qui tour à tour en firent la conquête; on y trouve aussi, outre des Juifs, des tribus venues de tous les points de l'Orient : les *Ansaris*, les *Mutualis*, les *Druses*, les *Maronites*, des *Kourdes* et des *Turkomans*. Les Arabes forment la principale population des campagnes, et des hordes de *Bédouins* ou Arabes nomades sont répandues dans les plaines qui s'étendent à l'est de la mer Morte jusque vers l'Euphrate; les Turcs et les Grecs habitent les villes; les Kourdes et les Turkomans se rencontrent surtout dans la vallée de l'Oronte, et les autres peuplades résident dans les montagnes. C'est dans l'intérieur du Liban ou la *Montagne* qu'habitent les deux peuples célèbres et souvent ennemis des Maronites et des Druses. Les premiers sont catholiques et, depuis le temps des croisades, placés sous la protection de la France; nous aurons souvent à en parler dans le cours de cette histoire. Les *Ansaris*, qui adorent le soleil, se trouvent aussi dans le Liban, tandis que les *Mutualis*, musulmans, sont retirés dans l'Anti-Liban.

La superficie de la Syrie est évaluée à 120,000 kilomètres carrés; sa population à 1,850,000 habitants, dont 900,000 musulmans (Turcs, Arabes, Kourdes, etc.), 20,000 Mutualis, 80,000 Druses, 250,000 Maronites, 345,000 Grecs, 165,000 Israélites.

Les deux principaux fleuves de la Syrie sont le Jourdain et l'Oronte, dont les vallées sont opposées par le sommet; au couchant de ces deux cours d'eau, quelques ruisseaux ou torrents s'échappent vers la Méditerranée; au levant, quelques autres vont se perdre dans la région des déserts. Le pays se trouve ainsi divisé en deux régions bien distinctes : le pays de montagnes et le pays plat.

La région montagneuse occupe le centre de la Syrie, c'est-à-dire qu'elle comprend le Liban et l'Anti-Liban, avec les montagnes de Judée qui lui font suite à l'ouest du Jourdain ; la région plate comprend tout le littoral et la chaîne orientale de Syrie, avec les plateaux d'Alep et de Damas qui la bornent à l'est, et les bassins de l'Oronte et du Jourdain qui la limitent à l'ouest. La région montagneuse fournit de l'huile, du vin, de la soie et des bois de chauffage et de construction; le pays plat produit des céréales, des fruits de toute espèce et du tabac;

la partie la plus naturellement fertile est la région orientale, mais le voisinage des tribus nomades empêche de la cultiver. Les seuls minéraux qu'on y trouve sont le fer et la houille en petite quantité, le sel et l'asphalte. Le climat est très-chaud dans les plaines de l'est et sur les côtes, tempéré dans les vallées ou dans la montagne.

La côte de la Syrie est presque droite et légèrement inclinée au sud-ouest; elle offre peu de bons ports; au sud, depuis l'isthme de Suez jusqu'au mont Carmel, s'étend l'ancienne ***Palestine***, plaine unie, bordée à l'est par les montagnes de Judée, arrosée seulement par quelques torrents et néanmoins très-fertile. Les principaux ports qu'on y rencontre sont :

1° ***El Arish*** (Rhinocolura), place forte située à l'entrée du désert de Syrie et appartenant à l'Égypte; prise par les Français en 1799.

2° ***Gaza***, petite et ancienne ville, clef de la Syrie du côté du sud, située à 3 kilomètres de la mer, dans une plaine fertile en dattes et cannes à sucre; prise par Alexandre et Napoléon.

3° ***Ascalon***, dont il ne reste plus que des ruines, sur les bords d'un torrent descendu des montagnes de Judée; bataille de 1099, gagnée par les croisés sur les musulmans.

4° ***Jaffa*** (Joppé), petit port, le plus voisin de Jérusalem; la ville, bâtie en amphithéâtre, est assez faiblement fortifiée.

5° ***Kaisarieh*** (Césarée), importante au temps des croisades, aujourd'hui déserte.

6° ***Kaïfa***, petite ville située au pied du mont Carmel, au sud d'une baie où se jette le ***Kison***.

7° ***Saint-Jean-d'Acre*** (Acco ou Ptolémaïs), ville très-forte et très-célèbre au temps des croisades; prise par Philippe-Auguste et Richard Cœur-de-Lion; assiégée vainement par Bonaparte en 1799; prise par les Anglais en 1840 sur les troupes du pacha d'Égypte, Méhémet-Ali. Elle est entourée par la mer de trois côtés, et n'est accessible du côté de la terre que par un pont défendu par un fort. C'est la ville la plus méridionale du littoral de la ***Phénicie***, qui s'étendait du mont Carmel à Laodicée. Elle n'a plus que 6,000 à 7,000 habitants.

8° ***Sour*** (Tyr), la reine des mers dans l'antiquité, la capitale de la Phénicie, qui tint pendant un an Alexandre devant ses murs; ce n'est plus qu'une chétive ville de 2,000 à 3,000 âmes.

9° ***Seyde*** (Sidon), sur un plateau peu élevé, ville nouvelle avec une rade ouverte, l'ancienne Sidon était à 8 kilomètres plus à l'est. Seyde est l'entrepôt du commerce qui vient de l'intérieur par Damas et Balbek.

10° ***Beyrout*** (Berytus), importante dans l'antiquité et du temps des croisades, aujourd'hui port fréquenté.

11° ***Tripoli*** (Tripolis) est située dans une petite plaine entre la mer et le Liban, au sud de l'embouchure de la ***Kadicha***: elle a un port défendu par un château.

12° *Tortosa* (Orthosia), misérable village en face d'un îlot sur lequel était la grande ville d'Aradus.

13° *Ladikieh* ou *Latakieh* (Laodicée), fondée par Séleucus Nicator, est la plus jolie ville de Syrie; elle est bien bâtie et située sur un promontoire qui s'avance vers l'île de Chypre; son port ne peut recevoir que de petits bâtiments. Elle fait un grand commerce de vins et de tabac avec l'Égypte. 7,000 habitants.

Les principaux cours d'eau qui arrosent cette côte sont : 1° le *Kison*, torrent qui coule du sud-est au nord-ouest à travers la vallée d'*Esdrelon*, la plus fertile de la Judée, qui s'ouvre entre le mont *Thabor* (600 mètres) à l'est, et le mont *Carmel* (650 mètres) à l'ouest; cette vallée a été le lieu de campement de toutes les nations qui ont envahi la Judée, depuis Nabuchodonosor jusqu'à Napoléon; on y trouve *Nazareth*, *Cana*, au nord-ouest du mont Thabor, sur la route d'Acre à Damas, et une foule d'autres lieux célèbres.

2° Le *Kasmié* (Léontès), qui naît dans la *Cœlésyrie* (Syrie creuse), au pied des ruines de *Balbek*, l'ancienne et opulente Héliopolis, coule du nord-est au sud-ouest dans une vallée très-profonde et très-fertile entre le Liban et l'Anti-Liban, et finit à 10 kilomètres au nord de Tyr. La vallée du Léontès, qui a environ 40 kilomètres de long sur 13 ou 14 kilomètres de large, est habitée aujourd'hui par les *Mutualis*.

3° L'*Eleutherus* (aujourd'hui *Naar-el-Kebir*) descend des plus hautes sommités du Liban qu'habitent les *Ansaris*, descendants des anciens sectateurs du *Vieux de la Montagne*; il finit au nord de Latakieh.

4° L'*Oronte* naît sur le revers oriental de l'Anti-Liban et court parallèlement à cette chaîne du sud-est au nord-ouest; il arrose *Hems* (Émèse), ville de 3,000 à 4,000 habitants; *Hamath* ou *Hama* (Épiphanie), ville de 7,000 à 8,000 habitants, dans une gorge où passe la route d'Alep à Damas; *Famieh* (Aphamée), ville à moitié ruinée, à l'origine d'un petit lac qui traverse le fleuve, et célèbre par ses pâturages où jadis se nourrissaient, dit-on, 30,000 cavales et 300 étalons; *Antakieh* (l'ancienne Antioche), autrefois la métropole de l'Orient, aujourd'hui réduite à 10,000 habitants, des 600,000 qu'elle avait au temps des Romains; elle a été prise par les croisés en 1097, et détruite par les Mameluks en 1269. Au-dessous d'Antakieh, le fleuve passant entre le Piérus, à droite, et le Cassius à gauche, va se jeter dans la mer un peu au sud des ruines de l'ancienne *Séleucie*.

§ III. — La Palestine.

Au sud de la Syrie, entre les deux Libans, se trouve le bassin intérieur du *Jourdain*, qui compose la plus grande partie de l'ancienne *Palestine* ou *Judée*.

Cette rivière si célèbre naît dans le mont *Hermon*, sur le revers occidental de l'Anti-Liban, traverse le lac Méron, puis le lac de *Tabarieh* (Genesareth ou Tibériade), à l'ouest duquel était la *Galilée*, où l'on trouve le mont *Thabor*, sommité détachée du Liban et célèbre par la victoire des Français sur les Arabes en 1799. Le Jourdain, en sortant du lac Tabarieh, continue à couler au midi, en laissant à l'ouest tout le pays de *Samarie*, dans lequel on trouve *Sebasta*, petit village qui remplace l'ancienne *Samarie*, capitale des rois d'Israël; *Naplouse* (Sichem et Néapolis) et *Rihah*, misérable hameau sur les ruines de *Jéricho*. Puis il se jette, après un cours de 160 kilomètres, dans le lac *Bahr-el-Louth* (mer Morte ou lac Asphaltite). Ce lac, si remarquable physiquement et historiquement, est enfermé entre les murailles noirâtres de deux chaînes âpres et arides qui lui forment un long bassin creusé dans des terres argileuses mêlées de couches de bitume, de sel, de soude; il ne nourrit aucun poisson, et ses bords ainsi que les montagnes qui l'entourent portent l'aspect de la désolation la plus affreuse; il a 14 myriamètres carrés, et se trouve élevé de 142 mètres au-dessus de la Méditerranée. A l'ouest de ce lac, « au centre de ces montagnes, dit Châteaubriand, se trouve un bassin aride fermé de toutes parts par des sommets jaunes et rocailleux; ces sommets ne s'entr'ouvrent qu'au levant pour laisser voir le gouffre de la mer Morte et les montagnes lointaines de l'Arabie. Au milieu de ce paysage de pierres, dans l'enceinte d'un mur, on aperçoit de tristes débris; des cyprès épars, des buissons d'aloès et de nopal, quelques masures arabes pareilles à des sépulcres blanchis recouvrent cet amas de ruines : c'est la triste Jérusalem! » — *Jérusalem* (Hierosolyma des Romains, Koudsi-Chérif, la ville sainte des Turcs) occupe le bas de la montagne de Sion, le mont d'Acra et le Calvaire; elle est entourée de murs flanqués de tours et bordée par le torrent du *Cédron*, qui va se jeter dans la mer Morte. On y compte à peine 20,000 habitants. Assiégée, prise et détruite par les Romains en 70; rebâtie par Adrien sous le nom de Ælia Capitolina; prise par les Arabes en 637, par les Croisés en 1099, par Saladin en 1188, par les Turcs en 1517. Dans ses environs sont le mont *Olivet*, la vallée de *Josaphat*, les villages de *Béthanie* et de *Bethléem* : le premier à l'est de Jérusalem, dont le Cédron le sépare; le deuxième au sud de la ville, etc.

Deux autres bassins intérieurs, mais très-petits, sont situés à l'est du Liban et près du grand désert; ce sont ceux du lac *Bahr-el-Merg* et du lac *Kincoïn*. Dans le premier se jette la rivière *Baradi* (Chrysorhoas), qui passe par *Damas* (Damascum), la plus riche et la plus florissante des villes de la Syrie, située dans un véritable jardin de 240 kilomètres de circonférence, avec une population de 150,000 habitants. Damas est fortifiée, a de vastes faubourgs hors de ses murs, des écoles de lettres et de théologie, des fabriques de soierie et de bijouterie; ses sabres, célèbres autrefois, sont encore estimés. — Dans le lac *Kincoïn* se jette

le *Koueik*, qui passe à *Alep* (Berœa) ou *Haleb*, capitale de la Syrie, presque entièrement ruinée par le tremblement de terre de 1822.

La Syrie, naguère dans la dépendance du pacha d'Égypte, relève aujourd'hui directement du sultan.

§ IV — Arabie.

Cette vaste presqu'île, limitée par la mer Rouge, la mer d'Oman, le golfe Persique, l'Euphrate, les montagnes de Syrie et l'isthme de Suez, n'est qu'un plateau carré parcouru par des chaînes de montagnes dont l'ordre et la direction sont inconnus, coupé par de vastes déserts de sable, sans vallées profondes, sans eaux, habité par des tribus indépendantes, les unes nomades, les autres sédentaires. Les côtes sont généralement fertiles, ainsi que quelques petites vallées intérieures; mais le climat est presque partout brûlant et ne donne que peu de produits: pourtant le café, le baume et le cheval sont la gloire de l'Arabie. Intermédiaire entre l'Afrique et l'Asie, jonction de la Méditerranée et de l'océan Indien, cette région était la route obligée du commerce des Indes avant la découverte du cap de Bonne-Espérance, et elle a exercé une très-grande influence sur les destinées de l'Orient, non-seulement par sa position, mais encore par le caractère de ses habitants énergiques, ardents, spirituels. C'est de là, comme nous le verrons, qu'est sortie la religion conquérante de Mahomet.

La plus grande partie de l'Arabie est nominalement sous la dépendance du sultan ; mais, en réalité, il ne possède que le *Hedjaz*, voisin de la mer Rouge, et où sont les villes saintes de l'islamisme. On y trouve : 1° la *Mecque*, grande ville célèbre par la naissance de Mahomet, peuplée de 60,000 habitants et défendue par trois forts; elle a pour port *Djeddah*, ville très-commerçante de 30,000 habitants; 2° *Yatreb* ou *Medinet-el-Nabi*, la ville du prophète et qui renferme son tombeau, avec 30,000 habitants; elle a pour port *Yambo;* 3° *Akaba*, village situé sur les ruines d'Asiongaber, d'où les Phéniciens et les Hébreux faisaient commerce avec l'Afrique et l'Inde; 4° *Eldjy*, sur les ruines de Pétra, au nord de laquelle étaient *Karack* et *Montréal*, célèbres au temps des croisades.

CHAPITRE VIII

DIVISIONS ADMINISTRATIVES ET STATISTIQUE.

§ 1. — Divisions administratives.

L'empire ottoman, que nous venons de décrire en prenant principalement pour base ses divisions physiques et historiques, est aujourd'hui divisé, administrativement, en *eyalets* ou gouvernements généraux, subdivisés eux-mêmes en *livas* ou provinces, qui se partagent en *cazas* ou districts. La Turquie d'Europe comprend 15 eyalets, 42 livas et 376 cazas; la Turquie d'Asie, 17 eyalets, 83 livas, 858 cazas; on leur ajoute nominalement 3 eyalets pour les États vassaux d'Afrique.

Les eyalets d'Europe sont :

1° Andrinople, comprenant la Thrace;
2° Silistrie, comprenant la Basse-Bulgarie;
3° et 4° Viddin, Nissa, comprenant la Haute-Bulgarie;
5°, 6° et 7° La Moldavie, la Valachie et la Servie, comptées pour mémoire;
8° Belgrade, comprenant les places turques de la Servie;
9° Uskioup, comprenant la Haute-Macédoine;
10° Bosna-Seraï, comprenant la Bosnie et la Croatie;
11° Roumeli, comprenant la Haute-Albanie et la moyenne Macédoine;
12° Janina, comprenant la Basse-Albanie;
13° Salonique, comprenant la Basse-Macédoine et la Thessalie;
14° Djezaïr, comprenant les îles de l'Archipel;
15° La Crète.

Les eyalets de la **Turquie** d'Asie sont :

1° Castamouni, comprenant l'ancienne Paphlagonie;
2° Khoudavanghiar, comprenant la Bithynie et la Mysie,
3° Aïdin, comprenant la Lydie;
4° Karaman, comprenant la Phrygie et la Pamphylie;
5° Adana, comprenant la Cilicie;
6° Bozoq, comprenant une partie de la Cappadoce;
7° Sivas, comprenant une partie de la Cappadoce;
8° Trébizonde, comprenant le Pont et la Colchide;
9° Erzeroum, comprenant l'Arménie;
10° Mossoul, comprenant l'Assyrie;
11° Le Kurdistan;
12° Kharberout, comprenant la Sophène et la Comagène;
13° Halep, comprenant une partie de la Syrie;
14° Saïda, comprenant la Phénicie et la Palestine;
15° Damas, comprenant une partie de la Syrie;
16° Bagdad, comprenant la Babylonie;
17° Habesch, comprenant l'Arabie.

§ II. — Statistique.

D'après la description que nous venons de faire des pays qui composent l'empire ottoman, on voit que cet empire, produit de la conquête, mais d'une conquête dans laquelle les vainqueurs, immobilisés dans leur orgueil, n'ont jamais songé à s'assimiler les vaincus pour former une nation unique, n'est composé que d'éléments hétérogènes et presque partout ennemis. Toutes les races, toutes les religions, tous les idiomes, les habitudes les plus diverses, les mœurs les plus étranges, la civilisation raffinée, l'état nomade et sauvage, se croisent ou se tiennent côte à côte dans ces magnifiques contrées, qui rappellent tant de gloire, tant de souvenirs, tant de lumières, et où les Osmanlis avaient pourtant tout à faire pour que leur domination fût légitimée.

Nous allons achever notre description en donnant le tableau de ces races et de ces religions.

La superficie totale de l'empire ottoman est de 1,500,000 kilomètres carrés, dont 464,500 pour l'Europe. Sa population est de 32,600,000 habitants, dont 16,400,000 pour l'Europe, et en ne comprenant pas les États tributaires d'Afrique, qui sont réellement isolés de l'empire.

Les différentes races qui l'habitent se subdivisent ainsi :

RACES.	EN EUROPE.	EN ASIE.	TOTAUX.
Ottomans.	1,600,000	10,200,000	11,800,000
Grecs.	1,500,000	2,000,000	3,500,000
Slaves.	7,300,000	»	7,300,000
Roumains.	4,000,000	»	4,000,000
Albanais.	1,600,000	»	1,600,000
Arméniens.	400,000	1,500,000	1,900,000
Arabes, Syriens.	»	2,500,000	2,500,000
Kourdes, Turkomans, etc.	»	»	»
	16,400,000	16,200,000	32,600,000

Les différentes religions se partagent ainsi les populations :

RELIGIONS.	EN EUROPE.	EN ASIE.	TOTAUX.
Mahométans.	4,500,000	11,500,000	16,000,000
Chrétiens grecs[1].	11,460,000	2,500,000	13,500,000
Arméniens ou Eutychéens.	400,000	1,500,000	1,900,000
Catholiques[2].	365,000	500,000	900,000
Juifs, yézides, etc. . . .	75,000	200,000	300,000
	16,600,000	16,000,000	32,600,000

[1] L'Église grecque se subdivise en quatre patriarcats : celui de Constantinople, comprenant 108 diocèses; celui d'Alexandrie, qui en comprend 4; celui d'Antioche, qui en comprend 20 ; celui de Jérusalem, qui en comprend 14.

[2] Les catholiques, sur lesquels la France a si longtemps exercé son protectorat, se subdivisent ainsi :

En Bosnie.	100,000
En Albanie.	200,000
En Bulgarie, Roumélie, etc.	65,000
Dans l'Asie Mineure.	160,000
Grecs unis ou Melkites, dont le patriarche réside à Damas.	25,000
Arméniens unis, dont le patriarche réside dans le mont Liban.	75,000
Syriens et Chaldéens unis, dont les patriarches résident à Mossoul et à Alep. . . .	25,000
Maronites.	250,000
	900,000



LIVRE DEUXIÈME

HISTOIRE DE L'ISLAMISME JUSQU'A L'AVÉNEMENT DES TURCS-OTTOMANS

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE DE L'ISLAMISME. — LE KORAN.
CONQUÊTES DES ARABES. — L'EMPIRE DES KHALIFES JUSQU'A L'AVÉNEMENT
DES TURCS-SELDJOUCIDES.

---

§ I. — Antagonisme de l'Orient et de l'Occident.

L'Orient et l'Occident forment deux mondes distincts de populations, de mœurs, de croyances, entre lesquels il y a eu perpétuellement haine et lutte, qui ont cherché jusqu'à nos jours à s'envahir, à se dominer mutuellement. Les siècles anciens virent cet antagonisme marqué principalement par les invasions des Perses dans la Grèce, invasions glorieusement repoussées par les victoires européennes de Salamine et de Marathon; puis vint la réaction de l'Occident sur l'Orient par les conquêtes d'Alexandre, laquelle se continua et se compléta par la domination romaine. L'Asie occidentale semblait alors à jamais acquise à la civilisation ; la barbarie, refoulée dans les plateaux inconnus du Thibet, était désormais impuissante à envahir l'Europe ; la Méditerranée, cette mer qui unit et sé

12

pare l'Occident et l'Orient, devint uniquement une mer européenne; enfin, le christianisme, donné par les vaincus aux vainqueurs, en les unissant par le plus sûr de tous les liens, parut avoir pour toujours consommé l'œuvre de pacification commencée par les armes. Cette pacification n'était pourtant pas définitive : ni la puissance romaine ni la foi chrétienne n'avaient réussi à fondre ces deux natures si opposées, et lorsque le monde romain se divisa en empire d'Orient et empire d'Occident, la lutte recommença.

Elle se manifesta d'abord par les croyances : le christianisme se sépara en deux Églises rivales; celle d'Orient fut bientôt viciée par l'esprit sophistique et disputeur, l'imagination subtile et allégorique, les mœurs légères et corrompues de la Grèce; elle s'égara dans les controverses les plus dangereuses, dans des erreurs qui faisaient retourner le genre humain dans les voies du passé; enfin, elle devint la mère de nombreuses sectes, filles des anciennes écoles philosophiques, et qui semblaient avoir toutes une pensée commune, la négation plus ou moins voilée de la divinité de Jésus-Christ. Cette pensée fatale, qui faisait du christianisme une religion non révélée, mais inventée, et sous-entendait qu'un législateur mieux inspiré pourrait en apporter un jour une plus parfaite, devait enfanter une hérésie suprême ou une religion nouvelle, l'*islamisme*, car l'islamisme n'est autre qu'un christianisme bâtard, incomplet, barbare, enfant des hérésies d'Arius, d'Eutychès et de Nestorius.

§ II. — Mahomet, le Koran, ses dogmes et ses préceptes.

Un homme d'un génie merveilleux, Mahomet, né en 570, ayant vu cet état de l'Orient, s'annonça comme envoyé de Dieu pour expliquer les lois de Moïse et du Christ, et continuer leur œuvre; il dit que l'Évangile avait été la voie du salut pendant six siècles, mais que, les chrétiens ayant oublié les lois de leur fondateur, il était le *Paraclet* dont la venue avait été prédite, le dernier et le plus parfait des prophètes[1]; en conséquence, il résuma dans sa doctrine les hérésies arienne, nestorienne, eutychéenne, les mêla à des pratiques juives, les accorda avec les mœurs arabes, et proclama l'*unité de Dieu sans compagnon*. Ce n'était pas une religion nouvelle qu'il annonçait, mais l'ancienne religion de Moïse et de Jésus, purifiée et transformée.

Mahomet n'avait d'abord en vue, lorsqu'il fonda sa doctrine, que l'Arabie, sa patrie, plongée alors dans la plus sauvage idolâtrie, et cette religion fut, en effet, un immense bienfait pour elle, ainsi que pour tous les pays barbares qui l'adoptèrent. « Ce que tu as dit de notre pauvreté, de nos divisions, de notre état de bar-

[1] Le *cachet* de tous les prophètes, dit le Koran.

barie, disait un député arabe au roi de Perse Yezdedjerd, était juste naguère. Oui, nous étions si misérables que l'on voyait parmi nous des hommes se nourrir d'insectes et de serpents, quelques-uns faire mourir leurs filles pour ne pas partager leurs aliments avec elles. Plongés dans les ténèbres de la superstition et de l'idolâtrie, sans loi et sans frein, toujours ennemis les uns des autres, nous n'étions occupés qu'à nous piller, à nous détruire mutuellement. Voilà ce que nous avons été; nous sommes maintenant un peuple nouveau. Dieu a suscité au milieu de nous un homme, le plus distingué des Arabes par la noblesse de sa naissance, par ses vertus, par son génie, et l'a choisi pour être son envoyé et son prophète. Par l'organe de cet homme, Dieu nous a dit : « Je suis le Dieu unique, éternel, « créateur de l'univers. Ma bonté vous envoie un guide pour vous diriger; la voie « qu'il vous montre vous sauvera des peines que je réserve dans une autre vie à « l'impie et au criminel, et vous conduira près de moi dans le séjour de la félicité. » Nous avons cru à la mission du prophète; nous avons reconnu que ses paroles étaient les paroles de Dieu, ses ordres, les ordres de Dieu, la religion qu'il nous annonçait, la seule vraie religion. Il a éclairé nos esprits, il a éteint nos haines, il nous a réunis en une société de frères sous des lois dictées par la sagesse divine[1]. » On ne peut nier la vérité de cet éloge donné par le peuple arabe à son bienfaiteur : Mahomet civilisa l'Arabie. Religion, morale, législation, société, tout était contenu dans les chapitres épars du Koran, source de tout droit, principe de tout devoir; la société musulmane en est sortie tout entière. Aussi les musulmans professent-ils pour ce livre sacré la plus profonde vénération; ils ne l'ouvrent qu'avec des marques de respect; ils le lisent, ils le citent, ils l'appliquent sans cesse; ils en inscrivent les versets partout sur les murailles de leurs mosquées et dans l'intérieur de leurs maisons; c'est le guide de toutes leurs actions, la règle constante de toute leur vie, leur livre unique. Et les cent quatorze chapitres ou *sourat* révélés au prophète ne sont pas seulement gravés dans la mémoire des croyants : leur esprit respire dans toutes leurs institutions, leurs mœurs, leurs pensées. Le Koran est pour les musulmans à peu près ce que la Bible était pour les Hébreux, et beaucoup plus ce que l'Évangile est pour les chrétiens : il embrasse toutes les relations de la vie politique, civile et religieuse, et réglemente depuis la conscience des individus jusqu'aux devoirs de l'État, depuis le gouvernement des nations jusqu'aux détails du ménage.

L'islamisme ne renferme, en réalité, qu'un seul dogme, l'unité de Dieu, dogme qui domine et féconde toute la religion nouvelle et qui devait paraître la lumière même, à cette époque où les hérésies grecques l'avaient obscurcie et comme déshonorée. « Dieu est un, dit Mahomet, c'est le Dieu éternel. Il n'a point enfanté et n'est point enfanté Il n'a pas d'égal. » En plaçant Jésus au premier rang des prophètes,

[1] Tabari, II, 272. — Ibn-Khaldoun, f. 194.

en reconnaissant ses miracles et sa mission divine, en traitant sa mère de ***vierge sainte et immaculée***, il rejette comme une idolâtrie la Trinité des chrétiens. « Dieu, dit-il, ayant demandé à Jésus, fils de Marie, s'il avait commandé aux hommes de l'adorer lui et sa mère comme des deux : Seigneur, répondit le prophète, leur aurais-je ordonné un sacrilége? »

Au dogme de l'unité de Dieu, l'islamisme ajoute l'immortalité de l'âme et la rémunération future. Les souffrances de l'enfer, les joies du paradis, sont représentées dans le Koran par des images grossières; mais après avoir décrit les délices matérielles réservées à l'homme juste, Mahomet ajoute : « Le plus favorisé de Dieu sera celui qui verra sa face soir et matin : c'est une félicité qui surpasse tous les plaisirs des sens, comme l'Océan l'emporte sur une goutte de rosée. »

Le culte est, comme le dogme, d'une simplicité extrême : point de mystères, point d'autels, point d'images d'aucune sorte, pas même de prêtres[1]. Les pratiques de l'islamisme consistent uniquement en prières, en aumônes, en jeûnes, en ablutions qui sont des obligations d'hygiène appropriées au climat. La prière est un devoir essentiel : elle se fait cinq fois par jour, au lever du soleil, à midi, à trois heures, au coucher du soleil, à la nuit close. Le ***muezzin*** proclame les heures de ces cinq prières en criant du haut des tours ou minarets des mosquées : « Dieu est grand! J'atteste qu'il n'y a qu'un Dieu. J'atteste que Mahomet est le prophète de Dieu. Venez à la prière! venez au salut! Dieu est grand! il est unique. » C'est la formule d'annonce, ***edhan***, adoptée par le prophète. La figure du musulman en prière doit toujours être tournée du côté de la Mecque. Enfin la circoncision, empruntée aux juifs, la sanctification du vendredi, le jeûne du Rhamadan, semblable au Carême des chrétiens, l'abstinence du vin, du sang et de la chair de porc, sont les autres pratiques extérieures imposées aux musulmans.

Mais Mahomet ne réduisit pas la religion à ces signes extérieurs. « La chair et le sang des victimes, dit-il lui-même, ne montent pas jusqu'à Dieu; c'est votre piété qui va jusqu'à lui[2]. » — « La vertu ne consiste pas à tourner son visage pendant la prière du côté de l'Orient ou de l'Occident, mais à croire en Dieu et au dernier jour, au Livre et aux prophètes; à donner, pour l'amour de Dieu, des secours à ses parents, aux pauvres et aux voyageurs, à racheter les captifs, à observer les prières, à faire l'aumône, à tenir ses engagements, à se montrer patient dans l'adversité, dans les temps durs et de violence. Ceux qui font ainsi sont justes et craignant Dieu[3]. » — « La prière, disait le khalife Omar, nous conduit à moitié chemin vers Dieu; le jeûne nous mène à la porte de son palais; les aumônes nous y font entrer. » L'aumône est obligatoire; elle est fixée pour

[1] Pas de sacerdoce en Islam, dit formellement le Koran; nous verrons comment il s'en est formé un avec les *ulémas*.

[2] Sourat XXII, v. 38.

[3] Sour. II, v. 172.

chaque individu au dixième (*zécat*) de ses biens. — Ceux dont les largesses sont faites par ostentation ne tireront aucun profit de leurs œuvres. — Les croyants doivent donner aux pauvres les meilleures choses qu'ils ont acquises, celles-là même qu'ils voudraient recevoir s'ils étaient dans l'indigence. — Louables s'ils exercent publiquement la charité, les croyants le seront encore plus toutes les fois qu'ils l'exerceront en secret[1]. — Le meilleur des hommes est celui qui fait le plus de bien à ses semblables. — L'hospitalité est de même ordonnée par la loi et pratiquée avec la même simplicité. Aussi les États musulmans sont-ils ceux du monde qui renferment le moins de mendiants : la mendicité y est même souvent inconnue.

La conséquence de cette charité universelle, qu'on trouve à chaque page du Koran, c'est un sentiment d'égalité et de fraternité qui est aussi profondément dans les mœurs que dans la loi, qui est la base de toute la société musulmane. « Il n'y a ni princes ni mendiants dans l'islamisme, disait le premier khalife, il n'y a que des musulmans. » Point de noblesse, point de castes, point de classes, point de priviléges, point de distinctions ; le dernier et le plus pauvre des croyants monte tout naturellement aux plus hautes fonctions de l'État par son intelligence ou sa vertu ; il en descend sans honte et rentre aussi simplement dans sa pauvreté.

Ainsi qu'on le voit, la morale du Koran est celle de l'Évangile, et dans toutes les questions qui ne touchent pas au dogme, ce livre est presque toujours d'accord avec le christianisme : il recommande le pardon des injures, l'amour des uns pour les autres, la foi même envers les infidèles ; il maudit la colère, l'orgueil, surtout l'hypocrisie ; mais, par une contradiction qui n'est pas rare dans ce code, il admet la vengeance, la peine du talion, le mal pour le mal. Malgré cela, et en résumé, on peut dire que la loi de Mahomet n'est qu'un plagiat de l'Évangile accommodé aux mœurs barbares de l'Arabie. « Aussi, dit un historien du moyen âge, il serait plus exact d'appeler ses sectateurs hérétiques qu'infidèles ; mais l'usage a prévalu[2]. »

§ III. — Erreurs du Koran.

Mais si Mahomet se rapproche du christianisme par sa morale, il s'en sépare par trois grandes erreurs qui dominent et caractérisent sa doctrine, qui creusent un abîme de séparation entre les peuples chrétiens et les peuples musulmans, qui sont la cause de l'immobilité de ceux-ci en face de la marche progressive de ceux-là, qui enfin renferment tout le secret des destinées de l'islamisme.

[1] Sour. II, v.266 et suivants.
[2] Jacques de Vitry, *Histoire des Croisades*, liv. I.

Ces trois erreurs sont : la confusion de la loi civile et de la loi religieuse, la prédestination fatale, la vilité et la pluralité des femmes.

1° Le Koran est une œuvre inspirée de Dieu, parfaite et immuable, et comme ce est un code politique et civil autant que religieux, il s'ensuit que rien ne peut être changé dans l'ordre social, tel que le Koran l'a réglé, sans impiété et sans sacrilège¹. Ce que le christianisme a séparé, Dieu et César, le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, se trouve ainsi réuni et confondu, et la concentration de ces deux pouvoirs a amené le despotisme. De plus, le Koran n'ayant été annoncé par Mahomet que par fragments et dans un espace de vingt-trois ans, renferme de nombreuses contradictions, et son interprétation n'est pas confiée à une autorité suprême et infaillible, mais aux [illegible] des ulémas, savants ou lettrés que les khalifes, absorbés par les affaires temporelles, ont chargés des fonctions religieuses et judiciaires qu'ils ne pouvaient plus remplir, et ces ulémas, qui sont devenus un corps très-puissant, ont tout intérêt à laisser la loi civile confondue avec la loi religieuse, et, par conséquent, sont opposés à tout changement et à toute réforme.

2° La prédestination fatale est inscrite même dans le nom de la religion, *Islam*, abandon à Dieu, et dans celui de ses sectateurs, *Moslem*, résignés à Dieu. — « [illegible], dit Mahomet, est prédestiné au bonheur ou au malheur éternel, étant encore l'un et l'autre dans le sein de leur mère. » — « Parmi les hommes, tel sera réprouvé, tel sera bienheureux. » — « L'homme ne meurt que par la volonté de Dieu, d'après le livre qui fixe le terme de sa vie². » — Et ce dogme terrible ne regarde pas seulement les individus, mais les nations : « Chaque peuple a son temps, dit le Koran ; quand le terme est arrivé, les hommes ne sauraient ni le reculer ni l'avancer. » C'est ce dogme qui devait inspirer à ses sectateurs l'esprit aveugle de la conquête, le mépris de la mort, le fanatisme, mais aussi la soumission abrutissante au despotisme, l'apathie politique, la résistance à toute réforme, l'immobilité³. Cependant les *ulémas*, s'appuyant sur l'autorité des anciens *imans*, ont déclaré plusieurs fois que la prédestination ne regarde que la vie future, et que le Koran laisse à l'homme tout son libre arbitre ; mais cette croyance est instinctivement dans les mœurs et les idées des musulmans : elle leur plaît, elle convient à leur nature nonchalante, à leur insouciance native,

¹ On pourrait en citer de très-nombreux exemples. Ainsi, dans ces derniers temps, le gouvernement ottoman n'a pu introduire dans l'empire la vaccine et les quarantaines qu'en combattant les préjugés populaires à l'aide d'une interprétation plus ou moins exacte du Koran

² Sour. XII, v. 32.

³ Sour. XI, v. 107. On trouve néanmoins, soit dans le Koran, soit dans les *hadis* (préceptes attribués par la tradition à Mahomet), des paroles où la volonté et la liberté humaines ne sont pas entièrement niées : « S'il t'arrive quelque bien, dit le Koran, il t'arrive de Dieu ; le mal vient de toi. » — « O prophète ! disaient à Mahomet ses disciples, puisque Dieu a marqué nos places à l'avance, nous pouvons avoir confiance et négliger nos devoirs. — Non, dit-il, parce que les gens heureux font de bonnes œuvres, et les malheureux de mauvaises. »



T. Allom. W. H. Mote

L'intérieur d'un Harem.

à leur vie orientale; elle leur donne d'ailleurs dans l'adversité une singulière dignité, et inspire aux pauvres, aux malheureux, le contentement de leur sort, l'absence de toute envie, une résignation qui a quelque chose d'évangélique.

5° Mahomet conseille comme un acte louable de se borner à une seule épouse, mais il permet d'en prendre quatre légitimes et autant d'illégitimes ou d'esclaves qu'on peut en nourrir. Les enfants provenant de ces diverses unions sont égaux[1]. Les femmes peuvent être achetées; elles sont répudiées à la volonté du mari; elles vivent continuellement renfermées; elles ne reçoivent aucune instruction; elles n'ont pas de dot; elles ne sont enfin que des instruments de plaisir. Sans doute la polygamie n'est pratiquée en Orient que par un petit nombre d'hommes, seuls capables de supporter les dépenses et le luxe d'un *harem*; mais le principe de la vilité des femmes n'en est pas moins dans les mœurs, avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire l'état imparfait de la famille. Cependant il faut dire que Mahomet améliora la condition des femmes, qui, avant lui, étaient, en Arabie, traitées comme des animaux. « Hommes, dit-il, vous avez des droits sur vos femmes, et vos femmes ont des droits sur vous. Leur devoir est de ne pas souiller votre couche par un commerce adultère : si elles y manquent, Dieu vous permet de ne plus cohabiter avec elles et de les battre, mais non pas jusqu'à leur ôter la vie. Si elles se conduisent bien, vous devez les nourrir et les vêtir convenablement. Traitez-les avec bonté et affection. Elles vous ont livré leurs personnes sous la foi de Dieu, c'est un dépôt que Dieu vous a confié[2]. » Avant lui, le père de famille faisait périr ses filles lorsqu'il les trouvait à charge; mais un jour un des principaux chefs convertis à l'islamisme le trouva tenant sur ses genoux une petite fille qu'il caressait : « Qu'est-ce que cette brebis que tu flaires? lui demanda l'Arabe. — C'est mon enfant, repartit le prophète. — Par Dieu! reprit Cays, fils d'Acim, j'en ai eu beaucoup de petites filles comme celle-ci, je les ai toutes enterrées vivantes. » Mahomet abolit cette exécrable coutume. Les filles n'héritaient point de leurs parents; il leur attribua la moitié de la portion d'un héritier mâle. La femme était considérée comme faisant partie de l'héritage du mari; il affranchit les veuves de cette condition humiliante, assura leur entretien aux frais de la succession pendant une année, et leur assigna, en outre de leur *mahr* ou *sedak* (don nuptial), une portion des biens laissés par le mari. Il recommanda aux enfants l'amour, le respect, l'humilité envers leur mère, plus spécialement encore qu'envers leur père. « O musulmans! dit-il, respectez les entrailles qui vous ont portés. — Le baiser donné par un enfant à sa mère égale en douceur celui que nous imprimerons sur le seuil du paradis. — Un fils gagne le paradis aux pieds de sa mère. »

[1] Caussin de Perceval, *Histoire des Arabes*, t. III. — Œlsner, *Des effets de la religion de Mahomet sur l'esprit, les mœurs et le gouvernement des peuples*, etc.

[2] Sourat-Vaçoul, t. 258.

Le Koran ayant été à l'origine une règle immuable destinée à une race particulière, la triple erreur que nous venons de signaler n'eut pas d'abord de conséquences graves ; l'union du pouvoir religieux et du pouvoir civil était si conforme aux habitudes de la vie patriarcale, le fatalisme si commode à la nature paresseuse de l'Arabe, la pluralité des femmes si convenable à ses mœurs grossières et voluptueuses, que ces prescriptions étaient propres à maintenir l'ordre et le calme chez une nation que sa position exceptionnelle semble avoir vouée à une éternelle immobilité ; l'islamisme, demi-chrétien, demi-barbare, était la religion la plus épurée qu'il pût recevoir, et la législation la mieux appropriée à son génie, à ses mœurs, à toutes ses conditions d'existence. Transportés chez des peuples d'un génie différent, à qui le voisinage de l'Europe imposait une vie plus active, ces principes devaient produire les plus funestes résultats. Aussi l'histoire des États musulmans est-elle partout la même : une période de rapides conquêtes et de grand éclat, suivie d'une précoce et incurable décadence ; partout la faiblesse et les discordes inséparables de l'excès du pouvoir absolu avec une société qui jette d'abord des éclairs de civilisation, puis s'immobilise, rétrograde et descend peu à peu jusqu'à l'état demi-sauvage. Après avoir réveillé l'antique lutte de l'Orient et de l'Occident, après avoir précipité les peuples dans cette lutte avec une vigueur irrésistible, l'islamisme, « religion du sabre, » dès qu'il a cessé de conquérir, a cessé de se propager; il n'a pas subjugué les peuples pour les convertir et les rendre meilleurs, mais pour les rançonner et les dominer ; il n'a rien fondé de durable ; il s'est partout montré impuissant en face de la propagande pacifique et des principes progressifs du christianisme; tous les empires que l'Islam a successivement élevés ont disparu à l'exception de trois : la Turquie, la Perse et le Maroc, tous trois frappés de décrépitude et qui n'ont plus d'espoir, de vie et d'avenir qu'à la condition de se transformer radicalement par l'abandon de la triple erreur contenue dans le code de Mahomet. Revenons à l'histoire.

§ IV. — Mort de Mahomet. — Conquêtes des Arabes.

Mahomet prêcha d'abord sa doctrine à la Mecque : il y fut persécuté; condamné à mort par le cheik Abou-Sophian, il se réfugia à Médine avec ses disciples (622). De cet événement date l'ère des mahométans, appelée *hégyre* ou fuite. Médine reconnut le proscrit comme prophète et comme souverain. Alors il déclara que Dieu lui ordonnait de propager sa religion par le glaive, « le glaive, disait-il, qui ouvre le ciel et l'enfer. » — « Soyez humains et justes entre vous, disait-il aux siens, tous les musulmans sont frères ; mais ne laissez pas subsister en Arabie deux religions : l'idolâtrie est pire que le meurtre. — Les mois sacrés expirés, tuez les infidèles partout où vous les trouverez. » — Au bout de dix ans, « le pro-

phète, qui était à la fois un flambeau pour éclairer le monde, un glaive pour frapper l'impiété, » avait soumis toute l'Arabie à sa doctrine et à ses armes.

Il ne s'arrêta pas là. « J'ai mission, dit-il, de combattre les infidèles jusqu'à ce qu'ils disent : *Il n'y a de Dieu que Dieu*. Lorsqu'ils ont prononcé ces mots, ils ont sauvegardé leur sang et leurs biens de toute atteinte de ma part; quant à leur croyance, ils en rendront compte à Dieu. » Il partagea donc la terre en deux parties, *Dar-ul-Islam*, la maison de l'Islam, et *Dar-ul-Harb*, la maison de la guerre ou le pays des infidèles, et il dit aux siens : « Achevez mon œuvre, étendez partout la maison de l'Islam; la maison de la guerre est à Dieu, Dieu vous la donne. » C'était proclamer le *djihad* ou l'état de guerre permanent, état qui peut être suspendu par des traités, mais qui subsiste en droit tant qu'il reste un seul infidèle sur la terre qui ne soit pas converti à l'islamisme ou qui n'ait pas consenti à payer le tribut[1]. Il traça même le plan de la conquête, régla d'avance la condition des nations vaincues et promit aux croyants la possession de Constantinople. Mais, au moment où il se disposait à entrer en Syrie à la tête d'une armée, il mourut (632), ne laissant de ses dix-sept femmes qu'une fille, nommée Fathime, mariée au premier de ses disciples, Ali. Son œuvre s'accomplit après lui : il avait fait passer dans l'âme de tous les siens son fanatisme guerrier. « Le musulman, dit le Koran, est un soldat au service de Dieu; il s'enrôle par conscience; le maniement des armes est pour lui un acte de religion. » Une fois sous les drapeaux, il ne peut refuser de combattre, même en duel, lorsque son chef l'ordonne. La désertion ou le refus de contribuer aux frais de la guerre sainte sont mis au rang des crimes les plus odieux. Les enfants, les fous et les furieux sont seuls dispensés de combattre; et comme la guerre est une œuvre sainte, elle ne doit être faite que par des saints; point de jeux, point de débauches, pas même de paroles oiseuses dans le camp des fidèles; la prière doit seule les distraire des combats[2]. « Combattez, dit Mahomet, jusqu'à extermination. Quelques-uns d'entre vous tomberont dans la lutte : à ceux qui périront, le paradis; aux survivants, la victoire. » — *Le paradis est devant vous, et l'enfer derrière;* avec ces seuls mots, les successeurs de Mahomet entraînèrent les croyants à la conquête de l'Orient et de l'Occident.

Les chefs arabes élurent pour succéder à Mahomet son beau-père Abou-Bekre, qui prit le titre de *khalifé y reçoul Allah*, vicaire du prophète de Dieu. La guerre sainte commença contre l'empire des Grecs et celui des Perses, empires affaiblis par les factions, défendus par des troupes mercenaires, divisés par des sectes religieuses dont l'esprit était favorable à l'islamisme. Mahomet n'avait été intolérant qu'en Arabie, où il voulait que sa religion régnât sans partage; mais, pour

[1] Ubicini, *Lettres sur la Turquie*.
[2] Sour. IV, v. 73, 79, 103; IX, 38, 39, etc.

favoriser les conquêtes extérieures, il avait recommandé l'indulgence envers les *Kitabi*, ou les peuples qui ont reçu des livres, c'est-à-dire les chrétiens et les Juifs. « Les nations, avait-il dit, qui embrasseront votre foi seront assimilées à vous-mêmes; elles jouiront des mêmes avantages et seront soumises aux mêmes devoirs; à celles qui voudront conserver leurs croyances imposez seulement l'obligation de se déclarer vos sujets et de vous payer un tribut, en échange duquel vous les couvrirez de votre protection; mais celles qui refuseront d'accepter l'islamisme ou la condition de tributaires, combattez-les jusqu'à ce que vous les ayez exterminées. » Partout les disciples de Moïse et de Jésus furent donc exhortés à admettre « la révélation plus parfaite de Mahomet; partout les hérétiques chrétiens montrèrent pour les mahométans un attachement sincère et cordial[1]. » Nestoriens, ariens, eutychéens, dès la première sommation[2], les accueillirent en libérateurs, s'empressèrent d'embrasser la religion nouvelle et d'étouffer leurs discordes dans une commune apostasie. Quant à ceux qui ne voulurent pas renoncer à leur foi, ils s'accommodèrent facilement des conditions que les conquérants leur offraient.

Jérusalem fut la première ville rendue tributaire (637), et l'acte qui consacra la soumission de la ville sainte servit de modèle à toutes les transactions des musulmans avec les peuples qui, devenant *raïas* (troupeau), voulurent conserver leur religion moyennant un tribut. Voici les principales clauses de la capitulation : Les chrétiens payeront une rente annuelle; ils ne pourront ni monter à cheval, ni porter des armes, ni changer d'habits; ils ne placeront point de croix sur leurs églises et ne sonneront point leurs cloches; ils ne bâtiront point de nouvelles églises, ni dans la ville ni dans son territoire; ils n'empêcheront point les musulmans d'entrer dans leurs églises, soit de jour, soit de nuit; ils en ouvriront les portes à tous les passants et à tous les voyageurs. Si quelque musulman, étant en route, passe par leur ville et y séjourne, ils seront obligés de le défrayer pendant les trois premiers jours de son arrivée. *Ils ne parleront point ouvertement de leur religion;* ils n'engageront personne à l'embrasser et n'empêcheront point leurs parents de se faire musulmans[3].

Ces concessions, il est vrai, furent souvent rendues illusoires par les emporte-

[1] Gibbon, *Histoire de la décadence de l'empire romain*, t. X, p. 335.

[2] Voici quelle était cette sommation :

« Santé et prospérité à chacun de ceux qui suivent le droit chemin et croient en Dieu et en son apôtre. Nous vous demandons de reconnaître qu'il n'y a qu'un Dieu et que Mahomet est son prophète; et quand vous aurez rendu témoignage de cette vérité, il serait injuste de notre part ou de répandre votre sang, ou de nous emparer de vos biens et de vos enfants. Sinon, consentez à payer le tribut et soumettez-vous à nous sans tarder; autrement, j'enverrai contre vous des hommes qui aiment la mort plus que vous n'aimez le vin et la chair de porc, et je ne vous quitterai point, s'il plaît à Dieu, que je n'aie écrasé ceux qui combattent pour vous et que je n'aie fait des esclaves de vos enfants. » (*Histoire de la decadence de l'empire romain*, tome II.)

[3] César Famin, *Histoire de la rivalité et du protectorat des églises chrétiennes en Orient*.

Voici ce qui fut réglé, relativement aux églises ou synagogues des villes conquises : « Il n'est point



ments d'un multitude fanatique; les chrétiens eurent à subir mille avanies[1], mille persécutions, résultats inévitables des haines religieuses; ils devinrent de fait, malgré la loi, la proie et le jouet des vainqueurs; mais on conçoit que, dans l'origine, cet esprit de tolérance dont les conquérants paraissaient animés dut singulièrement faciliter leurs progrès.

Sous Abou-Bekre (632-634), la Chaldée est conquise, la Syrie envahie, l'armée de l'empereur d'Orient Héraclius vaincue; Damas ouvre ses portes au vainqueur. Trois ans après (637), Omar, deuxième khalife, qui prit le titre d'*émir ul mouminin*, commandeur des croyants, après avoir reçu la soumission de Jérusalem, conquiert l'Égypte. Othman, troisième khalife, fait la conquête de la Perse (651), et la race des Sassanides disparaît avec la religion des mages. Le quatrième khalife fut Ali (655).

Alors les mahométans se divisèrent en deux grandes sectes qui existent encore aussi haineuses que jamais. Les *shiites* regardent les trois premiers khalifes comme des usurpateurs, et Ali comme le vrai vicaire du prophète; les *sunnites* prétendent que la sainteté a réglé l'ordre de succession et qu'Ali est inférieur à ses prédécesseurs. D'ailleurs les premiers sont moins attachés que les seconds à la prédestination, et, en admettant que le Koran a été *créé*, croient qu'il est perfectible. Les Turcs de nos jours sont sunnites et les Persans shiites.

Malgré le schisme, les conquêtes continuent, et le Koran se propage avec une merveilleuse rapidité. La Mésopotamie, la Cilicie, la meilleure partie de l'Asie Mineure, sont enlevées; dès l'an 32 de l'hégyre (654), les Arabes paraissent sous les murs de Constantinople. Ils y reviennent en 668, guidés par un ancien compagnon du prophète, Eyoub, vieillard octogénaire, qui mourut pendant le siége et dont les Turcs retrouvèrent plus tard le tombeau dans un des faubourgs[2]. La ville, assaillie avec rage, n'est sauvée que par le feu grégeois, inventé pour sa

permis, en pays musulman, de construire de nouveaux temples (chrétiens, juifs ou autres non musulmans); mais il est permis de renouveler (reconstruire ou réparer) ceux qui sont en ruines; car c'est une tradition qui est venue du Prophète jusqu'à nous, de laisser ces temples dans les villes des musulmans; et comme les bâtiments ne durent pas toujours, il s'ensuit qu'il doit être permis aux chrétiens de reconstruire les leurs. L'iman, en les confirmant dans la possession de leurs églises, a contracté par là l'obligation de les leur laisser rebâtir, parce qu'elles ne durent pas toujours; mais il n'est pas permis de les transporter ailleurs (de les reconstruire sur un autre emplacement), vu que ce serait établir réellement une nouvelle église dans cet endroit... Il est défendu d'y rien ajouter en la reconstruisant... Il en est de même des monastères, parce que, quand on les bâtit, c'est afin de les faire servir de retraites pour prier... Le principe est différent pour l'oratoire, qui fait partie d'une maison... Il ne convient pas d'empêcher une personne d'établir dans la maison qu'elle a louée d'un musulman un oratoire destiné pour elle seule... Cette règle n'est applicable qu'aux villes et non aux villages; et nous entendons par villes l'endroit où l'on observe les pratiques extérieures de l'islamisme. »

[1] Ce mot est arabe, *avaniah*. Il indique aujourd'hui, dans toutes les langues européennes, les vexations, les insultes, les tyrannies, que les musulmans, sans violer ouvertement le texte de la loi, accumulèrent sur la tête des chrétiens.

[2] La mosquée d'Eyoub fut élevée sur son tombeau. Voir page 37.

défense. Mais les musulmans s'acharnent après cette proie qui leur est promise : avant la fin du premier siècle de l'hégyre, la capitale de l'empire grec a déjà été quatre fois assiégée.

§ V. — Les premiers khalifes, les Ommiades, les Abassides.

Pendant cette glorieuse période du *khalifat parfait* (c'est ainsi que les musulmans désignent le règne des quatre premiers khalifes), les musulmans se montrèrent dignes de la cause à laquelle ils avaient consacré leurs armes : ils mirent au service du Dieu de Mahomet un courage indomptable et des vertus guerrières. Ce fut le beau temps de l'islamisme. Les khalifes, élus par tous les fidèles, soumis à la loi commune, n'ayant d'autorité que celle qu'ils tirent du Koran, nous apparaissent comme les magistrats populaires de l'ancienne Rome. « Me voici chargé du soin de vous gouverner, dit Abou-Bekre en prenant possession du pouvoir; si je fais bien, aidez-moi; si je fais mal, redressez-moi; dire la vérité au dépositaire de l'autorité publique est un acte de zèle et de dévouement; la lui cacher est une trahison; devant moi, l'homme faible et l'homme puissant sont égaux; je veux rendre à tous impartiale justice; si jamais je m'écarte des lois de Dieu et de son prophète, je cesserai d'avoir droit à votre obéissance. »

Les premiers chefs de l'islamisme, fidèles aux exemples de Mahomet, vécurent avec la plus grande simplicité. Les croyants aimaient à voir le prophète traire ses brebis, s'asseoir à terre, raccommoder de sa main ses vêtements de laine et ses chaussures, allumer son feu, balayer sa chambre, enfin se servir lui-même[1]. Abou-Bekre, qui était négociant, continua, pendant les six premiers mois de son khalifat, de nourrir sa famille avec les produits de son commerce. Ensuite il s'appliqua exclusivement aux affaires de l'État, et prit jour par jour dans le trésor public ce qui était nécessaire à ses besoins. Avant de mourir, il ordonna de calculer les sommes qu'il avait ainsi employées à son usage. Elles s'élevaient à huit mille drachmes. « Je lègue aux musulmans, dit-il, la terre que je possède, comme indemnité des frais que je leur ai occasionnés[2]. » Omar, en quittant Médine pour aller recevoir la soumission de Jérusalem, partit dans le plus modeste équipage : vêtu d'un habit grossier, n'ayant pour le servir qu'un esclave, il montait un chameau chargé de deux sacs, l'un contenant de l'orge, l'autre des dattes; devant lui était une outre pleine d'eau, derrière lui un grand plat en bois.

En 661, le khalifat parfait cesse, ainsi que la simplicité patriarcale et le régime électif qui le caractérisent. Moaviah, dont le père Abou-Sophian avait per-

[1] Aboulféda, *Vie de Mahomet*, trad. de Desvergers, p. 95.
[2] Tabari, II, 152.

sécuté Mahomet, se révolte contre Ali, le fait assassiner, prend le titre de khalife, qu'il rend héréditaire dans sa famille, et commence la dynastie des *Beni-Ummahié* ou *Ommiades*, qui donne quatorze khalifes pendant quatre-vingt-dix ans. L'empire de l'Islam subit alors un grand changement. Les Ommiades s'appuyèrent principalement sur les Syriens ; Damas devint la capitale de l'islamisme ; l'élément arabe cessa de prédominer ; les khalifes prirent les mœurs des peuples conquis ; les musulmans commencèrent à se corrompre, à mépriser les pratiques trop sévères du Koran ; des sectes nombreuses se formèrent et cherchèrent à triompher par la guerre civile, la persécution, l'assassinat. Néanmoins les conquêtes continuèrent : l'Afrique septentrionale fut soumise, Carthage définitivement détruite, l'empire d'Orient morcelé sur toutes ses frontières ; le Koran se répandit dans le Khouaresme, la Boukharie, le Sind, etc. ; enfin, avant la fin du premier siècle de l'hégyre, la domination arabe était parvenue à ses extrêmes limites : elle s'étendait, en Afrique, de l'isthme de Suez au détroit de Gibraltar ; en Europe, dans la péninsule ibérique et dans les îles de la Méditerranée ; en Asie, de la mer Rouge, des côtes de Syrie et du versant du Caucase aux steppes du Turkestan, aux bords de l'Indus et au golfe Persique.

Mais la marche conquérante de l'Islam allait, pour la première fois, se trouver arrêtée par la main d'un peuple destiné à jouer un grand rôle dans l'histoire des empires mahométans, et dont le nom glorieux était déjà arrivé à l'oreille des Arabes.

Avec l'islamisme, la lutte entre l'Orient et l'Occident avait recommencé, et l'Occident, sous le sabre des sectateurs du Koran, se trouvait déjà entamé : maîtres de l'Espagne, ils voulaient pénétrer dans la Gaule, pour aller de là en Italie, et d'Italie à Constantinople. L'empire des Césars, ainsi pris à revers, devait être facilement détruit. Mais, si les Romains n'existaient plus, il y avait alors un peuple qui semblait leur avoir succédé dans la domination de l'Occident : c'étaient les Francs. Seuls de tous les barbares qui avaient envahi l'empire romain, ils s'étaient assuré l'avenir en embrassant le catholicisme, en défendant l'Église latine, dont ils se disaient les fils aînés, en gardant au milieu des débris de la civilisation ancienne leur force guerrière et conquérante. Leur renommée était si grande, que seule elle avait déjà arrêté une armée arabe. En effet, au quatrième siége que Constantinople avait subi de la part des Arabes en 718, les Grecs, se voyant perdus, avaient répandu le bruit que les dominateurs de l'Occident arrivaient avec une flotte et une armée à leur délivrance, et, sur ce bruit, le siége avait été levé. Cependant les musulmans entrèrent dans la Gaule pleins d'orgueil et de confiance ; mais ils trouvèrent à Tours le *marteau* des Francs qui les écrasa, et l'invasion asiatique fut à jamais arrêtée par cette bataille libératrice. Ils gardèrent néanmoins un pied dans la Gaule ; ils continuèrent à dominer l'Espagne, ils essayèrent de conquérir l'Italie ; mais partout, pendant un siècle, ils rencontrèrent l'épée

des Francs, qui les chassa de la Gaule, les refoula en Espagne, les contint en Italie.

Sous le contre-coup de ces événements, l'unité de l'empire et de la religion de Mahomet se rompit. En 752, la dynastie des Ommiades fut dépouillée du khalifat et détruite par les *Abassides*, descendants de l'oncle du prophète. Un seul rejeton des Ommiades échappa au massacre de sa famille, se réfugia en Espagne et y fonda à Cordoue un khalifat indépendant.

Avec les Abassides l'empire de l'Islam prend une nouvelle forme : la domination passe aux peuples du Khorassan et de la Chaldée; le siége de l'empire est transféré dans ces plaines qui ont vu les grands empires de l'antiquité, d'abord à Kouffa, ensuite à Bagdad, et il y reste pendant cinq cents ans; le Koran, oublié sous les Ommiades, est remis en tel honneur, qu'on le déclare *incréé*, c'est-à-dire divin et immuable; le zèle religieux renaît, mais ami du merveilleux, et qui enveloppe de légendes et de miracles l'Islam et son fondateur; les khalifes deviennent des souverains absolus, despotiques, craints et vénérés jusqu'à l'adoration; l'âge de luxe, de lumière et de civilisation arabe commence et produit, outre des monuments d'une élégance parfaite, des ouvrages de mathématiques, de philosophie, d'astronomie, de géographie, qui ont éclairé le monde pendant des siècles.

Celui des khalifes abassides qui personnifie pour nous cet âge si remarquable dans l'histoire de l'Orient, c'est Haroun-al-Raschid, que nous connaissons surtout à cause de ses relations avec Charlemagne.

Les Francs, depuis la bataille de Poitiers, étaient devenus pour les musulmans, comme ils l'étaient déjà pour les chrétiens, le grand peuple de l'Occident; l'islamisme ne connaissait l'Europe que sous le nom de *Frangistan* ou *Frankistan*, pays des Francs, nom que les Orientaux n'ont pas cessé de lui donner; des relations pacifiques commencèrent avec les Arabes, et qui eurent principalement pour objet ces chrétiens d'Asie, que les Césars de Byzance étaient désormais incapables de défendre.

Charlemagne remplissait l'Occident de sa gloire, quand le patriarche de Jérusalem réclama ses secours contre les infidèles qui profanaient les lieux saints. Il accueillit ces plaintes, fit passer en Palestine de grosses sommes d'argent destinées à la réparation des églises; puis il envoya une ambassade et des présents au khalife Haroun, en le priant de regarder les chrétiens avec indulgence. Le khalife, qui avait besoin de l'alliance du César de l'Occident contre les musulmans schismatiques d'Espagne, répondit à ses lettres en lui envoyant les clefs du saint sépulcre, comme pour témoigner qu'il abandonnait la souveraineté des lieux consacrés par la mort du Christ. Alors, dit Éginhard, Charles prit ouvertement sous sa protection les chrétiens d'outre-mer; il fit construire à Jérusalem un hospice pour les pèlerins et le dota même d'une bibliothèque; enfin, il conclut avec Haroun des conventions de commerce par lesquelles on arrêta des tarifs de douanes

et l'on assigna des lieux de sûreté pour les marchands francs en Égypte et en Syrie. Ces conventions furent respectées au moins pendant cinquante ans, car on trouve qu'au neuvième siècle les habitants de Lyon et de Marseille avaient, à Alexandrie, des facteurs qui envoyaient en Europe toutes les marchandises de l'Asie; un bazar français était établi à Jérusalem; enfin, les troupes de pèlerins qui se dirigeaient chaque année vers les lieux saints devinrent de vraies caravanes de commerce.

L'ère des Abassides marque la fin des conquètes arabes; l'islamisme se retire dans ses possessions d'Orient, et en même temps l'empire se démembre en plusieurs États indépendants jusqu'à ce que des peuples nouveaux convertis à l'islamisme lui rendent son esprit guerrier et envahisseur.

Nous avons déjà dit que l'Espagne avait son khalife à Cordoue. Dans le neuvième siècle la Mauritanie, sous les Madratites, la Libye, sous les Aglabites, la Transoxiane, sous les Samanides, le Khorassan, sous les Tahérides et ensuite sous les Soffarides, formèrent des États séparés reconnaissant à peine la souveraineté religieuse des khalifes de Bagdad. Au milieu du dixième siècle, la plus grande partie de la Perse obéit aux Boujides; la Géorgie, l'Arménie, la Syrie, étaient indépendantes ou soumises de nom à l'autorité des vicaires du prophète, et ceux-ci n'avaient plus de puissance réelle qu'à Bagdad, dans la Mésopotamie et dans l'Arabie. Le plus considérable de ces États fut celui des Fathimites ou descendants d'Ali, qui, après avoir cherché longtemps à renverser les Abassides, réunirent tous les shiites de l'Afrique septentrionale et de l'Arabie, et finirent par conquérir l'Egypte; ils y fondèrent (968), au Caire, un khalifat indépendant qui fit à celui de Bagdad une guerre acharnée, s'emparèrent de la Syrie et furent reconnus par une partie de l'Arabie.

Dans ce démembrement, l'histoire des Abassides n'est qu'un monstrueux récit de révoltes, de cruautés, de batailles, d'exécutions, de barbaries de tout genre: vingt-huit khalifes périrent de mort violente. Enfin un nouveau peuple apparut qui se fit une large part dans l'empire des Abassides et qui devait un jour recueillir leur héritage : c'étaient les Turcs.

CHAPITRE II.

DEPUIS L'AVÉNEMENT DES SELDJOUCIDES JUSQU'A CELUI DES OTTOMANS. LES CROISADES.

§ I. — Origine des Turcs — Décadence du khalifat.

Les *Turcs* sont originaires de ces contrées comprises entre la mer Caspienne, les monts Altaï, les monts Ourals et le Thibet, qui portent encore aujourd'hui le nom de Turkestan. De là sont sorties, à différentes époques, les populations barbares qui ont envahi l'Occident, puis les hordes dévastatrices des Tartares-Mongols, des Kirguiz, des Kalmouks, nations de même origine que nous confondons sous la dénomination générale de *Tartares*, et dont la famille turque paraît avoir été une fraction considérable. Peut-être même ce nom de Turcs a-t-il été, à certaines époques, un nom générique commun à toutes ces tribus. Les Ottomans, auxquels nous l'appliquons aujourd'hui, le répudient : ce nom est devenu, chez eux, synonyme de *barbare;* et, quoique la famille de leurs princes soit peut-être celle qui paraisse avec le plus de certitude descendre des anciens habitants du Turkestan, ils ne veulent faire commencer leur histoire qu'à Othman, fondateur de leur dynastie.

D'après une ancienne légende, Oghus, père des Turcs, eut six fils. Il les envoya un jour à la chasse comme à la recherche de leur destinée future; ils lui rapportèrent un arc et des flèches qu'ils avaient trouvés. Le père donna l'arc aux trois aînés et les trois flèches aux plus jeunes; ceux-ci en prirent chacun une, mais les premiers rompirent l'arc et en conservèrent chacun un morceau. Oghus appela les aînés *Bosuk*, *destructeurs*, et les plus jeunes *Utschok*, *trois flèches:* il confia aux premiers l'aile droite et aux autres l'aile gauche de son armée. Après sa mort, les chefs de l'aile gauche furent les Turcs de l'Orient; ceux de l'aile droite se dirigèrent vers l'Occident. A chacun des six héritiers d'Oghus, la légende

donne quatre fils qui devinrent les chefs des vingt-quatre tribus turques[1].

Les Turcs d'Orient (*Oïgours*) se répandirent dans les steppes où ils sont encore cantonnés. Vaincus par Gengis-Khan, ils portèrent, au moyen âge, le nom d'*Usbegs*, en mémoire d'un chef de la famille du conquérant mongol; mais Usbegs ou Oïgours, et bien que séparés de leurs frères d'Occident par toute l'étendue de la Perse, ils sont toujours restés en relation d'alliance avec eux contre leurs ennemis communs, les Persans, et parlent encore une langue que l'on reconnaît comme étant de même famille que la langue des Ottomans, et que ceux-ci appellent le *vieux turc*.

Les Turcs occidentaux occupèrent les parties du Turkestan les plus voisines de la Perse et de la mer Caspienne; ils donnèrent naissance à trois tribus principales : les *Oghouses*, les *Seldjoucides* et les *Ottomans*, dont les chefs se firent descendre directement des trois fils aînés d'Oghus, des trois khans de l'aile droite. Ces trois tribus embrassèrent l'islamisme et jouèrent successivement un rôle important dans l'histoire des États musulmans.

Le khalife Motassem, troisième fils de Haroun-al-Raschid, fit venir du Turkestan un grand nombre d'esclaves dont il se composa une milice d'élite; ce furent les premiers Turcs introduits dans la monarchie musulmane. Sous les faibles successeurs du khalife, cette milice se rendit bientôt redoutable. Dès 862 (248 de l'hégyre), elle fit un khalife, elle le déposa, elle lui nomma un successeur, elle le déposa à son tour; quatre se succédèrent ainsi dans l'espace de huit ans. Leur puissance devint telle que, en 879, un chef turc, Ahmed, fils de Tholon, se rendit indépendant en Égypte, où trois de ses descendants régnèrent après lui. Enfin, vers le milieu du siècle suivant, un khalife imbécile, Rhadi, créa, en faveur de son ministre, et pour donner un maître aux Turcs, la dignité d'*emir-oloumera* (prince des princes), et avec cette dignité le droit de commander aux troupes, d'administrer les finances, etc. C'était lui donner la souveraineté. Les chefs turcs gouvernèrent, en effet, sous le nom des khalifes ; mais leur dignité devint l'objet de tant de convoitises, de tant de calamités, que les habitants de Bagdad appelèrent les Boujides de la Perse à leur délivrance. Les Turcs furent chassés, et la dignité d'émir-oloumera passa aux Boujides, qui la gardèrent pendant un siècle : les khalifes n'avaient fait que changer de maîtres.

Dans les premières années du siècle suivant, d'autres hordes turques apparurent : les unes s'emparèrent de la Boukharie aux dépens de la dynastie persane des Samanides; les autres s'emparèrent de la Perse et des Indes et fondèrent la dynastie des Ghaznivides, qui dura un siècle et demi (1034). Enfin, à la même époque, *Toghrul-Beg*, petit-fils de *Seldjouk*, émir du Turkestan, commença la fortune des *Seldjoucides*, qui allaient absorber les autres tribus et dominer tout

[1] Hammer, *Histoire de l'empire ottoman*, t. I, p. 7.

l'Orient. Après avoir vaincu les Ghaznivides et les avoir rejetés dans l'Inde, il entra dans le Khorassan, qui appartenait aux Boujides, vainquit et fit prisonnier le chef de cette famille qui commandait l'armée du khalife. Cette victoire ouvrit au petit-fils de Seldjouk le chemin de Bagdad; il y entra sans opposition, se fit donner par le prince abasside le titre de *sultan*, et l'arracha à la tutelle des Boujides pour lui imposer la sienne. Besasiri, chef de la famille déchue, se révolta et appela à Bagdad le khalife fathimite d'Égypte. Mais il fut vaincu et mis à mort; Toghrul-beg reçut le titre d'*émir-oloumèra*, et régna sous le nom du monarque qu'il avait rétabli. A partir de cette époque, les khalifes ne sont plus rien : ils n'ont que les honneurs et l'autorité pontificale; les vrais maîtres de l'empire sont les sultans seldjoucides. Nouveaux convertis à l'islamisme, ils ont l'ardeur farouche des premiers disciples de Mahomet et ne rêvent que guerres et conquêtes.

A la mort de Toghrul-beg, son neveu Alp-Arslan (robuste lion) hérita de sa puissance. Il passa l'Euphrate, s'empara de Césarée en Cappadoce, subjugua l'Arménie et la Géorgie, et s'avança jusqu'au cœur de la Phrygie. Un empereur byzantin, Romain Diogène, tomba entre ses mains et reçut de lui la liberté au prix d'une énorme rançon.

Sous Melek-Shah, son successeur (1072-1092), l'empire des Seldjoucides jette son plus grand éclat. Cet empire s'étendait alors de la mer Caspienne à la Méditerranée : il comprenait le Khorassan, l'Irak persan, les possessions des khalifes, la Syrie et la Palestine enlevées aux Fathimites, et la plus grande partie de l'Asie Mineure; il touchait au Bosphore. Aidé par son vizir, Nisamul-Mulk, le sultan fait fleurir les lettres et les arts, et fonde un grand nombre d'écoles. Son alliance est recherchée par le khan des Oghouses, qui faisait également prospérer, au delà de l'Oxus, la civilisation musulmane; les deux chefs s'unissent par des mariages, et les deux races se confondent.

Aussitôt après ce règne brillant commence la dissolution de l'empire seldjoucide. Les trois fils de Melek-Shah se disputent et se partagent son héritage, et il se forme ainsi plusieurs sultanies indépendantes dont les principales sont : celle de l'Iran ou de la Perse, celle d'Alep ou de la Syrie, celle de l'Asie Mineure, outre une foule de principautés où les émirs et les atabeks (gouverneurs) méconnaissent l'autorité des fils de Seldjouk. Ainsi c'était un parent de Melek-Shah, Soliman, qui avait fait la conquête de l'Asie Mineure sur les Grecs, ne laissant à l'empereur de Byzance que Trébizonde et quelques autres ports; il s'était fait ainsi, dans le pays de *Roum* ou des *Romains* une sorte d'État sous la suzeraineté de Melek-Shah. Ayant voulu s'affranchir de cette suzeraineté, il fut vaincu et tué (1085). Ses fils, David et Kilidje-Arslan, à la mort de Melek, s'établirent dans l'Asie Mineure et y fondèrent (1095), à Koniah (Iconium) dans la Cappadoce, le siége d'un État indépendant, la sultanie de Roum ou d'Iconium, qui devint si

célèbre dans l'histoire des croisades, mais où, dès l'origine, plusieurs émirs étaient déjà indépendants. La sultanie de Syrie se divisa en deux autres : celle d'Alep, celle de Damas. Enfin les Fathimites profitèrent de tous ces troubles pour attaquer de nouveau la Palestine.

Telle était la situation de l'Asie occidentale quand la lutte entre l'Orient et l'Occident recommença par les croisades. Il n'est pas de notre sujet de raconter ces guerres célèbres; mais nous devons exposer quelles en furent les causes politiques, l'influence qu'elles ont eue sur les empires mahométans, ainsi que sur les relations de la France avec les peuples d'Orient.

§ II. — Causes politiques des croisades.

La bataille de Poitiers et le protectorat de Charlemagne sur les lieux saints avaient popularisé parmi les chrétiens d'Asie la croyance que les Francs étaient leurs défenseurs naturels, et qu'ils viendraient un jour les délivrer de la domination des infidèles. Aussi ces chrétiens, et surtout ceux de la Syrie, ne regardèrent pas la donation de Haroun comme une vaine politesse faite au grand empereur des Francs; ils considérèrent les successeurs de Charlemagne comme leurs protecteurs; ils bravèrent la tyrannie de leurs oppresseurs pour transmettre aux rois francs leurs plaintes sur la désolation des lieux saints; ils réclamèrent leur secours pour relever les églises détruites et protéger les pèlerinages. On a conservé à ce sujet la lettre de Hélie, patriarche de Jérusalem, adressée, en 881, « à tous les princes de l'illustre race du grand empereur Charles, aux rois, comtes, évêques, abbés de tous les pays des Gaules; enfin, à tous ceux qui adorent le Christ dans l'univers. » Ces plaintes augmentèrent quand, la Syrie étant tombée au pouvoir des khalifes du Caire, ennemis acharnés des khalifes de Bagdad, la donation de Haroun et les traités conclus avec Charlemagne se trouvèrent anéantis. Mais elles ne furent entendues que vers le onzième siècle, alors que l'Europe, sortie du travail d'enfantement de la société féodale, commençait à jouir de quelque repos, alors que la papauté jetait les fondements de sa monarchie universelle et que la ferveur religieuse se ranimait.

A cette époque, les pèlerinages en terre sainte se multiplièrent. « Alors, dit Raoul Glaber, on vit de toutes les extrémités de la terre accourir à Jérusalem d'innombrables fidèles, qui contribuaient à l'envi par leurs offrandes à restaurer la maison du Seigneur. D'abord le petit peuple, puis la classe moyenne, ensuite les rois les plus puissants, les comtes, les prélats; enfin, ce qui ne s'était jamais vu, beaucoup de jeunes nobles entreprirent le pèlerinage. « Bientôt ce ne furent plus des pèlerins isolés, mais des bandes nombreuses, de véritables armées qu'on vit partir pour la Palestine : en 1045, une troupe de sept cents hommes, conduite

par l'abbé de Saint-Victor; en 1050, une réunion plus nombreuse encore, que guidait Lietbert, évêque de Cambrai; enfin, en 1064, l'*armée du Seigneur*, forte de sept mille pèlerins, sous les ordres de Sigefroid, archevêque de Mayence, et de trois évêques, que protégeaient des barons et chevaliers de France et d'Allemagne. Ces expéditions devinrent bientôt inquiétantes, même pour les pays qu'elles traversaient. Les peuples encore peu civilisés de la Pannonie et des provinces du Danube, les Grecs dégénérés, les Sarrasins avides, commencèrent à rançonner et à maltraiter ces troupes nombreuses, qui ne se montraient plus comme autrefois sous les dehors de pauvres et dévots pèlerins, mais qui affichaient de l'orgueil, de l'arrogance et un tel luxe que les prêtres avaient des manteaux brodés en or, et les laïques des cottes resplendissantes d'argent. Les avanies et les mauvais traitements décimèrent ces caravanes; en Syrie, en Palestine, des combats sanglants furent livrés, et il est superflu de dire qu'ils tournèrent au détriment des chrétiens. D'autres caravanes, arrêtées et dépouillées à chaque station, se fondaient en route, et peu de pèlerins arrivaient jusqu'à Jérusalem. A leur retour en Europe, ces malheureux, couverts de vêtements en lambeaux, portant en main le bourdon et la gourde, allaient de ville en ville sollicitant la charité publique, en même temps qu'ils excitaient la compassion par le récit de leurs souffrances. De la pitié, les esprits passèrent à l'exaspération, et des cris de vengeance appelèrent bientôt aux armes tous les peuples de l'Occident [1].

Ainsi se préparait ce grand mouvement qui allait précipiter l'Occident sur l'Orient et renouveler la lutte entre ces deux parties du monde. La prédication de Pierre l'Ermite ne fut que l'occasion et non la cause de la première croisade. Depuis un demi-siècle, l'idée en était présente à tous les esprits; tout le monde en parlait, même les musulmans, qui voyaient avec crainte cette invasion prête à fondre sur eux. Déjà, en 1002, le pape Sylvestre II avait écrit, au nom de l'Église désolée de Jérusalem, à tous les chrétiens, pour les exciter « à lever l'étendard contre les Sarrasins. » Ce premier appel fut à peine entendu, le temps n'était pas encore arrivé. Mais quand l'islamisme eut retrempé son esprit de conquête par la conversion des Turcs, les chrétiens d'outre-mer poussèrent des cris de détresse vers l'Occident, et Constantinople vit avec effroi les infidèles planter leurs tentes devant le Bosphore Grégoire VII, qui siégeait alors dans la chaire de saint Pierre, convoqua les chrétiens à la guerre sainte (1075); il promit des secours à l'empereur d'Orient; il écrivit aux rois d'Europe : « Les chrétiens d'outre-mer ont envoyé humblement vers moi pour me prier de les secourir, afin que la religion évangélique ne soit pas chez eux, ce qu'à Dieu ne plaise, tout à fait anéantie. Et moi, touché d'une vive douleur, jusqu'à désirer la mort, car j'aimerais mieux mourir que de les abandonner, j'appelle, j'anime tous les chrétiens à défendre la loi du Christ, et à sa-

[1] César Famin, *Histoire de la rivalité des Églises chrétiennes en Orient*, p. 163.

crifier leur vie pour leurs frères. Les Italiens et les Français ont, par l'inspiration divine, accueilli mes conseils. Déjà plus de cinquante mille sont prêts, s'ils peuvent m'avoir pour chef dans cette expédition, à se lever en armes contre les ennemis de Dieu... » Cependant Grégoire VII n'eut pas la gloire de commencer les croisades. L'idée de la guerre sainte fermenta encore vingt ans; enfin, quand cette idée fut devenue la passion de la foule, quand le monde chrétien tout entier fut convaincu que c'était un devoir pour les Latins de porter leurs armes en Orient, il suffit de la voix d'un pauvre ermite pour soulever des milliers d'hommes et les précipiter sur l'Asie.

Les croisades furent donc pour les masses des guerres toutes religieuses qui n'eurent d'autre but que la délivrance du saint tombeau; mais, pour les papes et les princes, on pourrait dire qu'elles furent des guerres autant politiques que religieuses, si l'on pouvait, à cette époque, séparer la politique de la religion, qui était l'âme de l'état social, la mère de toutes les pensées, l'inspiratrice de toutes les actions. En effet, malgré les chroniques naïves et ignorantes qui nous représentent les chevaliers et les soldats de la guerre sainte comme animés du même zèle aveugle et barbare, on ne saurait douter que les chefs et surtout les conseillers de ces expéditions héroïques n'en comprissent au moins la portée humaine et la nécessité politique, s'ils n'y voyaient pas, selon nos idées modernes, une réaction légitime de l'Occident sur l'Orient. Ils sentaient qu'il fallait, pour sauver l'Europe, conquérir une partie de l'Asie; que la délivrance des chrétiens d'outre-mer était pour les Latins, non-seulement une question de charité, mais une question d'existence. C'est ce que témoigne la lettre du patriarche de Jérusalem, portée par Pierre l'Ermite au pape et aux princes chrétiens : « Les royaumes de l'Occident se croient en sûreté, disait le prélat; mais qui peut répondre du nom chrétien quand Jérusalem est gardée par les infidèles et qu'ils menacent de prendre Byzance? » — De même, Urbain II disait aux Francs dans le concile de Clermont : « Nation d'au delà des monts, aimée et chérie de Dieu, comme le prouvent vos exploits, nation distinguée de toutes les nations par votre foi et l'honneur que vous rendez à l'Église, que vos âmes s'émeuvent au souvenir de vos ancêtres! La terre que vous habitez a jadis été envahie par les Sarrasins, et l'Europe aurait reçu la loi de Mahomet sans la valeur de vos pères. Rappelez à votre esprit leurs dangers et leur gloire; ils ont sauvé l'Occident de la servitude; vous aussi vous délivrerez l'Europe et l'Asie... » Les mêmes pensées se retrouvent dans les lettres de Grégoire VII et, plus tard, dans celles de saint Bernard et de saint Thomas d'Aquin. « Ce sont les infidèles, disait saint Bernard, qui nous ont attaqués les premiers; notre glaive ne fait que repousser le leur. » — « Nous ne voulons pas les contraindre à croire, disait saint Thomas, mais les empêcher de nuire et de persécuter. » — Et après la prise d'Antioche, quand les sultans de Damas, d'Alep et de Mossoul vinrent attaquer les croisés, l'ermite Pierre, envoyé pour négocier avec

eux, les invita naïvement à laisser la Syrie au christianisme : « Les provinces que nous conquérons, leur dit-il, ont appartenu de tout temps à des peuples chrétiens, et comme tous les peuples chrétiens sont nos frères, nous sommes venus en Asie pour venger les outrages de ceux qui souffrent et défendre le patrimoine du Christ. Je vous adjure donc au nom de Dieu de nous laisser ce pays et de retourner dans les terres d'où vous sortez; nous conclurons avec vous une paix durable. »

Ainsi les croisades furent pour l'Europe chrétienne des guerres de défense et non d'agression, des guerres justes et nécessaires, des guerres de dévouement et de civilisation; elles eurent tous les résultats politiques qu'on devait humainement en attendre. Elles portèrent un coup si décisif à l'invasion mahométane, qu'il fallut ensuite à celle-ci trois siècles et demi de combats pour revenir devant les murs de Byzance, d'où les premiers croisés l'avaient chassée; et lorsque cette ville fut prise, la civilisation chrétienne, grâce à ces trois siècles et demi de combats, était si fortement assise, si invinciblement consolidée, que l'islamisme ne put aller plus loin, et qu'il est resté isolé dans le coin de terre européenne qu'il avait conquis. Le peuple qui contribua le plus à rendre à la chrétienté ce grand service fut le même qui l'avait déjà sauvée à Poitiers. La France était alors la première nation de l'Europe, le pays le plus chrétien et le plus guerrier, celui qui avait l'initiative de toutes les grandes actions; c'était elle, fille aînée de l'Église, que l'Orient appelait depuis trois siècles à sa délivrance. Les croisades furent, en effet, des guerres toutes françaises : les armées chrétiennes se composèrent presque entièrement de Français; on appela les croisades les *gestes de Dieu par les Francs*, et, plus tard, la *Franciade;* la destinée de la terre-sainte fut immédiatement liée pendant plusieurs siècles à celle de la France, et son histoire n'est, pendant cette période, qu'un épisode de notre histoire.

§ III. — Conduite des Grecs à l'égard des Latins.

Les établissements de la France en Asie n'eurent, comme l'on sait, qu'une durée éphémère. Des causes nombreuses amenèrent ce résultat : leur éloignement, l'affaiblissement de l'esprit religieux, les divisions des conquérants; mais la principale fut l'inimitié d'un peuple qui était intéressé plus que tous les autres au succès des croisades et qui a tout fait pour les rendre inutiles; nous voulons dire les Grecs.

Le schisme grec est l'élément le plus funeste de toute l'histoire moderne, celui qui a enfanté presque toutes les calamités de l'Europe, celui qui menace encore d'en accabler l'avenir. D'abord, il a brisé l'unité du monde romain, continuée

par le christianisme; ensuite il a ouvert, par la lâcheté de ses sectateurs, la porte de l'Occident à l'islamisme; enfin, il menace aujourd'hui de donner la domination de l'Europe orientale aux derniers nés de l'Église grecque, aux Russes.

L'empire byzantin, attaqué dès les premières années de l'islamisme, s'était vu, chaque fois que la ferveur musulmane se réveillait, dépouillé de quelque province et serré de plus près par ses irréconciliables ennemis. Il n'en était plus séparé que par la largeur du Bosphore, et les Turcs seldjoucides mesuraient déjà des yeux les murailles de Constantinople. Incapable de se défendre lui-même, il sentait qu'il ne pouvait être sauvé que par le secours des peuples occidentaux. Aussi l'empereur Alexis Comnène avait contribué lui-même à provoquer la croisade : en 1092 il avait adressé à Robert, comte de Flandre, qui passait à Constantinople au retour d'un pèlerinage, une lettre pathétique par laquelle il appelait l'aide des Francs : « Si l'on ne nous apporte un prompt secours, disait-il, la ville auguste subira le sort de la plus grande partie de l'empire. L'Occident verra-t-il sans le combattre le fléau qui va anéantir l'Orient? » Puis, après avoir fait le lamentable tableau des horreurs auxquelles sa capitale est exposée : « Si tant de motifs ne vous touchent pas, résisterez-vous à l'intérêt qui vous appelle dans nos opulentes contrées? Elles sont remplies de richesses; des ruisseaux d'or y coulent; il vous sera permis d'y puiser. Les femmes grecques, ajoutait-il, les plus belles de l'univers, peuvent devenir un digne prix de vos exploits. » Mais, à l'aspect des bandes pillardes de Pierre l'Ermite, Alexis fut effrayé du nombre de ses défenseurs. Ce n'était qu'à regret et par nécessité que les Grecs avaient recours aux peuples de l'Occident, qu'ils détestaient. « Ayons les Francs pour alliés, disaient-ils, mais non pour voisins. » Fière de sa civilisation en lambeaux, de sa science stérile, de sa fastueuse corruption, cette nation abâtardie avait conservé tout l'orgueil des anciens dominateurs du monde, et traitait de barbares ces peuples dont elle implorait le secours. Les Occidentaux n'étaient, à ses yeux, que des impies, des idolâtres, à l'égard desquels le parjure était permis et la trahison méritoire. Les armes des Turcs firent moins de mal aux Latins que le mauvais vouloir de leurs perfides alliés; et si les croisades n'eurent pas tout le fruit qu'on en pouvait attendre, il faut l'attribuer surtout à la haine jalouse de ceux qu'elles avaient pour but de protéger.

Dès leurs premiers pas dans l'empire grec, les Francs rencontrèrent la malveillance la plus marquée : l'armée du centre, composée de Français et de Normands d'Italie, ne s'ouvrit un passage dans l'Épire et la Macédoine que par la force; le frère du roi de France, qui la commandait, fut pris par trahison et retenu pendant quelque temps comme otage. Cependant, quand Alexis vit campée aux portes de Constantinople cette redoutable élite de la noblesse française, il prit soin de dissimuler ses intentions hostiles sous les plus vives démonstrations d'amitié. Il combla les principaux chefs de présents et de caresses,

et les éblouit en leur montrant ses trésors et la magnificence de sa capitale. Il eût été facile aux croisés de détruire à cette époque l'empire grec, de s'établir solidement à Constantinople, et l'on ne saurait calculer les conséquences qu'aurait eues un tel événement pour les destinées de l'Europe. Bohémond, fils du conquérant de Naples, en eut un instant la pensée : depuis leur établissement en Italie, les Normands avaient été aux prises avec les Grecs ; ils les appréciaient à leur juste valeur, et les détestaient autant que les musulmans. Robert Guiscard leur avait enlevé les îles Ioniennes et les côtes de l'Épire ; Bohémond lui-même s'était emparé de Janina et d'Okhrida, ces deux plateaux de la péninsule hellénique dont nous avons vu toute l'importance. Il avait de là pénétré jusqu'à Larisse en Thessalie, jusqu'à Véria en Macédoine, et n'avait été arrêté dans ses progrès que par les événements qui se passaient en Italie. Il proposa à Godefroy de Bouillon de se saisir de la cité impériale ; le pieux duc de Lorraine refusa en disant qu'il ne s'était armé que pour combattre les infidèles et délivrer le tombeau de Jésus-Christ. L'empereur attira Bohémond dans son palais, l'y logea, l'y combla d'honneurs et finit par le séduire. La plupart des chefs furent de même enivrés par les flatteries et gagnés par les largesses de leur hôte[1]. Enfin, le rusé monarque les amena à lui prêter serment de soumission et d'obéissance. La cérémonie fut magnifique : Alexis Comnène put se croire un instant le vrai successeur de Constantin, en voyant les vaillants fils de la Gaule plier le genou devant lui. Il promit de les suivre avec une armée ; quant à eux, ils s'engagèrent à remettre entre ses mains les villes qui avaient appartenu à l'empire et à lui rendre hommage pour leurs autres conquêtes. Les croisés passèrent enfin le Bosphore et se mirent en route à travers la Bithynie. Aussitôt ils se virent harcelés par les Turcs, qui avaient été avertis par les Grecs eux-mêmes de la marche de l'armée. Nous n'avons pas à retracer l'histoire de cette première croisade ; on sait par quelles pertes et quelles fatigues l'armée chrétienne parvint à s'ouvrir un chemin jusqu'en Palestine ; comment elle gagna sur le sultan de Roum, Kilidj e-Arslan, la bataille de Nicée ; comment elle vainquit les sultans d'Alep et de Damas à Antioche. La puissance des Seldjoucides en fut ruinée, et les Fathimites en profitèrent pour rentrer en Syrie et reprendre Jérusalem. On sait comment les croisés s'emparèrent de la ville sainte et fondèrent le royaume de Jérusalem, les principautés d'Antioche, de Tripoli, d'Édesse ; on sait enfin par quels efforts héroïques, par quels prodiges de valeur ils durent défendre leurs conquêtes.

[1] Étienne, comte de Blois, écrivait à sa femme : « L'Empereur m'a reçu comme son fils et m'a comblé de riches présents. De tous les chefs de l'armée, je suis celui à qui il a témoigné le plus de confiance et à qui il accorde le plus de faveur. Il y a plus, ma chère amie, il m'a demandé un de mes fils ; il veut l'élever à un tel degré d'honneur qu'il n'aura rien à envier aux nôtres. En vérité, il n'y a pas un prince tel qu'Alexis sous le soleil. »



Jerusalem



§ IV. — Deuxième croisade. — Établissement des Normands en Albanie.

Les États musulmans de la Syrie ayant été bouleversés par l'invasion chrétienne, Emadeddin-Zengui (que les historiens des croisades appellent Sanguin), *atabek* ou gouverneur de l'Irak-Arabi, se rendit maître de Mossoul (1122) et de tous les pays jusqu'à Damas ; puis il battit partout les chrétiens et prit Édesse d'assaut. Ce fut l'occasion d'une nouvelle croisade, et deux armées, conduites par Louis VII, roi de France, et Conrad III, empereur d'Allemagne, se dirigèrent vers Constantinople. La conduite des Grecs fut encore plus odieuse que la première fois. « Mon empire s'est réjoui, écrivait l'empereur Manuel au pape Eugène, en apprenant le grand mouvement qui se fait en France pour notre délivrance. » Et cependant « il n'y eut méchanceté, dit un historien grec, que l'empereur ne fît et n'ordonnât de faire aux croisés, pour servir d'exemple à ceux qui viendraient après eux. » Le patriarche de Constantinople disait que les Francs étaient des chiens, non des hommes, et que l'effusion de leur sang effaçait tous les péchés. Aussi l'évêque de Langres, qui était dans l'armée française, conseilla à Louis VII de s'emparer de Constantinople, afin de punir ces perfides alliés, pires que des ennemis, et de faire communiquer sans obstacle l'Europe avec ses colonies d'Asie. « Les hérétiques, disait-il, n'ont pas su défendre la chrétienté et le saint sépulcre, et il viendra un temps où leur lâcheté laissera prendre Constantinople et ouvrira ainsi aux infidèles l'entrée de l'Occident. C'est à nous de prévenir ce désastre : la nécessité, la patrie et la religion nous commandent de ne pas laisser derrière nous une ville de traîtres. » Le faible Louis VII, qui ne voyait dans la guerre sainte qu'un acte de dévotion, répondit à l'évêque : « Nous sommes venus en Asie pour expier nos péchés, non pour punir les Grecs, d'ailleurs le pape n'a rien ordonné à ce sujet. » Et l'armée chrétienne périt presque entièrement sous les coups des Grecs ; et la croisade n'eut aucun succès, et le roi de France lui-même, à son retour, fut pris en mer par les Grecs, et ne dut sa liberté qu'à la valeur des Normands de Sicile.

Quelques années après, les Normands furent sur le point de mettre à fin le projet si hardi de l'évêque de Langres. Roger II, roi de Sicile, reprit la guerre de Guiscard contre les Grecs. En 1148, il débarqua en Afrique, s'empara de plusieurs villes et força les rois de Tunis et de Tripoli à lui payer tribut. En 1153, il attaqua l'empire d'Orient, ravagea l'Épire, l'Acarnanie, l'Étolie, se donna le titre de roi de ces provinces et en distribua les terres à ses chevaliers ; puis il prit Thèbes, Athènes, Corinthe, entra dans la Thessalie, dans la Macédoine, et alla brûler les faubourgs de Constantinople. Ces conquêtes étaient trop étendues pour être durables ; néanmoins les Normands se maintinrent pendant cinquante ans dans une partie de la Macédoine et de la Thessalie, où l'on trouve encore les

ruines de leurs châteaux forts, et ils formèrent des établissements permanents dans l'Albanie. La barrière de leur domination dans ce pays était marquée au delà du Pinde par une ligne de petites villes ou stations, dont Prespa, Pelagonie, Sosque, Motysque, étaient les principales. Raguse, Scodra, Durazzo, Butrinto, Berat, Avlone, devinrent des seigneuries vassales de la Sicile; les rives du Drin, de l'Apsus, de l'Aoüs, se couvrirent de châteaux dont les débris existent encore. Tout le pays fut ramené à l'obéissance de Rome, et des églises latines furent fondées, où l'on trouve encore aujourd'hui les piliers octogones et les chapiteaux gothiques de l'architecture normande. Enfin, la population catholique de ce pays, les Mirdites[1], eut sa destinée si intimement liée à celle des aventuriers normands, qu'elle prétend aujourd'hui avoir avec les Français une origine commune, qu'elle porte encore un costume qui rappelle celui des croisés, qu'on voit sur ses armes des fleurs de lis pour ornements, que sa langue renferme des mots français, enfin que le château qui était le chef-lieu de la contrée porte encore un nom français, le *Rocher*, ou, selon les géographes vénitiens, *Orocher*.

§ V. — Noureddin et Saladin.

Noureddin, fils de Zengui, profita des défaites des chrétiens pour s'emparer de toute la Syrie sur les autres sultans, puis il intervint en Égypte.

A cette époque les khalifes fathimites, réduits à la nullité, laissaient toute l'autorité à leurs ministres; et plus d'une fois l'Égypte avait été ensanglantée par les discordes de ceux qui se disputaient le titre de vizir. En 1163, un vizir déchu sollicite, pour se rétablir, le secours de Noureddin. Celui-ci profite de cette occasion, et envoie en Égypte une armée commandée par Sirkouk et par son neveu Salaheddin ou Saladin, fils d'Ayoub. Le vizir égyptien, rétabli par les armes des Syriens, se brouille bientôt avec ses protecteurs; il appelle le roi de Jérusalem à son secours, et l'Égypte devient, de 1164 à 1169, le théâtre d'une guerre acharnée. A la fin, elle reste aux mains des Syriens; Sirkouk a pris le titre de vizir; il lègue son pouvoir à son neveu. Bientôt après, le khalife étant mort, Saladin ne lui donne pas de successeur, et gouverne au nom du khalife de Bagdad et du sultan de Syrie (1171). Ce fut la fin de l'empire des Fathimites, qui avait duré cent soixante-deux ans. Sur les débris de cet empire s'élevait une nouvelle dynastie jeune et vigoureuse, qui allait ruiner les colonies chrétiennes et rendre pendant quelque temps à l'empire de l'Islam son unité et sa puissance.

En 1173, Noureddin, qui commençait à prendre ombrage de la trop grande puissance de son lieutenant, meurt; aussitôt Saladin prend le titre de sultan

[1] Voyez page 50.

d'Égypte, et commence la dynastie des *Ayoubites*. Puis il envahit la Syrie et s'en empare sur les fils de Noureddin et sur les princes chrétiens. Le petit royaume de Jérusalem est alors cerné de tous côtés. Après de longues discordes, une bataille est livrée sous les murs de Tibériade, le 3 juillet 1187, qui décide du sort de la Palestine. Jérusalem, trois mois après, capitule, et il ne reste plus aux chrétiens que trois places en Orient, Antioche, Tyr et Tripoli.

Ce désastre jeta l'Europe dans une profonde consternation, et une troisième croisade fut résolue : elle fut conduite par Philippe-Auguste et Richard Cœur-de-Lion. On sait quel en fut le résultat : les chrétiens versèrent plus de sang pour s'emparer de Ptolémaïs qu'il n'en fallait pour conquérir toute l'Asie. Un traité fut conclu avec Saladin, qui leur laissa toutes les villes du littoral et un chemin pour aller en pèlerinage à Jérusalem.

Saladin mourut l'année suivante (1193). Il avait un moment réveillé la ferveur religieuse et l'esprit guerrier des musulmans; mais son empire périt avec lui, et ses États furent partagés entre ses fils et son frère Malek-Adhel-Seipheddin.

§ VI. — Prise de Constantinople par les Latins. — Établissements des Français en Grèce.

Cependant les trahisons des Grecs envers les Latins avaient continué pendant la troisième croisade : la défaite de Tibériade, la prise de Jérusalem, avaient été regardées à Constantinople comme des victoires; l'armée de Philippe-Auguste dut prendre la voie de mer pour aller en Syrie, afin d'éviter le sort d'une armée allemande qui, ayant traversé l'Asie Mineure, périt presque entière par la perfidie des Grecs; enfin ceux-ci avaient mis le comble à leurs crimes envers l'Occident (1082) par un massacre général des Latins établis à Constantinople, massacre fait à l'instigation des prêtres byzantins, où les femmes, les enfants, les malades, furent enveloppés, et après lequel quatre mille malheureux, échappés aux meurtriers, furent vendus aux Turcs comme esclaves.

A cette nouvelle, l'Europe fut saisie d'un violent désir de vengeance, et, quelques années après, une nouvelle croisade ayant été prêchée, les seigneurs français qui prirent la croix se laissèrent persuader par les Vénitiens « que la terre d'outre-mer ne pourrait jamais être recouvrée que par la Grèce. » La conquête de Constantinople fut résolue.

On sait comment cette conquête s'effectua : Constantinople fut prise d'assaut après un siége de trois jours (10 avril 1204). Le désastre fut épouvantable; malgré les efforts des chefs et des prélats, les soldats ne respectèrent rien, ni les monastères, ni les églises, ni les vieillards, ni les femmes; ils portèrent le massacre jusque dans le sanctuaire, dévastèrent Sainte-Sophie et s'enivrèrent dans les vases sacrés. Cette ville, la plus riche de l'Europe, fut mise tout entière au pillage : les chefs-

d'œuvre de l'art antique qui décoraient ses monuments et ses places publiques furent mis en pièces et fondus par les barbares vainqueurs; les traces de leurs ravages existent encore. « Bien témoigne, dit l'historien de cette conquête, Geoffroy de Villehardouin, le mareschal de Champagne, à son escient et pour vérité, que depuis les siècles ne fut tant gagné en une ville. » Et après avoir raconté ces effroyables désordres, le chroniqueur ajoute naïvement : « Ainsi firent les pèlerins et les Vénitiens la Pasque fleurie et la grande Pasque après, en celle honneur et en celle joie que Dieu leur eut donnée. »

Les nouveaux maîtres de Constantinople se partagèrent l'empire, « la balance à la main, dit la Chronique de Morée, de telle sorte que chacun eut une part proportionnée à sa puissance. » Baudouin, comte de Flandre, fut élu empereur; Boniface de Montferrat fut créé roi de Macédoine ou de Thessalonique; le doge Dandolo, au nom de Venise, fut *despote* de Romanie, ayant la moitié de Constantinople sous ses lois Toutes les provinces furent partagées, et, comme on n'avait aucune idée de l'étendue et des limites de l'empire, on se distribua le royaume des Mèdes, celui des Parthes, Iconium, Alexandrie, etc.; on échangeait, on jouait, on vendait sa part. « Constantinople fut pendant plusieurs jours un marché où l'on trafiquait de la mer et des îles, des peuples et de leurs richesses. » Bientôt les vingt mille vainqueurs se dispersèrent pour aller prendre possession de leurs États: les côtes de la Propontide et du Bosphore, celles de la mer Noire et de l'archipel, furent conquises; la Bithynie appartint au comte de Blois; le Péloponèse devint la principauté d'Achaïe et fut acquis par les Villehardouin; Athènes fut soumise par un seigneur Bourguignon, et plus tard érigée en duché par saint Louis; Thèbes échut à des chevaliers picards; il y eut des seigneurs français à Cyzique, à Nicomédie, à Larisse, dans les Cyclades, etc.

La prise de Constantinople par les Latins aurait dû avoir la plus grande influence sur les destinées de l'Orient; mais ce ne fut encore qu'un brillant fait d'armes, qu'un acte de chevaliers et de coureurs d'aventures. Un siècle plus tôt, cet événement eût peut-être pour jamais rattaché à l'Europe les contrées chrétiennes de l'Orient; à cette époque, il leur fut plutôt funeste, en ce qu'il changea l'esprit des croisades et les détourna de leur véritable but : on n'alla plus qu'en Grèce au lieu d'aller en Palestine. Mais cette conquête si brusque, si imprévue, si merveilleuse, donna au nom français le plus grand éclat. Le nouvel empire était tout français, on l'appelait la *Nouvelle-France;* les mœurs, la langue, les lois de notre pays, se trouvèrent transportées dans la patrie d'Aristide et de Léonidas; nos lourds châteaux s'élevèrent sur les débris des temples de Jupiter; la gloire de nos chevaliers se mêla à la vieille gloire des héros de Marathon et de Platée. « On disait, raconte un contemporain, que la plus noble chevalerie du monde était celle de Morée; on parlait aussi bien français en ce pays qu'à Paris. » Il faut lire, dans l'histoire de Constantinople sous la domination française, quelles nom-

breuses et continuelles relations unirent alors la Grèce à la France, combien de familles illustres étaient intéressées à cette conquête, que de vaisseaux, d'aventuriers, de marchands, abordaient en ce pays, surtout quand la Morée se trouva inféodée par mariage au royaume de Naples, conquis par Charles d'Anjou; il y eut alors dans cette contrée de beaux faits d'armes et de grandes prouesses, témoin le combat de Prinitza, où vingt mille Grecs et Bulgares furent mis en déroute par trois cents chevaliers français; mais ce magnifique épisode de nos annales n'a eu que des chroniqueurs obscurs, et, par un oubli trop commun dans notre patrie, il n'est pas d'histoire moins connue, moins populaire que celle de notre domination dans la Grèce. A peine si quelques savants ont cherché à en relever les glorieux débris[1], et lorsque nos soldats, il y a moins de trente ans, venaient donner l'indépendance à la Grèce, aucun historien ne rappela à l'attention publique qu'au treizième siècle la France était maîtresse de ce pays, que la principauté d'Achaïe était alors un État français qui avait une organisation féodale régulière, et pour limites le Pinde, les Cyclades, les îles Ioniennes; que les villes de Misitra, de Klemoutzi, de Karitène, ainsi que les forts d'Akova, de Geraki, de Nicli, d'Andravida, avaient été fondés par nos ancêtres; que des Français avaient été palatins de Zante, marquis de Bodonitza, barons de Karitène; que les princes d'Achaïe, dont aujourd'hui l'existence est ignorée, avaient eu dans leur cour des Brienne, des la Trémouille, des Châtillon, des Courtenay, et que leurs derniers successeurs furent des Valois et des Bourbons.

On sait que les Français ne restèrent sur le trône de Byzance que pendant un demi-siècle; mais leur domination se maintint en Grèce, avec des fortunes très-diverses, pendant deux cent cinquante ans. Au quinzième siècle, Louis, duc de Bourbon, portait encore le titre de prince d'Achaïe, et envoyait dans ce pays l'un de ses chevaliers pour recevoir l'hommage de ses vassaux. Nous verrons que le sabre des Turcs ne détruisit pas toutes les seigneuries françaises, et que les titres en furent portés par des familles de France jusqu'au dix-huitième siècle. Les évêchés latins, fondés à l'époque de la conquête, subsistèrent pendant cinq ou six cents ans; il en reste encore quelques-uns, et le droit de protéger les catholiques de la Grèce est resté à la France jusqu'à nos jours. Enfin, les voyageurs modernes racontent avec quelle émotion ils ont vu en Grèce des traces de la domination française, des murs de vieux manoirs, des débris d'églises latines, des tombeaux français à côté des tombeaux helléniques, et, dans les ruines d'Argos et d'Athènes, des armoiries françaises, des fleurs de lis, des croix du moyen âge.

[1] Voir l'ouvrage de Buchon : *Éclaircissements historiques sur la principauté française de Morée*, etc.

§ VII — Invasion des Mongols. — Croisades de saint Louis. — Entreprises de Charles d'Anjou.

A l'époque où nous sommes arrivés, c'est-à-dire au commencement du treizième siècle, l'islamisme était maître presque sans partage de toute l'Asie occidentale; mais, encore bien que les Fathimites ne comptassent plus que comme sectaires vaincus et réduits à l'impuissance, il était sans force, livré partout à l'anarchie, divisé en une multitude de sectes, partagé en plusieurs États ennemis. Le khalifat de Bagdad n'était plus qu'un nom. La sultanie d'Iconium, composée d'innombrables petites principautés, allait être emportée dans la première tempête. La sultanie du Caire était tombée aux mains d'un homme énergique, Malek-Adhel, qui avait réuni sous sa domination les héritages des fils de Saladin; mais, après sa mort, son empire fut partagé entre ses fils. Malek-Kamel, qui eut l'Égypte en sa possession, repoussa une nouvelle croisade, la cinquième, conduite par des seigneurs français et allemands (1221); il eut pour successeur Malek-Sahel, dont nous reparlerons. Enfin, il s'était formé dans le Turkestan, le Khorassan et l'Irak persique, un nouvel empire, qui date de 1127, celui des Khouarismiens, qui renouvela la domination des Ghaznevides, et menaça de destruction le khalifat de Bagdad.

Telle était la situation de l'Asie occidentale, quand elle fut bouleversée par de nouveaux envahisseurs à l'ombre desquels allaient apparaître les restaurateurs de l'islamisme, les Turcs ottomans.

Ces envahisseurs étaient les Mongols, de la grande famille tartare, et qui avaient conservé toute leur barbarie primitive, leur ardeur du pillage, leur sauvage amour du sang et de la guerre. Ils étaient conduits par Genghis-Khan, né en 1163, sur les bords de l'Onon, et qui, après avoir conquis la Tartarie, la Chine et l'Inde, se dirigea vers l'Occident et rencontra l'empire des Khouarismiens, qui fut bouleversé. Genghis mourut en 1227. Son fils Octaï acheva la conquête de cet empire; les Khouarismiens, vaincus et refoulés par les Mongols, se jetèrent sur la Syrie, la ravagèrent, s'emparèrent de Jérusalem, et en massacrèrent tous les habitants (1244). Le sultan du Caire, Malek-el-Sahel, fit alliance avec eux; les chrétiens s'unirent avec le sultan de Damas, présentèrent la bataille aux Khouarismiens, et furent complétement vaincus. Les colonies chrétiennes semblaient perdues, quand les Khouarismiens entrèrent en lutte avec le sultan du Caire, et furent détruits dans deux batailles. La Syrie retomba sous la domination du sultan d'Égypte.

Ce fut dans ces circonstances que le roi Louis IX essaya de restaurer la puissance française en Orient par une nouvelle croisade. Il avait des plans complets de colonisation pour l'Égypte et pour la Syrie; il emmena des laboureurs et des

artisans avec lesquels il aurait repeuplé la terre sainte; il devait donner des armes à toute la population chrétienne de ces contrées, réunir à elle les Mongols, qu'on croyait alors disposés à suivre la loi évangélique, et mettre fin à la religion et à l'empire des mahométans. Ceux-ci furent effrayés de ces préparatifs, et « l'on crut partout, dit un historien arabe, que l'islamisme était perdu sans ressource. » On sait comment tous ces projets échouèrent : ils échouèrent parce que les chrétiens d'outre-mer avaient été trop décimés par un siècle de désastres pour qu'ils pussent donner aux croisés de sérieux secours, parce que les relations entamées avec les Mongols servirent seulement à démontrer que l'Asie centrale ne connaissait qu'un peuple à l'Occident, les Francs, dont elle recherchait l'amitié; ils échouèrent surtout parce que l'enthousiasme des croisades n'existait plus que dans le cœur du saint roi. Aussi ne fit-il que retarder la perte de la Palestine en se dévouant obscurément pendant quatre années à relever les murs des dernières places chrétiennes, à assurer l'existence de nos derniers comptoirs de commerce, à bâtir des églises qui sont encore les seules qui existent dans le pays; mais le héros du moyen âge laissa en Orient des souvenirs de gloire qui sont encore pour la France son meilleur titre au protectorat des catholiques d'outre-mer, et les fellahs des bords du Nil répètent encore la chanson qui rappelle, avec la bataille de Mansourah, la bravoure du sultan chrétien.

La croisade de saint Louis amena dans la sultanie du Caire une nouvelle révolution, dont les conséquences se sont fait sentir jusqu'à nos jours.

Le sultan Nedj-Eddyn s'était formé une cavalerie redoutable avec des esclaves qu'il avait achetés en Circassie, et qu'on appelait *mameluks;* cette milice, semblable à celles que les khalifes s'étaient jadis donnée, arriva promptement dominer ses maîtres. Nedj-Eddyn étant mort pendant les batailles livrées aux croisés, le chef des mameluks, Bibars, s'empara du pouvoir, massacra le dernier ayoubite, et fonda ainsi une domination qui devait durer jusqu'au commencement du dix-neuvième siècle (1268).

Avant de suivre l'islamisme dans ses autres révolutions, voyons quelles furent les dernières entreprises faites pour restaurer la puissance française dans la Méditerranée. Ce fut un frère de saint Louis, homme d'un génie audacieux et entreprenant, qui l'essaya. Charles d'Anjou, déjà comte de Provence et seigneur du Piémont, devint *protecteur* des républiques lombardes, et *vicaire impérial* en Italie; ensuite il se fit nommer *podestat* de Florence et *sénateur* de Rome, c'est-à-dire chef civil de ces deux États; enfin il obtint de la papauté, qui en dépouilla la maison de Hohenstauffen, les couronnes de Naples et de Sicile avec leurs annexes. Alors maître de l'Italie, de la Sardaigne, de la Sicile, de Malte, des îles Ioniennes, ayant fondé à Nice et à Messine des arsenaux qui lui permirent d'avoir en mer jusqu'à deux cents vaisseaux, il marcha à la domination

entière de la Méditerranée par les voies qu'avaient suivies les rois normands. Il résolut d'abord de conquérir la côte septentrionale de l'Afrique, tributaire, depuis les Normands, des rois de Sicile, et il fit entrer son frère dans cette expédition. C'était, disait-il, le moyen de couper en deux tronçons l'islamisme, qui se trouverait isolé à la fin en Espagne et en Egypte, quand Tunis et Tripoli auraient été rendues à la loi de l'Évangile. L'expédition échoua, et les ruines de Carthage virent pour dernière gloire la mort du plus saint homme qui ait honoré un trône. Mais Charles arriva en partie à son but : un traité fut conclu avec le roi de Tunis, par lequel celui-ci payait aux rois de France et de Sicile un tribut annuel de vingt mille onces d'or, ouvrait ses ports au commerce des Francs et laissait les chrétiens de ses États libres d'exercer leur culte.

Alors Charles aspira au trône de Byzance, retombé en 1261 aux mains caduques des Grecs, et il se prépara à cette conquête en faisant passer dans sa maison les principautés d'Achaïe et d'Albanie. Il obtint la première en mariant l'un de ses fils à l'héritière des Villehardouin, et c'est ainsi que la souveraineté de la Morée s'en alla dans la famille des Valois et ensuite dans celle de Bourbon. Il obtint la deuxième en faisant valoir les droits des rois de Sicile sur les colonies fondées par les Normands, colonies où s'étaient établis plusieurs princes grecs après la dissolution de l'empire d'Orient, mais qui n'avaient pas cessé d'appartenir à l'Église romaine : en effet, il fut reconnu (1272) comme suzerain ou roi d'Albanie par les chefs demi-sauvages de ce pays; et c'est alors que plusieurs familles provençales allèrent s'établir dans l'Albanie, où des dynasties françaises furent fondées. La plus célèbre de ces dynasties est celle des ducs de Durazzo (Dyrrachium), qui commença dans Philippe de Tarente, en 1294, et eut pour troisième prince le fameux Charles de Durazzo, usurpateur du royaume de Naples. Le dernier duc de cette maison vendit (1373) Durazzo à une de ces familles françaises établies en Albanie sous Charles d'Anjou, les *Balsa*, qui venaient de l'illustre maison provençale des *Baux*, et étaient seigneurs de Zenta, de Scodra, de Croïa, d'Avlone, etc. Les *Balsichides* devinrent alors la plus puissante famille de l'Épire; ils s'emparèrent de l'Acarnanie et de l'Étolie, d'une partie de la Thessalie et même de plusieurs villes de Macédoine; mais ils perdirent successivement toutes leurs conquêtes de 1383 à 1421 par les armes des Turcs et furent réduits à un petit territoire chez les Mirdites, où l'on croit que leurs descendants existent encore.

Charles d'Anjou, dès qu'il fut assuré de l'Albanie, commença son expédition contre Constantinople; mais l'empereur grec s'était préparé à détourner l'orage par une conjuration tramée avec les seigneurs de Sicile; et l'avant-garde napolitaine venait à peine de débarquer à Avlone, que les *vêpres siciliennes* éclatèrent (1281). Ce fut un coup terrible, non-seulement pour la puissance de Charles, qui ne fit plus que décroître, mais encore pour la domination française dans la Médi-

terranée, qui fut presque entièrement anéantie pendant deux siècles. Le roi de Naples s'efforça vainement de restaurer cette domination par les moyens qui l'avaient donnée à la France, c'est-à-dire par les croisades. Il se fit céder par Marie d'Antioche ses droits au trône de Jérusalem; il envoya un de ses barons avec une petite flotte en Palestine pour y recevoir l'hommage de quelques seigneurs qui tenaient encore Ptolémaïs et plusieurs châteaux; il renoua l'alliance avec les Mongols; enfin il obtint de son neveu, Philippe le Hardi, qu'il reprît la croix. Mais le temps des guerres saintes était fini; Charles mourut en 1285, sans avoir rien pu faire pour reprendre son royaume de Jérusalem; six ans après, Ptolémaïs tomba au pouvoir des mameluks d'Égypte (1291), et la population chrétienne de la Syrie fut forcée de se soumettre à l'islamisme ou réduite en servitude. Une partie seule resta indépendante : ce fut le Liban habité par les Maronites et les Druses, populations dont nous parlerons plus tard et qui demeurèrent unies d'affection et de souvenir aux Français, auprès desquels les Maronites avaient glorieusement combattu et dont les Druses prétendaient descendre.

§ VIII. — Suite des conquêtes des Mongols. — Destruction du khalifat de Bagdad. — Résumé des six siècles précédents.

Pendant ce temps, les Mongols continuaient leurs conquêtes; et leur empire, à la fin du douzième siècle, s'étendait des extrémités orientales de l'Asie aux bords de l'Euphrate et de la Caspienne. Sous Gaïouk, petit-fils de Genghis, ils passèrent dans les vastes steppes qui sout au nord de la Caspienne, soumirent le Kaptschak (entre l'Oural, le Wolga et le Don), firent la conquête de la Russie, dévastèrent la Pologne, la Silésie, la Moravie, pénétrèrent jusqu'en Hongrie. Ils incendiaient les villes, massacraient les populations, ruinaient tout dans leur marche dévastatrice; ils semblaient avoir pris à tâche, non de se faire un grand empire, mais d'anéantir toute civilisation, tout établissement, et jusqu'à la race humaine. Plusieurs millions d'hommes périrent dans ces invasions gigantesques.

Cependant, comme les Mongols paraissaient principalement acharnés contre les peuples mahométans, comme ils avaient passé à côté de la terre sainte sans y toucher, comme on savait qu'il existait dans le centre de l'Asie, depuis le sixième siècle, certaines peuplades chrétiennes, et entre autres celles qu'on disait gouvernées par le fabuleux Prêtre-Jean, avec lesquelles les Mongols avaient des relations amicales, on crut en Europe qu'il serait possible de convertir ces conquérants idolâtres à la religion chrétienne et de tourner leurs armes à la destruction entière de l'islamisme. Ce fut l'objet de plusieurs ambassades qui furent envoyées par les papes aux khans des Mongols, et surtout de celle qui fut envoyée par saint Louis en 1253, et dont fut chargé le franciscain Rubruquis avec plusieurs autres moines. On assurait que le grand khan Mangou, quatrième successeur de Genghis, venait

de se convertir au christianisme, à la prière du roi d'Arménie. Mangou fit bon accueil aux envoyés du roi de France ; mais cette ambassade, disent les savants auteurs de l'*Art de vérifier les dates*, fut un malentendu perpétuel : les ambassadeurs parlaient latin, et les Tartares leur répondaient dans leur langue. Rubruquis et ses confrères proposèrent au khan de se faire chrétien ; ils lui montrèrent la croix et l'image de la Vierge, qu'ils encensèrent en sa présence; ils étaient revêtus de belles chapes et chantaient le *Salve Regina*. L'empereur tartare, faute d'un bon interprète, prit tout cela pour des hommages qui étaient rendus à sa personne, au nom et de la part de saint Louis. Il en parut fort content, fit boire aux ambassadeurs du lait de jument aigri, boisson favorite des Tartares, et les renvoya avec quelques présents et une lettre à saint Louis, dans laquelle, prenant le titre de Fils de Dieu et de Souverain des seigneurs de la terre, il ordonnait à ce monarque de se conformer aux lois du grand Genghis-Khan, s'il voulait obtenir son amitié. Ce fut tout le résultat de cette ambassade singulière, qui nous a fait connaître, par le curieux récit de Rubruquis, l'intérieur de l'Asie.

A cette époque, Mangou était occupé à détruire l'État des ***Bathéniens*** ou ***Assassins***[1]. C'était moins un État qu'une des nombreuses sectes sorties de l'islamisme; mais celle-ci, plus barbare, plus fanatique, ressemblait aux tribunaux secrets qui ont existé en Europe dans le moyen âge. Cette secte avait pris naissance un peu avant les croisades ; son prophète, Hassan, ennemi des musulmans comme des chrétiens, s'était donné la mission de redresser tous les torts et de punir tous les crimes, en envoyant ses sectateurs assassiner celui qu'il désignait à leurs coups. Elle fit trembler les princes occidentaux pendant deux siècles ; son chef, connu des Européens sous le nom de Scheik-al-Djebel, ***Vieux de la Montagne***, résidait dans les montagnes de l'Irak persan ; ses adhérents, répandus dans toute l'Asie occidentale, exécutaient aveuglément ses ordres sanguinaires, et immolaient tous ceux dont l'association avait eu à se plaindre; trois khalifes furent ainsi tués par eux aussi bien que plusieurs héros des croisades; enfin ils possédaient des postes fortifiés dans toute la Syrie, d'où ils pillaient les routes et les caravanes. Les Mongols les traquèrent dans leurs retraites, et leur dernier chef vint se remettre entre les mains de Mangou-Khan.

Celui-ci avait réclamé pour cette expédition l'aide du khalife de Bagdad ; il se vengea de son refus en envoyant son frère Houlagou contre la capitale de l'islamisme. Houlagou enleva la ville d'assaut, la saccagea pendant sept jours et en enleva de prodigieuses richesses. Quant au khalife, Mostasem, le cinquante-sixième depuis Aboubekre, et le trente-septième Abasside, il fut mis à mort avec sa famille (1258), et c'est ainsi que finirent la race et l'empire des Abassides.

[1] C'est-à-dire buveurs de *haschich*, boisson enivrante dont s'abreuvaient les Bathéniens, et dont les vapeurs leur faisaient croire qu'ils voyaient les délices du paradis.

Dans le même temps, un autre lieutenant du khan s'était avancé dans l'Asie Mineure et avait tout soumis jusqu'au Bosphore. Les Seldjoucides d'Iconium conservèrent néanmoins pendant trois générations le vain titre de sultans, sous la domination des Mongols; le dernier, comme nous le verrons, fut renversé en 1307. Après Mangou-Khan, l'empire gigantesque des Mongols se divisa: pendant qu'une dynastie s'établissait en Chine, une autre branche de la famille de Genghis régna sur la Perse et l'Asie occidentale; mais cet empire ne prit pas grande consistance : toutes ses forces furent employées à disputer assez malheureusement aux sultans d'Égypte la possession de la Syrie. Peu faits d'ailleurs pour fonder, les Tartares ne régnaient que sur des ruines; ils étaient restés, au bout d'un siècle, aussi ignorants et aussi barbares que du temps de Genghis-Khan. Leurs chefs protégeaient tantôt le mahométisme, tantôt le christianisme, tantôt le judaïsme; ils flottèrent toujours entre ces religions rivales et n'en adoptèrent aucune définitivement. Plutôt campés qu'établis dans les provinces qu'ils avaient rendues désertes, ils n'essayèrent pas de les gouverner. Toute leur action se concentra bientôt sur la Perse, où ils résidaient, et sur les provinces voisines; les plus éloignées du centre de leur domination furent abandonnées aux ravages des hordes errantes; de toutes parts, des gouverneurs devenus indépendants, d'anciens émirs musulmans, essayèrent de s'y former des États réguliers; et c'est ainsi qu'au milieu de cette anarchie grandit inaperçue la puissance des Ottomans.

Avant d'entrer dans l'histoire proprement dite des Ottomans, il est nécessaire de jeter un coup d'œil en arrière sur les six siècles que nous venons de parcourir. Dès l'abord, le premier sentiment qu'on éprouve, c'est l'épouvante, c'est l'horreur : ces révolutions perpétuelles, ces empires qui s'établissent, se succèdent, se culbutent avec tant de facilité; ces guerres, ces batailles, ces massacres qu'on ne saurait énumérer; cette effroyable consommation d'hommes, où l'espèce humaine semble uniquement le jouet du génie du mal; ce pêle-mêle d'événements sans suite, sans pensée, sans résultat, donneraient à croire que l'islamisme n'a produit que des ruines et n'a régné que sur des cadavres. Mais, s'il faut attribuer à cette religion du glaive, de la guerre, de la conquête, une bonne part de ces grandes calamités, il ne faut pas oublier que les pays qui en furent le théâtre sont ceux où les révolutions sont les plus fréquentes, les empires les plus éphémères, les conquêtes les plus faciles; c'est le pays où, avant les Omar, les Saladin, les Genghis-Khan, les Sésostris, les Cyrus et les Alexandre se sont fait en courant de vastes dominations et une sanglante renommée; c'est le pays où les peuples se laissent insouciamment subjuguer, où ils changent de maîtres comme de vils troupeaux, où ils tendent le cou au bourreau sans regret comme sans murmure.

La cause de tout ce mal est donc moins dans les institutions que dans les hommes. Le Koran ne l'a pas produit; il n'a fait que le continuer; mais il serait souverainement injuste d'oublier qu'il a fait autre chose que du mal, que l'histoire de

la civilisation lui doit une de ses plus belles pages, que le génie arabe a ouvert de nouvelles voies à l'esprit humain, et continué l'œuvre intellectuelle des Grecs et des Romains. Il a produit une vaste et merveilleuse littérature, des ouvrages de mathématiques et de philosophie, qui ont fait sentir leur bienveillante action sur toute l'Europe, de précieuses inventions dans les arts, de fécondes industries, des édifices qui sont la traduction calme, élégante, voluptueuse, des doctrines heureusement interprétées de l'islamisme; une architecture spéciale, qui est sortie du Koran, comme l'architecture gothique de l'Évangile.

Nous allons, après ce rapide exposé des empires nés de l'islamisme et de leurs relations avec la France, raconter l'histoire du dernier héritier de ces empires, de celui qui, après avoir longtemps menacé l'Europe chrétienne, semble appelé aujourd'hui à de nouvelles destinées et à se fondre dans la civilisation occidentale.

Nous verrons que si les Ottomans, sectateurs de cette religion qui a produit la civilisation arabe, n'ont paru jusqu'à nos jours qu'une nation campée au milieu de ses conquêtes, un peuple stationnaire, rebelle à tout progrès, voué à une mort certaine, on ne saurait l'attribuer au Koran, qui n'est plus ce qu'il était au temps des Abassides, qui, livré depuis longtemps à l'interprétation d'un corps imbu de préjugés, et dont nous verrons l'origine et les progrès, a changé d'esprit, est devenu un obstacle pour les sultans de Byzance, héritiers des khalifes de Bagdad; mais que rien ne s'oppose à ce que ce code religieux et politique, composé de fragments épars et naturellement rempli de contradictions, ne devienne de nouveau, ramené à sa source chrétienne, un instrument de progrès et un moyen de civilisation, comme sous les règnes merveilleux d'Haroun-al-Raschid et d'Almansor.

CHAPITRE III

LES TURCS OTTOMANS JUSQU'AU RÈGNE DE BAJAZET Ier. (1231 — 1389.)

§ 1 — Origine des Ottomans. — Erthogrul.

A l'époque où Genghis, en renversant l'empire du Khouaresme, ouvrit l'Asie occidentale aux invasions des peuples de l'Orient, Soliman-Schah, fils de Kaialp, chef d'une tribu des Turcs Ogouses répandus dans le Khorassan, quitta ce pays avec cinquante mille des siens, et vint s'établir en Arménie aux environs d'Erz-Inghian, sur l'Euphrate. Quelques années après, regrettant le sol natal, la horde en reprit le chemin ; mais, en voulant passer l'Euphrate auprès du château de Djaber, son chef se noya (1231); son tombeau existe encore sur le bord du fleuve, et est connu sous le nom de ***Turk-Mezari***, tombeau du Turc. Les familles qu'il avait sous sa conduite se dispersèrent; les unes, avec ses deux fils aînés, retournèrent en Khorassan; les autres, avec ses deux autres fils, Dundar et Erthogrul, et qui étaient au nombre de quatre cents familles, errèrent pendant quelque temps dans la vallée du Haut-Araxe et sur le plateau d'Erzeroum, vers les sources de l'Euphrate, séjournant l'été sur les hauteurs, descendant l'hiver dans les plaines, selon la coutume des peuples nomades. Bientôt Erthogrul s'avança plus à l'occident; pendant qu'il cheminait avec sa tribu sur les frontières des Seldjoucides de Roum, il rencontra dans une plaine deux armées aux prises; sans savoir quels étaient les combattants, il résolut de secourir le plus faible contre le plus fort, et sa valeur décida le gain de la bataille. Les vaincus étaient des Mongols, et le vainqueur Alaeddin, sultan seldjoucide, qui, pour reconnaître l'utile secours qu'il avait reçu du chef nomade, lui donna une résidence dans ses États : il lui assigna pour séjour d'été les pentes orientales des monts Toumanidsch, dont fait partie le mont Olympe de Bithynie, et pour séjour d'hiver les plaines de Sœgud sur le Sangarius.

Vassal du sultan, Erthogrul le servit dans ses guerres contre les Grecs, qui occupaient encore quelques villes dans cette région extrême de la Péninsule. Après

une bataille où ses *akindschis* (coureurs ou fourrageurs), placés au front de l'armée, avaient rendu des services signalés, il reçut en récompense un petit territoire, dans le district de Bosœni, non loin d'*Eskischehr*, l'ancienne Dorylée. En même temps le district de *Bosœni* (front de glace) changea de nom; Alaeddin l'appela Sultan-Œni (front du Sultan), en l'honneur de sa brave avant-garde. Ce nom est resté longtemps celui d'un des dix-sept sandjaks ou provinces actuelles de la Turquie d'Asie; l'étroit canton qui le porta d'abord fut le berceau de la puissance ottomane.

Toutes les nations, et surtout celles de l'Orient, se plaisent à entourer leur origine de circonstances merveilleuses; il n'est pas de fondateur de dynastie dont la grandeur n'ait été miraculeusement annoncée. Ainsi l'on trouve dans les annales ottomanes qu'Osman, fils d'Erthogrul, que les sultans regardent comme le fondateur de leur dynastie, eut un jour un songe qui lui révéla les brillantes destinées de sa race. Il était épris de la belle Malkhatoun (femme trésor), fille du pieux et savant *scheik* Edebali; et depuis deux ans il la demandait vainement pour épouse : car le scheik, homme sage, redoutait une alliance aussi disproportionnée. Une nuit qu'Osman avait reçu l'hospitalité chez le scheik, il lui sembla, pendant son sommeil, voir s'élever du sein de Malkhatoun le croissant de la lune, qui bientôt, se courbant vers lui-même, vint se perdre dans sa poitrine; puis, de ses reins naissait un arbre immense qui, croissant en force et en beauté, couvrait de son ombrage les terres et les mers, et abritait des montagnes comme le Caucase et l'Atlas, le Taurus et l'Hémus; du milieu de ses racines sortaient le Nil et l'Euphrate, le Tigre et l'Ister, qui, chargés de vaisseaux, arrosaient de riches campagnes et traversaient des villes florissantes. Alors un vent violent s'éleva, et les feuilles de cet arbre, semblables à des lames de sabre, se tournèrent vers les villes, et principalement vers la cité de Constantin, qui, placée à la jonction de deux mers, comme un diamant enchâssé entre deux émeraudes, formait la pierre la plus brillante d'un anneau qui donnait la domination du monde. Après avoir entendu le récit de ce songe merveilleux, le scheik donna sa fille à Osman, et la belle Malkhatoun fut mère d'Orkhan, son successeur[1].

§ II. — Règne d'Osman.

Erthogrul vécut jusque dans un âge avancé; mais son fils le remplaça longtemps avant sa mort à la tête des armées seldjoucides. Il y avait dans la contrée plusieurs châteaux grecs dont les commandants, entièrement indépendants, entretenaient avec leurs voisins musulmans des relations tantôt amicales, tantôt

[1] Hammer, t. I, p. 66 de trad. française.

hostiles; un de ces châtelains, Kœse-Michal, seigneur de Chermenkia, se lia d'étroite amitié avec Osman; plus tard il finit par embrasser l'islamisme, et ses descendants, sous le nom de Michalogli, occupèrent pendant plusieurs siècles un rang éminent parmi les premières familles de l'empire. Osman avait aussi pour allié le seigneur de Belokoma ou Biledchik; c'était chez lui qu'il mettait en dépôt ses trésors, quand chaque année, aux approches de l'été, sa troupe nomade regagnait les montagnes; il était au contraire en perpétuelle hostilité avec le commandant d'Angelokoma, ou Ainœgel, qui inquiétait ses gens et attaquait ses troupeaux au passage. Vers 1285 il résolut de s'en venger; avec soixante-dix des siens, il essaya de surprendre la forteresse d'Ainœgel, qui commande le défilé d'Ermeni[1]. Un combat s'engagea dans ce défilé, entre Koutahieh et Brousse, et, malgré le désavantage du nombre et de la position, Osman remporta sa première victoire. Renforçant sa troupe, il s'empara d'un château voisin d'Angelokoma. Bientôt une seconde bataille fut livrée; les forces étaient plus grandes de part et d'autre; le seigneur de Melangeia ou Karahissar, ville située sur le Bathys, était venu au secours de son voisin. Osman perdit dans ce combat un de ses frères; néanmoins les Grecs furent vaincus; le vainqueur s'empara de Karahissar. La même année Erthogrul mourut (1288) et Orkhan naquit. L'année suivante Osman reçut du sultan seldjoucide, comme récompense de ses services, ses conquêtes mêmes, le territoire de Karahissar, le titre de *bey* avec les insignes : un drapeau, un tambour et une queue de cheval.

Cependant la prospérité croissante du nouveau bey portait ombrage à ses voisins; son allié même, le seigneur de Belokoma, entra dans une conjuration formée contre lui; il l'invita aux fêtes de son mariage, avec l'intention de se défaire de lui. Prévenu par son ami Kœse-Michal, Osman dissimule : il envoie comme à l'ordinaire ses trésors en dépôt dans le château de son infidèle allié; mais il les fait porter par quarante de ses compagnons déguisés en vieilles femmes. Après s'être ainsi emparé de la place, il court au-devant du cortége nuptial, tue le traître, enlève sa fiancée, la belle Niloufer (fleur du lotus), et la réserve pour femme à son fils; puis il attaque à l'improviste les châteaux d'Iarhissar et d'Ainœgel, dont les possesseurs avaient organisé le complot, et s'en empare sans beaucoup de résistance.

A cette époque, Alaeddin III, le dernier des Seldjoucides, après un règne qui avait jeté quelque éclat, fut détrôné (1307) par Ghazan, khan des Mongols. Sur les débris de son empire s'élevèrent de nombreuses principautés indépendantes, qui prirent le nom de leurs fondateurs, et qui jouèrent un grand rôle dans l'histoire des Ottomans. Ainsi se formèrent les États de *Karaman*, dans la Cappadoce et

[1] L'Ermeni-Iagh (mont Moriène des anciens), est un contre-fort des monts Toumanidsch, qui court entre le Bathys et le Melas, affluents du Sangarius.

partie de la Cilicie, avec Iconium pour capitale; de *Kermian*, dans la Phrygie; de *Karasi*, dans la Mysie; de *Sarou-khan*, dans la Lydie; d'*Aïdin*, dans l'Ionie; de *Menteschê*, dans la Carie; de *Tekieh* dans la Lycie et la Pamphylie; de *Hamid*, dans la Pisidie et la Lycaonie; de *Kastemouni*, dans la Paphlagonie[1], etc. Les possesseurs de ces principautés usurpèrent tous les droits souverains, battirent monnaie et firent prononcer leur nom dans les prières publiques. Osman ne fut pas le moins puissant: maître de toute la contrée, à l'est de l'Olympe, il possédait, avec Eskischehr, Karahissar et les autres châteaux qu'il avait conquis, une partie de la Phrygie, de la Galatie, et le haut bassin du Sangarius. Il fixa sa résidence à Ienitschehr (ville nouvelle), sur la frontière septentrionale de ses États, entre Nicée et Brousse, deux cités déjà convoitées par les Ottomans.

Tout prospérait d'ailleurs au fils d'Erthogrul. Protecteur des savants et des saints, il avait, dès ses premières conquêtes, fondé des communautés, des écoles, attiré auprès de lui les hommes pieux et instruits, ranimé parmi les siens le zèle religieux; aussi avait-il rempli son peuple d'audace et de confiance. D'après une opinion accréditée chez les musulmans, au commencement de chaque siècle de l'hégire, il doit se produire un homme destiné à régénérer l'islamisme; aux yeux de ses compagnons, Osman devait être la gloire du huitième siècle, qui allait commencer. Son nom même était d'heureux présage. « Les noms viennent du ciel, » dit le Koran; le sien signifie briseur de jambes; et cette image, chez les Orientaux, se rattache aux idées de force et de grandeur. Ce nom d'ailleurs n'avait été porté avec gloire par aucun prince musulman depuis le second khalife, le collecteur du Koran, le conquérant de la Perse et d'une partie de l'Asie. Les soldats fanatisés d'Osman le croyaient donc destiné à renouveler la grandeur des khalifes; ils se firent honneur de porter son nom, et lui-même prit le titre de *padischah* ou souverain des *Osmanlis*[2].

Sa première entreprise, comme prince souverain, fut dirigée contre le château de Keuprihissar, voisin de Ienitschehr. A cette occasion son oncle Dundar, âgé de plus de quatre-vingt-dix ans, lui fit quelques représentations, essayant de modérer son ardeur des conquêtes; Osman, irrité, le perça d'une flèche. On voit encore sur la route le tombeau de ce vieillard, première victime de la férocité des souverains ottomans. Keuprihissar fut pris. De là on s'avança dans la direction de Nicée; une armée grecque, commandée par l'hétériarque ou chef des gardes du corps, fut battue dans les environs de Nicomédie, et dans ce combat périt un neveu d'Osman; son tombeau, qui subsiste encore, est aujourd'hui un lieu de pèlerinage. Comme les murs de Nicée défiaient toute surprise, on s'arrêta aux portes de cette ville; mais un château fut bâti sur le penchant de la montagne,

[1] Chalcocondylas, *de Rebus Turcicis*, l. I, p. 7.
[2] *Othman* et *Osman* sont le même nom; il en est de même de *Ottomans* et *Osmanlis*.

pour tenir en respect la garnison. Six ans plus tard (1307) les gouverneurs de plusieurs places grecques, sur l'ordre du commandant de Prusa, se réunirent pour combattre Osman ; ils furent vaincus, et les Ottomans arrivèrent jusqu'aux rivages de la Propontide : tous les bords du golfe de Moudania furent dévastés.

A la même époque, les autres princes turcs de l'Asie Mineure désolaient l'Archipel, mettaient à feu et à sang Chio, Rhodes, Samos, Lemnos, les Cyclades, Candie, Malte, et de là portaient la terreur dans toute la Méditerranée. En même temps ils enlevaient aux Grecs, sur les côtes de l'Asie Mineure, les dernières places qui leur restaient : Éphèse, Tripolis sur le Méandre, Cenchrée, venaient de céder à cette recrudescence de l'esprit conquérant des musulmans. La tribu d'Osman prit part à ce mouvement général : toutes les places fortes voisines de Nicée furent soumises ; leurs défenseurs durent, sous peine de la vie, embrasser l'islamisme ; Kœse-Michal leur en donna volontairement l'exemple. L'empereur grec épouvanté avait imploré le secours du khan des Mongols et lui avait envoyé sa fille en mariage ; une horde tartare envahit en effet les États d'Osman, mais elle fut victorieusement repoussée par son fils Orkhan, auquel il avait donné la garde de Karahissar. En récompense de ce premier exploit, Orkhan fut chargé de continuer au nord les conquêtes de son père. Bientôt tout fut soumis jusqu'à l'embouchure du Sangarius ; Nicée et Nicomédie se trouvèrent comme emprisonnées, et deux forts furent élevés aux portes de Prusa. Pendant dix ans cette dernière ville fut tenue presque bloquée ; enfin, en 1327, on résolut de l'attaquer : Osman, affaibli par l'âge, donna à son fils le commandement de l'expédition. Le fort château d'Edrenos, situé sur l'Olympe et qui dominait toute la contrée, fut assailli d'abord, emporté de vive force et détruit. Alors, quand les Osmanlis se présentèrent devant Prusa, ils ne trouvèrent aucune résistance : le gouverneur obtint, moyennant 30,000 ducats, la permission de se retirer avec tous ses biens, et la ville ouvrit ses portes. Ainsi tomba sans efforts la plus forte place de l'Asie Mineure, Prusa (aujourd'hui Brousse), l'ancienne capitale du royaume de Bithynie. Prise au milieu du dixième siècle par les musulmans, puis occupée de nouveau par les Grecs, elle leur échappa définitivement pour devenir la première capitale des Osmanlis. Elle est considérée aujourd'hui comme la troisième ville de leur empire.

Quand Osman apprit cette importante conquête, il était mourant ; il voulut qu'on transportât son corps dans la nouvelle capitale où allait résider son fils [1]. Austère et sans faste comme les premiers soldats du Prophète, il ne laissait ni or, ni argent, ni pierreries ; tout avait été distribué libéralement à ses compagnons. On ne

[1] Un historien turc, Saadeddin, met dans la bouche d'Osman, à son lit de mort, ces paroles adressées à son fils : « Mon fils, essuie tes larmes, ne t'afflige pas en vain sur mon triste état. Nous devons tous une résignation parfaite aux décrets du ciel. Les zéphyrs de la mort soufflent également sur les jeunes comme sur les vieux, sur les rois comme sur les sujets. Je finis ma carrière avec joie, puisque je considère en toi l'héritier de ma fortune et le successeur de ma puissance. Va propager la loi divine, la pensée de Dieu qui est venue nous chercher de la Mecque au Caucase ; sois charitable et clément comme elle .. » etc.

trouva dans sa demeure qu'un kaftan brodé, un turban, quelques drapeaux de mousseline rouge, une cuiller et une salière; des chevaux de prix et plusieurs troupeaux bien entretenus formaient toute sa succession. On a conservé pieusement la race de ces troupeaux, et les sultans actuels font élever dans les montagnes de Brousse des moutons qui, dit-on, descendent de ceux du fondateur de l'empire. On montrait aussi à Brousse il y a peu d'années, avant l'incendie qui a ruiné son tombeau, le grossier chapelet de bois du père des Ottomans et le tambour qu'il avait reçu du sultan seldjoucide en signe d'investiture. Le sabre à deux pointes et le drapeau que le sultan lui avait envoyés en même temps sont encore déposés dans le trésor impérial.

§ III. — Règne d'Orkhan. — Institution des janissaires.

Osman avait désigné Orkhan pour son successeur, au préjudice d'Alaeddin, son fils aîné. Ce dernier, loin de se révolter contre la volonté paternelle, ne voulut pas même accepter la moitié des troupeaux; il consentit à être le vizir de son frère et se dévoua tout entier aux soins du gouvernement. Ce titre de *vezir* signifie portefaix, belle image qui rappelle seulement aux ministres tout-puissants des princes orientaux leurs obligations, et qui ne fait voir dans l'autorité souveraine qu'un fardeau! Alaeddin fut vizir de son frère dans la plus belle acception du mot; c'est le premier législateur des Ottomans, et sa mémoire est aussi vénérée chez eux que celle de leurs premiers souverains.

Chez les nations musulmanes, pour qui le Koran est la suprême ou plutôt l'unique loi, la part des législations humaines est assez restreinte : elles ne doivent être que le commentaire de la loi divine; elles ne peuvent porter que sur des détails de formes; mais aussi ces détails ne sont pas sans importance, puisqu'à leur exacte observation se rattache un sentiment de religieux respect pour toutes les institutions en général. C'est ce qui explique l'esprit formaliste des Osmanlis, l'importance qu'ils attachent aux usages extérieurs et au costume. Ces objets, si indifférents chez nous, sont réglés chez eux par des lois, et par des lois qui s'appuient sur le Koran. Trois points attirèrent particulièrement l'attention d'Alaeddin : les monnaies, le costume et l'armée. Osman, depuis son investiture ou au moins depuis l'extinction des sultans seldjoucides, avait joui des droits souverains de *sikke* et de *khoutbe* (droit de battre monnaie et droit de se faire nommer dans les prières publiques); mais il n'avait usé que du second, et les monnaies seldjoucides étaient les seules employées en Asie Mineure; des monnaies nouvelles furent frappées au chiffre d'Orkhan[1]. Quant à ce qui concerne le costume, on fixa

[1] Remarquons qu'il s'agit du chiffre, et non de l'effigie : on sait que toute représentation d'hommes

pour les différentes classes la forme et la couleur du turban ; car la coiffure a été de tout temps, en Orient, le signe distinctif des nations et des classes. Au prince était réservé le bonnet de feutre rouge entouré de mousseline blanche à plis bouffants. Les soldats et les fonctionnaires portèrent un bonnet de feutre blanc à forme allongée. Ces dispositions furent modifiées plus tard à différentes reprises : le feutre blanc fut réservé aux personnes de la suite des sultans ; les soldats reprirent le feutre rouge ; puis on le couvrit de dorures et de broderies.

La plus importante des institutions du règne d'Orkhan fut la création d'une armée permanente plus d'un siècle avant que le premier essai en fût fait dans les États européens. Les *akindschis*, cavaliers armés à la légère qui faisaient la force des armées d'Osman, n'avaient jamais été organisés régulièrement ; on les convoquait pour chaque expédition, et ils se dispersaient après la campagne. Par les soins d'Alaeddin, on forma un corps de fantassins soldés et entretenus en tout temps : on les nomma *piadés* ou piétons ; ils recevaient un aspre par jour. Bientôt cette troupe se rendit insupportable par sa turbulence et ses prétentions. On résolut alors de créer une nouvelle milice qui, ne se recrutant pas parmi le peuple, lui fût étrangère et ne pût exciter des séditions ; qui, d'un autre côté, n'eût pas, comme les mameluks, l'inconvénient de former un corps particulier dans l'État, séparé du reste des sujets par sa langue, son origine, ses intérêts, et capable de dominer ses maîtres ; enfin une troupe qui fût uniquement et entièrement dévouée au souverain. Khalil-Djendéréli, l'un des chefs de l'armée, proposa de rassembler tous les enfants chrétiens dont on pourrait s'emparer, et de les élever dans l'islamisme pour en faire des soldats musulmans : « Ce serait, dit-il, un bienfait que de les ramener à la véritable religion ; car, selon les paroles du Prophète, tout homme apporte en naissant le germe de l'Islam. Sans famille, sans liens de parenté ni entre eux ni avec le reste du peuple, ces soldats appartiendraient entièrement aux princes dont ils tiendraient tout. » Telle fut l'origine odieuse des *janissaires*, troupe d'élite qui ne trompa pas les espérances de son fondateur, et qui, pendant plusieurs siècles, fit la force des armées ottomanes.

Orkhan, étant allé visiter le derviche Hadji-Begtach aux environs d'Amasia, lui demanda pour la nouvelle troupe sa bénédiction, un drapeau et un nom. Le scheik, plaçant sur la tête d'un des soldats la manche de sa robe : « Que son nom, dit-il, soit *iéni-tchéri* (la troupe nouvelle) ; que son visage soit éclatant, son bras triomphant, son sabre tranchant, sa lance acérée ; qu'elle revienne toujours avec la victoire. » En mémoire de cette bénédiction, le bonnet de feutre blanc fut augmenté par derrière d'un morceau d'étoffe représentant la manche pendante du derviche. Comme la nouvelle milice était élevée et nourrie par le sultan, elle prit pour

ou d'animaux est regardée, chez les musulmans, comme une idolâtrie. Le nom et les titres du prince sont seuls tracés en caractères élégants sur le sceau et sur les monnaies.

signe de ralliement la marmite (*kasan*) qui servait à la distribution des vivres; la marmite fut pour elle un objet sacré, comme pour nos soldats le drapeau. Par suite de la même idée, les officiers eurent des titres culinaires : le commandant en chef s'appelait *tchorbadgi-bachi*, premier faiseur de soupe; après lui venaient l'*achtchi-bachi*, premier cuisinier, et le *sakka-bachi*, premier porteur d'eau; le bonnet des soldats portait en guise de pompon une cuiller de bois. Ces usages bizarres ont duré autant que la milice des janissaires.

Ce corps fut d'abord de mille hommes; chaque année, on enleva mille enfants chrétiens pour les enrôler. Plus tard, ce nombre s'éleva à douze mille, vingt mille, et même quarante mille dans une année; et jusqu'au temps de Mahomet IV, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où commença la décadence de cette troupe célèbre, elle ne se recruta pas autrement; de sorte qu'on peut évaluer à cinq millions au moins le nombre des enfants chrétiens qui, dans l'espace de trois siècles, ont été ainsi convertis par force et sacrifiés à la politique barbare des sultans. C'est le plus épouvantable tribut de chair humaine qui ait jamais été levé par une religion victorieuse sur une religion vaincue. Il donne la mesure de l'abrutissement profond où étaient tombées les populations chrétiennes sous la domination tyrannique des conquérants ; il justifie l'exécration dont les Ottomans ont été l'objet de la part des Européens pendant des siècles[1]. Ajoutons que, par cet étrange mode de recrutement, les Ottomans trouvèrent à la fois le moyen d'enlever aux populations chrétiennes leur partie la plus virile, et de doubler leurs troupes sans mettre des armes aux mains des vaincus. C'est ce qui explique comment ils ont pu avoir sur pied des armées de 500 à 600,0000 hommes, pendant que, aujourd'hui, où les janissaires n'existent plus et où les raïas sont inaptes à entrer dans les armées turques, ils ont eu tant de peine à lever 300,000 hommes.

[1] Voici ce qu'on lit dans une adresse faite par le muphti au sultan Ahmet III, sur l'organisation des janissaires :

« Les janissaires et généralement tous les corps militaires, se recrutaient au moyen des *enfants de tribut*, que les provinces habitées par les infidèles étaient tenues de fournir, et l'on se conformait scrupuleusement à cette coutume consacrée par les ordonnances impériales. Après avoir été visités et inspectés à la Sublime Porte, les enfants étaient distribués dans les différents *serails* (palais) établis à cet effet. On les élevait dans les principes de l'islamisme ; leur éducation exigeait quatre à cinq années, et, lorsqu'elle était terminée, on les répartissait dans les odjak (corps) selon leurs inclinations particulières. Tous les sept ans on procédait au remplacement des morts dans le corps des janissaires. Il était interdit à ceux qui en faisaient partie de se lier par le mariage, et tous devaient habiter dans leurs *odas* (chambres) respectives. Si quelqu'un d'eux se rendait coupable de lâcheté, on le cassait, et, dès ce moment, il ne pouvait plus prétendre au titre de janissaire ; on n'accordait celui d'*oturak* (vétéran) qu'aux sujets légalement reconnus impropres au service actif; ceux-là pouvaient se marier et recevaient trois aspres de haute paye, à charge par eux de prier pour la conservation des princes et la prospérité de l'État. Leurs enfants étaient admis dans les *adjem-oglans* (novices ou recrues), et pouvaient devenir janissaires. Tous les dix ans les officiers étaient astreints à recevoir de nouveaux brevets. Lorsque le *buluk-bachi* avait démérité par sa conduite, les agas convoquaient un divan où le coupable, en présence de tous les chefs de l'odjak, était déclaré déchu de son emploi. » — Nous verrons quelle organisation reçut la milice des janissaires sous Soliman le Grand.

Les *piadés* furent conservés, mais transformés ; on leur donna les terres conquises, à la condition de les défendre et d'entretenir les routes en bon état ; ce fut une milice territoriale. Tous ceux qui combattaient à pied en dehors de ces corps privilégiés, sans solde ni fiefs, furent rangés sous le nom d'*azabs* (libres ou légers) ; ce fut l'infanterie irrégulière. On créa aussi une cavalerie soldée, divisée en quatre corps : les *sipahis*, ou cavaliers ; les *silihdars* (cavaliers vassaux) ; les *ouloufédjis* (mercenaires) ; les *ghourebas* (étrangers). Ces quatre corps d'élite, qui, sous le nom générique de *sipahis*, se sont rendus, dans les guerres d'Europe, aussi célèbres que les janissaires, composaient dans les batailles la garde d'honneur des sultans ; on leur confiait l'étendard sacré. On organisa aussi une troupe de cavaliers possesseurs de terres, à l'imitation des piadés ; on les appelait *mossellimans* (exempts d'impôts). Enfin les *akindschis* furent conservés comme cavalerie irrégulière ; ils furent, pendant plusieurs siècles, commandés par les Michalogli, descendants de Kœse-Michal, qui conduisait les coureurs d'Osman.

§ IV. — Conquêtes d'Orkhan. — Les derviches. — État des sciences.

Pendant qu'Alaeddin affermissait l'empire par ses institutions pacifiques, Orkhan l'agrandissait par de nouvelles conquêtes, secondé par les compagnons d'armes de son père et les siens. C'étaient Konour-Alp, Agdjé-Hodja, Abdurraman-Ghazi, Mursal le Noir, Ali le Noir, et d'autres encore dont les noms sont restés chers aux Ottomans. Ils achevèrent de chasser les Grecs des bords du Sangarius et des côtes de la Propontide ; tous les châteaux forts dont ces contrées étaient hérissées furent successivement enlevés. Enfin Nicomédie et Nicée restèrent seules, cernées de toutes parts : la première fut prise, en 1330, par Agdjé-Hodja. L'empereur grec, Andronic le Jeune, fit un effort pour sauver la seconde; un combat fut livré près de Philokrène (aujourd'hui Tawschandschil), sur les bords du golfe de Nicomédie, et les Turcs vainqueurs n'eurent plus qu'à se présenter devant les portes : la garnison capitula. Nicomédie, qui avait eu tant d'éclat au temps de Dioclétien et de Constantin, avait depuis longtemps perdu son importance. Nous avons déjà dit qu'elle n'est plus aujourd'hui, sous le nom d'Ismid, qu'une chétive bourgade. Nicée (Iznik), en passant entre les mains des Turcs, resta encore longtemps une ville considérable ; ce fut la seconde capitale d'Orkhan et la rivale de Brousse. L'église du Saint-Synode, où avait été rédigé le fameux symbole de la foi catholique, fut convertie en mosquée, et auprès de cette mosquée furent fondés le premier *médressé*, ou école supérieure, et le premier *imaret*, cuisine publique pour les pauvres.

Jusqu'ici les Ottomans ne s'étaient agrandis qu'aux dépens des Grecs ; en 1335,

ils eurent, pour la première fois, occasion d'intervenir dans les affaires d'un des États musulmans qui les entouraient. Adjlan-Bey, prince de Karasi[1], avait laissé deux fils; le plus jeune, qui avait été élevé auprès d'Orkhan, lui proposa de l'aider à renverser son frère, promettant de lui abandonner, pour prix de ce service, quatre des principales villes de ses États. Orkhan y consentit, et envahit le Karasi. Le prince menacé s'était réfugié dans la citadelle de Pergame, qui passait pour imprenable; il entama des négociations, et parut disposé à un accommodement; mais, s'étant rendu maître de la personne de son frère, il le fit assassiner. Orkhan marcha aussitôt contre Pergame. Les habitants ouvrirent leurs portes et lui livrèrent le fratricide. On lui laissa la vie, en lui assignant pour séjour la ville de Brousse; et la principauté de Karasi fut, sans coup férir, annexée aux États ottomans.

La conquête du Karasi fut suivie de vingt ans d'une paix profonde. Cette période, sur laquelle les historiens ottomans gardent un dédaigneux silence, paraît avoir été consacrée par Orkhan aux soins de l'administration intérieure et à des fondations pieuses. Partout s'élevèrent des mosquées, des cloîtres, des écoles, des imarets. Brousse fut singulièrement favorisée sous ce rapport, non-seulement par les soins du prince, mais aussi par les libéralités de ses compagnons, que la guerre avait enrichis. Les pentes ombragées et les fraîches vallées de l'Olympe se peuplèrent de *derviches* et de *santons*.

Sous ces noms, l'on désigne tous les musulmans qui s'adonnent à la vie ascétique, soit en communauté, comme les moines, soit dans la solitude, comme les ermites; leur nombre devint considérable sous les premiers princes ottomans. Mahomet avait dit : « Il n'y a pas de moines dans l'Islam : » paroles qui semblaient interdire toute imitation de l'ascétisme chrétien; mais le goût des Orientaux pour la vie contemplative l'emporta bientôt sur la volonté du prophète, et une autre maxime : « La pauvreté est ma gloire » servit à légitimer cette infraction à la loi. Trente-sept ans après la mort de Mahomet, Oweis, Arabe de l'Yémen, fonda le premier ordre de derviches. On en compte aujourd'hui jusqu'à soixante-dix dans les divers pays musulmans; trente-six sont en vigueur dans l'empire ottoman, sur lesquels vingt-quatre ont été fondés depuis l'origine de l'empire. Sous Osman avait pris naissance l'ordre des *nakschbendis*, qui est encore un des plus célèbres; sous Orkhan furent institués les *saadis*, qui ont dégénéré en jongleurs; Hadji-Begtasch, le patron des janissaires, fonda l'ordre des *begtaschis*, ordre moitié religieux, moitié militaire, auquel les janissaires eux-mêmes étaient affiliés.

Les membres de la plupart de ces ordres religieux vivent en communauté dans

[1] Ces petits États turcs, dont les noms vont revenir souvent dans cette histoire, n'avaient pas de limites bien marquées. Le Karasi occupait les pentes méridionales des monts Toumanisch (Temnus mons) et le bassin du Caïcus. Pergame en était la ville principale.



Broussa

des cloîtres ; on les appelle *derviches*, mot qui veut dire seuil de porte ; les plus élevés en dignité sont appelés *scheiks* ou anciens. Quant aux *santons*, ce sont de véritables ermites ; cachés dans leurs cellules au milieu des sites les plus isolés, ils ont, pour la plupart, une grande réputation de sainteté; leur vrai nom est *sahids*. Ceux d'entre eux qui ont le plus de renommée reçoivent les noms d'*abdals* ou *babas*, c'est-à-dire pères. « Il y a toujours, disent les musulmans, quarante abdals sur la terre », c'est-à-dire quarante personnes d'une sainteté éminente, destinées à occuper dans le ciel une place distinguée; mais il y a toujours plus de quarante solitaires à qui l'opinion populaire décerne ce titre ; et ce sont bien souvent ceux qui se font remarquer par les extravagances les plus bizarres. Plusieurs de ces saints étaient en faveur auprès d'Orkhan, qui bâtit des cloîtres pour leurs disciples. Les plus renommés étaient Gheilik-Baba, le père des cerfs, ainsi nommé de ce qu'il habitait au milieu des bois : on disait que, monté sur un cerf, il était venu trouver Orkhan pour lui annoncer ses victoires; Dogli-Baba, le père potier, qui ne se nourrissait que de lait caillé ; Abdal-Mourad et Abdal-Musa, qui, tous deux, accompagnèrent le fils d'Osman à la conquête de Brousse, le premier armé d'un sabre de bois, avec lequel il porta la terreur dans les rangs ennemis ; le second tenant des charbons ardents sur du coton. On montre encore aux pèlerins le sabre de bois d'Abdal-Mourad; Soliman le Grand en prit, dit-on, un morceau, qu'il fit déposer dans le trésor du sérail.

Protecteur des sciences aussi bien que de la religion, Orkhan s'attacha par ses libéralités les savants les plus célèbres ; il les mit à la tête des écoles nouvellement fondées et les admit à ses conseils. Tels étaient les *mollahs* ou légistes David de Césarée et Tadscheddin le Kourde, qui remplirent l'un après l'autre les fonctions de premier *mouderris* ou professeur à l'école supérieure de Nicée; et le Persan Sinan, qui fut traité si généreusement, qu'on l'appelait, à cause de son importance, Sinan-Pacha[1]. Du reste, la ville de Brousse, longtemps après qu'elle eut cessé d'être la résidence des souverains ottomans, conserva le privilége d'attirer les savants, les solitaires et les gens de lettres. C'est dans ses délicieux environs que les premiers poëtes turcs sont venus s'inspirer, que les plus fameux légistes ont médité leurs ouvrages. Leurs tombeaux, mêlés à ceux des scheiks et des abdals, ont fait de la campagne de Brousse une terre doublement sacrée; c'est, pour les Ottomans, le pays des saints et des poëtes, le sanctuaire des arts en même temps que le rendez-vous des élus. Dans les mosquées de la ville s'élèvent les mausolées des six premiers souverains qui en ont été les fondateurs ; autour d'eux sont rangés leurs frères, leurs fils, leurs femmes et leurs filles, vingt-six princes de leur sang, leurs

[1] Ce titre de pacha, sous lequel sont désignés les gouverneurs de province, ne marque aucune fonction spéciale; c'est une qualification honorifique qui, surtout dans les premiers temps de l'empire ottoman, était donnée à tous les personnages considérables : Alaeddin, frère d'Orkhan, et Soliman, son fils, portaient le titre de pacha ; sous Osman deux savants l'avaient déjà porté.

plus illustres vizirs et beylerbeys, et environ cinq cents tombes de pachas, de scheiks, de professeurs, de rhéteurs, de poëtes, de médecins et même de musiciens célèbres. Pleine des souvenirs du premier âge de la dynastie ottomane, Brousse n'est pas seulement une des villes les plus florissantes de l'empire, c'en est, pardessus tout, la ville sainte.

§ V. — Prise de Gallipoli.

Cependant Orkhan, tout en s'occupant avec sollicitude de la prospérité intérieure de ses États, ne négligeait pas les occasions d'étendre au dehors sa puissance ou son influence. Ces vingt années, qui ne furent marquées par aucune entreprise militaire, servirent à préparer la plus importante de toutes par ses résultats, le premier établissement des Ottomans en Europe.

Dès la fin du treizième siècle, peu de temps après la restauration de l'empire grec par Michel Paléologue, une première horde turque avait passé la mer et s'était fixée sur le continent européen : c'étaient les Turkomans, sujets des Seldjoucides. Ils étaient allés s'établir sur les côtes de la Bulgarie, dans la Dobroutcha, mais ils n'y restèrent pas longtemps et émigrèrent en Crimée. Nous avons vu que, après la chute des Seldjoucides, les Turcs des principautés d'Aïdin, Karasi, etc., commencèrent à ravager l'Archipel et les côtes de la Grèce. Les Ottomans, à leur tour, débarquèrent pour la première fois en Europe en 1321; mais ce ne fut qu'une expédition de pirates; et ce n'est que du règne d'Orkhan que datent les premières relations suivies entre les Ottomans et les Byzantins. Andronic le Vieux avait succédé, en 1282, à Michel Paléologue; après avoir longtemps lutté contre les Ottomans en Asie[1], il fut menacé par la révolte de son petit-fils, Andronic le Jeune, et demanda des secours à Orkhan. Ces secours ne l'empêchèrent pas d'être battu et contraint de partager l'empire avec le rebelle. L'empire byzantin, tombé aux derniers degrés de l'avilissement, était gangrené des mêmes vices, de la même anarchie, de la même corruption, des mêmes disputes théologiques, qui avaient commencé sa ruine. Le peu d'hommes éclairés qu'il renfermait encore, entre autres Michel Paléologue, savaient qu'il n'y avait de salut que dans la réunion sincère et complète avec l'Église latine, union qui intéresserait tout l'Occident à leurs dangers et ranimerait les croisades; ils l'essayèrent[2]; mais leurs efforts échouèrent contre le fanatisme, la haine aveugle, la folie du peuple et du clergé. Jamais nation n'avait mieux préparé et mérité sa ruine.

[1] Dans cette guerre, il prit à sa solde des aventuriers catalans qui, après avoir plusieurs fois battu les Turcs, ravagèrent la Thrace et la Macédoine, s'établirent dans le duché d'Athènes et firent trembler la Grèce.

[2] Michel Paléologue envoya au concile de Lyon, que présidait le pape Grégoire X, son acte d'union signé de lui et de trente cinq évêques.

[illegible]

[illegible]

prince d'Aidin, Oumour-Bey, avec qui il s'était personnellement lié d'une étroite amitié: les partisans de Paléologue achetèrent les secours du prince de Saroukhan; trente mille Turcs vinrent ravager l'empire au nom des deux empereurs. En 1345 le prince d'Aidin, rappelé en Asie par une attaque des Vénitiens [1], abandonna son allié. Orkhan intervint alors : il demanda à Cantacuzène la main de sa fille, qui s'empressa de la lui accorder. Les noces furent célébrées en grande pompe à Selymbria, et, l'année suivante, le vieil époux vint visiter son beau-père à Scutari. Fort de cette nouvelle alliance, Cantacuzène imposa à son rival une apparente réconciliation et rentra dans Constantinople. Mais peu de temps après, en dépit de l'alliance et des liens de parenté, une bande d'Ottomans ravageait de nouveau les côtes de la Thrace. Bientôt Oumour-Bey mourut en défendant ses États, et Orkhan se trouva le seul arbitre de l'empire grec. Jean Paléologue lui fit des ouvertures et essaya de l'entraîner dans ses intérêts; sollicité par les deux partis, il profita de cette heureuse position qui lui permettait de perpétuer leurs discordes pour en recueillir le fruit: sans rompre avec son beau-père, il envoya des renforts aux Génois ses ennemis [2], combattit les Vénitiens ses alliés et donna des espérances à son rival.

Tel était l'état des choses, lorsqu'un coup de main fit tomber au pouvoir des Ottomans le château de Tzympe, situé sur la côte européenne, à une lieue et demie au-dessus de Gallipoli. Le fils d'Orkhan, Soliman-Pacha, se trouvant campé en face de cette ville, non loin des ruines de l'ancienne Cyzique, à la faveur d'une nuit obscure, il traversa le détroit sur des radeaux avec [illegible] compagnons, surprit le château et s'en empara sans difficulté (1356). Cantacuzène réclama hautement contre cet attentat; pendant qu'il négociait la restitution de Tzympe, un tremblement de terre désola toutes les côtes de Thrace, détruisit en partie plusieurs villes et en renversa les murailles. [illegible]

[illegible]

[1] [illegible]

[2] [illegible]

Outre cette place, dont la possession suffisait pour leur assurer une libre entrée en Europe, ils s'emparèrent de Boulaïr, d'Ipsala et de Rodosto; ce dernier point n'est qu'à trente lieues de Constantinople. Dès lors, il ne fut plus question de restitution; en vain Cantacuzène offrit 40,000 ducats, Orkhan fit traîner la négociation en longueur, puis indiqua une entrevue où l'empereur grec fut le seul à se rendre. A toutes ses plaintes on répondit que ce n'était pas la force des armes, mais la volonté divine qui avait ouvert aux Turcs les murs de Gallipoli. Cette importante acquisition fut annoncée à tous les princes musulmans d'Asie par des lettres officielles, premier modèle des emphatiques circulaires qui sont restées en usage dans la chancellerie ottomane.

Soliman-Pacha ne jouit pas longtemps de son triomphe; il mourut, en 1359, d'une chute de cheval. Son corps fut déposé à Boulaïr dans la mosquée qu'il avait fait bâtir; de tous les tombeaux que nous avons signalés comme lieux de pèlerinage, nul n'est plus révéré que celui du fondateur de la puissance ottomane en Europe; nul n'attire une plus grande affluence de visiteurs. Orkhan mourut un an après (1360), dans la soixante-quinzième année de son âge et la trente-cinquième de son règne. Guerrier heureux, sage législateur, il donna de solides garanties de durée à l'empire dont Osman avait jeté les fondements. Né sous la tente d'un obscur chef de horde, Orkhan mourait maître des deux rives de l'Hellespont, et les Turcs, sortis avec son père des steppes de la Tartarie, dominaient maintenant l'Asie Mineure et menaçaient les débris de l'empire de Byzance.

Avant de voir comment ces débris furent absorbés dans la puissance ottomane, il faut que nous disions quelques mots des peuples qui avaient déjà ruiné presque entièrement cet empire; car les Ottomans n'ont eu tant de facilité à s'établir en Europe que parce qu'ils sont arrivés à point pour profiter des destructions faites par les peuples de la Servie, de la Bosnie, de l'Albanie, de la Bulgarie, etc.

§ VI. — Histoire de la Servie, de la Bosnie, de l'Albanie, etc.

L'autorité des empereurs ne s'étendait plus que jusqu'au Strymon au couchant et à la chaîne de l'Hémus au nord. Outre le midi, qui appartenait encore aux Français et aux Vénitiens, les provinces occidentales et septentrionales, depuis longtemps occupées par des nations slaves ou tartares qui s'étaient souvent rendues redoutables aux césars de Bysance, venaient d'être, à la faveur des discordes qui affaiblirent Jean Paléologue et son rival, arrachées définitivement à la domination grecque, et la *Servie*, la *Bosnie*, l'*Albanie*, la *Bulgarie*, la *Valachie*, formaient des États distincts et indépendants.

1° Les Serbes appartiennent à celle des quatre branches de la race slave [1] qu'on

[1] Les trois autres sont les *Tchèkes*, qui habitent la Bohême, les Polonais et les Russes.

appelle vulgairement *illyrienne*, et qui peuple aujourd'hui la Bosnie, la Servie, la Croatie, la Dalmatie, l'Esclavonie, etc. Vers le milieu du septième siècle, ils occupèrent le pays des anciens Triballes dans la Mœsie supérieure. Leur conversion au christianisme date du règne d'Héraclius, qui leur envoya des prêtres; mais elle ne fut complète que sous l'empereur Basile, dont ils reconnurent la suzeraineté en recevant un second baptême. Soumis deux fois par les Bulgares, ils rentrèrent avec eux sous la domination des Grecs en 1018, mais ils ne tardèrent pas à s'émanciper. En 1085, Bodin et Voulkan soulevèrent la Servie et la Bosnie et prirent le titre national de ***Schoupans***. Beli-Ourosch, fils de Voulkan, s'intitula grand-duc de Servie, et eut pour successeur (1143) Étienne ***Nemania,*** son petit-fils, qui se fit reconnaître par les empereurs grecs prince indépendant de Servie, et fut le fondateur d'une dynastie qui dura trois cents ans. Nemania eut trois fils : Étienne II, qui lui succéda (1197), Volkan, duc de Zenta et de Choulm, c'est-à-dire d'une partie de la Dalmatie et de l'Hertzegovine; enfin Sava, fondateur du patriarcat de Servie. Étienne obtint de la cour de Rome le titre de roi. Émeric, roi de Hongrie, s'en offensa, le chassa de la Servie et prit momentanément le titre de roi de ***Rascie***[1]; mais la dynastie de Nemania fut promptement rétablie et prit un nouvel éclat sous Étienne Ourosch III. Enfin vint le règne glorieux d'Étienne Douschan (1333), qui faillit remplacer l'empire grec par un empire serbe, faire avorter la puissance ottomane et changer ainsi les destinées de l'Europe.

Ce prince conquérant et législateur, qui fut en quelque sorte le Charlemagne des Serbes, possédait par lui-même ou par ses vassaux presque toute la Turquie d'Europe actuelle, c'est-à-dire la Servie, la Bosnie, la Bulgarie, la Macédoine, la Dalmatie, l'Hertzegovine, l'Albanie, l'Étolie, etc. Il se fit couronner en 1340, à Uskioup, ***empereur des Romains et des Triballes***, et conçut le projet de détruire l'empire d'Orient. Après avoir une première fois assiégé Constantinople et forcé l'empereur Andronic à lui demander la paix, il marchait de nouveau contre cette ville à la tête de 80,000 hommes, lorsqu'il mourut dans le chemin (1356).

Il eut pour successeur Ourosch V, qui n'hérita pas de ses qualités; et sous les attaques des vassaux qui cherchaient à se rendre indépendants, l'empire serbe se démembra. Nous verrons ce qu'il devint pendant le règne d'Amurat Ier, et comment les Turcs profitèrent des conquêtes des Serbes, qui leur avaient frayé le chemin vers Constantinople.

2° La Bosnie, ainsi que nous venons de le voir, habitée par des peuples de race slave, avait suivi les destinées de la Servie jusqu'à l'époque (1085) où Voulkan en fit un État tantôt indépendant, tantôt vassal des rois de Hongrie. Elle fut comprise dans l'empire d'Étienne Douschan, s'en sépara après sa mort, forma un

[1] Voir sur ce pays, page 18.

royaume indépendant en 1376, sous le ban Étienne Tvarko, et enfin tomba, comme nous le verrons, sous la domination des Turcs.

3° Nous avons dit, dans la description de la Turquie, que les Albanais étaient de race ancienne. Faiblement attachés à l'empire grec, ils avaient repris, dans la décadence de cet empire, leur indépendance, lorsqu'ils furent subjugués passagèrement par Étienne Douschan; ils rentrèrent après sa mort dans leur isolement, se divisèrent en plusieurs petites principautés qui prirent part à toutes les guerres des Serbes contre les Turcs.

4° Les Bulgares, d'origine tartare, s'établirent vers la fin du septième siècle dans la Mœsie, et furent pendant trois siècles la terreur des empereurs byzantins. Domptés par Jean Zimiscès (971) et convertis au christianisme, ils se rendirent de nouveau indépendants en 980 et formèrent un royaume qui fut en guerre continuelle avec les Serbes et les Grecs. Basile II les annexa de nouveau à son empire. Quand Constantinople fut tombée au pouvoir des Latins, les Bulgares reprirent leur indépendance et firent une guerre acharnée aux empereurs francs. Ils tombèrent ensuite sous la domination des rois serbes, qui leur laissèrent néanmoins des chefs nationaux. A la mort d'Étienne Douschan, ils formèrent de nouveau un état particulier sous le prince ou *kral* Sisman, et suivirent les Serbes dans toutes leurs guerres contre les Turcs.

5° Il ne nous reste plus qu'à parler de la Valachie. Nous avons dit ailleurs quelle était l'origine des peuples qui s'appellent *Roumains* et qui sont répandus dans la péninsule hellénique, la Hongrie, etc. Ces peuples, dans le dixième siècle, devinrent tributaires des Hongrois; ils reprirent leur indépendance sous Radoul le Noir (1290-1314); mais ils rentrèrent bientôt sous la domination hongroise. Leurs princes ou woïvodes eurent de nombreux rapports d'amitié avec les krals de Servie, et luttèrent avec eux contre les Ottomans jusqu'à la fin du quinzième siècle.

Ainsi que nous venons de le voir, de tous ces peuples, le plus important était sans contredit le peuple serbe : en effet, il avait absorbé une si grande partie de la race hellénique, que la population qui porte aujourd'hui le nom de Grecs n'est réellement composée que de Slaves hellénisés; il s'était mêlé aux Albanais, il avait donné sa langue aux Bulgares, qui sont aujourd'hui confondus avec lui; il était répandu presque par toute la péninsule hellénique. Un tel peuple semblait appelé à de grandes destinées; mais la race slave n'a rien fondé dans le moyen âge, et la branche illyrienne, brave, poétique, mais insouciante, légère, sans conviction, sans pensée d'avenir, n'a jamais vécu qu'au jour le jour, gardant ses mœurs vagabondes, ses instincts primitifs, ne songeant pas à s'assimiler les restes de la civilisation antique, enfin étant entachée du défaut qui a perdu tous les peuples chrétiens de l'Orient, son isolement de l'unité latine. Nous allons voir comment ce peuple si intéressant, auquel l'héritage de Constantin semblait prédestiné allait laisser cette proie facile aux heureux Osmanlis.

CHAPITRE IV

RÈGNES D'AMURAT Ier ET DE BAJAZET Ier (1360 – 1402).

---

§ I. — Amurat Ier. — Conquête d'Andrinople. — Défaite des Serbes. — Prise des places de l'Hémus.

Mourad ou Amurat, deuxième fils d'Orkhan, destiné, par sa naissance, à servir sous son frère, avait été tenu éloigné des affaires jusqu'au moment où la mort de Soliman l'appela au souverain pouvoir. Il s'en trouva digne, et son règne, d'une prodigieuse activité, ne fut qu'un long enchaînement de guerres et de conquêtes.

Alaeddin, prince de Karaman, qui commençait à s'inquiéter de la puissance croissante des Ottomans, soulève les tribus des *Akhis*, qui possédaient une partie de la Galatie. Le nouveau sultan marcha contre eux, les soumit, et leur enleva la ville d'Angora (Ancyre), récemment tombée entre leurs mains. Le prince de Karaman s'empressa de conclure une alliance avec Amurat, et lui demanda sa fille en mariage.

Après cette courte et brillante expédition, tout se prépara pour une campagne en Europe. Amurat donna le commandement en chef des troupes, avec le titre de *beylerbey* (prince des princes), à Lalaschahin, un des compagnons d'armes de son père, et qui avait accompagné Soliman à la prise de Tzympe. La charge de juge de l'armée, jusqu'alors temporaire, fut rendue permanente, et conférée à Khalil-Tschendéréli, celui à qui on devait l'institution des janissaires, alors âgé de plus de soixante-dix ans, et destiné à jouer encore un rôle important dans les événements du nouveau règne. Outre ces deux vétérans, l'armée comptait parmi ses chefs Ewrenos-Bey, renégat grec; Hadji-Ilbek; Timour-Tasch qui, tous trois, se signalèrent par leurs succès.

Aidé de ses lieutenants, Amurat, au commencement de 1361, s'avança dans la Thrace. Cantacuzène avait abdiqué (1355) après la perte de Gallipoli, et Jean

Paléologue régnait sans partage; mais réduit à l'impuissance, il n'essaya pas d'opposer la moindre résistance à cette menaçante invasion. Après s'être emparés de Didymotichon (aujourd'hui Dimotika) et de quelques places secondaires, les Ottomans marchèrent droit à Andrinople. Cette ville, bâtie par Adrien au confluent de trois rivières, la Maritza, l'Arda et la Toundja, était promptement devenue, grâce à son admirable position, riche, peuplée et florissante; c'était, sous les Byzantins, comme ce fut depuis sous les Ottomans, la seconde ville de l'empire. Le commandant grec s'avança au-devant de l'armée turque, fut battu et s'enfuit; la garnison découragée se rendit sans presque opposer de résistance (1361). Ewrenos et Lalaschahin furent ensuite chargés, l'un de descendre, l'autre de remonter les bords de la Maritza, et de soumettre les villes circonvoisines : le premier s'avança jusqu'à l'embouchure du Vardar; le second prit Philippopolis et les deux Sagra, villes fortes au pied de l'Hémus. A la suite de ces expéditions fut établie la loi qui fixa le partage du butin. En vertu d'une disposition du Koran, qui adjuge un cinquième aux pauvres et au Prophète, le trésor préleva un cinquième sur le prix de chaque prisonnier.

Après la conquête de Philippopolis, Amurat accorda la paix à l'empereur grec, et retourna à Brousse; il fut bientôt rappelé par une attaque inattendue. Les princes chrétiens de l'autre côté de l'Hémus, qui voyaient les musulmans arrivés jusqu'à leurs frontières, avaient donné l'alarme en Europe : le pape Urbain V prêchait une croisade contre les Turcs. Sans attendre les secours de l'Occident, Urosch V, roi ou *kral* de Servie, les woïvodes de Bosnie et de Valachie, se liguèrent; le roi Louis de Hongrie se joignit à eux, et 20,000 chrétiens descendirent sur les bords de la Maritza, jusqu'à deux journées d'Andrinople. Les Turcs n'étaient pas assez forts pour risquer un engagement à force ouverte; mais, à la faveur d'une nuit obscure, Hadji-Ilbek, avec un corps de 10,000 hommes, surprend le camp négligemment gardé; les chrétiens, désarmés, entendent avec épouvante retentir de tous côtés le cri de guerre des musulmans : *Allah! Allah!* Ils fuient en désordre, et périssent, pour la plupart, dans les flots de la Maritza (1363). La plaine porte encore aujourd'hui le nom de *Sirh-Zindughi* (défaite des Serbes).

Amurat employa les loisirs que cette victoire lui laissa à construire des mosquées, des cloîtres, des écoles et des bains à Biledschik, à Ienitschehr, à Brousse. C'est aussi à cette époque qu'il conclut le premier traité qu'aient fait les Ottomans avec une puissance chrétienne : il accorda des priviléges à la petite république de Raguse pour commercer dans ses États. Lorsqu'il fallut signer l'acte, le souverain barbare trempa ses cinq doigts dans l'encre et en porta l'empreinte sur le parchemin; ce fut sa signature, à laquelle les calligraphes ajoutèrent son nom et ses titres. Le *toughra* ou sceau des sultans rappelle encore par sa forme cette primitive empreinte.

Revenu en Europe en 1365, sa présence fut le signal de nouvelles conquêtes,

qui donnèrent pour limite à ses possessions la chaîne de l'Hémus depuis la source de la Maritza jusqu'à la mer. Pendant que ses lieutenants enlevaient Ienidge (Selivno) et Iamboli, sur la Toundja, Ichtiman et Samakov, dans les Balkans, lui-même s'empara d'Aïdos et de Karnabat, places qui commandent deux des principaux défilés de l'Hémus[1]; Visa, Kirk-Kilissia, Binar-Hissar (le château des Sources), Sizeboli, etc., tombèrent successivement en son pouvoir. Cinq ans furent employés à ces expéditions. En même temps, de Dimotika, où il s'était fixé d'abord, il pressait la construction du sérail d'Andrinople, qui devint sa principale résidence. A la même époque, la charge de vizir, vacante depuis dix années, fut donnée à Khalil-Tschendéréli, qui l'occupa pendant dix-huit ans, sous le nouveau nom de Chaireddin-Pacha. Cette dignité resta héréditairement dans sa famille, jusqu'à l'époque de la prise de Constantinople.

Les années suivantes se passèrent à châtier quelques villes byzantines dont les gouverneurs avaient osé inquiéter le territoire ottoman, ou à faire des conquêtes aux dépens de petits princes Serbes ou Bulgares; puis il s'attaqua à l'empereur grec Paléologue et lui enleva Tschatal-Borgas, Indschigis, etc.. sur la route d'Andrinople à Constantinople. Il lui accorda une nouvelle trêve, afin de se tourner contre les princes slaves ou valaques établis dans l'ancienne Macédoine, à l'ouest du Rhodope. Cette branche de l'Hémus, qui avait jusqu'alors servi de barrière aux incursions des Ottomans, fut franchie : au sud, tout fut conquis jusqu'à la ville de Serès, et les deux princes serbes du pays, Dragès et Bogdan, furent faits prisonniers; puis, Amurat marcha lui-même contre le kral de Servie; c'était alors Lazar-Brankovich, petit-fils naturel du grand Douschan ; il franchit le Balkan, le battit près de Samakov, s'empara de l'importante ville de Nissa, le força à lui payer tribut et à lui fournir des troupes auxiliaires. Le kral de Bulgarie, Simans, qui avait pris part à la guerre, subit le même traitement, et fut forcé d'envoyer sa fille dans le harem d'Amurat.

§ II. — Acquisitions dans l'Asie Mineure. — Organisation féodale des Sipahis.

Six années de paix suivirent la prise de Nissa ; Amurat les employa d'abord à marier son fils aîné, Bajazet, avec la fille du prince de Kermian, ce qui lui donna Koutahié et cinq autres villes; ensuite à acheter six des principales villes de la principauté de Hamid, dans l'ancienne Pisidie : achat forcé, auquel le souverain de ce petit pays dut souscrire pour éviter une lutte devenue trop inégale. Enfin, pendant cet intervalle de repos, fut introduite une modification importante dans l'organisation militaire.

[1] Voir page 24.

« Il fut érigé, dit d'Ohsson [1], des fiefs dans toutes les provinces de l'empire, dans le but de pourvoir à leur défense et de récompenser les services militaires. Le cavalier (sipahi) pourvu d'un pareil bénéfice percevait à son profit le produit des impositions publiques sur les terres de son fief, cultivées par des paysans, mahométans ou chrétiens, sur lesquels il exerçait en même temps une juridiction seigneuriale. Ceux-ci en avaient la propriété ; mais, lorsqu'ils la transmettaient à des individus de leur famille autres que leurs fils, les héritiers ne pouvaient entrer en possession sans avoir obtenu l'agrément du sipahi et lui avoir payé une redevance. Si le possesseur ne laissait pas d'héritier, son fonds de terre devait être donné par le sipahi à un des voisins du défunt. De son côté, le sipahi, obligé de résider dans son fief, sous peine d'en encourir la déshérence, recevait en concession (iktaâ) le revenu de la terre, c'est-à-dire une partie de la totalité de l'impôt dû par elle, mais nullement le fonds, qui restait entre les mains de l'État. »

Les fiefs ainsi constitués se partageaient en trois classes, d'après leur étendue : les *timars*, les *ziamets*, les *beyliks*. Chaque fief devait fournir un homme à cheval, armé de cuirasse, à raison de 3,000 aspres [2] de son revenu. On comptait au seizième siècle 50,000 fiefs de la troisième classe, 300 de la deuxième et 200 de la première. Les *timariots* marchaient sous les ordres des *zaïms*, ceux-ci obéissaient aux *beys ;* les beys devaient se ranger sous la bannière des pachas de provinces. Les fiefs ne pouvaient être conférés qu'à des fils de sipahis, et, à chaque vacance, les candidats devaient prouver leur descendance par le témoignage de deux zaïms et de deux timariots. L'avancement des feudataires était réglé d'après les services rendus sur le champ de bataille : celui qui rapportait la tête d'un ennemi recevait une augmentation d'un aspre de revenu par chaque dizaine d'aspres que rapportait son fief; quinze têtes donnaient droit à un fief plus considérable. Cette forte organisation subsista jusqu'à Soliman, où les fiefs ne fournissaient pas moins de 200,000 cavaliers [3].

Amurat, en réorganisant les puissants escadrons des sipahis, leur donna un étendard particulier, l'étendard rouge ; le blanc avait été la couleur des Ommiades, le noir celle des Abassides, le vert celle des Fathimites ; le jaune, couleur du soleil, avait été celle du prophète ; le rouge, couleur du sang, devint celle des Ottomans.

[1] *Tableau général de l'empire Ottoman*, t. VII , p. 372.
[2] L'aspre valait alors un peu plus que la piastre d'aujourd'hui ; il ne vaut maintenant que le cent vingtième d'une piastre.
[3] Ubicini. *Lettres sur la Turquie.*

§ III. — Nouvelles conquêtes en Europe et en Asie. — Bataille d'Iconium.

En 1381 la guerre recommença contre les Serbes. Timour-Tasch, devenu beylerbey après la mort de Lalaschahin, acheva de les chasser de la Macédoine, poussa jusqu'aux frontières de l'Albanie et s'empara de Monastir, de Pirilpa et d'Istip. Une autre armée franchit l'Hémus, du côté de Samakov, et vint mettre le siége devant Sophia, l'ancienne Sardique; après une résistance de deux ans, le gouverneur fut pris par trahison, et la ville ouvrit ses portes. Avec Sophia, Monastir, Nissa, les Ottomans se trouvaient maîtres des positions militaires qui dominent la péninsule hellénique.

Cependant l'empire grec, réduit presque aux faubourgs de Constantinople et placé dans l'absolue dépendance des Ottomans, ne subsistait plus que par leur bon plaisir; Paléologue essaya d'émouvoir en sa faveur les nations de l'Occident : il se rendit lui-même à Rome, reconnut la suprématie du pape et souscrivit à la réunion des deux Églises. Urbain V lui promit en récompense une flotte et une armée, mais ces promesses restèrent sans effet: l'Occident ne bougea pas; et l'empereur grec, en revenant de Rome, se vit retenu à Venise par ses créanciers; il fallut qu'un de ses fils vendit ses biens pour le dégager. Cette tentative ne fit qu'aggraver sa situation : tremblant d'avoir irrité son redoutable voisin, il protesta de sa soumission, et envoya Théodore, le plus jeune de ses fils, servir dans l'armée ottomane.

Peu de temps après, Andronic, fils de Paléologue, et Sandschi-bey, fils d'Amurat, osèrent conspirer contre leurs pères. Au premier bruit de la révolte, Amurat, qui était en Asie, appelle devant lui l'empereur et lui fatt promettre de crever les yeux à son fils; puis il passe en Europe, où sa seule présence dissipe les rebelles. Le prince grec fut aveuglé, Sandschi-bey mis à mort, tous les nobles qui avaient pris part à la conjuration, sous les yeux d'Amurat, précipités du haut des murs de Demotika dans la rivière. Sans être effrayé du sort de son frère, un autre fils de Paléologue, Manuel, gouverneur de Thessalonique, essaya de surprendre Serès. Cette folle entreprise avorta ; Chaireddin-pacha marcha sur Thessalonique et s'en empara. Manuel s'était enfui; son père n'osa pas le recevoir à Constantinople; après avoir erré dans l'Archipel, repoussé en tous lieux par la crainte qu'inspirait son terrible ennemi, il fut réduit à venir implorer sa clémence; Amurat lui fit grâce, mais garda Thessalonique.

L'empire ottoman devenait de plus en plus redoutable à ses voisins : des nombreuses principautés qui s'étaient formées après la chute des Seldjoucides, trois déjà étaient absorbées : Karasi par conquête, Kermian par mariage, Hamid par achat; les princes de Karaman, qui avaient été longtemps les plus puissants

héritiers des sultans de Roum, se voyaient dominés et menacés; aussi, en 1386, l'un d'eux, Alaeddin, enhardi par quelques symptômes de troubles intérieurs, et surtout par la mort du sage Chaireddin-pacha, crut l'occasion favorable pour prendre l'offensive; il réunit à ses troupes les hordes turkomanes, répandues dans toute l'Asie Mineure, et envahit la province de Hamid. Tout à coup il apprit qu'Amurat, qu'il croyait prendre au dépourvu, réunissait dans la plaine de Koutahié toutes ses forces militaires; que le beylerbey arrivait d'Europe avec une armée où marchaient deux mille Serbes auxiliaires et les habitants de tous les pays récemment conquis. Aussitôt il envoya une ambassade pour implorer la paix; mais il était trop tard; le jeune vizir, Ali-pacha, fit rejeter toutes ses propositions. Les deux armées se rencontrèrent sous les murs d'Iconium, capitale autrefois des Seldjoucides et maintenant des princes de Karaman. Ce fut là que Bajazet, qui devait succéder à Amurat, fit ses premières armes et mérita par sa valeur fougueuse le surnom d'*Ilderim* (l'éclair). Les Karamaniens furent vaincus; la ville, aussitôt assiégée, ne pouvait faire longue résistance; Alaeddin se soumit : grâce à l'intercession de sa femme, qui était fille d'Amurat, il conserva sa capitale et ses États, à la condition de payer tribut.

Le sultan se trouvait alors sur les frontières de la petite principauté de Tekieh, formée de l'ancienne Pamphylie et d'une partie de la Lycie. On lui proposa de s'en emparer : « Le lion n'attaque pas les mouches, » répondit-il dédaigneusement. Puis il ajouta : « Ne savez-vous pas que le seigneur de Tekieh ne règne que sur Istinos et Attalia? » Celui-ci comprit à demi-mot, et offrit le reste de ses domaines pour conserver les deux villes indiquées.

§ IV. — Bataille de Kassova. — Mort d'Amurat.

A peine la guerre était-elle achevée en Asie qu'elle éclata en Europe. Lazare, kral de Servie, et Sisman, kral des Bulgares, se liguent, attaquent un corps de vingt mille Turcs qui pillait la Bosnie, et le détruisent presque entièrement (1387). Le vizir Ali-pacha s'avança aussitôt vers la Bulgarie, et y pénétra par le défilé de Nadirderbend, dont Karnabat commande l'accès : Paravadi fut prise de force; Choumla se rendit; Sisman, assiégé dans Nicopolis, fut obligé de se soumettre : Amurat, par considération pour sa fille, exigea seulement de lui le payement du tribut arriéré et la reddition de Silistrie. Ali-pacha se dirigea vers la Servie. A peine était-il parti que Sisman, au lieu de rendre Silistrie, y ajouta de nouvelles fortifications. Aussitôt le vizir revint sur ses pas, et la guerre recommença : elle se termina par la soumission presque entière de la Bulgarie.

Pendant ce temps, Amurat marchait en personne contre les Serbes. Lazare avait appelé à son aide les princes de Bosnie, de Valachie, d'Albanie, de l'Herzé-

govine ; il lui était venu même des contingents de la Hongrie et de la Pologne. Toutes ces troupes réunies attendirent l'armée turque dans la plaine de Kassova, dont nous avons signalé l'importance militaire ; c'était là qu'allait se décider à qui appartiendrait cet empire d'Orient qui n'était plus qu'un nom. Les Turcs étaient si inférieurs en nombre qu'ils hésitèrent à engager le combat. Le grand vizir ouvrit au hasard le Koran pour y chercher, selon l'usage des musulmans, un signe de la volonté céleste ; il tomba sur ce passage : « O prophète ! dompte les infidèles et les hypocrites ; car souvent une plus faible troupe en abat une plus grande. » Dès lors il insista pour livrer bataille ; l'ardent Bajazet appuyait son avis ; mais comme un vent violent soulevait la poussière et aveuglait les Ottomans, la nuit vint avant qu'on eût pris un parti. Vers le matin, il tomba un peu de pluie, et le combat fut résolu. Du côté des chrétiens, nul ne doutait de la victoire, et comme on proposait d'attaquer l'ennemi pendant la nuit, l'Albanais Castriot s'y opposa parce que la nuit, dit-il, empêcherait de poursuivre les fuyards. Dès que la pluie eut cessé, les deux armées se mirent en bataille ; quelques-uns des janissaires placés au front de l'armée ottomane, maniaient gauchement de grossiers canons, récente invention venue de l'Occident, et sur laquelle on ne comptait guère que pour intimider les ennemis. Déjà la bataille était engagée et la mêlée furieuse, surtout à l'aile gauche, quand s'élançant au milieu des gardes du sultan, un noble serbe, Milosch-Kabilovitch, s'écrie qu'il veut lui confier un secret ; sur un signe d'Amurat on le laisse approcher ; il se couche comme pour lui baiser les pieds, et lui plonge son poignard dans le ventre. Puis, se dégageant violemment du milieu des gardes, il s'élance et bondit jusqu'au bord du fleuve. Atteint au moment où il va s'échapper, il est mis en pièces. Tel est le récit des historiens ottomans ; voici ce que racontent la tradition serbe et l'historien byzantin Jean Ducas. « La veille de la bataille, le roi Lazare étant à boire avec ses nobles, dans des coupes appelées *stravizas* : « Vide cette coupe à ma santé, dit Lazare à Milosch, quoique tu sois accusé de nous trahir. — Merci ; répondit Milosch, la journée de demain prouvera ma fidélité. » Le lendemain matin Milosch se rendit, sur un puissant coursier, dans le camp ennemi, et demanda comme transfuge à être admis à baiser les pieds du sultan, ce qui lui fut accordé. Alors il se baissa…, etc. » Quoi qu'il en soit, Amurat eut le temps de donner des ordres qui assurèrent la victoire. Lazare, fait prisonnier, fut amené devant lui et décapité. Il expira lui-même au bout de quelques heures (1389). Une chapelle turque marque l'endroit où mourut Amurat ; trois grandes pierres, placées à cinquante aunes l'une de l'autre, indiquent, à ce qu'on prétend, les trois bonds que fit le meurtrier en cherchant à s'échapper. Le nom de Milosch-Kabilovitch est resté populaire chez les Serbes et n'est pas moins connu chez les Turcs ; on conserve dans l'arsenal du sérail son armure et l'équipement de son cheval ; enfin c'est, dit-on, depuis cet événement que s'est intro-

duit l'usage de tenir par les deux bras tous ceux qui se présentent devant les sultans.

La bataille de Kassova fut la ruine des Serbes; elle décida l'abaissement ou la sujétion de tous les peuples slaves et devait donner définitivement aux Osmanlis la domination des pays qui avaient formé l'empire byzantin.

§ V. — Bajazet Ier (Bajezid Ilderim). — Avilissement des empereurs grecs. — Acquisitions dans l'Asie Mineure. — Conquête de la Valachie et de la Bulgarie.

Bajazet fut proclamé sur le champ de bataille de Kassova. Son premier acte fut d'ordonner la mort de son frère Yacoub, dont la valeur et la popularité lui faisaient ombrage. « La sédition, dit le Koran, est pire que le meurtre. » Cette maxime du prophète servit depuis à légitimer les atrocités politiques qui ont inauguré le règne de la plupart des sultans.

Après avoir fait à son père et à son frère de magnifiques funérailles, Bajazet poussa avec vigueur la guerre de Servie; pendant que ses lieutenants pénétraient en Bosnie et en Bulgarie, il força le prince Étienne, fils de Lazare, à se reconnaître son tributaire et à lui donner sa sœur en mariage. En même temps, il faisait et défaisait des empereurs, plus maître à Constantinople que les fantômes de souverains qu'il y laissait résider. Andronic, fils de l'empereur Jean Paléologue, et condamné, sur l'ordre d'Amurat, à perdre la vue, n'avait pas été entièrement aveuglé; du fond de sa prison, il sollicita la protection de Bajazet, promettant, s'il lui donnait l'empire, de payer un énorme tribut. Le sultan vint à Constantinople avec six mille cavaliers et quatre mille fantassins, se saisit de l'empereur Jean et de son fils Manuel, et les remit entre les mains d'Andronic, en lui conseillant de s'en défaire. Celui-ci se contenta de les enfermer, mais peu de temps après, les prisonniers s'échappèrent et allèrent chercher appui auprès de celui qui les avait renversés. Ils n'eurent pas de peine à le décider en leur faveur en lui offrant des avantages plus grands que ceux qui lui avaient été faits : le vieil empereur promettait de continuer le tribut et d'envoyer chaque année un corps de douze mille hommes à l'armée ottomane. Jean et Manuel furent rétablis (1390). Toutefois Andronic ne retourna pas en prison : il reçut de Bajazet, à titre de vassal, Sélymbria, Héraclée, Rodosto et Thessalonique. Manuel fut couronné comme co-régent de son père; il ne restait à l'un et à l'autre que Constantinople et ses faubourgs.

Cependant ils n'étaient pas arrivés au dernier degré d'abaissement; il leur était réservé une dernière humiliation, unique, incroyable : une seule ville en Asie était encore occupée par les Grecs; c'était Philadelphie (aujourd'hui Alaschehr), sur les confins de la principauté d'Aïdin et des États ottomans; Bajazet résolut de

s'en emparer pour en consacrer les revenus à la construction de sa mosquée d'Andrinople. Le gouverneur ayant refusé d'ouvrir les portes, la ville fut investie par une armée où figuraient les troupes byzantines, commandées par l'empereur lui-même et son fils; tous deux montèrent eux-mêmes à l'assaut de leur propre ville, et s'en emparèrent pour le compte des Ottomans! Manuel resta à la cour du sultan.

Maître d'Alaschehr, Bajazet paraissait disposé à envahir la principauté d'Aïdin; le prince turc vint faire sa soumission, se reconnut son vassal, renonça aux droits souverains, et livra Éphèse, sa capitale. Les princes de Sarou-Khan et de Menteschè imitèrent son exemple, et bientôt tous trois, renonçant a un vain simulacre d'autorité, s'enfuirent dans la principauté de Kastemouni. Ainsi disparurent sans résistance ces trois États pour se transformer en provinces ottomanes. Du même coup fut confisqué ce qui restait des principautés de Tekieh et de Kermian. Les princes de Karaman et de Kastemouni restaient seuls debout. Le premier fut attaqué et Iconium investie : pour éviter d'être entièrement dépouillé, il abandonna la plus grande partie de ses possessions.

Après ces faciles conquêtes, Bajazet se mit en marche pour l'Europe et se trouvait à Brousse, lorsqu'il apprit que l'empereur Jean avait fait élever deux tours neuves à Constantinople, à la porte Dorée; il lui fit signifier de raser ces ouvrages, s'il ne voulait voir revenir son fils Manuel aveuglé. L'empereur obéit. Au commencement de l'année suivante (1391), il mourut; à cette nouvelle, Manuel s'échappa furtivement de Brousse, où il faisait son service à la porte du sultan. A peine arrivé à Constantinople, il reçut l'ordre d'y installer un cadi pour juger les affaires des musulmans; sur son refus, la campagne environnante fut envahie par une armée turque qui tint la ville assiégée. Manuel résista pendant sept ans, et fut, pendant tout ce temps, prisonnier dans les murs de sa capitale.

Alors Bajazet, déjà maître d'une partie de la Bulgarie, passa le Danube et attaqua la Valachie. Le duc ou woïvode[1] Marcea, qui avait figuré à la bataille de Kassova, est battu et contraint d'accepter un traité (1373) par lequel le sultan oblige « la principauté soumise à ses lois invincibles à payer tribut, et consent qu'elle continue à se gouverner par ses propres lois. » Le roi de Hongrie, Sigismond, qui prétendait à la suzeraineté des principautés du Danube, s'avance en Bulgarie ; il est forcé de se retirer précipitamment. L'année suivante le vizir Ali-pacha achève la conquête de la province; le prince Sisman, enfermé depuis longtemps dans Nicopolis, capitule avec son fils, qui embrasse l'islamisme (1394).

[1] *Dux belli*, chef de guerre.

§ VI. — Soumission de l'Asie Mineure. — Bataille de Nicopolis. — Conquête de la Grèce.

La guerre reprit en Asie. Le prince de Karaman tenta un dernier effort : il se jeta à l'improviste sur les provinces ottomanes, pénétra jusqu'à Brousse et s'empara du beylerbey Timour-Tasch. A cette nouvelle, Bajazet repassa le détroit. En vain le prince de Karaman essaya encore une fois de négocier; une grande bataille fut livrée dans la plaine d'Aktschaï en Kirmian; Alaeddin fut pris et mis à mort, toute la Karamanie fut conquise et incorporée à l'empire (1392). Elle devait reprendre son indépendance et embarrasser longtemps encore le développement de l'empire des Osmanlis.

Cette conquête amena la soumission du dernier des États turcs, le Kastemouni, qui comprenait, comme nous l'avons dit, l'ancienne Paphlagonie avec une partie du Pont. Amisus (aujourd'hui Samzoun), Amasia, Sinope, anciennes colonies milésiennes, avaient été des villes considérables aux beaux temps de l'empire romain et n'avaient pas encore perdu leur importance; riche en mines, industrieux et peuplé, ce pays florissait sous le gouvernement des Isfendiars, qui y avaient établi leur domination au commencement du quatorzième siècle. Le dernier représentant de cette dynastie, Bajazet le Perclus, avait donné asile aux princes dépossédés d'Aïdin, de Mentesché et de Sarou-Khan; ce fut le prétexte de la guerre. L'attaque fut si subite que les plus fortes places opposèrent peu de résistance. Bajazet-Isfendiar s'enferma dans Sinope et traita avec le vainqueur, qui lui laissa cette ville et son territoire; bientôt, ne se croyant pas en sûreté, il s'enfuit et alla chercher un vengeur auprès de Timour, dont les conquêtes commençaient à retentir dans l'Orient. Laissant à son beylerbey le soin d'affermir sa domination dans ces provinces reculées, Bajazet revint en Europe pour surveiller de plus près Constantinople, que ses troupes tenaient assiégée. Il enleva aux Grecs Thessalonique qu'il leur avait rendue, et battit une flotte chrétienne venue d'Italie au secours de la place.

La puissance ottomane semblait arrivée à son apogée : l'Asie Mineure était entièrement conquise; Bajazet régnait en Asie jusqu'à la chaîne principale du Taurus; en Europe jusqu'au Danube; l'empire grec était à sa discrétion; le moindre effort devait le lui livrer. Ce fut alors que, mécontent du titre d'émir qu'avaient porté ses prédécesseurs, il envoya une ambassade au khalife d'Égypte, vain fantôme que les mameluks présentaient aux musulmans comme le descendant des Abassides, et lui demanda de prendre le titre de *sultan* : il l'obtint sans peine.

Jamais la chrétienté n'avait fait de si grandes pertes, ni paru si voisine d'une entière destruction; jamais une croisade n'avait été si nécessaire. Le roi Sigismond de Hongrie, après avoir inutilement tenté de défendre la Bulgarie.

voyant ses frontières menacées, fit un appel à l'Europe, et une partie des chevaliers de l'Occident accourut sur les bords du Danube. Les Français donnèrent l'exemple; en 1395, le comte d'Eu, connétable de France, amena cinq à six cents chevaliers, avec lesquels Sigismond entra en Bulgarie et reprit quelques forteresses sur le Danube. L'année suivante arriva une petite armée de mille lances, où figuraient le comte de Nevers (Jean-sans-Peur), fils du duc de Bourgogne, le sire de Bourbon, Henri et Philippe de Bar, cousins du roi de France, le connétable, l'amiral Jean de Vienne, le maréchal Boucicault, Guy de la Trémouille, le sire de Coucy, la fleur de la noblesse française. En traversant l'Allemagne, ils emmenèrent avec eux les chevaliers teutoniques et leur grand prieur, une troupe de seigneurs bavarois commandés par l'électeur palatin, et la jeune noblesse de Styrie sous Hermann, comte de Cilly. Le grand maître de Saint-Jean de Jérusalem vint de Rhodes avec un grand nombre de ses chevaliers; enfin le woïvode de Valachie refusa le tribut aux Turcs et fit alliance avec le roi de Hongrie.

Vers la Pentecôte de l'année 1396, soixante mille chrétiens environ se trouvèrent rassemblés à Vienne; ils se partagèrent en deux corps et se dirigèrent vers la Bulgarie : les Hongrois par la Servie qu'ils ravagèrent, leurs alliés par la Valachie. Viddin et Orsova furent prises, et l'on se réunit pour attaquer Nicopolis. C'est alors que les chrétiens rencontrèrent l'armée de Bajazet, forte de 200,000 hommes et composée, à la honte des schismatiques de l'Orient, autant de Serbes, de Grecs, de Bosniaques que d'Osmanlis. Ici, comme à Kassova, une confiance folle, une présomption démesurée, préludèrent au désastre de l'armée chrétienne; à ces dispositions funestes se joignit encore cette fougue inconsidérée qui fit perdre tant de batailles aux armées françaises du moyen âge. Quand on annonça l'approche des Turcs, la plupart refusèrent d'y croire; puis les Français, malgré les représentations du sage Coucy, insistèrent pour être placés en première ligne et commencer le combat; enfin, la veille de la bataille, ils massacrèrent leurs prisonniers, justifiant ainsi d'avance les sanglantes représailles qui devaient rendre cette journée tristement célèbre. Le 22 septembre, l'avant-garde de Bajazet engagea l'action. Rien ne résista d'abord à la furie française : les *azabs* furent dispersés en un instant, les janissaires enfoncés; les sipahis, derrière lesquels ils allèrent se reformer, laissèrent cinq mille des leurs sur le champ de bataille et furent mis en déroute. Les Français se crurent vainqueurs, et déjà ils poursuivaient en désordre les fuyards, quand, arrivés sur les hauteurs, ils se trouvèrent en présence de la véritable armée turque ; quarante mille hommes en bon ordre les attendaient. Dans le premier instant, saisis d'une terreur panique, quelques-uns s'enfuirent; la plupart se lancèrent en désespérés sur ces masses profondes, résolus à vendre chèrement leur vie et à sauver du moins l'honneur de la chevalerie. A mille pas en arrière restait rangée l'armée hongroise; au moment où l'on vit le trouble se répandre parmi les Français,

l'aile droite tout entière, commandée par le traître Lazkovitz, woïvode de Transylvanie, s'enfuit; Marcea, qui formait l'aile gauche avec ses Valaques, ordonna immédiatement la retraite. Restait le centre, composé de Hongrois fidèles, sous les ordres du roi Sigismond, et des auxiliaires d'Allemagne, en tout douze mille hommes; ils marchèrent résolûment en avant. Malgré l'inégalité du nombre, le combat se rétablit; et la victoire fût peut-être restée aux chrétiens sans l'acharnement des Serbes, qui servaient en auxiliaires dans l'armée turque ; ce furent eux qui décidèrent du sort de la journée, plus fatale pour leur pays que la bataille de Kassova! Le roi de Hongrie et les principaux chefs allemands s'arrachèrent de la mêlée, trouvèrent deux barques au bord du fleuve et le descendirent jusqu'à son embouchure, où une flotte vénitienne les recueillit. Tout le reste fut tué ou fait prisonnier après une effroyable lutte. Soixante mille Turcs avaient, dit-on, péri. Bajazet, ivre de fureur, parcourut le soir le champ de bataille couvert des cadavres des siens; jamais victoire ne lui avait coûté si cher : il résolut d'en tirer vengeance. Le lendemain, au lever du soleil, il se fit amener tous les prisonniers; ils étaient au nombre de dix mille, garrottés et à demi nus : le massacre commença. Le comte de Nevers obtint la vie sauve pour lui et vingt-quatre des siens, mais il dut assister à l'égorgement de tous les chrétiens; enfin, à quatre heures du soir, cédant aux supplications de ses lieutenants, le sultan consentit à épargner ce qui restait. Parmi ceux qui survécurent se trouva Schiltberger, jeune écuyer bavarois qui, plus tard, après trente-quatre ans de captivité, revint dans son pays donner les détails de cette effroyable journée. Les rois de Hongrie, de France et de Chypre, s'unirent pour payer la rançon des malheureux captifs : elle s'éleva à 200,000 ducats.

Cet éclatant succès mettait le comble à la puissance de Bajazet; le moment semblait venu de prendre Constantinople, qui continuait à être bloquée par les troupes ottomanes. Cependant le sultan craignit que cette entreprise ne poussât les Grecs au désespoir et n'attirât sur lui une ligue des princes chrétiens : il se contenta d'imposer à Manuel une trêve avec un tribut annuel de 30,000 écus d'or, l'introduction du culte public de l'Islam dans Constantinople, la fondation d'une mosquée et l'établissement d'un cadi.

Cette trêve dura peu de temps : Bajazet fit alliance avec le prince de Selymbria, Jean, neveu de Michel, et qui prétendait au trône; puis il bloqua de nouveau Constantinople. Manuel implora le secours du roi de France, qui lui envoya un petit corps de troupes commandé par le maréchal de Boucicaut, l'un des vaincus de Nicopolis. Celui-ci, avec 4 vaisseaux de guerre, força l'entrée de l'Hellespont que défendaient 17 galères turques, et entra dans Constantinople avec 600 hommes d'armes et 1,600 archers. Ce secours éloigna d'abord les Ottomans, et permit de leur reprendre plusieurs forteresses ; mais bientôt ils revinrent plus nombreux. Boucicaut, désespérant du succès, offrit à Manuel de le conduire

en France, et lui conseilla de partager le trône avec son neveu. Manuel suivit ce conseil : il laissa Constantinople à Jean, et se retira dans la Morée.

Bajazet ne tarda pas à l'y poursuivre : il envahit la Thessalie, passa les Thermopyles, et vint jusque dans l'Attique sans rencontrer de résistance; toutes les villes lui ouvrirent leurs portes. Quant à Manuel, il s'était embarqué en toute hâte pour aller solliciter les secours de l'Occident. Ce ne fut que sous les murs d'Athènes, que les Ottomans eurent à combattre : là subsistait encore, dernier reste des établissements français du siècle précédent, une principauté qui relevait des rois de Sicile et d'Aragon; Athènes, défendue avec courage, fut prise d'assaut; Argos eut le même sort; tout le Péloponèse fut saccagé, et des colonies de Turkomans furent amenées du centre de l'Asie pour remplacer les populations helléniques qu'on transporta dans l'Anatolie (1397). Enfin, l'empire byzantin était réduit littéralement aux murs de sa capitale, lorsque Bajazet signifia (1400) à l'empereur Jean de lui livrer Constantinople. Les Byzantins, qui s'étaient pourvus de vivres pour un long siége, firent cette réponse toute chrétienne : « Allez dire à votre maître que, faibles comme nous sommes, nous ne connaissons nulle puissance à laquelle nous puissions avoir recours, sinon à Dieu, qui soutient les faibles et abat les forts. Que le sultan fasse ce qui lui plaira. » Le siége allait commencer, quand l'invasion de Tamerlan sauva Constantinople.

§ VII. — Conquêtes de Tamerlan.

L'empire des Gengiskhanides de Perse était entièrement tombé en dissolution moins d'un siècle après la mort de son fondateur. Dans un des innombrables petits États qui s'étaient formés de ses débris, naquit Timour, en 1335, appelé généralement Timour-Lenk (Timour le Boiteux), dont les Européens ont fait *Tamerlan*. Souverain par sa naissance d'un petit canton de la Transoxiane, il commença à trente ans sa vie guerrière en se soulevant contre le sultan de Balkh, dont il était vassal ou allié. La capitale fut prise et détruite; le prince tué par ses émirs; en lui finit la famille de Dschagataï, qui descendait d'un des fils de Genghis-Khan. Timour s'empara de ses États. Quinze années se passèrent en luttes obscures contre les Dgètes, tribus à demi barbares du Turkestan, et contre le schah du Kharisme, dont la capitale fut détruite et l'empire conquis en 1379. Ce fut à partir de cette époque que Timour, maître des pays au delà de l'Oxus, conçut de vastes projets de conquêtes, et commença à les accomplir avec une étonnante rapidité. Le Khorassan fut subjugué en trois ans. Des deux familles qui se partageaient la Perse. l'une, les Mozaffer, devint vassale du conquérant; l'autre, les Ilkhans, fut obligée de s'enfuir. Bientôt, à la suite d'une révolte, qui fut punie par des massacres, la

Perse entière fut réunie sous la domination directe de Timour; toutefois il lui fallut cinq ans de guerre et des flots de sang pour consolider sa conquête. Les princes de Géorgie, ceux du Chirvan et d'Erz-Inghian en Arménie, s'étaient hâtés de se soumettre; celui de Diarbekir, qui osa résister, fut puni par la dévastation de ses États et la prise de ses forteresses. Le khan du Kaptschak, ou de la Grande-Tartarie, fut vaincu dans une grande bataille; ses possessions agrandirent le nouvel empire; dans une seconde campagne, Timour le poursuivit jusqu'au delà du Caucase et dévasta la Russie jusqu'à Moscou. En 1393 il s'empara de Bagdad, de toute la Mésopotamie et de l'Arménie; enfin, cinq ans après, il fit une expédition dans les Indes, prit Delhi et les principales villes, pénétra jusqu'au Gange en dévastant tout devant lui et en faisant un immense butin.

Toutes ces conquêtes furent marquées par d'effroyables cruautés: en Perse, 70,000 mille habitants d'Ispahan massacrés en un jour; dans le Khorassan, 2,000 hommes entassés vivants et scellés avec de la chaux pour former les assises d'une tour, monument des vengeances réservées aux rebelles; sur les bords du Gange, plus de 100,000 captifs égorgés de sang-froid. Cependant Timour n'était pas seulement un sauvage massacreur; il n'a pas fait que détruire, et il mérite d'être distingué entre tous ces tueurs d'hommes qui ont ravagé l'Asie, et dont la postérité glorifie si stupidement les noms. Genghis-Khan et ses Mongols n'avaient pas eu de religion bien établie : également ennemis des musulmans et des chrétiens, ils avaient même paru d'abord pencher de préférence vers la religion de l'Europe. Sous ses successeurs, les Mongols se convertirent à l'islamisme, mais ils embrassèrent les doctrines des shiites, et, à l'époque de Timour, ils étaient dans toute la ferveur du prosélytisme. Celui-ci développa cet esprit religieux, élément fondamental des sociétés de l'Orient, et se montra lui-même zélé musulman. Il employa les dépouilles de l'Inde à construire à Samarkand une mosquée magnifique; il fit de Kesch, sa patrie, « le dôme des sciences et de la civilisation; » partout sur son passage il visitait, dotait ou embellissait les tombeaux des saints, les monuments de l'islamisme, et marchait accompagné d'un cortége de savants. La doctrine shiite, plus libre, plus souple que l'aveugle foi des sonnites, laissait plus de latitude à la législation humaine; Timour fut législateur, et, comme tel, il montra une remarquable intelligence du gouvernement. Son *Toufoukat*, ou code de lois, présente un grand nombre de sages dispositions concernant les finances, la justice, la hiérarchie administrative, l'organisation de l'armée. Dans ses immenses troupes composées de cent peuples barbares, il fit régner une merveilleuse discipline; et c'est chez les Tartares de Timour qu'on trouve le premier exemple de l'usage des uniformes. Il savait d'ailleurs inspirer à ses soldats un enthousiasme et un dévouement sans bornes; et on les vit souvent sacrifier à ses volontés jusqu'à leur butin. Des agents spéciaux parcouraient ses vastes États comme chez nous les *missi* de Charlemagne, et lui rendaient un compte exact de

leurs observations; d'autres visitaient les pays étrangers, et les renseignements qu'ils lui rapportaient étaient soigneusement enregistrés. Chef d'une nombreuse famille, Timour en tira parti pour l'aider dans ses conquêtes et dans l'administration de son empire : ses fils, ses petits-fils, étaient à la tête de ses armées, ou gouvernaient les provinces conquises; il leur faisait conclure des alliances avec les familles régnantes ; et tous les États de l'Asie centrale se trouvaient ainsi rattachés à lui par des liens de parenté. Il fut d'ailleurs mal secondé par les siens; et ce fut la cause de la ruine de sa dynastie. Ce conquérant, si terrible pour ses ennemis, était d'une excessive mansuétude pour ses enfants : il pardonna toutes leurs révoltes, il répara toutes leurs fautes; mais, après sa mort, tout se démembra et périt.

§ VIII. — Guerre entre Timour et Bajazet. — Bataille d'Angora. — Mort de Bajazet.

Les princes turcs, dépossédés par Bajazet, étaient allés, comme nous l'avons dit, chercher un asile auprès de Timour; un peu plus tard, deux ennemis du conquérant tartare se réfugièrent dans les États de Bajazet ; c'étaient Ahmed-Djelaïr, prince de Bagdad, de la dynastie d'Ilkhan, et le prince de Diarbekir. Kara-Yusuf, de la dynastie turkomane du Mouton noir. Enfin, dans les dernières conquêtes des Ottomans, se trouvait compris le territoire d'Erz-Inghian sur l'Euphrate, qui appartenait à un fidèle vassal de Timour. Une ambassade fut envoyée à Bajazet pour réclamer en termes menaçants le redressement de ces griefs ; mais le sultan, loin de satisfaire à la demande de son terrible voisin, ordonna d'abord, dans le premier moment de sa colère, de massacrer les ambassadeurs; puis, s'apaisant, il les renvoya avec une lettre insultante. Aussitôt Timour entra en campagne, et, le 22 août 1400, il envahit le territoire ottoman, se dirigeant vers Sivas. Cette ville était alors une des plus riches et des plus peuplées de l'Asie; elle s'était livrée à Bajazet pour échapper à la domination de Kara-Youlouk, prince turkoman de la dynastie du Mouton blanc, allié et vassal de Timour. Défendue par Erthogrul, fils du sultan, elle opposa d'abord une résistance opiniâtre; puis, après dix-huit jours de siége, elle se rendit. Timour fit mettre à mort Erthogrul avec une grande partie de la garnison et les principaux habitants musulmans ; quant à la population chrétienne, qui comprenait plus de la moitié de la ville, elle périt tout entière dans les plus atroces supplices.

La nouvelle de ce désastre vint frapper Bajazet au moment où il allait attaquer Constantinople. Aussitôt il courut au secours de ses États d'Asie. Déjà Timour s'était mis en retraite : il avait une plus grande injure à venger sur le sultan d'Égypte, qui avait fait mettre à mort ses ambassadeurs. La Syrie fut dévastée

avec d'autant plus de fureur, que les shiites y rencontraient à chaque pas les monuments de la secte opposée. Après deux victoires remportées, l'une sous les murs d'Alep, l'autre devant Damas, ces deux capitales furent prises : à Alep, tout fut massacré ; Damas, après avoir payé une rançon d'un million de ducats, fut, sur un mot de mécontentement du vainqueur, livrée à la fureur des soldats et complétement brûlée (1401). Maître de la Syrie, Timour revint à Bagdad, où, en son absence, Ahmed-Djelaïr était rentré et avait rétabli son autorité, du consentement de la ville : cette faute fut punie par l'entière extermination de ses habitants.

Pendant cette course sanglante, Timour avait envoyé à Bajazet une nouvelle ambassade chargée de paroles de conciliation ; celui-ci n'y répondit que par de nouvelles insultes, et la guerre recommença. Ce fut auprès d'Angora que les deux armées se trouvèrent en présence (30 juin 1402). Elles s'élevaient ensemble à près d'un million d'hommes; toutes les nations répandues depuis le Danube jusqu'à l'Indus y étaient représentées. C'était la lutte la plus redoutable que chacun des deux empires, que chacun des deux monarques eût encore eu à soutenir. Mais les dispositions des deux armées n'étaient pas les mêmes : pendant que les Tartares étaient animés d'un farouche enthousiasme et de la plus entière confiance dans leurs chefs, l'avarice et les rigueurs de Bajazet avaient indisposé ses Ottomans; les troupes de l'Asie Mineure qui se trouvaient parmi eux étaient travaillées par des agents de Timour et prêtes à trahir; enfin, la hauteur, l'obstination dont le sultan avait fait preuve dans les négociations, faisaient douter ses soldats de la justice de sa cause, disposition funeste chez ces esprits si profondément imbus de fatalisme. Dès le début de l'action, les troupes d'Aïdin, de Mentesché, de Kermian, de Sarou-Khan, passèrent à l'ennemi. Cependant le combat dura toute la journée; les Serbes auxiliaires, qui formaient la gauche, et 10,000 janissaires placés au centre, soutinrent avec un courage inébranlable les assauts de l'ennemi. Enfin, avec la nuit commença la déroute; Bajazet, entraîné par les fuyards, fut poursuivi et fait prisonnier; et, avec lui, son fils Musa, son fidèle beylerbey, le chef du harem, le commandant des eunuques et les principaux émirs.

Tous les historiens européens ont raconté, sur la foi d'un infidèle chroniqueur byzantin, comment Timour humilia l'orgueil de son captif, comment il le traîna à la suite de son armée enfermé dans une cage de fer. On ne trouve pas la moindre trace de cette fable dans les écrivains orientaux ; il paraît au contraire que Bajazet fut traité avec les plus grands égards. Timour s'entretint familièrement avec lui et lui donna quelque espérance. Toutefois, une tentative d'évasion ayant eu lieu, le prisonnier fut gardé plus étroitement; et, pendant les marches, il suivit l'armée enfermé dans une de ces litières grillées (*kafes*) dont on se sert dans tout l'Orient; de là sans doute le conte de la cage de fer. Mais le fou-

gueux Bajazet ne put résister longtemps au désespoir de sa défaite et aux ennuis de sa captivité, il mourut le 9 mars 1403.

Le règne de Bajazet l'Éclair, si remarquable par les conquêtes des Ottomans et par le désastre qui les interrompit, ne l'est pas moins par l'affaiblissement de l'esprit religieux et la décadence morale des conquérants. Les premiers chefs des Ottomans avaient eu la simplicité, le zèle farouche, l'austérité fanatique des premiers successeurs du prophète; mais Bajazet, encore bien qu'à l'exemple de ses pères il protégeât les savants, bâtit des mosquées et des cloîtres, ne s'inquiéta point de violer les préceptes du Koran et de donner l'exemple de l'intempérance et de la débauche. Son vizir, encore plus corrompu que lui, mit en honneur les vices de l'antique Orient, et introduisit tous les désordres dans le sérail du sultan en créant le corps des *ichoglans* ou pages, qui se recruta comme celui des janissaires. La corruption se répandit partout, dans l'armée, dans les tribunaux; et la vénalité des juges devint si scandaleuse, que Bajazet ordonna en un jour la mort de quatre-vingts juges prévaricateurs. Nous ne disons rien des cruautés qui souillent les conquêtes des Osmanlis; c'est la honte de leur histoire, de l'histoire de tous les peuples de l'Orient, et nous n'avons pas fini ce lugubre et dégoûtant récit de massacres, de supplices et de barbaries de tout genre.

CHAPITRE V

RÈGNES DE MAHOMET Ier, D'AMURAT II ET DE MAHOMET II, JUSQU'A LA PRISE DE CONSTANTINOPLE (1403 — 1453.)

§ I. — Interrègne. — Guerre entre les fils de Bajazet (1403-1413.)

Le désastre d'Angora plongea l'empire ottoman dans l'anarchie, et l'on crut un moment à sa ruine. Tous les États vaincus récemment, la Bulgarie, la Servie, la Valachie, la Morée, etc., reprirent leur indépendance; Constantinople respira,

et l'on vit reparaître dans l'Asie Mineure les dynasties rivales de Kastemoum, de Sarou-Khan, d'Aïdin, de Karaman, etc., que les Osmanlis avaient eu tant de peine à détruire. Quatre fils du sultan s'étaient échappés du champ de bataille : Soliman, l'aîné, suivi du vizir Ali-pacha, de l'aga des janissaires et du vaillant Ewrenos-bey, s'enfuit précipitamment à Brousse, et de là en Europe. Mahomet, le deuxième, qui devait rendre à l'empire son unité et sa grandeur, s'enferma dans Amasia, et il s'y défendit obstinément contre les entreprises des Tartares et la malveillance de ses voisins; Isa, le troisième, se cacha en Karamanie; le quatrième, Moustapha, disparut sans qu'on pût savoir ce qu'il était devenu. Les troupes tartares se répandirent dans toute l'Asie Mineure. Mirsa-Mohammed, petit-fils de Timour, s'étant lancé à la poursuite de Soliman avec 30,000 cavaliers, arriva presque aussitôt que lui à Brousse avec 4,000 seulement, ayant parcouru soixante-quinze lieues en cinq jours : il s'empara du trésor et du harem de Bajazet, et livra la ville au pillage et à l'incendie. D'autres bandes détruisirent Nicée, mirent à contribution les villes moins importantes, et saccagèrent les campagnes.

Pendant ce temps, Timour, avec le gros de l'armée, se rendit à Koutahié, où il fixa momentanément sa résidence. Son premier soin fut de reconstituer les principautés turques détruites par Bajazet. En même temps il se mit en relation avec les trois princes ottomans, encouragea leurs prétentions, laissa Soliman maître des provinces d'Europe, accueillit l'envoyé d'Isa, invita Mahomet à se rendre auprès de lui. Cette habile conduite menaçait d'une entière dissolution l'empire si patiemment construit par les premiers Osmanlis : l'Asie Mineure allait se trouver de nouveau morcelée comme au commencement du quatorzième siècle; mais Timour n'y resta pas assez longtemps pour consommer son œuvre. Après avoir assisté à la ruine de Smyrne, où les chevaliers de Rhodes se défendirent avec un héroïsme inutile, après avoir pendant près d'un an dévasté, ensanglanté les côtes de l'Archipel et de la Méditerranée, le massacreur s'éloigna, comptant sur les germes de discorde qu'il laissait derrière lui pour empêcher l'empire ottoman de se relever. Il confia au prince de Kermian le corps de Bajazet et la garde de son fils Musa, qui avait partagé sa captivité; puis il se dirigea vers l'Orient dans le dessein de conquérir la Chine; mais la mort vint le surprendre (1405).

Dès qu'il fut parti, la lutte commença entre les fils de Bajazet. Manuel Paléologue, à qui la bataille d'Angora avait rendu le trône de Constantinople, y prit une grande part; il fit alliance alternativement avec les trois frères, et obtint de Soliman la restitution de Thessalonique, des places du Strymon et du littoral de la mer Noire. Ce fut une sorte de résurrection pour l'empire byzantin, qui allait avoir encore un demi-siècle de durée. Cependant Isa parut à Brousse, accompagné du beylerbey Timour-Tasch, et y établit son autorité; mais il ne put s'y maintenir contre Mahomet son frère. Après avoir successivement imploré l'appui de Soli-

man, du prince de Kastemouni, des seigneurs d'Aïdin, de Menteschė, de Kermian, battu quatre fois, il disparut de la scène politique et finit obscurément sa vie.

Restaient Mahomet et Soliman, qui prirent le titre de sultan, l'un en Europe, l'autre en Asie; leur rivalité devait être plus longue et plus acharnée. Djouneïd, lieutenant de Soliman, s'empara en son nom de la principauté d'Aïdin, puis il s'y rendit indépendant, et se fortifia de l'alliance des princes de Kermian et de Karaman. Appelé en Asie par cette trahison, Soliman s'empara de Brousse, et se mit ainsi en hostilité à la fois avec son frère et avec les princes ligués. Il eut d'abord quelques succès : ses ennemis se divisèrent; Djouneïd fit une prompte soumission; en même temps son armée s'empara d'Angora. Mais Soliman, prince voluptueux et efféminé, avait affaire à un rival actif et infatigable : son bonheur ne fut pas de longue durée.

Après s'être allié avec les princes turcs d'Asie Mineure (1406), Mahomet fit passer en Europe son frère Musa que le prince de Kermian lui avait livré, et il lui assura l'alliance des princes de Servie et de Valachie, qui reprirent les armes. Soliman, attaqué ainsi dans ses propres États, fut contraint d'abandonner l'Asie. Mais Musa fut vaincu par la trahison du kral de Servie, et la guerre parut terminée. Elle n'était qu'assoupie : pendant que Soliman se livrait dans le sérail d'Andrinople à son goût pour les plaisirs, Musa, réfugié en Valachie, préparait une nouvelle expédition. Il parut tout à coup aux portes d'Andrinople (1410). Ce pressant danger ne put arracher Soliman à son inaction : il fit couper la barbe à l'aga des janissaires qui vint lui annoncer l'arrivée de l'ennemi. Ses émirs, indignés, l'abandonnèrent; contraint de s'enfuir, il fut tué sur la route de Constantinople par des paysans.

Musa, qui lui succédait, était actif, sobre, courageux, mais d'une cruauté tyrannique; il se rendit bientôt odieux à tous les siens. Cependant il commença la guerre contre l'empereur grec pour lui reprendre les villes que Soliman lui avait cédées; il s'empara en effet de Thessalonique et des villes du Strymon, puis il vint assiéger Constantinople. Manuel, ayant imploré le secours de Mahomet, celui-ci accourut, fut reçu en libérateur à Constantinople; mais il ne put vaincre son frère, et retourna à la hâte en Asie, où plusieurs révoltes avaient éclaté. Deux ans après il revint avec des forces plus considérables. La tyrannie croissante de Musa avait fait de nouveaux mécontents; la défection devint générale : resté avec 10,000 janissaires qu'il s'était attachés à force d'or, il fut abandonné par eux au moment de combattre; il s'enfuit, et les cavaliers chargés de le poursuivre trouvèrent à quelque distance son cadavre mutilé dans un marais (1413).

§ II. — Règne de Mahomet Ier (1413-1421).

Mahomet se voyait enfin seul maître de l'empire, mais de l'empire amoindri et déchu : il trouvait son territoire réduit, ses forces épuisées, les acquisitions de deux règnes perdues, les nations dont son père et son aïeul avaient été maîtres remontées au rang d'alliées ou de rivales; ajoutons le prestige du nom ottoman fortement compromis, la confiance ébranlée chez les soldats de l'Islam jusqu'alors invincibles; des germes funestes de discorde et de rébellion laissés dans les esprits par douze années d'anarchie et de guerres civiles. Mahomet avait donc beaucoup à faire pour rendre à l'empire sa grandeur : c'était une tâche qui demandait un rare mélange de prudence et de fermeté, et qu'il sut remplir. Loyal envers ses alliés, modéré envers ses ennemis, équitable et clément à l'égard des siens, au dedans il rétablit l'ordre et la paix, au dehors il conserva une attitude défensive que ses succès firent respecter. En huit années de règne, il remit les choses à peu près au point où elles se trouvaient à l'avénement de son père, et effaça les traces de l'effroyable tourmente qui avait failli anéantir l'empire ottoman.

Dès qu'il régna seul, l'empereur grec, les princes de Valachie, de Servie, de Bulgarie, d'Épire, d'Achaïe, lui adressèrent leurs félicitations. Il fit bon accueil à leurs envoyés, et leur dit en les congédiant : « Dites à vos maîtres que je donne la paix à tous, et que je l'accepte de tous ; que le Dieu pacifique châtie les violateurs de la paix! » Fidèle à sa parole, il rendit à l'empereur les places que Musa venait de lui enlever; il renouvela avec les Vénitiens le traité de commerce qu'ils avaient fait avec son frère; il laissa les princes de Servie et de Valachie libres de tout tribut, etc. Cependant un double danger réclamait sa présence en Asie : le prince de Karaman était venu attaquer Brousse, et Djouneïd, l'ancien lieutenant de Soliman, s'était de nouveau emparé d'Éphèse, de Smyrne, de Pergame, pour s'en faire une principauté indépendante. Mahomet se porta d'abord contre Djouneïd, qui demanda sa grâce, l'obtint, et fut fait quelques années après gouverneur de Nicopolis. Il marcha ensuite contre le prince de Karaman, le battit à plusieurs reprises, le poursuivit et le força de demander la paix (1415). Pendant cette expédition, le sultan remit dans sa dépendance le prince de Kastemouni : il obtint de lui un de ses fils pour servir dans l'armée ottomane, et lui fit céder la plus grande partie de son État.

De retour en Europe, il dirigea une expédition contre le duc de Naxos, seigneur des Cyclades, qui inquiétait les vaisseaux turcs dans l'Archipel. Ce duc était un noble vénitien, Pietro Zeno; il réclama l'appui de ses compatriotes, et de

là naquirent les premières hostilités entre Venise et les Ottomans. Le 29 mai 1416, une escadre vénitienne parut sous les murs de Gallipoli; elle arbora en vain le pavillon blanc, car elle voulait négocier; les Turcs, ne pouvant croire à une ambassade accompagnée d'une flotte entière, engagèrent le combat : ils perdirent 27 vaisseaux brûlés ou pris. Cependant cette guerre causée par un malentendu fut promptement terminée : on conclut un traité le 9 juillet de la même année, et la ratification solennelle en fut portée l'année suivante à Venise par un ambassadeur turc, le premier qui ait paru dans la chrétienté. Par ce traité, les Ottomans s'obligèrent à ne point sortir du détroit de Gallipoli avec des vaisseaux armés.

Les années suivantes sont remplies par des soins pacifiques et des hostilités peu importantes. Le sultan intervient dans les affaires de la Valachie, et oblige le woïvode à payer tribut; puis il fait envahir la Bosnie et la Croatie; mais ses troupes sont défaites par Nicolas Peterfy, vice-palatin de Hongrie, et par le roi de Hongrie Sigismond (1419). En Asie, il noue des relations avec les princes qui se disputent les débris de l'empire de Timour, et se borne à leur promettre son alliance en attendant le moment de profiter de leurs discordes.

Au milieu de cette prospérité renaissante éclata tout à coup une sédition extraordinaire. sédition à la fois démocratique et religieuse, qui attaquait non l'autorité personnelle du sultan, mais les principes mêmes de l'islamisme et la société musulmane. Aux environs de Smyrne parut une secte dont les adhérents prêchaient l'égalité absolue, la pauvreté, la communauté de tous les biens; ils semblaient de plus adorer le même Dieu que les chrétiens et les accueillaient en frères. De tous côtés les rayas, les pauvres, les opprimés, embrassèrent la nouvelle doctrine, et surtout un grand nombre de derviches. Le véritable promoteur de ces dogmes étranges était Bedreddin de Siman, savant jurisconsulte et théologien distingué, qui, après avoir été juge de l'armée sous Musa, occupait des fonctions judiciaires à Nicée. Il ne se mit pourtant pas ouvertement à la tête de l'insurrection : ses instruments furent un Turc de naissance obscure, Berekloudje-Moustapha, qui prit le titre de Dédé-sultan (père et seigneur), et qui se donna ou se prit lui-même pour un prophète; puis un juif apostat, nommé Torlak-Kemali, qui, suivi de 3,000 derviches, se mit à courir le pays en prêchant la doctrine de l'égalité. Des émissaires furent envoyés aux communautés chrétiennes; un célèbre anachorète de Chio se déclara pour la secte naissante; plus tard, il affirmait à l'historien Ducas que Dédé-sultan venait le visiter toutes les nuits en traversant la mer à pied sec.

Le quartier général des sectaires était au mont Stylarios, vis-à-vis Chio; c'était la patrie et la résidence de Dédé-Sultan. Ils s'y réunirent au nombre de 10,000, exterminèrent le premier corps de troupes qui fut envoyé pour les disperser, et battirent le gouverneur de la province, qui s'était mis à la tête d'une nouvelle ex-

pédition. On fut obligé d'envoyer une armée considérable commandée par le jeune Amurat, fils du sultan, et Bajezid-pacha, son meilleur général. Après une sanglante bataille, Dédé-sultan fut pris avec ceux de ses adhérents qui avaient survécu. Il fallut tout massacrer : hommes, femmes, enfants, refusèrent jusqu'au milieu des tortures d'abjurer leur doctrine. Éphèse fut inondée de sang. On poursuivit ensuite le juif Torlak et ses derviches ; ils furent défaits près de Magnésie; le chef fut pendu avec son principal disciple; les autres se dispersèrent. Enfin, l'armée revint en Europe où le principal foyer du soulèvement venait de se déclarer : Bedreddin avait paru dans les montagnes de l'Hémus et s'était formé rapidement une armée considérable. Battu près de Serès, il fut pendu, malgré la réputation qu'il avait comme savant et la haute dignité dont il avait été revêtu. Ainsi finit la révolte des derviches, fait unique dans les annales ottomanes, unique même dans l'histoire de l'islamisme, et qui ne nous est que très-imparfaitement connu; car on ne saurait douter qu'il ne cache une tentative des races chrétiennes pour reprendre leur indépendance.

Ce soulèvement était à peine calmé qu'il s'en produisit un autre d'une nature toute différente. On vit paraître un prétendant au trône, qui se donna pour Moustapha, fils de Bajazet, perdu après la bataille d'Angora. Il est impossible de décider si ses prétentions étaient fondées ou non ; les Byzantins le reconnaissent pour le vrai Moustapha ; les écrivains ottomans déclarent positivement le contraire. Quoi qu'il en soit, soutenu par Marcea, woïvode de Valachie, et par Djouneïd, pour la troisième fois rebelle, ce prétendant envahit la Thessalie. Vaincu près de Thessalonique, il chercha asile dans la ville ; l'empereur grec se défendit de le livrer; il promit seulement de le retenir captif avec ses complices, et reçut pour prix de ce service une pension annuelle de 900,000 aspres. Le prince de Valachie fut seul puni d'avoir pris part à cette entreprise : son territoire fut ravagé.

Au printemps de l'année suivante (1421), Mahomet, après un voyage de quelques mois en Asie, arrivait à Gallipoli, lorsqu'il mourut d'une attaque d'apoplexie. Son héritier, Amurat, se trouvait alors à Amasia, dont il était gouverneur ; on le fit avertir, et l'on résolut de tenir l'événement secret jusqu'à son arrivée. Mais déjà le bruit de la maladie du sultan s'était répandu, et les troupes mutinées demandaient à le voir. Alors on annonça une expédition en Asie, et l'ordre fut donné aux janissaires de repasser le détroit ; ils s'y refusèrent. Pour les calmer, on imagina d'asseoir le mort sur son trône derrière les vitres d'un kiosque obscur; un page caché derrière lui, les bras passés dans sa pelisse, salua de la main les soldats, qui défilèrent sans soupçonner cette supercherie. Ils partirent aussitôt, et apprirent, en arrivant à Brousse, la mort de leur maître et la présence de son successeur.

§ III. — Amurat II (1421-1450). — Guerre civile. — Siége de Constantinople. — Soumission des États turcs de l'Asie Mineure.

Le nouveau règne s'ouvrit par une guerre civile. L'empereur grec Manuel avait été l'allié et l'ami de Mahomet, qui, en mourant, lui recommanda ses deux plus jeunes fils; il demanda au nouveau sultan qu'on lui remît les jeunes princes. Amurat répondit qu'il était contraire à la loi de l'Islam que les frères du sultan fussent élevés chez les *giaours*. Aussitôt Manuel tira de prison Moustapha, le fit venir à Constantinople, et signa avec lui un traité par lequel le prétendant s'engageait à rendre aux Grecs Gallipoli, la Thessalie et le littoral de la mer Noire jusqu'à la Valachie. Peu de jours après, Moustapha se présenta devant Gallipoli à la tête d'une armée grecque. La ville ouvrit ses portes; de là, et accompagné de Djouneïd, qu'il avait nommé son vizir, il se dirigea sur Andrinople; les fils d'Éwrenos et plusieurs beys vinrent se joindre à lui ainsi qu'une foule de soldats irréguliers dont il forma une espèce d'armée. Cependant Amurat s'était hâté d'envoyer en Europe Bajezid-pacha, qui rassembla toutes les troupes de la *Roumélie* (pays des Romains, c'était le nom donné par les Ottomans à leurs possessions d'Europe), et vint présenter le combat; Moustapha s'avança seul, s'adressa aux soldats envoyés pour le combattre, et, à sa voix, tous passèrent de son côté; Bajezid fut pris et massacré.

Moustapha se voyait déjà maître de l'Europe. Prenant l'offensive, il passa le détroit, et vint camper sur la rive du fleuve Ouloubad, derrière lequel Amurat était retranché. Là, plusieurs jours se passèrent en hésitations; ce fut la perte de Moustapha. Toute sa cavalerie se composait d'akindschis; Amurat employa pour les détacher de lui leur ancien commandant Michalogli, retenu en prison depuis la chute de Musa. Il fut délivré et amené au camp; dès qu'il parut, ses anciens soldats vinrent le rejoindre. En même temps, le vizir d'Amurat noua des intelligences avec Djouneïd, qui déserta clandestinement le camp de Moustapha. Dès qu'on s'aperçut de son absence, tout le reste, frappé d'une terreur panique, se dispersa; Moustapha lui-même s'enfuit précipitamment à Lampsaque, et de là à Gallipoli. Amurat le suivit de près : il passa le détroit à l'aide des vaisseaux des Génois, et vint débarquer auprès de la même ville. Un combat fut livré : Moustapha, défait, se sauva vers Andrinople, ne s'y arrêta que pour emporter les joyaux du trésor, et se remit en route du côté de la Valachie. A peine était-il à une journée de marche, que ses gens s'emparèrent de lui et le ramenèrent à Andrinople, où Amurat venait d'arriver. Il fut pendu à une tour de la ville.

L'empereur grec, en apprenant ce prompt dénoûment, essaya de désarmer

le ressentiment d'Amurat; mais il n'était plus temps. Le sultan refusa d'écouter ses ambassadeurs, et les renvoya en leur annonçant qu'il les suivrait de près. En effet, 20,000 Ottomans parurent bientôt sous les murs de Constantinople (1422). Ils brûlèrent les villages et les moissons, détruisirent les vignes et les oliviers, massacrèrent les habitants; puis ils attaquèrent la ville et élevèrent un retranchement qui ferma toute issue du côté de la terre. La promesse d'un pillage général attira dans le camp ottoman une foule de soldats et d'aventuriers de toute espèce. Cinq cents derviches s'y rendirent, conduits par le grand scheik de Brousse, Seid-Bochari, qu'on appelait *Émir-sultan;* ils réclamèrent, comme leur part de butin, les religieuses des couvents de Constantinople. Après avoir consulté les livres des devins, le scheik annonça que, le lundi 24 août, à une heure après midi, il monterait à cheval, agiterait son sabre nu, pousserait trois fois le cri de guerre, et qu'aussitôt les murailles de la ville s'écrouleraient. Le jour venu, il donna lui-même le signal de l'assaut, qui fut terrible. On combattit avec fureur sur toute l'étendue des remparts, depuis la porte d'Or jusqu'à la porte de Bois. Femmes, enfants, vieillards, concoururent à la défense; la lutte durait encore au coucher du soleil avec le même acharnement, quand, tout à coup, les Turcs incendièrent leurs machines de siége et se retirèrent. Les Grecs attribuèrent leur délivrance à la Mère de Dieu; Émir-sultan affirma, dit-on, lui-même que, au plus fort de la mêlée, la Vierge avait paru sur les murs, couverte d'un vêtement violet dont l'éclat attirait tous les regards, et que cette intervention surnaturelle avait changé la loi des destinées.

La levée du siége peut s'expliquer d'ailleurs sans miracle : Amurat venait d'apprendre qu'une nouvelle révolte avait éclaté en Asie; que son plus jeune frère, appelé aussi Moustapha, soutenu par le prince de Karaman et sollicité par l'empereur grec, avait pris les armes et s'était emparé de Nicée. Il envoya des troupes en Asie. A leur approche, les complices de Moustapha se saisirent de sa personne et le livrèrent au sultan, qui le fit étrangler.

Délivré de ce danger, Amurat ne reprit pas ses projets sur Constantinople, préférant assurer sa domination en Asie. Il dirigea d'abord une expédition contre le prince de Kastemouni, en obtint de nouvelles soumissions, la cession des riches mines du pays et la main de sa fille (1423). Puis, l'année suivante, l'indomptable Djouneïd, avec des bandes d'aventuriers, ayant battu le prince d'Aïdin et pris sa place, il envoya, pour le châtier de toutes ses rébellions, une armée que commandait un beau-frère de Bajezid-pacha. Djouneïd ne put résister aux forces dirigées contre lui; son frère et son fils furent pris; lui-même réduit à s'enfermer dans la forteresse d'Hypsela, sur la côte, y fut bloqué par terre et par mer à l'aide de vaisseaux génois. Il se rendit en stipulant qu'il aurait la vie sauve; mais Hamsa-bey, frère de Bajezid, le fit étrangler dans sa prison avec toute sa famille.

Amurat reprit possession du pays d'Aïdin; puis il s'adjugea l'État de Menteschè

au préjudice des neveux du dernier prince, qui furent envoyés en prison. A la même époque, le prince de Tekieh et celui de Karaman attaquèrent Attalia; ils périrent tous deux devant ses murs. L'État de Tekieh fut réuni aux possessions ottomanes; celui de Karaman, diminué de moitié, fut laissé à l'un des fils du prince mort. Ainsi, des États turcs rétablis par Timour, il ne restait plus que le Karaman très amoindri, le Kastemouni réduit à l'impuissance et le Kermian. Peu de temps après, le vieux prince de Kermian vint visiter Amurat dans ses provinces d'Europe; il fut reçu avec magnificence, et, en retour, il légua ses États au sultan; il mourut l'année suivante. Enfin, à l'extrême frontière orientale, du côté du Diarbekir, s'agitaient quelques tribus de Turkomans; Amurat y plaça, comme gouverneur d'Amasia, un des beys qui possédaient sa confiance, Jurkedj-pacha, qui se rendit maître par trahison des chefs les plus turbulents, et, par leur mort, assura la tranquillité des frontières. Désormais, du côté de l'Asie, les Ottomans n'ont plus de rivaux; tout l'intérêt se reporte sur les guerres d'Europe.

Amurat intervint d'abord dans une guerre entre les Serbes et les Hongrois, et il parvint ainsi à acquérir un premier point sur le Danube, Columbatz, à l'entrée du défilé d'Orsova, et Kruschewatz, position centrale de la Servie (1428). Puis il porta aux Grecs des coups qui devaient amener définitivement leur ruine. Nous avons vu quels efforts les Ottomans avaient déjà faits pour s'emparer de Thessalonique. Jean Paléologue, nouvel empereur de Constantinople, se sentant incapable de défendre cette ville importante, l'avait cédée aux Vénitiens. Amurat, irrité, rompit avec ces dominateurs de la Méditerranée et attaqua Thessalonique (1430). Les habitants étaient disposés à se rendre, mais ils furent contenus par la garnison vénitienne, qui se défendit avec fureur. Après quinze jours de siége, la ville fut emportée d'assaut et saccagée, les églises pillées, toute la population massacrée ou réduite en esclavage. Les Vénitiens firent encore une tentative infructueuse contre Gallipoli ; puis ils traitèrent, et la paix fut rétablie.

§ IV. — Guerres en Albanie, Valachie et Servie. — Hunyade Corvin. — Défaites des Ottomans.

Amurat tourna alors ses armes contre l'Albanie, la Servie et la Valachie, voulant être maître de toutes les provinces détachées de l'empire grec avant d'attaquer Constantinople. Les Turcs allaient par là se trouver sérieusement en contact avec la Hongrie, et une lutte mémorable allait commencer entre eux et les chrétiens.

L'Albanie était partagée en deux dominations principales : le midi, ainsi que l'Étolie et l'Acarnanie, appartenaient aux héritiers d'un aventurier florentin, Carlo Tocci, qui s'en était rendu maître dans le siècle précédent, et ces héritiers s'en disputaient la possession. Dès l'entrée des Ottomans sur leur territoire, Janina et

les principaux châteaux se soumirent, à la condition que les habitants conserveraient leurs lois et leur religion. Le nord était soumis à Jean Castriot, descendant ou héritier des Balsa; il fut forcé de livrer ses quatre fils au sultan, qui, à sa mort, s'empara du pays et envoya même quelques bandes dans la Croatie et la Carniole.

A la même époque, la Valachie changea de maître. Wlad-Drakul ou le Diable renversa et mit à mort Dan, son parent; il battit les troupes turques envoyées contre lui, mais il ne conserva son trône qu'à la condition de payer le tribut et de donner des troupes au sultan (1431).

Dans la Servie régnait Georges Brankowich, descendant de Lazare; il fut attaqué à son tour par les Turcs, obligé de se soumettre et de donner sa fille en mariage à Amurat.

De là, traînant après lui les corps auxiliaires de Brankowich et de Drakul, le sultan entra dans la Transylvanie pour se venger du roi de Hongrie, Sigismond, qui venait de soulever contre lui une révolte en Asie. Il ravagea le pays et en enleva 70,000 prisonniers (1438). Le kral de Servie, ayant mis en état de défense Semendria, sur le Danube, il lui en demanda les clefs, et, sur son refus, il l'assiégea, la prit et fit crever les yeux au fils de Brankowich qui la défendait. Albert, alors roi de Hongrie et d'Allemagne, vint pour secourir les Serbes; mais, à l'aspect des Turcs, ses soldats s'enfuirent (1439). Une armée ottomane assiégea Belgrade; mais elle ne put prendre cette place; alors elle pénétra dans la Transylvanie et vint assiéger Hermanstadt.

A Albert avait succédé sur le trône de Hongrie Ladislas, roi de Pologne; le woïvode de Transylvanie était Jean Hunyade Corvin, qui devait arrêter la marche conquérante des Turcs pendant vingt ans. Ce héros, de race roumaine, s'était élevé par son mérite au commandement des armées hongroises; c'était à lui que Ladislas devait le trône de Hongrie, et, par reconnaissance, il l'avait nommé woïvode de Transylvanie. Hunyade accourut à la défense d'Hermanstadt; il battit les Turcs, leur tua 20,000 hommes et les rejeta au delà du Danube. Il envoya au kral de Servie un chariot chargé de butin avec les têtes des généraux vaincus en l'invitant à s'unir à lui. Une nouvelle armée de 80,000 Turcs vint arrêter ses progrès; il osa, avec 20,000 hommes seulement, leur livrer bataille à Vasag, et remporta une victoire aussi complète que la première (1442).

La campagne de 1443 fut encore plus désastreuse pour les Ottomans, et mit le comble à la réputation de Hunyade; c'est ce que les Hongrois appellent sa *longue campagne*. Parti d'Ofen, le 22 juillet, à la tête d'une armée de toutes nations, il passe le Danube à Semendria, traverse la Servie en la ravageant jusqu'à Nissa : là se livre une grande bataille où les Turcs laissent 2,000 morts, 4,000 prisonniers, 9 étendards. Le vainqueur s'empare de Sofia, puis entreprend, malgré les rigueurs de l'hiver, le passage de l'Hémus, force le défilé de Soulu-Derbend ou la

porte de Trajan, malgré les efforts des Turcs et la violence du froid, entre, le jour de Noël, sur le territoire bulgare, où les habitants le reçoivent en libérateur. Enfin il remporte à Yalovaz, au pied du mont Konovicza, une grande victoire, et reprend le chemin d'Ofen chargé d'un immense butin, emmenant avec lui au nombre des captifs Kasim-bey, belerybey de Roumélie, et Mahmoud-Dschélébi, bey de Boli.

Pendant ce temps, le prince de Karaman, sollicité par les Hongrois, s'était encore une fois soulevé ; Amurat fut obligé de passer en Asie pour le réduire. Il lui accorda promptement la paix, et se hâta de revenir en Europe pour parer à tant de désastres. Contraint de s'humilier, il restitua la Valachie à Drakul, rendit à Brankowich Semendria et ses autres places ; puis il envoya demander la paix à Hunyade, car les Turcs ne connaissaient plus d'autre roi de Hongrie. Hunyade renvoya l'ambassadeur à la diète ; une trève de dix ans fut conclue (juillet 1444), à condition que la Servie et l'Herzégovine seraient entièrement rendues à Georges Brankowich ; que la Valachie rentrerait sous la suzeraineté de la Hongrie. Tel fut le résultat de la mémorable campagne de 1443.

A tant de revers vint se joindre la mort d'Alaeddin, fils aîné du sultan; Amurat, dégoûté du pouvoir, ne put résister à ce dernier coup : il remit l'autorité à son fils Mahomet, alors âgé de quatorze ans, et se retira parmi les derviches de Magnésie, dans le gouvernement de Sarou-khan, avec l'intention d'y achever ses jours dans le repos.

§ V. — Bataille de Varna. — Scanderbeg. — Bataille de Kassova.

A peine était-il arrivé dans sa retraite, qu'il en fut tiré par un événement tout à fait imprévu : la paix qu'il venait de conclure était déjà rompue. Les négociateurs turcs s'étaient à peine retirés que le cardinal Julien Césarini, légat du pape, somma le roi Ladislas de déchirer le traité qu'il avait juré sur l'Évangile, la parole donnée aux infidèles étant, dit-il, nulle de plein droit. A ces sollicitations se joignirent les lettres de l'empereur grec et du cardinal Francesco Condolmieri, commandant de la flotte pontificale dans l'Archipel; tous deux insistaient pour qu'on profitât de l'absence du sultan : une grande croisade, disaient-ils, avait été résolue pour rejeter les Turcs en Asie. L'armée des croisés ne se composait que de quelques aventuriers allemands et italiens, dont le cardinal Julien prit le commandement, et les forces des Hongrois ne montaient pas en tout à plus de 10,000 hommes : c'est avec ces faibles ressources qu'on voulait détruire la puissance ottomane. Jamais parjure ne fut plus manifeste; on attendit que les Turcs eussent évacué les places de la Servie; puis, le 1er septembre 1444, la guerre fut déclarée, et l'on se mit en marche le long du Danube en entraînant Drakul et les

Valaques. La Bulgarie fut dévastée, les places prises, Varna assiégée. Tout à coup, on apprit qu'Amurat était revenu; les Génois, gagnés par l'or du sultan, l'avaient transporté avec ses troupes d'Asie en Europe en traversant la flotte des croisés; il était campé à quatre milles de l'armée chrétienne, avec 40,000 hommes. Malgré l'énorme infériorité du nombre, on résolut de livrer bataille; les derniers succès avaient tourné toutes les têtes. Le 10 novembre, les deux armées se trouvèrent en présence. Amurat, placé au centre avec ses janissaires, faisait porter devant lui au bout d'une lance l'original du traité violé. Au premier choc, Hunyade enfonça l'aile gauche de l'armée turque, les Valaques dispersèrent l'autre aile et pénétrèrent dans le camp du sultan. Déjà Amurat se disposait à fuir; un de ses beys le retint par la bride de son cheval et le supplia de tenir ferme. En ce moment, le roi Ladislas se jette sur les janissaires, perce jusqu'au sultan et va le frapper de sa main, lorsqu'il tombe avec son cheval; un janissaire lui coupe la tête et la met au bout d'une pique en criant : « Giaours, voilà votre roi! » A cette vue, les Hongrois se débandent et leurs débris vont chercher asile derrière les retranchements; Hunyade et les Valaques prennent la fuite; la bataille était gagnée. Le lendemain, on donna l'assaut au camp chrétien, dont les défenseurs furent massacrés : de ce nombre était le légat Césarini.

Content d'avoir sauvé l'empire, Amurat, dès qu'il eut ramené son armée, abdiqua une seconde fois et retourna dans sa voluptueuse retraite de Magnésie; mais, au bout de quelques mois, il fut obligé de renoncer au repos. La discorde s'était mise dans le conseil du jeune prince et dans les troupes; les janissaires se révoltèrent à Andrinople. Sollicité par le vizir de ressaisir l'autorité, il revint à Andrinople, et son fils alla occuper sa place à Magnésie (1445).

Le grand coup frappé à Varna lui permettait de reprendre les projets des Ottomans contre les débris de l'empire byzantin.

L'empereur Manuel avait partagé ces débris entre ses sept fils : l'aîné, Jean, ne possédait que Constantinople et ses environs; un autre, Constantin, qui fut le dernier empereur de Byzance, possédait la Morée, Thèbes et une partie de la Thessalie. Prévoyant l'attaque qui le menaçait, Constantin, aidé de Thomas, son frère, fit relever les anciennes fortifications de l'isthme de Corinthe et le ferma entièrement. Après avoir imposé son alliance au duc d'Athènes (c'était alors le Florentin Neri), Amurat s'avança vers le mur de l'isthme, l'assiégea, y fit brèche à coups de canon et l'emporta d'assaut. Cet obstacle une fois renversé, Corinthe fut prise et brûlée, et le Péloponèse saccagé sans pitié. Les deux Paléologue durent payer une capitation pour les sujets qu'on leur laissa.

Cette facile expédition terminée, Amurat tourna ses efforts contre l'Albanie, qui commençait à l'inquiéter. Là s'était élevé un nouveau Hunyade, dont le nom ne devait pas être moins célèbre que celui du héros hongrois. Georges Castriot était le plus jeune des fils de Jean Castriot, despote de l'Albanie septentrionale, ou

plus exactement du canton de *Mirdita.* Nous avons dit que ce Castriot avait été réduit à payer tribut et à donner ses quatre fils en otage. Les trois aînés moururent empoisonnés, dit-on ; le quatrième, Georges, obtint la faveur du sultan ; et lorsque la Mirdita, après la mort de Jean, eut été annexée à l'empire ottoman, il obtint un commandement de 5,000 hommes dans l'armée d'Amurat, où, à cause de sa valeur impétueuse, il était connu sous le nom d'*Iskender-bey* (seigneur Alexandre), nom que les Européens ont transformé en *Scanderbeg.* Les faveurs du sultan ne lui firent pas oublier sa religion et sa patrie, et, en 1443, après la première bataille de la *longue campagne*, il résolut d'abandonner les infidèles : il se présenta chez un secrétaire du sultan, le força le poignard sur la gorge de signer l'ordre au commandant de Croïa de remettre la place entre ses mains; puis il tua le secrétaire et courut en Albanie. Après s'être fait dans les environs une bande de 600 partisans, il pénétra dans Croïa, ouvrit les portes à ses gens et massacra la garnison turque. Ce fut le signal d'une insurrection générale; les Ottomans répandus dans les villages furent égorgés, les garnisons des villes forcées de se rendre, et en trente jours, Scanderbeg se trouva maître de l'Albanie ; tous les princes et seigneurs chrétiens du pays le reconnurent comme chef et lui fournirent chacun son contingent. De 1443 à 1447, trois armées furent envoyées contre lui et successivement défaites; une quatrième se mit en marche, plus forte que les précédentes; elle fut encore battue, et le général ottoman pris avec ses principaux officiers. Alors Amurat résolut de diriger lui-même une expédition décisive, qui fut préparée pour l'année suivante (1448); mais, à cette époque, la guerre recommença avec la Hongrie.

Hunyade, avec une armée de 24,000 hommes, envahit la Servie, ravagea le pays et se dirigea par le plateau de Kassova pour descendre dans la Macédoine. Amurat réunit une immense armée et vint, avec plus de 150,000 hommes, l'attendre sur ce plateau célèbre où se décident les destinées de la péninsule hellénique. Hunyade devait être joint par Scanderbeg et une armée albanaise; au lieu de les attendre, il résolut de combattre. Alors s'engagea une lutte terrible et inégale qui dura trois jours; le 17 octobre, il n'y eut guère que des escarmouches; le 18, ce fut une mêlée effroyable. Trahis par les Valaques, pris à dos par une partie de l'armée turque, les Hongrois se défendirent toute la journée ; mais la nuit venue, Hunyade, désespérant du succès, s'enfuit, et ses soldats se dispersèrent. Il ne resta sur le champ de bataille que les auxiliaires allemands avec l'artillerie; cette poignée d'hommes recommença à combattre le lendemain jusqu'à ce qu'elle fût anéantie.

Au printemps suivant, Amurat entra en Albanie avec son immense armée de Kassova. Il prit Sfetigrad et Dibra ; mais il perdit devant ces deux bicoques 20,000 hommes, et fut obligé de remettre à l'année suivante le siége de Croïa (1450). La place fit une résistance héroïque ; en même temps Scanderbeg, avec

8,000 hommes, se tenait à un mille des assiégeants et les fatiguait par des attaques meurtrières et multipliées. Le sultan essaya de corrompre le commandant de la garnison; il essaya de négocier avec Scanderbeg : l'un et l'autre repoussèrent toutes ses ouvertures; enfin le siége fut levé. Amurat était à peine de retour à Andrinople qu'il mourut d'apoplexie (9 février 1451).

§ VI. — Règne de Mahomet II. — Siége et prise de Constantinople.

Le successeur d'Amurat II, à peine âgé de vingt-deux ans, était dévoré d'une ambition inquiète, emportée. Depuis qu'il avait vu le pouvoir échapper de ses mains, il rongeait son frein à Magnésie; aussi quand arriva la nouvelle de la mort de son père, il s'élança à cheval en criant : « Qui m'aime me suive! » et il arriva en deux jours à Gallipoli. C'était à un tel homme qu'il appartenait d'en finir avec l'empire de Byzance.

Mahomet reçut d'abord les ambassadeurs de l'empereur : c'était alors Constantin Dragozès, le despote de Morée, qui, l'année précédente, avait succédé à son père par la protection d'Amurat; il lui témoigna des intentions pacifiques, et s'engagea même à payer une pension de 300,000 aspres pour l'entretien d'un petit-fils de Soliman qu'on tenait captif à Constantinople. Puis il renouvela les traités avec tous ses alliés chrétiens, conclut avec les envoyés de Hunyade une trêve de trois ans, et s'en alla en Asie guerroyer contre le prince de Karaman. Pendant qu'il était occupé de ce côté, Constantin eut l'imprudence d'envoyer réclamer la pension promise, ajoutant que, si on ne la payait pas, il mettrait en liberté le prisonnier. Mahomet s'irrita de cette menace, et dès lors il ne songea plus qu'à en finir avec Constantinople. Il repassa en Europe et, pour affamer la ville et la séparer de la mer Noire, il ordonna d'élever sur la rive européenne du Bosphore, à l'endroit le plus étroit, en face du château construit par Mahomet Ier en Asie, un château fort auquel il donna le nom significatif de *Boghazkesen* (coupe-gorge); c'est ce qu'on appelle aujourd'hui le château d'Europe[1]. Trois mille ouvriers, protégés par une armée, furent employés à cette construction, qui s'acheva en trois mois sous les yeux et sous la direction du sultan. Tout vaisseau passant à la portée des batteries de ce château dut payer rançon, et un navire vénitien qui s'y refusa fut coulé (août 1452).

A ces nouvelles, l'empereur effrayé envoya à Mahomet une humble ambassade pour lui offrir de payer tribut et le supplier d'épargner les campagnes qui nourrissaient Constantinople. Pour toute réponse, le sultan donna ordre aux sipahis de mener paître leurs chevaux dans les récoltes des Grecs; et, quelques jours après,

[1] Voir page 39.

une rixe s'étant élevée entre les soldats et les paysans, ce fut le commencement de la guerre. L'empereur envoya un dernier message à Mahomet : « Puisque ni les serments, ni les traités, ni les soumissions, ne peuvent assurer la paix, lui dit-il, poursuis les hostilités. Ma confiance est en Dieu; s'il lui plaît d'adoucir ton cœur, je me réjouirai de cet heureux changement; s'il te livre Constantinople, je me soumettrai sans murmure à sa volonté; mais, tant que le juge des princes de la terre n'aura pas prononcé, je dois vivre et mourir en défendant mon peuple. » Et il fit fermer les portes de la ville et ne songea plus qu'à la défendre.

Mahomet, de son côté, revint à Andrinople pour faire les préparatifs du siége. Son ardeur, son inquiétude, étaient si grandes, qu'il en perdit le sommeil, et que ses journées étaient uniquement employées à discuter avec ses généraux les moyens de prendre la ville. Pendant qu'on travaillait au château du Bosphore, un fondeur hongrois, nommé Orban, vint offrir ses services à Mahomet, et, sur son ordre, construisit le plus énorme canon dont l'histoire fasse mention; cette gigantesque machine lançait des boulets de pierre de douze palmes de circonférence et du poids de douze quintaux; il fallait sept cents hommes pour la remuer et la servir. On en fit l'essai à Andrinople; la vapeur de la poudre couvrit la ville entière, la détonation se fit entendre à plusieurs lieues, et le boulet, à la distance d'un mille, s'enfonça d'une brasse dans la terre. On fondit en suite d'autres pièces d'un moindre calibre, et on rassembla des troupes de tous les points de l'empire. Une flotte de quatre cents voiles fut équipée et mise sous les ordres du renégat bulgare Baltaoghli.

Pendant ce temps, la plus grande confusion régnait à Constantinople. Le recensement fait de toutes les forces, il ne se trouva que 4,973 hommes en état de combattre; il s'y joignit 2,000 étrangers et 500 Génois qui arrivèrent sur deux galères, commandés par Jean Longus Justiniani. La marine était nulle; on retint pour la défense de la ville les bâtiments de toute nation qui vinrent de l'Archipel; il se trouva ainsi dans le port quatorze navires. Les murs s'écroulaient; ils n'avaient pas été réparés depuis des siècles; on les restaura à la hâte. L'empereur envoya dans toute l'Europe solliciter des renforts, et, dans l'espérance d'intéresser l'Occident à sa cause, il annonça la ferme résolution de terminer le schisme. « Mais, dit Æneas Sylvius, la chrétienté était un corps sans tête, une république sans magistrats; le pape n'était plus qu'un fantôme éblouissant. » Au lieu d'envoyer une armée au « dernier héritier de la dernière étincelle du nom romain[1] », on lui envoya un légat du pape pour effectuer la réunion. Une assemblée solennelle eut lieu dans l'église de Sainte-Sophie, le 12 décembre 1452; le légat célébra la messe; l'empereur et toute la cour y assistèrent. Mais les moines, le clergé et tout le peuple se révoltèrent contre cet acte, qu'ils traitaient de sacrilége. A la tête des plus fou-

[1] Phranza, liv. III, ch. VII. — Gibbon, t. XIII.

gueux *orthodoxes* se placèrent le patriarche Gennadius et le grand amiral Notaras, qui déclarèrent qu'ils aimaient mieux voir à Constantinople « le turban du sultan que le chapeau d'un cardinal. » Toute l'énergie de ce peuple dégradé semblait réservée pour ces misérables discordes. Il ne lui vint aucun secours efficace de l'Occident. Les princes de la Morée et des îles de la Grèce se tinrent en repos, et les Génois de Galata firent avec le sultan un traité de neutralité; il est vrai que, malgré ce traité, ils firent passer aux assiégés de nombreux secours; aussi Mahomet jura-t-il d'écraser le serpent quand il aurait tué le dragon. Tout le monde désespérait de la défense; on était convaincu que l'heure fatale était arrivée. Des prophéties de tout genre circulaient dans la foule; une d'elles assurait que les ennemis pénétreraient jusqu'à la place du Taureau, et que là un ange descendant du ciel mettrait un glaive à la main d'un homme du peuple, qui ressaisirait la victoire et chasserait les Turcs jusqu'aux extrémités de la Perse[1]; mais toutes les autres prédictions étaient sinistres. On avait trouvé, disait-on, dans un couvent du mont Athos deux tablettes prophétiques attribuées à Léon le Sage, contenant la liste des empereurs et des patriarches; les noms du dernier empereur et du dernier patriarche manquaient. On racontait aussi que Michel Paléologue avait interrogé un devin sur la destinée de sa race, et qu'il avait obtenu pour toute réponse le mot *mamaïmi;* ce mot composé de sept lettres marquait, disait-on, que le septième Paléologue serait le dernier. Enfin, jusque dans les oracles de la sibylle d'Erythrée, on prétendait avoir trouvé l'annonce de la chute de l'empire. La même opinion était répandue chez les autres nations : une vieille femme avait assuré à Jean Hunyade, après la défaite de Kassova, que les revers des chrétiens finiraient quand Constantinople serait détruite par les Turcs. Toutes ces prédictions, passant de bouche en bouche, achevaient d'abattre les esprits.

Tel était l'état de la cité quand, au mois d'avril 1453, 200.000 Osmanlis investirent les remparts du côté de la terre. C'était la douzième fois qu'elle était assiégée par les musulmans[2]; de tout temps, ils avaient été convaincus que cette ville devait leur appartenir : Mahomet la leur avait promise[3]. Des scheiks, des derviches, accoururent en foule dans les rangs de l'armée ottomane et l'animèrent

[1] [illegible]

[2] [illegible] par les Turcs. Voici les [illegible] d'après [illegible] M. de H[illegible] : 1° Dans l'année 34 de l'hégyre (654), sous [illegible] de l'empereur Const[illegible] [illegible] s'empara de Rhodes [illegible] Constantinople; 2° [illegible] de Moawia; 3° en [illegible] Moawia. C'est à ce [illegible] Ab[illegible]-Assiz; 5° en [illegible] 78[illegible] par Haroun-[illegible] 182 [illegible] d'Irène

[3] [illegible] Avez-vous entendu [illegible] — [illegible] Dieu! — [illegible] croyants. [illegible] des bassies et des cata-

par leurs prédications. Le plus célèbre d'entre eux, le grand scheik Akjemseddin, retrouva le cercueil du porte-étendard Eyoub, mort au troisième siége : on lui construisit un tombeau sur lequel s'éleva plus tard une mosquée. Cet incident, qui parut miraculeux, contribua puissamment à exalter le fanatisme des assiégeants. Le gros canon arriva traîné par cinquante paires de bœufs, soutenu en équilibre par quatre cents hommes et précédé par deux cent cinquante charpentiers et pionniers. On le dressa d'abord contre la porte Caligaria (aujourd'hui *Egri-Kapouci*, porte courbée); ensuite on le transporta à la porte de Saint-Romain, qui en a conservé le nom de porte du Canon, *Top-Kapouci*. De chaque côté étaient établies deux pièces qui lançaient des boulets de six quintaux: quatorze autres batteries ébranlèrent le reste des murailles. La monstrueuse pièce ne rendit pas, du reste, tous les services qu'on en avait attendus; il fallait deux heures pour la charger et une énorme quantité d'huile pour l'humecter après chaque décharge de peur qu'elle ne se brisât; elle ne pouvait tirer que huit fois dans une journée. Au bout de quelques jours, elle éclata et tua son inventeur.

Cependant, animés par l'exemple de l'empereur, qui combattait en personne sur les remparts et par l'infatigable activité de Justiniani, les défenseurs de la ville firent des prodiges ; on comblait chaque nuit les brèches ouvertes pendant le jour; on élevait de nouveaux remparts et on creusait de nouveaux fossés; les Turcs n'avançaient pas. Ils n'étaient pas encore habiles au maniement de l'artillerie; ce furent des Hongrois qui leur apprirent à ouvrir promptement une brèche, en visant alternativement à droite et à gauche, puis au milieu, dans l'espace déjà ébranlé. En revanche, un artificier allemand, Jean Grœnt, apprit aux Grecs à mieux diriger le feu grégeois, pour brûler les machines et tuer les mineurs. Les Turcs avaient construit une tour en bois recouverte d'un triple vêtement de peaux, et munie de ponts-levis pour aborder de plain-pied les murailles de la ville; cette immense machine fut incendiée.

A la fin d'avril, cinq vaisseaux, dont un grec et quatre génois, se présentèrent en vue du port; la flotte ottomane se porta tout entière à leur rencontre, et un combat naval s'engagea près du rivage. Malgré la disproportion des forces, les chrétiens se jetèrent résolûment au milieu des Turcs. Du haut des ponts, ils firent pleuvoir sur les bateaux plats de l'ennemi une grêle de projectiles et des torrents de feu grégeois; le désordre se mit dans la flotte turque; plusieurs vaisseaux s'entre-choquèrent et coulèrent bas. Mahomet, qui du rivage assistait à cette honteuse défaite, voulait dans sa fureur se jeter avec son cheval au milieu des flots pour châtier la maladresse de ses marins; il vit enfin les cinq navires percer à travers

pultes, mais avec ces seules paroles : « Il n'y a d'autre Dieu que Dieu, et Dieu est grand ! » Alors un des côtés qui regardent la mer s'écroulera ; le second tombera ensuite; enfin les remparts du côté de la terre tomberont aussi, et les vainqueurs y feront leur entrée. »

toute sa flotte et entrer dans le port, dont les chaînes furent refermées derrière eux. Il se vengea de cet affront sur son amiral; il le fit charger de fers, lui appliqua lui-même cent coups de bâton, puis le dépouilla de ses biens et l'envoya en exil. Depuis cette époque s'est établie chez les Ottomans cette opinion populaire que le ciel, en leur donnant l'empire de la terre, leur a refusé celui des mers.

Cet incident avait tellement consterné les assiégeants, qu'il fut question de renoncer à l'entreprise. Le parti de la paix fut soutenu dans le conseil de guerre par le grand vizir Khalil-pacha, depuis longtemps ami secret des Grecs; le second vizir, favori de Mahomet, insista pour la continuation du siége, et son avis l'emporta. Cependant on n'avait fait encore aucun progrès, et il y avait peu d'espoir d'en faire tant que la ville serait libre du côté de la mer, les vaisseaux grecs étant maîtres de la Corne-d'Or et même de la Propontide. Ce fut alors que Mahomet, n'espérant pas forcer l'entrée du port, conçut l'idée singulière d'y introduire ses vaisseaux par terre. La flotte turque fermait le Bosphore à Beschiktasch. On lui fit une route derrière les collines de Péra pendant deux lieues, par Saint-Dimitri et Khalskœi; on la recouvrit de planches qu'on enduisit de graisse, et, pendant une seule nuit, soixante-dix galères à deux, trois et cinq rangs de rames furent traînées à travers collines et vallées dans la Corne-d'Or, en face des portes aujourd'hui appelées de Balat et de Haïwan. Sur chaque navire, le capitaine « était à l'avant, le lamaneur à l'arrière; les voiles étaient déployées au vent, les trompettes sonnaient, les tambours battaient, et, au point du jour, les assiégés virent avec autant de surprise que d'effroi plus de soixante-dix bâtiments turcs jeter l'ancre au milieu de leur port [1]. » Ils ne firent, à ce qu'il semble, aucune tentative pour empêcher l'arrivée des Turcs.

Dès la nuit suivante, Justiniani essaya de brûler la flotte turque; mais il fut trahi par les Génois de Galata, qui, pendant tout le siége, jouèrent un double rôle; le vaisseau qu'il montait fut coulé à fond; ses compagnons furent pris ou noyés, lui-même n'échappa qu'à grand' peine. Les Turcs construisirent alors un pont sur le port d'où ils canonnèrent la muraille; on essaya encore d'incendier ce pont et les vaisseaux; mais cette entreprise échoua comme la précédente; quarante Génois d'élite qui s'en étaient chargés furent égorgés le lendemain matin à la vue des assiégés; ceux-ci, par représailles, placèrent sur leurs créneaux les têtes de deux cents prisonniers turcs.

Pressée par terre et par mer, la ville était dans une situation désespérée; sa petite garnison était affaiblie, décimée par sept semaines d'une lutte acharnée, et, de plus, il fallait qu'elle se divisât pour résister sur deux points à la fois : une énorme brèche était ouverte à la porte de Saint-Romain; la muraille du côté du

[1] Hammer, t. II, p. 409.

port ne pouvait offrir une longue résistance. Mahomet envoya un message aux assiégés, promettant, si la ville capitulait, aux habitants la vie sauve et la liberté, à l'empereur la paisible possession de la Morée; Constantin aima mieux s'ensevelir sous les ruines de sa capitale. C'était le 24 mai; le sultan annonça un assaut général pour le 29. Aussitôt le camp ottoman prit un aspect de fête. On mit en liberté les soldats de la flotte, qu'on avait jetés en prison après leur défaite; on promit aux janissaires le pillage de la ville, des *timars* et des *sandjaks* aux premiers qui monteraient sur les remparts; les derviches parcoururent les tentes pour réveiller l'ardeur fanatique des *moslims*. Le soir venu, la flotte et le camp tout entiers s'illuminèrent; Constantinople se vit entourée d'une ceinture de feux; on entendait de tous côtés retentir les bruyantes clameurs des barbares et ce cri mille fois répété : « Dieu seul est grand, et Mahomet est son prophète. » Du sein de la ville en deuil, on n'y répondait que par des gémissements et des prières : « *Kyrie, eleison;* Seigneur, ayez pitié de nous! »

Cependant on employa ces derniers jours à réparer les brèches, à reconstruire les remparts, à creuser des fossés derrière ceux qui avaient disparu. Dans la nuit du 28 au 29, l'empereur communia en grande pompe à Sainte-Sophie; puis il alla prendre sa place à la porte de Saint-Romain avec l'élite des siens. Au point du jour, l'attaque commença. Le sultan, pour fatiguer ses adversaires, fit donner d'abord ses plus mauvaises troupes; leurs corps comblèrent les fossés. Vers dix heures, les assiégés soutenaient encore la lutte sans désavantage, quand Justiniani, blessé à la main, se retira malgré les supplications de l'empereur; sa retraite jeta le découragement parmi ceux qui l'entouraient. Cependant l'exemple de Constantin les ranima, et le combat se rétablit; tout à coup retentit un cri d'alarme : « Les Turcs sont dans la ville, la ville est prise! » La porte de Bois ou du Cirque, murée depuis deux siècles à cause d'une ancienne prophétie, avait été rouverte la veille pour faire une sortie; ce fut par là que cinquante Turcs s'introduisirent et vinrent prendre à dos les défenseurs de la brèche. Aussitôt tout se disperse, tout s'enfuit vers le port. L'empereur court à la porte Caligaria, et arrive au moment où les assaillants enfoncent le passage; il se jette en désespéré dans leurs rangs et tombe sous le sabre d'un janissaire.

La foule cependant se précipitait du côté du port, cherchant un refuge sur les vaisseaux grecs et génois qui s'y trouvaient. Quelques-uns parvinrent ainsi à se sauver; mais les gardes fermèrent les portes et en jetèrent les clefs. Tout ce torrent de fuyards reflua alors vers le milieu de la ville, et la plupart coururent s'enfermer dans Sainte-Sophie. Bientôt parurent les Turcs, qui enfoncèrent les portes à coups de hache; là commencèrent les scènes de pillage, les profanations, les excès de tout genre. Il y eut peu de sang répandu, excepté dans le premier emportement de la victoire. Hommes, femmes, enfants, étaient entassés dans les églises; on les lia deux à deux et on les chassa vers les vaisseaux. Puis les pillards

se répandirent dans les rues, les maisons, les palais, en enlevant d'énormes richesses. Le sultan avait dit la veille à ses soldats : « La ville et les édifices publics m'appartiennent; mais je vous abandonne les captifs et le butin, les métaux précieux et les belles femmes : soyez riches et heureux. »

Ainsi tomba Constantinople, après onze siècles d'existence. Sa chute, depuis que l'empire d'Orient était partagé en une multitude d'États ennemis, était inévitable; et, si elle n'eut pas lieu plus tôt, il semble que ce fût par le respect qu'inspirait encore aux peuples barbares qui le menaçaient depuis des siècles ce dernier reste de l'empire romain. Cet événement ne fit disparaître en réalité qu'un nom, qu'un titre d'empire; il renouvela même l'existence de la ville de Constantin. Il fut pourtant, par ses conséquences, toute une révolution : il faisait disparaître le dernier obstacle que l'islamisme trouvât encore pour s'établir dans la chrétienté; il donnait définitivement le triomphe à l'Orient dans sa lutte contre l'Occident; il semblait menacer l'Europe du sort auquel elle avait échappé dix-huit cents ans auparavant par les victoires de Salamine et de Marathon; enfin il livrait la Méditerranée, cette mer de la civilisation, à la barbarie orientale. L'Europe en fut consternée; elle se sentit souillée d'une grande honte, en même temps que menacée d'un grand danger. Elle redoutait l'intrusion de ce peuple étranger à sa religion, à ses mœurs, à son esprit, qui, jusqu'à ce jour, n'avait été que campé sur son sol, mais qui maintenant semblait s'y asseoir définitivement. Elle aurait été encore plus alarmée si elle avait pu prévoir, à cette époque, les embarras interminables que l'existence de ce corps étranger susciterait un jour dans son sein, et les périls infinis dont il menace l'avenir.





T. Allom. J. C. Bentley

La muraille de Constantinople près de la porte de Saint Romain.

LIVRE TROISIÈME

DEPUIS LA PRISE DE CONSTANTINOPLE JUSQU'A LA PAIX DE CARLOWITZ
(1453 — 1699)

CHAPITRE PREMIER

RÈGNE DE MAHOMET II, DEPUIS LA PRISE DE CONSTANTINOPLE (1453 — 1481)

---

§ I. — État des Grecs après la conquête.

Mahomet entra dans Constantinople, vers le milieu du jour, par la brèche de la porte Saint-Romain et fit cesser le pillage. Entouré de ses gardes du corps (*solaks*) et de ses vizirs, il alla droit à Sainte-Sophie, dont il admira longtemps la magnifique architecture. Un soldat brisait les mosaïques des murs; il l'étendit à ses pieds d'un coup de sabre. Par son ordre, un muezzin, du haut des marches ensanglantées du sanctuaire, appela les musulmans à la prière : ainsi fut inauguré le règne de l'Islam dans sa nouvelle capitale.

Il fit ensuite chercher le corps de l'empereur; on le reconnut à ses brodequins de pourpre parsemés d'aigles d'or. Sa tête fut exposée sur la place d'Augusteon, au pied de la statue équestre de Justinien; puis on l'envoya dans les provinces.

De là, le sultan fit son entrée dans le palais des Blaquernes, dernière résidence des empereurs, et, en pénétrant sous ces voûtes désertes, il récita tristement ce distique d'un poëte persan : « L'araignée s'établit comme gardienne dans le palais des empereurs; la chouette fait retentir les voûtes royales de son chant lugubre. » Il célébra son triomphe par une orgie, qui fut suivie de sanglantes cruautés. Le grand duc Notaras, accueilli d'abord avec une extrême faveur, fut mis à mort avec toute sa famille : son crime était d'avoir refusé de livrer son plus jeune fils pour le harem du sultan. Son exécution fut suivie de celle d'un grand nombre de Grecs de distinction à qui Mahomet avait pardonné la veille; le *bayle* vénitien, un consul espagnol, furent compris dans ce massacre.

Cependant, au bout de trois jours, les scènes de désordre et de violence cessèrent; la flotte et l'armée s'éloignèrent chargées d'un immense butin : le sultan songea à rebâtir, à repeupler, à réorganiser ce qu'il venait de détruire. La prise de Constantinople jeta la consternation dans les anciennes parties de l'empire byzantin. « Toute la Grèce se sentit frappée par ce désastre. Dans la Morée et dans les îles, on fuyait sans savoir où aller. La mer était couverte de vaisseaux, de barques, portant les familles et les richesses des Grecs. Les montagnes, les monastères, les îles occupées par les Génois et les Vénitiens, servaient de refuge : « c'était, disent les chroniqueurs, une dispersion comme celle des Hébreux après la prise de Jérusalem[1]. » Un firman enjoignit à tous les Grecs dispersés dans les États ottomans de rentrer dans la capitale, et il promit la conservation de leurs biens avec le libre exercice de leur religion à ceux qui s'étaient réfugiés sur le territoire étranger. Puis Mahomet convoqua ce qui restait à Constantinople de prêtres et de laïques pour procéder, selon le rite accoutumé, à l'élection d'un patriarche. Lui-même assista à la cérémonie, et conféra au nouvel élu un sceptre pastoral enrichi de diamants, emblème de la double autorité civile et religieuse qu'il était appelé à exercer sur ses compatriotes; puis il l'accompagna jusqu'à la porte du palais, ordonna à ses vizirs de lui faire cortége, enfin lui remit un firman qui fixait la condition des Hellènes sous leurs nouveaux maîtres, et dont la plupart des dispositions sont encore en vigueur.

Les Grecs conservèrent leurs églises, à l'exception de Sainte-Sophie, le libre exercice de leur religion, le droit de s'administrer eux-mêmes, et formèrent ainsi une vaste communauté, entièrement distincte de la nation conquérante. Ils furent soumis à une double capitation, soit pour leurs personnes, soit pour leurs terres, et qu'on appelait *kharadj*. A la tête de la nation ou communauté grecque était le patriarche assisté d'un synode. Ce patriarche avait rang de vizir et des janissaires formaient sa garde. Toutes les causes civiles et correctionnelles des raïas grecs dans le diocèse de Constantinople, les contrats de mariage, les legs, les testa-

[1] Villemain, *Essai sur l'état des Grecs depuis la conquête musulmane.*

ments, les divorces, les vols et autres délits, ressortissaient à son tribunal. Ce tribunal, composé des principaux dignitaires du clergé, pouvait prononcer la peine de l'emprisonnement, la bastonnade, les galères, etc. Toutes les autorités militaires ottomanes étaient tenues de faire exécuter les sentences du patriarche à l'égard des chrétiens grecs, de même que celles des évêques dans leurs diocèses respectifs.

Le synode formait le grand conseil de la nation, il connaissait en appel de tous les jugements rendus par les évêques dans leurs diocèses, administrait les revenus de l'Église et de la nation, etc. Le patriarche et les membres du synode étaient exempts du *kharadj*.

Chaque évêque exerçait dans son diocèse les mêmes attributions et jouissait des mêmes priviléges que le patriarche à Constantinople; ils étaient aussi exempts du kharadj. Enfin les *papas*, ou membres inférieurs du clergé, exerçaient sur leurs paroissiens une juridiction civile analogue à celle de l'évêque.

Toutes les terres qui ne furent pas transformées en *timars* restèrent aux mains des *raïas*, et la condition de ceux-ci ne différa de celle des cultivateurs musulmans qu'en ce qu'ils étaient, de plus que ces derniers, soumis à l'impôt du kharadj. Chaque commune s'administrait elle-même par ses *primats*, magistrats élus qui avaient pour fonction principale de proportionner le tribut imposé en masse sur la communauté aux ressources individuelles de chaque habitant. Ces primats étaient chargés d'acquitter l'impôt de capitation entre les mains des collecteurs, ou bien, si la communauté avait préféré se racheter du kharadj par une évaluation générale pour un certain nombre d'années, ils répartissaient eux-mêmes cet impôt. Il en était de même de la dîme, de la taxe sur les maisons, des fonds destinés à indemniser les propriétaires qui avaient eu à souffrir de taxes arbitraires, fournitures de vivres aux armées, présents aux gouverneurs et autres *avanies*[1].

§ II. — Conquête de la Servie.

Après avoir ainsi assuré l'existence et la condition des vaincus, Mahomet fit venir de Sinope et de Trébizonde cinq mille familles musulmanes pour repeupler la ville; il fit raser les fortifications de Galata, et laissa aux Génois leurs priviléges commerciaux ; il rassembla un grand nombre d'ouvriers pour rétablir les murailles en ruines; puis il s'éloigna, laissant toutes ces mesures réparatrices en voie d'exécution, et revint à Andrinople.

« La conquête de Constantinople, dit un historien turc, fut la clef qui ouvrit la serrure de bien des choses difficiles. » En effet, nous allons voir que toutes les conquêtes ébauchées sous les règnes précédents s'achevèrent avec une étonnante

[1] Ubicini, *Lettres sur la Turquie*.

facilité sous Mahomet le Conquérant; que la Grèce, la Valachie, la Servie, la Bosnie, l'Albanie, la Crimée, les principales îles de l'Archipel, furent complétement soumises; et que l'empire turc atteignit à peu près ses limites définitives en Europe. Ce rapide développement de la puissance ottomane fut l'ouvrage de moins de trente ans.

Le retour du sultan à Andrinople fut marqué par le supplice de son vizir Khalil-pacha. C'était l'arrière-petit-fils de Khalil-Tchendéréli, le vizir d'Amurat Ier. Convaincu d'avoir eu des intelligences avec les Grecs pendant le siége de Constantinople, il fut jeté en prison, puis mis à mort. La charge de vizir resta vacante pendant plus d'un an, fait unique dans la suite de l'histoire ottomane; elle fut conférée l'année suivante à Mahmoud-pacha, fils d'un père grec et d'une mère serbe, et c'est là le premier exemple de ces Hellènes devenus musulmans qui ont, presque sans interruption, gouverné l'empire des Osmanlis.

Mahomet reçut ensuite les félicitations et les tributs du prince de Servie, des Génois de l'Archipel, des Grecs de Trébizonde et de la république de Raguse. Puis il porta ses armes contre le plus puissant des États démembrés de l'empire d'Orient, la Servie (1454); il s'empara d'Ostrowitz, échoua devant le château de Semendria et ravagea tout le pays. Cependant le kral Georges était allé chercher du secours en Hongrie; il revint avec Hunyade, battit une armée de 30,000 Ottomans qui était restée pour occuper la province, et, grâce à cette victoire, obtint la paix moyennant un tribut de 30,000 ducats. Mais la guerre recommença l'année suivante, et ne fut marquée que par la prise de Novoberda, la ville la plus riche de la Servie, qui reçut une garnison ottomane.

Au mois de juin 1456, une armée de plus de 150,000 hommes, commandée par le sultan, traversa la Servie et vint mettre le siége devant Belgrade. Trois cents bouches à feu, dont plusieurs d'un monstrueux calibre, foudroyèrent les remparts; une escadre de deux cents petits vaisseaux coupait la navigation du Danube au-dessus et au-dessous de la ville. Oubliant que son père avait échoué devant Belgrade après six mois de siége, Mahomet se vantait de réduire la place en quinze jours, mais une croisade s'organisait en Hongrie à la voix du franciscain Jean Capistrano, de race roumaine; Hunyade, avec une armée, se jeta dans la place; il détruisit la flottille turque et repoussa avec succès les assauts. Enfin une vigoureuse sortie, commandée par Capistrano, jeta le désordre dans le camp ottoman et détermina la levée du siége : le sultan, après avoir payé de sa personne, se retira, emmenant cent chariots de blessés, blessé lui-même, laissant sous les murs de Belgrade 24,000 hommes et toute son artillerie. Les deux sauveurs de la ville survécurent peu à leur triomphe : Hunyade succomba au bout de quinze jours; Capistrano, trois mois après.

Malgré ce grand succès, la Servie resta démembrée, occupée en grande partie par les Ottomans, tendant même à favoriser la conquête des infidèles, à cause de

la haine de ses habitants contre la cour de Rome. Sur ces entrefaites, le prince Georges mourut; son plus jeune fils, Lazare, s'empara du pouvoir, mais ne le conserva que deux mois. Il laissait deux frères aveugles et une sœur, veuve d'Amurat, qui tous trois se disputèrent son héritage et se réfugièrent près du sultan. Aussitôt le grand vizir, Mahmoud-pacha, envahit la Servie; il s'empara des places fortes du Danube, prit Columbacz, poussa ses dévastations jusqu'en Hongrie, revint enfin assiéger Semendria et s'en empara le 8 novembre 1459. En deux années, la conquête de la Servie fut définitivement terminée, et ce pays, qui avait eu une existence si glorieuse, qui semblait appelé à de si grandes destinées, fut réduit en province de l'empire ottoman.

§ III. — Asservissement de la Morée. — Guerre contre Scanderbeg. — Conquêtes en Asie.

A la même époque fut consommé l'asservissement de la Grèce. Démétrius et Thomas Paléologue, frères du dernier empereur grec, se disputaient la possession de la Morée, et avaient à lutter chacun contre ses propres sujets et les attaques des Albanais; ils ne s'étaient maintenus dans le pays que par la protection du sultan, auquel ils payaient tribut.

Mahomet, au commencement de 1458, se rendit lui-même dans le Péloponèse à la tête d'une armée; il s'empara de Corinthe, intimida, par ses cruautés, les garnisons albanaises, qui se rendirent sans grande résistance, déposséda entièrement Thomas Paléologue et ne laissa le reste de la Morée à son frère que moyennant un tribut exorbitant. Il s'était à peine éloigné, que Thomas prit les armes à la fois contre les Turcs et contre son frère; une nouvelle armée ottomane fut envoyée, et ce malheureux pays fut livré, par tous les partis, à la plus affreuse dévastation. Démétrius finit par se jeter dans les bras des Turcs; il accompagna le sultan, qui revint en personne diriger cette épouvantable guerre. Les garnisons et les habitants de la plupart des villes furent massacrés; pour les chefs, on imaginait de nouveaux raffinements de supplice; enfin, quand Mahomet se retira, il ne laissait que des ruines. Modon et Pylos, et quelques châteaux qui appartenaient aux Vénitiens, avaient seuls échappé à la barbarie turque. Thomas s'enfuit en Italie; Démétrius fut relégué à Énos; enfin, le dernier duc d'Athènes, Franco Accaiuoli, ayant été étranglé, les Turcs dominèrent sans partage toute la péninsule grecque (1460). Pendant ce temps, une flotte ottomane de cent quatre-vingts voiles parcourait l'Archipel : elle rançonna Lesbos et Chios, occupées par les Génois, soumit Imbros, Thasos et Samothrace, etc.

Une autre guerre occupait encore, en Europe, les armées ottomanes; c'était la guerre d'Albanie, guerre interminable, dont le succès ne devait être ni si prompt ni si facile. Depuis l'avénement de Mahomet II, Scanderbeg soutenait,

avec une persévérance infatigable, les attaques continuelles des Ottomans. Malgré les trahisons de deux de ses compagnons, il battit successivement trois armées. Cette longue série d'exploits lui valut l'admiration même de ses ennemis; Mahomet, au retour de son expédition dans le Péloponèse, lui fit offrir la paix et lui abandonna la tranquille possession de l'Épire et de l'Albanie (1460).

Ce fut du côté de l'Asie que le sultan tourna ensuite ses vues. Sur la côte de la mer Noire subsistaient trois États indépendants enclavés dans les possessions ottomanes : l'empire grec de Trébizonde, fondé par les Comnènes après la prise de Constantinople par les Latins; la colonie génoise d'Amastris (aujourd'hui Amaszrah), entrepôt de tout le commerce des Génois dans ces régions; enfin, entre ces deux villes et sur la route qui mène de l'une à l'autre, Sinope, où régnait encore un Isfendiar. Quand on se mit en marche, au commencement de 1461, personne ne savait contre lequel de ces établissements était dirigée l'expédition. Un des juges de l'armée ayant osé le demander au sultan, il lui répondit avec colère : « Si je croyais qu'un poil de ma barbe connût mes desseins, je l'arracherais et je le jetterais au feu. » Les Génois furent attaqués les premiers. Mahomet n'eut qu'à paraître sous les murs d'Amastris : la ville ouvrit ses portes; les deux tiers des habitants furent transportés à Constantinople. De là, il envoya sommer le prince de Sinope de livrer sa ville; et le grand vizir, avec une flotte de cent cinquante voiles, bloqua le port; Isfendiar céda, et reçut en dédommagement des domaines en Bithynie. Mahomet, après une expédition en Arménie contre un prince turkoman, Ouzoun-Hassan, allié des empereurs de Trébizonde, se présenta devant cette ville. On n'essaya pas de résister; les Comnènes furent embarqués pour Constantinople, et, à son retour, le sultan ordonna leur supplice. Le plus jeune fut seul épargné, parce qu'il s'était fait musulman; la princesse Anne, fille du dernier empereur, devint esclave dans le harem; l'impératrice Hélène, après avoir vu le massacre de ses enfants, les ensevelit de ses propres mains, malgré la défense du sultan, et mourut de douleur et de misère.

§ IV. — Conquête de la Valachie. — Cruautés de Wlad le Diable.

Cette rapide expédition fut suivie d'une guerre en Valachie. Ce pays était, depuis une trentaine d'années, au pouvoir du tyran le plus sanguinaire dont l'histoire fasse mention. C'était Wlad, que ses sujets appelaient Wlad le Diable (Drakul), les Hongrois Wlad le Bourreau, les Turcs Wlad l'Empaleur. Les atrocités qu'on raconte de lui surpassent tout ce que l'imagination peut enfanter de plus monstrueux : c'étaient d'abord des supplices en masse : quatre cents jeunes Transylvains venus en Valachie prêcher la croisade, six cents marchands revenus riches de la Bohême, cinq cents nobles et magistrats qui s'étaient plaints des cruautés de Wlad,

brûlés ou empalés à la fois; puis tous les mendiants du pays convoqués à un grand festin et brûlés à table ; des femmes mutilées, des enfants contraints de manger la chair de leurs mères. Son divertissement favori était de dîner avec sa cour au milieu d'un cercle de gens empalés. Il avait imaginé des procédés particuliers pour hacher les hommes et les faire cuire. Il faisait écorcher les pieds de ses prisonniers turcs et frotter de sel les muscles nus à découvert. On portait à plus de vingt mille le nombre de ses victimes.

Mahomet se disposa à attaquer cette bête féroce, non à cause de ses crimes, mais pour remettre la Valachie sous la domination ottomane. Wlad se hâta de se soumettre et obtint du sultan (1460) un traité qui est regardé encore aujourd'hui comme la charte des droits de la Valachie à l'égard de l'empire ottoman. Ce traité, qui confirmait celui de 1393 conclu entre Bajazet et le woïvode Marcea, disait que le sultan s'engageait pour lui et ses successeurs à protéger la Valachie et à la défendre contre tout ennemi, sans exiger autre chose que la suzeraineté sur cette principauté; qu'il ne se mêlerait en rien de l'administration intérieure; que la nation continuerait de jouir de l'exercice de ses propres lois; que le duc serait élu par les évêques et les boyards; qu'il conserverait le droit de paix et de guerre, de vie et de mort sur ses sujets; qu'il ne serait jamais soumis pour ses actes à aucune responsabilité envers la Porte; que les Valaques seraient exempts du kharadj lorsqu'ils se trouveraient sur le sol de l'empire; que les Turcs ne pourraient s'établir en Valachie; que le tribut serait de 10,000 ducats [1].

A peine le traité était-il signé, que Wlad en signe un autre avec Mathias Corvin, roi de Hongrie, et s'engage à attaquer les Ottomans. Mahomet essaye de se défaire de lui par ruse et lui envoie Hamsa, pacha de Viddin, avec son secrétaire, pour l'attirer à une entrevue. Wlad le devine, s'empare des deux envoyés et les fait empaler avec toute leur suite, « le pacha sur un pieu plus élevé en signe d'honneur. » Puis il entre en Bulgarie, détruit et massacre tout sur son passage, et emmène 25,000 captifs. Le sultan lui envoie de nouveaux ambassadeurs; Wlad les admet en sa présence, mais, comme ils refusent d'ôter leurs turbans pour le saluer, il le leur fait clouer sur la tête. A cette nouvelle, Mahomet, saisi de fureur, fait marcher ses armées par terre, et lui-même, avec cent soixante-quinze bâtiments, remonte le Danube, prend Kilia et Braïla et poursuit son ennemi, qui dévaste tout devant lui. Il avait, dit-on, 150,000 hommes; Wlad n'en avait que 10,000; celui-ci n'en surprit pas moins, pendant une nuit, le camp ottoman, y fit un grand carnage et faillit prendre ou tuer le sultan lui-même. Quelques jours après le sultan parut devant Bukharest; mais lorsqu'il arriva dans la plaine de Prœlatu, à quelque distance de la ville, il resta frappé d'horreur : sur une demi-lieue de

[1] Vaillant, la *Romanie*, etc., t. 1, p. 228.

longueur et une profondeur d'un quart de lieue, se dressait la plus épouvantable forêt : 20,000 Turcs et Bulgares, hommes, femmes, enfants, étaient empalés! Le cadavre de Hamsa-Pacha s'élevait au milieu de toutes ces victimes! Après avoir contemplé cet effroyable spectacle, Mahomet s'écria : « Comment dépouiller de ses États un homme qui fait de telles choses pour les sauver? » Lui-même, en effet, faisait impitoyablement décapiter, assommer, mutiler, scier en deux tous ses prisonniers. Il voulut un jour savoir d'un de ces prisonniers où était Wlad qu'il poursuivait; ce malheureux répondit qu'il le savait bien, mais qu'il n'oserait jamais le dire; et il aima mieux mourir dans les tortures : tant était grande la terreur que ce monstre inspirait aux siens. Cette guerre abominable désola tout le pays pendant plusieurs mois. Enfin Wlad s'enfuit en Hongrie, où Mathias Corvin le fit jeter en prison ; le sultan établit à sa place son frère Radul, qui avait été élevé dans son sérail, mais il le réduisit à la condition de pacha, et la Valachie se trouva ainsi définitivement réunie à l'empire ottoman. Quinze ans après, Wlad reparut et épouvanta de nouveau la Valachie de ses fureurs ; il finit par être assassiné.

§ V. — Conquête de la Bosnie. — Guerre contre les Vénitiens et en Albanie. — Prise de Négrepont.

L'année 1463 vit commencer à la fois trois guerres : contre la Bosnie, contre les princes de Karaman, contre les Vénitiens ; les deux dernières embrassèrent l'Asie, l'Europe et les îles, et durèrent jusqu'aux dernières années du règne de Mahomet ; quant à la guerre de Bosnie, elle fut promptement terminée. Le roi Étienne [1] avait refusé de payer le tribut ; Mahomet se mit en campagne à la tête d'une armée de 150,000 hommes, s'empara du château de Babicza, qui passait pour la plus forte place du pays, et reçut aussitôt la soumission de la plupart des villes. Il en partagea ainsi la population : le bas peuple fut laissé dans le pays ; les gens de la classe moyenne furent donnés à ses troupes comme esclaves ; les riches furent envoyés à Constantinople. Le roi et son fils s'étaient enfermés dans le château de Kliacza sur la Sanna ; assiégés par le grand vizir Mahmoud, ils se rendirent après avoir obtenu un traité qui leur garantissait la vie sauve. Mais le sultan, mécontent de ce traité, que le grand vizir devait un jour payer de sa vie, se fit donner par le scheik Ali-Bistami, aussi fameux par sa science que par son fanatisme, un *fetwa* qui déclarait le traité nul ; le prince bosnien fut exécuté avec les princes de sa maison, de la main même du savant barbare qui avait prononcé la sentence. L'année suivante (1464), Mathias Corvin essaya de délivrer la Bosnie ;

[1] Après la mort d'Étienne Douschan, qui avait annexé la Bosnie à l'empire serbe, Tvartko (Étienne), ban de Bosnie (1376), prit le titre de roi ; mais lui et ses successeurs eurent à lutter continuellement contre les Hongrois et les Turcs, et devinrent alternativement tributaires des uns et des autres.

il s'empara de Jaïcza et la défendit avec succès contre une armée turque; mais, obligé de céder devant des forces considérables, il se retira avec perte. La Bosnie fut alors réduite en province de l'empire ottoman : 30,000 de ses habitants furent incorporés dans les janissaires, et la plupart des autres contraints à embrasser l'islamisme.

La guerre contre Venise éclata à cause d'un esclave réfugié à Coron et qu'on refusa de livrer parce qu'il s'était fait chrétien. Les Ottomans s'emparèrent d'Argos et dévastèrent le territoire de Lépante; mais, une flotte vénitienne ayant débarqué dans la Morée quelques troupes, toute la Grèce se révolta. Argos fut reprise, le rempart de l'isthme relevé et mis en état de défense, Corinthe assiégée; mais en apprenant l'arrivée de 80,000 Turcs, les défenseurs de l'isthme se dispersèrent; les Ottomans entrèrent librement en Morée, reprirent Argos et ravagèrent le territoire vénitien; cinq cents prisonniers furent envoyés au sultan, qui les fit tous scier en deux. L'année suivante (1464), l'amiral vénitien essaya de se rendre maître de Lesbos; mais il dut se borner à transporter une partie de la population chrétienne à Négrepont. Son successeur, plus heureux, s'empara d'Imbros, de Thasos, de Samothrace, et se trouva maître un instant d'Athènes; mais sur terre les Vénitiens n'éprouvèrent que des revers; trois défaites successives décimèrent leur armée.

Cependant le pape Pie II s'efforçait de réveiller dans la chrétienté le zèle des croisades; il voulait même s'embarquer en personne, quand sa mort rompit l'entreprise. Le seul résultat de ses efforts fut un nouveau soulèvement de l'Albanie. Scanderbeg, dégagé par le pape du traité qu'il avait juré, reprit les armes et battit coup sur coup cinq armées musulmanes. Après avoir tenté de nouvelles négociations, après avoir essayé de faire assassiner ce redoutable ennemi, Mahomet vint lui-même avec 100,000 hommes assiéger Croïa; il échoua, et son armée, dont il avait laissé la plus grande partie devant cette place, fut, après son départ, détruite par Scanderbeg dans deux batailles. Les Ottomans se bornèrent à ruiner Tchorli, fondée par le héros chrétien, et à fortifier Elbassan. Tel était l'état des choses quand le *dragon de l'Albanie* mourut à Alessio (1467), après avoir été pendant vingt-cinq ans l'effroi des musulmans. Il avait, quelque temps auparavant, cédé aux Venitiens presque toute sa principauté de Croïa.

Après une année de trêve, les hostilités recommencèrent entre les Turcs et les Vénitiens. Ceux-ci s'emparèrent de l'île de Lemnos, prirent Enos en Europe et Phocée en Asie; mais ces légers succès furent promptement effacés par la perte de Négrepont. Cette île était le centre des possessions vénitiennes dans l'Archipel; Mahomet l'attaqua avec une flotte de trois cents voiles et une armée de 70,000 hommes, qui franchit l'Euripe sur un pont de galères. Une flotte vénitienne, qui stationnait à l'entrée de ce canal, assista sans bouger au passage des troupes turques, au siége, qui dura dix-sept jours et qui coûta au sultan

30,000 hommes, enfin à la prise de la ville, dont les défenseurs furent livrés aux plus atroces supplices (1470).

Dans le même temps, une guerre importante éclatait en Asie.

§ VI. — Conquête de la Karamanie.

Les princes de Karaman, depuis cent cinquante ans, ne cessaient de faire la guerre aux sultans dès qu'ils les voyaient occupés ailleurs : Mahomet saisit l'occasion d'en finir avec cette principauté rivale. Ibrahim, prince de Karaman, étant mort, ses six fils légitimes disputaient le pouvoir à Ishak-bey, fils d'une esclave, en faveur duquel leur père avait voulu les déshériter. Mahomet intervint; une armée ottomane battit Ishak-bey et établit l'aîné des fils d'Ibrahim à Koniah, moins comme souverain que comme gouverneur. Ishak se réfugia dans Selefkeh, en Cilicie; peu après il reprit les armes et s'allia avec Ouzoun-Hassan. Le sultan, au retour de son expédition d'Albanie, passa lui-même en Asie, vainquit le prince rebelle, puis se saisit de Koniah et réunit toute la Karamanie à son empire. A la suite de cette guerre, le grand vizir Mahmoud, qui déplaisait au sultan par sa modération, fut disgracié.

Cependant la conquête était loin d'être définitive; des soulèvements éclatèrent en faveur de la famille déchue. Trois vizirs, qui succédèrent à Mahmoud, furent successivement envoyés dans le pays, s'emparèrent de quelques places, mais ne purent entièrement le soumettre. Tout à coup, Ouzoun-Hassan se déclara pour les princes karamaniens et envahit les provinces ottomanes. Ouzoun-Hassan, le plus puissant des princes turkomans, était le petit-fils de ce Kara-Youlouk, de la dynastie du Mouton blanc, qui fut allié de Timour et s'agrandit sous la protection du conquérant tartare. Arrivé au pouvoir en détrônant son frère, il avait, en 1466, mis fin à la monarchie rivale du Mouton noir, puis conquis le Khorassan, que possédait un descendant de Timour, et étendu sa domination depuis l'Oxus jusqu'à l'Euphrate. Il se crut en état de tenir tête à la puissance ottomane. Après la chute de la dynastie du Mouton noir, il avait envoyé la tête du prince vaincu au sultan, qui en était l'allié; puis il avait donné asile au dernier Isfendiar et aux princes dépossédés de Karaman; enfin, il avait adressé à Mahomet une lettre insultante où il l'appelait simplement Mahomet-bey. Il prit l'offensive, parut devant Tokat, emporta la ville d'assaut, la livra aux horreurs du pillage et fit périr tous les habitants. Dans ce danger pressant, Mahomet rendit la dignité de vizir au conquérant de la Servie et de la Bosnie; puis il fit les préparatifs d'une grande expédition et ordonna à son fils, Daoud-pacha, beylerbey d'Anatolie, et à Moustapha, gouverneur de Karaman, d'aller au-devant de l'ennemi; ils le rencontrèrent à Koraïli, sur les frontières du Hamid, et lui firent essuyer une sanglante défaite.

Alors (1472) le sultan se mit en marche avec une armée de 100,000 hommes; Ouzoun-Hassan l'attendait un peu au delà de Sivas; l'avant-garde ottomane, s'étant imprudemment engagée, fut mise en déroute; le découragement gagnait les janissaires, lorsque Mahomet leur raconta qu'il avait eu un songe prophétique : Ouzoun-Hassan et lui luttaient corps à corps; il avait d'abord plié; mais bientôt, se redressant, il avait porté à son rival un coup si violent, qu'il lui avait emporté un morceau du cœur. Peu de jours après, Ouzoun-Hassan fut vaincu à Outloukbeli, près d'Erz-Inghian, non loin de l'Euphrate; plusieurs milliers de Turkomans furent faits prisonniers, puis massacrés en détail. Après avoir reçu la soumision du château de Karahissar, qui passait pour imprenable, le sultan retourna en Europe, et laissa à ses lieutenants le soin d'achever la guerre de Cilicie.

A peine revenu à Constantinople, il déposa Mahmoud-pacha et le fit mettre à mort. Mahomet n'aimait pas ce descendant des races vaincues, converti dès l'enfance et par force à l'islamisme, qui contribua tant par ses talents et son courage à l'agrandissement de l'empire des Osmanlis; son caractère humain et généreux contrastait avec sa cruauté et ses vices; il ne lui avait point pardonné le traité accordé autrefois au roi de Bosnie; sa modération, en cette circonstance et pendant la guerre de Karamanie, avait été la cause de sa première disgrâce; cette fois, le sultan lui fit un crime des conseils trop prudents qu'il lui avait donnés dans sa marche contre Ouzoun-Hassan; enfin, le prince Moustapha étant mort en Cilicie, il lui reprocha d'avoir paru s'en réjouir, et ordonna son supplice. « Je suis arrivé à la Porte, dit Mahmoud dans son testament, avec mon sabre, un cheval et cinq cents aspres; tout le reste est le bien du padischah. » Conquérant de la Servie, de la Bosnie et de Négrepont, protecteur des savants, fondateur de monuments utiles, bienfaiteur des pauvres, sa mort indigna le peuple, et sa mémoire fut vénérée comme celle d'un martyr.

Cependant la guerre contre les Vénitiens continuait. Ouzoun-Hassan et les princes karamaniens envoyèrent demander du secours en Occident; tous les ennemis des Ottomans se liguèrent; une flotte vénitienne, papale et napolitaine, apporta aux Karamaniens des canons et du renfort, attaqua Attalia, courut la côte et fit la guerre comme la faisaient les Turcs, ravageant le pays et emmenant les habitants pour les vendre comme esclaves. Selefkeh fut reconquise, ainsi que quelques châteaux; mais bientôt les Ottomans reprirent l'avantage. Kéduk-Ahmed, devenu vizir à la place de Mahmoud, et qui était aussi d'origine chrétienne, acheva l'entière soumission de la province, et le prince Djem succéda à son frère Moustapha en qualité de gouverneur.



§ VII. — Guerre de Moldavie. — Conquête de la Crimée.

L'ardeur belliqueuse des Ottomans ne se borna pas aux expéditions régulières que nous venons de raconter; la Servie et la Bosnie conquises leur ouvrant les Balkans et le bassin du Danube, ils se ruèrent vers l'Occident, non pas en armées dirigées par le sultan, mais en bandes sauvages qui ne cherchaient que le pillage et le massacre des chrétiens. Ils envahirent ainsi, pendant ces quatre années (1470 à 1473), la Croatie, la Carniole, la Carinthie, la Styrie. L'Allemagne commença à trembler; mais les dangers dont l'Europe était menacée ne purent réunir les rois chrétiens pour la défense commune, et les Ottomans purent sans empêchement continuer leurs conquêtes ou leurs ravages.

La possession de la Valachie n'avait donné à l'empire turc qu'une partie de l'ancienne Dacie; le reste, la Moldavie, habitée de même par des peuples roumains, était indépendante, ou, pour mieux dire, la suzeraineté en était disputée par la Hongrie et la Pologne. Alors régnait en Moldavie Étienne IV, le prince qui, par ses victoires et ses talents, a fourni les plus belles pages à l'histoire de ce pays; il avait déjà battu successivement les Hongrois, les Polonais et les Tartares, ses voisins, quand Mahomet voulut l'obliger à payer tribut; il refusa; une armée ottomane de plus de 100,000 hommes envahit le pays : elle fut mise en pleine déroute par 40,000 Moldaves près de Racovitza, sur le Berlatu (1475). A l'exemple de son voisin Wlad le Diable, car les princes chrétiens étaient aussi féroces que les Turcs, Étienne fit empaler les prisonniers. Mahomet fut saisi de fureur à la nouvelle de cette défaite; mais, pour mieux assurer sa vengeance, il voulut attaquer la Moldavie de deux côtés et faire marcher contre elle les Tartares du Kaptschak ou de la Crimée.

La Crimée avait été comprise dans le grand empire de Genghis-Khan, et, après le partage de cet empire, dans le khanat du *Kaptschak* qui comprenait tous les pays au nord de la Caspienne et du Pont-Euxin, la Russie, etc. L'invasion de Tamerlan ayant bouleversé le Kapstchak, la race de Genghis périt tout entière, moins un prince, Devlet-Gheraï, qui fut le fondateur des khans de Crimée. Mais ce pays n'appartenait déjà plus que nominalement aux Tartares. Une petite république chrétienne avait compris l'importance de cette presqu'île, qui commande la mer Noire et le Bosphore de Constantinople : déjà maîtresse de Pera et de vingt autres points maritimes dans la Méditerranée, elle s'était emparée des côtes de la Crimée, y avait fait des établissements commerciaux et fondé une ville très-florissante, Kaffa. Mahomet II ne pouvait laisser à ses vassaux de Pera une possession qui menaçait Constantinople, et la guerre de Moldavie lui en ayant fourni l'occasion, il dirigea sur la Crimée une flotte de trois cents bâtiments. Kaffa ne tint que

six jours; elle fut livrée par trahison aux Ottomans, qui en enlevèrent presque tous les habitants; les autres places génoises se rendirent sans résistance, et, la presqu'île se trouvant ainsi en grande partie au pouvoir des Turcs, Mahomet y installa, comme son vassal et tributaire, un fils de Devlet, Mengli-Gheraï. Ainsi fut placé dans la dépendance de l'empire ottoman ce pays, d'où dépendent aujourd'hui les destinées de Constantinople.

On reprit alors la guerre de Moldavie. La flotte victorieuse se rabattit sur Ackerman, qu'elle enleva, et sur les bouches du Danube, pendant que le sultan lui-même passa le fleuve à la tête de 100,000 hommes. Étienne IV avait acquis, comme Hunyade et Scanderbeg, la renommée de champion de la chrétienté, ou, comme le pape l'appelait, d'athlète du Christ; mais il demanda vainement des secours à la Hongrie et à la Pologne, recula devant la formidable armée qui le menaçait, l'attira dans une forêt près de Robœni, et la mit en pleine déroute. Mahomet perdit 30,000 hommes (1476).

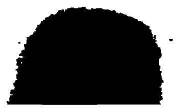
Ces revers n'affaiblirent que médiocrement l'empire ottoman, et le sultan trouva dans les malheureuses populations chrétiennes de quoi renouveler ses armées.

§ VIII. — Prise de Croïa. — Siége de Scutari. — Paix avec les Vénitiens.

Les hostilités avaient repris contre les Vénitiens. Lépante en Morée, Croïa en Albanie, furent attaquées sans succès; mais, en 1477, les Turcs, ayant envahi la Croatie et la Dalmatie, passèrent les Alpes juliennes, arrivèrent sur l'Isonzo, battirent une armée vénitienne, saccagèrent le Frioul et vinrent porter le ravage jusqu'aux rives de la Piave. Venise elle-même se crut un instant menacée. Découragée par ces revers, abandonnée par ses alliés, car le roi de Hongrie demandait à traiter avec le sultan et le roi de Naples négociait avec lui un traité d'amitié et de commerce, la république se décida à faire la paix en abandonnant Croïa. Les défenseurs de cette ville, réduits aux dernières extrémités de la famine, se rendirent moyennant la promesse signée du sultan qu'ils auraient la vie sauve. A leur sortie de la forteresse, ils furent arrêtés et conduits à Mahomet, qui les fit décapiter. Ainsi périrent les derniers compagnons de Scanderbeg.

Croïa étant prise, les exigences du sultan augmentèrent; il demanda aux Vénitiens Scutari, et, sur leur refus, il vint lui-même l'assiéger. La place opposa une résistance désespérée; les murailles, ruinées par la formidable artillerie des Turcs, qui lançait des boulets de treize quintaux, furent défendues avec acharnement. Après six semaines d'assauts continuels qui lui enlevèrent la moitié de son armée, le sultan se vit obligé d'y renoncer, et le siége fut converti en blocus.

Cependant les Ottomans prirent leur revanche sur les places fortes moins importantes, qui cédèrent les unes après les autres; alors les Vénitiens trai-



tèrent (26 janvier 1479), et la principale condition de la paix fut l'abandon de Scutari. Après s'être défendus pendant onze mois, les habitants, réduits à 450 hommes et 150 femmes, aimèrent mieux s'expatrier que de supporter le joug musulman. La paix conclue à Constantinople fut scellée par l'envoi à Venise d'un ambassadeur ottoman, qui fut reçu avec les plus grands honneurs. Il paraîtrait même qu'une alliance secrète offensive et défensive fut conclue entre la république et la Porte. Nous touchons à l'époque où l'empire ottoman va jouer un grand rôle dans les affaires de l'Europe chrétienne.

§ IX. — Expéditions dans la Hongrie et l'Italie. — Siége de Rhodes.

Forcés de respecter les frontières vénitiennes, les coureurs turcs se rejetèrent avec une nouvelle furie sur la Transylvanie; le woïvode Étienne Bathory, et Kinis, comte de Temeswar, levèrent des troupes pour les repousser. Une grande bataille se livra, le 13 octobre 1479, à Kenger-Mesœ, près de Karlsbourg. Au moment où les Hongrois commençaient à plier, et où Bathory, atteint de blessures mortelles, croyait la bataille perdue, Kinis de Temeswar arriva avec du renfort et décida la victoire; 30,000 Turcs périrent. Le soir, les vainqueurs célébrèrent leur triomphe par une orgie : on dressa les tables sur des monceaux de corps; le vin se mêla au sang et Kinis lui-même, tenant aux dents un cadavre de Turc, figura une danse guerrière. Cette victoire n'empêcha pas les Turcs de reparaître dès l'année suivante et de pénétrer jusqu'en Styrie.

Deux expéditions importantes signalèrent l'année 1480. Kéduk-pacha, avec vingt-neuf vaisseaux, attaqua les îles Ioniennes et les enleva sans résistance; puis il cingla vers l'Italie et parut tout à coup devant Otrante. C'était le prélude des nouveaux projets de Mahomet : conquérant de la Grèce, il voulut y ajouter l'Italie. On assurait qu'il s'était promis de faire manger l'avoine à son cheval sur le maître-autel de Saint-Pierre de Rome. Otrante fut prise (11 août), et cette malheureuse ville se vit livrée aux barbaries familières aux Ottomans, et dont l'Italie avait perdu le souvenir depuis les premières incursions des Sarrasins.

Une autre flotte était partie en même temps de Constantinople. Elle se composait de plus de soixante galères sous les ordres de Mesih-pacha, et était dirigée contre Rhodes. Les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, qui occupaient cette île depuis la fin du treizième siècle, étaient, par l'esprit même de leur institution, en guerre perpétuelle avec les musulmans. Cependant, ayant à lutter déjà contre les sultans d'Égypte et les Tunisiens, ils avaient évité de heurter la puissance trop formidable des Ottomans, et s'étaient maintenus en bonne intelligence avec les prédécesseurs de Mahomet II. Du consentement même de Mahomet Ier, ils avaient fortifié Halicarnasse, Cos et les îles moins importantes qui couvrent les approches

de Rhodes. Le grand maître, Pierre d'Aubusson, prévit le danger dont il était menacé; il s'empressa de conclure la paix avec le sultan d'Égypte et le bey de Tunis, et fit ses préparatifs de défense. Le 23 mai 1480, la flotte turque et une armée venue d'Asie parurent sous les murs de Rhodes, et la ville fut battue en brèche par terre et par mer. Toute la population concourut à la défense : hommes, femmes, enfants, vieillards, travaillaient à réparer les murs ruinés par l'artillerie turque, à élever de nouveaux remparts, à retirer, au moyen de conduits souterrains, les fascines, les pierres, à l'aide desquelles les musulmans essayaient de combler les fossés. Trois assauts furent dirigés contre la tour Saint-Nicolas, qui formait la principale défense du port; ils furent vaillamment repoussés. Sur les débris de la muraille, les assiégés avaient dressé une machine énorme qui renvoyait aux Turcs les fragments de leurs boulets de pierre; on l'appelait par dérision le *tribut*.

Enfin, le 28 juillet, le jour même où l'escadre du vizir paraissait devant Otrante, un assaut général fut livré à Rhodes. Les Turcs se ruèrent en masse sur la brèche; déjà elle était forcée, quand Mesih-pacha fit publier que le pillage était défendu. Aussitôt l'ardeur des soldats se ralentit; ils furent repoussés en désordre. Les Turcs avaient perdu 9,000 morts et 15,000 blessés; il fallut se rembarquer. L'amiral, de retour à Constantinople, fut ignominieusement déposé.

L'année suivante, le sultan mourut (3 août 1481).

§ X. — Caractère de Mahomet II. — Ses institutions. — Les Oulemas.

Mahomet II est, de tous les souverains ottomans, celui dont les Européens ont le plus souvent parlé. Ses contemporains, surtout les Byzantins, le peignirent sous les plus noires couleurs; à ses cruautés réelles, ils en ajoutèrent volontiers d'imaginaires. Quand sa mort fut connue à Rome, le pape ordonna des fêtes et des prières qui durèrent trois jours; la chrétienté entière se crut délivrée de son plus redoutable ennemi. Plus tard, des écrivains romanesques ou amis du paradoxe prirent plaisir, au contraire, à faire son panégyrique, énumérèrent pompeusement les villes et les royaumes qu'il avait conquis, vantèrent sa tolérance et ses lumières, assurèrent qu'il parlait six langues. Il savait le turc, rien de plus, l'écrivait assez bien, dit-on, aimait les lettres et les protégeait. D'un autre côté, il était emporté, dissolu, cruel, et pour ses ennemis et pour ses serviteurs; il avait tous les vices d'un barbare corrompu. Mais ni sa férocité ni ses mœurs infâmes ne l'empêchent d'avoir été un politique habile, législateur, fondateur. Par ses soins, Constantinople sortit de ses ruines; les habitants de quatorze villes conquises furent amenés pour peupler la nouvelle capitale; les murailles furent relevées; quatre mosquées nouvelles furent construites, parmi lesquelles on distingue

la grande mosquée du conquérant (Féthiyé). Il fit bâtir, en outre, une multitude d'écoles, d'imarets, de bains, deux palais, le vieux et le nouveau sérail [1]. Des artistes et des ouvriers de tous pays furent amenés pour embellir ces édifices. L'architecte de la Féthiyé était un Grec qui reçut en don toute une rue de la ville. Mahomet n'était pas un homme de guerre extraordinaire : ses principales conquêtes ne s'accomplirent qu'à force d'hommes; les expéditions qu'il dirigea en personne échouèrent plus d'une fois; mais il avait le talent d'entreprendre à propos. C'est ainsi qu'il gagna le surnom de *Conquérant*.

Mais c'est surtout comme législateur que Mahomet nous intéresse. Ce fut lui qui régularisa les institutions ottomanes, qui les fixa et leur donna un caractère de stabilité; jusqu'à lui c'étaient encore les institutions d'un peuple à demi nomade; les Ottomans étaient plutôt une armée qu'une nation. Le *Kanoun-Namé* (loi fondamentale) est divisé en trois parties : la première traite de la hiérarchie des grands de l'empire; la seconde des cérémonies; la troisième des amendes pour les délits et du produit des emplois.

Le nombre quatre est pris pour base de la hiérarchie gouvernementale, en l'honneur des quatre anges qui portent le Koran, et des quatre khalifes disciples de Mahomet. L'État est comparé à une tente; le gouvernement en est la porte ou la partie la plus apparente. On sait que ce nom, la *Sublime Porte* (Babi-Dwelet), a servi dès l'origine et sert encore à désigner le gouvernement des sultans [2]. Les quatre soutiens de la Sublime Porte, les quatre colonnes de la tente, sont les quatre premiers dignitaires de l'empire : le *vizir*, le *kadi-asker* ou juge de l'armée, le *defterdar* ou secrétaire du trésor, et le *nischandji*, secrétaire pour la signature du sultan.

Il n'y eut d'abord qu'un vizir, puis deux, puis trois; sous Mahomet, leur nombre fut porté à quatre; mais le grand vizir était de beaucoup au-dessus des autres et par ses prérogatives et par l'importance de ses fonctions : il avait en dépôt le sceau de l'État; c'était l'insigne de sa dignité; il le portait toujours suspendu à son cou; il avait le droit de tenir chez lui un divan particulier, qu'on appellait la Haute Porte, où étaient débattues les affaires de détail; il recevait les visites officielles de tous les autres grands dignitaires.

La dignité la plus élevée, après celle de vizir, était celle de *kadi-asker*. Il n'y en eut qu'un d'abord; la dernière année seulement du règne de Mahomet, on en

[1] Sur l'emplacement de l'Acropolis de l'ancienne Byzance, là où s'élevaient, dans l'antiquité, les temples de Pallas, de Bacchus, de Jupiter; sous les empereurs chrétiens, les églises des saints Démétrius et Minas, de Théodore Sergius et de la Sainte-Vierge. On y lit cette inscription : « Que Dieu éternise l'honneur de son possesseur! que Dieu consolide sa construction! que Dieu fortifie ses fondements! » (*Constantin et le Bosphore*, t. I.)

[2] Le nom de *Porte* est encore donné au harem du sultan; c'est la Porte de la Félicité. Il s'applique aussi aux différentes divisions du gouvernement, aux différents corps de l'armée. On dit : la *Porte* du vizir, la *Porte* des defterdars.

créa deux, un pour l'Europe et un pour l'Asie. C'étaient, chacun dans son département, les chefs suprêmes de l'ordre judiciaire ; ils nommaient à tous les emplois de juges et de professeurs (*kadis* et *mouderris*), sauf quelques places privilégiées dont le grand vizir se réservait la disposition.

Venait ensuite le *defterdar*, qui tenait les registres des finances. Il n'y en avait qu'un du temps de Mahomet ; plus tard, il y en eut quatre. Le *nischandji* apposait la *toughra* sur les diplômes, et de plus les préparait et les revisait. Cette fonction devint plus tard presque entièrement honorifique, ses attributions les plus importantes ayant passé au *reis-effendi*, secrétaire d'État.

Après ces quatre catégories de dignitaires qui seuls avaient entrée au divan, se rangeaient les *agas* extérieurs ou chefs de l'armée : c'étaient l'aga des janissaires, chargé, outre le commandement de cette milice, de la sûreté de Constantinople ; les agas des sipahis et des autres corps de cavalerie régulière; le *topdschi-baschi*, général de l'artillerie, le général des munitions, celui des transports ; les douze officiers de l'étrier impérial, le porte-étendard, les écuyers, chambellans, maîtres de la vénerie, etc. On désignait sous le nom d'agas intérieurs les grands officiers du sérail ; les principaux étaient le *kapou-aga* (aga de la Sublime-Porte), ou chef des eunuques blancs ; le trésorier, le surintendant de la table, le commandant des *kapidjis* ou garde des cours ; celui des *bostandjis* ou jardiniers ; le *tschauch-bachi*, chef des messagers d'État, qu'on appelait aussi bey du divan, parce qu'il veillait au maintien de l'ordre dans la salle du conseil ; enfin le chef des eunuques noirs (*kislaragaci*, aga des filles), qui se trouva souvent le plus puissant de tous par son influence secrète.

Cette hiérarchie n'était pourtant qu'une hiérarchie d'étiquette, réglant les préséances, subordonnant les uns aux autres les grands dignitaires ; quant à une hiérarchie administrative, embrassant tous les fonctionnaires, ayant pour but de surveiller les diverses branches du gouvernement, on n'en pouvait avoir l'idée ; elle n'existait alors qu'imparfaitement dans les États les mieux constitués de l'Europe, et en Turquie elle n'a jamais existé. Les provinces étaient gouvernées par des beys, pachas à une queue, des beylerbeys, pachas à deux queues, qui levaient les impôts et rassemblaient sous leur bannière (*sandjak*) les cavaliers feudataires. Les noms des possesseurs de fiefs étaient inscrits sur les registres du defterdar; Mahomet y fit joindre un état de la valeur de leurs domaines, qui servit à régler proportionnellement leurs redevances : amélioration notable dans le système des finances. Les autres sources du revenu de l'empire étaient les douanes, les amendes, qui étaient le seul mode de pénalité, les mines et les tributs dont le sultan abandonnait une part aux vizirs et aux defterdars. Toutefois, dans l'ordre judiciaire et religieux, il y eut, et c'est le monument le plus remarquable de la législation de Mahomet, une hiérarchie de fonctionnaires, descendant du k[illegible]asker, jusqu'au moindre juge. C'est ce qu'on appelle la *chaîne des oulémas*

Les oulémas ne sont pas des prêtres, ce sont des légistes, des théologiens; c'est un corps de lettrés[1]. Dans son sein se recrutent exclusivement les juges, les docteurs, les professeurs et les premiers fonctionnaires civils de l'empire. L'organisation de ce corps singulier fut surtout l'œuvre du vizir Mahmoud, savant lui-même et ami des savants.

La chaîne des oulémas comprend ceux qui étudient et ceux qui enseignent, les fonctionnaires et les candidats. Ils sortent tous des écoles supérieures ou *médressés*, où l'on apprend la grammaire, la syntaxe, la logique, la métaphysique, la rhétorique, la géométrie, l'astronomie, puis le droit civil, la doctrine dogmatique, les traditions du prophète, l'explication du Koran, en un mot la jurisprudence et la théologie; car ces deux sciences n'en font qu'une chez les peuples musulmans; le Koran, les traditions du prophète, celle des khalifes, les *kanouns* ou décrets des sultans, sont à la fois les sources du droit et de la doctrine religieuse. Dans le cours de ces études, ils prennent successivement les noms de *thalebs*, étudiants, ou plus communément de *souktès* (enflammés de zèle), de *danischmends* (doués de science) et de *moulasims*, candidats. Le grade de *danischmend* suffit pour obtenir les places d'*imans*, de *naïbs* (ce sont les juges inférieurs) ou de maîtres dans les écoles élémentaires; celui de *moulasim* donne accès aux fonctions de *mouderris* (professeurs des médressés), de juges supérieurs et de *mollahs*. Toutes ces places dépendaient, comme nous l'avons dit, des kadiaskers; mais, depuis Mahomet, toutes les nominations, aux plus basses comme aux plus élevées, durent être confirmées par un diplôme du sultan. Les mouderris sont divisés en plusieurs catégories d'après l'importance de leur place et la nature de leur enseignement. On les distingue par le chiffre de leur traitement; on les appelle les vingt, les trente, les quarante, cinquante, soixante, selon qu'ils reçoivent 20, 30, 40 aspres par jour. Le titre de *mollah* est réservé aux plus hauts fonctionnaires de l'ordre judiciaire. Les premiers de tous, au temps de Mahomet, étaient les kadiaskers; ensuite venait le *chodja* (précepteur des princes), le juge de Constantinople, puis le grand *mufti*. Ce titre de mufti (interprète des lois) désignait les savants, dont la décision (fetwa) faisait autorité en matière de religion et de jurisprudence; tel était le scheik, qui autorisa l'exécution du roi de Bosnie. Plus tard, l'autorité des grands muftis, appuyée sur la religion, devint toute-puissante; ils acquirent le rang suprême dans le corps des oulémas, et leurs fetwas balancèrent souvent le pouvoir révéré des sultans.

Cette corporation des oulémas, si fortement constituée, embrassant tous les degrés de l'administration, est la plus importante des institutions de l'empire

[1] « Les prêtres proprement dits, c'est-à-dire les desservants des mosquées, les crieurs de la prière, les imans et les prédicateurs, ne jouissent peut-être, dans aucun État, de moins d'influence que dans l'empire ottoman; le corps enseignant, au contraire, a une importance et une autorité dont on ne voit pas d'exemple ailleurs, la Chine exceptée. » (Hamm., liv. XVIII, p. 342.)

ottoman; elle est devenue aujourd'hui pour lui une des causes de ruine les plus menaçantes. Elle a puissamment contribué à maintenir, chez les Ottomans, malgré le contact de l'Europe, l'esprit immobile de l'Islam dans toute sa rigidité primitive; elle nourrit encore ce fanatisme religieux, cet attachement servile à la lettre de la loi, cet aveugle respect de la tradition, qui repoussent tout essai de transformation et qui élèvent comme une barrière infranchissable entre le monde musulman et le monde européen.

La seconde partie du *Kanoun-Namé* présente moins d'intérêt. Il faut cependant remarquer, après des prescriptions relatives au cérémonial du sérail, aux fêtes du *beïram*[1], cette disposition qui caractérise le despotisme de l'Orient et la personne de Mahomet : « Ce n'est pas ma volonté que personne mange avec ma Majesté Impériale. Mes illustres ancêtres avaient autrefois admis leurs vizirs à leur table ; cette coutume, je l'ai abolie. » Mais il faut surtout signaler cette célèbre loi du fratricide, témoignage éternel de la férocité des mœurs ottomanes : « La plupart des légistes ont déclaré permis que quiconque de mes illustres fils et petits-fils arrivera au pouvoir suprême fasse mourir ses frères pour assurer le repos du monde. » Honte et malheur à l'empire dont le droit politique repose sur une telle base ! Ajoutons que cette coutume a été fidèlement observée ; qu'elle était pratiquée bien avant qu'on n'eût l'audace ingénue de l'ériger en loi. La proscription s'est étendue non-seulement aux frères, mais aux neveux et petits-neveux des sultans. Les fils de leurs filles étaient condamnés à mort dès leur naissance ; ce n'était qu'à la deuxième génération qu'on laissait vivre les descendants des sultanes ; le *Kanoun-namé* ordonnait qu'il leur fût donné des sandjaks, mais jamais de places de beylerbeys.

Quant à la troisième partie du code de Mahomet, elle règle la pénalité, c'est-à-dire *le prix du sang* : « Le prix du sang doit être prélevé par les employés de police ; il sera, pour un meurtre, de 3,000 aspres ; de 1,500 aspres pour un œil crevé ; de 50 pour une blessure à la tête, etc. » C'était là une des ressources sur lesquelles comptait le trésor !

Le *Kanoun-namé* est, avec les ordonnances de Soliman le Magnifique, toute la législation civile des Ottomans. On voit par là dans quel cercle étroit le Koran renferme les sociétés qu'il forme; mais il faut ajouter que les Turcs en s'établissant dans l'empire byzantin, laissèrent subsister presque toutes les lois, les coutumes, les formes, les cérémonies, l'étiquette fastueuse, le système administratif, financier, municipal; enfin on pourrait dire presque tout l'état social du Bas-Empire et des provinces qui s'en étaient depuis longtemps séparées. Trop simples, trop ignorants, trop orgueilleux pour démêler ce qu'il y avait de bon ou de nuisible, de juste ou d'injuste, d'oppressif ou de salutaire dans la législation rafi-

[1] La pâque des musulmans.

finée, confuse, despotique, vénale, corruptrice, de cet empire, qui n'avait gardé de Rome et de la Grèce que ses vices; séduits par ces traditions si commodes d'arbitraire, d'oppression, d'anarchie, qu'ils trouvaient établies partout, ils acceptèrent tout et l'employèrent à leur profit, sans calcul, sans réflexion, sans pensée d'avenir, jouissant seulement du présent comme ces conquérants barbares avaient toujours fait. « En même temps qu'ils adoptaient, dans son esprit sinon dans ses détails, le mode d'administration et d'impôt en vigueur parmi les Hellènes, ils reconnaissaient les priviléges des grands feudataires de la Bosnie, de l'Albanie, de la Servie; enfin ils instituaient eux-mêmes peu à peu, sous le nom de *beylouks*, de vastes fiefs fondés sur le servage des paysans, et qui encourageaient les sipahis possesseurs de *ziamets* et de *timars* à transformer leur droit de dîme en droit de propriété sur la terre et les personnes[1]. »

Ce résultat ne doit pas surprendre si l'on considère qu'il n'y avait pas d'énormes différences morales entre les vainqueurs et les vaincus; que les uns et les autres s'étaient entremêlés depuis deux siècles par la guerre, la paix, le commerce, les transactions de tout genre; qu'ils avaient à peu près mêmes mœurs, même cupidité, même corruption et surtout même barbarie; enfin, que si l'on regarde à la différence fondamentale, celle des religions, on trouve que le christianisme, corrompu, abatardi, dégénéré des peuples de l'Orient s'était beaucoup rapproché de l'islamisme.

A ces considérations si nous ajoutons que les armées ottomanes étaient en grande partie composées, soit de chrétiens convertis de force à l'islamisme, comme les janissaires; soit de chrétiens auxiliaires, comme les Serbes, les Bulgares, les Albanais, que nous avons vus tant de fois figurer dans les rangs des Osmanlis, que la plupart des grands vizirs[2], des hommes d'État, des généraux, étaient de race chrétienne; que presque tous les administrateurs, collecteurs d'impôts, scribes, envoyés diplomatiques, étaient des Hellènes ou des Slaves; enfin, que « c'était une maxime d'État chez les Osmanlis, dit M. de Hammer, qu'il fallait être fils de chrétien pour parvenir aux plus hautes dignités de l'empire, » on tirera les conclusions suivantes par lesquelles s'éclaire toute l'histoire des Ottomans et la prescience de leurs destinées : « que le peuple turc s'est formé, comme se formait autrefois la milice des janissaires, qui était en cela l'image de la Turquie, en se recrutant dans les populations grecques, slaves, albanaises, bulgares, auxquelles la violence imposait l'apostasie; que si la puissance ottomane foula aux pieds tant de nations, ce résultat ne doit pas être attribué au caractère indolent et grossier de la race turque, mais à l'esprit de finesse et d'a-

[1] Hipp. Desprez, *Les Peuples de l'Autriche et de la Turquie*, I, 201.

[2] Sous Mahomet II, sur cinq grands vizirs, quatre étaient d'origine chrétienne, dont deux Grecs et deux Illyriens; sous Soliman le Grand, sur neuf vizirs, huit étaient d'origine chrétienne, etc. Les cinq Kopruli étaient Macédoniens.

dresse qui distingue les peuples grecs et slaves, à l'intrépidité des Albanais et des Dalmates, à la persévérance des Bosniens et des Croates, en un mot à la valeur et au talent des habitants mêmes des pays conquis[1]; » enfin que l'empire ottoman n'a été, par les raisons que nous venons d'exposer comme par les maux et les embarras qu'il a causés à l'Europe, que la restauration, la transformation, la continuation du Bas-Empire.

CHAPITRE II.

RÈGNES DE BAJAZET II ET DE SELIM Iᵉʳ (1481 — 1520).

---

§ I. — Révolte et aventures de Djem.

Mahomet II laissait deux fils : Bajazet, gouverneur d'Amasia, et Djem, gouverneur de Karamanie. Ce prince Djem, ou Zizim, comme l'ont appelé les historiens européens, était le plus jeune des deux frères. Il avait alors vingt-deux ans. Brave, robuste, d'un esprit brillant et orné, beau lutteur et poëte remarquable, il avait su gagner l'affection des peuples indociles qu'il gouvernait, et s'était fait un parti parmi les grands de l'empire. Le vizir Mohammed-Karamani, qui était d'intelligence avec lui, entreprit de cacher la mort du sultan jusqu'à ce que son successeur fût déclaré ; il envoya des messagers aux deux princes, et comme Mahomet était mort à Scutari, il fit ramener le corps à Constantinople dans une barque fermée, publiant que le sultan venait prendre des bains pour rétablir sa santé. Mais déjà le peuple soupçonnait la vérité ; les *adjem-oghlans* (recru[illegible] janissaires) éclairèrent l'armée. Aussitôt les janissaires se soulèvent, pil[illegible] quartiers de la ville et mettent à mort le vizir. Cette milice, [illegible]

[1] Ranke, *Hist. de la Révol. serbe;* Hammer, *Hist. de l'Emp. ottoman.*

continuelles des derniers règnes, avait acquis une importance démesurée et commençait à se rendre redoutable; déjà, au commencement du règne de Mahomet II, elle avait demandé tumultueusement un supplément de solde, et le sultan, tout en punissant les chefs, avait dû céder aux exigences des soldats. Cet exemple funeste allait se renouveler; il passa en coutume, et le présent d'avénement fut payé par tous les sultans jusqu'en 1774.

Cependant le messager adressé à Djem avait été arrêté par le beylerbey d'Anatolie. Mais Bajazet, averti à temps, quitta son gouvernement, arriva en neuf jours à Scutari et se fit reconnaître. Les janissaires vinrent en foule à sa rencontre, demandant amnistie pour les désordres commis, réclamant un présent d'avénement, et, de plus, l'éloignement de Moustapha-pacha, favori du nouveau prince, et l'élévation d'Ishak-bey, gouverneur de Constantinople, à la dignité de grand vizir. Tout fut accordé. Ainsi fut consacrée la tyrannie de ces nouveaux prétoriens.

Le nouveau sultan était d'un caractère pacifique ; dans son gouvernement d'Amasia, il vivait entouré de poëtes et d'écrivains, cultivant lui-même les lettres. Les historiens ottomans l'appellent Bajazet le *Ssofi*, nom qu'on donne aux savants qui se livrent à la vie contemplative. Cependant il fut jeté, par les nécessités de sa situation et, pour ainsi dire, par les destinées de l'empire ottoman, dans des guerres presque continuelles. Djem avait pris les armes ; il se dirigea vers Brousse, battit un corps de 2,000 janissaires et entra dans la ville. Pendant qu'il y installait sa cour et faisait reconnaître aux environs sa souveraineté, Bajazet leva une armée et s'avança pour soutenir ses droits. La sultane Seldjoukchatoun, grand'tante des deux frères, essaya vainement de les réconcilier. « Il n'y a pas de parenté entre les princes, » répondit Bajazet. Djem partagea ses forces déjà insuffisantes, fut battu près d'Ienischehr (20 juin 1481) et obligé de s'enfuir vers la Karamanie. De là, il se réfugia dans les États du sultan d'Égypte. Bajazet, après l'avoir poursuivi pendant plusieurs jours, regagna sa capitale. En passant devant Brousse, les janissaires demandaient qu'on livrât la ville au pillage pour la punir d'avoir reconnu Djem; le sultan, après les avoir harangués lui-même, fut contraint de traiter avec l'émeute; il donna mille aspres par homme pour racheter la ville.

L'année suivante, Djem revint du Caire à Alep et s'allia avec Kasim-bey, le dernier des princes de Karaman, qui s'était révolté : plusieurs gouverneurs ottomans prirent parti pour lui ; Koniah fut assiégée. Mais la fortune fut encore favorable à Bajazet : grâce à l'habileté de Keduk-Ahmed, le conquérant de Kaffa et d'Otrante, Djem se vit contraint de lever le siége de Koniah ; le gouverneur d'Angora fut battu et tué; la désertion se mit dans l'armée du prince rebelle, qui dut fuir une seconde fois. Il envoya des ambassadeurs à Bajazet, lui proposant un partage ; le sultan répondit : « La fiancée de l'empire ne peut être partagée. Que mon frère cesse d'enfoncer les pieds de son cheval dans le sang musulman; qu'il se contente de ses anciens revenus et les dépense à Jérusalem. » Djem refusa et aima mieux

se jeter dans les bras des ennemis de l'empire. Par le conseil de Kasim-bey, il entreprit de porter la guerre dans les provinces d'Europe, avec l'aide des puissances chrétiennes; un de ses affidés fut envoyé au grand maître de Rhodes. Grande fut la surprise des chevaliers : l'ordre fut convoqué tout entier pour délibérer. Enfin on promit au prince un accueil honorable et une retraite assurée. Le 25 juillet 1482, une galère de l'ordre l'amena à Rhodes, où il fut reçu en grande pompe. Bientôt arrivèrent des agents du sultan chargés de faire des offres magnifiques, et des négociations furent entamées. On conclut d'abord avec le prince fugitif un traité qui assurait à l'ordre de grands avantages, si Djem était un jour rétabli; puis, sous prétexte qu'il n'était pas en sûreté à Rhodes, on le fit partir pour la France. Quelques jours après son départ, les chevaliers signèrent avec le sultan un traité par lequel celui-ci s'engageait à rester en paix toute sa vie avec l'ordre et à lui payer une pension annuelle de 45,000 ducats pour la garde de son frère. Ce traité était une violation manifeste de la parole donnée à Djem, une perfidie d'autant plus odieuse qu'elle était stipendiée. En vain le pape, le roi de Hongrie, l'empereur, demandèrent la mise en liberté du prince, espérant le faire servir à l'affaiblissement de l'empire ottoman; le grand maître de Rhodes, gagné par de nouvelles promesses ou flatteries du sultan, éluda toutes leurs instances.

Arrivé à Nice, le prince ottoman n'eut plus à se dissimuler qu'il était captif; on lui enleva la plus grande partie de sa suite, qui fut ramenée à Rhodes; et, de Nice, on le transporta à Chambéry, au Puy, à Bourganeuf; pendant sept ans, on le traîna de résidence en résidence sous une garde toujours plus rigoureuse. Enfin, en 1489, le grand maître le livra au pape Innocent VIII, et il fut envoyé à Rome. Des relations suivies s'ouvrirent alors entre le pontife romain et le sultan des Turcs, qui offrit au pape la pension qu'il avait payée jusqu'à cette époque aux chevaliers; des agents furent envoyés de part et d'autre à Rome et à Constantinople. Innocent VIII étant mort, son successeur, le fameux Alexandre Borgia, proposa au sultan de garder son frère à raison de 40,000 ducats par an, ou de l'en débarrasser pour 300,000 ducats une fois payés. Pendant que ce marché se débattait, l'Italie fut envahie par le roi de France, et l'empire ottoman menacé de grands troubles.

Le romanesque Charles VIII avait rêvé la conquête de Constantinople et de Jérusalem ; la soumission du royaume de Naples ne devait être que le prélude de cette gigantesque expédition, pour laquelle la chevalerie française avait été convoquée comme pour les anciennes croisades. Un fils de Thomas Paléologue avait vendu au jeune roi ses droits au trône d'Orient ; le grand maître de Rhodes devait commander l'armée quand elle serait arrivée en Grèce; plusieurs souverains de l'Europe avaient promis de contribuer à la guerre, soit de leurs biens, soit de leurs soldats. On avait envoyé des agents pour soulever la Macédoine, Grèce et l'Albanie; on leur avait fait passer des armes et de l'argent [illegible]

vêque de Durazzo et les Mirdites étaient à la tête de la conjuration; la route des Français était indiquée d'Otrante à Avlone, d'Avlone à Byzance, à travers les populations albanaise et grecque, dont on espérait le concours. Enfin, on comptait sur la personne de Djem, que réclamait Charles VIII, pour inquiéter Bajazet et faire diversion en réveillant la guerre civile dans les provinces turques.

A la nouvelle de la marche de Charles en Italie, où les peuples le saluaient des titres de défenseur de l'Église et de libérateur de la foi, l'effroi et l'espérance se répandirent en Orient; les Grecs prirent les armes; les Turcs évacuèrent leurs positions en Albanie : « Bajazet, dit un historien français qui répète aveuglément un bruit populaire, Bajazet prit un tel épouvantement qu'il fit venir tout son équipage de mer pour se sauver en Asie. » Mais le pape, la république de Venise, Ferdinand, roi de Naples, pour s'opposer à la conquête des Français, sollicitèrent le sultan de descendre en Italie, et Alexandre VI, assiégé dans le château Saint-Ange et contraint de livrer son captif, le livra, mais empoisonné; enfin, les Vénitiens arrêtèrent les députés que les Albanais et les Grecs envoyaient au roi de France et livrèrent leurs papiers au sultan, qui, instruit de tous les détails de la conjuration, l'éteignit dans le sang de 40,000 chrétiens. Djem mourut à Naples, où il avait suivi l'armée française, le 24 février 1495. Son corps, déposé d'abord à Gaëte, fut, quelques années après, par suite d'un traité avec le roi de Naples, transporté à Gallipoli et de là à Brousse, dans la sépulture des premiers sultans. On conserva longtemps en France le souvenir de ses malheurs, de sa longue captivité et de ses romanesques amours avec la belle Hélène, fille du châtelain de Sassenage.

§ II. — Expéditions en Hongrie, en Moldavie, dans l'Asie Mineure.

La captivité de Djem et les événements qui en furent la suite contribuèrent à multiplier les relations des Ottomans avec l'Europe occidentale; c'est, à ce titre, le fait le plus important du règne de Bajazet, car ce long règne n'est rempli, d'autre part, que par des expéditions sur les frontières qui n'ont ni beaucoup d'éclat ni beaucoup d'intérêt. Du côté de la Hongrie et de la Bosnie, la guerre était à peu près permanente, guerre de pillage et de cruautés atroces, dans laquelle Kinis, Jaxich, Tœkely et les autres chefs chrétiens rivalisaient de fureur avec les pachas turcs; chaque année, les deux rives du Danube étaient au loin dévastées. Le beylerbey de Servie envahit le territoire vénitien de Zara, sous prétexte que la paix conclue avec Mahomet n'engageait pas son successeur. Venise se hâta d'envoyer un ambassadeur, qui obtint l'année suivante le renouvellement des capitulations à des conditions assez avantageuses, grâce aux embarras qui menaçaient alors le sultan; c'était l'époque où il partait pour combattre en Asie son frère et le prince de Karamanie.

Nous avons vu comment cette expédition fut promptement terminée : Kasim-bey fit sa soumission et obtint quelque territoire dans la Cilicie Pétrée. Keduk-Ahmed, qui avait conduit cette guerre, en fut récompensé par la mort ; depuis longtemps il s'était rendu odieux à Bajazet par ses hauteurs et sa popularité dans l'armée ; dès que ses services eurent cessé d'être utiles, il fut condamné. Le grand vizir Ishak-bey, qui était son beau-père, fut déposé ; on donna sa charge à Daoud-pacha, beylerbey d'Anatolie.

L'année suivante (1483), le sultan dirigea en personne une expédition sur les frontières hongroises; ce ne fut qu'une promenade militaire, à la suite de laquelle il renouvela pour cinq ans les trêves conclues avec le roi de Hongrie. En même temps, un de ses lieutenants attaqua l'Herzégovine. Cette province, qui n'est qu'une dépendance de la Bosnie, fut soumise sans résistance et incorporée à l'empire ottoman sous le nom allemand de *herzek* (duché). En 1484, il tourna ses armes contre la Moldavie, et s'empara de Kilia et d'Akkerman ; au siége de cette dernière place parurent comme auxiliaires 50,000 Tartares de la Crimée, conduits par le khan Mengli-Gheraï.

L'année 1486 vit commencer une guerre plus grave. Depuis les dernières années du règne de Mahomet II, quelques mésintelligences étaient survenues entre les Ottomans et le sultan d'Égypte ; elles se renouvelèrent au sujet de quelques tribus turkomanes établies dans la Cilicie, vers Tarsus et Adana. Ces tribus étant en lutte avec les habitants du pays, leurs chefs finirent par demander du secours au sultan d'Égypte, et l'aidèrent à se rendre maître des plus fortes places de la contrée, qui tomba ainsi sous sa dépendance. Le gouverneur de Karamanie reçut l'ordre de s'opposer à ces usurpations ; mais trois armées ottomanes furent battues; le grand vizir dut prendre lui-même le commandement de l'expédition (1487) pour étouffer les révoltes qui commençaient à se déclarer dans le pays ; les Égyptiens n'en remportèrent pas moins une grande victoire entre Adana et Tarsus, et pillèrent le camp ottoman. Bajazet songeait à prendre lui-même la direction de cette guerre, lorsque le bey de Tunis proposa sa médiation aux deux princes musulmans. Une paix honorable mit fin aux hostilités (1491).

En 1492, la guerre recommença ouvertement avec la Hongrie. Comptant sur les troubles qui agitaient ce pays après la mort de Mathias Corvin, le sultan essaya de surprendre Belgrade ; il échoua, et cette campagne fut signalée par les pertes des Turcs ; mais leurs brigandages n'en désolèrent pas moins la Transylvanie, la Croatie, la Dalmatie, l'Illyrie, la Carniole et la Styrie. L'empereur Maximilien envoya des renforts aux défenseurs de ces malheureuses provinces, et les Turcs furent défaits à Villach; ils prirent leur revanche l'année suivante (1493) à Udwine, où périrent 25,000 Hongrois. En 1494, pendant qu'ils désolent la rive gauche du Danube, Kinis et les Hongrois passent sur la rive droite, brûlent les faubourgs de Semendria et ramènent à Belgrade des troupeaux de captifs et un

immense butin. Enfin, en 1495, des ambassadeurs furent envoyés de part et d'autre, et la paix fut momentanément rétablie. Les pillards turcs se rejetèrent sur les provinces vénitiennes.

§ III. — Premières relations avec la Russie. — Guerre avec les Vénitiens.

De cette époque datent les premiers rapports de l'empire ottoman avec la Russie. Ce vaste pays, après avoir servi de passage à toutes les invasions du moyen âge, commençait à se constituer. Rurik, vers 860, fut le fondateur du premier État établi dans ces contrées et le chef de la dynastie qui y domina jusqu'à la fin du seizième siècle. Sous lui et sous ses successeurs, les Russes se rendirent redoutables à l'empire grec, ravagèrent les provinces valaques, occupèrent la Bulgarie et menacèrent même Constantinople. Ce fut à la suite de ces expéditions qu'ils embrassèrent le christianisme; ils le reçurent avec le schisme grec, qu'ils ont conservé. Divisée plus tard en un grand nombre de principautés, la Russie fut presque tout entière assujettie par les Mongols. Enfin, en 1481, Yvan III, grand-duc de Moscou, s'affranchit de la domination tartare, réunit sous son autorité la plupart des principautés, fut, en un mot, le véritable créateur de l'empire russe. En 1492, ce prince fit faire des propositions d'amitié au sultan par l'intermédiaire du khan de Crimée, son allié; en 1495, un ambassadeur moscovite parut à Constantinople, et, quatre ans après, un second envoyé obtint pour les marchands russes des priviléges commerciaux.

Bajazet noua aussi des relations pacifiques avec la Pologne : en 1490, il conclut avec Jean-Albert, troisième prince de la dynastie des Jagellons, un traité qui fut renouvelé en 1493. Mais, trois ans après, cette bonne intelligence fut troublée au sujet de la Moldavie, dont les deux princes se disputèrent la suzeraineté. Le roi de Pologne ayant envahi ce pays, les Turcs l'en chassèrent et firent deux irruptions en Pologne, secondés par le prince de Moldavie, Bogdan, qui fit sa soumission à la Porte. Ils dévastèrent le pays, brûlèrent plusieurs villes, pillèrent Jaroslaw, et ne furent arrêtés que par la disette et le froid qui décimèrent leur armée victorieuse.

Vers cette même époque, le sultan était en négociations avec le pape Alexandre VI, avec le roi de Naples, les Florentins, le duc de Milan, la république de Venise; il put se croire l'arbitre de l'Europe. Après même que la retraite des Français eût fait cesser les alarmes des États italiens, le roi de Naples, les Florentins, le duc de Milan, continuèrent à rechercher son alliance, et parvinrent à amener une rupture entre le sultan et Venise. Une flotte et une armée turques s'étaient mises en route pour attaquer Lépante; un combat naval livré près de l'île Sapienza ouvrit à la flotte l'entrée du golfe : Lépante, menacée par terre et

par mer, se rendit. En même temps, Iskender-pacha, gouverneur de Bosnie, envahit le Frioul, franchit l'Isonzo, et ravagea le territoire vénitien; une partie de ses coureurs poussèrent même au delà du Tagliamento et parurent sous les murs de Vicence. La campagne suivante fut moins malheureuse pour les Vénitiens : ils s'emparèrent de Céphalonie, et brûlèrent à Prevesa une escadre de quarante vaisseaux turcs qu'on venait de construire; mais, plus tard, ils perdirent Modon, Coron, Navarin.

Dans ce danger pressant, Venise implora les secours de la chrétienté, et une sorte de croisade réunit un instant le pape, les rois d'Espagne, de France et de Hongrie. Navarin fut repris, puis une seconde fois perdu; les galères françaises et celles du pape croisèrent dans l'Archipel, assiégèrent Mitylène, brûlèrent quelques vaisseaux turcs; une autre escadre s'empara de Sainte-Maure. En revanche, les Turcs enlevèrent Durazzo. Cependant, la guerre sur la frontière hongroise ayant été malheureuse, et une révolte ayant éclaté en Asie, Bajazet fit lui-même des propositions, qui furent acceptées; la paix se conclut à la fin de l'année 1502 avec Venise, et l'année suivante avec le roi de Hongrie. Dans ce dernier traité signé à Ofen, le roi Ladislas avait eu soin de faire comprendre nominativement toutes ses possessions et toutes les provinces vassales, y compris la Moldavie et la Valachie; il y stipulait aussi le rétablissement de la paix avec toutes les puissances chrétiennes; ce fut une pacification générale (1503).

§ IV. — Révoltes des fils de Bajazet. — Sa mort.

Les dernières années du règne de Bajazet furent troublées par les prétentions ambitieuses de ses fils. Il en avait eu huit, dont trois lui survécurent : Korkud, Ahmed et Sélim. Le premier, passionné pour les lettres et les arts, protecteur des savants et ami de la paix, déplaisait aux soldats; le sultan même était peu disposé à le désigner pour son successeur, et penchait visiblement en faveur d'Ahmed. Ahmed comptait d'ailleurs parmi ses partisans les plus dévoués le grand vizir, Ali-pacha, et les personnages les plus influents du divan. Mais le troisième fils de Bajazet, Sélim, par son extérieur martial, par son penchant décidé pour les armes, et aussi par des attentions marquées pour les soldats, avait gagné la faveur de l'armée, et surtout des janissaires. Une lutte paraissait imminente. Bajazet, pour empêcher qu'elle n'éclatât, distribua à ses fils les principaux gouvernements : Korkud eut celui de Tekieh, Ahmed celui d'Amasia, Sélim celui de Trébizonde. Le jeune fils de Sélim, Soliman, fut fait aussi gouverneur de Kaffa.

Cet arrangement ne satisfit pas l'ambition de Sélim; il abandonna sans ordre son gouvernement pour se rendre à Kaffa, où il se ménagea des intelligences avec

les Tartares de Crimée. On lui ordonna de retourner à sa résidence : il répondit en demandant un gouvernement en Europe, afin d'être, disait-il, plus à portée de revoir son père. Sur le refus formel du sultan, il se révolta ouvertement et marcha vers la Roumélie. Le vieux sultan espéra l'intimider en envoyant une armée pour le combattre; mais Sélim tint ferme, et ce fut l'armée de son père qui dut se retirer pour éviter un engagement. Bajazet traita avec son fils et lui donna le gouvernement de Semendria et de Viddin (1511).

Sélim se dirigeait lentement vers sa nouvelle résidence, quand on apprit que Korkud s'était saisi du gouvernement de Sarou-Khan, pour se rapprocher aussi de la capitale. A cette nouvelle, Sélim rétrograda et entra dans Andrinople en souverain. Cette fois Bajazet, cédant aux représentations de ses ministres, se résolut à punir son fils : un combat fut livré près de Tchorli, et Sélim défait s'enfuit en Crimée.

Korkud et Ahmed n'étaient pas mieux soumis en Asie; ils se firent battre par des bandes turkomanes qui pillaient les frontières, et essayèrent plusieurs fois, chacun de son côté, de soulever les janissaires en leur faveur. Mais c'était Sélim qui plaisait à cette milice turbulente. Le sultan crut faire sagement de céder à leurs demandes; il rappela Sélim au gouvernement de Semendria. Le prince était déjà en route; les janissaires allèrent au-devant de lui, et l'amenèrent comme en triomphe à Constantinople. Quelques jours après (25 avril 1512), ils se portèrent au sérail avec les sipahis et une grande foule de peuple. « Que voulez-vous? leur dit Bajazet. — Notre padischah est vieux et malade, répondirent-ils; nous voulons le sultan Sélim. — Je lui cède l'empire, reprit le vieux sultan; que Dieu bénisse son règne. » Aussitôt il alla s'enfermer dans le vieux sérail, abandonnant le nouveau à son fils. Vingt jours après il se mit en route pour Démotika, son pays natal, où il voulait mourir; il expira en route (26 mai). Plusieurs historiens accusent Sélim de l'avoir fait empoisonner.

Le règne de Bajazet II forme un temps d'arrêt dans la période ascendante de l'empire ottoman; il faut l'attribuer surtout au caractère du prince. Son humeur pacifique et débonnaire était en désaccord avec l'esprit de la nation; aussi les guerres qu'il fit contre les chrétiens furent inspirées surtout par des motifs religieux : il avait fait recueillir la poussière qui s'était attachée à ses habits dans ces expéditions saintes, et ordonna qu'on la mît sous sa tête dans son cercueil, afin de se conformer à cette maxime du prophète : « Celui dont les pieds se couvrent de poussière dans les sentiers du Seigneur sera préservé du feu éternel. »

On vit sous son règne peu de ces exécutions cruelles si communes sous ses prédécesseurs : Keduk-Ahmed est le seul de ses ministres qui fut victime de son ressentiment. Le plus célèbre fut Daoud-pacha, qui attacha son nom à plusieurs établissements utiles, et qui l'a laissé à la plaine voisine de Constantinople, où se réunissent les troupes pour les expéditions d'Europe. Ce vizir, après avoir quatorze

ans occupé la première dignité de l'État, la déposa volontairement en 1497, et acheva sa vie dans le repos, fait sans précédent jusqu'alors et qui s'est rarement renouvelé.

§ V. — Sélim Ier (1512 — 1520). — Guerre avec la Perse.

Élevé au pouvoir par les janissaires, Sélim ne put se soustraire au tribut qu'ils réclamaient de leurs nouveaux maîtres. Il leur fit distribuer trois mille aspres (cinquante ducats) par tête. Un sandjak-bey crut pouvoir profiter de l'occasion pour demander une augmentation de revenus; Sélim lui abattit la tête d'un coup de sabre. Le nouveau sultan laissa à Soliman, son fils, le gouvernement de la capitale, et courut en Asie, où deux fils et sept petits-fils de Bajazet menaçaient son autorité. Pendant qu'une escadre surveillait les côtes, il marcha contre son frère Ahmed, et le poursuivit inutilement jusqu'au delà d'Angora. Ahmed tenait la campagne avec peu de troupes et attendait l'occasion; il s'empara d'Amasia, puis gagna secrètement le grand vizir Moustapha-pacha, dont les avis le mirent en état de battre quelques corps de l'armée du sultan. Cette trahison fut découverte, et le vizir la paya de sa vie. Quelques jours après, Sélim ordonna la mort de cinq de ses neveux qu'il avait trouvés à Brousse. L'un d'eux, encore enfant, se jeta en pleurant aux pieds des bourreaux; un autre, âgé de vingt ans, se défendit avec désespoir; Sélim fit achever l'exécution.

Korkud résidait paisiblement à Magnésie dans son gouvernement de Sarou-Khan; Sélim s'y rendit secrètement pour le surprendre; le prince eut à peine le temps de s'enfuir. Il erra pendant plusieurs semaines dans les montagnes de Tekieh, fut découvert dans sa retraite et mis à mort. Enfin Ahmed, après avoir employé l'hiver à réunir des troupes, entra en campagne au commencement de 1513. Vainqueur à Ermeni, il ne sut pas tirer parti de son succès et donna à l'armée ennemie le temps de réparer ses pertes; il fut vaincu à son tour près de Ienischehr (24 avril), pris dans sa fuite et exécuté.

Affermi sur le trône par ces sept meurtres, Sélim revint à Andrinople, où il reçut l'hommage des princes tributaires et les ambassadeurs de Venise, de Hongrie, de Moscovie et d'Égypte. Les trêves furent renouvelées avec tous les États européens: c'était du côté de l'Asie que se portaient les regards du nouveau sultan.

Dans les dernières années du règne de Bajazet une révolution importante s'était accomplie en Orient; révolution à la fois politique et religieuse, qui réveilla la querelle assoupie des shiites et des sonnites, et éleva sur les ruines des empires tartares et turkomans le nouvel empire persan des *Ssofis*.

Vers le commencement du quatorzième siècle vivait à Erdebil un scheik shiite renommé par sa sainteté, nommé Ssafieddin. C'est de son nom que ses descen-

dants prirent plus tard leur titre de *Ssafis* ou *Sofis*. L'autorité religieuse qu'il s'était acquise se perpétua dans sa famille. Son quatrième descendant, Djounéid, essaya le premier d'en user pour acquérir un pouvoir politique; protégé par Ouzoun-Hassan, le prince conquérant du Mouton blanc, il se fit des sectateurs et se jeta dans une vie d'aventures guerrières. Il fut vaincu et tué par un prince de Chirvan. Son fils Haider marcha sur ses traces et périt de même en 1488. Il laissait un fils alors enfant, nommé Ismaïl, qui, vers 1500, entreprit de venger son père et son aïeul et fit la fortune de sa maison. Moitié guerrier, moitié prophète, mêlant la doctrine shiite à quelques maximes nouvelles, il rassembla sur les frontières de Tekieh et de Hamid un grand nombre de shiites, les fanatisa, les mena résolûment à la conquête de l'État de Chirvan, et fut vainqueur.

Il intervint ensuite dans les querelles des petits-fils d'Ouzoun-Hassan et en recueillit le fruit. En 1501, il établit le siége de sa puissance à Tébriz, résidence des princes de la dynastie du Mouton blanc. Il soumit ensuite l'Irak-arabi à l'ouest, le Khorassan à l'est, puis le Diarbékir, où restait encore un dernier représentant de la race d'Ouzoun-Hassan (1508); un de ses émirs s'empara de Bagdad. En 1510 il y joignit le Farsistan et l'Azerbeidjan, détruisit l'année suivante l'État des Usbeks sur l'Oxus, et étendit sa domination du golfe Persique à la mer Caspienne, des sources de l'Euphrate jusqu'au delà de l'Oxus.

Cette puissance nouvelle arrivait à son apogée quand éclatèrent les révoltes des fils de Bajazet II; les adhérents d'Ismaïl en profitèrent pour inquiéter les frontières ottomanes. Le *schah* lui-même parvint à se maintenir en bonne intelligence avec Bajazet; mais il se brouilla avec Sélim à l'époque où celui-ci était gouverneur d'Amasia. En 1512, il prit parti pour Ahmed et offrit un asile à ses fils fugitifs. Enfin il envoya une ambassade au sultan d'Égypte pour l'engager à former une ligue contre le nouveau souverain des Ottomans. Mais déjà Sélim se préparait à prendre l'offensive. Les doctrines d'Ismaïl s'étant fort répandues dans les provinces limitrophes de l'empire, et surtout dans le Tekieh et le Hamid, on rechercha tous les sectaires, on en fit un dénombrement exact dans le plus grand secret; puis un massacre général fut ordonné : 40,000 hérétiques périrent en un jour. C'est la Saint-Barthélemy des musulmans; mais les massacres sont des faits si ordinaires dans l'histoire des peuples d'Orient, que celui-ci n'a pas plus de célébrité que les autres et se trouve perdu dans le nombre de ces grands crimes.

Après cette exécution, la guerre fut annoncée dans le divan, et l'armée se mit en campagne (mars 1514). C'était une guerre sainte; Sélim, aussi fanatique qu'ambitieux, eut grand soin de la présenter ainsi : le grand mufti Djemali rendit un fetwa qui déclarait cette guerre légitime et même obligatoire, et qui ajoutait que la mort d'un shiite était plus agréable à Dieu que celle de soixante-dix chrétiens.

Sélim, en partant, adressa à son ennemi un message menaçant; Ismaïl y répondit par une lettre assez mesurée qu'il terminait en disant : « Ta lettre n'est pas

digne d'un sultan ; c'est sans doute l'ouvrage de quelque secrétaire ivre d'opium. » Le sultan, furieux, fit massacrer le porteur du message. Pendant ce temps, Ismaïl changeait lui-même en un désert tout le pays que l'armée ottomane devait parcourir ; aussi quand cette armée de 140,000 hommes arriva sur la frontière, elle se vit aux prises avec la famine. Quant aux Persans, ils continuaient à se retirer, et, malgré les insultes et les provocations de Sélim, le schah se dérobait à tout engagement. L'armée murmurait ; on fut obligé d'en laisser une partie en route ; enfin les janissaires demandèrent hautement la retraite. Au premier bruit, le sultan accourt au milieu d'eux et les accable de reproches. « Que les lâches, dit-il, se séparent des hommes de cœur qui ont pris l'épée et le carquois. Je ne renoncerai pas à mon projet. » L'enthousiasme renait à sa voix, et on se dirige vers Tébriz. Quelques jours après on apprit que le schah, las de fuir, attendait le combat dans la vallée de Tchaldiran. Ce fut là que se livra une bataille décisive (23 août 1514). L'armée ottomane y arrivait harassée, décimée; les vizirs étaient d'avis de lui donner quelque repos ; le defterdar Piri-pacha insista pour livrer bataille sans délai. Ce fut l'origine de sa fortune : Sélim s'écria : « Voilà le seul homme de bon conseil que j'aie trouvé ! quelle perte pour l'État qu'il ne soit pas vizir ! » Et, un peu plus tard, il l'éleva à cette dignité. Le combat s'engagea aussitôt, et l'artillerie des Ottomans leur assura la victoire. Ismaïl faillit périr dans l'action ; il s'enfuit précipitamment jusqu'à Tébriz et n'osa y attendre l'ennemi. Tébriz ouvrit ses portes sans résistance ; le sultan y fit son entrée solennelle le 4 septembre. Il ordonna de transporter mille des plus habiles artisans à Constantinople, et s'empara des trésors du schah.

Après un repos de huit jours il se remit à la poursuite d'Ismaïl; mais, arrivés sur les bords de l'Araxe, ses soldats refusèrent absolument d'aller plus loin. L'hiver approchait, leurs habits étaient en lambeaux, on manquait de vivres : il fallut céder; Sélim fit tomber son ressentiment sur le grand vizir Moustapha, qui fut destitué. Après avoir reçu dans sa retraite la soumission de quelques forteresses, le sultan traversa la Géorgie et l'Arménie, et vint passer l'hiver à Amasia.

Les hostilités recommencèrent au printemps ; mais elles se bornèrent à la prise du fort château de Koumach et à la conquête de la petite principauté de Soulkadr (1515). Sélim revint ensuite à Constantinople, laissant à ses lieutenants le soin d'achever la soumission des provinces d'Orient. Il était fort irrité de la mutinerie des janissaires : arrivé dans la capitale, il fit décapiter leurs principaux officiers et le juge de l'armée. Ce fut, de plus, l'occasion d'un changement important dans l'organisation de ce corps : jusque-là, tous les grades appartenaient à l'ancienneté; on y arrivait par un avancement régulier; Selim créa un commandant supérieur ou aga avec un lieutenant (kasilkiaia) dont il se réserva la nomination.

Malgré le départ du sultan, la guerre ne se ralentit pas en Orient; l'historiographe Idris, que Sélim avait chargé de cette expédition, y déploya une remarqu

activité. Les Kurdes, sonnites zélés, furent soulevés; les principales villes du Diarbekir se soumirent presque sans résistance; et quand Ismaïl, qui était rentré dans Tébriz, se mit en campagne pour reconquérir ces provinces, les troupes ottomanes, de concert avec la population belliqueuse du pays, le repoussèrent avec succès. La lutte se prolongea cependant jusqu'à l'année suivante; la prise de Mardin (1515), celle d'Offa (l'ancienne Édesse), de Raka et de Mossoul, achevèrent la conquête du Diarbekir. Idris reçut mission d'organiser cette nouvelle province; il sut ménager la jalouse indépendance des Kurdes, laissa l'autorité à leurs chefs de tribus, et, par là, assura la domination ottomane dans ces contrées.

§ VI. — Conquête de l'Égypte. — Mort et caractère de Sélim.

La guerre durait encore sur les bords du Tigre que déjà se préparait une entreprise encore plus importante. Kansou-Ghawri, sultan d'Égypte, avait fait alliance avec le schah Ismaïl et se disposait à lui prêter secours. Depuis longtemps, d'ailleurs, l'empire des sultans d'Égypte et celui des Ottomans se touchaient; une lutte était inévitable. Enfin les sultans du Caire, par leur titre de *serviteur des villes saintes de la Mecque et de Médine*, s'attribuaient encore une sorte de suprématie sur tous les princes de l'Islam; ils avaient refusé plusieurs fois aux souverains de Constantinople le droit de protéger les pèlerinages de la Mecque. Sélim résolut de conquérir ce droit, et voulut devenir de fait et de nom le chef de l'Islam. Trois fetwas du grand mufti justifièrent cette agression. « Si un padischah, demanda Sélim, engagé dans une guerre sainte pour la destruction des impies, rencontre des obstacles dans le secours prêté à ces impies par un autre padischah, la loi lui permet-elle de le frapper ? » Le mufti répondit : « Celui qui aide les impies est lui-même impie. — Si un peuple compris dans l'Islam s'unit à des mécréants (les Mameluks tcherkesses). est-il permis de le détruire? — Oui. — Si un peuple profane les paroles du Koran en les gravant sur des monnaies qui passent entre les mains des juifs et des chrétiens, que faut-il faire? — S'il ne renonce pas à sa pratique, son extermination est légitime. » Aussitôt des ambassadeurs furent envoyés au sultan Ghawri pour lui porter ces griefs ; et, dès le commencement du printemps, la Syrie fut envahie. Le sultan égyptien essaya d'abord de négocier ; il s'offrit comme médiateur pacifique entre Ismaïl et Sélim ; son ambassadeur, après avoir vu toute sa suite massacrée, lui fut ignominieusement renvoyé. Il marcha alors au-devant des Ottomans. Les deux armées en vinrent aux mains près d'Alep, dans la plaine de Dabik, où se trouve, selon les musulmans, le tombeau du roi David. Les discordes qui régnaient parmi les Mameluks furent la première cause de leur défaite : les *djelbans*, Mameluks de la première classe, jaloux de ceux de la troisième, ou *korsans*, refusèrent de prendre part à

l'action. La puissante artillerie des Ottomans acheva de leur donner la victoire. Le vieux sultan Ghawri, âgé alors de quatre-vingts ans, périt dans sa fuite.

Cette victoire livra à Sélim toute la Syrie : il entra dans Alep, dont le gouverneur Chair-Bey se soumit volontairement ; et dans la grande mosquée de cette ville il entendit pour la première fois ajouter à ses titres celui de serviteur des deux villes saintes. Hama (Épiphania), Hems (Émèse), Damas, ouvrirent leurs portes. Le sultan y mit des gouverneurs, reçut avec bonté les savants, visita les scheiks, enrichit et répara les mosquées, particulièrement la grande mosquée de Damas, le plus magnifique monument de l'islamisme.

Cependant les Mameluks avaient élu un nouveau prince, Touman-bey. Sélim lui envoya deux ambassadeurs, qui lui offrirent la paix à la condition de reconnaître la suzeraineté ottomane ; au moment où ils sortaient de l'audience du prince, un chef mameluk, indigné de leurs propositions, se jeta sur eux et les tua. La guerre fut aussitôt déclarée. Au mois de novembre 1516, un premier engagement eut lieu sur la frontière de Syrie, entre les avant-gardes des deux armées ; les Mameluks furent encore défaits, et les villes de Ramla et de Gaza, qui s'étaient soulevées à leur approche, furent punies par le massacre de leurs habitants. L'armée ottomane se mit en marche en plein hiver, par des pluies torrentielles, pour traverser le désert qui sépare l'Égypte de la Syrie ; un des vizirs, ayant osé faire quelques représentations au sultan, eut la tête tranchée. En dix jours, on traversa le désert malgré les attaques des brigands arabes, qui harcelèrent l'armée ; et le 22 janvier 1517 on se trouva en présence de l'ennemi, à quelque distance du Caire. Le combat venait de commencer, quand un détachement de cavaliers tout couverts d'acier se jeta au centre de l'armée ottomane et pénétra jusqu'au sultan. C'étaient Touman-bey et ses plus hardis compagnons ; ils avaient résolu de s'emparer du prince mort ou vif ; mais ils se trompèrent et prirent pour lui le grand vizir Sinan-bey, que le sultan mameluk tua de sa main. Malgré ce coup de main, Touman-bey perdit la bataille : trahi par un de ses lieutenants, il avait mis son artillerie dans l'impossibilité d'agir ; elle tomba au pouvoir des vainqueurs. Huit jours après, les Ottomans entrèrent au Caire ; les Mameluks se défendirent de rue en rue, de maison en maison, pendant trois jours et trois nuits ; le sultan, une fois maître de la ville, leur promit amnistie, puis il fit massacrer tous ceux qui se rendirent ; 50,000 habitants furent égorgés avec eux. Un des plus vaillants Mameluks, Kourtbaï, s'était caché ; Sélim lui fit promettre spécialement la vie sauve en lui envoyant du drap et un livre, symbole sacré d'amitié ; Kourtbaï parut en sa présence et l'irrita par ses injures : il vanta la valeur des Mameluks et témoigna son mépris pour les Ottomans, pour leur artillerie, arme des lâches et des assassins. Il raconta qu'au temps du sultan Eschref un Maure était venu en Égypte proposer l'usage du canon, et qu'on avait refusé avec mépris ; le Maure s'était alors écrié : « Qui vivra verra tomber cet

empire par les boulets. — Il a dit vrai, ajouta-t-il ; Dieu seul est puissant. » Et il s'emporta en invectives contre les traitres. Sélim furieux lui fit immédiatement trancher la tête.

Touman-bey s'était retiré au delà du Nil, et, secondé par les Arabes, il faisait une guerre d'escarmouches dont on ne voyait pas la fin. Sélim essaya de négocier ; mais les Mameluks massacrèrent son ambassadeur avec son escorte. Cependant, affaibli par la désertion de plusieurs chefs, le sultan mameluk se retrancha dans le Delta et dut se tenir sur la défensive. L'armée ottomane s'avançait pour l'attaquer, lorsque la discorde acheva de se mettre parmi les siens ; les Arabes en vinrent aux mains avec les Mameluks, puis les abandonnèrent. Quelques jours après, un combat s'engagea avec les Ottomans; les Arabes tombèrent sur les derrières des Mameluks et déterminèrent leur défaite. Touman-bey se retira avec quelques centaines de cavaliers; bientôt, désespérant de prolonger sa résistance, il chercha un refuge chez les Arabes du désert. Trahi par son hôte, il fut pris et amené en présence de Sélim : « Dieu soit loué! s'écria le sultan, maintenant l'Égypte est conquise. » Il traita d'abord son captif avec égard, fut touché de la dignité de son langage et de sa noble contenance; mais ceux qui l'avaient trahi éveillèrent adroitement les soupçons du vainqueur, et le dernier sultan mameluk fut pendu à la porte du Caire (15 avril 1517).

Sélim passa un mois dans la capitale de l'Égypte, distribuant des faveurs et des dignités, organisant le gouvernement, visitant les mosquées et les établissements publics. Il séjourna pendant quelques jours dans l'île de Randa, où s'élève le Nilomètre, pilier destiné à mesurer les crues du fleuve, et fit construire une voûte pour le protéger. Il assista aux deux grandes fêtes de l'Égypte, l'ouverture du canal du Caire et le départ de la caravane annuelle de la Mecque. Il reçut du schérif de la Mecque les clefs de la Kaaba, et, en retour, éleva à 28,000 ducats le *sourré* ou présent annuel que les souverains ottomans, depuis Mahomet Ier, avaient coutume d'envoyer à la patrie du prophète. Enfin, cédant aux murmures de l'armée, Sélim quitta l'Égypte, dont le gouvernement fut donné à Chair-bey ; il emportait les trésors des sultans mameluks, emmenait une colonie d'artisans qu'il établit à Constantinople, enfin il se faisait suivre de Mohammed XII, dernier représentant des khalifes abassides, chef nominal de l'Islam, à qui les maîtres de l'Égypte avaient toujours conservé son titre honorifique. Il se fit même céder par lui les droits et les insignes du khalifat, à savoir l'étendard, le glaive et le manteau du prophète avec les clefs du temple de la Mecque, et c'est ainsi que les sultans de Constantinople sont devenus les représentants des khalifes et les chefs religieux et politiques de l'Islam. Après avoir en passant visité pieusement les saints sépulcres d'Hébron et de Jérusalem, après avoir séjourné plusieurs mois en Syrie pour organiser le gouvernement de cette province, Sélim revint à Constantinople à la fin de juillet 1518, et bientôt à Andrinople, où il

reçut de nombreuses ambassades, et renouvela les traités avec les puissances européennes.

Après deux années de repos, il prépara une nouvelle expédition. Cent galères et cent cinquante autres navires furent équipés ; des troupes nombreuses se rassemblèrent en Europe et en Asie : il s'agissait de faire une nouvelle attaque sur Rhodes. La chrétienté en fut alarmée; le pape Jules II prêcha une croisade nouvelle; mais, au milieu de tous ces préparatifs, Sélim mourut (22 septembre 1520).

Sélim Ier a reçu des historiens ottomans eux-mêmes le nom d'Inflexible. Il s'est, en effet, rendu célèbre entre tous les sultans par son excessive cruauté. Jamais prince ne fut plus redoutable à ses ministres : la charge de vizir devint, sous lui, tellement périlleuse, qu'il était passé en coutume de dire à ceux à qui l'on souhaitait du mal : « Puisses-tu être vizir du sultan Sélim ! » Celui qu'il aimait le mieux, Piri-pacha, lui dit un jour, dans un moment de gaieté, qu'il le priait de l'avertir quand il voudrait se défaire de lui, afin qu'il mît ordre à ses affaires; et Sélim lui répondit qu'il le ferait à l'instant même s'il connaissait quelqu'un qui pût le remplacer. Un jour il donna l'ordre à l'un des vizirs de rassembler l'armée ; celui-ci ayant demandé dans quel quartier il fallait dresser les tentes, il le fit mettre à mort. Le ministre nommé à la place du mort fit la même question et périt de même ; enfin le troisième s'avisa de faire dresser des tentes aux quatre points cardinaux ; Sélim dit alors : « La mort de deux vizirs m'en a procuré un comme il m'en fallait. »

Malgré ces folies sanguinaires, Sélim est un des grands souverains ottomans, et par ses conquêtes et par les soins qu'il donna à l'administration des provinces. Hardi dans ses projets, d'une opiniâtreté invincible dans l'exécution, la violence de son caractère ne l'empêchait pas d'assurer par de sages précautions le succès de ses entreprises : ainsi les préparatifs contre Rhodes duraient depuis un an quand il mourut. Les Ottomans racontent qu'un scheik lui avait prédit que son règne serait de peu de durée. Il l'interrogea alors sur le sort de son fils : « Il régnera près d'un demi-siècle, répondit le scheik, et se distinguera par ses vertus guerrières et ses grands succès. — Ah ! reprit Sélim en soupirant, si Allah m'eût accordé un aussi long règne, j'aurais égalé le roi Salomon. »

CHAPITRE III.

RÈGNE DE SOLIMAN Ier JUSQU'A L'ANNÉE 1535.

§ I. — Premiers actes de Soliman. — Prise de Belgrade et de Rhodes.

Le successeur de Sélim fut Soliman, Soliman le *Grand*, le *Magnifique*, le *Conquérant*, le *Législateur*. Ces titres que l'histoire a confirmés ne sont pas trop pompeux pour l'homme extraordinaire qui les porta ; pour son règne, qui est le plus éclatant de l'histoire des Ottomans.

Soliman avait vingt-cinq ans à la mort de son père. De Magnésie, dont il était gouverneur, il accourut à Constantinople, rendit les derniers devoirs à Sélim, et fit construire sur son tombeau une mosquée, la *Sélimiié*, avec une école et un médressé ; puis il distribua aux janissaires le présent d'avénement. Ses premiers actes montrèrent son amour pour la justice et sa générosité : plusieurs hauts fonctionnaires furent déposés ou mis à mort pour abus de pouvoir ; les colons égyptiens, transportés par Sélim à Constantinople, furent renvoyés dans leur pays; des marchands persans que les édits contre le commerce de la Perse avaient ruinés, reçurent des indemnités.

Une seule révolte troubla le commencement du nouveau règne : ce fut Djanberdi-Ghazali, gouverneur de Syrie, qui crut l'instant favorable pour soulever cette province nouvellement conquise et la détacher de l'empire ; il essaya d'entraîner dans son entreprise Chair-bey, gouverneur de l'Égypte ; mais celui-ci envoya sa lettre au sultan. Le troisième vizir, Ferhad-pacha, fut chargé de comprimer la révolte. Ghazali, après avoir inutilement essayé de s'emparer d'Alep, recula à l'approche de l'armée du sultan et s'en alla à Damas, où il fit massacrer par trahison cinq mille janissaires de la garnison. Quelques jours après, il livra bataille aux portes de la ville (27 janvier 1521). Vaincu et livré par un des siens, il fut mis à mort ; sa tête fut envoyée à Constantinople.

Cette révolte était à peine apaisée que les hostilités reprirent avec la Hongrie. Un *tschaouch*, ayant été envoyé pour réclamer le tribut, fut outragé et massacré ; le sultan fit aussitôt des apprêts de guerre, et il se mit en marche avec 150,000 hom-

mes, que suivaient trente mille chameaux chargés de munitions et de vivres, et trois cents pièces de canon. Pendant que le grand vizir Piri-pacha commençait l'investissement de Belgrade, et que les akindjis portaient le ravage de l'autre côté du Danube, le sultan se dirigea vers Czabacz. La garnison, qui se composait de deux ou trois cents hommes, fit une héroïque résistance; elle fut exterminée; et Soliman fit son entrée dans la ville entre deux rangées de têtes plantées sur des pieux. Il revint ensuite presser Belgrade, qui fut ruinée par son artillerie. Cependant cette place aurait pu prolonger sa résistance si ses défenseurs n'eussent été contraints, par leurs propres discordes, à capituler (29 août 1521). Ils étaient réduits à 400 hommes, et avaient repoussé plus de vingt assauts. La population serbe fut transportée à Constantinople ; et trois mille janissaires furent mis en garnison dans cette ville, qui, après avoir été longtemps l'écueil des armes ottomanes, devint le plus fort boulevard de l'empire.

Soliman revint en triomphe à Constantinople, et notifia cette importante conquête aux gouverneurs des provinces et au doge de Venise. Il reçut les ambassades et les félicitations des Ragusains, du grand-duc de Russie et de plusieurs autres princes. La paix fut renouvelée avec les Vénitiens, et un traité fut conclu qui leur assurait de nouveaux avantages commerciaux, et fixait à 10,500 ducats le tribut payé par la république pour la possession de l'île de Chypre et des îles Ioniennes.

Sélim était mort en se préparant à attaquer Rhodes ; ce projet de conquête fut repris par son successeur. Depuis que la Syrie et l'Égypte étaient réunies à l'empire, la possession de cette île était devenue nécessaire pour assurer les communications avec ces provinces. Les circonstances étaient d'ailleurs favorables : l'Europe, engagée tout entière dans la lutte de François I[er] et de Charles-Quint, remuée par les premiers troubles de la réforme, n'avait pas le temps de porter secours à ce poste avancé de la chrétienté. La prise de Belgrade avait terrifié la Hongrie, qui ne demandait que la paix ; Venise venait de resserrer ses relations d'amitié; Soliman pouvait espérer qu'il effacerait à Rhodes, comme à Belgrade, le souvenir des échecs essuyés par son aïeul.

La campagne de Hongrie ne retarda que d'un an cette entreprise, par laquelle Soliman avait d'abord résolu d'inaugurer son règne. Au commencement de 1522, une flotte de trois cents voiles fut prête, et cent mille hommes, commandés par le sultan, se mirent en route par terre pour la seconder. La flotte parut devant Rhodes le 26 juin; le sultan arriva le 28 juillet, et le siége commença. Un mois entier se passa en travaux de mines et en combats partiels, dont l'avantage resta souvent aux chrétiens. Le premier assaut eut lieu le 4 septembre; les Turcs y laissèrent deux mille morts ; bientôt les assauts se multiplièrent et devinrent de plus en plus furieux ; la garnison, composée en grande partie des chevaliers de l'ordre, luttait avec une héroïque opiniâtreté, exaltée par l'exemple

du grand maître, le vieux Villiers de l'Isle-Adam, dont cette mémorable défense a immortalisé le nom. Le 24 septembre les remparts furent assaillis de tous les côtés à la fois; une mêlée effroyable s'engagea sur les brèches; les femmes elles-mêmes prenaient part au combat, portaient les vivres et les munitions et versaient de l'huile bouillante sur les assaillants. On vit l'une d'elles, après avoir tué ses deux enfants sur la brèche, se précipiter l'épée au poing dans les rangs des janissaires et mourir en combattant. Les Turcs se retirèrent après avoir perdu quinze mille des leurs.

Soliman fut sur le point de désespérer de l'entreprise; néanmoins il redoubla d'efforts, et, après deux nouveaux mois de combats continuels, il fit offrir aux chevaliers une capitulation (10 décembre). La poudre et les vivres allaient leur manquer; ils n'avaient nul espoir d'être secourus; cependant ils essayèrent encore de se défendre, et repoussèrent deux nouveaux et terribles assauts. Enfin, le 21 décembre, le grand maître envoya deux chevaliers pour négocier la capitulation : il fut convenu que l'ordre évacuerait la ville dans l'intervalle de douze jours, en laissant cinquante otages; et l'armée ottomane dut s'éloigner de tous les côtés à la distance d'un mille pour assurer la libre retraite des assiégés. Mais, cinq jours après, le jour même de Noël, une bande de janissaires força une des portes, s'empara de la ville et mit au pillage les maisons et les églises. Ainsi tomba Rhodes le 25 décembre 1521, après un siége de cinq mois, qui avait coûté aux Turcs plus de cent mille hommes. Soliman fit venir auprès de lui le grand maître, le reçut avec honneur, et assura à l'égard des chevaliers l'exacte observation de la capitulation. « Je suis vraiment affligé, dit-il aux siens, d'avoir chassé ce vieillard de son palais. » Les chevaliers s'embarquèrent le 1er janvier 1522; ils trouvèrent un refuge à Malte, que leur céda Charles-Quint, et d'où ils allaient continuer la guerre contre les sectateurs du Koran.

§ II. — Le grand vizir Ibrahim. — Troubles en Égypte, en Crimée, en Valachie.

Au retour de l'expédition de Rhodes, le grand vizir Piri-pacha fut déposé (1523); sa place fut donnée à Ibrahim-pacha, depuis longtemps favori du sultan et grand maître de sa fauconnerie. Cet homme célèbre entre tous les ministres de l'empire ottoman, par la faveur extraordinaire dont il jouit pendant plus de vingt ans et par l'influence presque souveraine qu'il exerça sur les événements de ce règne, appartenait, par sa naissance, comme presque tous les grands hommes qui ont gouverné l'empire ottoman, aux races vaincues, aux races chrétiennes; c'était le fils d'un matelot de Parga. Enlevé par des corsaires turcs, il avait passé sa jeunesse chez une veuve de Magnésie qui lui avait fait donner une brillante éducation. Soliman le rencontra quand il était gouverneur de cette

ville, fut charmé de sa bonne mine, de son esprit, de son habileté sur le violon, en fit son page et son favori, puis en 1523 son premier vizir. Il le combla d'honneurs et de richesses.

La nomination d'Ibrahim fut vue avec chagrin pour Ahmed-pacha, qui avait convoité cette haute dignité; il sollicita de dépit le gouvernement de l'Égypte, qui lui fut accordé. Bientôt il entreprit de s'y rendre indépendant. Il s'attacha les Mameluks, distribua des fiefs aux principaux chefs; puis, au bout de six mois, il se jeta ouvertement dans la rébellion, se saisit par surprise du château du Caire, que les janissaires défendirent vainement, et prit le titre de sultan d'Égypte. Un tschaouch envoyé pour lui signifier sa déposition fut mis à mort, ainsi que le gouverneur qui venait le remplacer ; des monnaies furent frappées en son nom. Déjà une armée de trente mille janissaires était en route pour le combattre, lorsque le rebelle, trahi par un de ses vizirs, fut contraint de s'enfuir du Caire. Livré par les Arabes, chez qui il avait cherché un refuge, il fut mis à mort. Kasim-pacha le remplaça (1524).

A la même époque des troubles éclatèrent en Crimée et faillirent rompre les liens d'alliance et de vassalité qui unissaient ce pays à la Turquie. Les fils de Mohammed-Gheraï, après avoir tué leur père, s'étaient partagé l'autorité ; le sultan envoya, avec le titre de khan, leur oncle Scadet-Gheraï, qui fut renversé bientôt après par un autre de ses neveux. Mais celui-ci eut soin de faire son humble soumission à la Porte; il fut maintenu dans son pouvoir pendant six années, jusqu'en 1530, époque où il encourut le mécontentement du sultan et fut remplacé.

En Valachie, une tentative fut faite pour détruire le dernier vestige d'indépendance de ce pays, et y établir la domination directe de la Porte. A la suite de la campagne de Belgrade, un corps détaché de l'armée principale était entré dans cette province et avait emmené à Constantinople le fils, encore enfant, du dernier woïvode ; des *Ssoubachis* avaient été installés dans les villages, et le pays avait été réduit en *sandjak*. Mais bientôt les boyards se révoltèrent et nommèrent un woïvode. Le premier prétendant fut tué; un second lui succéda, et, soutenu par Jean Zapoly, woïvode de Transylvanie, il sut tenir tête aux Ottomans. Il fallut renoncer à consommer l'assujettissement de la Valachie; on rétablit l'ancien ordre de choses; le tribut fut seulement augmenté (1524).

Cependant trois années s'étaient écoulées dans l'inaction; les janissaires commençaient à murmurer. A la fin de 1525 une révolte éclata dans leurs rangs ; ils pillèrent les maisons des vizirs et le quartier des Juifs. La présence même du sultan ne put les faire rentrer dans le devoir : Soliman, ayant abattu de sa main trois des plus mutins, les autres osèrent le menacer de leurs flèches. Pour les apaiser on leur distribua cent mille ducats. Mais leurs chefs payèrent de leur tête la révolte : les deux agas des janissaires et des spahis, et plusieurs officiers supé-

rieurs, furent exécutés. En même temps des préparatifs de guerre commencèrent, et une campagne fut annoncée contre la Perse et le successeur de Schah-Ismaïl. Mais avant que Soliman pût commencer cette guerre, il dut tourner ses regards vers l'Occident, où se passaient des événements importants. Le moment était venu où la Turquie allait entrer activement dans le système des États européens et y exercer une influence prépondérante.

§ III. — Politique nouvelle de la France à l'égard de l'empire ottoman. — François Iᵉʳ demande de secours à Soliman. — Lettre du sultan.

A cette époque, la France, enveloppée par les États de la maison d'Autriche, se voyait avec effroi isolée du reste de l'Europe et exclue de la Méditerranée. Devant cette maison, maîtresse des Pays-Bas, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne, quelle part pouvait-elle prendre aux affaires du continent? Devant cette maison, maîtresse de Barcelone et de Naples, de Minorque et de la Sicile, ayant Gênes et Florence pour vassales, alliée de Venise, qui lui donnait Corfou et Candie, enfin possédant Oran et menaçant de conquérir Alger et Tunis, que devenait l'action légitime de la France sur la Méditerranée? Il fallait à tout prix rétablir l'équilibre de l'Europe par un poids nouveau, opposer à la puissance autrichienne une puissance aussi redoutable et sur le continent et sur la mer, rendre à la France sa liberté d'action en Europe en faisant inquiéter par un nouvel ennemi les frontières autrichiennes, restaurer notre puissance dans la Méditerranée, sinon par nos propres forces, au moins par une alliance, enfin reprendre par des voies autres que celles du moyen âge, par des moyens pacifiques, par des relations commerciales, notre influence sur les pays du Levant.

Il n'y avait qu'un peuple qui fût en position de remplir ce rôle si grand et si utile : c'étaient les Turcs ottomans. Leur empire, assis à la fois en Europe, en Asie, en Afrique, semblait avoir des bases inébranlables; leurs armées menaçaient par la Hongrie le cœur des États autrichiens; leurs vaisseaux dominaient de la mer Adriatique à la baie de Tunis, de la mer de Syrie au Palus-Méotide. Nulle rivalité de position et d'intérêt ne pouvait exister entre l'empire ottoman et la France : tous deux avaient mêmes ennemis, tous deux étaient unis par des besoins de commerce : tous deux s'estimaient mutuellement à cause de leur réputation guerrière. Ce fut ainsi que la France, après avoir été pendant tout le moyen âge à la tête de la lutte que soutint l'Europe chrétienne contre les peuples musulmans, fut la première à se [illegible] avec eux afin de tirer parti de leur position nouvelle. Ce fut, à vrai dire, un grand scandale de la chrétienté : cette alliance semblait honteuse, contre nature; elle fut d'abord tenue secrète et même formellement niée; plus tard, quand elle fut avouée, il s'éleva en Europe une clameur générale contre l'union sacrilège

des lys et du croissant. Le danger était pourtant plus apparent que réel : bien que la puissance des Ottomans fût encore dans sa période d'accroissement, bien que depuis un siècle on les eût vus prendre pied en Europe, renverser le trône de Byzance et marcher sans interruption de conquête en conquête, il était impossible qu'ils fissent encore beaucoup de progrès. L'Occident était désormais trop fortement constitué pour avoir à redouter une nouvelle invasion ; l'islamisme arrivait trop tard. Il n'avait eu prise que sur la Grèce isolée par le schisme du reste de la république chrétienne ; déjà il s'épuisait en vains efforts contre l'Italie, l'Espagne, la Hongrie, et sa rage devait s'éteindre, ainsi que sa puissance, devant ces premières barrières du catholicisme. La foule s'épouvantait encore des victoires des Turcs et demandait une croisade ; mais les hommes d'État s'inquiétaient faiblement de ces ennemis et ne voulaient engager avec eux qu'une guerre politique. On n'était plus aux temps de Charles-Martel et de Grégoire VII ; une levée en masse des chrétiens n'était plus nécessaire pour arrêter les infidèles, il suffisait des moyens réguliers, des efforts ordinaires de quelques États. La France pouvait donc, sans trahir la cause chrétienne, sans augmenter les dangers de l'Europe, chercher une alliance avec les Ottomans.

François Iᵉʳ, en cherchant à former cette alliance, fut-il mû par les idées politiques que nous venons de développer? On ne saurait l'affirmer, surtout si l'on considère que la politique de ce prince eût presque toujours un caractère passionné et fut ordinairement inspirée par les nécessités du moment ; mais il est certain, bien que l'origine de l'alliance soit enveloppée de mystères et d'obscurités, que ces idées furent tout à fait conformes à l'opinion de son conseil, et qu'elles inspirèrent la politique de la France pendant trois siècles. Quant au roi chevalier, il ne vit probablement dans l'alliance turque qu'une arme du moment, une arme du désespoir, car la première demande de cette alliance sortit de sa prison de Madrid.

On sait quelle sensation produisit dans tous les États la bataille de Pavie ; la captivité de François Iᵉʳ montra aux alliés de Charles-Quint dans quelle voie impolitique ils étaient entrés, en contribuant à renverser la seule barrière qui protégeât l'Europe contre l'ambition de la maison d'Autriche. La régente Louise de Savoie mit ces dispositions à profit, et parvint à former contre l'empereur une ligue composée du roi d'Angleterre, du pape, des Vénitiens, des Suisses. Ce fut alors que, pour inquiéter Charles dans ses États d'Autriche et l'empêcher de porter des troupes en Italie, elle résolut, soit par les ordres de François Iᵉʳ, qui aurait, disait-il, invoqué le démon pour sortir des mains de son ennemi, soit par les conseils du chancelier Duprat, qui eut probablement la plus grande part à cette démarche audacieuse; elle résolut de chercher le secours des Turcs. Presque aussitôt après la bataille de Pavie, un premier agent fut envoyé avec des présents; il fut arrêté par le pacha de Bosnie et mis à mort avec douze hommes qui l'accom-

pagnaient[1]. A la fin de l'année 1525, un second envoyé arriva heureusement à Constantinople; c'était Jean Frangipani, gentilhomme hongrois, parent, sans doute, de ce Christophe Frangipani qui fut, à la même époque, un des plus intrépides défenseurs de la Hongrie. Il était porteur d'une *très-humble* lettre du roi de France qui, d'après l'historien turc Solakzadé, portait en substance : « Que le grand padischah attaque le roi de Hongrie et lui fasse essuyer un échec; nous, nous attaquerons le roi d'Espagne et prendrons contre lui notre revanche. Nous prions et souhaitons que le grand empereur du monde nous fasse la grâce de repousser cet orgueilleux, et nous serons dorénavant le serviteur obligé du grand empereur maître du siècle. »

Ce n'était pas la première fois que le roi de France entrait en communication avec les Ottomans. Depuis quelques années, et sous prétexte d'acquérir des manuscrits orientaux, il avait envoyé dans le Levant des agents qui devaient recueillir des notions certaines sur l'état des Turcs, et il avait entamé par eux des négociations secrètes avec le sultan pour la protection du commerce français[2]. Ces premières relations étant établies, l'ambassade secrète du vaincu de Pavie ne causa pas de surprise à Soliman, qui était d'ailleurs instruit de la situation politique de l'Europe : on pense même qu'il avait déjà reçu, à cette époque, des propositions d'alliance de la part de Charles-Quint.

Il n'avait pas répondu aux avances d'un prince qui était son ennemi naturel et avec lequel il n'y avait pas d'alliance possible, puisque ses États touchaient les États ottomans et étaient les premiers pays chrétiens que les Turcs voulaient conquérir; mais il accueillit avec empressement la demande d'un roi, l'ennemi le plus

[1] (Mémoire sur les premières relations diplomatiques entre la France et la Porte, par M. de Hammer. — *Journal asiatique*, t. X.)

[2] Le commerce de la France dans le Levant datait des temps les plus reculés et avait pris une grande extension, surtout depuis les croisades, car les intérêts mercantiles eurent une part obscure mais très-puissante à ces guerres sacrées. Trois ans seulement après la prise de Jérusalem, il avait fallu régler ce commerce par une législation spéciale, et une assemblée tenue à Ptolémaïs, en 1102, avait formé, avec les débris du code des Rhodiens et celui du Bas-Empire, des ordonnances pour la navigation des Francs dans le Levant. Ces ordonnances furent placées sous la protection des Templiers et des Hospitaliers, auxquels les marchands durent payer certaines redevances. Louis VI les approuva, et elles furent successivement adoptées par tous les peuples qui naviguaient dans la Méditerranée. Louis IX les révisa en 1250 et leur donna une nouvelle sanction : c'est alors que fut réglée définitivement l'institution des *consulats*, dont Marseille revendique l'invention.

Cette ville avait joué un grand rôle pendant les croisades : elle avait lutté d'activité et d'opulence avec Gênes et Venise; elle s'était fait donner par les rois de Jérusalem de nombreux priviléges, le droit de posséder une rue, une église, un four dans chaque ville de Syrie, etc. Enfin, c'est à elle qu'on doit l'établissement de nos premières fabriques de soieries.

Les relations commerciales de la France avec ses anciennes possessions d'outre-mer continuèrent malgré les révolutions et l'anarchie qui désolèrent ces contrées; des comptoirs français ne cessèrent pas d'exister dans l'Archipel, en Syrie, et surtout en Égypte, où les sultans donnèrent une protection très-efficace à nos marchands; les consuls établis par les Marseillais dans ces contrées prirent même sous leur protection les marchands des autres nations chrétiennes; enfin, pour ne citer qu'un exemple de l'importance de ce commerce, le fameux Jacques Cœur y gagna sa grande fortune, et il avait dans la Méditerranée douze vaisseaux de guerre pour protéger ses marchandises.

redoutable de son ennemi, qui allait (car ce fut pour les Ottomans la raison capitale de leur alliance avec la France), par sa défection à la cause chrétienne, lui livrer l'Occident dénué de ses meilleurs défenseurs. Soliman reçut (6 decembre 1525) l'envoyé du roi de France avec de grands honneurs; et, « chose inouïe! raconte un ambassadeur vénitien témoin de cette réception, il lui fit de riches présents. » Enfin, « ému de compassion, dit un historien turc, il résolut de faire la guerre au roi d'Espagne, dont les desseins étaient si mauvais, » et d'envahir la Hongrie. Toutefois il n'y eut, à ce sujet, aucun traité conclu; l'orgueil et le fanatisme musulman auraient regardé une alliance directe avec un prince chrétien comme un opprobre et un sacrilége[1]. Le sultan se contenta de répondre à la lettre du roi très-chrétien par la lettre suivante, lettre d'amitié superbe et protectrice dont nous passons le pompeux préambule :

« A toi, François, qui es roi du pays de France.

« Vous avez envoyé une lettre à ma Porte, asile des souverains, par votre fidèle agent Frankipan ; vous lui avez aussi recommandé quelques communications verbales; vous avez fait savoir que l'ennemi s'est emparé de votre pays et que vous êtes actuellement en prison, et vous avez demandé ici asile et secours pour votre délivrance. Tout ce que vous avez dit ayant été exposé au pied de mon trône, refuge du monde, ma science impériale l'a embrassé en détail et j'en ai pris une connaissance complète.

« Il n'est pas étonnant que des empereurs soient défaits et deviennent prisonniers. Prenez donc courage et ne vous laissez pas abattre. Nos glorieux ancêtres et nos illustres aïeux (que Dieu illumine leurs tombeaux!) n'ont jamais cessé de faire la guerre pour repousser l'ennemi et conquérir des pays. Nous aussi nous avons marché sur leurs traces. Nous avons conquis en tout temps des provinces et des citadelles fortes et d'un accès difficile. Nuit et jour notre cheval est sellé et notre sabre est ceint.

« Que Dieu très-haut facilite le bien! à quelque objet que s'attache votre volonté, qu'elle soit exécutée. Du reste, en interrogeant votre agent sur les affaires et les nouvelles, vous en serez informé. Sachez-le ainsi.

« Ecrit au commencement de la lune de rebiul-akhir 932 (15 février 1526), à la résidence de la capitale de l'empire, Constantinople la bien gardée. »

[1] Les historiens turcs disent que les relations de Soliman avec la France furent acceptées sans murmure par ses sujets à cause d'une tradition qui faisait descendre le padischah d'une princesse de la famille de France. En effet, si l'on en croit les historiens l'etchevi, Selaniki et Ali-Effendi, Saroudj, amiral d'Amurat II, aurait pris en 1428 un vaisseau richement chargé sur lequel se trouvait une princesse française destinée à l'empereur Jean IV. Amurat II, qui régnait alors, la plaça dans son harem, l'épousa après qu'elle eut embrassé la religion mahométane, et en eut un fils, qui fut le conquérant de Constantinople, Mahomet II, aïeul de Soliman.

Tel fut le premier acte de l'alliance de la France avec la Porte Ottomane, alliance qui est un très-grave événement dans l'histoire de l'Europe, puisqu'elle a été l'écueil de la puissance de la maison d'Autriche. Engendrée des deux côtés par les nécessités du moment et par des intérêts de position, elle se conserva plus encore par bienveillance que par calcul, malgré les haines religieuses, les différences de mœurs, les destinées divergentes des deux États, malgré l'ignorance, la brutalité, le fanatisme de la politique des Turcs; malgré les distractions, les oublis, les défections de la politique française. Elle n'a pas été l'une des moindres causes de la grandeur de la France, et l'empire ottoman lui a dû en partie sa conservation.

§ IV. — **Bataille de Mohacz.**

Le 25 avril 1526, Soliman partit de Constantinople pour se mettre à la tête de son armée. La guerre sur les frontières de la Hongrie était permanente; c'était une guerre d'escarmouches où les succès se balançaient, et dont le résultat principal était la dévastation du pays. Mais cette fois, plus de 100,000 hommes en bon ordre entrèrent en Hongrie par le grand chemin de la Servie et Belgrade, commandés par le sultan et les trois vizirs; ils étaient soutenus par trois cents pièces de canon et par une flottille de huit cents barques. On remonta le cours du Danube par la rive droite; Peterwardein fut pris d'assaut en quinze jours; Illok se rendit au bout d'une semaine; Eszek, sur la Drave, fut pillée et brûlée. Le 28 août, l'armée ottomane arriva dans la plaine de Mohacz, et le lendemain s'engagea la bataille qui décida du sort de la Hongrie.

L'armée ottomane était sur trois lignes : en avant, les troupes d'Europe; en seconde ligne, celles d'Anatolie; derrière, le sultan avec ses janissaires, ses sipahis et ses canons, qu'on avait liés ensemble par des chaînes de fer, de manière à en former une sorte de rempart. La pesante cavalerie chrétienne, le roi Louis en tête, fondit, avec son impétuosité ordinaire, sur les premières lignes, les enfonça, les culbuta et pénétra jusqu'à l'endroit où se trouvait le sultan. Une affreuse mêlée s'engagea autour de lui; plusieurs coups portèrent sur son armure. Tout à coup l'artillerie des Turcs fut démasquée; son feu terrible, dirigé presque à bout portant sur les assaillants, jeta parmi eux le désordre; tout se dispersa : la plupart des fuyards périrent dans les marais qui longent le fleuve; de ce nombre fut sans doute le roi Louis, dont le corps ne fut pas retrouvé. Cette sanglante bataille n'avait pas duré deux heures. Elle eut une grande influence sur les destinées de l'Europe, puisque c'est là que périt la nationalité hongroise.

Soliman passa sur la rive gauche du fleuve et reçut à Fœldward les clefs de Bude; mais il ne marcha que lentement vers la capitale de la Hongrie, et n'y entra que le 10 septembre. Malgré la défense expresse du sultan, les soldats

incendièrent deux quartiers de la ville et la grande église. En même temps, les akindjis se répandirent dans tout le pays, brûlant les villages et massacrant les habitants. Ce ne fut pas sans éprouver quelquefois des pertes considérables. Wissegrad, Gran, résistèrent avec succès; Moroth fit une défense héroïque; à Bacs, l'église, convertie en forteresse, fut défendue tout un jour; entre Bacs et Peterwardein, les Hongrois s'étaient fait un camp retranché dont la prise coûta aux Turcs plus de monde que la bataille de Mohacz; mais ces résistances partielles ne firent qu'exalter la férocité des vainqueurs; les habitants furent exterminés; et l'on porte à deux cent mille le nombre des Hongrois qui furent massacrés dans cette campagne. Enfin le sultan, après avoir promis aux magnats de leur donner pour roi Jean Zapoly, reprit le chemin de sa capitale, traînant après lui un immense butin. Parmi les richesses enlevées à Ofen figuraient, avec le trésor royal et la bibliothèque de Mathias Corvin, trois belles statues antiques qui décoraient le château royal et qui furent dressées en trophées sur l'hippodrome de Constantinople.

§ V. — Révoltes en Asie. — Hérésie de Kabiz. — Affaires de Hongrie.

Des nouvelles inquiétantes d'Asie avaient hâté le retour du sultan : les Turkomans de Cilicie s'étaient révoltés contre les violences et les exactions des agents turcs. Ils massacrèrent les kadis, leurs greffiers, et le sandjak-bey, battirent le beylerbey de Karamanie, et bientôt, près de Sivas, celui de Roum. Enfin Chosrew pacha, beylerbey du Diarbekir, parvint, en réunissant toutes ses forces, à arrêter leurs progrès.

L'année suivante (1527) une insurrection encore plus grave éclata en Karamanie, insurrection dont l'origine et le but nous sont inconnus, mais qui devait être probablement un soulèvement des races et des religions vaincues. Un certain Kalender-Oghli, descendant du scheik Hadji-Bektasch, patron des janissaires, était à la tête du mouvement, avec plusieurs milliers de religieux, derviches abdals ou kalenders. Il battit successivement les beylerbeys de Diarbekir, de Roum et d'Anatolie. Le grand vizir dut lui-même se mettre en marche pour comprimer la révolte : il négocia avec les Turkomans soulevés, parvint à les détacher des rebelles et eut alors bon marché du reste.

Quelques mois après, Constantinople fut agitée par une étrange nouveauté, mais que les historiens musulmans n'ont pas suffisamment expliquée : un légiste célèbre, nommé Kabiz, prêcha publiquement la prééminence de la loi de Jésus-Christ sur celle de Mahomet. Il fut traduit devant le divan et soutint son opinion avec tant de force, que les deux juges de l'armée, qui avaient entrepris de le réfuter, trouvèrent plus simple de le condamner sans lui répondre. Le vizir Ibrahim, indigné de leur animosité, le renvoya absous. Mais le sultan, qui avait, selon sa

coutume, assisté au divan sans être vu, blâma la décision de son ministre, et ordonna que l'affaire fût portée devant le mufti et le juge de la ville. Ceux-ci, après avoir vainement essayé d'arracher à l'hérétique un désaveu, le condamnèrent à mort; et un édit fut rendu qui défendait, même dans les conversations particulières, de mettre la loi de l'Évangile au-dessus de celle du Koran. Cette aventure réveilla les haines des musulmans contre les chrétiens, et, quelque temps après, la maison d'un Turc ayant été pillée, ses habitants assassinés, on soupçonna que les meurtriers étaient des Albanais; puis, comme on ne put les découvrir personnellement, huit cents Albanais qui se trouvaient alors à Constantinople furent arrêtés et mis à mort.

Pendant ce temps la guerre continuait en Hongrie et dans les contrées voisines, la Bosnie, l'Esclavonie, la Dalmatie, dont la soumission fut achevée en 1528. Soliman était parti de Bude en promettant pour roi aux Hongrois Jean Zapoly, woïvode de Transylvanie; mais un autre prétendant se présenta, Ferdinand d'Autriche, frère de Charles-Quint, à qui des liens de parenté donnaient des droits au trône vacant. Les deux rivaux se rencontrèrent à Tokay (1527), et Zapoly fut vaincu; il implora le secours du roi de Pologne, son beau-père, et bientôt après celui de la Porte. Son ambassadeur, avec l'aide du Vénitien Louis Gritti, parvint à mettre dans ses intérêts le vizir Ibrahim et reçut du sultan un accueil favorable (3 février 1528); Soliman lui fit la promesse formelle de mettre Zapoly en possession de la Hongrie, et signa même avec lui un traité d'alliance. Ferdinand essaya vainement d'attirer le sultan dans ses intérêts : ses envoyés furent jetés en prison.

§ VI. — Nouvelles relations de François Ier et de Soliman.

A la même époque, le roi de France envoya à la Porte un ambassadeur. L'expédition de Hongrie qu'il avait sollicitée avait été pour lui un nouvel échec, puisqu'elle avait fourni à la maison d'Autriche l'occasion de s'enrichir de deux royaumes. Il avait plus que jamais besoin de l'alliance ottomane. D'un autre côté, Charles-Quint commençait à soupçonner les relations de son rival avec la Porte, et l'accusait hautement de trahison envers la chrétienté. François Ier fut inquiet des clameurs que souleva cette dénonciation : il nia formellement son alliance avec les Turcs et répondit à Charles « qu'il en avait menti par la gorge. » Mais il n'en continua pas moins ses relations avec Soliman, et chercha à les légitimer aux yeux des chrétiens, aux yeux de ses sujets, en les employant à protéger les fidèles d'Orient et à restaurer notre influence dans ces contrées. Un gentilhomme nommé Rincon fut chargé de cette négociation et y réussit. L'alliance française était trop précieuse à Soliman pour qu'il n'accédât pas généreusement aux demandes du roi très-chrétien. Depuis longtemps d'ailleurs le commerce français

avait reçu protection chez les Turcs : au temps où ils étaient encore en Asie, les marchands de Marseille avaient obtenu des avantages commerciaux. En 1507, ils s'étaient fait donner par le sultan Bajazet II des priviléges qui furent augmentés par Sélim Ier, et qui renferment les éléments des capitulations conclues entre la France et l'empire ottoman. En 1528 Soliman renouvela ces priviléges dans un acte dont le texte s'est perdu, mais dont il reste quelques fragments : c'est ce que nos historiens appellent la *trêve marchande*. Les factoreries, les consuls, les pèlerins de la France, étaient mis sous la protection de la Sublime Porte et garantis de toute insulte. Le pavillon français reparut alors avec éclat dans la Méditerranée, et il fut accueilli avec reconnaissance par les chrétiens d'Orient, qui en espérèrent soulagement et protection. Les pèlerinages à Jérusalem recommencèrent; un évêque français alla visiter les églises de l'Albanie, qui depuis Scanderbeg étaient oubliées dans leurs montagnes sauvages, et il réveilla le nom de la France chez les *Skipetars* de la Mirdita.

Le zèle religieux de François Ier ne causa aux Ottomans ni mécontentement ni surprise : en Orient, les hommes et les peuples sont estimés d'après la ferveur de leur croyance ; l'alliance en devint même plus intime. On en peut juger par cette lettre du sultan (septembre 1528) au roi de France :

« A toi qui es François, bey du pays de France.

« Vous avez envoyé au palais des sultans et à ma Porte de félicité, qui est l'orient de la prospérité et le lieu que viennent baiser les lèvres des rois et des princes, une lettre dans laquelle vous avez parlé d'une église appartenant jadis aux chrétiens à Jérusalem, qui fait partie de nos États bien gardés, et devenue ensuite une mosquée. Je sais avec détail tout ce que vous avez dit à ce sujet. L'amitié et l'affection qui existent entre ma glorieuse majesté et vous rendent vos désirs admissibles auprès de ma personne, source de bonheur ; mais cette affaire ne ressemble pas à toute autre affaire de domaine et de propriété, elle concerne notre religion. D'après l'ordre sacré de Dieu très-haut, créateur du monde et bienfaiteur d'Adam, d'après la loi de notre prophète, soleil des deux mondes (que sur lui soient la bénédiction divine et le salut), cette église est depuis longtemps une mosquée, et les musulmans y ont fait le *namaz* (la prière). Or il est contraire à notre religion qu'un lieu qui porte le nom de mosquée, et dans lequel se fait le *namaz*, soit maintenant altéré par un changement de destination. Quand même notre loi autoriserait en général ce changement, votre demande ne pourrait être accueillie auprès de ma personne, source de bonheur. Les lieux autres que la mosquée continueront de rester entre les mains des chrétiens ; personne ne molestera, sous notre équitable règne, ceux qui y demeurent. Ils vivront tranquillement sous l'aide de notre protection ; il leur sera permis de réparer leurs portes et leurs fenêtres ; ils conserveront en toute sûreté les oratoires et les éta-

blissements qu'ils occupent actuellement, sans que personne puisse les opprimer et les tourmenter d'aucune manière. Qu'on le sache ainsi. »

Tels furent les résultats officiels de la mission de Rincon ; mais il est probable que la présence de cet envoyé dut contribuer au mauvais traitement que reçurent les agents de Ferdinand, et qu'il emporta la promesse d'une prochaine prise d'armes. Avant d'aller à Constantinople, il s'était rendu en Hongrie et en Pologne ; et à sa demande un évêque hongrois avait été envoyé en France. Le résultat des négociations ouvertes par lui et cet évêque fut un traité d'alliance conclu entre François Ier et le roi Zapoly, traité par lequel celui-ci désignait pour son héritier un des fils du roi de France.

§ VII. — Deuxième expédition de Hongrie. — Siége de Vienne.

Pendant que François travaillait par sa diplomatie à réunir tous les ennemis de la maison d'Autriche, Soliman se mettait en mesure de trancher la question politique à son profit par la force des armes. Les négociateurs autrichiens, après neuf mois de captivité, furent amenés en sa présence. « Votre maître, leur dit-il, n'a pas assez ressenti jusqu'à présent les effets de notre amitié et de notre voisinage : mais il les connaîtra bientôt. Vous pouvez lui dire que j'irai le trouver moi-même avec toutes mes forces, et que je pense bien lui restituer de ma main ce qu'il réclame. Dites-lui aussi qu'il peut tout préparer pour notre réception. » Le 10 mai 1529 l'armée partit de Constantinople ; elle s'élevait à cent cinquante mille hommes. A Mohacz, Jean Zapoly vint présenter ses hommages au sultan ; il fut reçu avec honneur et emporta de riches présents. Trois jours après l'armée ottomane arriva devant Bude, dont Ferdinand s'était emparé. La place céda après six jours de siége ; les janissaires massacrèrent la garnison allemande, malgré la capitulation, et firent parmi les habitants un grand nombre de captifs ; mais le pillage fut interdit. Zapoly entra en grande pompe dans la ville et fut installé dans le château royal; le lieutenant général des janissaires (*Segban-bachi*) présida à la cérémonie, et une garnison turque fut laissée dans la place.

De là l'armée se mit en marche pour Vienne, et le 27 septembre Soliman campa devant la capitale des États autrichiens. Pour résister à son immense armée, à ses trois cents canons, à sa flottille du Danube, Vienne n'avait que seize mille hommes, soixante-douze bouches à feu et des remparts de six pieds d'épaisseur. Néanmoins les assiégés firent des sorties et soutinrent trois assauts avec succès. Une brèche ayant été ouverte à la porte de Carinthie, et l'explosion d'une mine lui ayant donné quarante toises de largeur, les Ottomans renouvelèrent l'attaque avec fureur pendant toute une journée (14 octobre). Ils furent encore

repoussés, et le sultan, découragé, donna le signal de la retraite. Robertson et plusieurs autres historiens ont attribué la levée du siége à la trahison du vizir Ibrahim; mais cela est peu probable. La saison était avancée, les vivres manquaient, les soldats commençaient à murmurer; ces raisons, jointes à la courageuse défense de la ville, suffisent pour expliquer la retraite des Turcs.

C'était le premier échec que subissaient les armes de Soliman ; il prétendit le transformer en une victoire, félicita ses soldats, leur distribua des récompenses et présenta son départ comme un acte de générosité; mais il ne trompa personne. Les Allemands, encouragés par le succès, harcelèrent l'armée ottomane dans sa retraite, lui firent essuyer de grandes pertes et lui reprirent une partie de son butin.

Arrivé à Bude, Soliman reçut les compliments du roi Zapoly ; il lui renouvela ses promesses d'amitié, et, de Belgrade, lui envoya la couronne royale.

§ VIII. Troisième expédition de Hongrie. — Ambassade de François Ier. — Siége de Güns. — Paix avec l'Autriche.

Au printemps suivant (1531), une armée allemande entra en Hongrie et vint inutilement assiéger Bude; en même temps une ambassade du roi Ferdinand se rendit à Constantinople. Après avoir essuyé les dédains et les injures du grand vizir, elle obtint à grand'peine une audience. Le sultan ne voulut reconnaître Ferdinand ni comme roi de Hongrie, ni comme roi de Bohême, mais simplement comme lieutenant de Charles-Quint, à qui il ne donnait que le titre de roi d'Espagne.

Au mois d'avril 1532, Soliman se remit en campagne pour venger l'affront subi devant Vienne. Son armée, de deux cent mille hommes, fut portée à plus de trois cent mille par les renforts qu'il reçut de la Bosnie et de la Crimée. A Nissa il rencontra de nouveaux envoyés de Ferdinand, et à Belgrade l'ambassadeur de France, Rincon. François Ier avait été obligé de déposer les armes et de signer l'humiliant traité de Cambray; mais une rupture avec Charles-Quint était imminente, et Rincon avait mission de renouveler l'alliance entre les deux monarques et de demander au sultan, dans le cas où la guerre recommencerait entre la France et l'Autriche, l'assistance de ses flottes. Il fut reçu avec des honneurs extraordinaires, et qui n'ont été répétés à la Sublime Porte pour aucun ambassadeur chrétien. Une partie de l'armée était sous les armes; toute l'artillerie du camp retentissait; une escorte magnifique fut envoyée à sa rencontre; le sultan le reçut sur son trône, dans toute sa splendeur orientale, lui donnant sa main à baiser, lui demandant des nouvelles de son frère le roi de France. Ces honneurs contrastèrent avec les humiliations qu'on fit subir à deux envoyés de Ferdinand, qui venaient solliciter une trêve. « François, dit un historien turc, était maître de

grandes terres, avait de braves soldats et jouissait d'un grand pouvoir sur la mer; comme il persistait dans son ancien dévouement pour la Sublime Porte, on redoubla d'égards pour lui. Aussi le grand vizir parla à son envoyé en ami et à ceux de Ferdinand en lion... » — « Le roi de France, dit un autre, était sincèrement attaché à la Sublime Porte, qui est généreuse comme la mer, et l'autre roi n'y cherchait pas son refuge; aussi le traitement qu'éprouvèrent leurs envoyés respectifs fut très-différent. L'ambasseur de France fut l'objet des regards et des discours gracieux du sultan, qui s'abaissa au point de traiter son maître d'ami, de frère, de *padischah*, dans les lettres impériales avec lesquelles il le congédia; les autres furent retenus captifs. »

L'armée ottomane traversa la Save et la Drave, s'empara sans difficulté de quatorze forteresses, et arriva (9 août) devant Güns, petite place située au pied du Bakony-Wald sur un affluent du Raab; là vint échouer toute cette formidable expédition. Güns, défendue par le brave Jurischitz et par une garnison de sept cents hommes, tint pendant trois semaines et repoussa douze assauts; au dernier, les Turcs s'enfuirent, saisis d'une terreur panique qu'ils attribuèrent à une apparition miraculeuse. Cependant, comme les munitions étaient épuisées, Jurischitz se rendit à des conditions honorables.

On s'attendait à voir le sultan paraître devant Vienne; une armée s'était enfermée dans la ville, et Charles-Quint appelait l'Allemagne entière à la défense des États autrichiens. Instruit de ces apprêts formidables, intimidé par la résistance de Güns ou redoutant la mauvaise saison qui approchait, Soliman n'osa pas renouveler sa tentative de 1529. Peut-être même n'en avait-il pas l'intention au début de la campagne : il n'avait emmené que de l'artillerie légère, et, dans sa réponse aux messages de Ferdinand, il annonçait l'intention de chercher Charles-Quint pour combattre en bataille rangée ce rival seul digne de lui. Quoi qu'il en soit, aussitôt après la prise de Güns, il tourna brusquement à gauche vers la Styrie, et cette campagne, dont on avait attendu de si grandes choses, n'eut pour résultat que la dévastation de ces provinces tant de fois ravagées; encore l'armée ottomane, divisée en plusieurs corps, eut-elle à essuyer dans des rencontres partielles de sanglants échecs. Malgré les récompenses qui furent distribuées au retour, malgré les pompeuses lettres de victoire que le sultan envoya dans toutes les provinces, cette retraite, comme la première, ressemblait à une défaite.

Dans le même temps, André Doria, amiral de Charles-Quint, avait paru dans le golfe de Lépante, s'était emparé en un jour de la forte place de Coron, ainsi que de Patras et des deux forts qui protégeaient l'entrée du golfe. De plus, une guerre paraissait sur le point d'éclater en Asie. Tous ces événements portèrent Soliman à la paix. De nouvelles négociations furent entamées; mais pendant sept semaines les envoyés de Ferdinand eurent à lutter contre l'orgueil et l'astuce du grand vizir et du Vénitien Louis Gritti, dont il avait fait son principal conseiller;

ils avaient apporté une lettre de Charles-Quint au sultan, lettre d'amitié, mais où l'empereur avait pris maladroitement le titre de roi de Jérusalem : ce fut l'occasion de récriminations interminables de la part du vizir. « Combien est différente et vraiment royale, dit-il, la lettre que le roi de France nous a envoyée pendant la campagne de Hongrie, dans laquelle il signe simplement François, roi de France ! Aussi le padischah, voulant rendre honneur au roi François, n'a pas fait dans sa réponse l'énumération de ses titres, et lui a écrit comme à un frère tendrement aimé. » Ce fut en cette occasion que le vizir avoua hautement que la première invasion en Hongrie n'avait été faite qu'à la demande de François Ier. « Le roi de France, dit-il, ayant été vaincu à Pavie, sa mère écrivit à mon maître : « Mon fils « a été fait prisonnier par Charles d'Espagne. Je croyais que celui-ci aurait la « générosité de le mettre en liberté ; mais, loin de le faire, il l'a traité indigne« ment. Je te supplie, grand empereur, de montrer ta magnanimité en délivrant « mon fils. » — Le padischah, ému de compassion à cette lettre, entra dans la Hongrie. » Enfin, à force de patience et de ménagements, les envoyés parvinrent à obtenir un traité par lequel le sultan promit alliance et amitié au roi Ferdinand, mais sans rien stipuler à l'égard de la Hongrie, dont il se déclarait le maître absolu par droit de conquête. Telle fut la première paix conclue par la maison d'Autriche avec la Porte (1533).

§ IX. — Guerre avec la Perse. — Prise de Bagdad. — Chaireddin-Barberousse. — Prise de Tunis par Charles-Quint.

Depuis le commencement du règne de Soliman, la paix n'avait jamais été solidement établie entre la Perse et les Ottomans; les défections réciproques de quelques gouverneurs des villes frontières amenèrent une rupture complète. Pendant que le khan de Bidlis trahissait les Ottomans, le gouverneur persan de l'Aderbaïdjan se rangeait de leur côté, et celui de Bagdad leur envoyait les clefs de la ville. Ce dernier ayant été assassiné, le grand vizir Ibrahim fut chargé de conquérir Bagdad et de ramener à l'obéissance le khan de Bidlis. Il partit vers l'automne de 1533, et apprit en route la défaite du rebelle. Après avoir passé l'hiver à Alep, il se remit en marche, reçut la soumission des places voisines du lac de Van, se dirigea sur Tébriz, résidence du schah, et y entra sans obstacle le 13 juillet 1534. Le sultan vint l'y rejoindre au mois de septembre, et l'armée se mit en marche sur Bagdad. Elle eut beaucoup à souffrir dans sa route, non par les attaques des Persans, mais par les difficultés du pays et les rigueurs de la saison. La capitale des khalifes ne fit aucune résistance, et Soliman y fit son entrée à la fin de l'année 1534; il y séjourna six mois. Il revint ensuite à Tébriz, reprit la route de Constantinople et y rentra au mois de janvier 1536.

Pendant que cette expédition triomphale agrandissait du côté de l'Orient les frontières de l'empire, les flottes ottomanes étaient aux prises dans la Méditerranée avec la marine de Charles-Quint. Deux hommes remarquables dirigeaient les forces navales des deux empires : c'étaient le Génois André Doria, amiral de l'empereur, et, du côté des Turcs, le célèbre Chaireddin, connu sous le nom de Barberousse.

Cet aventurier était d'origine grecque et chrétienne; c'était le fils d'un sipahi de Métellin; et, selon l'usage trop fréquent des habitants de l'Archipel, il s'était mis, avec son frère Baba-Aroudj, à faire la piraterie sous le règne de Bajazet II. Les deux frères se mirent au service du sultan de Tunis, Mohammed, de la famille des Beni-Hafsz. Ayant capturé un vaisseau chrétien, ils l'envoyèrent à Constantinople, et reçurent en récompense du sultan deux galères et des kaftans d'honneur. Ils essayèrent alors de s'emparer de quelque port de la côte barbaresque, firent des tentatives sur Cherchell, sur Bougie, sur Alger, où régnaient des princes de la famille des Beni-Hafsz; Aroudj s'empara de Cherchell, puis de Tlemcen; il y fut attaqué par les Espagnols et périt dans une sortie. Chaireddin, resté seul, se rendit maître d'Alger en assassinant le prince maure, et fit hommage de sa conquête au sultan Sélim, qui venait alors de conquérir l'Égypte; il reçut le titre de beylerbey d'Alger. Les Espagnols s'étaient établis dans l'île qui faisait face à la ville et y avaient construit un fort; il les attaqua, prit la garnison, rasa le fort, défit une escadre espagnole envoyée pour le défendre, et réunit l'île au continent en comblant le détroit (1520). Du port d'Alger commencèrent dès lors à partir de nombreux corsaires, qui infestèrent les côtes d'Espagne et d'Italie et le bassin occidental de la Méditerranée. Soliman, à l'époque de son alliance avec François I[er], ayant fait défense à Barberousse d'attaquer les vaisseaux français, celui-ci prit sa revanche sur ceux des Espagnols; il mit en fuite une de leurs escadres et enleva des côtes d'Andalousie 70,000 Maures persécutés qui vinrent peupler l'Afrique.

Lorsque André Doria se fut emparé de Coron, Barberousse fut mandé à Constantinople; après avoir, chemin faisant, brûlé dix-huit vaisseaux en vue de Messine et enlevé deux bâtiments de la flotte de Doria, il arriva dans la capitale de l'empire au moment où commençait la guerre de Perse (1533). Coron était déjà repris : pendant que la paix avec l'Autriche se négociait, une flotte de soixante-dix voiles avait pris la mer; quoique battue à l'entrée du golfe par Doria et affaiblie de moitié, elle put néanmoins bloquer la ville, qui se rendit après un siége mémorable. Cependant Barberousse fut reçu avec distinction : il fut créé kapoudan-pacha, obtint l'investiture comme beylerbey d'Alger, et prit rang avant tous les autres beylerbeys. L'hiver fut employé à équiper une flotte formidable avec laquelle il partit au printemps; elle comptait quatre-vingt-quatre bâtiments. Cet armement fut dirigé d'abord contre l'Italie; Reggio, Fondi et les châteaux de la côte furent saccagés; puis, faisant voile vers la côte d'Afrique, Barberousse parut de-

vant Tunis, où régnait Muley-Hassan, un de ces tyrans féroces et efféminés comme les dynasties maures en comptent tant. Il se présenta en libérateur, promit aux habitants de leur donner pour prince le frère de Muley, qui s'était réfugié sur sa flotte; puis, une fois maître de la ville, il en prit possession au nom du sultan.

Les progrès de la puissance ottomane sur le littoral africain devenaient inquiétants pour le souverain de l'Espagne et de l'Italie; Charles-Quint résolut de reprendre Tunis, non-seulement dans l'intérêt de ses possessions d'Afrique, mais aussi dans l'espoir de porter un coup mortel à l'alliance turco-française, qui ne pouvait devenir effective que par la marine. Un puissant armement fut préparé, et l'empereur prit lui-même le commandement de l'expédition. Le 16 juin 1535, il débarqua devant le fort de la Goulette, et l'emporta après un mois de siége et de combats continuels. Barberousse, n'espérant pas défendre la ville, où il avait à lutter contre le mauvais vouloir des habitants, risqua un engagement en rase campagne; abandonné par ses auxiliaires africains, il fut obligé de prendre la fuite. Tunis fut pillée pendant trois jours par les vainqueurs ; trente mille habitants furent massacrés ; cinquante mille chrétiens captifs eurent leurs chaînes brisées. Les Espagnols rétablirent le prince maure Muley-Hassan, à condition de payer tribut et de laisser aux chrétiens le libre exercice de leur religion; ils conservèrent le fort de la Goulette.

§ X. — Premières capitulations de la Porte avec la France.

Ce fait d'armes mit le comble à la puissance et à la gloire de Charles-Quint : l'Europe ne vit plus en lui que le libérateur des chrétiens, la terreur des infidèles, et ses panégyristes eurent soin d'opposer sa conduite à celle de son rival, qui se faisait l'allié des ennemis de la chrétienté. Cette alliance n'était plus un secret pour personne; François Ier prit la résolution de l'avouer hautement, afin d'acquérir le droit d'en tirer tout le parti possible. Un ambassadeur officiel, le chevalier Jean de La Forêt, fut envoyé au sultan et le rejoignit à Tébriz (1535); il entama des négociations ostensiblement bornées aux capitulations données en faveur des marchands français par les sultans, mais qui devaient avoir de graves résultats. Ces négociations amenèrent un acte diplomatique qui fut au fond un véritable traité, mais qui n'en eut pas la forme, parce que l'orgueil ottoman semblait uniquement faire des concessions sans vouloir de réciprocité[1]. Ce fut donc sous la forme d'un *hatti-shérif*, c'est-à-dire d'un ordre émané du sultan, que

[1] « Le Grand Seigneur, par une fierté mal entendue, fondée sur un prétendu prétexte de religion, ne veut point de traité avec les princes chrétiens, prétendant qu'ils ne doivent pas aller de pair avec lui. Celui de *capitulation* lui plaît davantage, parce qu'il regarde les actes qu'il accorde, et dont il est le maître si absolu, qu'il les révoque, les étend, les restreint ou les annule sans cérémonie quand il le juge à propos. » (*Mémoires du chevalier d'Arvieux*, t. V, p. 56.)

parurent les premières conventions qui unirent la France et la Porte; et ce *hatti-shérif* fut la base de toutes les capitulations conclues depuis cette époque entre les deux puissances.

Le traité fut signé à Constantinople dans les premiers jours de février 1536, au retour de la campagne de Perse. Soliman y donne à François Ier le titre qu'il portait lui-même, celui de *padischah*, que la diplomatie européenne a traduit par le titre d'empereur. C'était une distinction très-grande, car ce titre était regardé comme sacré par les Osmanlis, et il ne fut accordé dans la suite qu'à un seul monarque chrétien, le czar de Russie, en 1774[1]. Elle témoignait, en mettant sur le pied d'égalité « la gloire des princes de la croyance de Jésus » avec « le roi des rois, le sultan des deux terres et des deux mers, l'ombre de Dieu, » qu'un droit des gens commençait entre les chrétiens et les musulmans.

Les premiers articles portaient :

1° Que, comme il y avait paix et concorde entre le Grand Seigneur et le roi de France, leurs sujets respectifs et tributaires pouvaient librement naviguer et aller dans leurs différents ports pour leur commerce, acheter, vendre, charger, conduire et transporter par eau et par terre d'un pays à l'autre toutes sortes de marchandises non prohibées, en payant les droits ordinaires, sans qu'ils pussent être soumis à aucune imposition, tribut ou charge.

2° Que lorsque le roi enverrait à Constantinople ou dans tout autre lieu de l'empire ottoman un consul, ainsi qu'il en tenait un à Alexandrie, ce consul serait accepté et soutenu dans son autorité, et jugerait selon sa foi et loi, sans qu'aucun juge ou cadi pût ouïr, juger et prononcer, tant au civil qu'au criminel, sur les causes, procès ou différends qui naîtraient entre les sujets du roi seulement; et que les officiers du Grand Seigneur prêteraient main-forte pour l'exécution des jugements des consuls, toute sentence portée par les cadis entre marchands français devant être nulle.

3° Qu'en cas de contestation au civil entre les Turcs et les Français, la plainte des premiers ne pourrait être reçue par les cadis, à moins qu'ils n'apportassent une preuve par écrit de la main de l'adversaire ou de celle du consul, et que dans aucun cas les sujets du roi ne pourraient être jugés sans la présence de leur drogman.

4° Qu'en matière criminelle les sujets du roi ne pourraient être amenés devant le cadi ou juge ordinaire, ni être jugés sur l'heure, mais qu'ils seraient conduits

[1] La Porte refusa même ce titre aux empereurs d'Allemagne, qu'elle ne regarda d'abord que comme rois de Hongrie, et qu'elle traita comme tels, en vassaux et en tributaires; car, depuis l'an 1550 jusqu'en 1690, ils lui payèrent un tribut annuel de 30,000 ducats. Ce ne fut qu'en 1606 qu'elle consentit à leur donner le titre officiel de *César romain;* mais leurs ambassadeurs n'en marchèrent pas moins, comme ceux de tous les États chrétiens, après les ambassadeurs de la France. Avant le traité de 1606, la plupart des trêves faites entre la Porte et les monarques autrichiens portaient : « Accordé gracieusement par le sultan toujours victorieux, au roi infidèle de Vienne toujours vaincu. »

devant la Sublime Porte, et, en l'absence du grand vizir, devant son substitut, pour que l'on discutât le témoignage du sujet turc contre le sujet du roi.

5° Qu'on ne pourrait se servir des navires marchands appartenant aux sujets du roi, ni de leur artillerie, munitions et équipages contre leur gré, même pour le service du Grand Seigneur.

6° Que si quelque sujet du roi quittait les États du Grand Seigneur sans avoir satisfait à ses dettes, le consul, ni aucun Français, n'en seraient responsables ; mais que le roi ferait satisfaire le demandeur sur les biens ou la personne du débiteur, s'il était en son royaume.

7° Que les marchands français et sujets du roi pourraient librement tester, et que les biens de ceux qui mourraient *ab intestat* seraient remis à l'héritier par les soins et l'autorité du consul.

Pour comprendre toute l'importance de ces articles, il faut se rappeler qu'une barrière infranchissable de haine séparait les chrétiens et les musulmans ; qu'ils se regardaient mutuellement comme des ennemis pour lesquels il n'y avait aucun droit ; que les préjugés religieux leur prescrivaient de n'avoir de communication entre eux que par la guerre. C'était donc un grand progrès que l'établissement de rapports de justice, de paix, et même de bienveillance entre les deux peuples ; mais telle n'était pas seulement la portée des articles cités : ils introduisaient dans le droit des gens une importante innovation, en autorisant les Français à emporter sous une domination étrangère leur nationalité, leurs lois, leurs usages ; en leur donnant, sous beaucoup de rapports, plus de droits et de liberté que n'en avaient les sujets Ottomans, en les plaçant presque entièrement sous la dépendance protectrice de leurs magistrats nationaux. Ces prérogatives, qui sont telles qu'aucune nation n'en a concédé de semblables à une nation étrangère, changèrent les comptoirs français, pour ainsi dire, en petites colonies. Elles furent encore augmentées par la sollicitude des consuls, qui transformèrent presque complétement leurs attributions de commerce et de police en une magistrature civile et en fonctions politiques, et finirent par s'arroger un droit si extraordinaire de protection dans l'empire ottoman, que la dénomination de Francs fut attribuée même à certains sujets du sultan.

Les autres articles du hatti-shérif de 1536 n'ont pas moins d'importance : 1° Les Français jouissaient dans tous les États ottomans du libre exercice de leur culte ; ils avaient le droit de faire garder les saints lieux de la Palestine par des religieux, lesquels ne pouvaient être inquiétés ni pour les édifices qu'ils habitaient, ni pour les églises qui étaient entre leurs mains. Les évêques dépendants de la France, et autres prêtres de la religion *franque*, de quelque nation qu'ils fussent, ne pouvaient être troublés dans l'exercice de leurs fonctions, en quelque lieu qu'ils habitassent, pourvu qu'ils se tinssent dans les limites de leur État. — Cet article, l'extension qu'on lui donna, les interprétations favorables qu'on en fit,

consacrèrent le droit de protection de la France sur tous les catholiques d'Orient. 2° Les marchands européens, dont les gouvernements n'étaient pas liés avec la Porte par des traités d'amitié, pouvaient naviguer sous le pavillon français dans toutes les mers, et trafiquer, sous la protection de la France, dans tous les pays de la domination ottomane. — Venise seule avait, à cette époque, des traités de commerce avec la Porte [1] : par conséquent toutes les autres nations chrétiennes durent recourir au drapeau protecteur de la France pour commercer avec la Turquie. 3° On stipula la liberté des esclaves faits de part et d'autre, et le sultan s'engagea à renoncer au droit de faire esclaves des sujets français, à condition que le roi de France en ferait autant à l'égard des Ottomans.

Tels furent les principaux articles du hatti-shérif de 1536, acte dont la portée ne put être comprise par les parties contractantes ; car, en faisant entrer en relations pacifiques avec les nations chrétiennes les nations musulmanes, il amortit forcément leur esprit de conquête et de propagande, et fut ainsi une sorte de limitation pour l'empire ottoman. Ce fut une victoire obscure mais efficace de la civilisation européenne sur la barbarie asiatique, de la tolérance sur le fanatisme, de l'esprit d'expansion de l'Occident sur l'esprit d'isolement de l'Orient, victoire facile dans l'origine, mais qui fut ensuite disputée, car le traité eut à subir bien des violations et dut avoir de nombreux renouvellements.

La conclusion de ce traité fut le dernier acte politique du grand vizir Ibrahim. Cet orgueilleux ministre abusait de plus en plus de sa faveur. Pendant les négociations avec l'Autriche, il avait fait un étalage de son autorité, qui avait blessé le sultan. Pendant la campagne de Perse, il voulut loger seul avec son maître dans les palais de Tébriz et de Bagdad ; il lui arracha d'abord la déposition, puis la condamnation à mort du defterdar Iskender-Tchélébi, dont les richesses et le crédit lui faisaient ombrage ; enfin, au retour, il prit dans ses ordres du jour, et même dans le traité avec le roi de France, le titre significatif de *séraskier-sultan*. Cette dernière hardiesse combla apparemment la mesure. Le 5 mars 1536, Ibrahim se rendit au sérail, selon sa coutume ; le lendemain on l'y trouva étranglé. Au milieu du dix-septième siècle, on montrait encore sur les murs les traces de son sang. Il eut pour successeur l'Albanais Ayas-pacha.

[1] Ces traités dataient de l'arrivée des Turcs en Europe, et plaçaient Venise sur le pied de vassale et de tributaire des sultans. Dès 1408, elle leur payait un tribut de 1,600 ducats, tribut qui fut ensuite porté à 10,000. Quand Mahomet II se fut emparé de Constantinople, elle acheta de lui la paix et la continuation de son commerce ; elle dut alors payer pour les établissements qu'elle avait dans le nouvel empire un tribut annuel de 36,000 ducats, et il fut stipulé qu'elle enverrait, comme par le passé, à Constantinople, un chargé d'affaires ayant le titre de *bayle*, et que les Turcs regardaient et traitaient comme un otage. Chaque paix ou trêve qu'elle fit avec les Turcs fut achetée à prix d'or.

CHAPITRE IV

RÈGNE DE SOLIMAN DEPUIS LES CAPITULATIONS AVEC LA FRANCE JUSQU'A SA MORT (1536 — 1566.)

§ I. — Suites de l'alliance franco-turque. — Guerre avec Venise.

Les capitulations de 1536 annoncèrent à l'Europe qu'une étroite alliance existait entre la France et la Turquie, mais elles n'en firent pas connaître les conditions politiques : on les tint secrètes ; elles ne devaient se révéler que par les faits ; mais elles furent formellement arrêtées en même temps que les stipulations commerciales. L'ambassadeur français avait commission de demander à Soliman un subside d'un million d'écus d'or, « ce qui ne sera malaisé au Grand Seigneur pour ce que ses affaires sont constituées en toute félicité, et ne devra lui être grief[1]. » Il demandait en outre que la flotte ottomane, sous les ordres de Barberousse, attaquât la Sicile et la Sardaigne pendant que le roi réduirait Gênes ; et il avait déjà, à ce sujet, conféré directement à Tunis avec le « roi d'Alger » : c'était ainsi qu'on appelait Barberousse. Enfin, il était chargé de concerter avec le sultan la conduite de la guerre, et de l'engager à diriger ses efforts, non vers la Hongrie et l'Allemagne, où sa présence ne ferait que réunir les partis divisés, mais contre Naples, la Sicile et l'Espagne. C'est en effet ce qui fut résolu : François Ier dut envahir le Piémont, et Soliman le royaume de Naples. Quant au subside, on ne sait s'il fut accordé. On se prépara des deux côtés à la guerre ; mais l'alliance n'eut pas les résultats qu'on devait en attendre à cause de la rupture qui éclata entre la Porte et Venise.

Il y avait alors trente-cinq ans que la paix existait entre les deux puissances. Sous l'administration d'Ibrahim, qui était né en Dalmatie, les relations avaient même pris un certain caractère d'intimité ; le nouveau vizir paraissait disposé à les maintenir dans les mêmes termes ; de plus, quand Soliman et François conclurent leur alliance, ils y comprirent les Vénitiens et leur envoyèrent des députés pour

[1] Instruction au sieur de La Forêt pour son ambassade à la Porte.

avoir leur adhésion formelle. La république répondit qu'elle préférait garder la neutralité ; mais les intrigues d'André Doria, qui travaillait à jeter Venise dans l'alliance de l'empereur, celles de Barberousse, qui ne voyait dans une guerre maritime que l'occasion de faire du butin, parvinrent à changer la neutralité en hostilité ouverte. Déjà la flotte ottomane, forte de cent voiles, avait abordé en Italie et ravageait les côtes de la Pouille, lorsqu'elle fut rappelée pour attaquer l'île vénitienne de Corfou (septembre 1537). Le sultan vint en personne assister au siége et campa sur le rivage qui fait face à l'île; mais, au bout de huit jours, rebuté par la résistance de la place, il renonça à l'entreprise. Le grand vizir fut chargé de prendre une revanche sur Napoli de Romanie, d'où les Vénitiens attaquaient le territoire turc; il l'assiégea pendant cinq mois sans succès (du mois de juin à la fin de novembre 1538). Quant au kapoudan-pacha, il alla soumettre les îles de l'Archipel, conquête facile qui lui valut plus de butin que de gloire. Il porta ensuite la désolation dans l'île de Candie; puis, avec cent vingt-deux vaisseaux, il remporta, à la hauteur de Prevesa, une brillante mais stérile victoire sur une flotte chrétienne de cent soixante-sept voiles, commandée par André Doria (25 septembre 1538).

L'année suivante, Soliman, qui s'était fait accompagner de l'ambassadeur de La Forêt, rassembla en Albanie 100,000 hommes pour fondre sur l'Italie ; en même temps, Barberousse débarqua avec soixante-dix galères près d'Otrante. Tous deux attendaient les opérations de François Ier, qui devait entrer dans le Piémont avec une armée et envoyer ses galères dans la Pouille. Mais l'union des lys et du croissant avait fait jeter des cris à toute l'Europe : François s'en alarma, laissa ses galères à Marseille, et attendit que les Turcs eussent évacué l'Italie pour entrer dans le Piémont ; puis, s'inquiétant de plus en plus des clameurs de la chrétienté, et voyant manqué le but de l'alliance franco-turque, il signa avec Charles-Quint la trêve de Nice (1538). Soliman fut mécontent; mais il ne rompit pas l'alliance ; il confirma même à cette époque le hatti-shérif de 1536, et témoigna bientôt qu'il avait mieux que le roi de France l'intelligence de ses dangers et de la situation de l'Europe.

§ II. — Affaires de Hongrie. — Prise de Bude.

La guerre continua avec Venise et la maison d'Autriche sur terre et sur mer. En Dalmatie, les succès se balancèrent : les Vénitiens s'emparèrent d'Ostrovitz, d'Obrovaz et de Scardona; les Turcs enlevèrent la forteresse de Nadin et prirent Doubicza; la flotte chrétienne s'empara de Castelnuovo (27 octobre 1538); Barberousse reprit la place le 10 août de l'année suivante. Enfin les Vénitiens sollicitèrent la paix et l'obtinrent à des conditions onéreuses, en livrant Malvoisie et et Napoli de Romanie (1539).

En Hongrie, les hostilités avaient recommencé dès l'an 1537 : une armée allemande de 24,000 hommes, commandée par Katzianer, fut cernée et détruite, à Eszek, par les Ottomans; son chef s'enfuit et vint porter la nouvelle de sa honte à Vienne, où il fut jeté en prison. Quelque temps après il s'échappa, essaya de se vendre aux Turcs et périt assassiné avant d'avoir pu consommer sa trahison. L'année suivante (1538), le woïvode de Moldavie[1], Raresch, qui était entré en intelligence avec Ferdinand, et qui songeait à se soulever, fut chassé de sa province et réduit à se réfugier en Transylvanie; son frère Étienne fut mis à sa place; les fortifications d'Akkerman et de Kilia furent relevées et toute tentative de soulèvement prévenue.

A cette époque, Zapoly et Ferdinand, qui depuis douze ans se disputaient la couronne de Hongrie, entrèrent en accommodement; un traité secret fut conclu à Grosswardein, par lequel les deux rivaux se partagèrent le pays. Ferdinand se hâta de révéler au sultan ce traité, dans l'espoir de le détacher des intérêts de son rival; mais Zapoly mourut (1540), laissant un fils, né quinze jours avant sa mort, sous la tutelle de sa mère Isabelle. Aussitôt les troupes autrichiennes entrèrent en Hongrie, assiégèrent Isabelle dans Bude, puis enlevèrent Pesth, Waizen, Wissegrad, Stuhlweissembourg. Cependant Soliman, à la nouvelle de la mort de son protégé, avait envoyé un diplôme par lequel le fils de Zapoly était déclaré roi de Hongrie, vassal et tributaire de la Porte. Une nouvelle et suppliante ambassade de Ferdinand lui ayant été envoyée, il maltraita ses agents, lui déclara la guerre et se mit à la tête de son armée (juin 1541). Il était en route lorsqu'il apprit que les troupes de la reine Isabelle avaient battu et dispersé l'armée autrichienne, et que Pesth était évacuée; il arriva ainsi devant Bude (29 août). Le fils de Zapoly lui ayant été présenté dans son camp, les janissaires profitèrent de la confusion causée par cette cérémonie pour s'introduire dans la ville; ils s'en emparèrent. On fit savoir à la reine qu'elle eût à quitter sa capitale, et le lendemain Soliman y entra en grande pompe; il convertit la grande église en mosquée, fit de Bude le siége d'un pachalik et y établit une garnison de 5,000 hommes. Toutefois il donna à la reine un diplôme par lequel il s'engageait à ne garder Bude que pendant la minorité du jeune roi et à le mettre, dès qu'il serait en âge, en possession du trône.

Le lendemain de l'occupation de Bude arrivèrent au camp ottoman de nouveaux ambassadeurs autrichiens. Ils apportaient de riches présents, parmi lesquels on admirait une horloge qui marquait les mois et le cours des astres; ils offraient un tribut de 100,000 florins si l'on voulait abandonner à Ferdinand la Hongrie entière, ou de 40,000 ducats pour la paisible possession de la partie qu'ils occupaient; ils furent bien accueillis, mais on leur répondit que la paix

[1] L'annexion de la Moldavie à l'empire ottoman avait été complétée après la bataille de Mohacz, sous le woïvode Boghdan, dont le nom resta à la province : les Turcs l'appellent encore *pays de Boghdan*.

serait accordée si Ferdinand voulait rendre les places dont il s'était emparé et payer tribut pour le reste.

§ III. — Nouvelle alliance de la Turquie avec la France.

Quelques jours après arriva un ambassadeur français qui venait annoncer que la guerre recommençait en Occident, et renouer l'alliance avec les Ottomans. François Ier, après la trêve de Nice, avait changé de politique : soit qu'il ne comprît pas toute la portée de son alliance avec la Porte, soit qu'il voulût en finir avec son rival à force de générosité, il se prit tout à coup de belle amitié pour Charles-Quint, et cessa de correspondre avec Soliman. Charles-Quint avait alors besoin de la paix ou d'une trêve (c'était après la défaite de Katzianer); il mit à profit la folle confiance de François, et eut recours à sa médiation pour obtenir l'une ou l'autre. Le roi de France écrivit en effet à la Porte une lettre chaleureuse en faveur de son ennemi (1539). Soliman s'était faiblement inquiété de la froideur subite de son allié : Rincon, qui était resté à Constantinople[1], l'avait habilement maintenu dans ses bonnes dispositions pour la France; il répondit donc à François : « Charles, roi d'Espagne, désire et recherche par votre médiation une trêve auprès de ma Sublime Porte. Constant dans la fraternité qui a existé jusqu'ici entre vous et moi, et que je confirme par ma foi impériale, je déclare que si le roi d'Espagne veut obtenir une trêve et que ce soit votre désir qu'il l'obtienne, je veux qu'il commence par remettre en vos mains toutes les provinces, terres et forteresses qu'il vous a enlevées. Lorsqu'il aura rempli cette condition, vous en donnerez avis à ma Sublime Porte, et je ferai tout ce qu'il vous plaira : elle sera ouverte à quiconque s'y présentera de votre part, soit que j'accorde la paix, soit que je déclare la guerre à notre ennemi commun. »

Charles refusa la paix aux conditions imposées par le sultan, et bientôt François Ier, qu'il avait honteusement joué, rompit avec lui (1541). La lutte entre les deux rivaux devint plus acharnée que jamais : le roi de France résolut d'écraser son ennemi avec les forces ottomanes, dût-il exposer la chrétienté aux ravages des barbares. « Si les loups me viennent attaquer chez moi, dit-il, il m'est bien permis d'appeler les chiens pour les chasser. » Le roi d'Espagne espéra rompre l'alliance turco-française en soulevant l'Europe contre elle, et il ne recula pas devant un assassinat pour avoir les preuves de la trahison de son ennemi envers la cause chrétienne. Rincon avait apporté la lettre de Soliman : il fut chargé par Fran-

[1] On ne sait à quel titre et pour quelles affaires Rincon était resté à Constantinople. La série des premiers envoyés français dans l'empire ottoman est fort obscure. Il paraît que La Forêt mourut en 1537, et eut pour successeur Marillac. A Marillac succéda, en 1539, le napolitain Cantelmo, qui fit deux voyages à Constantinople. Rincon devait lui succéder.

çois Ier de retourner à Constantinople et de demander au sultan qu'il mît directement à sa disposition tous ses vaisseaux et qu'il continuât la guerre en Hongrie. Il prit la route de Venise, où il devait s'embarquer, mais il fut assassiné dans la Lombardie par les ordres du gouverneur de Milan, qui croyait trouver sur lui les instructions du roi de France. Celui-ci fut trompé dans son attente : Dubellay, gouverneur français du Piémont, qui soupçonnait les desseins de Charles-Quint, avait retenu ces instructions quand Rincon passa par Turin, et l'empereur fut réduit à publier des documents qu'il avait fait fabriquer. François Ier dénonça à toute l'Europe le crime de son ennemi, et il remplaça Rincon par un soldat de fortune, le capitaine Paulin, plus tard baron de La Garde et général des galères. Ce fut ce nouvel agent qui vint trouver le sultan à Bude et lui annonça le meurtre de Rincon. Soliman fut si chagrin et si irrité de cette nouvelle, qu'il voulait venger la mort de l'envoyé français par celle des ambassadeurs impériaux. Paulin l'en empêcha, et profita de sa colère pour exposer l'objet de sa mission.

Cette fois le sultan hésita à satisfaire son inconstant allié ; l'ambassadeur le suivit à Constantinople et obtint d'abord qu'on sollicitât la république de Venise d'entrer dans l'alliance française ; mais cette démarche n'eut aucun succès ; puis il sut mettre dans ses intérêts les ministres de la Porte, et trouva surtout un zélé auxiliaire dans Barberousse, qui ne demandait qu'une nouvelle occasion de désoler la Méditerranée[1]. Le kapoudan-pacha jouissait alors du plus grand crédit, car il venait, favorisé, il est vrai, par les tempêtes, de faire subir un grand désastre à Charles-Quint.

Celui-ci avait voulu recommencer la guerre par un coup d'éclat, par une autre expédition de Tunis : il avait attaqué Alger avec soixante-quatorze galères, deux cents bâtiments gros et petits, et une armée de 24,000 hommes ; plusieurs dames de la cour d'Espagne avaient accompagné l'armée pour assister à son triomphe. A peine le débarquement était-il opéré à quatre lieues d'Alger, qu'une affreuse tempête assaillit la flotte et les troupes; cent trente vaisseaux, dont quatorze galères, furent submergés ; battus par une pluie furieuse, harcelés par des nuées d'Arabes, les Espagnols avancèrent cependant jusqu'au pied des murailles, où ils furent accueillis par un feu épouvantable. Le quatrième jour ils battirent en retraite, et se rembarquèrent sur les débris de leur flotte, ayant perdu la moitié de leur monde et une partie de leur artillerie (31 octobre 1541). Les vents ne leur permirent de regagner l'Europe qu'au bout d'un mois.

Paulin, étant chaudement appuyé par le défenseur d'Alger, par l'aga des janis-

[1] Cette vue intéressée rendait Barberousse si favorable à la France, qu'il passait pour le chef du parti français dans le divan. Le grand vizir demandait à l'envoyé de Ferdinand quel était le but du traité d'amitié conclu entre le roi de France et le roi des Romains : « Interroge là-dessus le grand amiral, répondit l'envoyé en montrant Barberousse. — Est-ce que, dit celui-ci en riant, je représente ici l'ambassadeur du roi de France ? »

saires, par le vizir favori Rustem, décida le sultan à mettre sa flotte et son amiral aux ordres du roi. Il porta lui-même cette nouvelle à Fontainebleau, fit en vingt et un jours le voyage, et revint avec la même promptitude à Constantinople, pour presser le départ des vaisseaux turcs. Pendant son absence, Ferdinand avait encore fait une tentative de négociation; mais son ambassadeur ne put même obtenir une audience. Cependant Paulin eut encore à lutter contre les hésitations du sultan, et l'expédition se trouva remise à l'année suivante (1543). Ce fut alors que Soliman écrivit à son allié la lettre suivante :

« Gloire des princes de la religion de Jésus, tu sauras que, sur la prière de ton ministre Paulin, je lui ai accordé ma redoutable flotte, équipée de tout ce qui est nécessaire. J'ai ordonné à Chaireddin, mon kapoudan-pacha, d'écouter tes intentions et de former ses entreprises à la ruine de tes ennemis. Tu feras en sorte qu'après les avoir heureusement exécutées, mon armée soit de retour avant la mauvaise saison. Prends garde que ton ennemi ne te trompe : il ne se réduira jamais à faire la paix avec toi que lorsqu'il reconnaîtra que tu es déterminé à lui faire constamment la guerre. Que Dieu bénisse ceux qui estiment mon amitié et qui sont protégés par mes armes victorieuses. »

Au printemps de 1543, pendant que Soliman entrait de nouveau en Hongrie, la flotte ottomane, forte de cent dix galères et portant 14,000 hommes, mit à la voile. Paulin était sur le vaisseau amiral, et Barberousse avait le commandement formel de suivre en tout ses avis et les ordres du roi de France. Cette flotte pilla les côtes de la Sicile, respecta les États pontificaux et arriva à Marseille, où elle fut reçue avec de grands honneurs et se joignit à la flotte française, forte de quarante galères et de 7,000 hommes, que commandait le comte d'Enghien. François I[er], qui semblait toujours embarrassé de l'alliance turque, ne sut pas tirer parti d'une telle réunion de forces; par ses ordres, les deux flottes se portèrent devant Nice, la seule ville qui restât au duc de Savoie, allié de Charles-Quint; elles s'emparèrent de la place; mais, les Français ayant empêché les Turcs de la piller, la discorde se mit entre les deux armées, qui ne purent s'emparer du château et se séparèrent. La prise de Nice fut tout le résultat d'un armement qui aurait pu anéantir la marine espagnole et qui coûta cher à la France : Barberousse se fit donner un subside de 800,000 écus; il eut la liberté d'hiverner à Toulon; enfin il retourna à Constantinople avec 14,000 chrétiens qu'il avait enlevés en Italie. Cette expédition souleva en Europe contre François I[er] un tel concert d'imprécations, que, l'année suivante (1544), il refusa les services que lui offrait Barberousse au nom de son maître, et conclut la paix à Crespy. Deux ans après, Barberousse mourut. Son tombeau s'élève à Beschiktasch, au bord du Bosphore, dans le lieu où se rassemblent ordinairement les flottes ottomanes.

La campagne de Hongrie, ouverte par Soliman, fut marquée par de grands succès, mais ne fut pas décisive. Avant l'arrivée du sultan, ses lieutenants s'em-

parèrent de la forteresse de Valpo, en Esclavonie; lui-même assiégea et prit Siklos, Gran, Stuhlweissembourg, qui furent transformées en sandjaks (1543). L'année suivante, Wissegrad, Neograd, Welika et plusieurs autres forteresses tombèrent aussi au pouvoir des Ottomans; deux corps ottomans battirent à Lonska une armée de Croates, de Styriens et de Carinthiens, commandée par le palatin Zriny; en revanche, ils essuyèrent un grave échec auprès de Salla.

Des négociations s'ouvrirent pour mettre fin à cette guerre qui traînait en longueur; elles se prolongèrent jusqu'en 1547. Ferdinand et Charles-Quint désiraient la paix, qui leur était nécessaire, et consentaient à payer un présent annuel; les ministres ottomans exigeaient l'abandon de plusieurs places. Ces difficultés étaient exploitées par l'ambassadeur de France, Gabriel d'Aramon[1]; il annonçait que son maître était décidé à reprendre les armes; il représentait au sultan les nouveaux embarras que suscitait à l'empereur la révolte des princes luthériens d'Allemagne, et sollicitait une nouvelle alliance effective. La mort de François Ier, qui survint au mois de mars 1547, rompit ces projets et hâta la conclusion du traité; le 19 juin suivant, une trêve de cinq ans fut conclue entre le sultan, l'empereur et le roi Ferdinand, moyennant un présent annuel de 30,000 ducats, que celui-ci dut payer pour la partie de la Hongrie qui restait en son pouvoir.

§ IV. — Guerres en Asie.

Libre en Europe, Soliman en profita pour étendre sa domination du côté de l'Asie. Pendant les dix années que nous venons de raconter, les affaires d'Europe avaient pris assez d'importance pour l'absorber tout entier; cependant nous avons à revenir sur une expédition lointaine accomplie au plus fort de sa lutte contre la maison d'Autriche, et qui montre avec quelle activité il portait à la fois son attention sur les points les plus éloignés. En 1537, il reçut deux ambassadeurs indiens envoyés, l'un par le souverain de Delhi, qui soutenait une lutte inégale contre l'empereur mongol, l'autre par le prince de Guzerate, qui implorait son secours contre les Portugais. Déjà, en 1525, une escadre ottomane avait paru dans la mer Rouge pour châtier les pirates arabes; au mois de juin 1538, Soli-

[1] Les agents de France jouèrent en cette circonstance un singulier rôle, tout à fait propre à les déconsidérer : à l'époque où les négociations commencèrent, le traité de Crespy venait d'être conclu; François Ier s'était encore une fois réconcilié avec Charles; Jean de Montluc accompagna à Constantinople, en qualité d'envoyé extraordinaire du roi, l'ambassadeur impérial, et appuya ses démarches avec une chaleur qui choqua le divan, qui le compromit fort lui-même et le brouilla avec d'Aramon, son collègue. Celui-ci se remit en route pour la France. Bientôt, la mésintelligence commençant à renaître entre les deux monarques rivaux, d'Aramon revint avec de nouvelles instructions, et mit à entraver les négociations autant de zèle que Montluc en avait mis à les seconder.

man-pacha, gouverneur d'Égypte, avec une flotte de soixante-dix voiles montée par 20,000 soldats, longea les côtes de l'Arabie, soumit en passant Aden, et débarqua dans Guzerate. Après avoir emporté deux châteaux forts, il échoua au siége de Diù; mais, au retour, il acheva la conquête de l'Yémen, qui devint une province ottomane.

En 1547, au moment où allait se conclure le traité avec l'Autriche, une ambassade indienne reparut à Constantinople; mais presque en même temps arriva un prince persan, Elkazib-Mirza, fils rebelle du schah, qui venait se mettre sous la protection de la Porte. La guerre contre la Perse fut à l'instant résolue. Au printemps de 1548, Soliman passa en Asie. Il conquit une partie du Kurdistan persan, entra pour la seconde fois en vainqueur dans Tébriz et s'empara de la forteresse de Van. Le prince Elkazib-Mirza, avec une armée de Kurdes et de volontaires, s'avança jusque près d'Ispahan et fit parvenir au sultan une partie de son butin; mais bientôt, se défiant des Ottomans, il essaya de se soutenir par ses propres forces, fut pris par son frère et emprisonné. Après avoir fait, par ses lieutenants, la conquête d'une partie de la Géorgie, Soliman revint à Constantinople en décembre 1549.

§ V. — Affaires de Hongrie. — Siége d'Erlau. — Suites de l'alliance franco turque.

La guerre ne tarda pas à se rallumer en Hongrie. La reine Isabelle avait mis sa confiance dans le moine Georges Martinuzzi, que Zapoly, en mourant, lui avait recommandé; ce moine intrigant et ambitieux entra en intelligence avec Ferdinand et amena la reine à lui céder la Transylvanie et le banat de Temeswar. En même temps, il protestait de son zèle pour Soliman et l'entretenait dans une sécurité funeste par de faux rapports. Déjà le traité était conclu et signé, déjà une armée allemande était en marche, une insurrection nationale s'organisait, et Martinuzzi écrivait encore à Constantinople pour démentir ce qu'il appelait des bruits calomnieux. Enfin Soliman déclara que, dans l'incertitude, il allait faire entrer ses troupes en Hongrie, et l'effet suivit de près la menace. Ferdinand, après la conclusion de la paix, avait fait résider à Constantinople un chargé d'affaires que le sultan avait accepté à titre d'otage; on le jeta en prison, puis une armée de 80,000 hommes franchit le Danube (septembre 1551). La plupart des châteaux occupés par les Allemands se rendirent sans coup férir; mais la Transylvanie s'insurgea tout entière à la voix de Martinuzzi, à qui Ferdinand venait de faire donner le chapeau de cardinal. Lippa fut emportée d'assaut (7 novembre); le moine-cardinal était lui-même à la tête des assaillants et monta un des premiers à l'assaut. Bientôt il médita une nouvelle trahison : aspirant peut-être à se faire prince de Transylvanie, il fit des démarches pour rentrer en grâce auprès de Soliman; Fer-

dinand, instruit de ses nouvelles menées, le fit assassiner (18 décembre 1551).

L'année suivante s'ouvrit par une défaite des Impériaux : après s'être emparés de Szegedin, ils furent surpris devant la ville et taillés en pièces. Le second vizir, Ahmed-pacha, prit Temeswar, et tout le banat rentra sous la domination ottomane ; le gouverneur de Bude s'empara de Wesprim et de plusieurs forteresses, et battit près de Fulek une armée impériale commandée par Érasme Teufel; le général autrichien lui-même fut fait prisonnier; enfin Szolnok fut enlevé sans coup férir, grâce à la lâcheté du gouverneur. Mais Erlau, où commandaient Étienne Dobo et Étienne Metzkey, s'immortalisa par une défense héroïque : les femmes combattirent sur la brèche aussi vaillamment que les hommes. Après un siége de cinq mois et plusieurs assauts meurtriers, les Turcs furent contraints de se retirer (1552).

La lutte avait aussi recommencé sur mer : un élève de Barberousse, le corsaire Torghud, appelé par les Européens Dragut, soutenait la réputation de la marine ottomane, et se rendait presque aussi redoutable aux chrétiens que son prédécesseur.

Cependant l'alliance avec la France n'était pas rompue : Henri II, dans la prévision d'une prochaine reprise d'armes, avait eu soin d'entretenir des relations amicales avec la Porte. D'Aramon, son ambassadeur, après avoir accompagné le sultan dans son expédition de Perse, s'en alla, avec une brillante escorte, visiter les lieux saints, qui, depuis les croisades, n'avaient pas vu d'envoyé public des rois français. Il fut accueilli avec de grands honneurs par les autorités ottomanes, avec des acclamations par les chrétiens; et ce voyage fut en quelque sorte une prise de possession du protectorat des fidèles d'Orient. A son retour en France, d'Aramon trouva la guerre rallumée avec l'Autriche; il repartit aussitôt pour le Levant. Dans son voyage, il passa à Tripoli d'Afrique, qui était tombée aux mains des chevaliers de Malte et que les Turcs venaient de reprendre : il força les vainqueurs, en les menaçant de la colère du sultan, à respecter la capitulation et à mettre en liberté les chevaliers français (1551). Arrivé en Turquie, il s'opposa aux violences du kapoudan-pacha sur l'île de Chio ; et, regardant, disait-il, tous les chrétiens comme ses compatriotes, il fit donner aux habitants les priviléges qu'ils ont en partie conservés jusqu'à nos jours. Enfin il obtint du sultan que la flotte ottomane, commandée par Dragut, se joignit à la flotte française, que commandait Paulin (1553).

Ces deux capitaines, après avoir ravagé la Calabre et la Sicile, vinrent débarquer dans l'île de Corse, que le roi voulait enlever aux Génois, alliés de Charles-Quint : on devait en faire une place d'armes où les deux flottes se donneraient rendez-vous pour inquiéter l'Italie et l'Espagne. [illegible] Français et les Turcs s'emparèrent de plusieurs villes; mais des dissensi[illegible]rent entre eux : ceux-ci voulant piller les places conquises, ceux-là vou[illegible]pectât la religion, les habitants, les propriétés; les deux flo[illegible] conquête de la Corse fut abandonnée.

Ce fut la dernière fois, jusqu'à nos jours, qu'on vit les Français et les Turcs combattre dans les mêmes rangs. L'alliance continua de subsister, mais elle cessa d'être ce qu'elle avait été depuis 1536, effective, directe, offensive. Et cela devait être : la France avait fait l'alliance pour limiter la maison d'Autriche; la Turquie, pour envahir plus facilement les pays de la chrétienté : la première arriva en partie à son but par le traité de Câteau-Cambrésis, qui suspendit sa lutte contre l'Autriche pour soixante-seize ans; la seconde se voyait déçue de ses espérances, puisque la Hongrie, l'Italie, l'Espagne, lui avaient opposé des barrières invincibles; l'alliance était donc moins utile aux deux parties; elle devint naturellement moins intime, plus restreinte, et fut dirigée presque uniquement par les rois de France vers les intérêts du commerce et la protection des catholiques d'Orient. D'ailleurs les idées politiques de Soliman, ces idées si pleines de grandeur et de dignité, qui seules pouvaient donner aux Ottomans une existence européenne, s'affaiblirent peu à peu et finirent par disparaître presque entièrement chez ses successeurs. Quant aux fils de Henri II, guidés par leur habile mère, ils suivirent, malgré les tempêtes de leurs règnes, la politique de leur aïeul avec beaucoup d'activité et d'intelligence; mais si, au milieu des fureurs religieuses qui ensanglantèrent leur royaume, ils eussent voulu continuer le scandale que François Ier avait donné à la chrétienté en unissant ses armes à celles des infidèles, ils auraient été infailliblement renversés du trône.

Cependant, nous le répétons, l'alliance se maintint avec beaucoup de sollicitude, même du côté des Ottomans; la tradition de l'amitié de Soliman pour François I[er] resta comme sacrée à la cour de Constantinople, et assura mieux que tous les traités les droits et l'influence de la France en Orient.

§ VI. — Guerre avec la Perse. — La sultane *Roxelane*. — Mort de Mustapha.

Pendant que la guerre se poursuivait en Europe à l'avantage des Turcs, le schah de Perse reprenait en Asie l'offensive et remportait quelques succès sur les frontières; le grand vizir fut chargé de le combattre.

La place de grand vizir était alors occupée par Rustem-pacha, le plus favorisé des ministres de Soliman depuis la chute d'Ibrahim. Il était soutenu par le crédit de la sultane favorite, la célèbre Khourum-sultane, celle que Soliman, par une insigne distinction, reconnut pour épouse légitime. Cette femme séduisante, dont plusieurs écrivains ont fait une Française sous le nom de Roxelane, était une esclave russe. Elle prit un ascendant tout à fait extraordinaire sur son maître, et contribua puissamment à ruiner le favori qui pendant seize ans avait partagé l'autorité du sultan. Elle eut un fils, Sélim, à qui elle sut préparer l'accès du

trône, et qui fut l'indigne successeur de Soliman; elle avait aussi une fille qui fut donnée en mariage à Rustem, alors troisième vizir. Bientôt l'heureux gendre du sultan fut élevé de faveur en faveur à la première dignité de l'empire; la campagne de Perse de 1548 avait été entreprise à l'instigation de la sultane, afin de donner à Rustem l'occasion de déployer ses talents militaires; cette fois elle lui fit donner le commandement en chef. Il partit muni des instructions de sa bienfaitrice, et bientôt un odieux service l'acquitta envers elle : à peine entré en campagne, il écrivit au sultan que des mouvements séditieux avaient éclaté dans l'armée en faveur du prince Mustapha, fils aîné de Soliman. En réalité, Mustapha devait voir avec un secret mécontentement son jeune frère, Sélim, placé comme gouverneur à Magnésie; c'était dans ce gouvernement de Magnésie, le plus rapproché de la capitale, que les héritiers désignés des sultans attendaient ordinairement l'instant de monter sur le trône. Mustapha, par ses qualités brillantes, par sa valeur et sa générosité, avait gagné l'affection des janissaires; la protection qu'il donnait aux lettres l'avait également rendu cher aux poëtes et aux savants; le vizir assura que les soldats parlaient déjà de déposer le padischah vieillissant et de proclamer Mustapha son successeur. A cette nouvelle, Soliman se hâta de passer en Asie et d'aller prendre le commandement de l'armée. Le prince Mustapha vint le joindre au camp près d'Ercyli (5 octobre 1553); le lendemain de son arrivée, quand il se présenta à la tente du sultan, il y fut reçu par les muets, armés du lacet fatal; le malheureux périt en appelant inutilement son père, qui, caché derrière un rideau, assistait à cette horrible scène. Un fils de Mustapha, resté à Brousse, fut arraché par ruse des bras de sa mère et mis à mort; son frère Dschihangir, lié avec lui d'une étroite amitié, le suivit de près. Les janissaires, dans le premier moment d'indignation, se soulevèrent; on les satisfit en déposant le grand vizir, à qui l'opinion publique reprochait ces meurtres; puis l'armée se mit en marche vers la frontière persane.

Cette guerre ne présenta point d'événements remarquables : après une année passée à dévaster les campagnes du Chirvan, on en vint, des deux côtés, à souhaiter la paix; un traité, conclu le 29 mai 1555, fit trêve à l'inimitié qui divisait les deux peuples depuis la fondation de la dynastie des Ssafis et la renaissance du schisme : il fut permis aux sectateurs d'Ali de faire le pèlerinage de la Mecque, et le sultan promit de les protéger.

De retour à Scutari, Soliman chargea l'un des vizirs de réduire un aventurier qui avait soulevé la province de Thessalonique en se faisant passer pour le prince Mu[illegible]pé à la mort. Puis il revint à Constantinople, et fit étrangler [illegible]vait succédé à Rustem comme grand vizir. Malgré les pré- [illegible]ette exécution, elle fut attribuée à l'influence de la sultane [illegible]semblance, que le favori fut réintégré. Roxelane mou-

§ VII. — Affaires de Hongrie. — Révolte et mort de Bajazet.

La guerre de Hongrie continuait presque sans interruption. En 1554, au moment où Soliman allait passer en Asie, une ambassade était arrivée de Vienne, et les négociations avaient recommencé, mais sans résultat; cependant quelques avantages remportés par les Turcs déterminèrent l'envoi de nouveaux agents qui allèrent trouver le sultan à Amasia, et obtinrent un armistice de six mois (1555). Cet armistice fut assez mal observé de part et d'autre : les coureurs turcs et les heyduques hongrois n'en continuèrent pas moins leurs déprédations; l'animosité des deux peuples se manifesta par des combats singuliers, par des rencontres partielles; et l'année suivante les hostilités reprirent avec fureur. Les Turcs entrèrent dans Szigeth, mais ne purent réduire le château; contraints d'abandonner la ville, ils furent battus sur les bords de la Rinya par Thomas Nadasdy, qui s'empara de Babocsa, de Korothna et de plusieurs autres places. Les Turcs, en revanche, prirent Kostainicza et dévastèrent tout le pays entre l'Unna et la Kulpa; ils surprirent encore la forteresse de Tata (1558) et s'emparèrent de Szikszo, qui fut incendié. Malgré l'acharnement de la guerre, les négociations continuaient; mais le zèle et les efforts des agents de Ferdinand n'aboutirent qu'à une trêve de six mois, encore fut-elle due aux embarras nouveaux suscités au sultan par la révolte de son fils Bajazet.

Cette révolte fut l'ouvrage de Lala-Mustapha, ancien précepteur de Bajazet, devenu confident de Sélim et grand maître de sa cour. Cet homme d'intrigue, d'accord avec son nouveau maître, entreprit de mettre à Bajazet les armes à la main; il l'anima contre son frère, lui démontra que Sélim s'était rendu odieux par ses débauches, que la nation le préférait à lui, et qu'on était prêt à le soutenir. D'après son conseil, Bajazet envoya à son frère une lettre injurieuse avec une quenouille et des vêtements de femme; Sélim renvoya le tout au sultan. Soliman, irrité, menaça Bajazet de sa disgrâce et lui ordonna de changer son gouvernement de Koniah contre celui d'Amasia. Le prince, au lieu d'obéir, brûla les lettres de son père, mit à mort ses messagers et prit les armes. Le vizir Mohammed-Sokolli fut envoyé pour le réduire. Après un combat qui dura deux jours (30 et 31 mai 1561), le prince rebelle fut vaincu; il s'enfuit à Amasia, d'où il écrivit à son père une lettre humble et repentante; Lala-Mustapha la fit intercepter; ne recevant pas de réponse et se voyant vivement poursuivi, Bajazet se jeta en Perse. Il fut reçu par le schah, en grande pompe et avec de grandes démonstrations d'amitié; mais on prit soin de désarmer ou de disperser les troupes qu'il avait amenées avec lui. Bientôt arrivèrent des messagers de Soliman et de Sélim demandant l'extradition du rebelle; après une longue négociation secrète, le monarque persan consentit à trahir son hôte : pour ne pas violer la parole qu'il lui

avait donnée de ne jamais le livrer à son père, il le remit aux agents de son frère Sélim, qui le mirent à mort avec ses cinq fils (25 septembre 1561). Le trône fut ainsi assuré à Sélim, qui restait l'unique héritier de Soliman.

§ VIII. — Paix avec l'Autriche. — Affaires navales. — Siége de Malte.

Cependant les négociateurs autrichiens étaient infatigables : ils revenaient sans cesse avec de nouvelles propositions à peine différentes des précédentes, et luttaient avec une adresse et une constance merveilleuses contre les exigences et la rudesse des vizirs, contre les réclamations des agents de la reine Isabelle, offrant de larges tributs, mais demandant des restitutions de territoires. Le vizir Rustem étant mort, le caractère conciliant d'Ali-pacha, son successeur, amena une conclusion : au mois de juin 1562, la paix fut signée pour huit années sur le pied du *statu quo*. Le tribut, que les Autrichiens déguisaient sous le titre de présent annuel, fut maintenu.

Cette pacification fut encore illusoire : elle était à peine signée que déjà les difficultés renaissaient; le divan réclamait l'arriéré du tribut; les ministres autrichiens se plaignaient de ce que la copie turque du traité n'était pas conforme à la copie latine. La guerre ne cessa pas sur les frontières, pendant qu'on se félicitait à Vienne du rétablissement de la paix, les bords du Danube et de la Drave étaient le théâtre de combats acharnés. Ce ne fut qu'au bout d'un an que les hostilités se ralentirent pour recommencer bientôt.

La Moldavie, vers la même époque, était troublée par des révolutions intérieures. Un aventurier candiote, nommé Jean Basilicas, soutenu en secret par Ferdinand, détrôna le woïvode Alexandre et se fit reconnaître à sa place sous le nom d'Iwan. Le prince dépossédé vint porter sa plainte à Constantinople; mais il n'avait rien à offrir : l'usurpateur, qui avait envoyé de riches présents et promis d'augmenter le tribut, fut maintenu (1563). Quelques mois après, les boyards se soulevèrent, l'assiégèrent dans Suczawa et le tuèrent; le woïvode Alexandre fut rétabli.

La paix conclue avec l'Autriche, toute précaire qu'elle fût, permit au sultan de donner plus d'attention aux expéditions navales. De ce côté aussi la guerre était permanente. Le kapoudan-pacha, Pialè, Salih-bey, beylerbey d'Alger, et Dragut, devenu beylerbey de Tripoli, répandaient la terreur dans la Méditerranée et tenaient incessamment en échec la marine espagnole. Maîtres de Tripoli, d'Alger, de Bougie, d'Oran, ils avaient fait de cette côte d'Afrique le centre de leurs courses maritimes. En 1560, les Espagnols avaient enlevé l'île de Djerbi; ils y étaient à peine établis que Pialè les attaqua, reprit l'île, défit leur flotte et en mena les débris en triomphe à Constantinople.

Quatre ans après, les Espagnols s'étant emparés de Gomère et du Pignon de Velez, les Ottomans résolurent de s'en venger par un coup d'éclat; une flotte de deux cents voiles vint assiéger Malte (20 mai 1565). Dès les premiers jours, Dragut fut tué par un éclat de pierre; le siége n'en continua pas moins; mais, après un mois entier de luttes meurtrières, les Turcs parvinrent seulement à s'emparer du fort Saint-Elme. « Si le fils nous a coûté si cher, que faudra-t-il pour avoir le père ? » dit le séraskier Moustapha-pacha en comptant ses pertes. Pour intimider la garnison, il fit écarteler les prisonniers et clouer leurs membres sur des planches en croix qui furent jetées au pied des murailles; le grand maître La Valette répondit à ces barbaries en faisant charger ses canons avec les têtes des prisonniers turcs, qui furent lancées en guise de boulets. Un vieil esclave chrétien lui fut envoyé pour le sommer de se rendre : il le mena sur les remparts et lui dit en montrant les fossés : « Voilà le seul terrain que je puisse céder à ton maître; qu'il le remplisse avec les cadavres de ses janissaires. » Le 11 septembre, après trois mois et demi de siége et dix assauts, l'armée turque se rembarqua.

§ IX. — Nouvelle guerre en Hongrie. — Siége de Szigeth. — Mort de Soliman.

La paix en Hongrie était déjà rompue. A la mort de Ferdinand (1564), Maximilien, son successeur, envoya demander le renouvellement de la trêve. Mais en ce moment le fils de Zapoly, Sigismond Étienne, attaqua la ville autrichienne de Szathmar et s'en empara : Maximilien répondit à cette attaque en surprenant Tokay. Pendant le cours des débats que souleva cette double infraction à la paix, le vizir Ali-pacha mourut (1565); son successeur fut Mohammed-Sokolli ou Sokolowitch, le plus grand ministre qu'ait eu l'empire turc ; c'était un Slave de Bosnie. Il ne respirait que la guerre, qui recommença aussitôt. Erdœd en Transylvanie, Pankotta, Kruppa, Novi, tombèrent au pouvoir des Ottomans. Enfin, en 1566, Soliman, quoique malade et tourmenté par la goutte, prit le commandement de son armée. Sans attendre son arrivée, le gouverneur d'Ofen, Arslan-bey, mit le siége devant Palota, mais une armée commandée par le comte Eck de Salm le força de battre en retraite, et s'empara de Tata et de Wesprim. Quand Arslan-bey parut au camp du sultan, il paya ce revers de sa tête. Le 29 juin, Soliman, arrivé à Czabacz, reçut en audience solennelle le jeune Étienne Zapoly; il l'accueillit avec affection, l'appela son fils, et lui promit qu'il ne quitterait pas la Hongrie avant de lui en avoir assuré la possession; mais le prince hongrois commit la faute de se brouiller avec le grand vizir, et la malveillance de ce ministre devait causer sa ruine.

Soliman avait le projet de marcher sur Erlau, afin d'effacer l'affront subi par ses armes quatorze ans auparavant; mais, en apprenant qu'un corps d'armée turc avait été détruit par Nicolas Zriny, palatin de Szigeth, il résolut d'aller d'a-

bord le châtier. Le siége de Szigeth commença le 5 avril. Résolu à combattre jusqu'à la mort, Zriny mit dans sa défense une certaine pompe : il fit tendre le haut des murs de draperies rouges et couvrir la tour principale de plaques d'étain brillant; Soliman, à son arrivée, fut salué courtoisement par le canon de la place. Au bout de quatorze jours, les ouvrages extérieurs étaient enlevés; les assiégés avaient abandonné la ville et l'avaient incendiée; ils se renfermèrent dans la citadelle et y firent une résistance acharnée. En vain le sultan essaya d'ébranler Zriny par des promesses ou par des menaces; en vain on tenta de diviser les assiégés ou de les décourager par de fausses nouvelles; le 5 septembre, c'est-à-dire après plus de quatre mois, on n'était encore parvenu qu'à détruire le principal bastion. Ce jour-là, le sultan, depuis longtemps malade, mourut. Le grand vizir résolut de cacher soigneusement cet événement : le secret resta entre deux ou trois personnes; des lettres prétendues autographes du sultan furent lues à l'armée en manière d'ordres du jour pour animer le courage des soldats; on renouvela toutes les attaques. Enfin, le 8 septembre Zriny, se vit refoulé dans la grosse tour, dont il avait fait son magasin à poudre. Il se fit alors revêtir d'un habit de soie, prit le plus ancien des sabres d'honneur qu'il avait gagnés, mit dans sa poche cent ducats et les clefs de la forteresse; puis la porte s'ouvrit; au moment où les janissaires s'approchèrent, un énorme canon, placé sous la porte, vomit sur eux, presque à bout portant, une décharge de mitraille; au milieu de la fumée, le palatin s'élança, précédé de son porte-bannière et suivi d'un écuyer; il se précipita en furieux au milieu des rangs ennemis. Il fut pourtant pris vivant; on le coucha sur la bouche d'un canon et on lui trancha la tête. Les janissaires, ivres de fureur, se jetèrent dans la citadelle, massacrant tout, s'arrachant les femmes et les enfants et les déchirant en lambeaux. Au milieu de ce carnage, la tour, minée, sauta avec un fracas épouvantable : trois mille des vainqueurs furent ensevelis sous ses décombres.

La mort du sultan fut encore tenue cachée pendant trois semaines; les lettres de victoire furent expédiées en son nom; le divan s'assembla comme à l'ordinaire, et le vizir dirigea les affaires jusqu'au moment où il apprit que l'héritier du trône était arrivé à Constantinople.

§ X. — Institutions de Soliman.

Le long règne de Soliman, signalé au dehors par de si vastes conqu[illegible] par un si grand développement de puissance, n'est pas moins remarquabl[illegible] concerne l'administration intérieure, les institutions, la [illegible] à ce dernier point de vue que Soliman est surtout illus[illegible] ils l'appellent *El-Kanouni*, le législateur.

Son attention se porta principalement sur l'organisation des oulémas, sur celle de l'armée, sur le système des fiefs, sur les finances, la justice, les lois civiles et pénales, la police des villes, etc.

Dans la *chaîne des oulémas*, les subdivisions furent multipliées, l'avancement régularisé, la hiérarchie rendue plus rigoureuse. On accorda aussi de nouveaux priviléges aux membres de cette corporation savante : c'était l'exemption d'impôt et l'hérédité assurée dans la famille, de telle sorte que les biens des oulémas ne revenaient jamais au fisc. Ce fut à cette époque que la dignité de mufti devint la première dans l'ordre judiciaire et religieux; il faut l'attribuer surtout au crédit extraordinaire dont jouit le célèbre mufti Ebou-Sooud, qui conserva sous les deux règnes suivants son titre et son autorité.

Pour ce qui concerne l'armée, l'infanterie irrégulière de Roumélie fut supprimée; le nombre des janissaires s'éleva jusqu'à vingt mille. On augmenta cependant leur solde; on les divisa en trois catégories : les soldats actifs, compris dans la première, recevaient de trois à sept aspres par jour; dans la seconde étaient compris les vétérans, avec une solde de huit ou neuf aspres, et jusqu'à vingt pour quelques-uns; la troisième comprenait les invalides, qui recevaient de trente à cent vingt aspres. Soliman montra, du reste, une affection toute particulière pour cette milice célèbre. Deux régiments avaient le privilége de lui offrir, quand il passait devant les casernes, une coupe de sorbet; et il leur était distribué une gratification.

A la fin du règne de Soliman, l'armée régulière montait à près de 50,000 hommes, et l'armée irrégulière à 250,000 : c'était le double des forces militaires qu'il avait trouvées à son avénement. L'artillerie au complet comptait trois cents canons, la flotte trois cents voiles[1].

Les dispositions relatives aux fiefs sont une des parties les plus importantes de la législation de Soliman; elles furent pour la plupart appuyées sur des fetwas rendus par le grand mufti. D'après la doctrine politique et religieuse des musulmans, le sol appartient à Dieu et par conséquent au sultan, son représentant; cependant les terres sont divisées en trois classes : 1° les terres occupées par les musulmans après la conquête, lesquelles ne sont soumises qu'à la dîme; 2° les terres laissées aux populations vaincues, aux *rayas*, et pour lesquelles ils payent, outre la dîme, la capitation et un impôt territorial; 3° les domaines donnés par les sultans à titre de récompenses militaires sous les noms de *timars* et de *ziamets*, et dont l'institution remonte au règne d'Amurat Ier. Comme nos seigneurs féodaux, les *sipahis* possesseurs de timars et de ziamets levaient sur les paysans de leurs domaines des fermages, un impôt territorial et une dîme qui dépassait souvent de beaucoup le dixième des produits; eux-mêmes ne payaient aucune

[1] Hammer, l. v. XXXIV.

redevance au trésor; ils n'étaient tenus qu'à la prestation du service militaire; ainsi que nous l'avons déjà dit[1], pour un timar de 3,000 aspres de revenu, on devait fournir, en temps de guerre, un cavalier tout équipé, et un autre cavalier par chaque revenu de 5,000 aspres en sus. Mais ce système féodal différait essentiellement du nôtre en ce qu'il était et demeura toujours exempt du principe d'hérédité. Quand Amurat Ier, dans l'origine, distribua à ses cavaliers les terres conquises, ces concessions ne furent que viagères; les fiefs se transmettaient ordinairement de père en fils; mais il fallait que chaque nouveau titulaire reçût l'investiture. Amurat avait, en outre, pris soin d'empêcher ces fiefs de se morceler, de se dénaturer : plusieurs timars pouvaient être réunis en un ziamet; mais un ziamet ne pouvait jamais être divisé en timars; plusieurs individus possédaient quelquefois collectivement un fief, grand ou petit; mais ils ne représentaient ensemble qu'une seule tête. Les mesures prises sous Soliman eurent principalement pour but de conserver aux fiefs leur nature précaire et révocable, d'en entraver la transmission héréditaire, de maintenir et d'affermir la prérogative du souverain. L'investiture des fiefs était jadis conférée par les gouverneurs des provinces; il fut décidé qu'ils ne pourraient plus donner que celle des petits fiefs; quand il s'agissait d'un ziamet, ils devaient en référer à la Porte et faire une enquête pour constater que le postulant était fils de sipahi, pour faire connaître ses services, ceux de son père et le revenu dont ce dernier avait joui; sur le rapport favorable du pacha était expédié le *berat* ou diplôme d'investiture. On établit comme maxime invariable que nul ne pourrait recevoir de timar s'il n'était fils de timarli. Si le possesseur d'un ziamet de 20,000 à 50,000 aspres laissait plusieurs enfants, ceux-ci ne devaient recevoir d'abord qu'un timar; il était de 4,000 à 6,000 aspres pour deux fils si le père était mort dans la guerre, et, si le père était mort dans son lit, de 5,000 pour deux fils, de 4,000 pour un seul. Si les fils possédaient déjà des timars, il ne leur était attribué qu'une augmentation proportionnelle.

L'Égypte était soumise à un régime particulier. Il n'y avait là ni fiefs ni ziamets, mais des fermes; c'étaient aussi des terres concédées viagèrement par le sultan, transmises héréditairement moyennant une investiture nouvelle conférée à chaque nouveau titulaire; les fermiers (*moultezim*) levaient aussi sur leurs paysans (*fellahs*) la dîme et l'impôt; mais ils en rendaient une partie au trésor à titre de fermage[2]; au lieu du service militaire, on leur demandait une contribution d'argent. Ce système avait été établi, au quatorzième siècle, par les Mame-

[1] Voir page 144.

[2] Les *moultezims* n'étant que des fermiers qui avaient [illegible] fellahs, il résulta de cet état de choses une oppression qui nécessita continuellem[illegible] rendit bientôt les chefs militaires seuls habiles à tenir les fermages [illegible] et l'invasion française l'y trouva complète en 1798. (Sylvestre de [illegible])

luks; il fut maintenu sous la domination ottomane; le grand vizir Ibrahim, en 1525, et plus tard le gouverneur Soliman-pacha, furent chargés de le réorganiser, de façon à affaiblir la milice des Mameluks, d'en corriger les abus, d'empêcher que les fermes fussent aliénées illégalement ou grevées d'hypothèques. L'Égypte produisit au trésor, par ce système financier, d'abord 800,000 ducats, ensuite 1,200,000.

D'autres lois spéciales fixèrent la condition des rayas, les impôts et redevances qu'ils devaient payer, soit à l'État, soit aux possesseurs de fiefs. Ces impôts étaient : 1° le *kharadj* ou tribut, établi par le Koran, qui comprenait la capitation, l'impôt territorial et la dîme; 2° les impôts arbitraires, institués par des kanouns, comme la taxe des célibataires, celles sur les mariages, sur les fiançailles, les amendes, les douanes et les droits divers levés sur le commerce sous le nom d'impôts de divan. Telles étaient les charges légales; mais de tout temps elles furent aggravées par les exactions des pachas, dont la rapacité était ingénieuse à inventer de nouvelles taxes ou *awanis*.

On voit quelles étaient les sources régulières du revenu public : le kharadj, la dîme, les fermages, les droits; il faut y joindre les revenus des domaines du sultan, qui montaient à la somme énorme de 2,441 charges d'aspres, c'est-à-dire environ 5,000,000 de ducats. Cependant ces ressources devinrent insuffisantes. Au commencement du règne de Soliman, avant la campagne de Mohacz, on leva une contribution extraordinaire de 15 aspres par tête; mais cet exemple ne fut pas renouvelé : les produits de la guerre, les tributs des nations chrétiennes, les dépouilles des provinces conquises, y suppléèrent ; la Hongrie, la Transylvanie, furent soumises à un règlement financier particulier qui épuisa ces malheureuses provinces au profit de leurs maîtres. Enfin la vénalité des charges, qui commença à s'introduire sous le vizir Rustem, vint contribuer à enrichir l'État, mais aux dépens de l'avenir. Soliman ferma les yeux sur ce trafic avantageux pour le trésor; il veilla seulement avec une extrême rigueur à ce que la vénalité n'atteignit pas les charges militaires[1].

Le *kanoun-nami* des peines publié sous Soliman est encore aujourd'hui la base de la législation criminelle des Ottomans. Il est divisé en cinq parties : la première relative aux délits contre les mœurs; la seconde aux violences et aux injures; la troisième aux vols et au brigandage; les deux dernières à la police des villes et aux règlements des métiers. Sans entrer dans le détail de ces dispositions, nous nous bornerons à observer que les peines corporelles, la mort,

[1] En ceci il suivait les principes de son père : « Sous Sélim, un marchand à qui le sultan devait 60,000 ducats sollicita pour son fils une place de schebedji (armurier), avec une solde de deux aspres par jour. En marge de la supplique, présentée et apostillée par les vizirs, Sélim écrivit de sa main : « J'or- « donnerais de vous exécuter tous, d'après les maximes de mes ancêtres, si je ne craignais de faire dire « qu'il en est arrivé ainsi à cause de l'argent. Donnez-lui son capital, et gardez-vous à l'avenir de m'a- « dresser de pareilles demandes. » (Hammer, liv. XXXIV.)

la mutilation, y sont très-ménagées : l'amende est la peine dont l'emploi est le plus fréquent; il y a un tarif pour tous les mêmes délits. L'attention particulière accordée à la police des marchés, à tout ce qui intéresse le bien-être populaire, révèlent dans Soliman un prince vraiment bon et un esprit soigneux de tous les détails.

Malgré tout ce que la législation de Soliman présente de remarquable, malgré l'éclat de son règne et la gloire de son nom, il faut reconnaître, et les historiens ottomans eux-mêmes l'ont avoué, qu'il commença lui-même la décadence de l'empire et contribua puissamment à en altérer les institutions. Nous avons vu que depuis Mahomet II les sultans ne présidaient plus ordinairement le divan; Soliman cessa tout à fait d'y paraître; il se rendit invisible. Cet usage, emprunté aux mœurs des despotes efféminés de l'Asie, favorisa chez ses successeurs l'indolence et la paresse. Lui-même en subit déjà les conséquences : il ne put échapper aux influences du harem, et fut le premier sultan qui se laissa gouverner par une femme. Il fut aussi le premier qui d'un favori fit un ministre : Ibrahim passa d'un emploi domestique à la direction suprême des affaires; cette soudaine élévation était jusqu'alors sans exemple. Il montra d'ailleurs pour ce favori et même pour les ministres qui lui succédèrent une excessive indulgence, leur fit des fortunes colossales aux dépens ou du trésor ou du peuple, ou plutôt aux dépens de l'un et de l'autre. Nous venons de dire qu'il toléra la vénalité des charges, fléau qui, sous les règnes suivants, se développa avec une effrayante rapidité, et ruina l'État. Enfin son exemple, celui de ses vizirs et de toute sa cour, encouragèrent le luxe, si formellement condamné par la loi de Mahomet, et le portèrent à un degré tel, que l'entourage des princes chrétiens de l'Occident pâlissait devant le faste de Constantinople. On vit, dans un festin solennel donné à une ambassade de Perse, la cour servie dans de la vaisselle d'or et d'argent, violation expresse du Koran. La sensualité et l'amour du luxe se répandirent dans toute cette nation faite pour la guerre, et corrompirent la simplicité de mœurs qui lui était nécessaire pour conserver sa vigueur. L'usage du vin, si sévèrement interdit et si funeste aux nations méridionales, commença à devenir public, au grand scandale des musulmans zélés. Le café s'introduisit à cette époque en Turquie; Mahomet l'aurait peut-être interdit; mais on n'eut garde d'interpréter si rigoureusement la loi, et l'usage de cette liqueur excitante devint bientôt général et fut poussé jusqu'à l'excès. Vers la fin de son règne, Soliman rendit cependant une ordonnance contre le vin. Du reste, plusieurs actes de ses dernières années semblent témoigner chez lui un certain accès de zèle religieux; mais c'était sans doute un effet de la vieillesse : au fond, la tolérance était un des principaux traits de son caractère. La nation même, à cette époque, parut tout entière plus tolérante; le rigorisme religieux s'effaçait; les poëtes osaient tourner en raillerie les interdictions de la loi; Hafiz chanta le vin, et le mufti Ebou-Sooud, sollicité de

le poursuivre, répondit qu'il ne fallait pas prendre à la lettre toutes les paroles du poëte ni les juger avec trop de rigueur. A Dieu ne plaise que nous déplorions comme un malheur le pas fait à cette époque vers la tolérance ! progrès salutaire sans doute s'il eût pu se compléter, si un rapprochement complet eût pu s'opérer entre les mœurs, les idées de la nation musulmane et celles de l'Europe ; mais plusieurs Solimans de suite n'auraient pas suffi pour opérer alors ce rapprochement, pour combler l'immense abîme qui séparait ces deux sociétés ennemies. Le peu qui fut fait ne servit qu'à altérer les institutions nationales et qu'à désarmer l'empire en présence d'une lutte inévitable et qui pouvait alors paraître sans fin.

L'une des institutions les plus odieuses des Ottomans et en même temps une des plus nécessaires à leur existence était celle des janissaires ; leur puissance atteignit son apogée sous Soliman, et en même temps commença leur décadence : on leur confia la garde de Constantinople, qui devint leur quartier général et la résidence de leur chef, toujours pris parmi eux ; on les distribua dans toutes les grandes villes et places fortes de l'empire ; ils formèrent la garde d'honneur des ambassadeurs et des consuls étrangers. Leur nombre devint bientôt insuffisant pour tous les services qu'on exigeait d'eux, et l'on dut appeler des recrues dans leurs rangs, non plus seulement par l'enlèvement des enfants chrétiens, mais par de très-nombreux priviléges qui attirèrent dans ce corps d'abord des aventuriers de toute origine, ensuite toute la jeunesse de l'empire ; on leur permit de se marier, on admit leurs fils dans leurs rangs, on leur laissa exercer des métiers, on les rendit sédentaires dans les garnisons qu'ils occupaient, et où, citoyens, pères de famille, marchands, industriels, ils n'eurent plus ni discipline ni vertus militaires ; enfin le titre de janissaire étant une protection suffisante contre les exactions des autorités locales, chacun voulut être inscrit sur leurs contrôles, et le corps des janissaires, qui était autrefois une armée toujours mobile, campée, en marche, guerroyante, devint une sorte de garde nationale. Soliman leur enleva aussi le privilége qu'ils avaient de n'entrer en campagne que quand le sultan commandait l'armée. Ce fut une grande faute politique : comme les janissaires étaient le nerf des armées, il en résultait que, pour toute expédition importante, les sultans étaient obligés de prendre le commandement ; Soliman dispensa ses successeurs de cette obligation et favorisa par cette mesure leur penchant à l'inertie et à la lâcheté. Ainsi, dans les actes de ce règne, si prospère au dedans, si brillant au dehors, on trouve les premières causes de la dégradation des princes, de la corruption des grands, de l'amollissement du peuple, de l'affaiblissement de l'armée, en un mot, tous les germes d'une décadence qui ne tarda pas à se révéler.

CHAPITRE V

RÈGNES DE SÉLIM II ET D'AMURAT III (1566 — 1595).

---

§ I. — Sélim II, dit l'*Ivrogne* (1566-1574) — Révolte des janissaires. — Paix avec l'Autriche.

Sélim arriva le 24 septembre à Chalcédoine, d'où il envoya à Constantinople un messager chargé d'annoncer sa présence; ce fut ainsi qu'on apprit dans la capitale que Soliman avait cessé de vivre. Après avoir reçu au sérail l'hommage des principaux dignitaires, le nouveau sultan partit pour Belgrade; ce fut là que l'armée vint le saluer. Il parut, vêtu de deuil, pria auprès du char funèbre qui portait les restes de son père, et se retira en saluant à droite et à gauche, sans qu'il fût question du présent d'avénement. Les janissaires commencèrent à murmurer : « Les princes ottomans, disaient-ils tout haut, devaient, pour arriver au trône, passer sous le sabre des milices. » Néanmoins ils continuèrent leur marche jusqu'à Constantinople; ce fut là que la révolte éclata. Quand le cortége du sultan se présenta à la porte de la ville, il la trouva obstruée par la foule compacte des janissaires. Le second vizir Pertew-pacha, le kapoudan-pacha Pialè, l'aga des janissaires et plusieurs autres grands officiers essayèrent vainement de calmer les mutins; ils se virent insultés et maltraités; la première cour du sérail fut envahie; le sultan fut obligé de se montrer : « Donne-nous, lui crièrent les soldats; cède à l'ancien usage. » Le présent d'avénement fut enfin accordé, et de nombreuses gratifications, distribuées aux officiers du sérail et aux oulémas, achevèrent d'épuiser le trésor. Ainsi s'ouvrit le règne du successeur de Soliman.

Sélim est le premier des sultans ottomans qui se soit trouvé tout à fait indigne du trône; il commence la série des princes fainéants dont la nullité personnelle a puissamment contribué à la chute de l'empire. Dès sa première jeunesse, il s'était dégradé, abruti par l'usage immodéré du vin; lorsqu'il était gouverneur de Magnésie, on le désignait déjà par le honteux surnom d'*Ivrogne*. Paresseux et lâche, il avait toujours préféré le repos du harem aux fatigues de la guerre; sa petite taille chargée d'embonpoint, son teint enluminé, sa physionomie insignifiante,

en faisaient un vivant emblème de la décadence de sa nation. Il eut heureusement le bon esprit d'abandonner tous les soins du gouvernement au vizir Mohamed-Sokolli, qui conserva les traditions politiques du grand règne et maintint la dignité de l'empire dans ses relations extérieures. La décadence ne devint visible qu'après sa mort.

Aussitôt après la prise de Szigeth, les négociations s'ouvrirent pour la paix; les ambassadeurs d'Autriche furent mis en liberté, et on leur fit connaître les conditions auxquelles il serait possible de traiter. Cependant les hostilités ne cessèrent point : le second vizir Pertew-pacha, qui avait pris Gyoula, en Transylvanie, peu de jours avant la mort de Soliman, s'empara encore de Jenœ, de Valagosvar et de plusieurs autres places; les rives de la Maros furent dévastées; en Croatie, les succès se balancèrent. Enfin, le 17 février 1568, la paix fut conclue : l'Autriche conservait ses possessions en Hongrie, en Dalmatie, en Croatie; elle se soumettait au tribut annuel et reconnaissait les woïvodes de Transylvanie, de Moldavie et de Valachie, comme vassaux de la Porte. Pour obtenir ces conditions, les négociateurs autrichiens distribuèrent aux ministres turcs plus de 40,000 ducats.

La paix fut aussi renouvelée avec la Pologne, qui obtint la restitution de quelques châteaux et l'agrément de la Porte pour l'alliance conclue par le roi Sigismond avec le woïvode de Moldavie.

§ II. — Relations avec la France.

L'alliance de la France ne fut pas négligée : en 1569, à la première demande de l'ambassadeur Claude du Bourg [1], le sultan renouvela les capitulations avec des modifications importantes, et il envoya l'interprète Ibrahim à Paris pour les présenter au roi Charles IX. Ces modifications consistaient principalement dans une explication plus nette, plus minutieuse, plus détaillée, des premiers articles, explication rendue nécessaire par la barbarie des Turcs et leur haine contre les chrétiens. On ajouta aussi aux priviléges anciens plusieurs priviléges nouveaux : tout Français établi dans le pays était exempt perpétuellement de la capitation; les ambassadeurs et consuls avaient le droit de rechercher les esclaves français qui se trouveraient au pouvoir des musulmans et de requérir des peines contre les corsaires qui les auraient enlevés et vendus; le sultan s'engageait à faire restituer les objets enlevés par les corsaires sur les vaisseaux français et à

[1] A D'Aramon avait succédé, en 1554, Codignat, qui trahit la France et passa au service de Philippe II. Après lui vint Lavigne, qui resta à Constantinople de 1557 à 1561; puis Guillaume de L'Aube, qui accompagna Soliman dans sa dernière campagne; puis Gran-Campigne, qui s'efforça de faire échouer le traité que l'Autriche conclut avec la Porte en 1568; enfin Claude du Bourg.

punir les coupables; la marine ottomane avait ordre de traiter amicalement les vaisseaux français, de leur porter secours dans le cas où ils échoueraient sur les côtes de la Turquie, et de faire respecter les personnes et les effets naufragés. Enfin la nation française devait jouir, dans les États ottomans, de tous les privi-léges accordés aux Vénitiens, même de ceux qu'ils avaient achetés à prix d'argent. Grâce à ces larges concessions, tandis que l'Espagne et les Vénitiens se consumaient en efforts guerriers contre la puissance ottomane, la France fut maîtresse du commerce de la Méditerranée. « La Méditerranée, disaient les corsaires algériens, est toute grouillante de vaisseaux français. » De nouveaux comptoirs furent établis en Albanie, en Morée, en Asie Mineure, en Syrie, en Égypte. Les bâtiments français faisaient le cabotage sur les côtes de la Turquie sans payer aucun droit de navigation, Les Marseillais se livrèrent sur la côte d'Afrique à la pêche du corail, et y firent plusieurs établissements, parmi lesquels on remarque le Bastion de France, sorte de comptoir militaire situé à six milles de Bone, où se faisait le commerce de grains, de cire et de chevaux. Des missions catholiques furent fondées dans les États turcs, du consentement du sultan, et l'on vit des couvents de capucins s'établir même dans les faubourgs de Constantinople. Les chrétiens de l'Orient et surtout ceux de la Syrie trouvèrent dans nos ambassadeurs et nos consuls des protecteurs toujours prêts à les défendre contre les persécutions des Turcs. Les pèlerins de toute nation purent visiter les lieux saints sous la protection du nom français et avec des lettres de nos ambassadeurs. Le drapeau de la France flottait sur les monastères de la Syrie, qui semblaient des oasis du christianisme au milieu de la domination mahométane.

Sélim, après le renouvellement des capitulations, chercha, à l'exemple de son père, à utiliser l'alliance française contre ses ennemis. Comme il avait le projet d'enlever l'île de Chypre aux Vénitiens et que ceux-ci cherchaient des secours en Europe, il envoya une ambassade à Charles IX pour l'inviter à se déclarer contre eux. En même temps, il lui proposa de donner en mariage sa sœur Marguerite de Valois à Étienne Sigismond, woïvode de Transylvanie, que la Porte avait le projet de faire élire roi de Pologne. Cette union devait, dans la pensée du divan, rattacher la Pologne à la France et à la Turquie, et donner ainsi à l'Autriche une nouvelle ennemie, qui la maintiendrait au Nord, pendant que la Turquie la contenait à l'orient et la France au midi. Charles IX n'avait pas de marine et ne pouvait, au milieu des troubles de son royaume, aider ni les Ottomans ni les Vénitiens; il offrit donc aux uns et aux autres sa médiation; mais il rejeta la proposition du mariage de sa sœur avec le vassal des Turcs, la France ayant ajourné tous ses projets contre la maison d'Autriche, dans laquelle il venait de prendre lui-même une épouse; néanmoins il conçut dès lors l'idée de rattacher directement la Pologne à la politique française, en faisant monter son frère, le duc d'Anjou, sur le trône des Jagellons.

§ III. — Expédition en Arabie.

Au dedans, l'activité de Mohamed-Sokolli se manifesta par des travaux d'utilité publique et par la prompte répression des révoltes ordinaires à chaque avénement. Ce fut lui qui fit construire la mosquée qui porte le nom de Sélim, et qui passe pour le chef-d'œuvre de l'architecte Sinan. Il avait conçu le projet de joindre le Don au Wolga par un canal, et, par là, de s'assurer la domination des pays moscovites; pour cela, il fallait être maître d'Astrakhan; mais le corps d'armée qui devait prendre cette ville fut battu et dispersé par les Russes. Les soldats ottomans montrèrent peu de bonne volonté; ils étaient persuadés que le Nord était fermé aux musulmans: « Les nuits, disaient-ils, étaient trop courtes en été; il faudrait interrompre son sommeil pour faire la prière du coucher du soleil et celle de l'aurore. » La faim, le froid, les tempêtes, détruisirent une partie de l'armée; on s'empressa de renouveler la paix avec le czar moscovite, et l'entreprise fut abandonnée. Une autre entreprise du même genre, le percement de l'isthme de Suez, entrait aussi dans les projets du vizir; mais les soulèvements continuels de l'Arabie en ajournèrent indéfiniment l'exécution.

Depuis qu'une partie de cette contrée avait été conquise par Soliman et réduite en sandjak, l'Arabie était presque continuellement en état de révolte. Déjà, à l'avénement de Sélim, Oulian-Oglou, chef des Beni-Omer, avait essayé de secouer le joug; privé de l'appui des Persans, sur lequel il avait compté, il fut aisément vaincu. Cependant le pays n'était pas soumis. Mouthahher, chef de la secte des Seidijes[1], s'empara de Ssaana, de Taas, d'Aden et de plusieurs autres places de l'Yémen; il prit les titres de khalife et d'émir-ol-moumenim. Une armée destinée à le combattre fut mise sous les ordres de Lala-Mustapha, devenu un des principaux favoris du sultan. Le vizir, qui le détestait et redoutait son crédit, contribua lui-même à le faire nommer séraskier, dans l'espérance de lui attirer une disgrâce. Ces manœuvres et la jalousie de Sinan-pacha, gouverneur d'Égypte, firent avorter l'expédition et rappeler Mustapha à Constantinople, mais ne parvinrent pas à lui enlever la faveur du maître. Osman-pacha, nommé beylerbey de l'Yémen, et le gouverneur de l'Égypte furent chargés de l'entreprise (1569); le premier s'empara de Taas et de Kahirije; le second resta seul à la tête des troupes, et acheva l'expédition avec succès : Aden et Ssaana retombèrent au pouvoir des Ottomans, ainsi que la plupart des châteaux environnants : la forteresse de Kewkeban les arrêta pendant neuf mois. Enfin, en 1570, l'iman Mouthahher fut réduit à se soumettre et à reconnaître la suzeraineté de la Porte.

[1] Cette secte tire son nom de Seïd, frère de Muhammed-Bakir, fils du troisième iman Zeinul'abidin, petit-fils d'Ali.

§ IV. — Conquête de Chypre.

La pacification de l'Yémen fut immédiatement suivie de la conquête de Chypre. Sélim méditait depuis longtemps cette expédition; ce fut celle de tout son règne où sa volonté personnelle eut le plus de part. Il en avait conçu la pensée lorsqu'il n'était encore que gouverneur de Magnésie, et cette pensée lui avait été inspirée, dit-on, par son goût pour le vin que produisait l'île. Un juif portugais, nommé Joseph Nassy, contribua aussi puissamment à l'entretenir dans ce projet; cet homme, en servant les goûts crapuleux de Sélim, avait acquis sur lui un merveilleux ascendant; Sélim lui promit de le faire roi de Chypre, et, en attendant, il le nomma duc de Paros, de Naxos et des Cyclades. Le grand vizir aurait mieux aimé tourner les forces ottomanes contre l'Espagne en faveur des Maures, qui avaient demandé la protection du sultan; il fit des représentations, mais elles ne purent prévaloir contre le crédit du Juif, de Lala-Mustapha, de Pialè et contre la volonté de Sélim. Le grand mufti Ebou-Sooud rendit un fetwa déclarant que les traités conclus avec les infidèles n'engageaient pas, et qu'il était du devoir des sultans de reconquérir tout pays qui avait appartenu aux moslims. Les Vénitiens étaient mal disposés à la guerre : leur grand arsenal venait de brûler, incendié peut-être par des agents de Joseph Nassy; ils firent quelques efforts pour conjurer la tempête ; mais, comme on leur répondit qu'ils ne pourraient acheter la paix que par la cession de Chypre, les hostilités commencèrent.

Le 1er août 1570, la flotte turque parut devant Limasol, près de l'ancienne Amathonte ; elle comptait cent trente-six galères et une centaine de bâtiments de transport, sous les ordres de Pialè-pacha; l'armée de débarquement, commandée par Lala-Mustapha, s'élevait à environ 100,000 hommes. Le provéditeur n'essaya même pas d'empêcher le débarquement; les Turcs s'établirent, sans trouver de résistance, à Leftari, et résolurent d'assiéger Nicosie, capitale de l'île. Cette ville, située dans une belle position, était protégée par de forts retranchements de récente construction, et défendue par une garnison de 10,000 hommes; mais l'impéritie du provéditeur paralysa la défense. Le siége dura cependant plus d'un mois; trois assauts furent vaillamment repoussés; enfin, le 9 septembre, la ville fut emportée et livrée pendant huit jours à toutes les horreurs du pillage. 20,000 habitants furent massacrés; 2,000 furent entassés sur les vaisseaux avec le butin; mais une femme y mit le feu et déroba ainsi aux musulmans les trophées de leur victoire.

Les autres villes furent ensuite rapidement soumises ; Famagouste opposa seule une énergique résistance; le siége en fut remis à l'année suivante, et le séraskier hiverna devant ses murs. Les travaux commencèrent le 16 avril

et furent poussés avec une grande activité; on creusa autour de la ville un fossé où un homme pouvait passer à cheval sans être aperçu, et on éleva derrière dix bastions qui foudroyèrent les remparts. Nicolas Bragadino, qui commandait la place, ne montra pas moins d'opiniâtreté dans la défense; avec une garnison de 7,000 hommes et des fortifications en ruines, il tint pendant deux mois et demi et repoussa six assauts. Le manque de munitions l'obligea enfin à capituler (2 août 1571); il fut convenu que les assiégés se retireraient librement avec cinq canons et quinze chevaux pour les principaux chefs; des galères turques devaient les transporter à Candie. La capitulation était déjà en partie exécutée, lorsqu'elle fut indignement violée : Bragadino, ayant refusé de livrer comme otage un jeune noble vénitien, fut arrêté et chargé de fers avec ceux qui l'accompagnaient; les chrétiens déjà embarqués furent dépouillés, maltraités, massacrés ou réduits en esclavage; puis, au bout de douze jours, Bragadino fut tiré de prison pour être livré aux plus atroces supplices : on le suspendit à une vergue du haut de laquelle on le plongea à plusieurs reprises dans la mer; on l'obligea ensuite à porter de la terre pour la reconstruction des bastions; on le mit au pilori; enfin on l'écorcha vif; son cadavre fut écartelé et sa peau bourrée de foin fut promenée dans le camp et dans la ville, puis envoyée à Constantinople avec sa tête.

La conquête de Chypre était achevée; huit jours après, la flotte ottomane quitta l'île pour retourner à Constantinople.

§ V. — Bataille de Lépante.

La guerre avait commencé en Dalmatie en même temps qu'en Chypre; les succès se balancèrent : les Vénitiens surprirent Sopoto en Albanie; le kapoudan-pacha ravagea Candie, Cérigo, Zante, Céphalonie, Navarin, s'empara de Dulcigno et d'Antivari. Pendant les hostilités, les Vénitiens firent quelques tentatives de négociation, encouragés par le vizir qui désirait la paix; mais, à la nouvelle des ravages faits à Candie, les négociations furent rompues, et une ligue formidable se forma entre le pape, le roi d'Espagne et les Vénitiens, pour venger les cruautés commises en Chypre sur les chrétiens. La Porte s'en inquiéta, et, par l'entremise de l'ambassadeur français, qui retournait à Paris (c'était le sieur de Grascinan, qui avait succédé à du Bourg), elle demanda la médiation de la France pour faire la paix avec les Vénitiens. François de Noailles, évêque d'Acqs, fut nommé ambassadeur à Constantinople, et chargé de négocier cette affaire; il passa par Venise, fit part au sénat des dispositions des Ottomans et échoua dans sa mission pacifique. Cependant la flotte chrétienne, composée de soixante-dix galères espagnoles commandées par l'infant don Juan d'Autriche, de douze vaisseaux du pape

sous les ordres de Marc-Antoine Colonna, de cent quatorze bâtiments vénitiens sous Sébastien Veniero, de six maltais et trois savoyards, en tout deux cent cinq navires, se rassembla dans le port de Messine et fit voile vers Corfou, puis vers Céphalonie; de là, elle se dirigea vers l'Archipel. La flotte ottomane, forte de trois cents voiles, était postée à l'entrée du golfe de Lépante; elle vint présenter la bataille (7 octobre 1571). Les deux armées navales se rangèrent en face l'une de l'autre, en vue du cap Villa di Marmo, qui marque l'entrée du golfe. Un coup de canon à poudre, parti du vaisseau amiral ottoman, donna le signal; don Juan y répondit par un boulet de gros calibre, et le combat commença.

Le plus fort de la mêlée se porta au centre de la flotte chrétienne, autour du vaisseau que montait don Juan; le kapoudan-pacha s'engagea dans les lignes chrétiennes et vint l'attaquer; il se trouva serré entre l'amiral espagnol et l'amiral vénitien. D'un côté, quatre galères ottomanes montées par le séraskier et trois sandjakbeys; de l'autre, l'arrière-garde chrétienne, accoururent pour soutenir la lutte. Après une heure de combat acharné, le kapoudan-pacha tomba frappé d'une balle; les Espagnols s'élancèrent à l'abordage, lui coupèrent la tête et la portèrent à don Juan, qui repoussa avec horreur ce sanglant trophée. La victoire fut dès lors décidée. Cent trente galères tombèrent au pouvoir des alliés; quatre-vingt-quatorze furent incendiées; trois cent soixante pièces de canon, 15,000 esclaves chrétiens furent ramenés en triomphe en Europe. Le beylerbey d'Alger s'échappa seul avec quarante galères, reste de la flotte ottomane.

Cette éclatante victoire ne coûta aux flottes combinées que quinze galères, 8,000 hommes et quelques prisonniers. Au nombre des blessés se trouvait l'illustre auteur de *Don Quichotte*, qui y perdit le bras gauche.

Telle fut la mémorable bataille de Lépante, d'où les Ottomans peuvent faire dater le déclin de leur puissance. La nouvelle en fut accueillie en Europe avec transport. Marc-Antoine Colonna monta au Capitole comme les triomphateurs anciens, et voua sur l'autel de la Mère de Dieu une colonne d'argent pour rappeler son nom et sa victoire. A Venise, on institua une fête commémorative et on consacra une chapelle où fut retracé le triomphe des chrétiens; à Padoue, la grande église alors en construction fut mise sous l'invocation de sainte Justine, en mémoire du jour où s'était livrée la bataille. Enfin le souverain pontife, dans la chaire de Saint-Pierre de Rome, célébra ce grand succès avec enthousiasme, et appliqua au vainqueur de Lépante ce texte de l'Évangile : « Il y eut un homme envoyé de Dieu, qui s'appelait Jean. »

La consternation ne fut pas moins grande à Constantinople que l'allégresse parmi les chrétiens. C'était le plus terrible désastre qui eût encore frappé les armes ottomanes; depuis cinquante ans, les Turcs était devenus l'effroi de la Méditerranée; maîtres du littoral africain, accoutumés à porter le ravage sur les côtes des pays chrétiens et à mettre en fuite les faibles escadres espagnoles, ils

voyaient tout à coup anéantie cette formidable marine préparée si laborieusement par Sélim et Soliman[1]. Sélim, en apprenant ce désastre, fut tellement atterré, qu'il resta trois jours enfermé sans vouloir prendre de nourriture.

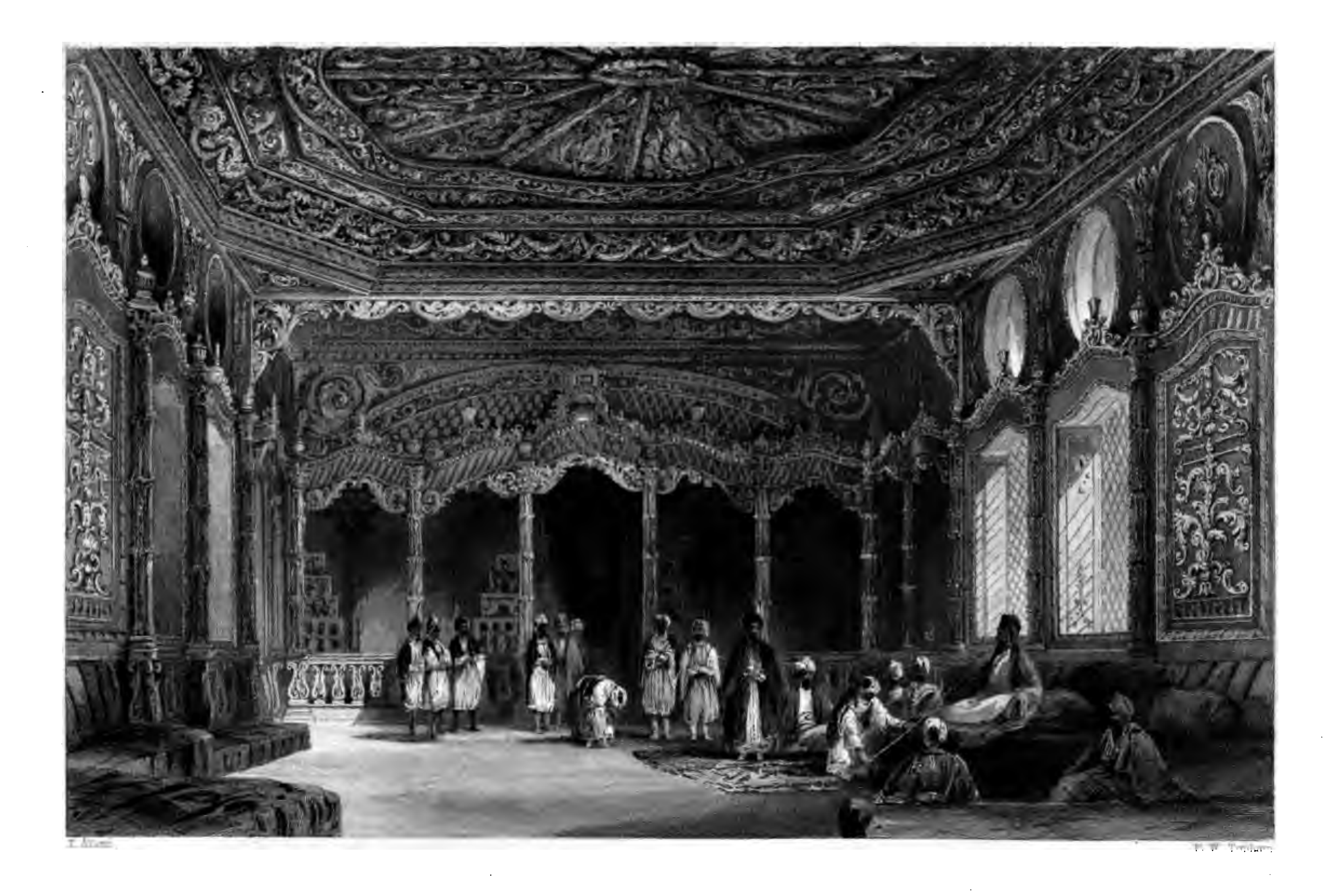
§ VI. — Ambassade française. — Paix avec Venise.

Sur ces entrefaites arriva l'ambassadeur français François de Noailles; il entra à Constantinople au milieu de la consternation générale, à travers les cris de fureur de la populace, qui demandait le massacre de tous les chrétiens. Le sultan avait déjà fait emprisonner les religieux francs, et l'on s'attendait à de grands malheurs, lorsque l'ambassadeur, par ses sollicitations auprès du grand vizir, par ses menaces de faire entrer la France dans la ligue catholique, obtint la délivrance des prisonniers. L'évêque d'Acqs avait pour mission principale de ménager la paix entre les Ottomans et les Vénitiens. Quand il sollicita une audience du sultan, il éprouva un refus, parce qu'on savait qu'il voulait, contre l'usage, y venir sans présents; on offrit même, pour conserver les apparences, de lui en fournir; il répondit « que ce n'était pas par avarice que le roi de France refusait de faire des présents au Grand Seigneur, mais que son maître, qui était le premier et le plus grand roi de la chrétienté, ayant su que le sultan les demandait comme par tribut, lui avait défendu d'en présenter. » Les circonstances autorisaient cette hardiesse; on avait besoin de l'alliance de la France; sa médiation pouvait devenir nécessaire : l'audience fut accordée. « L'ambassadeur étant arrivé à la Porte des Turcs, dit l'historien Baudier, comme deux capidjis le voulaient conduire par le poing vers Sélim pour lui faire la révérence, suivant la coutume qu'aucun étranger n'aborde l'empereur turc que deux hommes ne le mènent par les bras, il ne voulut jamais souffrir qu'on le menât ainsi, disant que la liberté d'un Français et la dignité d'un évêque ne pouvaient endurer qu'il fût conduit comme un esclave; et, repoussant les capidjis, il alla libre et seul vers Sélim, le saluant seulement d'un baiser de robe et de main, sans se jeter à ses pieds comme font tous les autres[2]. » On toléra ces irrégularités et on montra une complaisance extraordinaire pour les demandes de l'évêque. Sa conduite lui valut même une certaine considération personnelle qui ne fut pas inutile au succès de sa mission.

Cependant la victoire de Lépante avait été stérile pour la chrétienté : les flottes alliées se dispersèrent sans rien entreprendre à cause de la saison avancée. Pen-

[1] La bataille de Lépante leur coûta plus que des hommes et des vaisseaux, dont on répare la perte; car ils perdirent cette puissance d'opinion qui fait la principale puissance des peuples conquérants, puissance que l'on acquiert une fois et qu'on ne retrouve plus. » (M. de Bonald, *Législat. prim*)

[2] *Inventaire de l'Histoire des Turcs*, page 413.



T. Allom. F. W. Topham.

L'Audience du Sultan.

dant ce temps, l'activité de Sokolli répara les pertes de la marine ottomane avec une promptitude merveilleuse; et ce grand revers ne servit qu'à faire mieux voir quelles étaient les ressources de la Turquie. Le bayle vénitien, qui était resté à Constantinople malgré la guerre, se présenta chez le vizir pour sonder ses intentions à l'égard de la paix. « Tu viens voir, lui dit Sokolli, où en est notre courage contre le dernier accident? Nous avons encore moins perdu que vous; en vous enlevant Chypre, nous vous avons coupé un bras; en battant notre flotte, vous nous avez seulement coupé la barbe : le bras coupé ne repousse pas, et la barbe rasée revient plus épaisse. » Les chantiers furent agrandis aux dépens des jardins du sérail; dans l'espace d'un seul hiver, on y construisit cent cinquante galères. Le nouveau kapoudan-pacha, Ouloudj-Ali, représentant qu'on ne pourrait pas se procurer assez d'ancres et de gréement pour tant de navires à la fois : « Seigneur pacha, lui répondit le vizir, les richesses et le pouvoir de la Sublime Porte sont si infinis, qu'on pourrait, si cela était nécessaire, faire des cordages de soie et des voiles de satin. » Au mois de juin 1572, le kapoudan-pacha prit la mer avec une flotte de deux cent cinquante voiles. La flotte chrétienne était supérieure en nombre; mais la mésintelligence des chefs l'empêcha d'agir, et des deux parts on se borna à s'observer. Cependant la guerre en Dalmatie était poussée mollement; bientôt les Vénitiens, tout à fait en désaccord avec les Espagnols, firent des propositions de paix qui furent appuyées avec zèle auprès du divan par l'ambassadeur de France; et, le 7 mars 1573, fut conclu un traité aussi favorable pour les Ottomans que si la guerre eût été tout à leur avantage : Venise paya une indemnité de 300,000 ducats, et le tribut exigé pour Zante fut augmenté.

§ VII. - Prise de Tunis. — Affaires de Pologne et de Moldavie. — Mort de Sélim.

Pendant l'expédition de Chypre Tunis, avait été reprise par les Ottomans; ils en avaient chassé le prince maure que Charles-Quint avait rétabli, et le fort de la Goulette était seul resté au pouvoir des Espagnols. Le 7 octobre 1572, don Juan d'Autriche partit de la Sicile pour reprendre Tunis; à son approche, les Turcs évacuèrent la ville; il y entra sans résistance, rétablit le prince maure, mit une garnison espagnole et fit élever de nouvelles fortifications. Mais cette conquête fut peu durable. Dix-huit mois après, au mois de mai 1574, une flotte de près de trois cents voiles partit de Constantinople pour enlever Tunis aux Espagnols. La ville fut mal défendue, mais le fort de la Goulette résista pendant trente-trois jours; il fut enfin pris d'assaut le 4 août, et la garnison faite prisonnière ou passée au fil de l'épée. Deux petits forts restaient encore, celui de l'île et celui qu'on appelait le bastion de Tunis : après une vigoureuse résistance, ils furent enlevés.

Vers la même époque, des événements importants se passaient en Pologne et en Moldavie. Les relations établies entre Boghdan et le roi Sigismond étaient mal vues de la Porte; un aventurier nommé Iwonia, ancien renégat retourné à la foi chrétienne, sollicita et obtint l'investiture de la Moldavie, avec un corps de troupes turques pour s'en emparer. Boghdan fut soutenu par les Polonais, de sorte que les troupes des deux nations se trouvèrent aux prises. La mort du roi Sigismond (7 juillet 1572) laissa Boghdan sans appui; il s'enfuit en Russie, où le czar le fit mettre à mort. Iwonia, resté maître de la Moldavie, refusa de se soumettre à une augmentation de tribut et souleva la province (1574); soutenu par l'hetman des Cosaques, il battit trois fois les Turcs et s'empara de Braïla, qui fut saccagée, de Bender, d'Akkermann, de Bielogrod. Le 9 juin, il rencontra à Obloutsch, en Bulgarie, une puissante armée ottomane. Après trois jours de combats sanglants, il entra en pourparlers et se rendit à condition qu'il aurait la vie sauve; mais, dans l'entrevue qu'il eut avec le chef turc, celui-ci s'emporta et le frappa de son sabre; il fut écartelé et sa tête clouée à la porte du palais d'Yassi. Le pays se soumit, et un nouveau prince fut installé au nom de la Porte.

En Pologne, la race royale s'était éteinte en la personne de Sigismond; mais depuis longtemps on prévoyait l'événement; tout était concerté entre la France et la Turquie, et c'était un des principaux objets de la mission de l'évêque d'Acqs. L'influence réunie des deux puissances fit élire Henri, duc d'Anjou, élection qui aurait pu avoir d'immenses résultats, si le prince sur qui elle tombait eût été moins incapable.

Les relations pacifiques continuèrent avec l'Autriche, malgré plusieurs infractions à la paix; la trêve fut renouvelée pour huit ans, et les ambassadeurs purent même s'affranchir de quelques obligations humiliantes. Avec les Moscovites, on entretint aussi des rapports d'amitié, mais en conservant envers eux une attitude protectrice et dominante. La Transylvanie était vassale et tributaire, à peu près dans les mêmes conditions que la Moldavie; à la mort de Jean-Sigismond Zapoly, en 1571, l'investiture fut donnée par un tchaouch à Étienne Bathory, son successeur. Le Valaque Bekes essaya de le supplanter en gagnant le grand vizir par des présents; Bathory mit la surenchère, et conserva à ce prix sa principauté.

L'expédition de Tunis fut le dernier événement saillant du règne de Sélim. Dans le cours de l'année 1574, plusieurs fléaux naturels avaient affligé l'empire : des pluies torrentielles, des inondations, un tremblement de terre à Constantinople, un incendie qui consuma une partie du sérail; le superstitieux Sélim vit dans ces événements le présage de sa fin prochaine. Quelque temps après, étant allé visiter une salle de bain récemment construite, la fraîcheur du lieu le saisit; il but pour se réchauffer un flacon de vin de Chypre et tomba aussitôt; il mourut onze jours après (12 décembre 1574).

§ VIII. — Amurat III (1574-1595). — Premiers actes de son règne.

Malgré la nullité de Sélim II, sa mort fut un malheur pour l'empire, en ce qu'elle mit fin à la toute-puissance de Mohammed-Sokolli, qui régnait sous son nom. Son successeur restreignit l'autorité du vizir et donna tout à l'influence des femmes et des favoris. Amurat III était brave, humain, ami des lettres; il donnait de belles espérances; mais bientôt deux passions se développèrent en lui jusqu'à la frénésie : celle des femmes et celle de l'or; elles le réduisirent à l'imbécillité. Il passa sa vie dans le sérail, entouré d'eunuques, de femmes et de bouffons, s'occupant à contempler ses trésors, et n'intervenant dans les affaires de l'État que pour y faire dominer les caprices des esclaves qui le gouvernaient. Il arriva à Constantinople le 21 décembre; ses cinq frères furent étranglés la nuit même. Le lendemain, il reçut les hommages des grands. Rangés autour de lui, les officiers du sérail attendaient en silence la première parole qui tomberait de sa bouche; car les Orientaux ont conservé cette superstition des anciens, qui regardaient comme un présage les premières paroles prononcées. « J'ai faim, dit-il; que l'on me donne à manger. » Ces mots étaient d'un triste augure; une famine qui survint dans l'année parut en être l'accomplissement.

Un des premiers actes du nouveau sultan fut une ordonnance contre l'usage du vin. Sélim II, dès son avénement, avait révoqué les ordonnances de Soliman à ce sujet; et sous son règne l'ivrognerie, encouragée par son exemple, s'était scandaleusement répandue : les fonctionnaires publics vendaient même publiquement du vin; on entendait les soldats se dire entre eux : « Où prendrons-nous aujourd'hui notre vin? chez le mufti ou chez le cadi? » Un jour qu'Amurat passait devant une taverne grecque, des janissaires se mirent à la fenêtre en montrant leurs verres et en criant qu'il buvaient à sa santé; c'est à cette occasion que fut rendue l'ordonnance. Quelques jours après, il y eut une émeute parmi les sipahis et les janissaires, et le grand vizir lui-même fut injurié et maltraité; on publia alors qu'il serait permis aux soldats de boire du vin, pourvu qu'ils ne commissent pas de violences.

Dans les premiers jours de l'année 1575, on apprit que Henri de Valois avait déserté son trône de Pologne pour retourner en France. Ainsi échouait l'occasion unique d'assurer l'accession de la Pologne à l'alliance turco-française, accession qui aurait non-seulement comprimé l'agrandissement de l'Autriche, mais empêché l'élévation de la Russie. Amurat fut si mécontent de la fuite de Henri III, qu'il ne notifia pas son avénement à la cour de France; l'évêque d'Acqs entra à ce sujet en mésintelligence avec le divan et quitta Constantinople. Les magnats polonais envoyèrent complimenter le nouveau sultan; il désigna à leurs suffrages le woïvode de Transylvanie, Étienne Bathory, qui fut élu à la fin de l'année 1575.

§ IX. — Guerre avec la Hongrie. — Relations avec la France.

Le commencement du nouveau règne fut marqué, comme c'était l'ordinaire, par des hostilités en Hongrie. Le présent annuel fut cependant envoyé et la paix renouvelée; mais la tranquillité ne se rétablit pas : les villages furent incendiés sur plusieurs points de la frontière, des tentatives faites contre plusieurs forteresses, une bataille livrée aux environs de Kruppa; les Impériaux furent battus; leurs chefs périrent dans l'action, et l'on envoya leurs têtes à Constantinople, où l'ambassadeur d'Autriche dut les racheter au bourreau[1].

Les incursions des Turcs dans la Hongrie se multiplièrent; Rodolphe, qui succéda, en 1576, à Maximilien II, fit de vaines réclamations. Enfin la paix fut renouvelée formellement pour huit ans à partir du 1er janvier 1577; mais ce terme n'était pas encore arrivé, que déjà de nouveaux attentats donnaient lieu à de nouvelles plaintes. L'archiduc Charles, gouverneur de Styrie, résolut alors de recourir à la force; Zesin et Ostrowaz furent repris; mais ces places retombèrent presque aussitôt au pouvoir des Ottomans et l'armée autrichienne battit en retraite. Des agressions perpétuelles de part et d'autre continuèrent à troubler la paix sans la rompre jusqu'aux dernières années du règne d'Amurat.

L'attitude de la Porte était à peu près la même vis-à-vis de la Pologne : une paix nominale et des hostilités réelles. Bathory réclama à plusieurs reprises contre les agressions des Tartares; un traité fut conclu le 30 juillet 1577, traité par lequel il lui était promis protection. Cependant les incursions continuèrent; il s'en plaignit; ses envoyés furent rudement éconduits : on le menaça de la guerre. La Pologne était traitée, comme la Transylvanie, en État vassal et tributaire; dans la dernière trêve avec l'Autriche, on l'avait comprise au nombre des pays protégés par la Porte, sans lui donner même le titre de royaume.

Venise eut moins à se plaindre, grâce à l'influence dominante de la sultane favorite, la Vénitienne Baffa; elle obtint le renouvellement des capitulations et des sûretés plus grandes pour son commerce. Quant à l'alliance avec la France, elle fut respectée; le baron de Germigny, alors ambassadeur, sut s'acquérir un grand crédit auprès du divan. Il délivra de nombreux esclaves français, obtint réparation des pillages faits par les Barbaresques, se fit donner des commandements « pour dresser et donner lieu à la nouvelle pesche du corail sur la côte de Thunis, que ceux de Marseille y ont nouvellement établie. » Il fit nommer un patriarche grec et un woïvode de Valachie malgré l'opposition des favoris et même de la sultane mère;

[1] La brutalité turque se manifesta non seulement dans la guerre, mais au sein même du divan, par de violations scandaleuses du droit des gens : le drogman vénitien fut chassé du divan à coups de bâton, celui de France fut contraint d'embrasser l'islamisme; l'entrée du conseil fut interdite à tous les drogmans étrangers, qui n'étaient, disait-on, que des espions.

il fit donner des offices civils et même des charges militaires à des Turcs « qu'il avait reconnus, dit-il dans son rapport, affectionnés au service du roi. » Il favorisa de sa protection « les affaires et sujets du pape, de l'empereur, de la seigneurie de Venise, de la république de Raguse, du grand maître de Malte, au bénéfice, dit-il, de la chrétienté ; tellement que Sa Sainteté a pu envoyer un évêque comme visiteur apostolique des églises du Levant. » Il fit renouveler les priviléges des lieux saints de Jérusalem et de Sinaï, établir à Péra un couvent de cordeliers, accorder diverses grâces au profit des évêques catholiques de l'Archipel, etc. Enfin il obtint le renouvellement des capitulations, « accrues d'aucuns articles importants, comme de la préséance, par acte public et solennel, par-dessus tous les ambassadeurs des princes chrétiens, et notamment celui d'Espagne. » Cette préséance était accordée, disait le traité, « en faveur des anciennes liaisons d'amitié entre les monarques ottomans et les rois de France, qui ont de tout temps été attachés sincèrement à la Sublime Porte, et sont, sous tous les rapports, les plus illustres princes de la chrétienté. » L'article qui assurait à la France le protectorat des nations chrétiennes dans les États ottomans était ainsi conçu : « Que, les Vénitiens en hors, les Génois, Anglois, Portugais, Espagnols, Catalans, Siciliens, Anconitains, Ragusois, et entièrement tous ceux qui ont cheminez soubs le nom et bannière de France, d'ancienneté jusqu'à ce jourd'huy, et en la condition qu'ils ont cheminez, d'ici en avant, ils aient à y cheminer de la même manière. » Amurat, ayant juré « ces pactions pour être honorées et maintenues, sans qu'aucun de ses pachas leur pût donner empeschement, » envoya en France Ali-bey, premier interprète de la Porte, pour « convier le roy d'assister, en la personne de ses ambassadeurs, à la circoncision de son fils aîné, et se conjouir avec lui de cette cérémonie, avec commandement auxdits ambassadeurs de présenter au roi la confirmation des anciens traités faits entre le Grand Seigneur et la France. » Cette ambassade fut reçue avec magnificence, et elle donna à Henri III une lettre du sultan où il lui offrait, avec son amitié, « son armée de mer, composée de quatre-vingts galères. » « En effet, dit Germigny dans son rapport, le grand vizir m'assura, de la part de son maître, qu'où Votre Majesté aura besoin de ses forces, elle ne doit pas moins s'en promettre que par le passé. Je lui ai fait réciproquement offre des vôtres, mais en termes généraux, pour lui faire goûter et priser la grandeur et puissance de Votre Majesté. » La restriction était nécessaire avec Henri III, qui avait été obligé, faute de marine, d'envoyer ses ambassadeurs à Constantinople sur un vaisseau vénitien.

Malgré toutes ces offres, ces témoignages d'amitié, ces concessions, Germigny apprécia à sa valeur l'alliance et la bienveillance des Turcs; il ne se laissa pas éblouir par leur puissance; il prévit la décadence de cet empire, qui n'avait plus de Soliman pour le diriger. « Je recogneus, dit-il, par aucunes conjectures, et depuis par leur manière de procéder, traiter et négocier, la disposition en la-

quelle le Grand Seigneur et ses pachas estoient de recueillir et recevoir de toutes parts indifféremment les amitiés et alliances dont ils pourroient être recherchés... en quoy il appert qu'ils préfèrent une petite commodité présente à la prévoyance d'un bien ou mal trop plus important à leur Estat; tant ils sont aveuglés d'ignorance conjoincte avec l'extrême avarice, perfidie et iniquité, qui les possède avec telle désordonnée confusion, qu'ils semblent être arrivés à leur dernier période. »

La mauvaise humeur de Germigny était justifiée par plusieurs actes. Il y avait à peine deux ans que les capitulations avec la France avaient été renouvelées, quand la reine d'Angleterre, Élisabeth, dont les vaisseaux n'avaient navigué jusqu'alors dans les mers ottomanes que sous la bannière de la France, demanda au sultan liberté de navigation et de commerce pour ses sujets sous leur propre pavillon, « lui figurant, dit M. de Brèves, un grand avantage de leur trafic et une grande gloire de leur soumission. » Le sultan accéda à cette demande malgré la vive opposition des ambassadeurs de France et de Venise, en donnant pour raison que « la Sublime Porte était ouverte à tous ceux qui venaient y chercher protection. »

§ X. — Vénalité de la Porte. — Disgrâce et mort de Sokolli.

Cette maxime reçut, à cette époque, des applications très-nombreuses. Les démarches des agents chrétiens de toutes nations étaient encouragées par les vizirs, les grands officiers du sérail et de l'armée, les favoris et les favorites, pour qui c'était une source de revenu. La vénalité des grands ne fut jamais plus scandaleuse : tout se vendait au dehors et au dedans, et le sultan était le premier à donner l'exemple. L'historien Ali raconte que Schemsi, un des principaux favoris, mit tout son art à faire entrer son maître dans cette voie ; c'était un descendant de la race souveraine des Isfendiars; il vengeait ses ancêtres en précipitant chez leurs vainqueurs les progrès de la corruption; la première fois qu'il fit accepter au sultan un présent de 40,000 ducats pour la conclusion d'une affaire, il s'en félicita comme d'un triomphe en présence de l'historien. Cette vénalité générale appela à Constantinople les agents de tous les États commerçants d'Europe. Les Suisses même entrèrent en négociation par l'entremise d'un juif italien ; enfin l'Espagne, dès 1578, fit des propositions de paix et envoya un ambassadeur. Il fallut cinq ans de négociations épineuses pour réconcilier avec la Porte cette arrogante ennemie, encore la paix fut-elle bien imparfaite et souvent violée.

Pendant que ces négociations et ces traités enrichissaient le sultan et ses ministres, le trésor recueillait d'un autre côté le fruit de la piraterie, que nuls traités n'arrêtaient. Les corsaires d'Alger, de Tunis et de Tripoli pillaient à peu près

indistinctement amis et ennemis, et la Porte leur faisait rendre gorge; transformées en régences, ces trois villes payaient un tribut annuel. En 1578, le pacha de Tripoli fut chargé de porter secours au shérif de Fez, qui avait imploré l'aide de la Porte contre un compétiteur; celui-ci, de son côté, appela les Portugais, qui débarquèrent avec une armée de 80,000 hommes. Une grande bataille fut livrée près d'Alcazar-Kebir; 20,000 Portugais restèrent sur le terrain avec leur roi Sébastien et le prétendant maure : désastre immense d'où date la décadence du Portugal. Cette brillante victoire valut aux Ottomans de riches présents de la part du shérif et une influence dominante dans le Moghreb.

Ces succès furent tristement compensés par la chute du grand vizir Mohammed-Sokolli. Forts de la faiblesse du sultan, les favoris travaillaient à le perdre, et poussaient le prince à prendre la direction des affaires. La disgrâce atteignit d'abord les amis de Sokolli : le secrétaire d'État, Feridoun, qui lui devait sa fortune, fut destitué. Un autre de ses protégés était le Grec Michel Cantacuzène, à qui il avait donné la ferme du sel à Anchiolos sur la mer Noire. Cet homme avait, du reste, indignement abusé de son crédit; ses exactions l'avaient rendu la terreur des Grecs; les Turcs eux-mêmes l'appelaient *Sheitanogli*, fils de Satan. Tant que dura la puissance de Sokolli, Cantacuzène acheta l'impunité en faisant partager au vizir le fruit de ses rapines; il était aussi soutenu par les vizirs Afemid et Pialè; mais, après la mort de ce dernier, il fut, sur l'accusation d'un des ennemis de Sokolli, destitué d'abord, puis arrêté et pendu à la porte du palais qu'il s'était fait construire à Anchiolos. Un coup encore plus direct frappa le grand vizir : son neveu, Mustapha-pacha, qui depuis la mort de Soliman était gouverneur d'Ofen, fut exécuté. Un an après, Sokolli fut assassiné dans sa maison pendant qu'il tenait son divan du soir. Le meurtrier, mis à la torture, ne fit aucun aveu; le crime fut mis sur le compte d'une vengeance particulière (1579).

§ XI. — Guerre avec la Perse.

Deux ans auparavant, la guerre avait éclaté contre la Perse. Le vieux Schah-Thamasp était mort en 1576, empoisonné par sa femme; les partis tcherkesse et géorgien, déjà en lutte de son vivant, se disputèrent après lui l'influence. Haider, son cinquième fils, fut porté sur le trône par les khans géorgiens, mais ne régna que quelques heures, et fut assassiné par le parti tcherkesse. Son frère Schah-Ismaïl lui succéda; c'était un fou furieux : après dix-huit mois de tyrannie, il mourut étranglé par ordre de sa sœur. Les vizirs en faveur, Sinan et Mustapha, les mêmes qui avaient proposé et effectué sous Sélim la conquête de Chypre, persuadèrent au sultan de mettre à profit ces troubles intérieurs de la Perse pour subjuguer cette contrée. Mustapha reçut le commandement de l'expédition; et, sans

déclaration de guerre, les hostilités commencèrent de part et d'autre à la fin de l'année 1577. Mustapha remporta (8 août 1578), près du château de Tchildir en Géorgie, une brillante victoire sur l'armée persane; plusieurs chefs géorgiens firent leur soumission et reçurent à titre de sandjaks des diplômes d'investiture au nom du sultan; Tiflis fut occupée par les Ottomans et ses églises converties en mosquées. Le 8 septembre, une seconde bataille fut livrée sur les bords de la Kansak; les Persans perdirent 3,000 hommes; le pont sur le Kansak se rompit, et un grand nombre de fuyards périrent dans les flots. La ville de Scheki ouvrit ses portes aux vainqueurs; la Géorgie, presque entièrement conquise, fut divisée en quatre gouvernements confiés à autant de beylerbeys; puis l'armée revint prendre ses quartiers d'hiver à Erzeroum. Les hostilités recommencèrent au milieu de l'hiver : quatre armées persanes se mirent en campagne; deux se dirigèrent vers la Géorgie, les deux autres menacèrent les provinces ottomanes de Bagdad et d'Erzeroum : Osman-pacha, beylerbey de Chirvan, remporta d'abord une victoire signalée sur le gouverneur persan de Chamakie; mais bientôt, assailli par la grande armée persane et assiégé dans Chirvan, il fut contraint de se retirer vers Derbend. Tiflis fut assiégée par son ancien prince, Simon Louarseb, uni aux Persans; la vaillante résistance de la garnison donna aux renforts le temps d'arriver, et la ville fut délivrée. Les Ottomans reprirent alors l'offensive et portèrent le ravage dans les cantons insoumis; sur l'ordre exprès du sultan, on éleva à Kars des fortifications redoutables; cette ville est demeurée jusqu'à nos jours le plus fort boulevard de l'empire ottoman sur cette frontière (1579).

Les troubles intérieurs qui se réveillèrent en Perse et les changements de chefs du côté des Turcs ralentirent alors la marche des événements militaires. A la mort de Sokolli, Mustapha et Sinan-pacha, rivaux d'influence, espéraient l'un et l'autre lui succéder; ils furent tous deux trompés : le sultan donna la dignité de grand vizir à Ahmed-pacha. Mais Sinan, par son influence sur le nouveau vizir, parvint à faire rappeler Mustapha et à obtenir le commandement de l'expédition de Géorgie. Quelques mois après (août 1580), le faible Ahmed fut destitué, et le sceau fut envoyé à Sinan-pacha; Mustapha en conçut tant de dépit, qu'il mourut peu de jours après, soit de chagrin, soit même par un suicide, fait presque sans exemple chez les Ottomans. Sinan ne poussa pas la guerre avec vigueur. Il éprouva plusieurs échecs et encourut le soupçon de s'être laissé gagner par l'ambassadeur du schah de Perse : il fut remplacé et envoyé en exil. D'autres prétendent que, consulté par le sultan sur les mesures à prendre pour mener à bien la guerre contre la Perse, il eut la hardiesse de lui dire qu'il devrait lui-même entrer en campagne pour animer les troupes par sa présence. Le Hongrois Siawous-pacha fut nommé grand vizir, et le beylerbey de Roumélie, Ferhad, séraskier pour la guerre de Perse. La campagne de 1582 et celle de 1583 furent sans résultats : Ferhad eut d'ailleurs à lutter contre l'indiscipline et la mauvaise volonté

des troupes; les rébellions étaient fréquentes, le pillage continuel; les janissaires faisaient cause commune avec les brigands géorgiens pour partager le butin.

L'honneur des armes ottomanes fut mieux soutenu dans le Daghestan par Osman-pacha, qui s'y défendait vaillamment depuis le commencement de la guerre. Il fut aidé d'abord par le khan de Crimée, Mohammed-Ghéraï; mais, en 1580, celui-ci se retira malgré ses instances, et Osman ne fut plus soutenu que par quelques renforts envoyés à travers mille dangers, mille difficultés, par la mer Noire et le Caucase. Le 9 mai 1583, il livra aux Persans une grande bataille sur les bords du Ssamour. On combattit sans discontinuer pendant un jour et une nuit; le carnage continua à la lueur des torches; la victoire resta indécise. Deux jours après, les Turcs se trouvèrent cernés; ils attaquèrent résolûment l'ennemi, se firent jour et remportèrent une victoire décisive : l'armée persane fut anéantie et la soumission du pays assurée. Après avoir élevé de nouvelles fortifications à Chamakie, distribué des garnisons dans les forteresses, établi un gouverneur ottoman, Osman-pacha quitta le Daghestan et traversa le Caucase; il fit une marche pénible et souvent inquiétée, et parvint à Kaffa, où l'envoyait un ordre du sultan. Mohammed-Ghéraï, par sa désertion, s'était attiré le mécontentement de la Porte; il fut déposé et essaya de résister les armes à la main, mais il fut pris et mis à mort; son frère, Islam-Ghéraï, le remplaça (1584). Osman revint alors à Constantinople, où il fut accueilli avec des honneurs extraordinaires : Amurat le reçut en audience particulière, voulut entendre de sa bouche le récit de ses victoires, et le renvoya avec des présents magnifiques; dix-huit jours après, il fut nommé grand vizir et séraskier de l'armée destinée à envahir l'Aderbaïdjan.

Le nouveau vizir partagea la faveur du sultan avec l'Esclavon Ibrahim, qui venait d'être fait gouverneur d'Égypte, et qui aspirait à s'élever aussi haut que son célèbre homonyme sous Soliman. Ce favori revint en 1586 à Constantinople, et, pour se donner quelque mérite militaire, il fit, en revenant, une expédition contre les Druses de Syrie, expédition qui ne fut signalée que par d'infâmes perfidies et de grandes cruautés.

§ XII. — Relations avec la France, l'Angleterre, Venise, etc. — Paix avec la Perse.

Mais ni les vizirs ni les généraux n'étaient les véritables dépositaires de l'autorité; elle était tout entière concentrée dans le harem : la mère, les sœurs du sultan, la sultane Baffa et deux esclaves chrétiennes qui lui disputaient l'attachement du maître, telles étaient les vraies souveraines de l'empire : après elles venaient le chef des eunuques, la gouvernante du harem, le précepteur (kodja), le scheikh ou prédicateur de la cour, l'iman ou chapelain, et le mufti, qui luttaient d'intrigues pour s'emparer de l'esprit du faible souverain. Ces dernières influences pro-

voquèrent chez lui des accès de zèle religieux qui se traduisirent par des persécutions contre les chrétiens : il fut question de transformer en mosquées toutes les églises de Constantinople; les efforts des ambassadeurs et surtout les sacrifices d'argent que firent les Grecs empêchèrent l'exécution de ce projet. Cependant trois églises de Galata furent fermées, et les réclamations de l'ambassadeur de France furent fort mal accueillies. Germigny s'était brouillé avec Sinan-pacha, qui était alors vizir; il commençait à entrer en mésintelligence avec le divan. Une guerre était imminente à cette époque entre la France et l'Espagne : Philippe II venait de faire alliance avec la Ligue, et Henri III accueillait les députés des Provinces-Unies, qui lui offraient la souveraineté de leur pays. C'était l'occasion de mettre à l'épreuve les offres faites avec tant d'effusion quelques années auparavant; Henri fit demander par son ambassadeur l'appui d'une flotte ottomane contre Philippe II. Catherine de Médicis écrivit à ce sujet à la sultane favorite; mais celle-ci montra la lettre au bayle de Venise, qui fit échouer la demande du roi de France. Quelque temps après, Germigny demanda le rétablissement d'un woïvode de Valachie, protégé de la France; il fut refusé. Il présenta secrètement au sultan un mémoire où il exposait les griefs de sa nation; et celui-ci le renvoya avec ces mots écrits de sa main : « Toutes les faveurs que nous vous avons accordées peuvent être révoquées si le roi de France manque envers nous de générosité. » La fermeture des églises mit le comble à l'irritation de l'ambassadeur. Le dimanche suivant, il se rendit, accompagné de quatre-vingts Français, devant la principale église, heurta au portail en chantant des psaumes, et se retira au milieu des injures et des menaces de la population ameutée. On acheta par des présents la réouverture de deux églises. A Germigny succéda, en 1585, Savary de Lancosme, qui était tout dévoué à la Ligue, et qui la représenta à Constantinople. Sa conduite ne contribua pas à rétablir la bonne harmonie : un dimanche, dans l'église Saint-Georges de Galata, il enleva à main armée la place d'honneur qu'occupait l'ambassadeur impérial; l'église fut fermée, et le grand vizir déclara « qu'on ne la rouvrirait que quand M. de Lancosme ne serait plus fou. »

L'Angleterre gagna ce que la France perdait en crédit. Nous avons vu que, Harebone, premier ambassadeur envoyé par Élisabeth, se fit accorder des capitulations analogues à celles de la France, mais bornées au commerce, et où il n'était pas question des chrétiens et des églises d'Orient. Il demanda ensuite des secours au sultan contre l'Espagne; celui-ci refusa à cause des sacrifices qu'exigeait la guerre de Perse. Quand Harebone retourna en Angleterre, il partit avec une lettre pour la reine, par laquelle le sultan offrait de mettre en liberté les Anglais qui seraient pris par les corsaires, à condition que ce bon office serait réciproque. Le successeur d'Harebone, Édouard Burton, demanda que des croisières fussent établies pour inquiéter le commerce des Espagnols dans la mer des Indes, et que des

secours fussent donnés au prétendant de Portugal; on éluda encore ses demandes, mais sans les rejeter positivement, afin d'encourager le gouvernement anglais à continuer la guerre contre les Espagnols. En 1589, Burton fut chargé de notifier à la Porte l'avénement de Henri IV : Lancosme avait alors absolument cessé d'être le représentant de la France : ce n'était plus que l'agent de Philippe II ; l'ambassadeur anglais fut pendant quelque temps le chargé d'affaires du roi de France; il demanda de sa part du secours contre l'Espagne, mais subit un refus. Une fois affermi, Henri IV demanda le renvoi de Lancosme comme espion de l'Espagne, et le remplaça par M. de Brèves.

Les relations pacifiques continuaient, du reste, avec tous les États chrétiens. Malgré plusieurs infractions flagrantes aux traités, la protection de la sultane conserva la paix aux Vénitiens. Le czar de Russie Fœdor-Ivanovitch envoya des ambassadeurs avec de riches présents. En Pologne, Étienne Bathory étant venu à mourir (1586), la Porte désigna aux magnats le prince Sigismond de Suède, qui fut élu. Il eut, comme son prédécesseur, à subir les insultes des Tartares et les hauteurs des ministres ottomans.

Cependant la guerre de Perse, sous le commandement d'Osman-pacha, reprit une nouvelle activité : malgré deux échecs partiels, les Ottomans entrèrent en vainqueurs à Tébriz et la pillèrent pendant trois jours et trois nuits; après quoi on l'entoura de fortifications. Mais la mauvaise santé du vizir arrêta ses succès; un corps d'armée, sous les ordres du renégat italien Cicala, fut battu près de Schembi-Ghazan par le prince persan Hamsa; 20,000 Ottomans y perdirent la vie. Contraint d'opérer sa retraite, hors d'état déjà de diriger l'armée, Osman fut attaqué et essuya une seconde défaite ; il mourut peu de jours après. Djighala-Zadé, le fils de Cicala, acheva cependant la retraite sans trop de pertes, et remporta un avantage sur l'ennemi. Après son départ, les Persans vinrent mettre le siége devant Tébriz; la garnison résista pendant dix mois, soutint quinze assauts et livra quarante-huit combats; elle fut enfin dégagée par l'arrivée de Ferhad-bey, à qui on avait rendu le commandement; ce général fit aussi lever le siége de Tiflis et pratiqua des intelligences parmi les Turkomans de l'armée persane; quelque temps après le prince Hamsa périt assassiné. Les dissensions qui déchiraient à cette époque la Perse décidèrent Schah-Khodabende à faire des offres de paix ; un armistice fut signé ; mais il fut presque aussitôt rompu. Ferhad livra dans la plaine des Grues une grande bataille qui dura trois jours, et qui se termina par la défaite de l'armée persane (1586). En même temps Djighala-Zadè, devenu gouverneur et séraskier de la province de Bagdad, s'emparait de la forteresse de Disfoul et de plusieurs autres châteaux, et battait les gouverneurs de Loristan et d'Hamadan.

En 1588, Ferhad, de concert avec le gouverneur de Chirvan, Djafer, envahit le pays de Karabagh, s'empara de Ghendjé, la capitale, et en fit une place forte.

Khodabende avait alors depuis un an cessé de régner : son fils, qui fut le grand Schah-Abbas, lui avait arraché une abdication. Pressé à l'est par les Usbecks, le nouveau schah se résolut à demander la paix ; elle fut signée à Constantinople le 21 mars 1590 ; l'empire ottoman s'agrandit de la Géorgie, du Chirvan, du Loristan, de Tébriz avec une partie de l'Aderbaïdjan.

§ XIII. — Révoltes des janissaires et troubles dans les provinces. — Nouvelles guerres en Hongrie. Mort d'Amurat.

Quelques mois auparavant avait éclaté à Constantinople une furieuse révolte des janissaires. L'esprit de cette milice se corrompait de plus en plus : pendant la guerre de Perse elle avait plus d'une fois fait preuve d'indiscipline. On voulut la payer en 1589 avec une monnaie de bas aloi que le defterdar avait d'abord refusé d'accepter; le beylerbey de Roumélie, Mohammed-pacha, lui donna l'idée de la faire écouler en soldant les troupes. La soldatesque en fureur assaillit le sérail en demandant la tête du defterdar et du beylerbey : il fallut les satisfaire ; mais la mort de Mohammed, favori du sultan, fut vengée par la destitution de plusieurs grands dignitaires soupçonnés d'avoir provoqué l'émeute pour le perdre.

Dans les trois années suivantes les janissaires s'insurgèrent encore deux fois : la peine en retomba sur les vizirs, qui furent déposés. Constantinople fut ensuite agitée par les prédications d'un Maure, qui prétendait être *Mehdi*, le douzième iman, dont la venue doit annoncer la fin du monde. Il fut arrêté, battu de verges et mis au pilori. En 1593, ce furent les sipahis qui se révoltèrent et qui demandèrent la tête du defterdar ; on hésitait à les satisfaire, parce que la victime était un *émir*, c'est-à-dire un membre de la famille du prophète ; heureusement les janissaires consentirent à intervenir, et, moitié par force, moitié par conciliation, l'ordre fut rétabli. Quelque temps après les janissaires eurent l'audace d'établir de leur propre autorité un woïvode en Moldavie, et leur protégé ne fut déposé que parce qu'il ne paya pas le tribut.

Dans le district de Keifé, en Asie, un aventurier qui se donnait pour Ismaïl, fils de Schah-Thamasp, essaya de se faire un parti ; vaincu et pris par le gouverneur d'Erzeroum, il subit le dernier supplice. En Égypte, les milices du pays se soulevèrent ; à Bude, la garnison, à qui on devait six mois de solde, assassina le pacha : trente-cinq des coupables furent pendus. Enfin, à Tébriz, les troupes se mutinèrent parce qu'on voulait les payer avec la monnaie altérée de Constantinople ; le gouverneur, Djafer-pacha, entra en pourparlers avec les principaux rebelles, les convoqua à un grand festin en signe de réconciliation, et les fit massacrer au nombre de dix-huit cents. Une peste terrible, qui désola la capitale en 1592, mit le comble aux calamités publiques. L'insolence des janissaires devenait into-

lérable : on résolut de faire la guerre pour s'en débarrasser; Sinan-pacha fit décider qu'on la ferait en Hongrie.

Les hostilités commencèrent aussitôt; Hassan-pacha, gouverneur de Bosnie, assiégea Sissek, en Croatie, et remporta une victoire signalée sur Nadasdy, qui fut fait prisonnier; mais, l'année suivante, obligé de livrer bataille aux impériaux, sous les murs mêmes de Sissek, dans une position désavantageuse, il fut complétement défait et se noya avec un grand nombre des siens. La guerre fut alors déclarée à l'Autriche et son ambassadeur emprisonné. Le grand vizir, Sinan-pacha, s'empara de Wesprim et de Palota; en revanche, le pacha de Bude fut vaincu près de Stuhlweissembourg, et neuf forteresses tombèrent au pouvoir des Impériaux. L'année suivante (1594), les Autrichiens prirent Néograd, Chrastovitz, Gora, Pétrinia et Sissek; les Ottomans s'emparèrent d'Iata, de Saint-Marton, de Papa, de Raab. Les succès semblaient donc se balancer, quand la Transylvanie, la Moldavie, la Valachie, se révoltèrent à la fois, avec un ensemble qu'on n'avait pas vu depuis longtemps, et firent alliance avec l'empereur; les Turcs répandus dans ces trois provinces furent massacrés. Dans l'espérance de réveiller l'ardeur des janissaires, Amurat fit partir leur aga, qui jusque-là n'entrait jamais en campagne qu'avec le sultan; il fit venir de Syrie la bannière sainte du prophète pour l'envoyer en Hongrie; mais rien de tout cela ne put remédier à l'indiscipline et au découragement des troupes. Bientôt le bruit de la maladie du sultan acheva d'abattre les soldats. On rapporte que le faible Amurat fut singulièrement frappé d'un rêve bizarre que lui raconta un de ses favoris; il crut y voir le présage de sa fin prochaine. Trois jours après il tomba malade; il se fit porter dans un kiosque d'où l'on avait vue sur le port, et fit jouer autour de lui une musique lugubre. Deux galères égyptiennes qui entraient dans le port firent le salut ordinaire; les détonations de l'artillerie brisèrent les vitres du pavillon : ce fut encore un présage pour le superstitieux sultan : « Jadis, dit-il, toute l'artillerie de la flotte ne faisait pas éclater une vitre; je vois que c'en est fait de moi; » et il fondit en larmes. Il expira dans la nuit (6 janvier 1596).

CHAPITRE VI.

RÈGNES DE MAHOMET III ET D'ACHMET Ier (1596 — 1617).

§ I. — Premiers actes et caractère de Mahomet III. — Révolte en Asie. — Indépendance de la Valachie.

A Amurat succéda Mahomet III, fils de la Vénitienne Baffa. Son avénement fut marqué par la plus horrible application de la loi fratricide de Mahomet II : il fit étrangler par les muets ses dix-neuf frères, dont les cercueils, parés de turbans et de plumes de héron, furent déposés solennellement près de la tombe paternelle. On distribua aux troupes des sommes considérables, et les janissaires seuls reçurent pour leur part 600,000 ducats. Enfin, pour contenter aussi les ulémas et les croyants, Mahomet, renouvelant une cérémonie négligée par son père, se rendit en grande pompe à la mosquée pour y faire la prière publique.

Malgré la sanglante tragédie de son avénement, le nouveau sultan, élève du poëte Névi et de l'historien Seadeddin, était un prince éclairé, protecteur des lettres et des légistes. Lui-même il composait des vers et il les signait du nom d'*Adli*, qui veut dire le *Juste*. Il montra, en effet, des intentions droites, et l'un de ses premiers soins fut d'acquitter les dettes contractées par son père envers plusieurs caisses publiques. Il pratiquait scrupuleusement les lois de l'islamisme et prétendait les faire observer : « Sache, disait-il à l'un de ses ministres, que j'ai juré de ne jamais faire grâce à un grand vizir, mais de punir sévèrement la moindre prévarication. » Malgré cela, Mahomet ne sut point arrêter la décadence des Ottomans.

Ce prince, dont le langage officiel respirait l'orgueil de la puissance absolue, fut continuellement dominé par sa mère et par ses ministres. La sultane-validè maintenait son crédit auprès de son fils en lui donnant de belles esclaves. Sinan, cet Albanais renégat que le caprice d'Amurat avait tiré du sérail, poursuivit sous Mahomet le cours de ses violences et de ses rapines ; il laissa en mourant d'immenses richesses (1596). A son exemple, le Génois Cicala et son successeur Hassan le Cruel mirent à l'encan les charges publiques, altérèrent les monnaies, aug-

mentèrent les impôts et établirent des taxes nouvelles en nature et en argent. Du moins, les sommes énormes dérobées au peuple auraient dû subvenir aux besoins de l'État; mais l'or, détourné par des ministres concussionnaires, manquait souvent pour les dépenses les plus urgentes et pour la solde même des troupes. De là des séditions toujours renaissantes, que le sultan n'aurait pu réprimer sans la rivalité des sipahis et des janissaires.

Constantinople ne fut pas le seul théâtre de ces insurrections. En 1599, une émeute de soldats faillit enlever à la Porte ses provinces d'Asie. Les insurgés formèrent une armée redoutable, et leur chef, vainqueur de plusieurs vizirs, disait dans ses décrets souverains : « J'ai abattu dans ces contrées la puissance ottomane, et la domination m'appartient aujourd'hui sans partage. » Ce mouvement ne fut pas exclusivement militaire : les Kurdes, les Turcomans et d'autres tribus asiatiques y prirent une part très-active. Trois années furent employées à les soumettre. Enfin Deli-Hasan, qui les commandait, consentit à poser les armes; il obtint le gouvernement de la Bosnie et tourna ses hordes sauvages contre les chrétiens. 50,000 hommes le suivirent; c'étaient des barbares à demi nus; ils avaient les cheveux longs et flottants, les bras et le cou entourés d'amulettes; des os de chameau pendaient à leurs étriers. Avant de quitter l'Asie, Deli-Hasan sacrifia trente moutons sur le tombeau de Soliman, fils d'Orkhan. Était-ce une nouvelle invasion des Turcs en Europe? Les musulmans eux-mêmes ne virent point sans effroi ces *tard-venus*, dont les lances, surmontées de banderoles blanches, n'épargnaient pas plus les Osmanlis que les raïas. L'armée de Deli-Hasan traversa la Roumélie comme un fléau dévastateur; enfin, arrivée aux bords du Danube, elle périt presque tout entière en livrant bataille aux Hongrois (1603). Ce soulèvement de l'Asie amena, par contre-coup, une révolte des sipahis, qui, se trouvant privés des revenus de leurs timars par les rebelles, demandaient des compensations et voulaient piller les mosquées de Constantinople. La vie du sultan fut menacée; mais les janissaires, étant revenus d'Asie, tombèrent sur les sipahis et les ramenèrent à la soumission.

Cependant la guerre continuait dans la Hongrie et la Transylvanie : chaque année, les Turcs revenaient dans ces provinces, pillant, ravageant, emmenant des captifs, tour à tour vainqueurs et vaincus. Nous ne raconterons pas les détails fastidieux de ces expéditions, qui sont toujours les mêmes et n'inspirent que le dégoût, mais nous dirons quelques mots des événements de la Valachie qui eurent une grande importance. Le vizir Sinan s'empara de Bukharest et la fortifia (1595); mais le woïvode Michel le Brave rejeta les Ottomans dans des marais impraticables; il prit Tergovitz et fit empaler ou rôtir toute la garnison. Les Turcs se retirèrent; mais, au passage du Danube près de Giurgewo, il les surprit encore et les écrasa. Puis il emporta d'assaut Nicopolis, tandis que son lieutenant forçait Viddin à capituler. « Ainsi, dit un historien valaque, dans l'espace d'un an, toutes les forces turques

avaient été repoussées; les forteresses du Danube n'appartenaient plus au croissant, l'aigle de la Valachie flottait sur leurs remparts; les pachas, les meilleurs généraux de la Porte, avaient échoué contre les efforts d'un peuple qui combattait pour la liberté de sa patrie. Il fallait cependant un prompt remède aux maux de la Valachie, suite inévitable de la guerre. Michel le Brave fit venir de la Transylvanie des vivres et des semences; il les distribua au peuple, qui, docile à la voix de son souverain, sortit des forêts vierges et éternelles qui couvrent une grande partie de la principauté, et qui, dans des temps malheureux, ont été des forteresses impénétrables et les plus sûrs asiles des habitants. Les Valaques se mirent à rebâtir leurs villes et leurs villages; de nouvelles maisons s'élevèrent bientôt sur les ruines des anciennes, et la nation se sentit fière de l'indépendance qu'elle avait si chèrement achetée. Cependant cette indépendance n'était pas encore assez assurée; elle exigeait de nouveaux sacrifices, de nouveaux combats. Les Turcs, quoique déjà vaincus plusieurs fois, ne voulaient pas perdre la Valachie sans essayer d'abord tous les moyens possibles pour s'en rendre maîtres. C'est que cette principauté était pour eux une source intarissable de richesses, ou, comme ils disent eux-mêmes, le grenier de Constantinople. En effet, cette capitale ne se nourrissait que des productions de la Valachie : elle en retirait des bœufs, des moutons, du blé et d'autres grains, du fromage, du beurre, du miel. Perdre tous ces avantages était un malheur irréparable pour la Porte[1]. »

§ II. — Guerre de Hongrie. — Ménagements des vizirs pour les chrétiens. — Michel le Brave.

Pendant que Michel délivrait la Valachie, les Impériaux s'emparaient en Hongrie de la place de Gran et de quelques autres villes moins importantes (1595). Alors Mahomet III eut recours aux négociations; il essaya de rompre l'alliance de l'empereur Rodolphe II et de Michel le Brave : repoussé de ce côté, il offrit à Sigismond Bathory d'annexer le territoire valaque à la Transylvanie ; Sigismond répondit qu'il ne tournerait jamais ses armes contre les chrétiens. Le sultan, malgré ces deux échecs de sa diplomatie, n'en résolut pas moins une nouvelle expédition. Sur les instances, ou plutôt sur l'ordre des janissaires, il suivit l'exemple de son aïeul Soliman et se mit lui-même à la tête de l'armée. Il entra en Hongrie et prit la ville d'Erlau, dont la garnison fut massacrée par les janissaires, au moment où, suivant la capitulation, elle sortait de la ville (1596). L'archiduc Maximilien et Sigismond Bathory arrivèrent trop tard au secours de cette place; après quelques succès sans importance, leurs troupes furent mises en déroute dans la plaine de Kéresztes : 50,000 Allemands ou Hongrois périrent

[1] Michel de Kogalnitchano, *Histoire de la Valachie et de la Moldavie*, t. I. p. 162. Berlin, 1837.

dans cette bataille, que les Ottomans ont comparée à celle de Mohacs. La campagne était terminée; le sultan rentra en triomphateur dans les murs de Constantinople.

Après la prise d'Erlau et la bataille de Keresztes, on ne trouve plus à signaler, sous le règne de Mahomet III, que la délivrance de Kanischa, vainement assiégée par une armée allemande (1602). La guerre se faisait des deux côtés avec une égale fureur; les Hongrois et les Wallons au service de l'empire commirent même souvent de plus grands excès que les Turcs; car si les grands vizirs subissaient à Constantinople le joug des janissaires et des sipahis, ils maintenaient dans les camps une sévère discipline.

L'un d'eux, Ibrahim, sut gagner par sa douceur les habitants des frontières et les sujets chrétiens. « Les Serviens et les Valaques de Semendria et de Temeswar accouraient en foule auprès de lui ; il les comblait de présents et leur donnait des drapeaux. Les habitants chrétiens de Posega ayant tué le juge turc dans une émeute, il prétendit que les choses s'étaient passées ainsi par son ordre, et il expédia même un acte pour attester que le sang du magistrat avait été versé légitimement. A ceux qui lui faisaient des représentations sur une telle manière d'agir, il répondit : « Faut-il, par des poursuites, rejeter ces raïas dans les bras de l'ennemi? » Il se servit des bandes de sujets chrétiens, amenées ainsi sous ses étendards par la flatterie, l'indulgence et les libéralités, pour exterminer les Heyduques, qui, depuis trente ans, répandaient la terreur dans la Sclavonie [1]. » En Valachie même, il se trouva des chrétiens pour soutenir la cause des Turcs : Michel le Brave eut à réprimer, en 1596, une conjuration formée par plusieurs primats en faveur de la Porte Ottomane. Ce célèbre woïvode aurait été pour Mahomet III un ennemi plus dangereux, si l'ambition n'avait pas tourné ses armes contre les chrétiens. Il réunit violemment sous son autorité la Valachie, la Moldavie, la Transylvanie, et songea même à se faire roi de Hongrie et de Pologne. Tout occupé de ses intérêts personnels, il ménagea, dans les derniers temps de sa vie, les musulmans qu'il avait combattus d'abord avec tant d'énergie et de bonheur; il sollicita l'investiture du sultan, et négocia secrètement avec Ibrahim un traité d'alliance. La mort vint arrêter ses projets. Il périt assassiné par l'ordre de Basta, commandant des troupes impériales en Transylvanie, et laissa la Valachie en proie à la guerre civile et à l'invasion musulmane (1601). « Michel le Brave, dit un historien allemand, a puissamment aidé à détourner la barbarie turque des autres parties de l'Europe. Si cet homme avait eu une éducation plus soignée, s'il n'était pas tombé dans des conjonctures aussi difficiles, il aurait été comparé à Jean Hunyade. Son règne, s'il avait duré plus longtemps, aurait été décisif pour procurer un meilleur sort aux pays situés sur le Danube inférieur. Mais, dans

[1] Hammer, t. II, p. 292.

la quarante-troisième année de sa vie, il fut arraché violemment à sa carrière; ses entreprises n'ont pas eu de suite; son nom, du moins, vivra dans l'histoire[1]. » Malgré ses fautes, Michel le Brave est encore le héros populaire de la Valachie.

§ III. — Relations de la Porte avec la France. — Savary de Brèves.

Pendant que les Impériaux lui disputaient la possession de la Hongrie, et que le woïvode Michel lui enlevait celle du pays valaque, Mahomet III parvint à se maintenir en paix avec les autres États chrétiens. La Pologne sollicita le maintien des traités et envoya plusieurs ambassades à Constantinople; la république de Venise félicita le sultan de ses succès sur les Allemands; l'ambassadeur anglais Burton le suivit en personne dans la campagne de 1596; enfin la France resserra son alliance. Elle était représentée auprès de Mahomet par Savary de Brèves, successeur de Savary de Lancosme, l'un des hommes qui ont le plus contribué, par leur zèle et leurs lumières, à étendre notre influence en Orient.

Il chercha d'abord à faire servir l'alliance ottomane aux affaires de son maître. Les Marseillais avaient embrassé le parti de la Ligue et refusaient de reconnaître Henri IV; le sultan, par le conseil de Brèves, leur écrivit pour les engager à se soumettre à leur roi légitime, en les menaçant d'une guerre qui ruinerait leur commerce[2]. Philippe II avait envoyé une ambassade à Constantinople pour solliciter l'alliance des Turcs : le sultan, à la demande de Brèves, refusa de la recevoir; de plus, il renouvela solennellement ses protestations d'amitié pour Henri IV, à qui il députa un de ses favoris pour le féliciter de ses victoires. « Enfin, dit Brèves dans ses Mémoires, je l'obligeai à tenir, quatre ou cinq années durant, de grandes forces sur mer pour divertir la puissance espagnole et l'empêcher de se porter entière au secours de la Ligue. » Le crédit de l'ambassadeur français devint tel, que l'historien turc Selaniki en parle ainsi : « Peu s'en fallait que, dans la maison de l'islamisme, un véritable enthousiasme ne se fût déclaré pour la France par les menées de son maudit ambassadeur. »

Cependant, avec un gouvernement aussi désordonné que celui des Turcs, avec des pachas indépendants et des populations fanatiques, avec des haines religieuses qu'aucune considération politique ne pouvait affaiblir, l'alliance de la Porte avec la France avait toujours quelque chose de précaire et de chancelant; les capitulations étaient souvent violées; les catholiques se trouvaient exposés à de nombreuses et obscures persécutions; nos marchands et nos voyageurs avaient à subir des avanies fréquentes des autorités musulmanes. Brèves s'occupa, avec une persévérance infatigable, à empêcher ces tyrannies, ces abus, ces violations des traités;

[1] Engel, *Histoire de la Moldavie et de la Valachie*, p. 268.
[2] Voir la Lettre du Sultan aux pièces justificatives.

et il fit intervenir, dans les iniquités des Turcs envers les chrétiens, le nom de la France avec tant de sagesse, qu'il réussit presque toujours à les empêcher. Ainsi les janissaires s'étant portés en fureur sur les églises de Galata, à cause de trois renégats qui s'y étaient réfugiés; il les arrêta en se jetant au-devant d'eux, en les menaçant de la vengeance de son maître, en déclarant qu'il défendrait l'exercice de la religion chrétienne au péril de sa vie. Il détourna de l'île de Chio la colère du sultan, qui voulait punir sur les habitants une surprise tentée par quelques galères toscanes. Il arrêta le pacha de Damas, qui voulait convertir en mosquée l'église du Saint-Sépulcre. Enfin, en l'an 1600, « ayant été averti, raconte-t-il lui-même, que le Grand Seigneur avoit pris résolution, à cause des mauvais succès de la guerre de Hongrie, d'empêcher non-seulement les dévotions aux pèlerins qui abondent à Jérusalem, mais les retenir esclaves et les mener à Constantinople à la chaîne, avec les religieux qui étoient à la garde du saint sépulcre; soudain que l'avis de cette inopinée résolution me fut donné, je la fis révoquer, lui disant que c'étoit donner moyen au pape Clément VIII d'unir toutes les puissances chrétiennes pour se venger de l'injure que tout le christianisme recevroit, estimant que mon roi, comme prince très-chrétien et très-pieux, seroit des premiers à se bander contre sa puissance. »

« La créance que je m'étois acquise, dit-il encore, près des ministres du Grand Seigneur, et la langue du pays que je possédois, me donnoient moyen de servir avantageusement le roy et d'aider ceux qui recouroient à la puissante protection de son nom. Aussi n'y a-t-il point de villes en Europe qui n'aient ressenti les effets de mon assistance; car j'ai fait donner la liberté à plus de 1,000 ou 1,200 hommes, en divers temps, qui étoient esclaves, aux uns par mon industrie, aux autres pour avoir été pris contre les traités et capitulations accordés au roy, tant en faveur de ses sujets que des étrangers qui ont liberté de trafiquer par les pays du Grand Seigneur, sous l'étendard et bannière de Sa Majesté. »

L'un des soins principaux de M. de Brèves fut d'empêcher les empiétements de l'Angleterre sur le commerce français. Élisabeth ayant obtenu de la Porte des capitulations analogues à celles de la France, les vaisseaux anglais firent concurrence aux vaisseaux français; mais ils ne s'en tinrent pas là : « ils cherchèrent soigneusement, dit Brèves, les moyens de ravaler l'honneur de la bannière française, et ils firent agréer au Grand Seigneur que les nations étrangères qui n'ont point d'ambassadeurs à la Porte et qui ont liberté de trafiquer par ses pays sous l'étendard français pussent y venir sous la bannière anglaise. » L'Angleterre était alors alliée de la France, et Henri IV devait en partie sa couronne aux secours d'Élisabeth; malgré cela, Brèves se plaignit vivement de l'usurpation des Anglais sur le privilége le plus précieux que la France eût obtenu de l'amitié de la Porte; il en demanda réparation; et, malgré l'opposition de l'ambassadeur d'Élisabeth, la concession qui lui avait été faite fut révoquée.

Cependant les Anglais ne se contentaient pas de faire aux marchands français une concurrence régulière et honnête : voulant détruire un commerce dont ils étaient très-jaloux, ils faisaient la course sur nos vaisseaux, s'entendaient même avec les corsaires de Barbarie et allaient vendre dans les ports africains, non-seulement les bâtiments qu'ils avaient pris, mais encore les équipages. Henri IV et son ambassadeur dévoilèrent ces infamies à la Porte Ottomane, et en demandèrent réparation avec menace de cesser toute relation avec elle. A cette époque, plusieurs gentilshommes français étaient allés servir parmi les Impériaux, et l'un d'eux, le duc de Mercœur, commandait même une des armées de l'empereur. Le sultan avait plusieurs fois demandé au roi de France le rappel de ces seigneurs; « car, dit un historien du temps, ce que le Turc a toujours le plus redouté aux guerres de Hongrie, c'est l'épée de France. » Mais il n'avait rien obtenu; une ambassade spéciale (1601), accompagnée de grands présents, avait même été envoyée inutilement; il résolut alors de satisfaire aux plaintes du roi de France sur les pirateries des Anglais et des Barbaresques, pour l'obliger de défendre le voyage de Hongrie à ses sujets, et il écrivit des lettres menaçantes à la reine d'Angleterre et aux vice-rois de Tunis et d'Alger. Avant que ces lettres fussent arrivées, Élisabeth mourut; l'ambassadeur de France recommença ses plaintes, et de nouvelles lettres furent envoyées. Voici en quels termes le sultan annonça à Henri IV qu'il avait satisfait à ses demandes :

« Votre ambassadeur qui réside à notre Sublime Porte nous a fait entendre que les Anglais, sous prétexte d'être nos confédérés, viennent par les mers de notre empire, y prenant et déprédant vos sujets, ceux de la république de Venise et autres marchands qui naviguent sous votre bannière. Il s'est aussi plaint que les corsaires de Barbarie font le semblable, sans avoir égard à l'ancienne amitié qui se conserve entre Nos Majestés. Par cette cause, nous avons écrit à la reine d'Angleterre une lettre dont nous vous faisons part, comme aussi des commandements que nous avons faits à nos esclaves de Barbarie... Nous désirons que vous ne doutiez nullement que c'est contre notre intention que ceux qui dépendent de notre obéissance molestent les sujets de Votre Majesté en s'unissant avec les pirates anglais pour participer à leurs butins et larcins. Ayant appris par vos lettres que notre vice-roi de Tunis, Mustapha-pacha, était de ceux qui s'entendent avec lesdits Anglais, nous l'avons privé de son gouvernement, avec commandement qu'il vienne rendre compte de ses actions à notre Grande Porte, et avons établi en son lieu un autre vice-roi auquel nous avons expressément commandé d'empêcher qu'en aucune façon vos sujets trafiquant par les lieux de notre obéissance soient molestés. Nous avons aussi privé Soliman-pacha, notre vice roi d'Alger, pour les mécontentements qu'il a donnés à Votre Majesté, de son office, et commandé qu'il ait aussi à venir rendre compte de ses déportements, ayant mis en son lieu un autre vice-roi fort pratique, qui sait et reconnaît le respect qui se

doit à l'ancienne amitié de Nos Majestés... Nous avons commandé à notre vizir Hassan-pacha d'écrire au roi d'Angleterre (Jacques Ier), en notre nom, qu'en cas qu'il désire notre amitié, il est nécessaire qu'il retienne et empêche que ses sujets ne fassent plus de courses sur nos mers, avec la protestation que ceux qui commettront acte d'hostilité sur ceux qui se trouvent dans notre empire seront retenus avec leurs vaisseaux et facultés, qui seront distribués à ceux qui auront reçu quelque dommage d'eux... Nous vous envoyons aussi notre lettre impériale pour le roi de Fez, afin qu'en considération de notre amitié il empêche que ses sujets n'achètent les Français, et mette en liberté ceux qui se trouvent par les lieux de son obéissance... Votre Majesté, de sa part, trouvera bon, à l'imitation des empereurs ses aïeuls, de faire cas de notre amitié et de la conserver chèrement, empêcher qu'aucun de vos sujets n'ait à servir nos communs ennemis, ayant appris que beaucoup d'iceux, contre le devoir qui se doit à notre dite amitié, vont au service du roi de Vienne. Tels ne nous font pas seulement desservice, mais, si vous le considérez, vont au service des ennemis de Votre Grandeur (15 août 1603). »

Les Anglais cessèrent leurs pirateries; des deux vice-rois disgraciés, celui de Tunis fut dépouillé et emprisonné, celui d'Alger étranglé; les Barbaresques semblèrent effrayés et discontinuèrent leurs courses. La mort de Mahomet III (1603) ne changea point les relations de notre pays avec la Porte ottomane, et, sous son successeur Achmet Ier, les succès de notre diplomatie continuèrent.

§ IV. — Guerre et traité avec la Perse. — Traité de Sitvatorok.

Achmet Ier, suivant l'expression d'un poëte turc, « est le premier entre tous les fils d'Osman qui posséda l'empire avant d'avoir porté l'étendard, » c'est-à-dire avant d'avoir atteint l'âge mûr : il n'avait que quinze ans. Son père lui léguait un pouvoir affaibli par les séditions des soldats, et deux guerres à soutenir, l'une en Hongrie contre les Impériaux, l'autre en Asie contre le schah de Perse. En 1603, le redoutable Schah-Abbas, rompant toute convention faite avec les Turcs, s'empare de Tébriz, d'Erivan et de Kars. Il maintint ses avantages jusqu'en 1612 et arracha alors à la Porte un traité par lequel elle renonçait à toutes ses conquêtes depuis Sélim.

Les révoltes qui éclatèrent en Asie favorisèrent les armes des Persans. La soumission de Deli-Hasan n'avait pas mis fin à l'insurrection. D'autres chefs lui succédèrent, et la rébellion s'étendit depuis les frontières de Perse et de Syrie jusqu'aux rives du Bosphore. Les Kurdes, les Druses, toutes les tribus du Liban, figurèrent dans cette ligue formée par les populations asiatiques contre l'autorité des Osmanlis. La lutte fut longue et meurtrière. Murad-pacha, dont l'impitoyable

énergie réussit à la terminer, y gagna le surnom de ***Restaurateur de l'empire***.

En Europe, la guerre de Hongrie fut poussée avec peu de vigueur; mais l'Autriche ne sut pas profiter de la diversion si favorable de la guerre contre la Perse et les révoltés d'Asie; elle irrita les Hongrois et les Transylvaniens, qui se donnèrent pour roi Boskaï, oncle de Sigismond Bathory, et sollicitèrent la protection du sultan. Celui-ci s'empressa de donner l'investiture à Boskaï (1605). L'Autriche, éclairée par cet acte, conclut, en 1606, un traité par lequel elle reconnut Boskaï comme prince de Transylvanie et des districts de la Hongrie que les Bathory avaient possédés : il fut stipulé qu'à la mort de Boskaï toutes ses possessions reviendraient à l'empire. Alors la Porte consentit à signer le traité de Sitvatorok (11 novembre 1606), où l'orgueil ottoman fléchit pour la première fois et abolit les conditions humiliantes des traités précédents. Le tribut annuel de 30,000 ducats, que l'Autriche payait au sultan sous le nom de présent d'honneur, fut supprimé; « pour cette fois seulement, était-il dit dans le traité, 200,000 écus seront payés aux Turcs; mais, à l'avenir, tous les trois ans, des ambassadeurs iront porter des présents volontaires dont la valeur ne sera déterminée d'aucun côté. » L'empereur et le sultan, ajoutait-on, se traiteront sur un pied d'égalité; les attaques, les surprises, les irruptions, devront cesser; les dommages seront réparés et les prisonniers mis en liberté. Gran, Erlau et Kanischa restèrent au pouvoir des Turcs; l'Autriche conserva Raab et Comorn. Cette paix fut ratifiée par les États de Hongrie et d'Autriche, réunis à Presbourg (1608), et une convention, signée à Vienne en 1615, la confirma pour vingt ans.

« Cette paix de Sitvatorok, qui n'a pas assez fixé l'attention des publicistes, et dont le souvenir s'est perdu, effacé par celui du traité de Carlovitz, signé un siècle plus tard, a pourtant une haute signification dans l'histoire du droit politique et des rapports diplomatiques entre la Turquie et le reste de l'Europe : elle fixa pour la première fois une borne à la conquête ottomane, qui jusqu'alors avait menacé l'Occident. Les signes de vasselage, les tributs annuels apportés par des ambassadeurs, furent supprimés; les relations diplomatiques furent établies sur un pied d'égalité; la Transylvanie fut soustraite à demi au joug turc, et la Hongrie, bien que soumise encore à la domination ottomane pour une partie de son territoire, fut au moins affranchie du tribut pour le reste. Pour la première fois furent observés, de la part du sultan et du grand vizir, les formalités diplomatiques en usage parmi les nations de l'Europe. L'acte, écrit en turc, ne fut pas, comme cela s'était fait jusqu'alors, imposé aux plénipotentiaires impériaux sans qu'il leur fût permis d'en prendre connaissance; il fut examiné par les drogmans des deux parties. La paix de Sitvatorok annonça aux puissances européennes la décadence de la Porte ottomane et prépara le traité de Carlovitz[1]. »

[1] Hammer, t. II, p. 327

Quand la guerre de Hongrie fut terminée, Achmet n'eut plus en Europe d'ennemis à combattre. La Valachie, la Moldavie, la Transylvanie, reconnaissaient sa suzeraineté. Gabriel Bethlen, prince de Transylvanie, reçut l'ordre de ne laisser acheter aucun domaine, aucun château sur son territoire par le roi de Pologne et par les woïvodes de Valachie et de Moldavie; si ces woïvodes, vassaux de la Porte, se révoltaient contre le sultan, les Transylvaniens devaient leur refuser asile et les envoyer prisonniers à Constantinople. « Ainsi, dit un historien roumain, la Turquie avait compris que, tant que les princes moldo-valaques seraient attachés à la Hongrie ou à la Transylvanie par des intérêts de propriété ou par l'espoir d'y trouver un refuge, ils tiendraient toujours pour ces deux pays et, par conséquent, pour la chrétienté. Cet article du firman d'investiture donné à Bethlen sépara les Moldo-Valaques du reste des chrétiens, et les soumit irrévocablement à l'autorité turque[1]. » La Pologne renouvela, en 1609, les capitulations conclues sous Mahomet III. Elle s'engageait à empêcher les irruptions des Cosaques en Moldavie; la Porte s'obligeait, de son côté, à préserver la Pologne des ravages des Tartares; le fisc n'avait aucun droit sur les successions des Polonais morts en Turquie, et réciproquement; les Polonais auraient toujours la faculté de racheter leurs compatriotes de l'esclavage. Les capitulations furent également renouvelées en faveur de la république de Venise. Enfin, en 1612, les provinces unies des Pays-Bas obtinrent pour la première fois un traité semblable par sa teneur à ceux que la Porte avait conclu avec la France et l'Angleterre, mais borné au commerce[2]. Ce fut une atteinte portée à notre prépondérance en Orient.

Mais de tous les ambassadeurs chrétiens à Constantinople, celui de Henri IV n'en resta pas moins, sous Achmet comme sous Mahomet III, le plus influent et le plus zélé défenseur des intérêts européens. Les relations de la Turquie avec la France prirent alors une si grande importance, que nous croyons devoir entrer sur ce sujet mal connu dans quelques détails.

§ V. — Renouvellement des capitulations avec la France.

En 1604, à la demande de Savary de Brèves, les capitulations furent renouvelées par un hatti-sherif dont voici les principales dispositions :

« Notre Hautesse, dit Achmet, ayant été priée du sieur de Brèves, au nom de l'empereur de France son seigneur, comme son conseiller d'État et son ambassa-

[1] Kogalnitchano, t. I, p. 261.

[2] C'est vers ce temps que les Hollandais introduisirent en Turquie l'usage du tabac. Vainement le mufti tenta de s'opposer à cette innovation; les soldats et le peuple se soulevèrent contre ses ordonnances, qu'il fut obligé de révoquer.

deur ordinaire à notre Porte, de trouver bon que les traités de paix et capitulations qui sont de longue mémoire entre notre empire et celui de son dit seigneur fussent renouvelés et jurés de Notre Hautesse ; sous cette considération, pour l'inclination que nous avons à conserver cette ancienne amitié, avons commandé que cette capitulation soit écrite de la teneur qui suit :

« 1. Que les ambassadeurs qui seront envoyés de la part de Sa Majesté à notre Porte, les consuls qui sont nommés d'elle pour résider par nos havres et ports, les marchands ses sujets qui vont et viennent par iceux, ne soient inquiétés en aucune façon que ce soit, mais, au contraire, reçus et honorés avec tout le soin qui se doit à la foi publique.

« 2 Que, les Vénitiens et Anglais en hors, les Espagnols, Portugais, Catalans, Ragusais, Génois, Ancônitains, Florentins et généralement toutes autres nations quelles qu'elles soient, puissent librement venir trafiquer par nos pays, sous l'aveu et sûreté de la bannière de France, laquelle ils porteront comme leur sauvegarde; et, de cette façon, ils pourront aller et venir trafiquer par les lieux de notre empire, comme ils y sont venus d'ancienneté, et qu'ils obéissent aux consuls français qui résident et demeurent par nos havres, ports et villes maritimes. Nous commandons aussi que les sujets dudit empereur et ceux des princes ses amis, alliés et confédérés, puissent, sous son aveu et protection, venir visiter librement les saints lieux de Jérusalem, sans qu'il leur soit fait ou donné aucun empêchement.

« 3. De plus, pour l'honneur et l'amitié d'icelui empereur, nous permettons que les religieux qui demeurent en Jérusalem, Bethléem et autres lieux de notre obéissance pour servir les églises qui s'y trouvent d'ancienneté bâties, y puissent avec sûreté séjourner, aller et venir sûrement, sans aucun trouble et destourbier, et y soient bien reçus, protégés, aidés et secourus en la considération susdite.

« 4. Derechef nous commandons que, les Vénitiens et Anglais en hors, toutes les autres nations ennemies de notre Grande Porte, lesquelles n'y tiennent ambassadeurs, voulant trafiquer par nos pays, elles ayent d'y venir sous la bannière et protection de la France, sans que jamais l'ambassadeur d'Angleterre ou autres ayent de s'en empescher.

« 5. Voulons et ordonnons que toutes permissions qui se trouvent avoir été données ou qui se pourront donner par surprise ou mégarde, contraires à l'article précédent, soient de nul effet et valeur, ains que cette capitulation soit inviolablement gardée et entretenue. »

Ces deux articles, les plus importants du hatti-sherif de 1604, consacrèrent la prérogative exorbitante par laquelle les nations qui ont été perpétuellement en guerre avec la Porte, comme l'Espagne et l'Autriche, ont pu ne jamais interrompre leurs relations de commerce avec les pays ottomans, moyennant qu'elles se couvraient de la bannière de France.

L'article 6 donne aux Français et autres naviguant sous leur bannière le droit d'acheter en Turquie des cuirs, des cires, des cotons, « jaçoit-ce que ce soient marchandises prohibées et défendues d'enlever. »

L'article 7 prescrit l'admission des monnaies françaises en Turquie sans qu'elles puissent être refusées.

Les articles 8 et 9 interdisent de faire prisonniers les Français naviguant sur des vaisseaux ennemis de la Porte.

Les articles 10, 11 et 12 permettent aux vaisseaux français de prendre des vivres en tout temps dans les ports de l'empire.

Les articles 13, 14, 15 et 16 assurent aux Français l'exemption de tout impôt.

L'article 17 ordonne aux corsaires de Barbarie de respecter les vaisseaux français, et leur prescrit de délivrer les esclaves de cette nation : « Déclarons qu'en cas que lesdits corsaires continuent leurs brigandages, à la première plainte qui nous en sera faite par l'empereur de France, les vice-rois et gouverneurs desdits pays seront tenus des dommages et pertes qu'iceux Français auront faites, et seront privés de leurs charges; et ne sera besoin d'autre preuve du mal fait que la plainte qui en sera faite de leur part. De plus, nous consentons et avons pour agréable, si les corsaires d'Alger et de Tunis n'observent ce qui est porté par cette capitulation, que l'empereur de France leur fasse courir sus, les châtie et les prive de ses ports, et protestons de n'abandonner pour cela l'amitié qui est entre Nos Majestés Impériales. »

L'article 18 concède aux Français le privilége de la pêche du corail sur la côte de Barbarie.

Les articles 19, 20, 21, 22, 23 et 24 sont relatifs au droit de justice des ambassadeurs et consuls sur les sujets français, « sans qu'aucun de nos officiers en prenne aucune connaissance ni juridiction. »

L'article 25 dit : « Et pour autant qu'icelui empereur de France est entre tous les rois et princes chrétiens le plus noble et de la plus haute famille, et le plus parfait ami que nous ayons acquis entre lesdits rois et princes de la croyance de Jésus, nous voulons et commandons que son ambassadeur, qui réside à notre heureuse Porte, ait la préséance sur l'ambassadeur d'Espagne et sur ceux des autres rois et princes. »

Les autres articles, de 26 à 49, sont relatifs au commerce, à la justice, aux héritages, aux dettes, etc. Le 50e et dernier contient le serment solennel du sultan de ne pas contrevenir au traité « tant que l'empereur de France sera constant et ferme à la conservation de notre amitié, acceptant dès à présent la sienne avec volonté de la tenir chère et en faire estime. »

§ VI. — Mission de Savary de Brèves. — Influence de la France en Orient.

De Brèves, ayant obtenu ces capitulations, quitta Constantinople en 1605, et s'en alla visiter les églises et les chrétiens d'Asie, muni de nombreux firmans pour redresser les abus et réparer les iniquités des fonctionnaires ottomans. Il vit alors par lui-même combien les traités étaient insuffisants, combien la justice était difficile dans un État où les subalternes ont tant de moyens de faire les tyrans, où les haines religieuses excusent et même prescrivent les iniquités. Quoiqu'il fût accompagné d'un officier du sultan qui devait veiller à l'exécution des commandements de Sa Hautesse, il n'obtint qu'avec beaucoup de peine le redressement d'une multitude d'abus, la réparation d'une multitude d'injustices; il dut même souvent voir en silence bien des avanies, pour ne pas aggraver la position des chrétiens après son départ. Il fut reçu à Jérusalem avec honneur par les dignitaires ottomans; mais sa suite fut souvent injuriée par la populace. Après avoir fait rendre aux catholiques latins la garde des lieux saints qui leur avait été enlevée par les Grecs, il fit voile pour Tunis et Alger. Il avait des commandements du sultan aux corsaires de ces deux villes pour qu'ils eussent à cesser leurs pirateries, à rendre les Français qu'ils avaient faits esclaves, à restituer les objets pillés sur des navires français, à rétablir les comptoirs français sur la côte de Barbarie. Il réussit en partie à Tunis, et conclut avec la régence de cette ville un traité peu avantageux, mais qui assurait au moins contre les pirateries le commerce français. On y remarque que les Tunisiens s'engageaient « à ne plus recevoir dans leurs ports les corsaires anglais qui auroient déprédé les marchandises françaises, et si aucun de ceux-ci y abordoient, ils promettoient de faire remettre lesdites marchandises aux mains du consul français. » De là de Brèves alla à Alger; mais il ne put y être reçu; les corsaires de cette ville se souvenaient que, sur ses plaintes, trois ans auparavant, leur vice-roi avait été appelé à Constantinople pour rendre compte de ses pirateries sur les Français et, par l'ordre du sultan, étranglé.

De retour en France, de Brèves publia des Mémoires ou Discours sur son ambassade et sur l'état des Turcs. L'un d'eux avait pour but de justifier l'alliance de la France avec la Porte, au point de vue du commerce et de la religion, contre les scrupules des Français timorés, ou contre les déclamations de la maison d'Autriche, qui accusait toujours les rois de France de trahison envers la chrétienté. Ce Mémoire a pour titre : *Discours sur l'alliance qu'a le roi avec le Grand Seigneur, et de l'utilité qu'elle apporte à la chrétienté.* Nous en extrairons quelques passages qui exposent nettement l'état de nos relations avec l'Orient au commencement du dix-septième siècle.

« Ce fut sous François Ier, dit-il, qu'on commença de négocier sûrement avec

les Turcs; et le trafic s'y établit d'une telle façon qu'à peine nous en pouvons-nous passer, et eux, au contraire, n'ont aucun besoin de nous; car il est très-notoire qu'il y a plus de mille vaisseaux sur la côte de Provence et de Languedoc qui trafiquent dans l'étendue de l'empire du Turc, et, par ce moyen, s'enrichissent non-seulement eux-mêmes, mais encore beaucoup de contrées de la France qui en reçoivent utilité.

« Et, bien que cet avantage soit assez puissant pour nous obliger à faire état de leur amitié, l'on ne peut pourtant estimer le crédit qu'elle donne à l'étendard et bannière de France, sous laquelle ils permettent aux marchands espagnols, italiens, flamands, et généralement à toutes sortes de nations chrétiennes, de trafiquer chez eux avec la même liberté qu'ont les Français; ce que nos rois ont particulièrement chéri, pour témoigner à tous les princes de l'Europe qu'ils ne conservent pas cette amitié pour leur intérêt particulier ni celui de leurs sujets, mais encore pour le bien universel de la chrétienté, laquelle, par ce moyen, s'approprie non-seulement les marchandises qui se peuvent recouvrer dans leur empire, mais aussi tout ce qui croît dans l'Asie, l'Afrique et même aux Indes orientales, que l'on trouve chez eux abondamment, par la commodité de la mer Rouge, qui porte à l'Égypte tout ce que l'Afrique et les Indes orientales ont de meilleur; et l'Euphrate, d'autre part, chargé des richesses de l'Asie, les rend proche d'Alep, principale ville de la Syrie, où les marchands français et ceux qui veulent arborer notre étendard, en chargent leurs vaisseaux et les distribuent ainsi par toute l'Europe.

« Mais, outre ces pressantes considérations, la conservation du nom chrétien et de la religion catholique dans leur pays sera jugée très-importante, puisque l'on en peut espérer l'augmentation par le temps, au dommage et à la ruine entière de la secte mahométane; car, sous prétexte de notre considération, et pour donner quelque chose à notre amitié, le Grand Seigneur permet qu'il y ait six ou sept monastères dans la ville et faubourgs de Constantinople, lesquels sont remplis, les uns de religieux cordeliers, les autres de jacobins; et depuis peu, les pères jésuites y ont établi leur collége; tellement que Dieu y est servi avec le même culte et presque pareille liberté que l'on peut faire au milieu de la France; sans mettre en considération un nombre infini de chrétiens grecs et arméniens, lesquels, en leurs plus pressantes nécessités, lorsqu'ils se sentent oppressés, n'ont recours plus assuré et ne cherchent autre protection que le nom puissant de nos rois, qui les met à couvert par le ministère de ses ambassadeurs.

« En effet, tout l'État du Turc est rempli de chrétiens; même dans les îles de l'Archipel, il y a cinq ou six évêchés établis, et les évêques nommés par le saint-père et la plupart des habitants de ces îles vivent en la créance de l'Église romaine, dont les principaux sont l'archevêque de Naxi, l'évêque de Scio, celui d'Andra et de Syra, lesquels tous ne subsistent que par le seul nom français et se

maintiennent avec cette protection. L'Égypte est aussi pleine d'un grand nombre de chrétiens appelés cophtes, qui vivent la plupart sous la discipline d'un patriarche que le roi d'Éthiopie reconnoît pour supérieur en la spiritualité.

« Mais, quand toutes ces considérations cesseroient, qui d'elles-mêmes pourroient obliger à rechercher cette amitié, si elle n'étoit contractée, quel avantage au nom Français, quelle gloire au roi de France très-chrétien, d'être seul protecteur du saint lieu où le Sauveur du monde a voulu naître et mourir ! Quel contentement de voir au milieu de l'État des infidèles fleurir le nom chrétien, voir dans la sainte Jérusalem le superbe temple que sainte Hélène y fit bâtir, dans lequel le saint sépulcre et le mont Calvaire sont enclos, et qu'il soit servi de trente ou quarante cordeliers choisis de toutes les nations, lesquels prient Dieu continuellement pour la prospérité des princes chrétiens, particulièrement pour notre roi, leur seul conservateur, sous l'aveu duquel ils ont pouvoir d'habiter en Jérusalem, y faire librement le service divin et recevoir les pèlerins de toutes nations, lesquels visitent les saints lieux avec toute sûreté, non sans ressentiment de la faveur qu'ils reçoivent de Sa Majesté, qui leur procure cet avantage. »

De Brèves, dans un autre endroit, donne encore pour raison de l'alliance du roi de France avec les Turcs le droit de protection qu'il en a acquis sur « tant de peuples qui n'ont repos ni sûreté que sous l'autorité de son nom ; » et il cite principalement les Maronites et les Druses du mont Liban. Enfin il termine son mémoire en disant que les considérations politiques qui firent naître l'alliance doivent la maintenir ; et il convie Sa Majesté de la conserver, « pour détourner les armes de ses ennemis par l'entremise du Turc. »

De Brèves eut pour successeur Gontaut Biron, baron de Solignac (1605). Il ne se passa rien d'important sous ce ministre, si ce n'est un commencement de persécution contre les prêtres catholiques. Les jésuites s'étaient établis à Constantinople ; avec leur ambition et leur activité ordinaires, ils avaient conçu de grands projets pour la régénération du catholicisme en Orient ; déjà ils avaient ouvert des écoles, commencé leurs prédications à Péra, et ils travaillaient avec succès à la réunion des Grecs au siége de Rome, lorsque les Anglais les dénoncèrent comme espions de l'Espagne et alarmèrent le divan sur leurs prétentions pour la sécurité de l'empire ; aussitôt ils furent arrêtés et emprisonnés. A cette nouvelle Solignac courut chez le vizir, réclama les jésuites comme sujets de la France, et obtint leur délivrance ; mais le ministre ottoman ne lui cacha point sa répugnance pour ces religieux, et il lui déclara qu'il aimerait mieux voir dix prêtres ordinaires qu'un jésuite à Constantinople.

Solignac mourut en 1611, et sous Achille de Harlay, baron de Sancy, qui lui succéda, « commencèrent, dit un historien anglais, les humiliations par lesquelles l'autorité des ministres européens fut détruite à Constantinople, et l'alliance

française se trouva presque rompue. » Cette alliance avait déjà subi deux phases distinctes : offensive et guerrière sous François Ier et Henri II, elle avait été bornée à des relations de bienveillance et de commerce sous les derniers Valois et sous Henri IV. A partir de l'ambassade de Harlay de Sancy, et pendant soixante ans, l'alliance change peu à peu de caractère ; elle s'altère, elle s'amoindrit, elle en vient au point de laisser craindre une rupture. Mais elle était tellement nécessaire et naturelle aux deux États, que, malgré d'énormes insultes, des voies de fait, même des hostilités ouvertes, il n'y eut de part et d'autre, pendant toute cette période de brouillerie et de refroidissement, que tendance à réconciliation. De plus, l'influence de la France en Orient, son action sur les chrétiens d'outre-mer, n'en furent que médiocrement affaiblies : il y avait habitude et position prises.

Plusieurs causes amenèrent ce changement :

1° L'empire ottoman, qui ne voulait jadis avoir de rapports avec les États chrétiens que par la guerre, qui n'avait eu d'abord qu'un seul allié parmi les infidèles, commençait à sortir de son isolement, à admettre de nouvelles alliances, à laisser, comme disaient les Turcs, la Sublime Porte ouverte à tous. Son affection exclusive pour la France en fut altérée ; d'autres conseils que ceux de la France furent entendus dans le divan ; les puissances ennemies de la France exploitèrent l'ignorance des Turcs contre leurs anciens et premiers alliés.

2° La France avait recherché originairement l'alliance des Ottomans pour abaisser la maison d'Autriche : elle allait de nouveau engager la lutte avec cette maison ; mais elle regardait maintenant l'aide des Turcs comme scandaleuse et peu efficace ; elle avait trouvé des auxiliaires plus sûrs et moins dangereux dans les protestants d'Allemagne : aussi, pendant la guerre de Trente Ans, Richelieu et Mazarin ne firent-ils que de faibles tentatives pour rendre à l'alliance entre la France et la Turquie le caractère qu'elle avait eu sous François Ier.

3° Pendant presque tout le dix-septième siècle, le trône ottoman ne fut guère occupé que par des princes orgueilleusement barbares, pleins de haine aveugle contre les chrétiens, qui ne s'entourèrent que de ministres imbus de leurs préjugés et souvent de leur ignorance ; ils ne voulaient pas distinguer les Français des autres peuples de l'Europe ; ils violèrent à plaisir, envers ces « chiens d'infidèles, » les capitulations, le droit des gens, les lois de l'humanité ; ils firent la guerre à la chrétienté sans but politique et par brutalité fanatique ; enfin ils autorisèrent les pirateries des Barbaresques, hideuse et dernière forme que prit l'esprit de conquête de l'islamisme.

4° Dans le même temps, la réaction catholique, qui suivit le triomphe passager du protestantisme, avait ranimé en France le zèle religieux, l'ardeur des conversions et de la propagande, l'esprit des croisades. L'opinion publique s'émouvait au récit des barbaries des infidèles ; elle applaudissait aux expéditions

projetées contre eux; elle demandait le renouvellement de la guerre sainte. La première moitié du dix-septième siècle donna naissance à une multitude d'écrits de tout genre sur la guerre contre les Turcs; la plupart excitaient le roi de France à suivre les traces de ses ancêtres, à aller « cueillir des palmes en Palestine. » Henri IV, dans ses projets de remaniement de l'Europe, mettait comme couronnement à l'établissement de la république chrétienne l'expulsion des Ottomans. Le fameux père Joseph fit un projet de croisade qu'il envoya à toutes les cours chrétiennes, et il publia à ce sujet un poëme intitulé *la Croisade.* « Vos ancêtres, disait Baudier à Louis XIII dans la dédicace de son *Histoire des Turcs*, vos ancêtres ont autrefois dissipé et détourné vaillamment un effroyable déluge d'infidèles qui menaçoient la chrétienté d'un naufrage universel; et l'on espère de votre royale valeur qu'après avoir heureusement acquis le nom de Juste en assurant et polissant votre État, elle vous ira faire recevoir, aux régions les plus voisines du lever du soleil, celui de Conquérant et de Libérateur de la chrétienté.» Savary de Brèves lui-même n'échappa pas à l'opinion de son temps, et il publia, en 1620, un écrit intitulé: *Discours abrégé des assurés moyens d'anéantir et ruiner la monarchie des princes ottomans.* Son plan consistait à former une coalition des États chrétiens, la puissance des Turcs n'étant venue que de notre désunion, et à soulever les fidèles de l'Albanie, de la Grèce, de l'Égypte, et surtout de la Syrie. « Que si jamais, dit-il, Dieu vouloit regarder de son œil les princes chrétiens, et leur donner un esprit de paix pour s'unir ensemble à la ruine de ces monstres qui vont insensiblement dévorant la chrétienté, quel port plus beau, quel havre plus assuré pourroient-ils désirer que de se rendre au pied du mont Liban en Syrie, habité d'un très-grand nombre de chrétiens appelés Maronites, lesquels vivent sous l'obéissance du siége romain, et tendent les bras à ceux qui voudront les aider à secouer le joug de la tyrannie turque? Les chrétiens maronites sont peuples aguerris de longue main, qui s'attachent la plupart au service des Turcs sous le commandement du vice-roi de Tripoli, et les autres s'engagent avec les Druses, autre peuple du Liban, lesquels croient que leurs pères sont issus des Français qui conquirent la Terre-Sainte, et sont ennemis des Turcs; ce seroit aisé, si jamais on faisoit entreprise pour la conquête de la Terre-Sainte, de tirer 15,000 ou 20,000 arquebusiers de ce peuple, lequel affectionne grandement la religion catholique, mais particulièrement le nom français, auquel ils ont tous leur recours. »

5° Une cinquième cause du refroidissement de la Turquie pour la France fut l'inhabileté de nos ministres auprès de la Sublime Porte, et surtout leur ignorance de la religion, des lois, des usages des Ottomans. L'ambassade à Constantinople était un poste plein de difficultés, d'embarras et même de dangers : il exigeait autant de prudence que d'énergie; car il fallait, en usant sans cesse de la plus grande modération, ne pas montrer la moindre faiblesse, respecter les

préjugés des Turcs, surtout dans les questions de forme et d'étiquette, et néanmoins ne pas céder le moindre honneur, la moindre prérogative; dans toutes les plaintes et réclamations, négocier avec persévérance, sans se lasser des délais, des refus, des dédains ordinaires de la politique ottomane, savoir à propos répandre l'argent, puisque tout était vénal et corrompu chez les Turcs, n'employer la menace qu'à la dernière extrémité, puisque la menace ne pouvait pas être suivie d'effets, enfin tout faire pour maintenir l'alliance, parce que l'alliance couvrait la France à l'Orient, pendant que toute sa politique, toute sa puissance, toute sa vie, étaient occupées à l'Occident.

§ VII. — Résumé du règne d'Achmet.

Revenons à Achmet, dont le règne marque les premiers pas de l'empire ottoman vers la décadence.

Achmet, étant monté sur le trône à quinze ans, ne devint homme qu'à la fin de son règne; il se montra alors bon, actif, plein de nobles desseins, s'inquiétant des abus, voulant faire régner la justice; mais le pouvoir absolu et les plaisirs du harem rendirent nulles ces bonnes dispositions. Ne sachant pas choisir les hommes, changeant continuellement de vizirs, emporté, capricieux, bizarre, il laissa prendre toute l'autorité aux habitants du sérail, et principalement au kizlar-aga, chef des eunuques noirs, qui avait une cour aussi pompeuse que celle de son maître. « On ne sait en vérité, dit une relation italienne, quel est le souverain. » Il se forma ainsi dans le harem un pouvoir dont les intérêts n'étaient ni ceux de l'empire ni ceux du sultan, mais uniquement ceux de femmes et d'eunuques, c'est-à-dire d'esclaves placés par la religion et la nature en dehors de la politique et du gouvernement : les vizirs durent s'y soumettre ou renoncer à leur dignités. Le harem eut encore une autre influence : les filles et les sœurs des sultans, qui, à cette époque, commencèrent à épouser les favoris et les grands de l'empire, répandirent dans toute la nation les habitudes luxueuses du sérail. Pour satisfaire des besoins factices, les dignitaires vendirent la justice, dévastèrent les pays confiés à leur administration et ne reculèrent devant aucune exaction. Nacouh-pacha osa proposer au sultan de lui acheter la dignité de grand-vizir, et, lorsque plus tard il l'eut obtenue, il montrait à son maître, dans les chantiers de Constantinople, quelques vieilles carcasses démâtées comme de nouvelles constructions navales, et accapara ainsi des sommes énormes. L'armée n'échappa point à cette démoralisation générale : les janissaires, se livrant avec ardeur à l'industrie et au commerce, perdirent leur renom guerrier et n'eurent plus, disait-on, bon pied et bon œil que pour voir si la cavalerie commençait à plier et pour s'enfuir ensuite à toutes jambes. Les sipahis virent distribuer à des favoris les

timars devenus vacants; aussi tel sandjiak, qui fournissait jadis cent sipahis, put à peine en donner quinze, et fréquemment il n'y avait pas le dixième des hommes inscrits sur les contrôles [1].

Achmet mourut en 1617.

CHAPITRE VII.

RÈGNES DE MOUSTAPHA Ier, D'OSMAN II, D'AMURAT IV ET D'IBRAHIM Ier (1617 — 1649).

§ I. — Règnes de Moustapha Ier et d'Osman II (1617-1622).

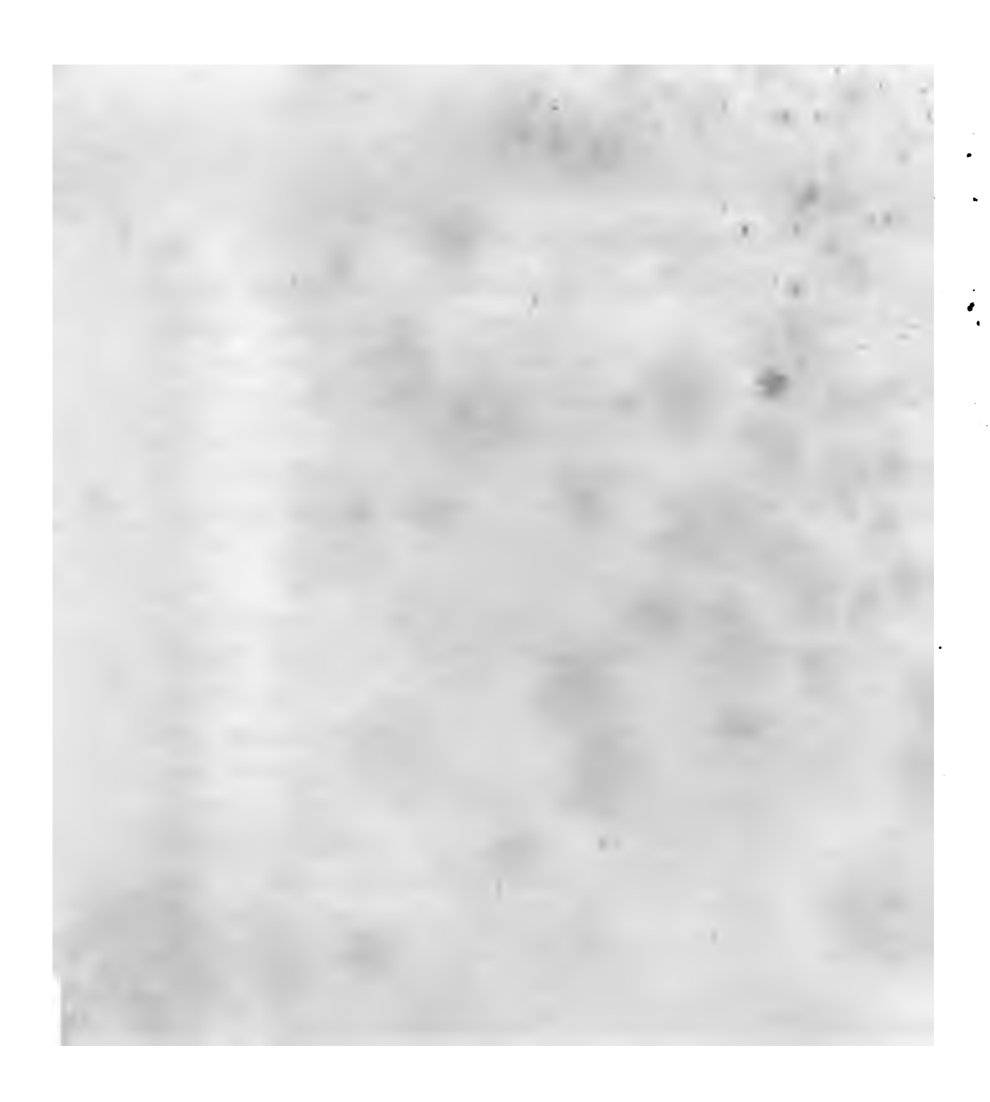
Achmet eut pour successeur son frère, Moustapha Ier. Ce prince était prisonnier depuis quatorze ans dans l'intérieur du harem ; sa captivité l'avait complétement abruti; mais les oulémas, qui espéraient gouverner sous son nom, donnèrent son idiotisme comme un signe de sainteté.

Le commencement de son règne fut marqué par de graves insultes faites à l'ambassade de France. Un seigneur polonais, qui était enfermé aux Sept-Tours, s'étant échappé de sa prison par le secours du secrétaire de Sancy, le vizir accusa toute l'ambassade française d'avoir favorisé cette fuite; il fit arrêter violemment l'ambassadeur et ses gens, mit ses secrétaires à la torture et l'envoya lui-même aux Sept-Tours « Tu n'es pas le premier ambassadeur, lui dit-il, qui ait été logé dans nos prisons, mais tu seras le premier à qui on aura donné la géhenne. » On ne put obtenir sa délivrance qu'au bout de quatre mois, moyennant une rançon de 15,000 piastres, et en laissant les gens de l'ambassade en otage. De plus, le vizir s'en prit, dans sa colère sauvage, aux autres ambassadeurs; il les força à rester prisonniers dnas leurs maisons et fit crier publiquement que tout musulman qui les trouverait hors de Péra devrait les conduire

[1] Ranke, *Histoire des Osmanlis.*



Le Château des Sept Tours.



en prison; enfin il mit des taxes arbitraires sur les marchands chrétiens. La cour de France, à la nouvelle de ces outrages, rappela le baron de Sancy et envoya un gentilhomme, M. de Naus, pour demander satisfaction, avec menace de rupture. Mais le sultan était déposé et le vizir étranglé quand de Naus arriva. En effet, il y avait à peine trois mois que Moustapha était sur le trône, quand une révolte des janissaires l'en renversa et le remplaça par son neveu Osman, fils d'Achmet, aux acclamations des soldats (1618). Les troupes gagnèrent à ce changement une gratification de 6,000,000 de ducats.

Osman avait quatorze ans à peine; il avait été élevé moins comme un prince que comme un derviche, et son rigorisme religieux devait lui rendre difficile le gouvernement d'un état corrompu. Dès son avénement, il s'empressa d'envoyer à Paris un *chiaoux* avec des lettres d'excuse signées de lui, du grand-vizir, du kapoudan-pacha, pour assurer au roi de France qu'à l'avenir son ambassadeur serait honoré et respecté comme par le passé. Sancy, qui persista dans son rappel, fut chargé d'offrir des présents à Louis XIII.

Le règne d'Osman ne présente pas d'autre événement remarquable qu'une guerre sans résultats contre la Pologne: il y prit part en personne. La paix fut signée en 1620; les janissaires, par leurs exigences, en hâtèrent la conclusion. Le sultan ne déguisa point ses rancunes contre ce corps indiscipliné; il songea peut-être à le supprimer, du moins le bruit s'en répandit lorsqu'on le vit, au milieu de la paix, ordonner des levées en Asie. Une révolte éclata : en vain il annonça qu'il allait entreprendre un pèlerinage à la Mecque, les janissaires forcèrent les portes du sérail et tirèrent de sa prison l'imbécile Moustapha, qu'ils proclamèrent padischah. Osman, tombé aux mains des rebelles, essaya vainement de les attendrir. « Pardonnez-moi, leur disait-il en sanglotant, si je vous ai offensés sans le savoir. Hier j'étais souverain, aujourd'hui je suis nu. Que je vous serve d'exemple : vous aussi vous éprouverez les caprices du sort... Mes agas des sipahis, et vous les plus anciens des janissaires, mes pères, par imprudence de jeune homme, j'ai prêté l'oreille à de mauvais conseils; pourquoi m'humilier ainsi? Ne voulez-vous donc plus de moi? — Nous ne voulons ni de ta domination ni de ton sang, » répondirent les rebelles. On le traîna aux Sept-Tours pour l'étrangler; il se défendit longtemps; enfin un des bourreaux lui passa le lacet autour du cou; on envoya une de ses oreilles à la sultane validé. Ainsi périt le premier souverain ottoman que ses sujets aient assassiné (1622).

§ II. — Restauration de Moustapha Ier. — Amurat IV (1623). — Guerre de Perse.

Moustapha, rétabli sur le trône, fut pendant quinze mois le jouet de la soldatesque. Les meurtriers d'Osman ne tardèrent pas à se repentir de leur crime; ils

étaient cependant les maîtres absolus de l'État, et disposaient, selon leur caprice, des charges les plus importantes. Mais ceux d'entre eux qui s'étaient opposés au meurtre du sultan se révoltèrent, et on ne les apaisa qu'en leur faisant de continuelles distributions d'argent ; les sipahis, à leur tour, se firent concéder les fermes publiques et frappèrent les timars de nouvelles taxes. Enfin les provinces d'Asie, soulevées par le pacha d'Erzeroum, et une tentative de révolte par les oulémas de Constantinople, augmentèrent l'anarchie universelle. Les janissaires eux-mêmes virent l'abîme où l'empire descendait et nommèrent un grand-vizir, qui proposa la déposition du sultan : instruits de l'épuisement du trésor, ils renoncèrent aux gratifications d'usage à l'avénement d'un nouveau padischah, et Amurat IV, fils aîné d'Achmet, fut proclamé par le divan et par les troupes 1623).

Le nouveau sultan était né en 1612. Sa jeunesse semblait assurer l'impunité aux usurpations et aux insolences des soldats. En effet, pendant les dix premières années de son règne, les janissaires et les sipahis continuèrent d'opprimer l'empire. Pendant ce temps, la Perse étendit ses conquêtes ; Schah-Abbas s'empara de Bagdad (1623), et les Osmanlis tentèrent vainement de reprendre cette ville. Le pacha d'Erzeroum, Abaza, persista dans sa rebellion jusqu'en 1628, où il reçut le gouvernement de Bosnie. Dans la Crimée, les Tartares se soulevèrent également ; les Ottomans furent vaincus et pris en si grand nombre, qu'un prisonnier turc se vendait pour un verre de *boza* (sorte de boisson d'orge fermentée) (1624). Tous ces revers avaient pour cause l'esprit de faction et d'indiscipline qui régnait dans l'armée. Enfin Amurat se lassa de porter le joug ; lorsqu'il vit les janissaires et les sipahis forcer les portes du sérail et égorger sous ses propres yeux ses plus fidèles serviteurs, il comprit que, pour échapper au sort de son frère Osman, il avait besoin d'effrayer les rebelles par son énergie et son audace. « C'est bien, dit-il ; si Dieu le permet, vous subirez les effets d'une terrible vengeance, oppresseurs qui ne craignez pas Dieu et ne vous humiliez pas devant le prophète ! » Il les frappa de terreur par le meurtre de leur chef, Redgeb-pacha : le cadavre du traître, égorgé par les eunuques blancs, fut jeté devant la porte du sérail (1632).

C'est à ce moment que commence le véritable règne d'Amurat IV. Les janissaires et les sipahis prêtèrent serment de fidélité. Le sultan, le grand-vizir, le mufti, signèrent un acte en vertu duquel furent supprimées les survivances des sipahis aux places d'administrateurs, d'inspecteurs, de collecteurs et de scribes, et qui proclamait et sanctionnait avec la plus grande solennité la promesse faite par les janissaires, les sipahis et les juges, de maintenir l'ordre public, sous la garantie formelle de la malédiction de Dieu et du prophète. « Mon padischah, avait dit au sultan un des juges d'Asie, le seul remède contre les abus, c'est le sabre. » Amurat se souvint de ce conseil.

La fin de l'anarchie militaire ramena la victoire sous les drapeaux des Osmanlis. Schah-Abbas étant mort (1629), Amurat résolut d'envahir la Perse, et se mit lui-même à la tête de l'armée. « Ne vous lassez point, mes faucons, disait-il à ses soldats ; l'heure est venue de déployer vos ailes. » Il prit Erivan et Tebriz en 1635 et assiégea Bagdad en 1638. Amoureux des combats, il s'était revêtu de l'uniforme de janissaire et travaillait comme un simple soldat à la tranchée. Cette conduite enflamma ses soldats, et la garnison, quoique nombreuse, fut obligée de capituler ; mais, dans l'enivrement de la victoire, elle fut massacrée. La Perse demanda la paix, céda Bagdad et reçut en échange la province d'Erivan. Cette conquête rapporta au sultan beaucoup de gloire et peu de profit. « On peut dire avec raison, dit un contemporain, que les frontières de Perse furent pour le Grand Seigneur ce qu'est la Flandre au roi d'Espagne, ou l'île de Candie aux Vénitiens. La dépense y est immense et les revenus sont peu de chose ; et il est arrivé aux Turcs, dans cette circonstance, ce qu'ils n'avaient jamais éprouvé dans une autre conquête, l'impossibilité d'établir des timariots et des vassaux dont ils pussent tirer des troupes pour garder le pays, et une milice pour recruter les armées impériales. Le défaut d'hommes, dont la plus grande partie a fui dans les bois, et le reste s'est réfugié dans les villes du roi de Perse, ayant rendu le pays inhabité, les soldats turcs n'ont pas voulu accepter de timars qu'ils n'auraient pu faire valoir et où ils n'auraient pas eu le moyen d'élever des chevaux, afin d'en tirer le contingent imposé à tous les nouveaux timariots pour l'augmentation de la cavalerie de l'armée. Les pays conquis ne rendaient aucun impôt, et Amurat fut obligé de payer de son *gaznah* des garnisons nombreuses, telles qu'il convenait de les entretenir dans un pays conquis, sur la frontière d'un ennemi si puissant et d'une foi douteuse [1]. »

En Europe, la guerre fut sur le point d'éclater entre la Turquie et la Pologne, à l'instigation de la Russie (1634). Amurat exigeait du roi de Pologne qu'il jurât de payer tribut, de ruiner les fortifications sur le Dniester et d'exterminer les Cosaques. La paix fut conclue à des conditions moins dures. Pendant que le sultan était occupé au siége de Bagdad, les Albanais se révoltèrent dans les montagnes de Saint-Clément (Klementa-Dagh) : cette insurrection fut réprimée par le gouverneur d'Essek (1639).

§ III. — Caractère d'Amurat. — État de l'armée.

Amurat était alors dans toute la vigueur de l'âge, et semblait prêt à renouveler les exploits de Soliman. « Excellent cavalier, il sautait facilement d'un cheval sur

[1] *Relazione dello stato, nel quale si ritruova il governo dell' imperio Turchesco.*

un autre, lançait le javelot sans manquer le but, bandait un arc avec tant de force, que la flèche portait plus loin que la balle d'un fusil de chasse; il perça, dit-on, ainsi, des planches de fer de quatre pouces d'épaisseur. Mais la passion du meurtre se développait dans son âme. Sa manière de chasser indiquait que cette passion existait chez lui au plus haut degré : il ne se plaisait pas à poursuivre le gibier, il le faisait rabattre par plusieurs milliers d'hommes, et il ne prenait plaisir qu'à l'égorger. En 1637, on évaluait à 25,000 le nombre d'hommes qu'il avait fait exécuter dans l'espace de cinq ans, et il en avait fait périr de sa main un grand nombre. L'expression de sa figure était horrible ; ses yeux d'un brun fauve lançaient la menace, son visage était à moitié caché par ses cheveux chatains et par sa longue barbe ; il n'était jamais plus dangereux que lorsqu'il fronçait ses noirs sourcils. C'est alors que sa dextérité à lancer le javelot et la flèche devenait inévitablement meurtrière; on le servait en tremblant; on ne pouvait plus distinguer ses muets des autres esclaves du sérail, car chacun parlait par signes. Pendant que la peste enlevait tous les jours près de 1,500 personnes à Constantinople, il se faisait apporter de Péra les plus grandes coupes, et s'en servait pour boire pendant la moitié de la nuit au bruit du canon. Le meurtre n'était plus pour cet homme un moyen, mais un plaisir. Son extrême sévérité dompta sans doute les milices rebelles; il leur interdit les réunions où, enivrées par les vapeurs du tabac et du café, elles passaient des journées entières sans autre occupation que celle de tramer des complots; il rétablit l'ordre dans les timars, changea le costume des sipahis, et ne leur permit plus de se livrer dans les rues à leur bruyante turbulence; il sépara les janissaires impropres au service d'avec les janissaires valides, et força ceux-ci, en dépit de leurs dispenses, à marcher contre l'ennemi ; cependant il ne parvint pas à ramener la valeur parmi ses troupes. Les sipahis, auxquels leur solde ne suffisait point, abandonnèrent souvent et leur solde et leur service. Les janissaires ne paraissaient propres à inspirer la terreur aux Occidentaux que par leur aspect et leurs cris; ils ne montraient ni connaissance de la tactique ni courage. Leur aga était parti un jour de Constantinople avec tout le corps des janissaires; il n'en amena que 3,000 à Alep; tout le reste avait déserté en route. On fuyait les fonctions militaires avec autant d'ardeur qu'on en avait mis autrefois à les rechercher. Alors les armées ottomanes retombèrent dans leur état primitif, et les timarlis apparurent de nouveau comme en formant le noyau. Néanmoins les meilleures mêmes de ces troupes de timarlis, c'est-à-dire celles qui, cantonnées sur les frontières de la Hongrie, s'étaient tenues en haleine par des combats continuels, étaient encore composées de mauvais soldats. Les chrétiens se réjouissaient de ce que Dieu, pour le bonheur des fidèles, n'avait donné aux Turcs que peu de capacité. On comparait l'aspect de leur ordre de bataille à celui d'un taureau qui est menaçant et dangereux en apparence, mais qu'on peut vaincre avec de l'intelligence

et de l'adresse. Du reste, quelque puissant, quelque absolu qu'il pût paraître, Amurat n'en était pas moins dominé par l'influence du sérail; il retira l'autorité à sa mère, et la relégua deux fois dans le vieux palais. Il était le jouet de ses favoris. La loi et le droit avaient peu de pouvoir sur lui en présence de l'or, pour lequel il montrait une soif insatiable. Il ne lui fallait ni étoffes magnifiques, ni objets d'art précieux; il n'attachait d'importance qu'au nombre des bourses. Alors chacun chercha à paraître pauvre. On évita d'avoir en sa possession des meubles d'or et d'argent, de porter des vêtements précieux; on cacha son argent; on craignit d'exciter en même temps les deux passions du Grand Seigneur, celle de l'or et celle du sang. Amurat gouverna ainsi son empire. Il remplit sans doute ses trésors; il mit sa vie en sûreté, et mourut tranquillement dans son lit (1640); mais la terreur qui lui avait procuré cette sûreté paralysa en même temps les forces de l'empire; le glaive qui lui procura des richesses le priva des hommes qui avaient été la terreur de la chrétienté [1]. »

§ IV. — Relations avec la France. — Deshayes, Césy, Marcheville.

Sous le règne d'Amurat, la France perdit beaucoup de son influence en Orient. Ce fut la faute de marchands avides, qui introduisaient jusqu'à de la fausse monnaie, et d'aventuriers qui se livraient à tous les métiers, et finissaient ordinairement par renier leur religion. Le gouvernement de Louis XIII, averti de cet abus, donna une attention plus sérieuse aux affaires du Levant. Des consulats furent établis en Albanie, et des missions en Morée, à Athènes, à Scio, à Constantinople, à Alep, à Seïde, etc. Un voyageur célèbre, Deshayes de Courmesmin, fut envoyé pour visiter tous nos établissements; il parcourut la plus grande partie de l'empire ottoman, alla jusqu'à Jérusalem, où il établit un consulat, et fit rendre aux religieux catholiques la garde des lieux saints de Bethléem, qui leur avait été enlevée par les Arméniens, et « dont ils étaient en possession de toute ancienneté, » dit le firman du sultan.

Deshayes fut ensuite envoyé en Perse avec des instructions très-étendues, pour y protéger la religion catholique et le commerce français. Par ses soins, une compagnie de marchands fut établie à Ispahan, mais elle ne réussit pas dans ses opérations. Une mission de capucins fut plus heureuse : le schah la prit sous sa protection, « en considération, écrivait-il, de la très-haute majesté du roi de France, qu'il tenait pour son frère bien-aimé. »

Cependant le comte de Césy avait succédé à Sancy, et sous ce ministre les mauvais procédés de la Porte envers la France recommencèrent. Césy ne put obtenir

[1] Relation vénitienne de 1637, citée par Ranke, p. 101-104.

du divan la déposition d'un patriarche de Constantinople qui avait adopté le calvinisme ; il fut obligé d'admettre la république de Venise au partage de la protection des églises de Galata ; il ne put empêcher le sultan, à la demande des ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande, de fermer les écoles et les imprimeries des jésuites et de chasser ces religieux de Constantinople (1628). Vainement il menaça de se retirer : le vizir lui dit que la vieille amitié de la France et de la Turquie ne pouvait dépendre du châtiment de quelques espions. Et le bannissement des jésuites fut maintenu pendant douze ans. Enfin Césy, pour favoriser le commerce français, ayant pris à ferme les douanes de Constantinople, en donna la gestion à un Arménien (1629), qui, ayant cautionné imprudemment plusieurs marchands de Marseille, fit banqueroute. Il se trouva responsable de sa dette, qui s'élevait à cent mille francs, et fut poursuivi à ce sujet.

Henri de Gournay, comte de Marcheville, fut alors donné pour successeur à Césy (1631), avec ordre d'arranger ses affaires en faisant payer les dettes qu'il avait contractées « pour le bien du commerce » par tous les marchands de Marseille. Marcheville était un gentilhomme présomptueux, ignorant, spadassin. Comme il arrivait dans l'Archipel, il rencontra la flotte du kapoudan-pacha, qui, sans le connaître, lui demanda le salut et le somma de venir à son bord ; il répondit en ordonnant à son vaisseau de tirer à boulet sur la capitane turque, criant même à ses matelots de viser l'amiral qui était sur le pont. Le vaisseau français fut bientôt enveloppé par la flotte ottomane et Marcheville amené tout furieux au kapoudan, auquel il dit son nom, en lui déclarant qu'il aurait sa tête ou que la France ferait la guerre à la Porte. Le Turc ne répondit rien et ne relâcha l'ambassadeur qu'à Constantinople. A la première audience qu'il eut du grand-vizir, Marcheville se plaignit des outrages du kapoudan, mais avec tant d'emportement et de menaces, que le ministre l'interrompit et le congédia. Alors il ne ménagea plus rien, et se conduisit avec un tel dédain des usages orientaux, qu'il passa pour fou et se trouva exposé à de continuelles injures. Ainsi il fit évader plusieurs esclaves chrétiens; il chargea l'épée à la main, dans les rues de Constantinople, les janissaires qui ne lui ouvraient point passage; il envoya ses interprètes auprès du divan faire des menaces tellement extravagantes, que, si l'on en croit le rapport un peu suspect du résident autrichien (la correspondance des affaires étrangères ne fait pas mention de ces faits), l'un de ces interprètes fut pendu, un autre empalé, et que le fils de l'ambassadeur fut emprisonné. Tout cela se passait sous le règne d'un prince qui terminait ainsi ses commandements : « Fais comme j'ai dit, ou je te coupe la tête. » Libre carrière fut alors donnée aux fureurs fanatiques des Ottomans contre les chrétiens; on ferma les églises de Galata ; on désarma tous les Francs, même les ambassadeurs; on imposa des taxes arbitraires sur les marchandises européennes. Marcheville récrimina contre toutes ces violences avec autant de hauteur que de maladresse, et se trouva en butte à la haine non-seulement des Turcs,

mais des Français et de tous les chrétiens; enfin il mit le comble à ses extravagances en excitant une sorte d'émeute contre son prédécesseur, dont il n'avait nullement arrangé les affaires, et qui, étant revenu à Constantinople pour sa dette, fit saisir, par l'ordre du roi et avec l'agrément du sultan, les vaisseaux des marchands qu'il avait cautionnés. Le kapoudan-pacha, qui n'avait cessé de persécuter Marcheville, était devenu kaïmacan ou lieutenant du grand-vizir; il profita de ce tumulte pour lui signifier, de la part du sultan, l'ordre de quitter la ville à l'instant même. « Cet ordre, disait-il, s'adressait à la personne de Marcheville, et non à l'ambassadeur du roi de France. » Il le fit jeter dans une caïque, qui le conduisit à un bâtiment français, lequel fut remorqué jusqu'aux Dardanelles (1634). Césy, son prédécesseur, fut invité par le divan et presque contraint à reprendre ses fonctions d'ambassadeur, jusqu'à ce qu'il plût au roi d'en ordonner autrement; il fut confirmé par la cour de France, qui accepta l'explication du kaïmacan et ne demanda aucune réparation. Il était encore à Constantinople en 1639, quand le roi nomma à l'ambassade de Turquie M. de la Haye-Vantelay.

De tous les dommages faits aux Francs pendant l'ambassade de Marcheville, le plus grave fut l'usurpation par les Grecs sur les Latins de la garde du saint sépulcre. De temps immémorial, la possession des lieux saints avait été attribuée aux religieux franciscains sous la protection de la France, quand, en 1634, les Grecs profitèrent des mauvaises dispositions des Ottomans contre les Européens pour la revendiquer. L'affaire fut plaidée devant le divan avec beaucoup de solennité et en présence de tous les ambassadeurs chrétiens; à force d'argent, les Grecs l'emportèrent, et tous les efforts que fit la France pour faire casser ce jugement échouèrent pendant quarante ans. Cette usurpation des Grecs porta une grave atteinte à l'influence française en Orient; car ce n'était pas une vaine prérogative que la possession des lieux saints par des religieux français; elle était un reste de notre domination dans le Levant, en constatait l'impérissable souvenir, et témoignait de notre puissance aux yeux des chrétiens comme aux yeux des Turcs. Ces églises, ces sanctuaires, ces lieux consacrés par la vie et la mort du Christ, n'étaient pas protégés par les rois de France uniquement par zèle religieux, mais par considération politique; à mesure que l'un d'eux était enlevé à leur garde, le nom français perdait quelque chose de son éclat en Orient, et le jour où le drapeau de la France aura disparu du dernier dôme catholique, l'influence française aura disparu dans le Levant. Nous reviendrons en détail sur ce grave sujet.

§ V. — Déprédations des Barbaresques ; tentatives de répression par la France.

Pendant que la France perdait la garde du saint sépulcre de Jérusalem et que son ambassadeur était insulté à Constantinople, notre commerce était abandonné

aux déprédations des Barbaresques. La piraterie avait pris, dans les premières années du dix-septième siècle, le plus scandaleux développement; plus de cent bâtiments corsaires jetaient perpétuellement la terreur sur toutes les côtes, où ils enlevaient richesses, bestiaux, habitants. On ne parlait que de leurs ravages et de leurs cruautés; une captivité chez les Barbaresques était devenue un accident ordinaire pour les voyageurs; vingt mille chrétiens étaient dans les fers. La Méditerranée n'appartenait plus à la chrétienté, elle était toute au mahométisme et à la partie du mahométisme le plus barbare et le plus hideux; car les corsaires d'Alger, de Tunis et de Tripoli étaient le ramassis de tous les brigands et aventuriers de la Turquie, et leurs chefs étaient le plus souvent des renégats chrétiens.

Les côtes de la France avaient été respectées par les corsaires dans les premiers temps de l'alliance avec la Porte: Soliman était obéi de ses vassaux d'Afrique, et François Ier avait une marine. Mais, sous les successeurs de Soliman, sous les fils de Henri II, les Barbaresques se rendirent presque complétement indépendants de la Porte, et la France eut à peine quelques galères dans la Méditerranée. Alors nos côtes eurent leur part de ravages; aucun bâtiment marchand n'osa plus se montrer en mer sans être garni de canons et de soldats; nos navires et nos matelots furent enlevés jusque dans les ports de Syrie, jusque sous le canon des Dardanelles; la Provence et le Languedoc furent journellement insultés, et chaque port, chaque village, compta bientôt un cinquième de ses marins dans les fers. Les habitants furent réduits à fortifier leur maisons, à inventer des signaux de jour et de nuit qui avertissaient de l'approche des barbares, à armer même les barques de pêcheurs. Des renégats, établis dans les villes d'Afrique, achetaient à vil prix les marchandises pillées et les venaient revendre en Europe et principalement dans les ports de la Toscane. Tous les écrits du temps contiennent des plaintes à ce sujet, et racontent des histoires lamentables de captivité[1].

Le gouvernement de Louis XIII, ému de ces plaintes, fit de vives représentations à la Porte Ottomane, qui ordonna aux Barbaresques de cesser leurs brigandages sur les vaisseaux français et de délivrer les esclaves de cette nation; mais ces ordres ne reçurent aucune exécution. Alors on se décida à négocier en particulier et directement avec les pirates. Un traité fut conclu, le 21 mars 1619, entre le roi de France et les Algériens, par l'entremise du duc de Guise, amiral du Levant, sans que la Porte s'inquiétât de cet acte d'indépendance de ses sujets. Le traité ne fut pas exécuté, et, dès l'année suivante, sept galères françaises furent envoyées à la chasse des corsaires; elles firent quelques prises et continuèrent leurs courses pen-

[1] Nous n'en citerons qu'un seul: « Mémoires portant plusieurs advertissements présentés au roy par le capitaine Foucques, capitaine ordinaire de Sa Majesté en la marine du Ponant, après être délivré de la captivité des Turcs, pour le soulagement des Français et autres nations chrestiennes, marchands et matelots qui naviguent sur cette mer; avec une description des grandes cruautés et prises des chrestiens par les pirates turcs de la ville de Thunis, par l'intelligence qu'ils ont avec certains Français renégats. »

dant deux ans; mais ces forces étaient insuffisantes; notre commerce continua à souffrir, et l'assemblée des notables de 1626 supplia le roi « d'entretenir dans ses ports bon nombre de vaisseaux garde-côtes pour défendre le littoral contre les pirates qui l'infestaient. » Richelieu avait alors besoin de toute sa marine contre les protestants; il fit intervenir l'autorité du sultan, qui donna des commandements « à ses esclaves de la milice d'Alger, pour qu'ils eussent à respecter les vaisseaux et sujets de son ami l'empereur de France. » On envoya à Alger, pour négocier, un marchand de Provence, Simon Napolon, avec deux canons pris sur les barbares et les esclaves turcs qui étaient sur nos galères, et l'on obtint des Algériens, le 19 septembre 1628, un nouveau traité par lequel ils s'engageaient seulement à respecter, dans l'avenir, les bâtiments français.

Ce traité fut encore violé; les barbares ne purent se faire à l'idée qu'ils dussent respecter la vie et les biens de certains infidèles; et une inspection faite en 1633 sur les côtes de la Provence, par M. de Séguiran, d'après les ordres de Richelieu, dévoila les ravages des corsaires et l'état où était tombé notre commerce du Levant. D'après le rapport de Séguiran, Marseille, qui poussait des cris de détresse, avait alors dans son port dix-huit vaisseaux français ou étrangers, dix polacres, cent quatre tartanes et grosses barques, etc. Elle envoyait annuellement : 1° à Alexandrie, quinze vaisseaux chargés chacun d'une valeur de 60,000 livres, et qui rapportaient d'Orient des cuirs, des cires, des épiceries, des drogues, des tapis; 2° à Seïde, huit vaisseaux de même valeur, et qui rapportaient des soies, des cotons et des raisins; 3° à Alexandrette, qui était le port d'Alep, vingt vaisseaux chargés chacun de 120,000 livres, et qui rapportaient à peu près les mêmes marchandises; 4° à Smyrne, douze vaisseaux ayant un chargement de 30,000 livres chacun; 5° à Constantinople, dix vaisseaux ayant même valeur; 6° en Chypre, cinq vaisseaux dont le chargement valait 48,000 livres; 7° à Tunis, Alger, etc., huit vaisseaux de même valeur. Total du commerce de Marseille pour le Levant, en 1633 : 5,064,000 livres.

Richelieu aurait bien voulu mettre un terme aux pirateries des Barbaresques; mais il était absorbé dans la lutte qu'il préparait contre la maison d'Autriche. Cependant, il garnit de douze galères les côtes de la Méditerranée; il envoya dans le Maroc une escadre commandée par le chevalier de Rosilly, qui fit rendre six cents esclaves aux corsaires; il entama des négociations avec les chevaliers de Malte pour faire de leur île une possession française, et projeta avec eux la destruction des Barbaresques. Enfin, en 1636, quand la flotte française, commandée par l'archevêque Sourdis, passa de l'Océan dans la Méditerranée pour reprendre les îles d'Hyères qui venaient d'être enlevées par les Espagnols, il lui donna les instructions suivantes : « Après la prise desdites îles, l'armée ira ranger la côte de Barbarie, depuis Tunis jusqu'à Alger, et enverra demander à ceux desdites villes les esclaves français qu'ils détiennent au préjudice des traités de paix qu'ils ont faits

avec le roi, en offrant de rendre les Turcs qui sont à Marseille, ou faute de quoi la guerre leur sera déclarée, tous les hommes et vaisseaux desdites villes pris ou brûlés, même on s'efforcera de brûler ceux qui sont dans le port d'Alger, sans néanmoins s'engager trop. »

La nécessité de tenir la mer contre les Espagnols empêcha Sourdis « d'aller, comme il l'écrivait lui-même, à Tunis et à Alger, pour leur faire connaître le pavillon de France par la bouche de ses canons. » Alors il reçut l'ordre d'envoyer une escadre avec un navigateur, Sanson-Lépage, « pour refaire la paix, en changeant quelques articles indignes du nom du roi; » délivrer nos esclaves et assurer l'existence de nos établissements, qui se composaient alors du Bastion de France, de Massacarès ou la Calle, du cap de Roses et des échelles de Bone et de Collo. L'escadre fut envoyée, mais on ne put rien conclure; les mauvais temps dispersèrent nos vaisseaux; les Algériens détruisirent le Bastion de France, où ils prirent 370 personnes; et ils continuèrent leurs pirateries avec tant de succès qu'en deux ans ils enlevèrent quatre-vingts bâtiments portant pavillon français. En 1640, on envoya une nouvelle escadre qui eut le sort de la première. L'année suivante, on ne fut pas plus heureux, et des négociations entamées avec Tunis n'amenèrent aucun résultat.

§ VI. — Ibrahim Ier (1639). — Guerre contre Venise. — Intervention diplomatique et armée de la France.

Tel était l'état de nos relations avec l'Orient, quand Louis XIV monta sur le trône ; il allait s'aggraver par des fautes qui ont eu une funeste influence sur les destinées de la Turquie et de la France.

Amurat IV étant mort en 1639, Ibrahim Ier lui succéda. Le nouveau sultan ne fit point d'expéditions en Asie, et, à l'exemple de son frère, il ménagea la maison d'Autriche; il enjoignit même à Rakoczy, prince de Transylvanie, de cesser la guerre contre l'empereur et de rompre avec la Suède. Il se montra plus belliqueux à l'égard des Cosaques, qui s'étaient emparés d'Azof sous le règne précédent, et il leur reprit cette place (1642), que les Moscovites convoitaient déjà. Tout l'effort de la puissance ottomane fut dirigé contre la république de Venise.

En 1644, les galères de Malte prirent un vaisseau turc qui allait à la Mecque, et sur lequel étaient une des femmes et un fils du sultan ; elles les conduisirent à Candie, où le commandant vénitien eut l'imprudence de les recevoir. A cette nouvelle, Ibrahim se livra à une telle fureur, qu'il voulut exterminer d'abord tous les chrétiens de ses États; puis, sur les représentations du mufti, les Européens seulement; puis, sur les observations de ses ministres, les prêtres catholi-

ques. L'ordre de ces massacres fut même donné, et la révocation s'en fit avec tant de peine, que les Francs établis à Constantinople se crurent pendant quinze jours voués à une mort certaine. Alors le sultan fit venir les ambassadeurs chrétiens ; il leur déclara qu'il les rendait responsables de l'outrage qu'il avait reçu, et que leurs maîtres devaient eux-mêmes le venger sur les chevaliers de Malte et sur les Vénitiens; puis il les fit emprisonner dans leurs maisons, ordonna de fermer les comptoirs des marchands francs, et mit l'embargo sur tous leurs vaisseaux. Les ambassadeurs de Venise, d'Angleterre et de Hollande représentèrent au sultan que pas un de leurs compatriotes ne faisait partie de l'ordre de Malte, lequel se composait presque entièrement de Français ; et la colère d'Ibrahim allait se tourner contre la France, quand le grand-vizir voulut profiter de l'événement pour tenter la conquête de Candie, la dernière possession grecque des Vénitiens; et, sans déclaration de guerre, une flotte de trois cent quarante-huit voiles, portant cinquante mille hommes, débarqua dans cette île, dont l'acquisition devait coûter aux Ottomans vingt-cinq ans de combats.

La Canée fut prise presque sans coup férir (1645). La flotte vénitienne, arrivée trop tard pour défendre cette place, se vengea en dévastant les côtes de la Morée, l'île de Ténédos et la plaine de Troie (1646). Mais plusieurs villes de Crète capitulèrent, entre autres, l'importante place de Retimo. Les Turcs échouèrent devant Candie, capitale de l'île (1647). En même temps ils attaquaient la Dalmatie; mais cette campagne en terre ferme n'eut pas de grands résultats.

Venise avait demandé des secours à toutes les puissances chrétiennes. Le monde catholique s'émut des insultes des Turcs; le zèle religieux qui passionnait alors la France se manifesta par des cris de guerre contre les infidèles, et plusieurs écrits excitèrent Louis XIV enfant « à aller planter la foy et ses lys dans les terres Idumées. » « Nous le verrons, dit un pamphlet de la Fronde, couronné en Jérusalem, et se mettre en possession de tous les royaumes qu'ont possédés ses glorieux ancêtres. » Mazarin voyait sans chagrin les dangers des Vénitiens, avec lesquels nous étions en rivalité pour le commerce du Levant; mais il n'aurait pas voulu que les Turcs, dont l'amitié pour la France s'était si étrangement refroidie, vinssent à dominer la Méditerranée par la possession de Candie. Suivant sa politique cauteleuse, il résolut de conserver ouvertement l'alliance ottomane, pour faire profiter notre commerce de l'embarras des Vénitiens, et en même temps d'empêcher les succès des Turcs par des hostilités sourdes qui les feraient se repentir de leurs mauvais procédés envers la France et satisferaient l'opinion catholique. Il envoya à Constantinople un ambassadeur extraordinaire, M. de Varennes, pour offrir au divan la médiation de la France; la médiation fut repoussée avec hauteur. Alors il offrit aux Vénitiens le concours de la marine française; mais il borna ce concours à trois brûlots, encore à des conditions telles que le sénat les refusa. Ensuite il envoya à Venise un subside de dix mille écus, mais secrètement et en son nom



privé. « Il regrettait, disait sa lettre, que les soins que le roi s'était donnés pour conserver la paix n'eussent pas réussi. » L'année suivante, il donna encore neuf vaisseaux, mais sans équipages, et qui devaient combattre sous pavillon vénitien, conjointement avec neuf autres vaisseaux fournis par l'Espagne. Enfin il permit au sénat de recruter des soldats en France, et cette permission fut si largement exploitée, que, pendant cette lutte de vingt-cinq années, et quoique la France fût elle-même engagée dans la guerre de Trente Ans, plus de 50,000 Français, poussés, soit par le zèle religieux, soit par l'amour des aventures, se mirent à la solde de Venise, et périrent sous son drapeau. Ce nombre est constaté par les registres mêmes de la république.

La gloire de soumettre Candie n'était pas réservée au règne d'Ibrahim; les vices de ce prince, plus que le courage des chrétiens, retardèrent la prise de cette ville. Usé par les plus furieux excès de la débauche, il était incapable de diriger la guerre et de la pousser vigoureusement. Les sultanes favorites dévoraient les revenus de l'État; elles disposaient à leur gré de toutes les charges. L'armée se fatigua de cette honteuse tyrannie, et l'esprit de révolte, comprimé sous le règne précédent, se réveilla d'autant plus terrible que le pouvoir s'était plus avili. Les janissaires déposèrent Ibrahim, et les principaux dignitaires de l'empire le firent étrangler (1648). Son fils Mahomet, à peine âgé de sept ans, lui succéda.

CHAPITRE VIII

RÈGNE DE MAHOMET IV, JUSQU'EN 1669.

---

§ I. — Insolence des janissaires; révoltes en Asie. — Guerre en Transylvanie, en Servie, en Moldavie.

Le règne de Mahomet IV peut se diviser en trois périodes : la première s'étend depuis la mort d'Ibrahim jusqu'à la nomination du grand-vizir Kupruli-Mohammed-pacha (1648-1656); la seconde, pendant l'administration des deux premiers Kupruli, depuis 1656 jusqu'au traité de paix conclu avec la Pologne



(1676) ; la troisième, depuis la mort d'Ahmed-Kupruli jusqu'à la déposition du sultan (1676-1687). La première période est remplie de séditions et de revers ; dans la seconde, Ahmed-Kupruli rétablit les affaires de l'empire ; puis les troubles recommencent, et la puissance ottomane, ébranlée au dedans et au dehors, touche à son déclin.

Après le meurtre d'Ibrahim, la Porte subit de nouveau la domination de la soldatesque. Les janissaires, d'abord satisfaits de leur œuvre, réprimèrent une insurrection des itchoglans et des sipahis ; mais ils firent chèrement payer à Mahomet leur insolente tutelle. Plus d'une fois, pendant la guerre contre Venise, ils compromirent l'honneur du croissant par leurs révoltes, en présence même de l'ennemi. En 1649, ils refusèrent de continuer le siége de Candie, et le séraskier Hussein fut contraint de cesser les opérations. En 1651, une nouvelle sédition coûta la vie à l'aïeule de Mahomet IV, Keuçem-sultane. Cinq ans après, on vit encore les janissaires et les sipahis, irrités des retards apportés au payement de leur solde, se rassembler sur l'hippodrome, théâtre ordinaire de leurs émeutes, et réclamer à grands cris la mort des membres du divan. Le sultan obéit ; les *seigneurs de l'hippodrome* (at-meïdani-aghalari) lui remirent une liste de proscription ; il livra aux mains du bourreau ses plus chers serviteurs, et toute l'administration fut bouleversée (1656). Encouragés par l'exemple de l'armée, les corps de métiers s'insurgèrent aussi et firent déposer un grand vizir. Enfin des révoltes éclatèrent dans les provinces d'Asie : Ahmed-pacha, gouverneur de l'Anatolie, fut vaincu, pris et tué par les rebelles (1649).

Heureusement pour les Turcs, l'Allemagne, épuisée par la guerre de Trente-Ans, que venaient de terminer les traités de Westphalie (1648), ne songea point à reconquérir la Hongrie ; la France était troublée par la Fronde (1649-1652), et n'avait point encore signé la paix avec l'Espagne ; le sultan n'eut donc à combattre que Venise. Mais, tant que l'anarchie dura au dedans, il n'obtint au dehors aucun avantage, malgré l'isolement où les puissances chrétiennes laissèrent les défenseurs de Candie. L'amiral Mocenigo remporta même, devant le détroit des Dardanelles, une victoire complète sur la flotte turque, s'empara des îles de Ténédos, de Samothrace et de Lemnos, et, par un blocus sévère de l'Hellespont, réussit presque à affamer Constantinople (1656).

Telle était la situation de l'empire lorsque Kupruli-Mahomet-pacha fut élevé au poste de grand vizir. Son premier soin, dès son entrée au pouvoir, fut de rétablir l'ordre et la discipline. Une émeute de soldats ayant éclaté, il la comprima par les supplices : quatre mille cadavres furent, dit-on, jetés à la mer. Il fit pendre en même temps le patriarche grec, accusé de trahison.

La guerre contre les Vénitiens fut reprise avec vigueur. Mocenigo perdit la vie dans une bataille indécise près des Dardanelles (1657) ; les îles de Ténédos et de Lemnos furent reconquises ; mais ces succès furent en partie compensés

par une victoire que remporta, près de Milo, l'escadre de la république (1661).

Cependant une ambassade suédoise était venue demander à la Porte une alliance offensive et défensive contre la Pologne. Rakoczy, prince de Transylvanie, joignit ses instances à celles du roi de Suède. Kupruli repoussa ces propositions, et fit emprisonner aux Sept-Tours les députés transylvaniens, parce que leur maître s'était ligué, sans l'autorisation du divan, avec les Suédois et les Cosaques. Rakoczy n'en persista pas moins à attaquer la Pologne; et, pour cela, il conclut un traité avec les woïvodes de Valachie et de Moldavie. Les Polonais le battirent; la Porte le destitua (1657), ainsi que le woïvode de Valachie, Constantin Ier. Le sultan mit à la place de celui-ci le grec Mihne, fils d'un serrurier, et Constantin alla mourir en Pologne. « Avec lui, dit un historien moldave, s'éteignit la famille des Bassaraba, d'où la Valachie a tiré presque tous ses princes pendant quatre cent dix-sept ans, depuis 1241 jusqu'en 1658. La famille des Bassaraba a donné à ce pays, outre plusieurs princes d'un talent secondaire, quatre grands woïvodes, Marcea le Grand, l'instituteur de l'armée; Rodolphe le Grand, le réformateur du clergé; Michel le Brave, le héros et le conquérant, et Matthieu Ier, le législateur de la Valachie. »

Rakoczy, détrôné par le sultan, n'abandonna point sans combat le gouvernement de la Transylvanie; il battit, à Lippa, le pacha de Pesth (1658); mais il fut battu à son tour par Kupruli, et sollicita le nouveau woïvode de Valachie de s'unir à lui. En effet, Mihne médita de tourner ses armes contre les Turcs; mais il fut dénoncé par les boyards : « Le sabre du sultan est bien plus long que le nôtre, » disaient ces Valaques dégénérés. Mihne, pour mériter le pardon de la Porte, suivit les Turcs en Transylvanie. Rakoczy, vaincu, fut remplacé par Achatius Barcsay, qui reçut l'investiture du sultan, sous la condition de payer un tribut de quarante mille ducats (1658). Cependant le sort de la Transylvanie était réservé à la Valachie. Mihne dissimula quelque temps ses projets de révolte. Peu à peu il augmenta son armée et emprunta de l'argent aux principales maisons de banque de Constantinople; enfin, il commença ouvertement les hostilités. Après un massacre général de tous les boyards dévoués aux Osmanlis, il attaqua Tergowitz, la prit d'assaut et fit passer au fil de l'épée la garnison turque. De là il marcha vers Giurgewo et Braïla, emporta ces deux places de vive force, égorgea tous les musulmans qui s'y trouvaient et s'empara de leurs biens. Il ne se contenta pas de chasser les Turcs au delà du Danube; renouvelant son alliance avec Rakoczy, il envoya 10,000 Transylvaniens et 10,000 Valaques contre Ghika, woïvode de Moldavie. Ghika fut vaincu près d'Yassi. Là s'arrêtèrent les succès de Mihne. Kupruli donna ordre aux Tartares d'entrer en Moldavie, tandis que l'armée turque envahissait la Valachie. Les Valaques et les Transylvaniens perdirent une bataille sanglante sur les bords du Baglui; Mihne se sauva dans les montagnes, et Ghika fut donné pour maître aux Valaques (1659). « Les Vala-

ques s'étaient accoutumés à recevoir sans murmurer les princes que le premier batelier turc monté au rang de grand vizir se plaisait à leur envoyer. Ils baisaient le joug qui les opprimait. Plus de réclamation, plus de résistance! Ils recevaient des maîtres des rives du Bosphore ou du fond de l'Albanie; ils les reconnaissaient pour leurs woïvodes, se prosternaient devant la poussière de leurs pieds et adoraient la main qui les frappait. La nation était tombée en décadence; elle avait perdu sa nationalité, et, par conséquent, son indépendance. Les Valaques du temps de Michel le Brave refusaient les Grecs même comme simples employés dans leur gouvernement; les Valaques de 1650 acceptaient avec indifférence ou le rebut du Fanar et de l'Albanie, ou des serruriers, ou des marchands d'huîtres; ils souffraient et se taisaient. Aucune voix forte ne s'élevait pour rappeler à la Turquie son manque de foi, et pour exiger les droits assurés à la Valachie par les anciens traités[1]. »

Tandis que les Tartares et les Turcs mettaient la Valachie au pillage, le comte de Souches, général des Impériaux en Hongrie, enleva aux Ottomans quelques portions de territoire, sous prétexte de protéger les frontières de l'empire contre les incursions des Tartares. Sidi-Ali, pacha de Bude, se plaignit de ces empiétements; sur la réponse évasive du commandant des troupes allemandes, il attaqua Gross-Wardein. La trahison lui ouvrit les portes de cette forteresse presque inexpugnable (1660).

La guerre continuait contre Venise; elle commençait contre l'Autriche; elle faillit éclater entre la France et la Turquie, grâce aux imprudences de M. De la Haye, notre ambassadeur.

§ II. — Ambassade de M. De la Haye. — Rupture diplomatique avec la France. — Mort de Kupruli Ier.

« Au commencement du règne de Mahomet IV, dit le voyageur Chardin, l'État était gouverné par des femmes et par des eunuques, qui remplissaient les premières charges comme il leur plaisait. Presque tous les mois, on voyait un nouveau grand vizir, auquel, après quelques jours de ministère, on ôtait la charge et souvent la vie. M. De la Haye, voyant ces fréquents changements, crut que, durant tout le bas âge de Sa Hautesse, les choses n'iraient point autrement, et qu'ainsi la visite et les présents qu'il faisait à chaque nouveau grand vizir étaient visite et présents perdus. Lorsque Kupruli reçut le sceau de l'empire, l'ambassadeur crut que la fortune de celui-ci ne serait pas meilleure que celle de ses prédécesseurs; mais il se trompa, et la chose réussit tout autrement.

« Dès que Kupruli fut entré en charge, chacun lui fit sa visite et les présents

[1] Kogalnitchano, *Hist. de la Valachie*, etc., t. I, p. 299.

accoutumés, entre autres les ministres étrangers, excepté l'ambassadeur de France. On dit à celui-ci plusieurs fois d'en faire autant, et même on l'en pressa; mais le désir d'épargner un présent à sa nation le retint; néanmoins, voyant que Kupruli s'établissait à la cour sur la ruine de plusieurs grands, et que, selon toutes les apparences, il serait quelque temps grand vizir, il l'alla voir et lui fit son présent. Ce furent là véritablement une visite et un présent perdus; car le vizir, indigné de la négligence et du peu de considération qu'il avait témoignés pour lui en cette importante rencontre, avait formé le dessein de s'en venger sur lui et même sur toute la nation française. C'est là au vrai la source et l'origine de la mauvaise correspondance qu'il y a eue entre la France et la Turquie durant tout le ministère de ce vizir, et depuis même sous le ministère de son fils, qui lui succéda. De manière que la dureté de la Porte envers les trois derniers ambassadeurs de France, et les diverses avanies qui ont été faites aux Français pendant vingt ans, se doivent rapporter originairement à un chagrin personnel, nonobstant les raisons sur quoi on les a fondées dans la suite, dont les principales et les plus justes étaient l'entreprise sur Gigeri et les secours donnés à l'empereur et aux Vénitiens.

« Le vizir ne fut pas longtemps à chercher l'occasion de faire éclater son ressentiment. Il s'en présenta bientôt une telle qu'il la pouvait souhaiter. C'était le temps de la guerre de Candie; la France avait assisté secrètement les Vénitiens dès le commencement de la guerre, et l'on tient que M. De la Haye eut ordre d'avoir un commerce secret avec les Vénitiens et de leur faire savoir les desseins des Turcs. Il leur avait écrit de ne pas céder aux exigences du divan, leur faisant entendre qu'ils devaient tout espérer de la protection de Louis XIV, et que son maître ne serait pas médiateur d'une paix désavantageuse pour les chrétiens. Kupruli ayant été averti de ce commerce par un renégat qui lui livra les dépêches chiffrées de l'ambassadeur (1659), entra dans une grande colère, étant naturellement inhumain et sanguinaire; il ordonna à De la Haye de se rendre à Andrinople, où était la cour. L'ambassadeur, étant malade, envoya son fils à sa place. Le vizir le reçut avec hauteur et lui commanda de déchiffrer les lettres. Celui-ci répondit que « les secrets du roi son maître devaient être gardés. » Kupruli entra dans une telle fureur, qu'il cria à ses chiaoux : « Frappez ce chien! » Et ceux-ci, se ruant sur le jeune De la Haye, le maltraitèrent; puis on le jeta en prison dans la grosse tour d'Andrinople : « Il ne faut pas endurer, dit le vizir, de l'envoyé « d'un ambassadeur, fût-il son fils, ce qu'on n'endurerait pas de l'ambassadeur « lui-même. » Les secrétaires et interprètes de l'ambassade furent menacés de tourments et même de la mort.

« De la Haye accourut à Andrinople. Le vizir lui demanda vainement le chiffre des lettres, qualifia sa conduite de trahison, et quitta la ville pour aller faire la guerre en Transylvanie, en faisant garder à vue l'ambassadeur et en laissant son

fils en prison. Ce ne fut qu'à son retour de la guerre qu'il leur permit de revenir à Constantinople (1660). »

A la nouvelle de cet événement, Mazarin, voulant empêcher une rupture, envoya un gentilhomme nommé Blondel, avec une lettre du roi qui demandait des réparations et la destitution du vizir. Kupruli reçut cet envoyé avec hauteur, se plaignit de la France, qui donnait des secours aux ennemis de la Porte, et menaça de chasser De la Haye avec ignominie. Blondel ne put obtenir audience du sultan et repartit avec ses lettres. A son retour, Mazarin rappela De la Haye (1661) et confia le soin des affaires de la France à Constantinople à un marchand nommé Roboly, qui en resta chargé jusqu'en 1665.

La rupture semblait complète; l'Angleterre, la Hollande, l'Autriche, poussaient la France à la guerre, et leurs ambassadeurs à Constantinople exagéraient à dessein les insultes que nous avions reçues. Mais Mazarin, qui venait, par le traité des Pyrénées (1659), de tracer à la France la politique à laquelle elle devait consacrer toute ses forces pour obtenir la domination de l'Occident, refusa de s'engager dans une lutte impolitique contre la Turquie, lutte d'orgueil dont on ne pouvait se promettre aucun résultat, et qui ferait perdre à la France en Orient une place que nos ennemis se hâteraient d'occuper. Il se contenta de faire craindre une rupture ouverte aux Ottomans, qui étaient embarrassés de leur double guerre de Candie et de Hongrie : il envoya 4,000 Français à Candie; il protégea le recrutement de nombreux volontaires pour l'armée vénitienne; enfin il se prépara à donner des secours à l'empereur contre les Ottomans.

Mazarin et Kupruli moururent tous les deux la même année (1661), après avoir tous les deux exercé, sur les souverains dont ils étaient les ministres, une véritable tutelle et relevé la puissance des États qu'ils gouvernaient. Mazarin eut à vaincre la Fronde; Kupruli réprima les janissaires, étouffa en Asie Mineure une insurrection formidable et pacifia la haute Égypte. Le premier, achevant l'œuvre de Richelieu, abaissa les deux branches de la maison d'Autriche, et agrandit la France à l'est et au sud; le second prépara la chute de Candie, resserra les liens de vassalité qui attachaient à l'empire ottoman la Transylvanie et les principautés danubiennes, et commença contre l'Autriche une guerre qui devait mettre Vienne en péril. Mais, s'il peut être comparé avec Mazarin, Kupruli ressemble plus encore à Richelieu par sa fermeté et son énergie souvent cruelles. Il fit, dit-on, périr plus de 30,000 personnes. Avant de mourir, il conseilla au sultan de se soustraire à la domination des femmes, de ne point s'enfermer dans le sérail, de ne pas laisser amollir les troupes dans l'oisiveté et de ne jamais choisir un ministre trop riche. Mahomet lui demanda, comme un dernier service, de désigner celui qu'il croyait le plus propre à le remplacer. « Je ne connais personne, répondit le grand vizir, qui en soit plus capable que mon fils Ahmed. » Kupruli-Ahmed-pacha hérita des fonctions et de l'autorité de son père (1661).



§ III. — Guerre en Hongrie. — Intervention de la France. — Bataille de Saint-Gothard. — Traité de Vasvar.

Le grand vizir léguait à son fils deux guerres à terminer. Venise et l'Autriche entamèrent vainement des négociations. Kupruli-Ahmed passa le Danube à la hauteur de Gran et mit le siége devant Neu-Haüsel. La prise de cette forteresse, qui était le boulevard de la Hongrie, entraîna la soumission des châteaux environnants (1663). Pendant ce temps, des hordes tartares ravageaient la Hongrie, la Moravie, la Silésie, et emmenaient en esclavage près de 80,000 chrétiens.

L'empereur Léopold était abandonné à ses propres forces; les États d'Allemagne, qui se trouvaient, depuis les traités de Westphalie et surtout depuis la ligue du Rhin, sous la protection de la France, ne voulaient lui donner aucun secours. Pour sauver la Hongrie, Alexandre VII, pontife dévoué à la maison d'Autriche, conçut le projet d'une coalition de tous les États chrétiens contre les Turcs. D'après l'ouverture qui lui fut faite, Louis XIV envoya à Rome un ambassadeur pour représenter au pape les raisons qui devraient détourner la France d'une telle ligue, « telles que la protection de la religion dans les États ottomans, l'intérêt des sujets français au commerce du Levant, enfin les griefs particuliers de Louis XIV contre l'empereur; néanmoins le roi très-chrétien s'élevait au-dessus de ces raisons; il entrerait dans la ligue et ferait auprès de ses alliés d'Allemagne les instances nécessaires pour les y faire entrer. » En effet, le roi de France et la ligue du Rhin conclurent un traité par lequel ils devaient mettre sur pied chacun 30,000 hommes pour marcher contre les Turcs. Mais l'empereur, en voyant de si grandes forces, s'inquiéta du triste rôle qu'il jouait en Allemagne en face du protecteur de la ligue du Rhin; et, par ses conseils, le pape se refroidit pour la coalition. Louis XIV fut irrité de l'accueil fait à ses offres, « offres qui étaient telles, écrivait Lionne, qu'un autre pape en aurait rendu publiquement grâces au ciel; au reste, ajoutait-il, c'est plus encore l'affaire de Sa Sainteté que la nôtre; il suffira à Sa Majesté, pour sa satisfaction et sa décharge envers Dieu, d'avoir fait toutes les avances par rapport à cette ligue qu'un roi, fils aîné de l'Église et principal défenseur de la religion, pouvait faire dans un péril imminent pour la chrétienté. »

Les succès des Turcs continuèrent. L'empereur et le pape demandèrent de nouveau des secours à la France, mais seulement des secours d'argent. Louis XIV offrit 24,000 hommes de ses troupes et 24,000 de ses alliés d'Allemagne. L'empereur les refusa en disant ouvertement que, avec une telle armée, le roi de France serait plus maître de l'empire que lui-même. Louis XIV offrit une armée moindre de moitié : « S'il n'accepte pas, disait Lionne, on doit en tirer deux conséquences, ou qu'il n'avait nulle nécessité d'être secouru, ou qu'il aimait mieux ne l'être pas que de l'être d'aucune force de cette couronne ou de ses amis. » Enfin on s'ac-

corda à envoyer en Hongrie 6,000 Français et 24,000 hommes de la ligue du Rhin, commandés par le duc de la Feuillade et le comte de Coligny. Un subside de 200,000 écus fut donné au pape pour la guerre ; mais l'on s'efforça vainement de renouer le projet de coalition. « C'est un beau dessein, écrivait notre ambassadeur à Rome, qui s'en est allé en fumée. »

Tandis que les Français et les auxiliaires de la ligue du Rhin marchaient vers la Hongrie, Hohenlohe, général des Impériaux, et Zriny, ban des Croates, s'emparèrent de Presnitz, de Babocsa, de Baris, et brûlèrent la ville de Fünf-Kirchen et plus de cinq cents villages. Le comte de Strozzi obtint aussi quelques succès, mais il périt dans une escarmouche sur les bords de la Muhr. Le célèbre Montecuculli lui succéda dans le commandement, et arrêta le flot menaçant de l'invasion musulmane. Kupruli-Ahmed s'était avancé jusqu'à la Raab ; trois fois il essaya de franchir le fleuve, trois fois il fut repoussé. Dans le dernier combat, livré près du village de Saint-Gothard, il perdit près de 25,000 hommes (1er août 1664). Les 30,000 auxiliaires de France et d'Allemagne décidèrent le succès de cette bataille. On raconte que, lorsque le grand vizir vit déboucher les gentilshommes français avec leurs habits enrubanés et leurs perruques blondes, il s'écria : « Quelles sont ces jeunes filles ? » Mais, en un clin d'œil, les janissaires furent enfoncés par ces jeunes filles, que les historiens ottomans appellent des *hommes d'acier ;* et ceux qui échappèrent à la défaite répétèrent longtemps, dans leurs exercices guerriers, les cris que les Français avaient poussés en se jetant dans la mêlée : *Allons ! allons ! tue ! tue !*

La bataille de Saint-Gothard hâta la conclusion de la paix, qui fut signée à Vasvar (1664). Ce traité différa grandement de celui de Sitvatorok, dont Kupruli ne voulait pas entendre parler. La Transylvanie devait être évacuée par les Impériaux et par les Turcs ; Apafy était reconnu par l'empereur et par le sultan comme prince de Transylvanie et restait tributaire de la Porte. Des sept comitats hongrois situés entre la Transylvanie et la Theiss, trois devaient appartenir à l'empereur ; les quatre qui avaient été enlevés à Rakoczy restaient aux Ottomans. Le sultan gardait Novigrad et Neu-Haüsel.

§ IV. — Hostilités de la France contre les Barbaresques. — Ambassade de M. De la Haye fils.

Les troupes envoyées par Louis XIV au secours de l'empereur revinrent en France après la ratification du traité de Vasvar ; mais les escadres françaises continuèrent la guerre contre le croissant ; elles couraient la Méditerranée pour détruire les pirates barbaresques. Il serait trop long d'énumérer les combats livrés aux corsaires par Beaufort, d'Hocquincourt, Duquesne, Tourville, d'Estrées, les prises et les brûlements de leurs vaisseaux, les expéditions dirigées contre leurs

villes; il serait encore plus long d'énumérer les tentatives faites pour les amener à respecter le droit des gens, les négociations entamées avec eux, les traités signés et rompus par eux; on ne saurait croire ce que le gouvernement de Louis XIV fit d'avances, subit d'insultes, promit d'avantages, pour donner quelque sûreté à notre commerce et forcer les Barbaresques à prendre quelques idées de civilisation. C'était Colbert qui contraignait son maître à abaisser son orgueil devant les nécessités du commerce ; c'était lui qui lui démontrait que, dans les négociations avec les Turcs comme avec les Barbaresques, le fond devait l'emporter sur la forme; qu'avec des peuples étrangers à toutes nos idées sur le point d'honneur, on pouvait mépriser des insolences et des bravades qu'on ne supporterait pas d'une nation chrétienne. Nous ne citerons qu'un seul des traités conclus avec les Barbaresques; c'est celui qui fut fait avec les Tunisiens en 1665, parce qu'il renferme les stipulations communes à tous les autres traités : liberté de commerce, reddition des esclaves, ouverture des ports aux bâtiments de guerre français, juridiction et droits des consuls, etc. Ce traité stipule, en outre, le rétablissement du commerce de la France au cap Negro ; c'était un établissement situé sur les confins des régences de Tunis et d'Alger, et d'où l'on tirait annuellement vingt mille muids de blé et quarante mille charges de légumes, principalement destinés à la marine; le monopole en était cédé à la France, moyennant une somme de 35,000 piastres destinées à la solde des troupes tunisiennes qui devaient en éloigner les étrangers.

Le gouvernement de Louis XIV ne se contenta pas d'envoyer des vaisseaux contre les Barbaresques, il voulut avoir un établissement militaire sur la côte d'Afrique, comme les Espagnols en avaient un à Oran. Après avoir fait, avec l'ordre de Malte, l'alliance projetée par Richelieu et qui mit à sa disposition toute la marine des chevaliers, il fit partir, sous le commandement du duc de Beaufort, une flotte de trente bâtiments qui se dirigea sur Djigelli ou Gigeri. On s'empara de cette petite ville et l'on y bâtit un fort dont les débris existent encore. Mais alors la discorde se mit entre les troupes de terre et les troupes de mer; les Algériens en profitèrent pour reprendre la ville et forcer les Français à la retraite. Malgré cet échec, l'entreprise sur Gigeri jeta un grand éclat. « C'est un échantillon, dit un écrit du temps, de ce que les infidèles ont à craindre et les chrétiens à espérer. » « Elle excita, dit le chevalier d'Arvieux[1], des murmures infinis dans l'empire ottoman, dans la Syrie et dans l'Égypte... Les Turcs et les Maures crièrent à la vengeance; ils disoient hautement qu'il falloit exterminer tous les Francs qui étoient dans l'empire. Ceux qui venoient dans les ports de Syrie nous chargeoient d'injures, et menaçoient de se venger sur nos personnes et sur nos biens des pertes que la prise de Gigeri leur causoit. Les Anglois, Hollandais et au-

[1] *Mém.*, t. III, p. 3.

tres Francs qui sont dans les Échelles se séparèrent de nous et affectèrent de dire qu'ils n'étoient pas Français et qu'ils n'avoient aucune part à la prise de Gigeri. On nous avertissoit de toutes parts que nous étions dans un danger extrême et qu'il y avoit apparence que les Turcs nous feroient éprouver la fureur des Vêpres siciliennes. »

Le gouvernement de Louis XIV avait espéré que l'expédition de Gigeri, la bataille de Saint-Gothard, les secours donnés aux Vénitiens, amèneraient la Porte ottomane à lui faire des réparations et à demander le renouvellement de l'alliance; mais le divan dissimula ses ressentiments; il affecta un calme insouciant et superbe; il ne parut ni s'émouvoir du départ de l'ambassadeur français, ni s'apercevoir des hostilités de la France, ni craindre une rupture; il se contenta de répondre aux agressions de son ancienne alliée en gênant son commerce et en persécutant les chrétiens d'Orient. Les choses en vinrent à ce point qu'il fallait ou rompre entièrement, ou renouer l'alliance. « On a fait la guerre en Europe, écrivait d'Arvieux à Louis XIV, pour de moindres sujets, et je ne crois pas qu'on puisse dire que nous ayons véritablement la paix avec le Grand Seigneur, si on ne renouvelle cette alliance sur le même pied que s'il n'y avoit jamais eu rien entre Votre Majesté et lui. » Colbert, héritier des idées de Mazarin, regardait une guerre contre les Turcs comme une catastrophe qu'il fallait éviter à tout prix; selon lui, elle devait détourner la France de ses véritables intérêts à l'Occident, ruiner une partie de son commerce, la lancer dans une voie inconnue et qui ne pouvait être la sienne; il força encore Louis XIV à s'humilier devant cette nécessité fatale, et envoya à Constantinople deux secrétaires d'ambassade pour demander si la Porte serait disposée à renouveler les capitulations, si elle recevrait avec honneur un nouvel ambassadeur, si elle n'avait pas de répugnance à voir M. De la Haye fils exercer ces fonctions. Kupruli, feignant d'oublier Gigeri, Saint-Gothard et Candie, répondit que l'amitié de la Porte pour la France était trop ancienne pour être altérée par la conduite peu sensée d'un ambassadeur, et il promit de bien accueillir M. De la Haye.

Celui-ci avait été nommé par un conseil d'orgueil déplacé et pour humilier le vizir; mais il n'était nullement le ministre capable de réconcilier les deux puissances; il avait contre lui, outre les antécédents de son père, un caractère plein de fiel et d'emportement qui le faisait haïr même de ses compatriotes. Il arriva à Constantinople en 1666, et « dès l'abord, dit Chardin, il se conduisit avec autant de hauteur qu'on le pouvoit attendre d'un ministre ferme qui soutient le caractère d'ambassadeur d'un roi puissant et redouté. Il ne parloit sans cesse, dans les visites qu'il faisoit aux ministres du divan, que de la grandeur du roi son maître et de la puissance de ses armes. Cela déplut fort au vizir, qui s'imagina que c'étoit une insulte qu'on lui venoit faire et au Grand Seigneur jusque dans sa cour, et, dans cette prévention, il traita l'ambassadeur avec un mépris assez outrageant. » Dans une audience qu'il lui donna, il le reçut avec beaucoup de dédain,

sans le regarder, sans se lever de sa place; quand il se tourna pour lui parler, ce fut pour lui reprocher les secours que la France avait envoyés en Hongrie et à Candie; puis il le congédia.

De la Haye, que ses compatriotes accusaient des mauvais procédés de la Porte envers la France, supporta cet affront sans se plaindre; mais, dès qu'il fut sorti du palais, il envoya dire au vizir qu'il voulait bien ne pas compter la rencontre qui venait de se faire entre eux comme une audience donnée par le premier ministre du Grand Seigneur à l'ambassadeur du plus puissant monarque de la chrétienté; qu'il lui demandait donc une nouvelle audience, mais à condition qu'il y serait reçu avec tous les hommages dus au maître qu'il représentait. Le vizir accorda l'audience, avec la condition qui y était mise; mais, par un caprice de brutalité barbare, il reçut l'ambassadeur comme la première fois. De la Haye, plein d'indignation, lui reprocha et son insolence et son manque de foi, et il lui déclara que, s'il ne lui faisait réparation, il avait ordre de rendre les capitulations et de s'en retourner en France. Le vizir s'emporta à son tour et répondit par une injure. L'ambassadeur prit des mains de son interprète le cahier des capitulations, les jeta au vizir et se leva pour sortir. On dit alors (mais les rapports seuls de l'ambassadeur d'Autriche mentionnent ces détails presque incroyables) que, le vizir l'ayant traité de juif et de chrétien, il fit mine de tirer son épée, que les chiaoux se jetèrent sur lui, le frappèrent du tabouret qu'il venait de quitter et lui donnèrent un soufflet. Ce qui est certain, c'est que, à sa sortie, il fut arrêté et retenu pendant trois jours dans une des chambres du palais. Pendant ce temps, le vizir délibérait avec le mufti et le kapoudan-pacha sur cet événement et la guerre qui pouvait s'ensuivre; on en informa le Grand Seigneur, qui ordonna à Kupruli de se réconcilier avec De la Haye. Celui-ci, qui savait la cour de France mécontente de sa conduite, se prêta à tous les arrangements; et il fut arrêté que les deux audiences précédentes seraient considérées comme non avenues; que l'ambassadeur n'en rendrait aucun compte à son maître, et que, dans une troisième audience, il serait reçu par le grand vizir avec les cérémonies et honneurs accoutumés. L'audience eut lieu : Kupruli accabla De la Haye de prévenances, de politesses et de présents; mais la bonne intelligence ne fut pas rétablie entre les deux ministres, et la France et la Porte continuèrent, en gardant les dehors de l'amitié, à se nuire sourdement.

De la Haye avait ordre de demander le renouvellement des capitulations et la liberté pour les Français de commercer avec les Indes par l'Égypte et la mer Rouge. Ces demandes furent repoussées. Les Génois, qui négociaient dans le Levant sous la bannière française, s'étaient recommandés à la France pour obtenir du Grand Seigneur la liberté de commercer directement avec ses sujets; ils avaient été refusés. Alors ils s'adressèrent à l'Angleterre, et, par sa protection, obtinrent des capitulations analogues à celles des Anglais et des Hollandais. Louis XIV or-

donna à De la Haye de demander la révocation de ces capitulations, comme étant une violation du traité par lequel la Porte s'obligeait à ne recevoir en Turquie aucune nation européenne que sous la bannière française. Le vizir lui répondit : « que la Sublime Porte était ouverte pour se retirer, de même que pour venir; que l'empereur de France n'avait pas le droit de vouloir empêcher le Grand Seigneur de faire la paix avec de vieux ennemis et de leur accorder des capitulations, lorsqu'ils venaient les lui demander; qu'il devait suffire à Sa Majesté d'être reconnue à la Porte comme padischah et comme premier prince de la chrétienté, sans prétendre rien lui prescrire pour les autres. » De la Haye récrimina en termes offensants contre la mauvaise foi de la cour ottomane; et, revenant sur l'espèce de grâce que le Grand Seigneur faisait au roi de France en le traitant de premier prince chrétien : « Ce titre, dit-il, mon maître n'en est redevable qu'à Dieu et à ses armes victorieuses. » Le traité fait avec les Génois fut maintenu.

La cour de France était irritée de toutes ces insultes; elle s'en vengea en donnant de nouveaux secours aux Vénitiens.

§ V. — La France secourt Candie. — Prise de cette ville.

La guerre de Hongrie avait fait diversion à celle de Candie. Quand le traité de Vasvar fut signé, Kupruli-Ahmed résolut de terminer par un coup décisif la lutte engagée entre l'empire ottoman et la république de Venise. Il s'embarqua dans le mois de mai 1666, traversa l'Asie Mineure et arriva, le 3 novembre, à la Canée. Sa présence ranima l'ardeur des Turcs, fatigués par une guerre de vingt-deux ans, et la tranchée fut ouverte sous les murs de Candie le 28 mai 1667. Les assiégés soutinrent l'attaque du grand vizir avec une incroyable opiniâtreté; les Turcs ne montrèrent pas moins d'acharnement. Mais, à mesure qu'ils enlevaient ou détruisaient quelques portions des remparts, de nouvelles fortifications s'élevaient en arrière; on eût dit, selon l'expression d'un historien, que la ville ne faisait que resserrer son enceinte devant les assiégeants. Kupruli, dans cette campagne, perdit 8,000 hommes.

L'année suivante, une troupe de 1,200 gentilshommes français, où l'on voyait les noms les plus illustres de la monarchie française, traversa la Méditerranée sous le pavillon de Malte, et entra dans Candie sous le commandement du duc de la Feuillade. Ces volontaires, qu'animait cette bravoure si folle et si séduisante qui a valu à la France autant de défaites que de victoires, crurent qu'il suffirait d'une sortie pour délivrer Candie, et ils la demandèrent. Le gouverneur Morosini, dont la garnison était épuisée, refusa. Il déclarèrent qu'ils sortiraient seuls. En effet, aidés seulement des chevaliers de Malte, ils sortirent, ayant à leur tête la Feuillade, qui tenait un fouet à la main, et six moines portant le crucifix; ils jetèrent

l'alarme dans le camp des Turcs et leur tuèrent 1,200 hommes; mais, enveloppés bientôt par des milliers d'ennemis, ils se retirèrent en laissant une centaine de morts et de blessés, et, découragés de ce mauvais succès, ils se rembarquèrent.

L'éclat de ce secours valut à notre ambassadeur et à nos marchands du Levant de nouvelles insultes, de nouvelles avanies. Louis XIV s'en lassa, ordonna à De la Haye de revenir en France et envoya quatre vaisseaux commandés par M. Dalmeiras pour le ramener avec tous les Français qui voudraient le suivre. L'ambassadeur informa de cette mesure le kaïmacan, lui disant qu'il n'attendait pour partir que l'escadre française et le congé de la Porte. Le kaïmacan demanda à l'ambassadeur s'il avait un successeur. De la Haye répondit que le roi de France ne voulait plus tenir d'ambassade à la Porte, parce que cette dignité n'y avait pas été considérée ni respectée comme elle devait l'être; qu'il laisserait un marchand pour y résider, jusqu'à ce que réparation eût été faite des insultes portées contre la France depuis longues années. Le divan prit du temps pour donner le congé demandé, d'accord avec De la Haye, qui voulait conserver sa place. Mais le bruit courait que Louis XIV préparait un secours formidable pour délivrer Candie, et qu'il était même décidé à une guerre ouverte contre les Turcs. Le grand vizir s'en alarma et pressa le siége de la ville avec des forces qui dépassaient 100,000 hommes.

En effet, Louis XIV, poussé à bout par les injures de la Porte, et voulant faire parade, aux yeux de la chrétienté, de son zèle religieux, préparait un secours pour Candie (janvier 1669), qui se composait de douze régiments d'infanterie, de trois cents chevaux, d'un détachement de la maison du roi, de deux cents gentilshommes volontaires, en tout 6,000 hommes, qu'un historien turc appelle « 6,000 pourceaux ayant de mauvais desseins. » Cette petite armée, que commandait le duc de Navailles, était montée sur vingt-sept bâtiments qu'escortaient quinze vaisseaux de guerre commandés par le duc de Beaufort ; elle portait, pour garder les apparences de la neutralité, l'étendard de l'Église, et avait pour avant-garde quatorze galères pontificales. La première division, forte de 4,500 hommes, arriva en juin 1669, alors que Candie était réduite aux dernières extrémités : les mousquetaires de la maison du roi ne voulurent pas débarquer pendant la nuit, mais ils le firent en plein jour sous le feu des Turcs. Dès le lendemain, et sans attendre le reste de l'armée, on fit une sortie ; mais Navailles voulut la faire avec ses troupes seules, et il refusa les soldats que Morosini offrait de lui donner. La sortie fut vigoureuse : la première ligne des Turcs fut forcée, et la terreur se répandait dans leur armée, quand une explosion de barils de poudre, qui éclata dans les rangs des Français, jeta la confusion parmi eux et les força à la retraite. Ils laissèrent 500 hommes sur le champ de bataille, parmi lesquels était le duc de Beaufort.

La deuxième division arriva ; mais déjà le découragement était dans l'armée royale, qui avait reconnu que la ville n'était plus défendable. Cependant la flotte

française se réunit à la flotte vénitienne pour attaquer le camp des Turcs ; on se canonna pendant tout un jour, et sans autre résultat que la perte d'un vaisseau français, qui sauta pendant le combat. Alors Navailles, mécontent des Vénitiens, se rembarqua avec sa petite armée (21 août) et revint en France, où Louis XIV le blâma de ce retour précipité et l'exila. Le départ des Français fut le signal de la reddition de la ville. Morosini capitula et signa en même temps la paix avec les Turcs (6 septembre 1669). La république perdit l'île de Crète, à l'exception de trois ports : Carabusa, Suda et Spinalunga.

« L'histoire, dit Hammer, ne présente pas une place forte dont la conquête ait coûté autant d'argent, d'efforts et de temps que celle de Candie. On avait combattu vingt-cinq ans pour sa possession, et durant ce temps elle avait soutenu trois siéges, dont le dernier s'était prolongé trois années entières. Les Turcs avaient tenté cinquante-six fois l'assaut ; ils avaient poussé quarante-cinq attaques souterraines. Les assiégés mirent le feu à onze cent soixante-douze mines ; les Turcs en firent sauter trois fois autant. La perte des Vénitiens fut de 30,000 hommes, celle des Turcs, de plus de 100,000. »

Si cher que cette victoire eût coûté à l'empire, le sultan et sa cour montrèrent la plus grande joie. Kupruli-Ahmed partagea avec ses compagnons d'armes la gloire du succès. « Tous, leur dit-il, vous avez contribué à cette conquête de toutes vos forces et de toute votre âme. Que votre visage resplendisse dans les deux mondes ! que le pain du padischah vous soit légitimement acquis ! Je représenterai sous les yeux de notre sublime maître la grandeur de vos services, et je m'occuperai de faire tomber des récompenses sur vos têtes suivant la mesure de vos grades. » Le sultan ratifia les promesses du grand vizir, et lui prodigua les témoignages les plus éclatants de sa faveur. On avait cru que Candie était l'écueil où se briserait la puissance ottomane ; aussi Kupruli dit-il après la capitulation : « Les Français ont eu pitié de nous ! »

§ VI. — Nouveau désaccord avec la France.

Cependant l'escadre de Dalmeiras était arrivée, mais De la Haye n'était pas parti. Pour se maintenir dans sa place, il travailla sourdement et bassement à ramener la bonne intelligence entre la France et la Porte, et il trompa sa cour en lui écrivant qu'il était traité avec tous les respects accoutumés. Enfin il laissa repartir l'escadre de Dalmeiras, s'en alla à Larisse, où se tenait la cour ottomane (mars 1669), sous prétexte de prendre congé du sultan, et y manœuvra de telle sorte, qu'il décida le divan à envoyer en France un ambassadeur avec une lettre du sultan, pour renouer l'amitié entre les deux États. Cette mission fut confiée à un *mouteferrika* (officier des gardes), du nom de Soliman, auquel la Porte n'ac-

corda que 2,000 écus pour son voyage, et qui fut défrayé secrètement, dit-on, par l'argent même de De la Haye. Il s'embarqua sur un bâtiment français, arriva à Paris, fut reçu en audience solennelle à Saint-Germain, et présenta au roi (5 décembre 1669) la lettre de son maître. « Vous savez, disait le sultan, que depuis le temps très-éloigné que les empereurs de France, vos prédécesseurs, ont contracté cette ancienne alliance avec la sûre et ferme famille des Ottomans, ils ont vécu jusqu'à ces jours bienheureux avec tant d'union, d'amitié et de sincérité, que les pays et les peuples ont toujours joui du repos et de la tranquillité. Cette bonne intelligence s'est augmentée d'une telle manière, que, n'ayant souffert aucune altération ni changement, on peut dire qu'elle a été établie pour la paix de tout le monde, pour le règlement et l'ordre des affaires des hommes... » Et il se plaignit du rappel de l'ambassadeur, « qui a toujours été, disait-il, sous l'ombre permanente de notre justice, avec honneur, pendant que vos sujets et marchands qui abordent dans les havres de notre empire, ont joui de toute la protection qui leur a été nécessaire, et qu'il n'est pas arrivé la moindre chose qui ait dû altérer la bonne foi, l'amitié, l'affection et la sincérité qui est entre nous depuis si longtemps. »

Louis XIV ne fut satisfait ni de la lettre du sultan, ni de la qualité, ni des manières de son envoyé, homme obscur et brutalement superbe : il s'attendait à des réparations et n'obtenait que des paroles vagues et mensongères. La plupart des courtisans le poussaient à une rupture : « Les Turcs, disait-on, sont fièrement prévenus du besoin qu'on a de leur pays ; ils sont imbus de cette vanité que la Porte est l'asile et le recours de tous les princes de la terre ; leur superstition les porte à croire que toutes les nations chrétiennes doivent leur être soumises ; et ils ne feignent pas de nous dire, lorsque nous nous plaignons de leur injustice, que, si nous quittions leur pays lorsqu'ils nous auraient crevé un œil, nous y retournerions le lendemain pour qu'ils nous arrachassent l'autre. »

« Il semble, écrivait d'Arvieux à Louis XIV, que, comme Votre Majesté veut être traitée d'égale avec le Grand Seigneur, elle ne devroit pas songer à lui envoyer un ambassadeur qu'il n'en tînt un en France pour répondre du traitement que le nôtre recevrait auprès du Grand Seigneur ; les affaires en iroient bien mieux. Cela parait pourtant impossible, si l'on considère que ce n'est pas du tout la coutume des Turcs de tenir des ambassadeurs en résidence chez leurs confédérés. Les empereurs ottomans reçoivent agréablement tous ceux que les princes chrétiens leur envoient, pourvu qu'ils aient des présents à offrir et qu'ils trouvent leur compte dans les propositions qu'ils viennent leur faire. Ils se font comme cela un honneur et une grandeur singulière d'être recherchés de tous et de ne demander l'amitié de pas un. »

Louis, qui était alors dans tout l'éclat de la jeunesse et de la puissance, penchait à suivre ces conseils, dussent-ils amener la guerre. Mais Colbert lui représenta que la supériorité qu'affectaient les sultans sur les princes chrétiens était

plutôt des formes communes à tout l'Orient que des réalités; qu'elle n'avait nulle valeur effective, comme les événements de l'alliance l'avaient prouvé, puisque les Turcs avaient plutôt été au service de la France que la France au service des Turcs ; qu'il ne fallait pas pour des mots mettre à l'aventure une alliance qui avait été une pierre d'achoppement pour la maison d'Autriche, et qui était enviée de tous nos ennemis. Louis se rendit à ces raisons ; et il fut décidé qu'un nouvel ambassadeur serait envoyé à la Porte pour remplacer De la Haye, dont les intrigues étaient connues ; qu'une compagnie du Levant serait formée avec les vingt plus notables négociants de Paris, Lyon et Marseille ; qu'une école de drogmans français serait établie à Constantinople, etc. En même temps, on réglementa le commerce de ces contrées par une législation spéciale : les consuls étaient la plupart inconnus ou étrangers; on les renouvela presque tous, et on leur donna des instructions très-sévères pour qu'ils eussent à se tenir en correspondance continuelle avec l'ambassadeur, à lui rendre compte du commerce de leur Échelle, du nombre et de la qualité des marchands français et étrangers, etc. On fit une pareille réforme pour les drogmans, qui durent être Français et nommés dans chaque Échelle par l'assemblée des marchands. La police des consulats et de leurs chancelleries fut réglée par une ordonnance très-minutieuse. On défendit aux ambassadeurs de lever dorénavant des deniers sur les marchands français, en vertu d'ordonnances qu'ils délivraient eux-mêmes. Enfin des ordres très-sévères furent donnés à la marine militaire pour l'escorte et la protection des bâtiments marchands.

§ VII. — Ambassade de Nointel. — Nouvelles capitulations (1673).

Le nouvel ambassadeur fut le marquis de Nointel (1670), savant magistrat et habile antiquaire, qui avait déjà voyagé en Orient et qui reçut de Colbert les instructions les plus détaillées et les plus sages. Il devait demander le renouvellement des capitulations avec les changements suivants : que le droit de douane fût réduit de cinq à trois pour cent ; que le roi de France fût reconnu le protecteur unique des catholiques d'Orient ; que les marchandises françaises qui venaient des Indes eussent libre passage par la mer Rouge et à travers l'Égypte. Cette dernière demande excitait par-dessus tout la sollicitude de Colbert, qui portait à la prospérité de notre commerce une attention aussi active que passionnée : il regardait l'Égypte comme la vraie route des Indes, et voulait par là ruiner le commerce des Anglais et des Hollandais en Asie : « Il faudroit tâcher, écrivait-il à Nointel, de faire un traité avec le Grand Seigneur, par lequel il nous fût permis d'avoir à Alexandrie ou au grand Caire des vaisseaux qui reçussent les marchandises que d'autres vaisseaux amèneroient par la mer Rouge d'Aden à Suez ; ce qui abrégeroit la navigation des Indes orientales de plus de deux cents lieues. »

Nointel arriva à Constantinople avec une escadre de guerre qui pénétra dans le port sans saluer le sérail et en ordre de combat. La populace et les matelots ottomans poussaient des cris de fureur, et une bataille allait peut-être s'engager, quand la sultane validé demanda au commandant de l'escadre le salut pour elle-même ; et aussitôt les quatre vaisseaux français, se couvrant de tout leur luxe de banderoles, de soieries, de dorures, aux cris de *Vive le roi!* saluèrent le sérail de toutes leurs pièces. Cette conduite indisposa le divan ; et quand Nointel, après avoir fait dans la ville une entrée pompeuse, qui excita un nouveau mécontentement, eut exposé l'objet de sa mission, il fut froidement accueilli. Kupruli-Ahmed traita ses demandes d'exorbitantes ; il affecta de croire que l'ambassadeur outrepassait ses instructions et exigea qu'une lettre du roi exprimât formellement la nature et l'étendue des réclamations de la France. Aussi, lorsque Nointel eut son audience solennelle du sultan, il vit dans les manières et les paroles de ses ministres le désir de le braver. Quand il vanta la puissance, les richesses, les armées de son maître : « Oui, répondit le vizir, l'empereur de France est un grand monarque, mais son épée est encore neuve. » Comme Nointel rappelait l'ancienneté de l'alliance entre les Français et les Turcs : « Oui, dit le vizir, les Français sont nos meilleurs amis, mais nous les trouvons partout avec nos ennemis. » Enfin Nointel disant que Sa Majesté avait particulièrement à cœur le passage par la mer Rouge : « Se peut-il faire, dit Kupruli, qu'un empereur si grand que le vôtre ait si fort à cœur une affaire de marchands ? » Cependant on négocia ; mais Nointel tenta vainement de mettre l'affaire sous les yeux du sultan, car l'on croyait en France que les ressentiments personnels du vizir étaient la cause unique de la rupture : il ne put traiter que par l'intermédiaire du Grec Panajotti, premier drogman de la Porte, tout-puissant dans le divan et ennemi de la France. On lui proposa de renouveler simplement les anciennes capitulations. Il refusa avec humeur et fit entendre quelques menaces. Le vizir lui répondit que « Sa Hautesse n'entrait pas en traité ni en commerce avec les autres potentats du monde, n'ayant aucun intérêt à démêler avec eux ; que ces sortes de capitulations étaient une grâce et une faveur que le Grand-Seigneur faisait à ses confédérés ; que Sa Majesté devait s'en contenter comme on les lui donnait ; enfin que les avantages garantis aux étrangers par la Sublime Porte n'avaient jamais été accordés à la violence, mais à la douceur, et que, s'il ne voulait pas adhérer au renouvellement des capitulations, il pouvait se retirer en France. »

A ces nouvelles, Louis XIV entra dans une grande colère, et « on mit en délibération, dit Chardin, si l'on romproit avec la Porte ou si l'on dissimuleroit un traitement si déraisonnable. Cependant, pour ne rien entreprendre légèrement dans une affaire de cette importance, on ordonna à M. d'Oppède, premier président d'Aix, d'assembler à Marseille tous les négociants du Levant et les autres gens éclairés dans les affaires de Turquie, et de prendre leur sentiment sur ce

que beaucoup de gens faisoient entendre au conseil : que la France se pouvoit passer du négoce du Levant, au moins durant plusieurs années, et qu'elle pouvoit aisément faire par mer tant de mal aux Turcs, que le Grand Seigneur, pour l'arrêter, seroit contraint d'accorder au roi tout ce que Sa Majesté demandoit. L'avis de l'assemblée fut que ces propositions étoient vraies, qu'il y avoit en Provence assez de marchandises du Levant pour en fournir la France dix ans durant, et que, si le roi envoyoit seulement dix vaisseaux dans la mer de Grèce, et particulièrement aux Dardanelles, la famine seroit dans peu à Constantinople, et il s'y feroit un soulèvement en faveur des Français. »

Tout sembla se disposer à la guerre ; on prépara une flotte qui devait se porter à Constantinople pour obtenir, par la force, le renouvellement de l'alliance, et qui s'emparerait des principales îles de l'Archipel, pour en assurer désormais le maintien. L'esprit des croisades se ranima ; plusieurs écrits furent publiés sur l'opportunité de chasser les Turcs de l'Europe, et Boileau ne fit qu'exprimer la pensée générale quand il disait au roi :

Je t'attends dans six mois aux bords de l'Hellespont.

C'était l'opinion populaire, l'opinion catholique ; mais c'était aussi la pensée des hommes de génie, même parmi les protestants. Leibnitz envoya à Louis XIV plusieurs mémoires, où il démontrait que la grandeur de la France dépendait du réveil de l'esprit des croisades, et que c'était en Orient que devait se porter l'activité française. « La France, disait-il, semble réservée par la Providence pour guider les armes chrétiennes dans le Levant, pour donner à la chrétienté des Godefroy de Bouillon, et avant tout des saint Louis, pour détruire les nids de pirates qui l'infestent, pour attaquer l'Égypte, un des pays les plus heureusement situés du monde... La conquête de l'Égypte revient de droit à la France... Il ne s'agit plus là ni de Gravelines, ni de Dunkerque, mais de la domination des mers, de l'empire d'Orient, de la ruine des Ottomans, de la suprématie universelle : tout cela est dans la conquête de l'Égypte... Là est pour le roi de France l'arbitre des destinées, la direction universelle, la domination de la chrétienté, et le moyen de recouvrer le rôle de protecteur de l'Église avec le titre de son fils aîné, ce qui lui conquerra l'amour universel. La France, unissant le courage au génie, deviendra l'école militaire de l'Europe, le marché de l'Océan et la maîtresse du commerce de l'Orient. Je ne parle pas du titre et des droits de l'empereur d'Orient, qui, plus d'une fois, furent son apanage, et qu'elle doit ainsi ressaisir. » A la suite de ces paroles, Leibnitz indiquait l'île de Malte comme offrant une station sûre à la flotte française, « cette île se trouvant unie à la France par une infinité de liens, puisque la majeure partie des chevaliers et le grand maître de l'ordre étaient français ; » il montrait la Syrie à conquérir pour consolider la possession

de l'Égypte ; il dévoilait la décadence des Ottomans, il traçait le plan de campagne, il énumérait les forces à employer, les difficultés à vaincre, etc.

Le bruit se répandit bientôt à Constantinople que le roi de France armait cinquante vaisseaux et trente mille hommes à Toulon : les Turcs en furent pleins de terreur ; les Français annonçaient avec bravade qu'on allait brûler Constantinople, s'emparer des îles de l'Archipel, chasser les Ottomans de l'Europe. « Aussi disait-on, rapporte Chardin, que les Turcs étoient moins barbares, lesquels n'avoient témoigné aux Français qui étoient dans le Levant, ni à l'ambassadeur de Sa Majesté, aucun ressentiment violent des grands et éclatants secours qu'on a donnés plusieurs fois à leurs ennemis, de la guerre qu'on a portée dans les pays qui sont sous leur protection, et des insultes et des menaces qu'on a faites jusque dans leur cour. » Mais, à cette époque, Louis XIV se préparait à se venger des Hollandais, et on délibéra, dans le conseil, sur la guerre qu'on devait entreprendre. Celle de Hollande était la question de prééminence sur l'Océan ; celle de Turquie, la question de prééminence sur la Méditerranée ; les injures des Ottomans étaient réelles, celles des Hollandais à peu près imaginaires ; mais les premières étaient peu connues, on avait fait grand bruit des dernières : la guerre des Hollandais fut choisie. Mais on résolut de la faire de telle sorte que le contre-coup s'en fît sentir en Orient et rendît les Ottomans plus traitables.

Lionne écrivit à Kupruli « que l'empereur de France s'étonnoit qu'il refusât de donner créance à son ambassadeur ; que la Porte n'avoit jamais mis en doute la vérité et la fidélité des propos des ambassadeurs français ; que Sa Majesté ne s'expliqueroit pas par d'autre canal que celui de M. de Nointel ; que si le Grand Seigneur refusoit de lui donner créance et de le traiter avec les honneurs dus à l'envoyé du premier monarque chrétien, le roi ordonnoit à son ambassadeur de s'embarquer sur le vaisseau qui portoit cette lettre à Constantinople. » Le vizir se radoucit, et l'on recommença à négocier, mais lentement, mais confusément, avec une malveillance mal déguisée. Nointel ne se rebuta pas : il avait reçu de Colbert les ordres les plus précis pour maintenir la paix à tout prix. On finit par s'entendre sur la diminution du droit de douane, sur la restitution des lieux saints, sur la reconnaissance du roi de France comme protecteur des chrétiens d'Orient ; mais, sur la fameuse prérogative attachée à la bannière française, Kupruli déclara « qu'il avait accordé aux Anglais, Hollandais, Vénitiens, Génois et sujets de la maison d'Autriche que les étrangers qui viendraient en Turquie sous leur bannière seraient traités comme eux ; qu'il ne pouvait le leur ôter. » Les négociations furent plusieurs fois rompues ; on offrit vainement de l'argent ; tout dépendait de Panajotti, qui était vendu à l'Autriche et à l'Angleterre.

Enfin arriva la nouvelle de la conquête de la Hollande : tout le Levant en retentit. Les Français relevèrent la tête, exaltant la puissance du grand roi, menaçant les Turcs de sa vengeance ; les Hollandais étaient consternés ; les Anglais se ré-

jouissaient de leur ruine. Le divan s'alarma à tel point qu'il fit dresser sur-le-champ les capitulations sur les mémoires mêmes de Nointel, et qu'il les lui envoya toutes signées (5 juin 1673). Le sultan annonça ce résultat à Louis XIV, dans une lettre pompeuse et pleine de témoignages d'affection.

Les capitulations de 1673 étaient conçues dans d'autres termes, mais contenaient à peu près les mêmes prescriptions que celles de 1604 : on y ajouta dix-neuf articles nouveaux, qui satisfaisaient aux dernières réclamations de la France, principalement sur la possession des lieux saints.

Il n'était pas question, dans ces nouveaux articles, du passage aux Indes par la mer Rouge ; la négociation avait réussi auprès du pacha d'Égypte, à qui l'on donnait deux pour cent, comme droit de transit, pour toutes les marchandises qui iraient de Suez à Alexandrie ; le sultan avait approuvé cet arrangement ; mais le mufti et l'iman de la Mecque s'y opposèrent, sous prétexte que les vaisseaux chrétiens qui navigueraient dans la mer Rouge, pourraient insulter ou enlever le tombeau de Mahomet ; de plus l'ambassadeur anglais insinua au divan que les Français avaient le projet de s'emparer de l'Égypte, et l'affaire échoua. Cependant le gouvernement de Louis XIV ne la perdit pas de vue : la preuve existe dans deux mémoires de M. de Maillet, consul au Caire en 1692, qui chercha les moyens les plus propres à renouer la négociation, et qui, en 1706, alla en Abyssinie pour entrer en relations commerciales avec ce pays et faciliter les communications de nos colons de Bourbon et de Madagascar avec Suez et l'Égypte.

Ainsi se trouvait rétablie, entre la France et la Turquie, l'alliance qui, après avoir été intime sous François I[er] et Henri II, bienveillante sous les derniers Valois et Henri IV, était arrivée à une véritable rupture au commencement du règne de Louis XIV.

§ VIII. — Rapports de la France avec les populations chrétiennes de la Turquie.

A dater du renouvellement des capitulations en 1673, les relations entre la France et la Turquie devinrent plus amicales, mais elles ne reprirent pas entièrement leur caractère d'intimité et de confiance. Le divan se souvenait des secours donnés à ses ennemis ; quant à Louis XIV, il ressentait les outrages dont il n'avait pu se venger, et pendant presque tout son règne, il continua à nourrir des projets de conquête sur la Turquie, projets conformes aux idées de sa jeunesse, à l'opinion catholique, à l'esprit des croisades, et qui reposaient sur la pensée que les pays d'Asie, voisins de la Méditerranée, sont des pays chrétiens qui doivent être sous l'influence ou sous la domination de la France. Aussi, malgré les intérêts et les guerres qui appelaient tous ses efforts vers l'Occident, il porta toujours, aux affaires de l'Orient, la plus vive sollicitude. Presque tous les ans il faisait visiter

quelque province turque par des agents de confiance, auxquels on donnait des instructions, tantôt scientifiques, tantôt commerciales, tantôt politiques[1].

Cependant ces projets de croisade et ces plans de conquête n'étaient pas aussi positifs que les renseignements que nous citons sembleraient le faire croire. C'étaient jusqu'à un certain point des idéalités réalisables seulement dans un avenir très-éloigné, très-incertain, et qui appartenaient beaucoup plus à Louis XIV qu'à ses ministres. On ne voulait pas que la France fût surprise par la chute de l'empire ottoman, qui était déjà prévue à cette époque, et l'on prenait des précautions dans la prévision de cet événement, qui devait changer la face de l'Occident. Aussi ces plans, un peu vagues, un peu romanesques, se trouvèrent continuellement ajournés par les exigences de la politique positive et du moment, de la politique des disciples de Colbert et de Lionne, qui regardaient l'existence de l'empire ottoman comme indispensable à l'équilibre européen, et l'alliance de la France avec les Turcs comme le vrai moyen d'assurer notre prépondérance dans l'Occident, par l'abaissement de l'Autriche. Enfin, pendant que le grand roi ne croyait pas impossible de ressusciter l'empire d'Orient au profit d'un de ses petits-fils, ses ministres s'arrangeaient pour vivre avec les Ottomans, en profitant de leur amitié pour continuer et agrandir l'influence française dans le Levant Presque tous les ans, des envoyés spéciaux allaient visiter les Échelles, avec ordre « de se transporter partout où les Français avoient leur commerce, pour remédier aux abus et malversations, y mettre l'ordre que Sa Majesté avoit mis partout ailleurs, faire rendre compte par les consuls de la nation française, dresser mémoire exact de tout ce qui pourroit perfectionner et augmenter le commerce français et détruire celui des étrangers. » Chasser les Anglais d'une mer d'où la nature les a exclus était depuis longtemps la pensée de Louis XIV. « Hâtez toutes choses, écrivait-il en 1666 au duc de Vivonne, afin de mettre les galères à la mer sans perdre un

[1] Ainsi l'un d'eux, le sieur Razaut, en 1687, avait pour mission « de reconnoître tous les endroits des côtes de Grèce et de Syrie, propres à faire des descentes, c'est-à-dire si la côte est basse, plate, si elle est de sable et non ferrée, si les vaisseaux peuvent approcher assez pour soutenir la descente, si elle permet l'abordage des grandes chaloupes... Il observera aussi les eschouages des rivières et tous les autres endroits où l'on peut aborder, les sondera soigneusement, en prendra toutes les connaissances possibles, et les marquera tant sur ses cartes que dans ses mémoires... » Plusieurs écrits furent publiés, qui flattaient à la fois les idées du roi et les passions populaires, en poussant à la guerre contre les infidèles ; nous n'en citerons qu'un : *La Turquie chrétienne sous la protection de Louis le Grand, protecteur unique du christianisme en Orient*. L'auteur de ce livre, Delacroix, interprète du gouvernement pour les langues orientales, en énumérant les nombreuses populations catholiques qui n'attendaient que le secours de la France pour secouer le joug des Turcs, démontrait « que rien ne seroit plus beau et plus aisé que le rétablissement du royaume de Jérusalem. » Enfin, il existe, à la bibliothèque impériale, un manuscrit qui a pour titre : « Estat des places du Levant dont les plans ont été levés par ordre du roi, à la faveur de la visite des Échelles, dans les années 1685, 1686, 1687, avec les projets pour y faire descente et s'en rendre maître. » Voici les titres de quelques chapitres : « Des forces nécessaires pour brûler Constantinople, suivant les instructions de Sa Majesté. — Des moyens de retirer d'abord l'ambassadeur et les autres Français. — Sur le mauvais estat de l'empire ottoman, avec les moyens d'en profiter et de rétablir l'empire d'Orient en faveur d'un des enfans de France, en détruisant celui des Turcs. — Estat des dépenses nécessaires à cette entreprise. »

seul moment, et m'envoyer vos sentiments sur tout ce que vous pourrez faire dans la prochaine campagne, soit pour obliger ceux d'Alger à me demander la paix, soit pour faire la guerre aux Anglais et ruiner leur commerce dans le Levant. »
Grâce à cette sollicitude, le commerce français en Orient devint une source de richesse pour nos provinces méridionales. « Les Provençaux, dit le P. Labat, regardent le Levant comme leurs Indes. » On créa des consulats ; on envoya des voyageurs tels que de Monceaux, Laisné, Paul Lucas, Tournefort, etc. ; on éleva à Paris des enfants maronites, grecs, arméniens, qu'on fit retourner ensuite dans leur pays pour y propager l'amour de la France. Nos ambassadeurs étaient occupés sans cesse à faire observer les capitulations souvent violées par les fonctionnaires turcs éloignés du centre de l'empire, à obtenir des passe-ports pour les marchandises, des lettres de protection pour les voyageurs, des permissions ou des redressements d'abus pour les monastères. Ils obtinrent de la Porte des *barats* ou lettres d'affranchissement, payés à prix d'or, par lesquels certains raïas, chrétiens ou juifs, étaient assimilés aux Français pour les priviléges et pouvaient se recommander, pendant toute leur vie, à la protection de la France. Des familles grecques, arméniennes, bulgares, qui en Europe eussent été sujettes du pays où elles étaient établies, grâce aux droits de protection exorbitants que s'attribuaient les consuls français, prirent le nom et jouirent des priviléges des Francs. Tous les chrétiens opprimés, même les schismatiques, avaient recours aux ambassadeurs, aux missionnaires, aux agents de la France ; on vit même des voyageurs français, d'après les termes des capitulations de 1673, prendre sous leur protection d'autres voyageurs chrétiens, et même des raïas. Enfin, partout où se voyait un monastère latin couronné du drapeau protecteur de la France, il y avait menace pour les oppresseurs et secours pour les opprimés.

Notre nom était grand en Orient, parce que c'était le nom de la nation chrétienne par excellence, de la nation qui avait fait les croisades, de la nation de saint Louis. « Nous sommes de la religion du roi de France, disaient les chrétiens persécutés ; » et cette parole était un titre suffisant de protection. « Nous nous fions, disait un ministre ottoman dans le dix-septième siècle, à ceux qui croient comme les Français ; nous nous défions de ceux qui croient comme les Moscovites. » Aussi était-il reconnu en Europe que la religion devait aux rois de France toute la protection qu'elle avait trouvée dans les États du Grand Seigneur. » C'était même par là qu'on justifiait l'alliance avec la Porte aux yeux du vulgaire, « le nom de Turc ayant quelque chose qui effraye les peuples et qui attire leur indignation et leur colère. » Tout le clergé latin était considéré par les Ottomans comme étranger et comme entièrement sujet du roi de France, et il était si nombreux que la seule ville d'Alep renfermait quarante prêtres et sept églises. Les membres de ce clergé les plus actifs et les plus importants, ceux qui empêchèrent, pendant les brouilleries de la France avec la Porte, notre influence et notre com-

merce de diminuer, ceux qui devinrent nos agents diplomatiques les plus habiles, les plus influents, furent les missionnaires. Les missions du Levant, établies régulièrement par Henri III, conservées et agrandies par Henri IV et Louis XIII, prirent la plus grande extension sous Louis XIV, et furent confiées principalement aux jésuites, que le divan autorisa « à aller demeurer dans tous les lieux et provinces de l'empire pour enseigner la doctrine chrétienne aux sujets du Grand Seigneur, comme Grecs, Arméniens, Cophtes, Syriens et autres nations, sans qu'ils puissent être empêchés ni inquiétés par qui que ce soit. » Ces religieux, en échange de la protection que leur donnait le roi très-chrétien, ne s'occupaient pas uniquement de conversions, mais ils recueillaient les observations les plus détaillées sur les mœurs, les langues, les productions, le commerce, l'histoire des pays qu'ils parcouraient ; ils recevaient à ce sujet des instructions du gouvernement et correspondaient avec le ministre des affaires étrangères, auquel ils envoyaient des mémoires, des plans, des détails de tout genre.

Comme « protecteur unique du christianisme en Orient, » Louis XIV avait principalement sous sa dépendance trois populations qui pouvaient être considérées comme des colonies françaises : c'étaient les catholiques de l'Archipel, les Mirdites de l'Albanie et les Maronites du Liban.

Les catholiques de l'Archipel étaient à peu près au nombre de 100,000, répartis en cinq diocèses : archevêché de Naxi, d'où dépendaient les catholiques de la Rouméfie; évêché de Syra, d'où dépendaient les catholiques de la Morée; évêché de Tinos, de Santorin et de Milo. Ces évêchés, débris des établissements français dans la Grèce pendant le treizième siècle, avaient des propriétés, des séminaires, des couvents, et étaient placés spécialement sous la protection de la France : ils étaient visités par nos missionnaires, nos agents publics ou secrets, nos vaisseaux de guerre. Le roi de France nommait les évêques, leur faisait des pensions régulières, et envoyait souvent des présents à leurs églises. Ces îles étaient des stations pour nos bâtiments et nos voyageurs : c'étaient elles que le gouvernement de Louis XIV avait le dessein d'occuper en 1671, quand la guerre entre la France et la Porte semblait imminente, pour dominer par elles l'Archipel, protéger notre commerce et forcer les Turcs à respecter les capitulations.

Les relations de la France avec les catholiques de l'Albanie avaient recommencé au temps de François Ier ; elles avaient été peu actives, quoique ce prince et ses successeurs eussent recruté des soldats parmi ces intrépides montagnards, quoique Henri IV eût des Albanais dans sa garde; les rapports de nos ambassadeurs en Orient ne parlent d'eux que pour mentionner les visites de quelques évêques français au milieu de ces peuplades demi-sauvages. Sous Louis XIII, nos missionnaires se mirent à la recherche de ces vieux catholiques perdus dans les vallées et les montagnes voisines des Drins et du Scombi, et ils furent saisis d'admiration à la vue de cette race d'hommes d'une vigueur et d'une beauté sans

égales, à la taille haute et dégagée, aux traits sévères et mélancoliques, aux armes fleurdelisées, vêtus comme l'étaient les chevaliers des croisades, chrétiens pleins d'une foi naïve et superstitieuse, « qui portent encore sur le front, dit Pouqueville, les traces de la gloire de Scanderbeg. » Nos missionnaires ouvrirent les chemins à nos marchands, et des relations de commerce s'établirent; vers la fin du dix-septième siècle, Garnier, vice-consul à Sayadez, vis-à-vis Corfou, instruisit le gouvernement des ressources qu'on pourrait tirer de l'Épire, des bois, des blés et des salaisons de viande que notre marine devait y prendre, des relations qu'on pouvait établir avec Janina, cette place devant être, en temps de guerre maritime, notre point de correspondance avec Constantinople. Bientôt, et grâce aux recherches qui furent faites par les deux Dubroca, consuls à Janina, la France tira de ce pays des bois pour notre marine, 40,000 à 50,000 charges de blé (la charge de 300 livres), dont les sept dixièmes étaient transportés en Espagne, des peaux de buffle, de la cire, du coton, etc.; elle fit un grand entrepôt de laines et de poils de chèvre à Mezzovo au milieu du Pinde; elle répandit dans l'Albanie pour un million de draps et d'épiceries; elle protégea les *Vlakes* du Pinde, qui expédièrent, sous notre pavillon, pour cinq à six millions de produits de leur sol dans toute l'Europe méridionale. Nous avions des vice-consuls dans huit villes de l'Épire et des îles Ioniennes, deux consuls à Durazzo et à Larta, un consul général à Janina : cette ville faisait un commerce presque égal à celui de Marseille, et pendant toute la guerre de la succession d'Espagne, elle servit, comme l'avait conseillé Garnier, à faire correspondre le gouvernement français avec notre ambassadeur à Constantinople et avec les rebelles de Hongrie.

« Les Maronites, dit Delacroix, sont répandus dans la Syrie, à Seïde, Beyrouth, Tripoli, Damas, Alep et Chypre; mais leur principale habitation est au mont Liban, autour duquel ils ont soixante gros villages très-peuplés, desquels on peut tirer 20,000 hommes de combat[1]. » Ce peuple, qui est chrétien depuis les temps les plus anciens, et qui n'a jamais souffert qu'aucun musulman s'établît sur son territoire, se joignit aux croisés pour délivrer la Syrie, et, si l'on en croit ses traditions, il sacrifia dans la guerre sainte 50,000 de ses enfants. Après l'expulsion des Français, il garda, à travers toutes les révolutions qui dévastèrent la Syrie, son indépendance, sa foi naïve et pure, son amitié pour la France, et il fit alliance avec un peuple voisin, les Druses, qui prétendent faussement descendre d'un corps de croisés commandé par un comte de *Dreux*, lequel se serait établi jadis dans les montagnes d'Engaddi, appelées encore aujourd'hui montagnes des Francs. Les Druses, autrefois chrétiens, avaient embrassé l'islamisme, mais en y mêlant des pratiques si particulières qu'on ignore aujourd'hui complétement

[1] *La Turquie chrétienne sous la puissante protection de Louis le Grand, protecteur unique du christianisme en Orient.* Paris, 1695.

quelle est leur religion. Ni baptisés, ni circoncis, entrant indifféremment dans les mosquées ou dans les églises, ils suivent extérieurement quelques observances mahométanes, et montrent un vif penchant pour les chrétiens et leur culte. Les Maronites et les Druses, ayant les mêmes mœurs, la même bravoure, les mêmes intérêts, les mêmes ennemis, restèrent libres de toute domination extérieure pendant plus de deux cents ans. Vers la fin du seizième siècle, ils furent vaincus par le sultan Amurat III, qui leur imposa un tribut et les soumit à un grand émir pris dans les familles du pays et qui achetait son investiture à la Porte; mais ils gardèrent leurs croyances, leurs lois, leur gouvernement par tribus, enfin la réalité de l'indépendance, car « ils ne ploient sous le joug turquesque, dit M. de Brèves, que tant qu'il ne les blesse point. » Le plus célèbre de ces émirs, Fakhr-Eddin, se disait issu de Godefroy de Bouillon et allié de la maison de Guise, avec laquelle son fils entretenait un commerce épistolaire. Il protégeait les chrétiens, auxquels il bâtit des églises et des monastères, et dont il protégeait secrètement le culte, enfin, « il avait une inclination très-particulière pour le roi de France, et était tellement attaché à la nation française, qu'il mit sous la protection de ses consuls les églises d'Acre, de Seïde, de Nazareth, » etc.

La France, dès qu'elle eut pris sous sa protection les chrétiens d'Orient, avait renoué ses relations avec les Maronites; mais ces relations ne devinrent actives qu'après l'établissement des missions du Levant. « Ces peuples, dit Delacroix, ont été depuis ce temps-là si bien cultivés par les missionnaires français, qu'ils sont à présent les meilleurs catholiques de l'Orient, soumis au pape, pleins de vénération et d'amour pour l'empereur de France. » « Quant aux Druses, dit le même auteur, ils aiment les Français et recevraient volontiers leur foi et leur domination pour secouer le joug des Turcs, qu'ils détestent. La différence de religion n'altère pas l'ancienne liaison de ces deux peuples, qu'ils conservent, disent-ils, pour se délivrer à la première occasion de la domination des infidèles, desquels ils secoueraient infailliblement le joug s'ils étaient soutenus par quelque puissance chrétienne; les deux nations mettraient plus de 100,000 hommes sur pied, qui se sacrifieraient volontiers pour leur liberté, et les Druses retourneraient au christianisme. » Les Maronites se regardaient comme les Français de l'Orient; ils envoyaient souvent des députations en France; ils invoquaient en toute occasion la protection de nos rois, dont le nom était solennellement mêlé à leurs prières, et aux paroles desquels, dit un voyageur, on n'eût osé refuser justice [1].

[1] Voici les lettres de protection que Louis XIV et Louis XV envoyèrent aux Maronites :

« ...Ayant pris et mis, dit la lettre de Louis XIV (28 avril 1649), comme nous prenons et mettons par les présentes, en notre protection et sauvegarde spéciale, le patriarche et tous les prélats, ecclésiastiques et séculiers chrétiens maronites qui habitent particulièrement dans le mont Liban, nous voulons qu'ils en ressentent l'effet en toutes occurrences, et pour cette fin nous mandons à notre ami et féal le sieur De la Haye, notre ambassadeur au Levant, et à tous ceux qui lui succéderont dans cet emploi, de les favoriser conjointement ou séparément de leurs soins, offices, instructions et protection, tant à la Porte de notre

Ils n'avaient ni l'ignorance, ni le fanatisme, ni l'orgueil des sectes grecques et arméniennes. Trois imprimeries existaient dans le Liban ; le collége d'Aïn-Varaca a fourni les premiers drogmans des consulats et ambassades d'Europe; des savants sont sortis des deux cents monastères qui sont répandus sur toutes les crêtes, dans toutes les gorges du Liban ; les chefs de famille envoyaient leurs enfants à Rome pour y être élevés dans une institution spéciale ; plusieurs prélats maronites ont été décorés de la pourpre romaine. Tous les voyageurs ont raconté le touchant accueil que recevaient les Français dans ces montagnes amies de la France. Quand un habit européen apparaissait, on abordait le voyageur avec défiance, en lui demandant s'il n'était pas Anglais : les Anglais étaient détestés comme hérétiques, comme marchands avides et sans foi, comme ennemis de la France. S'il répondait : *Ana Françaoui* « je suis Français », c'étaient des cris de joie, des serrements de main, des bénédictions au voyageur, qu'on emmenait en triomphe dans les cabanes maronites.

Ainsi, grâce aux sympathies des populations catholiques pour le roi très-chrétien et à la réconciliation de Mahomet IV et de Louis XIV, la France avait recouvré dans le Levant son ancienne prépondérance. L'alliance des Turcs avec notre pays avait été, dans l'origine, toute politique et destinée à abaisser la maison d'Autriche; sous les successeurs de Henri II, elle n'avait pas gardé ce caractère et avait été seulement dirigée dans les intérêts du commerce et de la religion; depuis 1605 jusqu'en 1673, elle avait subi de nombreuses violations et avait été, pour ainsi dire, suspendue. La lutte contre la maison d'Autriche étant le nœud de toute la politique de Louis XIV et le pivot sur lequel tournent tous les événements de son règne, l'alliance de la France avec la Porte, quand elle eut été restaurée sous les rapports du commerce et de la religion, tendit à reprendre le caractère qu'elle avait sous François Ier ; mais alors commencèrent à porter fruit les misérables

très-cher et très-parfait ami le Grand Seigneur, que partout ailleurs que besoin sera, en sorte qu'il ne leur soit fait aucun mauvais traitement, mais au contraire qu'ils puissent librement continuer leurs exercices et fonctions spirituelles. Enjoignons aux consuls et vice-consuls de la nation française, établis dans les ports et places du Levant, ou autres arborant la bannière de France, de favoriser de tout leur pouvoir ledit patriarche et tous lesdits chrétiens maronites, et de faire embarquer sur les vaisseaux français ou autres les jeunes hommes et tous les chrétiens maronites qui voudront passer en chrétienté, soit pour y étudier, soit pour quelque autre affaire, sans prendre et exiger d'eux que le nollis qu'ils pourront donner, les traitant avec toute la douceur et charité possibles. Prions et requérons les illustres et magnifiques seigneurs, les baschas et officiers de Sa Hautesse, de favoriser et assister le sieur archevêque et tous les prélats et chrétiens maronites, offrant de notre part de faire le semblable pour ceux qui nous seront recommandés de la leur... »

« ...Le patriarche d'Antioche et les chrétiens maronites établis au mont Liban, dit la lettre de Louis XV (12 avril 1737), nous ayant fait représenter que depuis un temps infini leur nation est dessous la protection des empereurs et rois de France, nos glorieux prédécesseurs, dont ils ont ressenti les effets en toute occasion ; ils nous ont très-humblement fait supplier de vouloir bien leur accorder nos lettres de protection et de sauvegarde, à l'exemple du feu roi. Et, voulant de notre part traiter favorablement les expo[illegible] pour ces causes et autres bonnes considérations, nous les avons pris et mis en notre protection et [illegible]garde, » etc. (Michaud et Poujoulat, *Correspondance d'Orient*.)

brouilleries qui avaient séparé les deux États pendant soixante-dix ans. Si les deux alliés se fussent sincèrement entendus, s'ils eussent uni activement leurs armes dans un but unique et précis, ils auraient obtenu presque sans obstacle la domination de l'Europe, à cette époque où la maison d'Autriche était en décadence, où l'Angleterre se traînait à la remorque de la France, où la Russie, comme puissance européenne, n'existait pas. Mais, d'un côté, l'orgueil ignorant et fanatique des Osmanlis ne leur inspira qu'une politique passionnée, aveugle, brutale, où ils s'obstinèrent à marcher seuls, sans tenir compte de l'état de l'Europe, en se défiant des conseils et des exhortations de leurs alliés, pleins de mépris pour les intérêts et la politique des chrétiens; de l'autre côté, la pensée catholique de Louis XIV, qui lui fit commettre tant de fautes dans sa politique à l'égard de l'Occident, ne l'égara pas moins dans sa politique à l'égard de l'Orient; haïssant les Turcs au point de désirer leur destruction, il ne voulait pas d'alliance directe avec eux; il les regardait comme des instruments; il ne cherchait qu'à profiter des diversions opérées par les forces ottomanes du côté de l'Allemagne. On vit dès lors presque constamment les deux alliés agir isolément contre leur ennemi commun; la France poser les armes quand la Turquie commençait la guerre, et la Turquie conclure la paix quand la France entrait en campagne. Cette grande faute a eu la plus funeste influence sur les destinées des deux États; elle a non-seulement empêché la ruine de la maison d'Autriche, mais préparé la grandeur de la Russie, mais amené la décadence des Ottomans, mais jeté la France dans la politique pleine de difficultés et de périls où elle lutte encore aujourd'hui.

CHAPITRE IX

DE LA PRISE DE CANDIE A LA PAIX DE CARLOWITZ (1669 — 1699)

---

§ I. — État de l'empire ottoman après la prise de Candie. — Soumission des Cosaques. — Guerre de Pologne. — Traité de 1676.

L'empire ottoman, sous l'administration d'Ahmed-Kupruli, était arrivé au faîte de sa puissance. « Si vous considérez, dit un historien du temps, son origine, ses progrès et ses succès non interrompus, rien n'est plus admirable ni plus étonnant ; si vous envisagez sa grandeur et son éclat, rien de plus magnifique et de plus glorieux; si vous faites attention à sa puissance et à sa force, rien de plus terrible et de plus dangereux. Enivré de la liqueur délicieuse d'un bonheur constant, l'Ottoman ne voit qu'avec mépris les autres nations de la terre [1]. » Busbek, ambassadeur de l'empereur Ferdinand Ier, avait prévu les dangers que la puissance des Turcs ferait courir à l'Europe, lorsqu'il écrivait : « Nous n'avons pas à combattre des ennemis de la même espèce que nous. Des aveugles peuvent se mesurer avec des aveugles, et leurs erreurs de part et d'autre peuvent passer inaperçues; mais nous avons à faire tête au Turc, ennemi vigilant, adroit, sobre, discipliné, endurci aux travaux militaires, expert dans la tactique et fait à toutes les rigueurs du service; se frayant par la victoire un chemin à travers les empires désolés, il a tout subjugué depuis les frontières de la Perse. C'est en foulant aux pieds les corps des rois ennemis qu'il est arrivé jusqu'aux frontières de l'Autriche et qu'il a menacé Vienne elle-même [2]. »

L'empire ottoman comprenait à cette époque quarante gouvernements et quatre pays tributaires. Des quarante gouvernements, il y en avait huit en Europe : Hongrie, Temeswar, Bosnie, Semendria, Roumélie, Kaffa, Candie et l'Archipel, d'où relevaient la Morée, Lépante et même Nicomédie; quatre en Afrique : l'Égypte, Tripoli, Tunis, Alger; vingt-huit en Asie : Anatolie, Karamanie, Meraach;

[1] Knolle, *Pref. to the History of the Turks.*
[2] Busbequius, *de Re militari contra Turcam instituenda consilium.*

Adana, Chypre, Alep, Saida, Damas et Tripoli de Syrie; sur la mer Noire : Sivas ou Roum, Trébizonde, Tschildir; vers la Perse : Gurdschistan (Géorgie), Daghestan (Caucase), Chirvan, Kars, Van, Erzeroum, Schehrsor ou le Kurdistan proprement dit; en Mésopotamie : Baszra, Bagdad, Rakka, Mossoul, Diarbekir; en Arabie : Djedda, Ssanaa, Sebid et la Mecque. Les quatre pays tributaires étaient : la Transylvanie, la Moldavie, la Valachie et Raguse. « Dans cette vaste étendue, l'empire ottoman enveloppait alors en Europe toute la Grèce, l'Illyrie, la Mœsie, la Macédoine, la Pannonie, la Thrace, la Dacie; les royaumes de Pyrrhus, de Persée, de Rhescuporis et de Decebalus; les États des Triballes et des Bulgares; en Afrique, le royaume des Ptolémées avec le territoire de Carthage et la Numidie; en Asie, les royaumes de Mithridate, d'Antiochus, d'Attale, de Prusias, d'Hérode, de Tigranes; ceux des souverains obscurs de Cappadoce, de Cilicie, de Comagène; les territoires des Ibères et des Scythes; une portion de l'empire des Parthes. Sans compter les républiques grecques et la colonie tyrienne, il y avait vingt royaumes dans ces quarante gouvernements, depuis les Syrtes jusqu'au Caucase et aux contrées arrosées par l'Hydaspe[1]. »

La soumission volontaire des Cosaques vint encore agrandir pour un temps les limites déjà trop vastes de la domination ottomane.

« Les Cosaques habitent l'Ukraine, située entre la Petite Tartarie, la Pologne et la Moscovie. Ce pays a environ cent de nos lieues du midi au septentrion, et presque autant de l'orient à l'occident. Il est partagé en deux parties presque égales par le Borysthène, qui le traverse du nord-ouest au sud-est. La partie la plus septentrionale de l'Ukraine est cultivée et riche; la plus méridionale, qui est située par le 48e degré de latitude, est un des pays les plus fertiles du monde et les plus déserts; le mauvais gouvernement y étouffe le bien que la nature veut faire aux hommes. Les habitants de ces cantons, voisins de la Petite Tartarie, ne sèment ni ne plantent, parce que les Tartares de Budziac, ceux de Précop, les Moldaves, tous peuples brigands, viendraient ravager leurs moissons. Les Cosaques ont toujours aspiré à être libres; mais, étant entourés de la Moscovie, des États du Grand Seigneur et de la Pologne, il leur a fallu chercher un protecteur et, par conséquent, un maître dans l'un de ces trois États[2]. » « Du sein de ce peuple belliqueux, nomade et pasteur, sortit la tribu des *Zaporogues*, colonie errante de guerriers qui ne souffraient pas de femmes entre eux, qui vivaient du butin qu'ils faisaient sur les Turcs, les Tartares et même sur leurs compatriotes; association de naturels et de transfuges de tous les pays, dont la constitution était un mélange singu-

[1] Hammer, à qui nous empruntons ce tableau, le place à la fin du règne d'Amurat III. Pourtant l'île de Candie, comprise dans le dénombrement des quarante gouvernements, ne fut conquise qu'en 1669. Quant aux pays tributaires, c'est sous Mahomet IV qu'ils achevèrent de perdre leur indépendance et qu'ils furent réellement incorporés à l'empire ottoman.

[2] Voltaire, *Hist. de Charles XII*, l. IV.

lier de police et d'anarchie, de sagesse et de brigandage; c'était comme la garde avancée des Cosaques de l'Ukraine. Tant que les Tartares et les Turcs menacèrent la liberté de l'Europe, l'institution militaire des Cosaques fut utile et politique; ils étaient sur le Borysthène ce qu'avaient été les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem dans l'île de Rhodes ; mais, lorsque la Porte Ottomane eut pris rang parmi les puissances européennes, quand on fut engagé par des alliances régulières avec elle, il fallut faire cesser les hostilités des Cosaques ; leurs courses n'étaient plus que des brigandages. Les rois de Pologne voulurent donc les réprimer. Les troubles de la Russie occupèrent encore quelque temps leur avidité vagabonde; mais quand il fallut être en paix avec tous les voisins, alors leur race turbulente se trouva mal de la domination de la Pologne; elle essaya de la protection des Turcs[1]. »

Les Ottomans étaient encore occupés au siége de Candie, lorsque Doroszensko, hetman des Cosaques, vint offrir à Mahomet IV la suzeraineté de l'Ukraine. Le sultan lui donna l'investiture avec le titre de sandjak-bey. « A cette nouvelle, les peuples voisins conçurent de grandes inquiétudes, car ils appréhendèrent d'être exposés par cette alliance à tous les inconvénients qui en sont les suites naturelles. Les Cosaques habitent un pays marécageux et tout entrecoupé de défilés. Les Polonais et les Moscovites, ayant jusqu'alors vécu en bonne intelligence avec eux, en avaient tiré de grands services, non-seulement à cause de leur situation qui rendait leur province une barrière impénétrable, mais encore parce que, aimant le brigandage, ils couraient les frontières des Ottomans. Leur changement allait faire retomber tous ces avantages sur les Turcs. Le roi de Pologne ne le sentait que trop. Il était de la dernière importance de conserver ces anciens amis ou sujets, et d'empêcher qu'ils ne prissent goût au gouvernement de la Porte. Aussi, avant que les Turcs eussent eu le temps de se faire obéir des Cosaques, une armée de Polonais fut envoyée dans leur pays ; comme ils y avaient encore bien des partisans, ils pénétrèrent où ils voulurent, et y vécurent à discrétion. Mahomet aurait pu regarder cette démarche comme une infraction aux traités et en prendre prétexte pour déclarer sur-le-champ la guerre au roi de Pologne ; mais il crut qu'il était de sa justice d'employer d'abord la voie des remontrances. Il lui envoya une lettre conçue en ces termes : « Nous apprenons que tu as fait une irruption dans le pays des Cosaques, quoique tu saches qu'ils se sont réfugiés à l'ombre de nos ailes : par là tu as rompu le premier la paix qui subsistait entre ton royaume et notre empire, et qui a été jusqu'ici religieusement observée. Nous sommes autorisé par notre sainte loi à te traiter d'ennemi, et nous pourrions te faire sentir ce que c'est que de provoquer un lion qui a déposé sa colère ; mais nous voulons bien avoir égard à ta faiblesse ; et, par un sentiment de pitié, nous t'avertissons

[1] *Des progrès de la puissance russe*, p. 115.

de retirer au plus tôt ton bras de dessus les Cosaques, de rappeler tes troupes, et au surplus de nous demander pardon de cette offense. Que si tu refuses de te soumettre à notre mandement, et que tu veuilles soutenir ton injustice par les armes, notre loi te dénonce par notre bouche la mort de ta personne, la désolation de ton royaume, l'esclavage de ton peuple, et tout l'univers imputera ces calamités à ta seule méchanceté et obstination.[1] »

Le roi de Pologne refusa d'obéir; la guerre fut alors déclarée, et le sultan se mit lui-même à la tête de l'expédition. Parti d'Andrinople le 5 juin 1672, il passa le Danube, traversa la Moldavie et vint camper près de Choczim, sur les bords du Dniéper. Les Tartares de la Crimée, sous la conduite du khan Sélim-Gheraï, opérèrent leur jonction avec les Turcs. Le woïvode de Moldavie, Alexandre Duca, accusé de trahison, fut déposé et remplacé par Étienne Petreitschak : « Les hospodars commençaient à n'être plus que des fermiers sans bail[2]. » Au mois d'août, les musulmans franchirent le Dniéper et arrivèrent devant Kaminiec; cette place, qui semblait imprenable, capitula au bout de dix jours; Mahomet y laissa une forte garnison. La ville de Lemberg fut prise bientôt après. Les Polonais consternés demandèrent la paix ; ils l'obtinrent à des conditions honteuses. Par le traité de Bucsacs (18 septembre 1672), « la Pologne livra la Podolie aux Ottomans, céda l'Ukraine aux Cosaques, s'engagea à payer un tribut annuel de 22,000 ducats et promit 80,000 écus pour le rachat de Lemberg. Par compensation, les églises qui n'avaient pas encore été converties en mosquées étaient consacrées sans réserve au culte du Christ; et les raïas étaient affranchis de la contribution de jeunes garçons, tombée à la vérité en désuétude depuis Amurat IV, sans qu'elle fût pourtant textuellement abolie. Les contributions annuelles devaient être payées comme de coutume au khan tartare; mais en récompense la Pologne était délivrée des irruptions des Tartares, et désormais aucun Polonais ne pourrait être vendu comme esclave[3]. »

Les Polonais, excités par le pape et par l'empereur, refusèrent de ratifier le traité de Bucsacs. Le grand chancelier écrivit à Ahmed-Kupruli « que le roi de Pologne s'étant soumis aux conditions de paix sans le consentement de la république, elle les déclarait nulles et ne voulait rien payer, résolue de souffrir mille morts plutôt que l'infamie attachée au nom de tributaire. » Mahomet IV se mit de nouveau à la tête des troupes ottomanes, et reprit le chemin de la Pologne. Il fut prévenu par Jean Sobieski, qui passa le Dniéper à Choczim, et vint à sa rencontre. Secondé par la trahison des Valaques et des Moldaves, Sobieski battit les Ottomans et les poursuivit jusqu'aux portes de Kaminiec. La nouvelle de la mort de Michel, roi de Pologne, le rappela à Varsovie; il reçut alors la récompense

[1] Cantemir, t. III, p. 156.
[2] Vaillant, *La Romanie*, t. II, p. 76.
[3] Hammer, t. III, p. 149.

des services qu'il venait de rendre à la république et à la chrétienté : la diète le proclama roi (1673).

La Porte n'apprit pas sans trouble l'élection de Sobieski. Vaincue par lui lorsqu'il était seulement un des généraux de la république, que n'avait-elle pas à redouter de son ambition, maintenant que le titre de roi lui donnait le pouvoir et la confiance de tout entreprendre? Mais bientôt la noblesse polonaise, plus jalouse de ses libertés que de la gloire nationale, prit ombrage des projets de Sobieski, et craignit de se donner un maître si elle laissait longtemps réunies en ses mains toutes les forces de l'État. Vainement le roi proposa de mettre sur pied une armée égale à celle des Turcs. Sous prétexte de ménager l'argent du trésor public, la diète refusa de lever de nouvelles troupes, tandis que le sultan rassemblait ses soldats de toutes parts et demandait des renforts aux Tartares de Crimée.

A l'approche des Turcs, les Polonais abandonnèrent le siége de Kaminiec (1674). Pour s'assurer la soumission de cette ville, le sultan en fit partir tous les chrétiens qui l'habitaient ; il les transplanta au delà du Danube et du mont Balkan, et leur assigna des terres dans la province de Kirk-Kilissia ; ils furent remplacés par deux mille sipahis.

La France voyait avec peine la guerre engagée entre la Pologne et la Turquie, guerre qui, en effet, n'était profitable qu'à la maison d'Autriche : l'évêque de Marseille, ambassadeur de Louis XIV à Varsovie, essaya vainement de négocier la paix ; ses propositions ne furent pas écoutées. Le khan des Tartares eut plus de succès ; il servit de médiateur entre Sobieski et Mahomet IV. Le traité fut signé à Daoud-Pacha, près de Constantinople (27 octobre 1676). Kaminiec et la Podolie restèrent à la Porte, ainsi que l'Ukraine, à l'exception de Piarzcko et de Pawolocza.

§ III. — Mort d'Ahmed-Kupruli (1676) ; Kara-Moustapha lui succède. — Guerre avec la Russie. — Paix de Radzin (1681).

Quelques jours après la conclusion de ce traité, Ahmed-Kupruli mourut, âgé à peine de quarante-un ans (30 octobre 1676) : il avait exercé pendant quinze ans la première charge de l'empire. « C'était un homme de haute taille ; il avait les yeux grands et ouverts, le teint blanc, le maintien modeste, gracieux, plein de dignité ; il ne se montra pas altéré de sang comme son père, combattit toujours l'oppression et l'injustice, et s'éleva si fort au-dessus de la corruption, de la cupidité et de toutes vues personnelles, que les présents, au lieu de le disposer en faveur d'une demande, l'engageaient à la repousser. Son esprit étendu, pénétrant, sa mémoire heureuse et facile, son jugement sûr et ferme, son intelli-

saine et son sens droit le conduisaient à la vérité par la ligne la plus courte. Il parlait peu et avec réserve, à la suite de mûres réflexions et toujours avec une connaissance parfaite des choses. La science à laquelle il s'était consacré d'abord et qui le lança dans la carrière des légistes, le suivit toujours en compagne fidèle dans les rangs de l'armée et jusque sur les rives du Raab et du Dniester, comme au milieu des ruines de Candie. La gloire d'Ahmed-Kupruli est assurée par les guerres de Hongrie, de Crète et de Pologne, par la conquête de Neuhaüsel, Candie et Kaminiec, par la paix de Vasvar, celle de Candie, et les traités de Bucsacs et de Daoud-pacha. Pendant trois lustres il sut agrandir et pacifier l'empire. Après Sokolli, sans aucun doute, Ahmed-Kupruli est le premier des ministres qui ont dirigé l'empire ottoman [1]. »

Il eut pour successeur son beau-frère le kaimacan Kara-Moustapha, qui conserva le pouvoir pendant sept ans (1676-1683). L'avénement de cet indigne héritier des Kupruli marqua le commencement de la période de décadence. Kara-Moustapha ne suivit point les exemples de son beau-frère. Plein d'orgueil, il déploya le faste le plus scandaleux ; son harem contenait plus de 1,500 concubines, et au moins autant de femmes esclaves pour les servir, avec 700 eunuques noirs ; on comptait par milliers ses chevaux, ses chiens, ses oiseaux de chasse. Constantinople, Andrinople, Belgrade, durent, il est vrai, à sa vanité quelques monuments utiles, des mosquées, des fontaines, des bains, des écoles ; mais, pour subvenir à toutes ces dépenses, Kara-Moustapha avait besoin de sommes énormes ; il se les procura par les moyens les plus honteux et les extorsions les plus cruelles. Il vendit aux ambassadeurs européens le renouvellement des capitulations et même les audiences du sultan. Les woïvodes de Valachie et de Moldavie lui payèrent plusieurs milliers de bourses. Un jour, Anton-Rosetti, ancien chargé d'affaires d'un prince moldave, fut soumis au supplice du fouet jusqu'à ce qu'il eût avoué ses richesses, et, quand il en eut livré une partie, on le retint encore en prison.

Kara-Moustapha ne montra pas plus de talent comme général que de probité comme administrateur. Pendant la dernière guerre contre la Pologne, Doroszensko, hetman des Cosaques, avait offert ses secours à la Porte ; mais, par défiance ou par dédain, les Turcs avaient rejeté sa proposition. L'hetman résolut de se venger ; il se soumit, avec son peuple, au protectorat de la Russie. A cette nouvelle, Mahomet IV tira de la prison des Sept-Tours Georges Kiemielniski, fils d'un ancien hetman, et le nomma à la place de Doroszensko. Les Cosaques refusèrent de reconnaître l'autorité de Kiemielniski. La Porte dut alors recourir aux armes. Ibrahim-pacha se mit en marche avec 40,000 hommes, traversa la Moldavie et la Podolie, et s'avança vers Cehryn, qu'il avait ordre d'assiéger. En même temps les Tartares

[1] Hammer, t. III, p. 162.

accouraient de la Crimée. Les Cosaques et les Russes, au nombre de 60,000, s'étaient retranchés près de Cehryn ; pour empêcher la jonction des deux armées ennemies, ils se mirent en mouvement, tombèrent sur les Tartares et les taillèrent en pièces. Les Turcs, effrayés, repassèrent le Bug (1677).

Le divan était prêt à entamer des négociations ; mais Kara-Moustapha s'y opposa énergiquement ; et, comme les Russes réclamaient la cession de l'Ukraine jusqu'au Dniester, le sultan, qui ne voulait point acheter la paix à des conditions déshonorantes, écouta les conseils belliqueux du grand vizir. Kara-Moustapha prit lui-même le commandement de l'expédition. 30,000 Tartares envoyés par le khan de Crimée, et 4,000 Cosaques que Kiemielniski put réunir, se joignirent aux Ottomans pour attaquer la place de Cehryn. Ils ne s'en emparèrent qu'après un siége long et meurtrier (1678). Là se bornèrent les succès trop coûteux de cette campagne. La retraite des Turcs ressembla presque à une déroute : continuellement harcelés par les Russes, qui les attendaient à tous les passages difficiles, ils perdirent une grande partie de leur artillerie et de leurs bagages. L'année suivante, les Tartares construisirent une forteresse à l'embouchure du Dniéper, pour arrêter les incursions des Cosaques ; mais ils furent surpris et mis en fuite par l'hetman des Cosaques Zaporogues ; Georges Kiemielniski périt dans cette affaire (1679). La guerre traîna en longueur jusqu'en 1681. Enfin la paix fut conclue à Radzin, par la médiation du khan de Crimée. D'après ce traité, aucune des deux parties belligérantes n'eut la faculté d'élever des fortifications entre le Dniéper et le Bug ; toute irruption sur le territoire russe fut interdite aux Tartares ; les esclaves durent être restitués de part et d'autre ; la liberté d'aller en pèlerinage à Jérusalem fut assurée aux chrétiens.

§ III. — Guerre de Hongrie. — Politique de Louis XIV. — Siége et délivrance de Vienne.

La Porte n'aurait peut-être pas consenti à traiter, si son attention n'avait été appelée d'un autre côté par les affaires de Hongrie.

La domination autrichienne s'était rendue odieuse aux Hongrois. Pour empêcher les progrès du protestantisme, l'empereur Léopold, dans l'emportement de son zèle catholique, envoya aux galères un grand nombre de prédicateurs et de ministres ; à tous les maux de la persécution religieuse se joignirent les violences et les dilapidations des généraux et des administrateurs allemands, qui traitaient la H[illegible] comme une province conquise. Les Hongrois invoquèrent vainement les [illegible]craient leurs libertés nationales. Léopold répondit par des supp[illegible]intes les plus légitimes ; il n'épargna pas même les familles les p[illegible] les plus illustres ; plusieurs magnats périrent par la main [illegible]euple fier et généreux, une telle oppression devait

amener la révolte. Emeric, comte de Tekeli, s'échappa de sa prison et donna le signal de l'insurrection ; les Hongrois adoptèrent sa devise : *Pro Deo et patriâ* (1677); pendant quatre années, ils remportèrent de grands avantages sur les Autrichiens. L'empereur, éclairé par les revers de ses généraux, comprit alors la nécessité des réformes, et, vers la fin de 1681, à la diète d'Oldenbourg, il fit droit aux réclamations de la Hongrie. Ces concessions contentèrent une partie des magnats et affaiblirent le parti de l'indépendance ; de plus, le traité de Nimègue, récemment conclu avec la France, permit à la maison d'Autriche d'employer toutes ses forces contre les rebelles. Dans ces conjonctures, Tekeli se tourna du côté des Turcs : il demanda des secours à Mahomet IV, et offrit, en échange, de reconnaître la suzeraineté de la Porte. Il se tourna aussi vers la France. Louis XIV lui donna des subsides, sollicita le sultan d'envoyer une armée en Hongrie et fit conclure entre les Hongrois, les Transylvaniens et les Valaques une alliance contre l'Autriche (1682).

La trêve conclue, en 1665, entre l'Autriche et la Turquie n'était pas encore expirée ; la Porte ne pouvait donc soutenir Tekeli sans violer la foi des traités ; mais des considérations de cette nature n'avaient guère d'influence sur l'esprit du grand vizir et du sultan ; le parti de la guerre l'emporta. Le gouverneur de Bude reçut l'ordre de soutenir Tekeli, qui prit le titre de roi. Le comte Albert de Caprara, envoyé extraordinaire de l'empereur, arriva bientôt à Constantinople pour réclamer le maintien de la trêve. Kara-Moustapha fixa ainsi les conditions de la paix : l'Autriche payerait à la Porte un tribut annuel de 500,000 florins ; Léopoldstadt et Gutta seraient démolies ; on remettrait entre les mains de Tekeli l'île de Schutt, la forteresse de Muran et plusieurs autres places ; tous les Hongrois rentreraient en possession de leurs biens et priviléges ; une amnistie générale couvrirait tout le passé. L'ambassadeur repartit pour Vienne (août 1682). Quelques jours après, le sultan, en signe de guerre, fit dresser devant le sérail les queues de cheval, et l'on commença de grands préparatifs qui jettèrent la terreur en Allemagne. Kara-Moustapha parlait de renouveler les conquêtes de Soliman : il rassemblait, disait-on, 700,000 hommes, 100,000 chevaux, 1,200 canons. Tout cela se réduisit à 150,000 barbares pleins de désordre, dernière armée conquérante que produisit la race dégénérée des Osmanlis et qui envahit la Hongrie.

Les hostilités commencèrent au mois de mars 1683. De prompts et faciles succès exaltèrent l'ambition de Kara-Moustapha ; malgré l'avis contraire de Tekeli, d'Ibrahim-pacha, gouverneur de Bude, et de plusieurs autres personnages, il résolut d'assiéger Vienne. Il vint camper sous ses murs le 14 juillet. C'était le moment où Louis XIV prenait Strasbourg et où son armée semblait prête à passer le Rhin : toute l'Europe était alarmée et croyait à l'accord de la France et de la Porte pour la conquête et le démembrement de l'Allemagne. Mais il n'en était rien ; les Turcs avaient fait d'eux-mêmes, et sans en prévenir la

France, leur invasion en Hongrie; Louis XIV voyait avec joie leurs succès, mais il était disposé, s'ils allaient trop loin, à les contenir, pour jouer le rôle de sauveur de la chrétienté.

La garnison de Vienne ne s'élevait pas à plus de dix mille soldats réguliers, sous le commandement du comte de Stahremberg. Pour compléter la défense, on forma plusieurs corps de bourgeois; au signal d'alarme donné par la grosse cloche de Saint-Étienne, les soldats devaient courir sur les remparts, les bourgeois se réunir dans la cour, les étudiants dans le Freyung, les marchands et les employés sur le Marché-Neuf. Le camp turc enserrait la ville et les faubourgs dans un immense demi-cercle dont le Danube formait la corde. Pendant soixante jours quarante mines et dix contre-mines firent explosion; les Turcs livrèrent dix-huit assauts, les assiégés firent vingt-quatre sorties. La plupart des ouvrages extérieurs étaient au pouvoir de l'ennemi, de larges brèches lui ouvraient passage, le comte de Stahremberg écrivait au duc de Lorraine : « Il n'y a pas un moment à perdre, monseigneur, pas un moment; » et Vienne épuisée ne voyait pas encore arriver ses libérateurs.

Léopold sollicitait des secours de toutes parts, et le pape faisait appel à la piété du roi de France. Louis XIV, au contraire, intriguait par toute l'Europe scandalisée pour que les princes chrétiens ne sortissent point de leur repos, et il n'offrit à la diète de Ratisbonne l'assistance de ses armes que sous la condition qu'elle reconnaîtrait les récentes usurpations décrétées par les fameuses chambres de réunion et qu'elle élirait son fils roi des Romains. Il comptait, si l'on eût accepté ses offres, déterminer les Turcs à la retraite et arriver à une paix qui, en mettant la couronne impériale dans sa maison, aurait été le coup de mort pour l'Autriche. Toutes ces combinaisons échouèrent par le dévouement des Polonais.

Lorsque Léopold supplia Sobieski de venir à son aide, Louis XIV eut beau montrer à celui-ci l'égarement de sa politique, lui offrir la Silésie et la Hongrie, le rassurer sur les projets des Turcs par une lettre du sultan, lui faire voir ses vrais ennemis dans l'Autriche, le Brandebourg et cette puissance du nord que les gazettes hollandaises commençaient à appeler *Sa Majesté russique*, lui rappeler enfin que la maison d'Autriche, sauvée par les Français à la journée de Saint-Gothard, leur en avait témoigné sa reconnaissance en laissant mourir de faim les vainqueurs et en envenimant leurs différends avec la Porte, la haine contre les infidèles l'emporta, et les escadrons polonais accoururent à la délivrance de Vienne.

L'armée de Sobieski arriva à Klosterneubourg, par Kœnigstetten, Saint-André, la vallée de Hagen et de Kirling, où elle opéra sa jonction avec les [illegible]trichiens et les Saxons qui y étaient arrivés en passant par Hœflin. Le dim[illegible] 12 septembre 1683, aux premiers rayons d'un beau jour d'automne, le [illegible] prêtre Marco d'Aviano célébra la messe sur l'autel de Léop[illegible] et le [illegible]

Pologne servit l'officiant pendant le sacrifice. Sobieski fit ensuite agenouiller son fils, et l'arma chevalier en souvenir de cette grande journée à laquelle il allait assister; puis, se tournant vers ses officiers, il leur rappela en quelques mots la victoire de Choczim, en ajoutant que le triomphe qu'ils allaient remporter sous les murs de Vienne ne sauverait pas seulement une ville, mais la chrétienté[1]. Cinq coups de canon donnèrent le signal de la bataille. Sobieski commandait l'aile droite; le duc de Lorraine dirigeait l'aile gauche; sous ses ordres servait Eugène de Savoie, alors âgé de dix-neuf ans; au centre était l'électeur de Bavière. L'aile droite décida la victoire; à sept heures du soir la délivrance de Vienne était achevée. Le butin fut immense : trois cents pièces de grosse artillerie, cinq mille tentes, celle du grand vizir avec toutes les caisses militaires et la chancellerie, six cents bourses pleines de piastres, les armes enrichies de pierreries, les équipements de Kara Moustapha, tombèrent entre les mains des vainqueurs. Dans leur fuite les musulmans jetèrent armes, bagages, bannières, à l'exception du saint étendard du prophète, dont les Impériaux prétendirent néanmoins s'être saisis. Plus de dix mille Turcs couvraient le champ de bataille[2].

Le lendemain, Sobieski, accompagné de l'électeur de Bavière, parcourut la ville à cheval, précédé d'une grande bannière d'étoffe d'or et de deux longs bâtons dorés portant la queue de cheval qui avait été mise devant la tente du grand vizir, comme symbole du commandement suprême. Dans la chapelle de Lorette, au couvent des Augustins, le héros se jeta la face contre terre devant l'autel, et entonna le *Te Deum*. « Vienne était délivrée; le flot des Ottomans qui avait battu ses murailles, cent cinquante-quatre ans auparavant, était revenu plus furieux,

[1] Hammer, t. XII, p. 115.

[2] Après le coucher du soleil, Sobieski écrivit dans la tente du grand vizir à la reine, « la seule joie de son âme, sa chère et bien-aimée Mariette : « Je n'ai pas encore vu tout le butin, mais il n'y a pas de comparaison à établir avec ce qui fut gagné à Choczim. Quatre ou cinq carquois ornés de rubis valent à eux seuls quelques milliers de ducats. Tu ne me diras pas, mon cher cœur, ce que les femmes tartares disent à leurs maris quand ils reviennent les mains vides : « Tu n'es pas un guerrier, puisque tu ne « m'as rien apporté; celui-là seul qui se lance en avant peut saisir quelque chose. » Le vizir avait enlevé une belle autruche d'un château impérial; il lui a fait abattre la tête, afin qu'elle ne retombât pas en la possession des chrétiens. Il est impossible de décrire le raffinement de luxe qui régnait dans les tentes du vizir; on y voyait des bains, des espèces de petits jardins, des jets d'eau, des réserves de gibier; nous y avons trouvé même un perroquet. Quand le vizir reconnut qu'il ne pouvait plus tenir, il manda ses fils, pleura comme un enfant, et dit au khan des Tartares : « Sauve-moi, si tu peux. » Le khan répondit : « Nous connaissons bien le roi de Pologne, il est impossible de lui résister; avisons plutôt au moyen de « fuir. » Je ne pourrais énumérer tout ce qui compose mon butin; les principales pièces sont : une ceinture de diamant, deux montres enrichies de brillants, quatre ou cinq riches couteaux, cinq carquois garnis de rubis, des saphirs, des perles, des couvertures, des tapis, et mille petits objets, avec les plus belles fourrures du monde. Les soldats ont quantité de ceintures de diamants; je ne sais ce qu'en font les Turcs, car ils n'en portent pas ordinairement; peut-être les destinaient-ils à parer les belles Viennoises qui seraient tombées entre leurs mains. Je me trouve possesseur d'une cassette d'or pur, contenant trois feuilles d'or, de l'épaisseur d'un parchemin, où sont tracées des figures cabalistiques. Quant au grand trésor, il est impossible de savoir ce qu'il est devenu; je suis entré le premier dans la tente du grand vizir, et n'ai vu personne qui ait pu s'en saisir; il aura été distribué parmi les troupes, ou n'avait pas encore été apporté, ou peut-être aura-t-il été renvoyé sur les derrières avant la bataille. »

plus menaçant encore, contre cette digue protectrice de la civilisation européenne; mais cette fois il en avait été repoussé pour n'y plus revenir jamais[1]. »

Ainsi s'évanouirent les folles espérances du grand vizir. Si l'on en croit Demétrius Cantemir, Kara-Moustapha avait voulu prendre Vienne pour se l'approprier, et fonder dans l'Occident un empire dont il aurait été le souverain. « Ce sujet, dit l'historien, qui ne tenait sa puissance que du sultan, méprise en son cœur le sultan lui-même ; et comme il se trouve à la tête de toutes les troupes disciplinées de l'empire, il envisage son maître comme une ombre dénuée de force et de substance, qui, lui étant fort inférieure en courage, ne pourra jamais lui opposer une armée semblable à celle qui est sous ses ordres. Pour ce qui est de l'empereur d'Allemagne, il lui paraît encore moins à craindre : c'est un prince nu et dépouillé dès qu'il aura perdu Vienne. C'est ainsi que raisonnait en lui-même Kara-Moustapha. Déjà il jette les yeux sur les trésors qu'il a en sa possession ; avec l'argent du sultan, il a aussi apporté le sien ; tout celui des princes d'Allemagne va être à lui ; car il le croit ramassé dans la ville qu'il assiége. S'il a besoin d'appui, il compte les différents gouverneurs de Hongrie comme dévoués à ses intérêts ; ce sont ses créatures pour la plupart, qu'il a mis dans leurs postes pendant sept ans de vizirat ; aucun d'eux n'osera mettre obstacle à l'élévation de son bienfaiteur. Ibrahim-pacha, beylerbey de Bude, le tient en suspens à cause de l'influence que son crédit lui donne sur l'armée et sur la Hongrie ; il faut le gagner avant toutes choses aussi bien que les principaux officiers des janissaires et des spahis. Qu'y a-t-il d'impénétrable à l'or? Les présents lui assureront tous ceux qui peuvent disposer de l'armée en sa faveur. Ibrahim sera fait roi de Hongrie. Les différentes provinces qui composent ce royaume seront divisées en timars pour l'apanage des spahis, et tout le reste des soldats aura des établissements dans les villes, comme autant de nouvelles colonies ; on leur assignera les terres des anciens habitants, qui seront ou chassés ou réduits en servitude. Il se réserve pour lui-même le titre de sultan; son partage sera toute l'Allemagne jusqu'aux frontières de France, avec la Transylvanie et la Pologne, qu'il prétend assujettir ou au moins se rendre tributaire l'année suivante. » Tels sont les projets que Cantemir attribue à Kara-Moustapha ; l'intervention de Sobieski fit évanouir ce plan chimérique.

Réveillé de ses rêves orgueilleux, le grand vizir reprit le chemin de la Turquie, et se dirigea sur Raab, où il rallia les débris de son armée. De là il se mit en route vers Bude, et attaqua en passant la ville styrienne de Lilienfeld ; il fut repoussé par le prélat Mathias Kalweis, et se vengea de ce nouvel échec en dévastant la basse Styrie. Il traversa le Danube sur un pont de bateaux à Parkany, mais les Polonais lui disputèrent vivement le passage, et il perdit encore plus de huit mille

[1] Hammer, t. XII, p. 120.

hommes pris ou tués par les chrétiens. Bientôt après, la forteresse de Gran ouvrit ses portes à Sobieski. Le grand vizir fit mettre à mort les officiers qui avaient signé la capitulation ; il rejetait sur ses généraux la responsabilité de ses revers et croyait étouffer dans le sang les murmures de ses accusateurs. L'armée marchait en désordre, comme frappée d'une terreur panique. Kara-Moustapha voulait faire accompagner par une troupe de cavaliers un juif qu'il envoyait à Belgrade. « Je n'ai pas besoin d'escorte, répondit le juif, je n'ai qu'à mettre mon bonnet à l'allemande, pas un Turc ne me touchera. »

Cependant les ennemis du grand vizir conspiraient sa ruine à Constantinople : les résultats de la campagne donnaient raison aux prédictions du parti de la paix. Mahomet IV envoya son grand chambellan à Belgrade avec ordre de rapporter la tête du vizir (1683) : elle fut en effet apportée au sultan dans un plat d'argent.

A Kara-Moustapha succéda le kaïmakan Ibrahim-pacha. Celui-ci n'accepta point sans hésitation le soin de gouverner l'empire au milieu des périls qui le menaçaient de toutes parts. En effet, une grande ligue, dite *Sainte Alliance*, venait, grâce à la terreur qu'avait inspirée le siége de Vienne, de se former contre les Ottomans : elle se composait, outre l'Autriche, des Vénitiens, des Polonais et des Russes. L'empereur Léopold avait trouvé les Vénitiens tout disposés à la guerre ; il gagna Sobieski, qui fut encore sourd aux instances de la France ; enfin il arma les Russes en les sollicitant « de s'ouvrir la mer Noire et de marcher sur Byzance : la Grèce et l'Asie, disait-il, les attendaient. » La Porte dut alors se repentir des procédés injurieux qui lui avaient fait perdre les sympathies de la France, et qui venaient de se renouveler sur un nouvel ambassadeur.

§ IV. — Puissance de la France dans la Méditerranée. — Ambassade de M. de Guilleragues.

L'influence de la France dans le Levant est toujours liée à sa puissance dans la Méditerranée : or notre pavillon dominait cette mer depuis les victoires de Stromboli, d'Agousta et de Palerme, où Duquesne détruisit les flottes de Hollande et d'Espagne, depuis la bataille du cap Saint-Vincent, où Tourville ruina la flotte anglo-hollandaise qui revenait du Levant, depuis nos alliances avec l'ordre de Malte et les États d'Italie, enfin depuis le renouvellement des capitulations avec la Porte. Mais il y avait un obstacle à notre domination dans la Méditerranée ; c'était la piraterie. Les Barbaresques avaient profité de la guerre de 1672 pour violer les traités ; le sultan leur fit vainement des recommandations de respecter les vaisseaux de son allié ; le roi de France les menaça vainement d'une destruction totale : nos bâtiments furent insultés, pillés, enlevés jusque sur les côtes de Provence. Alors on recommença contre les corsaires africains une guerre d'extermination, et nos escadres ne furent plus occupées qu'à les poursuivre en tous lieux.

Une de ces expéditions fut sur le point de ramener la mésintelligence entre la Porte et la France.

Duquesne, poursuivant huit vaisseaux de Tripoli, apprit qu'ils s'étaient réfugiés à Chio et vint les attaquer dans le port de cette ville (1681). Le commandant turc lui ordonna de respecter les terres du sultan, et, sur son refus de s'éloigner, tira sur ses vaisseaux. Alors Duquesne tira sur le château, qu'il mit en ruines; ses boulets allèrent porter le ravage jusque dans la ville, où ils détruisirent deux mosquées; il ne cessa le feu que sur les prières des habitants et à condition qu'il en serait référé au Grand Seigneur. Le kapoudan-pacha accourut avec quarante-deux galères. Duquesne lui déclara que, s'il n'obligeait les Tripolitains à faire des soumissions à la France, à exécuter les capitulations conclues avec la Porte, à rendre leurs esclaves français, il brûlerait les huit vaisseaux de Tripoli, la ville de Chio et la flotte ottomane. Le kapoudan-pacha voulut négocier; mais, pendant ce temps, la cour de Constantinople était dans la plus grande agitation : le sultan disait qu'il tirerait vengeance de l'insulte faite aux mosquées de Chio, quand il devrait la demander à toute la terre. Notre ambassadeur était le marquis de Guilleragues, qui avait succédé à Nointel en 1678, et qui depuis trois ans était en querelle avec le vizir pour une question d'étiquette [1]. Il fut mandé chez le vizir Kara-Moustapha, qui lui déclara qu'il n'avait qu'un moyen de sauver sa vie et celle de tous les Francs : c'était d'offrir une grosse somme d'argent pour réparation des dommages causés par les canons français. L'ambassadeur répondit que le sultan était juste et le roi de France puissant; qu'il se regardait donc, lui et les siens, comme étant en parfaite sûreté; et il refusa de signer un écrit par lequel il se serait engagé, au nom de son maître, à faire des excuses au sultan et à lui donner une réparation pécuniaire. On le menaça de l'enfermer au château des Sept-Tours. Il répondit : « Si j'y entre, je n'en sortirai pas que le roi mon maître ne vienne lui-même m'en ouvrir les portes. » On le tint prisonnier dans un des appartements du vizir. Cependant Duquesne arriva devant les Dardanelles avec dix vaisseaux, et envoya dire au divan que, si l'on faisait violence à notre ambassadeur et si les disputes d'étiquette qui existaient entre lui et le vizir n'étaient pas réglées à l'entière satisfaction de la France, il irait chercher M. de Guilleragues jusque dans Constantinople. Alors le vizir proposa à l'ambassadeur d'arranger l'affaire en faisant, en son nom person-

[1] Cette dispute, dite du sofa, était relative à la manière dont les siéges du vizir et de l'ambassadeur devaient être placés dans les audiences solennelles. Elle pensa devenir grave. « Mais, dit un contemporain, la bonté paternelle de Sa Majesté pour toute l'Europe l'empêcha alors d'en venir à une rupture entière. Plusieurs nations avaient recours à sa bannière pour continuer leur commerce. Les lieux saints avaient besoin qu'il les protégeât, ainsi que beaucoup de monastères, et tous les chrétiens qui sont en Turquie avaient tout à craindre si un prince chrétien ne fût demeuré allié à la Porte pour leur donner protection. » La querelle était d'ailleurs envenimée par les puissances étrangères, qui, jalouses de la distinction réclamée par la France, conseillaient aux Turcs de ne pas céder, « le roi de France étant empêché de résister à ses ennemis de delà. »

nel, un présent au sultan; Guilleragues y consentit, Duquesne étant contraint par les ordres de la cour de France, qui ignorait ces événements, de quitter subitement l'Archipel. Après plusieurs mois de négociations, où les ministres ottomans dévoilèrent leur basse cupidité par les discussions les plus misérables sur la valeur du présent, l'ambassadeur fut reçu en audience solennelle par Mahomet IV; il lui offrit, en son privé nom et sans qu'il fût question de l'affaire de Chio, un présent de bijoux et de meubles d'une valeur de 15,000 livres, et obtint en compensation le règlement des disputes d'étiquette à son entière satisfaction, avec tous les firmans qu'il demanda, soit pour nos marchands, soit pour nos missionnaires. La Porte fit grand bruit de cette réparation insignifiante : « C'est une action éclatante, dit le récit qu'elle ordonna d'en faire, dont les grands et le peuple ne parlent qu'avec joie; la nouvelle en a passé en Perse, en Arménie, aux Indes; on en a instruit nos amis, les tributaires et les nations de la loi du Messie. » Ces nations avaient tenté d'empêcher une réconciliation. « Jamais, dit le même récit, il n'a paru tant d'empressement de la part des ministres chrétiens contre celui de France. Les Vénitiens, les Hollandais et tous les autres ont excité, autant qu'il a été possible, la haine de Sa Hautesse contre les Français, faisant tous leurs efforts pour nous engager à une rupture avec eux; mais le très-éclairé vizir s'est contenté de la réparation de l'ambassadeur. »

Duquesne avait été rappelé en France pour préparer la vengeance que le roi voulait tirer des Algériens. Il se dirigea contre leur ville avec une flotte composée de seize vaisseaux, quinze galères et cinq galiotes à bombes, la bombarda pendant plusieurs jours, et fut obligé de se retirer devant la mauvaise saison. Il revint l'année suivante, bombarda de nouveau Alger pendant deux mois et la détruisit presque entièrement. Les habitants épouvantés demandèrent la paix. Duquesne rejeta toutes leurs propositions jusqu'à ce qu'ils eussent délivré tous les esclaves chrétiens, rendu les canons français laissés à Gigeri, payé 1,200,000 piastres pour les frais de la guerre. Alors une ambassade, composée des principaux Algériens, alla à Versailles implorer la miséricorde de Louis XIV, et jura de respecter dorénavant « les capitulations du Grand Seigneur et les traités faits avec la France à l'avantage des marchands français (25 avril 1684). »

Cette expédition eut partout un immense retentissement. Elle remplit de terreur la cour de Constantinople et lui rendit plus précieuse l'alliance française; elle fut regardée par nos ennemis, non comme une vengeance de la civilisation sur la barbarie, mais comme une satisfaction donnée à l'orgueil de Louis XIV; elle fut célébrée en France comme la plus éclatante victoire, et Bossuet exprima la joie de l'opinion catholique par ces pompeuses paroles : « Tu céderas ou tu tomberas sous le vainqueur, Alger, riche des dépouilles de la chrétienté. Tu disais en ton cœur avare : « Je tiens la mer sous mes lois, et les nations sont ma proie. » La légèreté de tes vaisseaux te donnait de la confiance; mais tu te verras attaquée

dans les murailles, comme un oiseau ravissant qu'on irait chercher dans ses rochers et dans son nid, où il partage son butin à ses petits. Tu rends déjà tes esclaves; Louis a brisé les fers dont tu accablais ses sujets, qui sont nés pour être libres sous son glorieux empire. »

Tripoli eut le sort d'Alger; Duquesne y jeta cinq mille bombes (1685). Tunis se hâta de demander la paix, et elle y fut fidèle. L'escadre de Château-Renaud bloqua tous les ports du Maroc et causa de telles pertes à sa marine, que le sultan envoya une ambassade à Louis XIV pour solliciter de lui un traité d'amitié et de commerce. Enfin on poursuivit la piraterie jusque dans ses auxiliaires indirects, à Gênes, république vendue aux ennemis de la France, qui fournissait des vaisseaux aux Algériens et aux Espagnols, qui avait répudié dans le Levant la protection de la bannière française, insulte vivante aux ports de Marseille et de Toulon; Gênes fut bombardée impitoyablement. Alors la France domina entièrement la Méditerranée.

§ V. — Guerre contre la Sainte Alliance. — Déposition de Mahomet IV (1687).

Dans cette situation, la Porte, menacée par la Sainte Alliance, se rapprocha du cabinet français, accabla notre ambassadeur d'honneurs et de prévenances, satisfit à toutes ses demandes sur le commerce, les lieux saints, les missions ; mais son orgueil l'empêcha de solliciter directement l'alliance du monarque qui venait de bombarder Alger et Tripoli ; elle se contenta de demander sa médiation pour obtenir la paix. D'un autre côté, Louis XIV, qui était encore dans les illusions de la trêve de Ratisbonne, voulant amener Léopold à changer cette trêve en paix perpétuelle, n'osa manifester ses sentiments pour les Turcs, et il se contenta d'exciter les Polonais à abandonner la Sainte Alliance et les Hongrois à persister dans leur révolte. Le résultat de ces fautes fut d'abord que les Ottomans, attaqués sur toutes leurs frontières, n'éprouvèrent que des défaites; ensuite que Louis XIV commença la guerre seulement lorsque ses alliés d'Orient étaient malheureux et qu'ils demandaient déjà la paix à l'Autriche.

Cependant le duc de Lorraine envahissait la Hongrie, les Vénitiens tentaient la conquête de la Morée, Sobieski menaçait la Moldavie ; pour résister à cette triple attaque, le divan mit sur pied trois armées.

Le duc de Lorraine s'empara de Wissegrad, et, quelques jours après, de Waitzen, à la suite d'une brillante victoire; Pesth capitula. Les Turcs, battus une seconde fois près de Saint-André, se retirèrent à Bude. Cette ville, héroïquement défendue par Ibrahim-pacha, arrêta la marche des Impériaux. Les assiégés attribuèrent leur délivrance à un miracle : deux fois ils crurent voir le prophète planer, à l'heure de la prière, au-dessus de leurs remparts. Pendant la

durée du siége, le duc de Lorraine battit le séraskier Suleiman-pacha; et, dans le même temps, les généraux Trauttmansdorf et Leslie, vainqueurs des pachas de Bosnie et de Gradiska, prirent en Croatie Veroviz et quelques autres forteresses (1683).

L'année suivante, les Turcs reprirent Waitzen; mais ils échouèrent devant Raab et Wissegrad; Ismaïl-pacha, beylerbey de Roumélie, se retira devant le général Hausler. Dans la campagne de 1685, le duc de Lorraine assiégea Neuhausel et l'emporta d'assaut, après avoir débloqué la forteresse de Gran, tandis que le comte de Herberstein dévastait le territoire de Licca, la Corbavie, la vallée d'Udwina, et que Leslie incendiait Essek; enfin les Turcs abandonnèrent les places de Waitzen et de Novigrad, et Tekeli recula devant le général Schultz : il fut, par l'ordre du grand vizir, enfermé aux Sept-Tours.

Pendant ce temps, les Vénitiens faisaient des progrès. Le provéditeur Pietro Valiero fut forcé de lever le siége de Sign; mais les chrétiens des montagnes de Dalmatie, d'Albanie et de Morée se soulevèrent, unirent leurs armes à celles de la république, battirent leurs beys et envoyèrent leurs têtes à Venise. Les îles de Sainte-Maure et de Prevesa tombèrent au pouvoir des chrétiens. En 1685, Morosini investit Coron et s'en empara, après avoir battu les troupes venues au secours de cette place. Il envoya au sénat un étendard et deux queues de cheval, qui furent suspendus comme un trophée dans une église de Venise. Avec l'aide des Maïnotes, il prit Zernata, Calamata et autres forteresses; puis, quittant la Morée, il fit une descente en Albanie. Kœnigsmark se joignit à lui, l'année suivante, pour conquérir une grande partie de la Grèce. Ils prirent Navarin, Modon, Napoli de Romanie, Arkadia, Patras, Lépante, Corinthe, Misitra, Athènes, etc. Les lions de marbre, qui semblaient défendre l'entrée du Pirée, furent envoyés à Venise et placés devant la porte de l'arsenal. La république reconnaissante fit mettre, dans la grande salle du palais des doges, le buste de Morosini, avec cette inscription : *Le sénat à Morosini le Péloponésiaque, de son vivant* (1686).

La guerre fut poussée avec peu de vigueur du côté de la Pologne. Sobieski essaya vainement d'entraîner dans son alliance Constantin Cantemir, woïvode de Moldavie; il fut vaincu par ce prince près de Bojan. Le séraskier Suleiman-pacha ayant obtenu quelques autres succès, Mahomet IV lui confia le sceau de l'empire.

Élevé au grand vizirat, Suleiman ne réalisa point les espérances des Ottomans. Il montra beaucoup d'activité, mais il n'avait pas les talents nécessaires pour lutter contre le duc de Lorraine. Cet illustre général commandait une armée de 90,000 hommes. Toute l'Europe était représentée dans son camp par des officiers qui voulaient se former à son école, et qui se faisaient un honneur de combattre sous les ordres d'un tel maître contre les barbares; on voyait autour de lui

des seigneurs allemands, français, anglais, espagnols et italiens. Il commença le siége de Bude le 18 juin 1686 ; le gouverneur Abdi-pacha refusa de capituler et soutint courageusement deux assauts formidables; mais, dans une troisième attaque, il périt sur la brèche avec plus de 4,000 hommes de la garnison, et les Impériaux, pénétrant dans la ville, la mirent à feu et à sang (2 septembre). Bude, capitale de la Hongrie, appartenait aux Turcs depuis quarante-cinq ans : c'était le rempart de l'islamisme, le pivot de la guerre sainte, la clef de l'empire ottoman. La prise de cette ville entraîna la reddition d'un grand nombre d'autres places. Suleiman-pacha établit ses quartiers d'hiver à Belgrade et essaya de négocier une trêve; il reconnut bientôt que la paix n'était possible qu'à des conditions déshonorantes, et redoubla d'énergie pour recommencer la campagne. Le sultan imposa des contributions forcées à tout l'empire, et, pour montrer l'exemple, donna 500 bourses de son trésor particulier. Le vizir, ayant rassemblé 60,000 hommes et soixante-dix pièces de canon, rencontra l'armée chrétienne près de Mohacs; une grande bataille s'engagea dans ces lieux célèbres par le désastre des Hongrois ; mais, cette fois, ce furent les Ottomans qui succombèrent ; ils perdirent 20,000 hommes avec l'artillerie et les bagages (4 août 1687). La réduction de la Transylvanie mit le comble à la gloire du duc de Lorraine et au découragement des Turcs; ils abandonnèrent Essek, Valpo et quatorze châteaux forts de l'Esclavonie, Palota dans la Hongrie inférieure, et plusieurs places de la Croatie.

Dans le même temps, les Russes attaquèrent les Tartares, et le roi de Pologne envahit la Moldavie : il la mit au pillage et n'en fut chassé que par la famine. L'année suivante (1687), Jacques Sobieski assiégea Kaminiec; mais, les Turcs et les Tartares arrivant avec des forces supérieures, il fut contraint de se retirer.

Cependant l'ambassadeur français Guilleragues était mort en 1685, et avait eu pour successeur Girardin, qui mourut en 1686. A Girardin succéda Châteauneuf, à qui l'on donna pour instructions d'exciter la Porte à continuer la guerre contre l'Autriche et de négocier la paix entre la Pologne et la Turquie. Les Polonais ralentirent en effet les hostilités ; mais l'appui moral donné par Louis XIV à Mahomet IV ne suffisait point pour arrêter les envahissements des Impériaux : contre le duc de Lorraine, les Ottomans avaient besoin de secours effectifs et réels; Louis, que menaçait déjà la ligue d'Augsbourg, ne sut pas commencer à propos une guerre inévitable et donna aux Autrichiens le temps de consommer la défaite des Turcs. S'il avait attiré sur le Rhin les forces de la maison d'Autriche, l'empire ottoman, sauvé par cette diversion, aurait pu soutenir la lutte avec avantage; réduit à ses propres ressources, le sultan n'éprouva que des revers ; et les revers, se joignant à la famine, amenèrent à leur suite la sédition. La Turquie, relevée un moment de sa décadence par les Kupruli, vit se renouveler, au dedans, les déplorables excès de l'anarchie militaire, lorsqu'elle eut perdu au



dehors le prestige de ses armes, et que, n'étant pas assez forte pour résister seule à ses ennemis, elle attendit vainement l'appui de la France.

Après la malheureuse expédition de Hongrie, les janissaires et les spahis se mutinèrent contre le grand vizir Suleiman-pacha, qui tenta de les apaiser en leur offrant de l'argent et des vivres; mais sa faiblesse encouragea la révolte; on le somma de remettre l'étendard et le sceau. Pour se soustraire à ces violences, il gagna secrètement Peterwardein, et de là se rendit à Belgrade. Après sa fuite, les soldats élurent un grand vizir et adressèrent au sultan une requête solennelle contre Suleiman; Mahomet, effrayé, fit droit à leurs réclamations et leur envoya la tête de son ancien ministre. Mais la soldatesque, une fois en mouvement, ne s'arrêta plus; elle marcha vers Constantinople pour déposer le sultan lui-même. On pouvait tout craindre de sa fureur. Le kaïmakan Kupruli-Moustapha-pacha sacrifia l'empereur afin de sauver l'empire. Il fit signifier au sultan, par les ulémas, la volonté de la nation et de l'armée. « Que l'ordre d'Allah s'accomplisse! » dit le monarque détrôné, et, satisfait de conserver la vie, il se laissa enfermer dans le sérail, d'où l'on tira son frère Soliman pour lui succéder (8 novembre 1687).

§ VI. — Soliman II. — Continuation de la guerre. — Vizirat de Kupruli-Moustapha.

Soliman II vivait depuis quarante-six ans dans la retraite la plus absolue, tout entier livré à l'étude des lois et de la religion. Il reçut avec terreur la nouvelle de son élévation au trône. « Au nom de Dieu immortel, s'écrie-t-il, pourquoi venir ainsi troubler mon repos? Laissez-moi, je vous conjure, passer en paix dans ma retraite les jours qui me restent à vivre; que mon frère continue à gouverner l'empire; je ne suis né que pour méditer les choses de la vie éternelle. » On lui représenta que la résolution des vizirs, des ulémas, de l'armée et du peuple ne pouvait être révoquée; que remettre le pouvoir entre les mains de Mahomet, ce serait exposer l'État aux plus grands périls. « Je voudrais bien me rendre, mais je crains mon frère, » répondit-il. On le traîna presque de force hors de sa chambre jusque dans la salle du trône. Il regardait en tremblant de tous côtés, disant que la seule vue de son frère était capable de le faire mourir. Enfin, après s'être purifié, il consentit à recevoir l'hommage des ulémas et des grands.

La révolte des troupes n'était pas encore apaisée. Soliman leur fit distribuer le présent d'avénement, et nomma deux chefs des rebelles aux gouvernements de Roumélie et de Djedda. Ce n'était pas le moyen de rétablir l'ordre. Les spahis et les janissaires massacrèrent leurs agas, et assiégèrent dans son palais le grand vizir Siawouch-pacha, qui se défendit avec beaucoup d'énergie, mais qui succomba sous le nombre; son corps fut déchiré en lambeaux. Les meurtriers pénétrèrent dans le harem du vizir; ils saisirent sa femme et sa sœur, leur coupèrent le nez,

les mains et les pieds, et les traînèrent toutes nues par les rues; les esclaves servirent de jouet à la brutalité de la soldatesque. Après ces horribles exploits, les révoltés se répandirent dans tous les quartiers de Constantinople, pillant et massacrant tout sur leur passage. Pour arrêter ces furieux, les ulémas plantèrent à la porte du sérail l'étendard sacré du prophète et appelèrent auprès d'eux tous les musulmans fidèles; le peuple accourut, et les soldats, vivement poursuivis, furent contraints de rentrer dans leurs casernes.

Toutes ces émeutes tournèrent au profit des Autrichiens. En Hongrie, Caraffa soumit Erlau, Lippa et Munkach, vaillamment défendue par la femme de Tekeli; en Bosnie, Gradiska fut abandonnée par sa garnison; Cornaro prit Knin en Dalmatie, et Morosini s'empara de Thèbes (1687). L'année suivante, les Ottomans, vaincus par Vétérani et par le margrave Louis de Bade, perdirent encore plusieurs places importantes en Hongrie, en Esclavonie et en Bosnie; Belgrade se rendit à l'électeur de Bavière (8 septembre 1688). Mais, en Grèce, Morosini échoua devant Salonique et devant Négrepont; ce dernier siége lui coûta le tiers de son armée; la peste ravagea le camp des Vénitiens et enleva le comte de Kœnigsmark. Du côté de la Pologne, les Tartares obtinrent quelques succès; ils dévastèrent la Volhynie, ravitaillèrent Kaminiec et s'avancèrent jusqu'à Lemberg.

Ces derniers avantages étaient loin de compenser les revers éprouvés par les musulmans dans la vallée du Danube. La Porte résolut de négocier; elle accrédita auprès de l'empereur Zulfikar-éfendi et le Grec Maurocordato (1689). Dix mois se passèrent en discussions sans résultat : l'Autriche, Venise et la Pologne proposaient des conditions inadmissibles. « Pourtant, dit Cantemir, les Turcs auraient accepté la paix, même à ce prix, si le très-chrétien soleil n'eût communiqué un rayon de sa lumière au pâle croissant prêt à entrer en défaillance, et n'eût prévenu, par la diversion de ses armes, l'obscurité que les troupes des Allemands allaient y répandre. Alors le roi de France déclara la guerre à l'empereur, et fit rappeler sur le Rhin les forces qui triomphaient sur le Danube. Cependant, ne voulant pas attirer sur lui tout le poids de la guerre, il fit entendre au sultan, par son ambassadeur le marquis de Châteauneuf, qu'il avait 400,000 hommes prêts à entrer en action, et que, l'année suivante, il pénétrerait dans le cœur de l'Allemagne. »

Les hostilités recommencèrent; mais les affaires de l'empire étaient conduites par un vizir incapable, Moustapha de Rodosto, et les Turcs n'éprouvèrent que des défaites : ils furent battus à Kostanitza en Croatie, à Baloudjina en Servie, enfin à Nissa. Cette place fut prise avec Viddin et plusieurs autres villes. Les Impériaux insurgèrent la Servie; d'un côté, ils descendirent sur Uskioup, menaçant la Macédoine; d'un autre côté, ils attaquèrent le défilé de Dragoman, où ils furent repoussés. « Encore une campagne, disait un Kupruli, et l'ennemi campera sous les murs de Constantinople. » Ces revers furent, il est vrai, compensés

par quelques avantages contre d'autres ennemis : ainsi les Tartares battirent le général russe Gallitzin; les Polonais furent repoussés de Kaminiec, et Morosini changea en blocus le siége de Malvoisie. Malgré ces succès, l'empire paraissait menacé de ruine; un divan solennel, tenu à Andrinople, résolut d'en confier le salut à un troisième Kupruli.

Kupruli-Moustapha se montra digne de porter le nom que son père Mohammed-Kupruli et son frère Ahmed-Kupruli avaient illustré. Les Allemands étaient presque maîtres des routes de Constantinople, et les Vénitiens dominaient en Grèce. Aux chrétiens coalisés l'empire ottoman n'avait à opposer que des troupes fatiguées; l'argent manquait pour les approvisionnements et pour la solde, malgré l'accroissement des impôts; le désordre régnait partout, dans l'administration comme dans l'armée. Le grand vizir entreprit une réforme générale et l'accomplit en peu de temps sans avoir recours aux moyens terribles que son père avait employés.

Il commença par remplir les caisses du trésor, afin d'assurer l'obéissance des soldats et de pourvoir aux nécessités de la guerre. « Avant que d'entrer en action, dit Cantemir, Kupruli crut qu'il était à propos de faire la revue des finances, ne voulant dans les coffres du sultan qu'un argent levé légitimement sur le peuple. Il trouva les finances aussi embrouillées que les autres affaires; car, en temps de paix, les vizirs et les grands prodiguaient le trésor sans discrétion; ils donnaient ou plutôt vendaient, aux uns des exemptions de tribut, et ils taxaient les autres au delà de leurs forces, afin de fournir les rôles. En temps de guerre, les defterdars faisaient la maltôte et inventaient mille systèmes onéreux pour lever de l'argent; le peuple était foulé en tant de manières, qu'on n'entendait que des murmures contre ces injustes oppressions qui criaient vengeance au ciel. Le vizir s'appliqua donc entièrement à réformer ces abus. Il fit rentrer dans le trésor toutes les sommes qui avaient été diverties par ses prédécesseurs, par les pachas, par les commis ou par les fermiers; enfin il fit de nouveaux règlements pour la levée des impôts, afin d'établir une sorte d'égalité entre tous les sujets; il ordonna que le kharadj aurait trois classes : celle des riches était taxée à dix léonins par tête; celle des moindres conditions, à six; celle du petit peuple, à trois. Il fit rentrer au trésor les fondations ou dépôts d'argent que la dévotion superstitieuse avait léguées anciennement aux mosquées. Le mufti traita de sacrilége cette usurpation; il répondit que les richesses destinées à des usages religieux devaient être employées à des guerres de religion; que c'était leur véritable application, et que l'intérêt des musulmans demandait de s'en servir pour l'entretien de ceux qui défendaient les édifices sacrés, plutôt qu'à nourrir des ennemis et des voleurs. » En même temps, Kupruli régla le cours des monnaies; il fit fondre le superflu de la vaisselle plate du sérail et donna généreusement à l'État toute sa propre argenterie, qu'il remplaça par de la vaisselle de cuivre.

Quand il eut, par toutes ces mesures, assuré le payement des troupes, il leur adressa un firman fait pour relever les courages les plus abattus. « Depuis qu'il a plu à Sa Hautesse de m'honorer de la dignité de vizir, j'ai résolu de ne confier, dit-il, le commandement de l'armée contre les Allemands qu'à moi-même. Je déclare que je ne veux recevoir aucun soldat enrôlé de force ; le service doit être entrepris de bonne volonté ; c'est la bonne volonté seule que Dieu regarde, et elle est plus méritoire que les actions. Mais je dois remettre devant les yeux à tous les sectateurs de la religion mahométane l'obligation des préceptes de Dieu et de son prophète, qui commandent de ne point éviter le martyre et de ne point désespérer du succès quand on s'arme pour la défense de la loi et pour l'extirpation des infidèles. Ainsi tout musulman qui se croit engagé en conscience de suivre cette loi n'a qu'à venir s'enrôler, s'il est dans la résolution de souffrir toutes choses pour sa foi. Celui, au contraire, qui doute ou craint de s'exposer au martyre, ou même qui a des affaires indispensables qui peuvent l'excuser devant Dieu, celui-là, dis-je, peut en toute liberté rester chez lui ; là, vivant sans offense, il se rendra également agréable à Dieu et tâchera d'obtenir par ses prières le succès des armes de l'empire ; et, quand même il serait de profession militaire, non-seulement il ne sera point recherché ni puni, mais même le sultan étendra encore sur lui sa faveur, et il recevra sa paye, comme s'il était à l'armée. »

Ce firman produisit tout l'effet que le grand vizir en avait attendu : il réveilla le peuple et les soldats, surtout en Asie. Les musulmans accoururent en foule, poussés à la fois par le point d'honneur et par le sentiment religieux : personne ne voulut passer pour lâche et pour infidèle, et Kupruli eut bientôt une armée plus nombreuse que celles que ses prédécesseurs avaient ramassées à force de menaces et de rigueurs.

Tout en faisant appel aux sentiments religieux des musulmans, Kupruli traita les sujets chrétiens avec beaucoup d'humanité. Par son *nisami-dschedid* (nouveau règlement), il défendit expressément toute violence à leur égard, et ordonna que les troupes traversant des provinces chrétiennes payassent les grains et toutes les provisions argent comptant, à un prix raisonnable, et toujours du consentement du vendeur. Le chrétien Cantemir, qui fut presque son contemporain, signale en lui un fond surprenant d'équité et de sagesse, qui lui faisait envisager tous les sujets du sultan « avec impartialité et sans égard à la différence de religion. » Ainsi il accorda aux chrétiens de Constantinople la permission de rebâtir leurs vieilles églises. Des gens de la campagne lui ayant adressé une semblable demande, il s'empressa de signer leur requête. L'officier chargé de rédiger le firman, se servant de l'ancien style, spécifiait que l'église serait remise en état avec le même bois, les pierres et la chaux de l'ancien bâtiment. « Ce sont des sots qui ont inventé cette formule, s'écria Kupruli en colère, et plus fous encore sont ceux qui la suivent ! Ces gens veulent réparer leur temple ; s'il est trop dégradé pour que la

réparation soit possible, qu'ils en bâtissent un nouveau. Tout ce que nous devons examiner, c'est qu'ils le fassent à leurs dépens, et non pas de l'argent des musulmans; et, pourvu qu'ils payent régulièrement leur tribut, le reste ne nous regarde plus. » Aussi les Grecs disaient-ils souvent : « Kupruli a bâti plus d'églises que Justinien[1]. »

Le grand vizir ne se borna point à adoucir le sort des raïas en les protégeant contre les violences et contre le fanatisme des Ottomans; il fut le premier homme d'État de la Turquie qui ait posé le principe de la liberté du commerce et de la suppression de toute mesure prohibitive. Comme on lui conseillâit de régler les ventes et les achats, il répondit : « Le Koran ne contient rien là dessus ; l'achat et la vente doivent être laissés à la libre volonté des deux parties. » Cette sage politique profita surtout aux chrétiens et aux juifs, à qui les Turcs abandonnaient presque entièrement le soin et les bénéfices du commerce. La réforme judiciaire ne fut pas moins utile aux raïas. « La justice, dit un historien, était presque partout vénale; le faux témoignage était en quelque sorte autorisé publiquement; le grand vizir déchargea ceux qui étaient oppressés par de mauvaises voies, et sans acception de personnes; il remit partout le droit en vigueur, » et il put bientôt dire avec un légitime orgueil : « Voyez ce que produit la tolérance ; j'ai augmenté la puissance du padischah, et j'ai fait bénir son gouvernement par des gens qui le haïssaient. »

Son humanité conserva la Morée à l'empire et contribua, plus que la force des armes, à ramener cette province dans l'obéissance. Il fit nommer un Grec, Libérius Geratchari, prince des Maïnotes. « Ce qui le porta à cette création, ce fut l'exemple de la Moldavie, où les Turcs n'avaient pas eu le dessous comme dans les autres provinces; c'était une preuve palpable qu'un gouverneur chrétien était plus propre qu'un gouverneur musulman à tenir dans le devoir les peuples de même religion que lui. Outre cela, Libérius s'était fait goûter de lui par une autre sorte d'argument : il avait dépeint les Vénitiens comme des tyrans de la foi, disant que leur zèle à imposer la religion romaine aux Grecs de la Morée les faisait soupirer après la domination ottomane; un prince de l'Église grecque ne

[1] Cantemir, t. IV, p. 25. — Il cite encore à ce sujet le trait suivant : « Étant campé près d'Yagodin, grand village de Bulgarie, Kupruli ne put voir sans déplaisir que ce village était tout désolé et privé d'habitants. Il envoie chercher deux des plus anciens paysans du lieu, et leur demande quelle pouvait être la cause du mauvais état de leur village. Ils lui en indiquèrent deux : l'une, que leur église avait été brûlée et qu'on leur avait refusé la liberté de la rebâtir, ce qui avait obligé les habitants de se retirer ailleurs; l'autre, que le passage fréquent des troupes les avait empêchés plusieurs années de suite de recueillir leurs grains, et la famine, venant à la suite, avait chassé la plupart de ceux qui n'avaient pas encore tout perdu. Le vizir, entendant ce récit, se tourna vers le reis-éfendi, et lui dit ces mots : « Un musulman ne saurait vivre où il « n'y a point de mosquée; il en est de même d'un chrétien; il lui faut une église dans le lieu de sa demeure. » Sur-le-champ il donna permission aux habitants de rebâtir une église, telle qu'ils voudraient; il ajouta à cette concession un firman ou déclaration, par laquelle il dénonça peine de mort contre quiconque s'écarterait du grand chemin et entrerait de la largeur d'un pied sur les terres des paysans, ou leur enlèverait une poule ou même un œuf » (Cantemir, t. IV, p. 98.)

pouvait donc manquer de les ramener à la soumission[1]. » En effet, irrités par les persécutions des catholiques et attirés par la douceur du grand vizir, les Grecs du Péloponèse et de l'Attique abandonnèrent le parti des Vénitiens, qu'ils avaient d'abord embrassé avec chaleur ; les Maïnotes rentrèrent d'eux-mêmes sous la domination de la Porte.

Aux succès obtenus en Grèce par une politique conciliante Kupruli-Moustapha sut ajouter d'autres victoires, plus disputées, plus coûteuses, et non moins nécessaires pour sauver l'empire. Tandis que le khan de Crimée, Sélim-Gheraï, comprimait l'insurrection des Serbes et battait dans les plaines de Kassovo un corps de l'armée chrétienne, il défit Schenkendorf, enleva aux Impériaux Dragoman, Nissa, Viddin, Semendria, Kubelistch et enfin Belgrade, après douze jours de siége. Pendant ce temps Tekeli, aidé du woïvode de Valachie, entra en Transylvanie par le défilé de Tœrsbourg, détruisit près de Zernescht un corps d'armée allemand et fit prisonnier le général Haüsler; en récompense il fut nommé prince de Transylvanie.

Les armes ottomanes furent moins heureuses contre les Vénitiens, qui s'emparèrent, en Dalmatie, de Valona, et en Morée de Napoli de Malvoisie ; les Turcs prirent néanmoins leur revanche sur le champ de bataille, et firent trois mille sept cents prisonniers, qu'ils égorgèrent (1690). Quelques mois après mourut Soliman II (23 juin 1691). Achmet II lui succéda.

§ VII. — Règnes d'Achmet II et de Moustapha II. — Paix de Carlowitz (1699).

A l'avénement du nouveau sultan, Kupruli-Moustapha commençait une nouvelle campagne ; il rencontra l'armée impériale, commandée par le margrave de Bade, qui venait de Peterwardein. Une bataille s'engagea près de Salankemen, le 19 août 1691. Les Turcs furent complétement défaits; 28,000 périrent; au nombre des morts était le grand vizir. Telle fut la fin du troisième Kupruli, de cet homme d'État intelligent, courageux, humain, qui fut regretté des raïas comme des Turcs; le peuple garda sa mémoire sous le nom de Kupruli *le Vertueux*.

Après sa mort, le divan découragé prêta l'oreille aux propositions des ambassadeurs anglais et hollandais, qui offraient leur médiation entre les puissances belligérantes. Kupruli, sans accéder aux demandes de Louis XIV, qui voulait que la Porte refusât de reconnaître Guillaume d'Orange comme roi d'Angleterre, avait suivi contre la maison d'Autriche les inspirations de la cour de France. L'influence anglaise prévalut auprès du nouveau grand vizir Ali-pacha ; mais l'Autriche montra des exigences si exorbitantes, que, malgré la prise de Grosswardein par les

[1] Cantemir, t. IV, p. 25.

Impériaux, les tentatives de paix échouèrent complétement. En 1692 et en 1693 la guerre se borna au ravitaillement de Belgrade, à de petits combats dans la Dalmatie, à des incursions des Tartares dans la Pologne. La campagne suivante fut plus sérieuse : les Turcs assiégèrent vainement Peterwardein ; ils éprouvèrent quelques échecs en Pologne et en Dalmatie ; dans l'Archipel, les Vénitiens s'emparèrent de l'île de Chio (1694). Quelque temps après, Achmet mourut (6 février 1695).

Son successeur Moustapha II annonça, dès son avénement, le projet de gouverner par lui-même et de pousser vivement la guerre. Il déclara qu'il prendrait le commandement des troupes ; les vizirs lui représentèrent qu'il ne devait pas compromettre dans les combats sa personne sacrée et les destinées de l'empire : « Je persiste à marcher, » leur répondit-il.

Il débuta par des victoires. En Hongrie, il emporta d'assaut la place de Lippa et battit près de Lugos le général Veterani ; les Allemands, pris entre deux feux par les Turcs et par les Tartares, ne purent tenir longtemps contre des forces très-supérieures ; Veterani fut blessé, pris et décapité (22 septembre 1695). Les Tartares envahirent la Pologne et ne s'arrêtèrent que devant Lemberg. Le czar Pierre I[er] leva le siége d'Azof, après avoir perdu près de 30,000 hommes. Sur mer, les Ottomans, sous la conduite de Mezzomorto, ancien pirate de Tunis, battirent la flotte vénitienne dans deux batailles et reconquirent l'île de Chio (1695).

Le succès de cette campagne réveilla l'enthousiasme des musulmans. Des dons volontaires pourvurent à la solde de l'armée, et de riches particuliers équipèrent même à leurs frais un corps de troupes. La bataille d'Olasch, gagnée par le sultan, les incursions des Tartares en Pologne après la mort de Jean Sobieski, les échecs des Vénitiens en Dalmatie, compensèrent la perte d'Azof, que le czar assiégea pendant deux mois avec 60,000 hommes de troupes régulières et des nuées de Kalmouks et de Cosaques (1696).

Mais l'année suivante la fortune changea de face. Le prince Eugène de Savoie, formé dans la guerre de Hongrie à l'école du duc de Lorraine, fut mis par l'empereur à la tête de l'armée autrichienne. Après des marches et des contre-marches savantes, il fondit sur les Turcs au passage de la Theiss, près de Zenta. 20,000 Ottomans restèrent sur le champ de bataille ; 10,000 périrent dans les flots ; le grand vizir fut tué ; le sultan prit la fuite. Quelques jours après, les vainqueurs entrèrent en Bosnie (1697).

L'empire était en péril ; ce fut encore un Kupruli qui fut chargé de le sauver. Moustapha donna l'étendard et le sceau à Kupruli-Huçein, neveu de Kupruli-Mohammed. Le nouveau grand vizir, par d'habiles expédients, pourvut aux premiers besoins, et bientôt l'armée se remit en marche. Les Allemands repassèrent la Save et prirent en Hongrie leurs quartiers d'hiver.

Cependant Louis XIV, épuisé par la lutte qu'il soutenait contre la moitié de

l'Europe, songea à faire la paix; il en avertit le divan et lui offrit son intervention pour le faire admettre dans les négociations qui allaient s'ouvrir. Le sultan refusa : il espérait recouvrer les provinces qu'il avait perdues pendant la guerre, et il se défiait de l'ambassadeur qui lui faisait les propositions de la France. Cet ambassadeur était M. de Fériol, qui avait succédé à Chateauneuf; mal instruit des usages de la Porte, malgré les sept campagnes qu'il avait faites avec les Turcs, il avait mécontenté la cour ottomane par sa conduite pleine de morgue, et avait insulté le Grand Seigneur lui-même en se présentant à son audience l'épée au côté.

Louis XIV signa le traité de Ryswick (1698), mais il conseilla au divan de continuer la guerre, en disant que la paix qu'il venait de faire n'était qu'une trêve, et que la mort prochaine du roi Charles II allait rouvrir une lutte où la France déploierait toutes ses forces contre la maison d'Autriche. La Porte fut mécontente de la conduite du roi de France, qu'elle regarda comme un abandon; elle prêta l'oreille aux sollicitations de Guillaume d'Orange, qui gagna à prix d'or, dit-on, les membres du divan, pour leur faire accepter la médiation de l'Angleterre et de la Hollande; enfin elle fit à l'Autriche des ouvertures de paix. Louis XIV montra au divan la faute qu'il allait commettre; que, vaincue, la Turquie ne pouvait obtenir la paix qu'à des conditions d'où dépendait son existence même; car les Turcs, dans toutes leurs guerres avec les chrétiens, n'avaient jamais reculé, et, s'ils commençaient à le faire, le prestige attaché à leur puissance était dissipé; il sollicita la Porte de prolonger la guerre jusqu'à ce que la France pût reprendre les armes; il s'engagea à ne pas les déposer jusqu'à ce que la Turquie eût recouvré la Hongrie et toutes ses provinces perdues. Mais ces représentations du grand roi étaient transmises par M. de Fériol, homme en qui le divan n'avait nulle confiance et qu'on regardait même comme attaqué de folie; de plus, les ambassadeurs de Guillaume s'étaient rendus maîtres des principaux ministres par leurs intrigues et par la peur. On répondit à Louis XIV que la France avait fait la paix à son heure et à son gré, que la Porte en ferait autant. Et des négociations furent entamées sous la médiation de l'Angleterre et de la Hollande, qui, dans leur haine aveugle contre la France, traitèrent complétement la Turquie en ennemie. Fériol essaya de traverser ces négociations : « Il mit tout en œuvre pour cela, dit Cantemir, mais il n'y réussit pas. Le divan finit même par l'inviter à ne pas se donner de mouvements inutiles; qu'on voulait la paix, que la paix serait faite. » Elle fut, en effet, signée à Carlowitz (1699).

La Turquie céda à Léopold la Hongrie et la Transylvanie avec ses limites naturelles, depuis la Podolie jusqu'à la Valachie; elle conserva seulement le territoire entre la Theiss et la Maros. Dans le Syrmium, on traça une ligne conventionnelle, marquée par une suite de fossés ou de poteaux, depuis le confluent de la Theiss et du Danube jusqu'à l'embouchure de la Bossut dans la Save. A partir de ce point, le cours de la Save forma une frontière naturelle, continuée

ensuite par l'Unna. La Pologne recouvra Kaminiec, la Podolie et l'Ukraine. La Russie garda la place d'Azof. Venise ne rendit que les conquêtes faites par elle au nord du golfe de Corinthe, et retint la Morée jusqu'à l'Hexamilon, presque toute la Dalmatie, l'île de Sainte-Maure, etc.; elle évacua Lépante, mais après en avoir détruit les fortifications. Tous les tributs payés par les puissances chrétiennes à la Porte Ottomane furent abolis.

La perte de la Hongrie et de la Transylvanie, de la Morée et de la Dalmatie, de la Podolie, de l'Ukraine et d'Azof, fut le premier ébrèchement de l'empire ottoman; à dater de ce moment, il cessa d'être redoutable à l'Europe; il se trouva mêlé à toutes les affaires de l'Occident, lui qui avait dû à son isolement sa grandeur; enfin, au lieu d'être dominé par les conseils de son antique et naturelle alliée, il eut à subir l'influence de voisins ambitieux ou d'amis intéressés. Sa décadence ne devait plus s'arrêter; les Russes, en acquérant une entrée sur les mers du midi, venaient de commencer leur existence européenne.

« La paix de Carlowitz, dit Hammer, contint les Turcs, du côté de la Pologne et de la Hongrie, dans les limites du Dniester, de la Save et de l'Unna. Ce traité proclama hautement la décadence de l'empire ottoman, qui, suspendue quelque temps par le bras de fer d'Amurat III et les remèdes sanglants du vieux Kupruli, ne put être arrêtée ensuite par la sagesse politique des grands vizirs de la famille de ce dernier, ni dérobée aux regards du monde par les nuées de soldats indisciplinés que lançait la Porte dans sa détresse. Un siècle s'écoula entre la soumission de la Hongrie à l'oppression de la tyrannie turque et l'établissement du *nisamidschedid* par le sage et vertueux Moustapha-Kupruli pour le soulagement des raïas. Un siècle passa encore avant que, sous le règne de Sélim III, cette nouvelle institution fût rappelée et mise en vigueur dans un cercle plus étendu. Si l'exemple du troisième Kupruli, dans ses mesures d'humanité envers les sujets chrétiens, avait été suivi par les grands vizirs ses successeurs; si l'on eût appliqué réellement le système de réparation et d'équité qu'il avait conçu, et qui tendait à ramener l'ordre et l'économie dans l'administration publique, l'existence de la Turquie n'aurait pas été compromise. Par l'effet irrésistible du temps, qui transforme tout et qui amène partout le progrès inévitable et nécessaire, le dominateur mahométan n'a plus d'autre alternative que de renoncer à son pouvoir sur les chrétiens ou de l'exercer avec plus de douceur et de modération, suivant les conseils de l'intérêt et de la prudence. »

LIVRE QUATRIÈME

DEPUIS LA PAIX DE CARLOWITZ JUSQU'A LA PAIX D'YASSI (1699 — 1792)

CHAPITRE PREMIER

DE LA PAIX DE CARLOWITZ A LA PAIX DE PASSAROWITZ (1699 — 1718)

§ I. — Administration de Kupruli-Huçein. — Déposition de Moustapha II.

Dans la situation nouvelle que faisait à l'empire ottoman la paix de Carlowitz, Kupruli-Huçein, dit le Sage, comprit la nécessité des réformes et suivit, à l'égard des sujets chrétiens, l'exemple de Kupruli le Vertueux. Immédiatement après la signature de la paix de Carlowitz, il accorda aux habitants de la Servie et du Banat l'exemption de la capitation pour l'année courante; en Roumélie, il fit remise aux raïas d'un million et demi de contributions arriérées; en Syrie, il les affranchit du droit de pâturage pour les troupeaux.

Son attention ne se borna pas aux chrétiens. A son instigation, le mufti Feïz-ullah adressa à tous les juges et magistrats de l'empire un firman plein d'utiles recommandations; les imans et les muderris (professeurs) devaient être parfaitement instruits dans les trois points indispensables : le dogme, la lecture du Koran et les formules spéciales de la prière; les écoles élémentaires ne seraient dirigées que par des maitres capables; les magistrats devaient veiller à ce que tous les mu-

sulmans fussent exacts au devoir de prier, de jeûner, d'aller en pèlerinage, de faire l'aumône aux pauvres, d'instruire leurs enfants dans la connaissance du Koran, de contribuer à la construction des mosquées et des écoles.

En même temps qu'il s'efforçait de rappeler les fidèles musulmans à l'étude et à la pratique de la religion, tout en respectant les droits des chrétiens, le grand vizir rétablit l'ordre dans les finances, revisa les rôles des janissaires, régla l'avancement dans la marine, et entreprit, tantôt à ses frais, tantôt aux frais de l'État, de grands travaux d'utilité publique : des canaux, des ponts, des aqueducs, des mosquées, des écoles, des marchés, des casernes, etc.; les places de Belgrade, de Temeswar et de Nissa furent aussi remises dans un bon état de défense. Kupruli-Huçein était un homme généreux, magnanime, un politique profond, un ami des sciences; il fut ravi trop tôt à l'empire. Des révoltes, bientôt réprimées, en Arabie, en Égypte, en Crimée, ayant troublé la fin de son administration, il succomba sous les intrigues du mufti, déposa le pouvoir et mourut quelques jours après sa disgrâce (septembre 1702).

Kupruli étant mort, les désordres recommencèrent. Son successeur, Dallaban-pacha, Serbe brutal et féroce, voulut rompre le traité de Carlowitz; il fut étranglé. Le nouveau grand vizir Nami, partisan de la paix, essaya d'achever l'œuvre de Kupruli; mais il mécontenta les ulémas et les janissaires; une insurrection éclata; les troupes envoyées pour la réprimer pactisèrent avec les rebelles. Le sultan Moustapha II fut déposé et céda le trône à son frère Achmet III (1703).

§ II. — Achmet III. — Diminution de l'influence française. — Commencement des prétentions de la Russie. — Charles XII à Bender.

Le règne d'Achmet III (1703-1730) peut se diviser en deux périodes. Pendant la première (1703-1718), le pouvoir passe de mains en mains; les grands vizirs se succèdent avec une déplorable rapidité; l'empire ottoman, après quelques années de repos, s'engage dans une suite de querelles avec la Russie, avec Venise, avec l'Autriche. La seconde est entièrement remplie par le ministère d'Ibrahim, qui donne aussi de l'emploi à l'activité militaire des Turcs, mais qui la tourne du côté de la Perse, et cherche des ennemis plus faciles à vaincre que les chrétiens.

Depuis le traité de Carlowitz, le parti de la paix dominait dans le divan. Lorsque Louis XIV commença la grande lutte de la succession d'Espagne, il donna l'ordre à M. de Fériol de remontrer à la Porte que l'occasion était décisive pour se venger de ses défaites et reprendre son ancienne position; l'Espagne et l'Italie, tombées dans la maison de Bourbon, doublaient les avantages et les ressources de l'alliance française; il n'y avait pas à craindre le renouvellement de la sainte ligue de 1685,

car les Vénitiens et les Polonais voulaient garder la neutralité; enfin l'on ne demandait aux Turcs que d'entrer dans la Hongrie, qui était encore révoltée, et de laisser le khan des Tartares attaquer les Russes. Mais les troubles sanglants qui marquèrent la fin du règne de Moustapha II rendirent d'abord toute négociation impossible, et, lorsqu'ils furent apaisés, le sultan Achmet, plongé dans les voluptés du sérail, refusa obstinément de se mêler d'une guerre où il ne voyait que profit pour les Turcs à laisser les infidèles s'égorger. Quand la France éprouva des revers, elle renouvela ses instances en dévoilant au divan la honte et le danger de son absurde repos. Fériol présenta secrètement trois mémoires au sultan, où il lui démontrait les fautes et la corruption de ses ministres, la nécessité de soutenir les Hongrois, les projets de la Russie sur la Pologne et la Suède. Tout cela fut inutile : le mauvais succès de nos armes nuisit à nos représentations, et les sollicitations de notre ambassadeur furent traversées victorieusement par les intrigues et l'argent de l'Angleterre et de la Hollande.

Le résultat de la neutralité de la Porte fut d'abord que la France, contrainte à disséminer ses forces maritimes à la défense des nombreuses possessions de l'Espagne, perdit la domination de la Méditerranée, où elle laissa l'Angleterre s'établir, et, par conséquent, vit ébranler son influence en Orient; ensuite que la Turquie, déjà découronnée à Carlowitz de la vieille terreur qu'inspiraient ses armes, continua à perdre dans la paix son importance politique; enfin que, pendant cette sorte de suspension de l'alliance turco-française, la Russie profita de la guerre de la succession d'Espagne, où tout l'Occident était engagé, pour donner suite à ses projets de conquête sur l'empire ottoman.

L'Église grecque, si fatale à l'Europe et à la civilisation, avait enfanté, dans son extrême décrépitude, un chétif et dernier avorton du siége de Byzance, l'Église russe, qui reçut à peine en naissant un débile souffle de la vie évangélique, et qui ne s'en servit jamais que dans les intérêts politiques du pouvoir temporel qui la tient en servitude. Sa prétention, dès les temps les plus anciens, fut de réunir à elle tous les peuples qui avaient sa croyance; donc, d'hériter du pouvoir religieux de Constantinople, et de rétablir l'empire d'Orient au profit des czars de Moscou. Pierre le Grand ne possédait encore qu'un État sauvage, sans ports, sans armées, sans finances ; il avait devant lui la Suède, la Pologne, la Turquie, qui interdisaient à la Russie la vie européenne; enfin il ne tenait pas encore un pouce de terre sur les bords du Pont-Euxin, qu'il intriguait déjà par toute la Grèce, remuant les peuples de race slave, combattant sourdement l'influence de la France sur les chrétiens orientaux, minant l'empire ottoman. Aussi les Grecs, qui avaient conservé dans l'esclavage toute leur haine contre les Latins, se tournèrent-ils avec espoir vers les barbares du Nord, qu'ils regardèrent dès lors comme leurs libérateurs, dont ils reçurent les présents secrets, dont ils accueillirent les agents. « Les Grecs, dit l'historien anglais Rycaut, qui écrivait en 1670, les Grecs considèrent

beaucoup le Moscovite et ont plus d'amitié pour lui que pour les autres princes chrétiens; ils l'appellent ordinairement leur empereur et leur protecteur, et, selon toutes leurs prophéties anciennes et modernes, il doit être le restaurateur de leur Église et de leur liberté. » « Ils se flattent, dit Tournefort, qui voyageait dans l'Archipel en 1700, que le grand-duc de Moscovie les tirera quelque jour de la misère où ils sont, et qu'il détruira l'empire des Turcs. » « Ils sont persuadés, dit le jésuite Souciet, missionnaire à Thessalonique en 1708, que le czar les délivrera un jour de la domination des Ottomans. »

La Porte ne craignait que faiblement les Russes; elle était séparée d'eux par des déserts et par les Tartares de Crimée, dont les incursions les avaient tant de fois forcés d'implorer la paix et de payer des tributs [1]; elle n'avait pas compris l'importance de l'alliance de 1685, entre la Russie et l'Autriche, alliance conseillée à l'empereur Léopold par Montecuculli, et qui, pour la première fois, fit entrer les barbares du Nord dans les affaires du midi de l'Europe; elle ne fut qu'humiliée par la cession d'Azof, qui dévoilait pourtant la pensée des Russes sur la mer Noire. Après la paix, elle ne s'inquiéta pas de voir Pierre le Grand étendre ses projets sur cette mer, fortifier Azof et y construire des vaisseaux, tenter, par un établissement à Voronez, de percer la barrière que lui opposaient les Tartares; elle regarda même nonchalamment la terrible guerre où Charles XII essaya d'étouffer l'aigle moscovite, en donnant une nouvelle vie à la Pologne. Cependant elle fit secrètement espérer au roi de Suède que le khan de Crimée marcherait à son secours; comptant sur cette promesse vaine, Charles XII s'aventura dans l'intérieur de la Russie avec une armée de seize mille hommes; il fut vaincu à Pultava (1709), et chercha un refuge en Turquie. Les Russes et les Kalmouks le poursuivirent dans sa fuite et tuèrent cinq cents Suédois au passage du Bug.

Charles XII s'établit à Bender; de là il intrigua auprès du divan pour entraîner Achmet III dans la guerre contre Pierre I[er]. De son côté, le czar se plaignit de l'hospitalité accordée à son ennemi, et demanda l'extradition de Mazeppa, hetman des Cosaques, qui avait livré l'Ukraine au roi de Suède. Les ambassadeurs de France, MM. de Fériol et Désalleurs [2], joignirent leurs remontrances aux sollicitations de Charles XII; mais elles seraient restées sans résultat, ainsi que les instances du khan des Tartares, si l'ambassade du czar n'était venue par la mer Noire sur une escadre, et n'eût jeté l'ancre devant le sérail! L'orgueil musulman s'irrita de l'apparition des infidèles dans les mers interdites au commerce chrétien et regardées comme sacrées par le fanatisme des Osmanlis. La guerre fut déclarée.

[1] Ce fut Mahomet II qui forma contre les Russes, par la conquête de la Crimée, une barrière avec les Tartares. « Il craignit, dit un historien turc, que les Moscovites, dont la puissance commençait à s'accroître, ne continuassent à profiter des longues divisions des tribus tartares. »

[2] Désalleurs succéda à Fériol en 1711.

§ III. — Guerre contre la Russie. — Paix de Falksen.

Pierre le Grand parut d'abord surpris de cette résolution énergique. Il comptait sur les artifices de Tolstoï, son envoyé, sur la corruption des vizirs, sur la lenteur du divan et sur la faiblesse d'Achmet III. Mais, en réalité, il n'avait été que devancé; car depuis longtemps il avait pris des mesures pour commencer la guerre et se faire des partisans dans les États du Grand Seigneur. Ses émissaires, parcourant secrètement la Moldavie et la Valachie, excitaient partout les habitants à la révolte. Les hospodars que la Porte avait nommés pour administrer ces provinces étaient vendus à la Russie. Immédiatement après la rupture, il parut une proclamation du czar qui garantissait aux Moldo-Valaques l'exercice exclusif de la religion grecque et l'affranchissement de la domination turque[1]. Enfin l'on vit un évêque de Jérusalem, agent principal de ces intrigues, faire courir le bruit qu'on avait trouvé sur le tombeau de Constantin une prophétie qui annonçait que les Turcs seraient chassés de l'Europe par la nation russe. Pierre Ier, comptant sur la révolte de tous les peuples de religion grecque, se flattait de planter l'aigle russe sur les minarets du sérail. Il était à la tête d'une armée formidable; il emmenait avec lui la célèbre captive de Marienbourg, qu'il venait de reconnaître comme son épouse; il marchait environné du faste de sa cour, comme à une victoire certaine, avec une confiance et une présomption qu'il n'avait jamais montrées, lorsqu'il fut d'abord surpris de l'indifférence des Moldaves, qui ne firent rien pour acheter la liberté qu'il leur avait promise; puis il se trouva tout à coup sur les rives du Pruth, sans vivres, sans munitions, enfermé par une armée turque et tartare de 200,000 hommes, dans une position où il n'y avait plus qu'à se rendre ou à mourir (1711). Par le conseil de sa femme, qui envoya de riches présents au grand vizir Baltadji-Mohammed, il demanda à négocier. Baltadji, qui n'aimait pas la guerre, regarda les présents du czar comme une rançon payée par les infidèles pour sortir de l'esclavage : il consentit à traiter, et crut les humiliations de Carlowitz suffisamment vengées par les conditions qu'il imposa dans le traité de Falksen. La Russie restituait Azof, détruisait le port de Taganrok, rasait les forteresses qu'elle avait élevées sur les frontières de la Turquie; enfin, elle s'engageait à ne plus se mêler des Polonais ni des Cosaques soumis à la Pologne, non plus que de ceux qui dépendaient du khan des Tartares, et à retirer toutes ses troupes de leur pays. A part cette condition illusoire, trop facilement violable, et bien insuffisante pour sauver la Pologne et la Turquie elle-même, les avantages que tirait la Porte de ce traité étaient évidents. « La campagne du Pruth, dit Voltaire, fut plus funeste au czar que ne l'avait été la bataille de Narva;

[1] Perry, *the State of Russia*, p. 45.

car, après Narva, il avait su tirer parti de sa défaite même, réparer toutes ses pertes et enlever l'Ingrie à Charles XII ; mais, après avoir perdu, par le traité de Falksen, ses ports et ses forteresses sur les Palus Méotides, il fallut renoncer à l'empire de la mer Noire. » Aussi tous les vaisseaux qu'on commençait à y construire pourrirent sur les chantiers; on ramena leurs débris à Saint-Pétersbourg. En vain Pierre voulut-il retarder la restitution d'Azof, il n'était pas assez fort pour manquer impunément à sa parole : sa mauvaise foi ne servit qu'à faire disgracier le vizir qui lui avait accordé la paix et il fut contraint d'en remplir toutes les conditions.

Charles XII et l'ambassadeur de France s'efforcèrent vainement de faire annuler le traité de Falksen; le divan se lassa de leur insistance, et le roi de Suède, chassé de Bender après une folle résistance, fut réduit à vivre presque en prisonnier à Demotika, dans l'intérieur de l'empire. De ce séjour il ourdit de nouvelles intrigues qui réussirent. Par un brusque revirement, la Porte déclara de nouveau la guerre à la Russie (1712); mais l'Angleterre et la Hollande intervinrent pour empêcher les hostilités, et un nouveau traité, plus explicite que le précédent, fut conclu à Constantinople. Le czar donna des otages pour garantir l'exécution de ses engagements; mais, comme il ne se décidait pas à retirer ses troupes de la Pologne, ces otages furent emprisonnés aux Sept-Tours. On négocia de nouveau; et enfin le traité d'Andrinople (13 juin 1713) élargit les limites du territoire d'Azof, restitué à la Turquie, et ferma complétement aux Russes l'accès de la mer Noire. En revanche, on abolit définitivement l'ancien tribut de 40,000 ducats que les czars payaient aux khans de Crimée.

§ IV. — Guerre contre Venise et contre l'Autriche. — Traité de Passarowitz. — Nouveau traité avec la Russie.

Cependant la France termina sa lutte contre l'Europe par les traités d'Utrecht et de Rastadt : le divan ne s'inquiéta point des changements que ces traités faisaient subir à la Méditerranée, ni de l'Espagne donnée à la maison de Bourbon, ni de la moitié de l'Italie donnée à la maison d'Autriche, ni de l'Angleterre maîtresse de l'entrée de cette mer par l'usurpation de Gibraltar. Mais à peine son alliée avait-elle posé les armes, que la Turquie les prit tout à coup par une sorte de caprice, et elle s'en alla attaquer d'anciens ennemis, tombés comme elle en décadence, les Vénitiens, pour leur reprendre la Morée (1715).

Le prétexte de la guerre fut une révolte des Monténégrins. En une seule campagne, le grand vizir Damad-Ali-pacha se rendit maître de Corinthe, de Napoli de Romanie, de Modon, de Malvoisie et de la Morée entière. Les Turcs prirent ensuite les deux seules places de l'île de Candie qui appartenaient encore aux chrétiens, et ils mirent le siége devant Corfou ; là s'arrêtèrent leurs succès.

Les Vénitiens invoquèrent l'appui de l'empereur Charles VI, garant de la paix de Carlowitz. Le régent, qui gouvernait alors la France, avait abandonné la politique de Louis XIV; rassuré de ce côté, Charles VI ne craignit point d'engager la lutte contre la Turquie. Après avoir offert sa médiation, que le divan ne voulut point accepter, il somma le sultan de poser les armes et d'indemniser la république. C'était une déclaration de guerre.

Damad-Ali-pacha se mit en marche contre Eugène de Savoie, et lui livra bataille, le 5 août 1716, sous les murs de Peterwardein. Les Turcs perdirent dans cette journée six mille hommes, cent quatorze canons et cent cinquante drapeaux ; le grand vizir se fit tuer dans la mêlée. Le vainqueur de Zenta et de Peterwardein poursuivit sa course triomphale sur le territoire ottoman, et força Temeswar à capituler. L'année suivante, il battit le nouveau grand vizir Khalil-pacha, (16 août 1717), et, deux jours après, entra dans Belgrade, tandis que le général Petrusch envahissait la Bosnie, et qu'en Dalmatie les Vénitiens remportaient quelques avantages sans importance. C'est alors qu'Ibrahim-pacha reçut le sceau de l'empire. Son premier soin fut de négocier la paix.

A cette époque, le duc d'Orléans et le roi d'Angleterre Georges Ier avaient fait alliance pour contraindre le roi d'Espagne et l'empereur à respecter les stipulations d'Utrecht, et une guerre entre la France et l'Autriche paraissait imminente. Le marquis de Bonac, ambassadeur de France à Constantinople, sollicita les Turcs de continuer les hostilités, en leur promettant l'assistance de sa cour. Mais Charles VI s'empressa de céder aux exigences du régent et du roi Georges; et l'Angleterre ayant offert sa médiation au divan, la paix fut signée à Passarowitz (21 juillet 1718).

La France, que le régent et le cardinal Dubois traînaient alors à la remorque de l'Angleterre, ne prit aucune part aux négociations ; et la médiatrice eut ainsi tout loisir de dépouiller les Vénitiens, qui dès lors ne comptèrent plus dans les affaires de l'Europe, d'agrandir l'Autriche et de prendre une nouvelle influence sur la Porte ottomane. Deux traités furent signés, l'un avec l'empereur, l'autre avec la république de Venise. L'Autriche agrandit ses possessions : elle acquit Belgrade, Temeswar, la Valachie jusqu'au cours de l'Aluta, et une portion de la Servie. Venise conserva les places fortes qu'elle occupait dans l'Albanie, mais elle perdit la Morée.

A la nouvelle de la paix de Passarowitz, Pierre Ier sollicita des modifications aux traités de Falksen, d'Andrinople et de Constantinople, et il obtint en effet un nouveau traité qui contient deux articles remarquables, l'un relatif à la Pologne, l'autre aux lieux saints : « Le czar déclare de la manière la plus formelle qu'il ne s'appropriera rien du territoire de la Pologne, et qu'il ne se mêlera point du gouvernement de cette république; et, comme il importe aux deux empires d'empêcher que la souveraineté et la succession héréditaire ne soient attachées à la

couronne de Pologne, ils s'unissent à l'effet de maintenir les droits, priviléges et constitutions de cet État ; et, au cas que quelque puissance que ce soit envoyât des troupes en Pologne, ou qu'elle cherchât à y introduire la souveraineté ou la succession héréditaire, il sera non-seulement permis à chacune des puissances de prendre telles mesures que son propre intérêt lui dictera, mais les deux États empêcheront, par toutes les voies possibles, que la couronne de Pologne n'acquière la souveraineté et la succession héréditaire, que les droits et constitutions de la république ne soient violés, et qu'aucun démembrement de son territoire ne puisse avoir lieu.

« Art. 2. Il est libre aux marchands des deux nations de voyager et de trafiquer, en toute sûreté, d'un État à l'autre. Il sera permis aux Russes de faire des pèlerinages à Jérusalem et en d'autres lieux saints, sans qu'ils soient assujettis, ni à Jérusalem ni ailleurs, à aucun tribut (kharadj), ni à des exactions pécuniaires pour leurs passe-ports. Les ecclésiastiques russes qui s'arrêteront sur le territoire de la Porte ne seront point molestés. » « Il y a commencement à tout, dit un historien, et, comme on le voit, le début ici est modeste, et n'a rien qui présage les prétentions exorbitantes qui devaient un jour exciter à un si haut degré l'attention et les craintes des puissances alliées de la Turquie[1]. »

CHAPITRE II.

DE LA PAIX DE PASSAROWITZ A LA PAIX DE BELGRADE (1718 — 1739)

§ I. — Politique malheureuse de la Turquie. — Guerre contre la Perse.

Pierre le Grand, nous l'avons vu, ne prit point de part à la guerre que termina le traité de Passarowitz ; il continuait sourdement ses entreprises sur la Suède et la Pologne, et, non content d'avoir isolé l'empire ottoman de ces deux États,

[1] César Famin, *Hist. de la rivalité des Églises chrétiennes en Orient*, p. 256.

il tenta même de rompre la vieille amitié de la France pour la Turquie. Dans le voyage qu'il fit à la cour de Louis XV (1707), il proposa au régent son alliance et n'obtint de lui qu'un traité de commerce ; mais il se fit des partisans parmi certains seigneurs, qui, regardant l'Angleterre et l'Autriche comme nos ennemies naturelles et irréconciliables, voulaient qu'on remplaçât les alliances de la Suède, de la Pologne, de la Turquie, désormais plus onéreuses que profitables, par celle de la Russie. La cour ottomane s'inquiéta du voyage du czar; depuis qu'elle se trouvait mêlée à toutes les affaires de l'Europe, elle commençait à reconnaître la nécessité de pénétrer plus avant dans la politique des États chrétiens; et, afin de prendre une idée exacte de la situation de l'Occident, elle envoya en France (1721) une ambassade extraordinaire, pour laquelle elle choisit un des négociateurs de Passarowitz, Mohammed-effendi, homme de sens et d'instruction. Le prétexte de sa mission était de présenter au roi, avec les présents du sultan, des firmans qui faisaient droit aux réclamations de la France sur les lieux saints. Cette ambassade fit beaucoup de bruit et n'amena aucun résultat; on accueillit Mohammed-effendi avec la plus grande bienveillance; on lui donna toutes les instructions nécessaires pour éclairer le divan sur ses véritables intérêts; on mit même en avant le projet d'une alliance offensive et défensive entre la Porte et les États de la maison de Bourbon. Mais tout cela ne fit pas sortir la cour ottomane de son apathie, de son ignorance, de ses préjugés ; et la France ayant voulu, à cette époque, la faire intervenir dans la guerre du Nord pour sauver la Suède des serres de la Russie, elle la trouva sourde à ses instances, et dut elle-même, à force de millions et par sa médiation menaçante, empêcher le dépouillement complet de cette puissance au traité de Nystadt (1721).

Le czar avait à peine terminé cette guerre qu'il porta ses regards de l'autre côté de son empire pour y chercher des agrandissements. En 1722, le schah de Perse, dernier souverain réel de la dynastie des Sofis, abdiqua en faveur de Mir-Mahmoud ; la guerre civile éclata parmi les Persans. Pierre Ier profita de ces troubles pour s'emparer du Daghestan et du Chirvan, sur les bords de la mer Caspienne. Le khan des Tartares de Crimée en fut vivement alarmé; il manda à la Porte que « les Russes, non contents de s'emparer des bords de la mer Caspienne, fortifiaient leurs conquêtes et entretenaient des intelligences avec la Géorgie ; que si les Ottomans et les Tartares demeuraient dans l'inaction, cette puissance nouvelle s'étendrait tellement qu'elle environnerait toutes les possessions de la Porte dans l'Asie. » Le sultan fit envahir par ses troupes l'Arménie et la Géorgie persanes; et la guerre sembla déclarée entre les Turcs et les Russes. Le czar s'en inquiéta, et sollicita l'alliance ou, du moins, la médiation de la France. D'un autre côté, le grand vizir était devenu l'ami de notre ambassadeur à Constantinople; « tenant pour certain que l'empire ottoman et le royaume de France ne devaient faire qu'un dans l'ordre politique, il écoutait avec avidité tous les systèmes que le marquis de

Bonac lui détaillait, et goûtait surtout celui de ménager les forces de l'empire ottoman, afin d'en imposer également à tous ses voisins. » Il proposa à l'ambassadeur de faire l'office de médiateur entre la Russie et la Porte. Bonac, quoiqu'il eût averti la cour de France de ces événements, était sans instructions; car Dubois craignait de mécontenter l'Angleterre en contribuant à l'agrandissement soit des Turcs, soit des Russes; partisan de l'alliance russe et croyant qu'il satisferait aux intérêts de la Porte par une augmentation de territoire, il accepta la charge de médiateur; mais, pour concilier les exigences des deux États belligérants, il viola le droit des gens par un traité qui laissait à chacun d'eux les provinces persanes qu'ils venaient de conquérir (1724). Les Persans n'acceptèrent pas cet étrange arrangement. De plus, la cour de France, mécontente de la conduite de Bonac, le rappela et lui donna pour successeur le marquis d'Andrezel (1725), avec ordre de suspendre la médiation et de traverser la Russie dans ses projets. Les Turcs se rendirent facilement maîtres d'Hamadan, d'Érivan, de Tébriz, etc. Une campagne suffit pour les mettre en possession de la portion du territoire persan que la Russie leur avait abandonné.

Pierre le Grand mourut; Catherine, héritière de ses idées et de son sceptre, chercha dans une alliance intime avec l'Autriche l'appui dont la Russie avait besoin pour ruiner, malgré la France, l'empire ottoman, et le traité de Vienne fut conclu (1725). Ce traité, qui a renouvelé, renforcé et fixé l'alliance entre les deux cours contre la Turquie, avait pour condition principale, condition tenue secrète jusqu'à nos jours, que l'Autriche et la Russie s'engageaient à perpétuité, en cas de guerre de l'une d'elles avec la Porte, à joindre leurs armées et à ne point faire de paix séparée.

Pendant ce temps, les Turcs étendaient et consolidaient leurs conquêtes en Perse; ce malheureux pays était désolé à la fois par l'invasion étrangère et par la guerre civile. Echref fit étrangler son cousin Mir-Mahmoud et s'empara du pouvoir. Son rival, Schah-Thamas, offrit à la Porte la souveraineté des provinces qu'elle avait occupées. Les Turcs traitèrent avec lui; mais Echref, vainqueur, demanda la paix, accéda aux conditions proposées par son compétiteur et fut reconnu comme légitime souverain de l'Iran. Il fut bientôt renversé par Nadir, lieutenant de Thamas, et celui-ci étant rentré dans Ispahan, Nadir envahit les frontières ottomanes. Ibrahim-pacha voulait la paix; il tenta de négocier, et ne partit qu'à regret pour repousser les Persans. Ses tergiversations irritèrent les Turcs. Les janissaires, soulevés par un certain Patrona-Khalil, demandèrent qu'on leur livrât, dans les vingt-quatre heures, le grand vizir, le mufti et le kapoudan-pacha. Le sultan ne put soustraire son favori à la fureur des soldats et du peuple; Ibrahim fut mis à mort; mais cet odieux sacrifice ne sauva point Achmet III. Les révoltés crièrent : « Vive Mahmoud! » et le sultan Achmet, sans essayer une résistance inutile, reconnut lui-même pour padischah son neveu Mahmoud Ier (1730).

§ II. — Mahmoud Ier. — Paix avec la Perse. — Guerre de la France en faveur de la Pologne.

La capitale et l'empire restèrent quelque temps au pouvoir de Patrona-Khalil, qui, tout en gardant son costume de simple janissaire, dictait ses volontés dans le divan, imposait des décrets pour le soulagement du peuple, et, par la faveur de la soldatesque et de la populace, semblait le seul héritier d'Achmet III. On se délivra par la trahison de ce dominateur insupportable ; il fut massacré dans un guet-apens sous les yeux de Mahmoud et des ministres. Ses partisans se soulevèrent; mais l'insurrection n'avait plus de chef; elle fut étouffée dans le sang de plusieurs milliers de victimes.

Une fois l'ordre rétabli, la Porte reprit la guerre contre la Perse. Schah-Thamas subit de nombreux revers et fut contraint de demander la paix; elle fut signée le 10 janvier 1732. La Turquie garda le Daghestan, le Karthli, Nakhtchivan, Erivan, Tiflis; la Perse recouvra Tébriz, Ardelan, Hamadan et tout le Louristan ; l'Araxe devint ainsi, du côté de l'Azerbaïdjan, la limite des deux États. Mais ce traité ne devait pas être longtemps observé. Nadir, qui, sous le titre de Thamas-kouli-khan (khan esclave de Thamas), régnait en souverain sur plusieurs provinces de la Perse, protesta hautement contre la conclusion de la paix; il marcha sur Ispahan, déposa Thamas, se déclara régent du royaume et somma les Turcs de restituer le territoire et les villes que le traité venait de leur concéder. Il assiégea Bagdad, mais il ne put s'en rendre maître; Topal-Osman-pacha vint au secours de cette place ; une rencontre terrible eut lieu sur les bords du Tigre à Douldjeïlik, et Thamas-kouli-khan, blessé dans le combat, fut entraîné par son armée en déroute (19 juillet 1733). Osman-pacha remporta une nouvelle victoire près de Leïtam. Enfin il fut défait à son tour et périt sur le champ de bataille. Sa mort fut pour les Turcs un malheur public; ils n'éprouvèrent plus que des échecs; le 14 juin 1735, l'armée ottomane fut presque anéantie dans une vaste plaine entre Baghawerd et Akhikendi. Ce désastre décida la Porte à négocier, et les plénipotentiaires qu'elle envoya à Tiflis assistèrent au couronnement de Nadir-schah. Le traité, conclu au mois de septembre 1736, fixa les limites des deux empires conformément à celui de 1639, et enleva aux Ottomans toutes leurs récentes acquisitions.

La signature de ce traité fut hâtée par les menaces et les armements de la Russie. Les suites du traité de Vienne (1725) ne s'étaient pas fait attendre. La Pologne, dévorée depuis deux siècles par une anarchie perpétuelle, semblait vouée à une ruine certaine et n'avait dans toute l'Europe qu'une seule puissance qui s'intéressât à son salut, la France. Aussi la Russie, l'Autriche et la Prusse, prévoyant qu'à la mort d'Auguste II, le protégé de Pierre le Grand, les Polonais cherche-

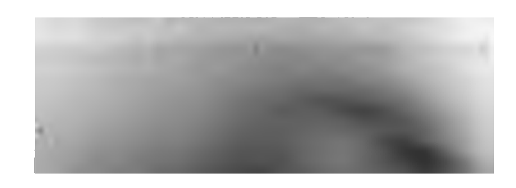


raient à régénérer leur pays en se donnant, sous la protection de la France, un roi national, conclurent-elles un pacte secret (1732) par lequel elles s'engageaient à repousser par tous les moyens l'influence française sur la Pologne, pacte qu'on peut regarder comme l'origine des projets de démembrement de ce royaume. Auguste II mourut (1733); les Polonais élurent Stanislas Leczinski; mais deux armées russe et autrichienne firent monter sur le trône le fils d'Auguste II. La France promit des secours aux Polonais, déclara la guerre à l'Autriche et sollicita la Porte de venger l'injure que la Russie venait de lui faire en intervenant dans un pays dont les traités de Falksen et de Constantinople plaçaient l'indépendance sous sa protection. Au marquis d'Andrezel avait succédé le marquis de Villeneuve, ministre plein de talent et d'activité; il eut plusieurs conférences avec le grand vizir, dans lesquelles il lui expliqua la situation de l'Europe, la nécessité pour la Porte de revenir à la politique de Charles XII, c'est-à-dire à une alliance avec la Suède et la Pologne, l'isolement où se trouverait bientôt la Turquie par l'abaissement ou le dépouillement de ces deux États. Le vizir s'émut de ces représentations; il adressa aux deux cours impériales une protestation contre l'entrée des Russes en Pologne, et réclama avec menaces l'exécution du traité de Constantinople. Mais cette protestation, ces menaces, furent stériles, et une année se passa sans que la guerre fût déclarée, sans qu'on eût même assemblé une armée; le divan réservait contre la Perse toutes les forces de la Turquie. Alors Villeneuve, pour faire sortir la cour ottomane de son erreur, envoya au khan des Tartares, ennemi acharné des Russes, un gentilhomme hongrois, réfugié en France, le baron de Tott, homme adroit et instruit, qui l'excita à envahir l'Ukraine pour revendiquer le tribut que les Russes lui payaient jadis. Le khan entra facilement dans les vues de l'agent de la France, et il disait hautement qu'il donnerait volontiers toutes ses richesses pour voir les Russes hors de la Pologne. Mais alors Auguste III jeta l'or à pleines mains dans le divan; la déclaration de guerre fut encore retardée, et défense fut faite aux Tartares d'entrer dans l'Ukraine. Les Russes se trouvèrent ainsi les maîtres en Pologne, et Stanislas en fut chassé. La France porta toutes ses forces contre l'Autriche, et elle excita de nouveau la Porte à attaquer la Russie, en lui montrant cette ennemie qui se préparait à assiéger Azof. Le divan fut encore sourd à ces instances. Alors la cour de Versailles, pour arriver à ses fins, employa le crédit d'un renégat français, qui fut pendant quatorze ans l'âme secrète de la politique ottomane dans ses rapports avec les cabinets européens, le comte de Bonneval.

Cet aventurier, après avoir déserté la France pour servir dans les armées de l'empereur, avait abandonné l'Allemagne et sa religion pour se faire musulman, et il était devenu général des bombardiers, pacha à deux queues, ami et conseiller du grand vizir. On lui avait confié un corps de troupes qu'il avait exercé à l'européenne, et il voulait réformer toute l'armée ottomane, quand les craintes du

sultan et les représentations de la Russie l'arrêtèrent dans ses projets. Ce fut lui qui révéla à la Porte les secrets de la politique européenne, qui lui fit connaître, par des mémoires qu'il adressait au sultan, ses véritables intérêts, qui lui suggéra les moyens de continuer les guerres dans lesquelles elle se trouva engagée. Ennemi implacable de l'Autriche, il aurait voulu, par des services rendus à la France, obtenir son pardon de la cour de Versailles; mais, jaloux de nos ambassadeurs, voulant attirer à lui toutes les négociations, allant, par esprit d'intrigue, au delà des ordres du cardinal Fleury, il fut, tout en restant le point d'appui des efforts dirigés par la France contre l'Autriche et la Russie, plus nuisible qu'utile à la Turquie et à la France.

Fleury, d'après sa politique modeste et craintive, prétendait, dans la guerre qu'il faisait à l'Autriche en faveur de la Pologne, profiter des diversions que tenterait la Turquie, sans être contraint de faire avec elle une alliance offensive et défensive, qui armerait, pensait-il, l'Angleterre en faveur de l'Autriche et allumerait ainsi une guerre générale. C'était suivre l'exemple de Louis XIV, sans voir que l'élévation de la Russie avait changé les nécessités de la politique française. Il avait donc ordonné à Villeneuve d'exciter seulement les Turcs à entrer en Hongrie, et il voulait que Bonneval l'appuyât de tout son crédit dans cette négociation. Mais celui-ci croyait que l'occasion était venue de rendre à l'alliance franco-turque le caractère qu'elle avait eue sous François Ier; il pensait que c'était tout le désir de la cour de Versailles, d'après les propositions qui avaient été faites à l'ambassadeur ottoman en 1724: il travailla donc à décider la Porte à cette alliance, et il y parvint; mais ce fut en lui révélant le secret de la politique de Louis XIV, en la détournant de faire isolément une diversion en Hongrie, en lui montrant l'alliance offensive et défensive comme l'unique moyen de la garantir d'un abandon semblable à celui qu'elle avait éprouvé à l'époque de la paix de Ryswick. Alors il envoya à la cour de Versailles un projet d'alliance par lequel la France se serait engagée à ne pas faire de paix séparée et à ne diriger ses opérations que de concert avec la cour ottomane. Fleury s'offensa d'une négociation qu'il n'avait pas ordonnée, où la France se voyait imposer sa marche politique et ses opérations militaires : il rejeta l'alliance, et continua néanmoins de demander une diversion des Turcs en Hongrie. Alors l'empereur Charles VI, ayant eu vent des intrigues de Bonneval, vit sa ruine assurée dans l'alliance armée de la Porte et de la France; il s'empressa de détourner le coup en faisant à Fleury des ouvertures de paix très-avantageuses. Le cardinal, avant de les écouter, essaya de faire revenir la Porte sur ses exigences; mais celle-ci tint ferme : alors la France accéda aux propositions de Charles VI et le traité de Vienne fut conclu (1735).



§ III. — Guerre avec la Russie et l'Autriche. — Rôle de la France. — Traité de Belgrade.

Ce traité glorieux, mais impolitique, était à peine signé, que la Russie commença les hostilités contre la Porte, qui était alors embarrassée de la guerre de Perse et affaiblie par les succès de Nadir-schah. Les Tartares de Crimée, appelés en Asie, s'étaient dirigés vers le Caucase en traversant le territoire moscovite. Cette violation des frontières fut le prétexte mis en avant par les Russes pour rompre le traité de 1720. Le divan se tourna aussitôt vers la France et demanda son intervention. Villeneuve, voyant éclater la guerre qu'il avait fomentée, n'osa entamer sans pouvoirs une négociation pacifique; il ignorait si, malgré le traité de Vienne, les intentions de sa cour ne seraient pas de recommencer la lutte. Il demanda des ordres à Versailles, et le grand vizir écrivit lui-même à Fleury. Alors l'ambassadeur d'Autriche offrit à la Porte sa médiation, et il se fit appuyer par les ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande. Bonneval avertit les ministres ottomans que « l'empereur n'avait dessein que de les amuser jusqu'à ce qu'il eût rétabli ses armées, qui revenaient délabrées d'Italie. » Fleury écrivit au grand vizir dans le même sens, lui disant que « cette guerre entraînerait infailliblement l'empereur à y entrer, pour satisfaire aux engagements de son alliance avec la czarine. » Les intrigues de quelques Grecs vendus à la Russie l'emportèrent sur ces conseils, et la médiation de l'Autriche fut acceptée. Mais, pendant que le médiateur amusait les Turcs par des conférences sans résultat, une armée autrichienne s'avança dans la Hongrie. Le divan, voyant enfin la trahison que cachait la médiation de l'Autriche, demanda quelle serait la destination de cette armée, dans le cas où les Russes refuseraient de traiter : « Si la paix ne peut se faire, lui répondit-on, l'empereur prêtera son appui à la Russie. »

Cependant Villeneuve reçut ses instructions. Fleury avait consulté le ministère anglais, en lui montrant l'intérêt qu'avait la Grande-Bretagne à arrêter les usurpations des Russes. Mais le cabinet de Londres, ne consultant que sa haine contre la France et trahissant, pour la satisfaire, les intérêts de l'Europe, lui fit entendre qu'une diversion de la cour de Versailles en faveur des Turcs amènerait une coalition où l'Angleterre serait forcée de prendre parti pour l'Autriche. Alors le cardinal ordonna à Villeneuve d'employer tous ses soins à procurer la paix aux Turcs; d'empêcher, autant qu'il lui serait possible, que les Russes n'obtinssent la navigation de la mer Noire; enfin, de déclarer nettement au divan que la France ne ferait aucune diversion en sa faveur. « Vous ne pouvez trop représenter à la Porte, lui écrivait-il, quoique avec des ménagements proportionnés à sa délicatesse, le danger qu'il y aurait pour elle à continuer la guerre, et lui faire envisager que, si elle durait, il serait difficile que la plupart des princes chrétiens ne pris-

sent la querelle de l'empereur (17 octobre 1737). » Aussitôt Villeneuve envoya le baron de Tott au grand vizir, dans son camp de Bender, pour lui représenter « les suites funestes que pourrait avoir la guerre, » et lui persuader « que, dans la conjoncture présente, les Turcs étant certains que la maison d'Autriche se déclarerait pour la Russie et que la France n'armerait point contre les Allemands, l'intérêt de la Porte était de faire la paix ; que les Russes, insistant pour garder Azof, dont le général de Lascy s'était emparé, il était possible de leur abandonner cette place, sans leur laisser pour cela l'entrée de la mer Noire, en fortifiant Kouban, situé sur le bord du détroit de Zabach ; qu'alors les Turcs ne craindraient ni les incursions des vaisseaux de guerre russes, ni la concurrence de leurs commerçants. » Le grand vizir se plaignit d'abord au baron de Tott de ce que la France, qui, trois ans auparavant, voulait armer les Turcs contre la maison d'Autriche, les exhortait dans le moment présent à faire une paix désavantageuse. Le négociateur répondit : « Nous vous exhortions à la guerre lorsque les Russes avaient une armée en Pologne pour soutenir l'élection du roi Auguste, lorsque l'empereur, qui vous menace aujourd'hui, était attaqué à la fois par la France, par l'Espagne et par la Sardaigne. Vous pouviez pour lors espérer des succès, et vos efforts contre la maison d'Autriche pouvaient nous être aussi utiles qu'à vous. Aujourd'hui, le roi Auguste est tranquille sur le trône de Pologne; la paix est constante entre l'Autriche et les puissances confédérées; le roi de France ne veut ni ne doit faire supporter à ses sujets le poids d'une guerre inutile; il ne vous doit à vous que de bons offices, et il vous les rendra toujours. Nous vous conseillions la guerre, il y a trois ans, pour les intérêts communs de notre empire et du vôtre. Aujourd'hui, nous vous conseillons la paix uniquement pour votre avantage. »

Ces conseils, que Villeneuve répétait au sultan à Constantinople, étaient sincères; car les Russes, déjà maîtres d'Azof, venaient de s'emparer encore d'Oczakof et de Kilburn, et Münich, qui les commandait, songeait à soulever les Grecs : « Tous les chrétiens de l'empire ottoman, écrivait-il à Saint-Pétersbourg, regardent la czarine comme leur souveraine légitime ; il faut profiter de leur enthousiasme et de leurs espérances et marcher à Constantinople. » En même temps, Charles VI, levant le masque, faisait envahir la Servie, la Bosnie et la Valachie. Mais les Impériaux furent punis de leur perfidie par de cruelles défaites. Battus à Banyalouka et à Vallievo, ils furent chassés de Nissa, de Craïowa, de Semendria, de Mahadia, d'Orsova, et se retirèrent en désordre des provinces qu'ils avaient envahies. L'empereur se trouva réduit à demander la paix, en promettant d'y faire adhérer les Russes, qui venaient de subir aussi plusieurs échecs, malgré l'habileté de Münich. Les [illegible] rejetèrent cette demande, quoiqu'elle fût appuyée par l'Angleterre et par [illegible]de, et ils déclarèrent qu'ils ne recevraient de propositions de paix que [illegible] la France. Celle-ci offrit aussitôt sa médiation, en proposant de pla[illegible]s sa garantie. La Porte accepta avec empressement,

et Villeneuve, après avoir reçu les plus grands honneurs à Constantinople, s'en alla avec une escorte magnifique joindre le vizir qui assiégeait Belgrade. Sa marche fut retardée par une foule innombrable, accourue à sa rencontre pour l'accabler de bénédictions et lui demander une paix glorieuse, « témoignages d'une reconnaissance anticipée, dit un historien ottoman, qui prouvent la confiance que le peuple turc accorde à la nation française. »

Les Impériaux venaient d'éprouver une déroute complète près de Kroska, et la garnison de Belgrade était réduite aux extrémités quand Villeneuve arriva dans le camp du grand vizir. Les négociations commencèrent sur-le-champ, et elles furent conduites avec une grande habileté par le médiateur, qui, d'après les instructions de sa cour, parvint à faire signer une paix séparée à l'Autriche et à la Russie, sous la garantie de la France (septembre 1739).

L'empereur rendit à la Porte la province de Servie, Belgrade, la forteresse de Czabacz, moins l'artillerie et les munitions de guerre, toute la Valachie autrichienne, l'île et la forteresse d'Orsova. Le Danube et la Save devinrent la limite des deux États. La trêve devait durer vingt-sept ans.

Par le traité de paix perpétuelle conclu avec la Russie, il fut stipulé que la forteresse d'Azof serait démolie, et que son territoire désert servirait de limite entre les deux empires. Il fut permis aux Russes de bâtir une nouvelle forteresse sur les bords du Don, près d'Azof, et aux Turcs d'en construire une près de Kouban. Le commerce fut déclaré libre de part et d'autre, mais à condition que les Russes n'emploieraient sur la mer Noire que des vaisseaux turcs[1].

La paix de Belgrade replaça la Porte Ottomane au rang dont la paix de Carlowitz l'avait fait déchoir. Elle fut due entièrement à la politique habile et zélée de la France, qui vengea dignement, par sa glorieuse médiation, l'abandon forcé où elle avait laissé son alliée pendant la guerre. « Ce traité, dit M. de Hammer, qui établit un nouveau règlement de frontières avantageux à la Porte, et qui fut conclu sous la médiation et la garantie de la France, est, sous ce double point de vue, l'un des actes les plus saillants que mentionnent les annales diplomatiques ottomanes et françaises. L'influence de la France sur les affaires ottomanes ne fut

[1] Une des clauses du traité de Belgrade mérite d'être citée, parce qu'elle a été invoquée de nos jours par les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Vienne contre les réfugiés hongrois. Elle est ainsi conçue dans le traité autrichien : « Art. 18. On ne donnera plus désormais asile et retraite aux méchants, aux sujets rebelles et mécontents ; mais chacune des parties contractantes sera obligée de punir ces sortes de gens, ainsi que tous les voleurs et brigands, quand même ils seraient sujets de l'autre partie. On ne souffrira plus les hayduques (espèce de brigands, qui, n'étant à la solde de personne, vivaient de rapine); on les éloignera des confins, et on les transférera dans des lieux plus reculés. — Art. 19. Les lieux que la Porte assignera aux Hongrois, qui pendant la guerre ont cherché asile chez elle, seront éloignés des provinces limitrophes. Il sera permis à leurs femmes de les aller rejoindre et d'aller demeurer avec eux. » Le traité russe contient un article analogue : « Ceux qui, pour quelque délit, désobéissance ou trahison, se réfugieront dans l'un des deux empires, seront rendus ou chassés, excepté ceux qui, dans l'empire de Russie, se seront faits chrétiens, ou qui, dans l'empire ottoman, se seront faits mahométans. »

jamais aussi décisive ni avant ni après, et la mission de M. de Villeneuve est assurément la plus mémorable que signale l'histoire des relations diplomatiques de la France avec la Turquie. Villeneuve, revêtu du titre éclatant d'ambassadeur extraordinaire, était à la fois l'âme, le conseil et le guide de toutes les négociations entamées à cette époque auprès de la Porte par les divers cabinets européens. »

CHAPITRE III

DEPUIS LA PAIX DE BELGRADE JUSQU'A LA PAIX DE KAINARDJI (1740-1774).

§ I. — Traité avec la Suède. — Capitulations de 1740.

Le premier usage que fit la France de son crédit fut d'éclairer le divan sur le système politique qu'il devait suivre, en lui montrant l'existence de la Suède et de la Pologne comme intimement liée à la sienne. Aussi ne pouvant, dans les conjonctures actuelles, l'unir à la Pologne, devenue vassale de la Russie, elle lui fit signer avec la Suède, d'abord un traité d'amitié et de commerce, puis un traité d'alliance offensive et défensive, en vertu duquel les deux États se prêtaient un appui mutuel en cas d'agression de la Russie. Cette alliance est réellement la première de ce genre qui ait été signée entre la Porte et une puissance chrétienne; comme elle était contraire aux usages des Ottomans, elle témoigne du changement qui s'était opéré dans leur situation européenne et du sentiment qu'ils commençaient à prendre de leurs dangers. L'ambassadeur russe s'efforça de rompre ce traité en corrompant l'ambassadeur français et les ministres ottomans; mais les présents de la czarine ne changèrent rien à la politique de Villeneuve, qui prémunit contre les offres de la Russie le reïs-effendi et l'interprète de la Porte; et le traité fut maintenu (1740).

Villeneuve profita du crédit tout-puissant dont il jouissait auprès du divan pour

demander le renouvellement des capitulations. Le sultan Mahmoud s'empressa de le satisfaire en apportant au hatti-shérif de 1673 toutes les modifications exigées par la France, et les capitulations du 30 mai 1740 devinrent un traité formel d'amitié et de commerce en quatre-vingt-cinq articles, qui n'a été renouvelé qu'une seule fois, en 1802, et qui régit encore aujourd'hui les relations de la France avec l'empire ottoman [1].

« Dans ce traité, le sultan, après avoir renouvelé les précédentes capitulations, rappelle que les ambassadeurs et consuls de France doivent avoir le pas et la préséance sur les ambassadeurs et consuls d'Espagne et des autres rois. Les nouveaux priviléges concernent en premier lieu la position et la juridiction des consuls français; ils exemptent les négociants et marchands français du droit de courtage, dit de mézeterie; ils étendent à toutes les marchandises indistinctement le droit de douane de trois pour cent, dont le bénéfice n'était accordé précédemment qu'à six articles seulement, tant à l'importation qu'à l'exportation : les colons en laine ou filés, les maroquins, cires, cuirs et soieries. Enfin les Français et les protégés de la France pourront aller et venir librement dans les États du sultan sans être tenus de payer le kharadj, et il leur sera permis de faire usage de vêtements orientaux [2]. »

Un ambassadeur extraordinaire, Mohammed-Saïd, vint présenter ces capitulations à Louis XV, avec les remerciments de Mahmoud et de riches présents. Il fut reçu avec de grands honneurs, et revint à Constantinople avec deux bâtiments de guerre et un petit corps de canonniers français qui fut placé sous les ordres de Bonneval, et avec lequel on essaya de régénérer l'artillerie ottomane.

La France continua à éclairer la Porte sur ses intérêts, ses dangers, ses alliances, et de lui tracer la voie politique où elle pourrait non-seulement trouver son salut, mais refaire sa puissance. Cette voie était celle où Louis XV ordonnait à ses ambassadeurs de se maintenir, et il l'indiquait dans sa correspondance secrète en ces mots : « Il faut unir par une alliance perpétuelle la Turquie, la Pologne, la Suède et la Prusse, sous la médiation de la France, contre l'Autriche et la Russie. » Mais, depuis que ses armes avaient repris quelque éclat, depuis qu'elle s'était lavée de ses plus grandes humiliations par le traité de Belgrade, depuis surtout qu'elle voyait tous les États chrétiens solliciter son amitié, faire estime de sa puissance, s'intéresser à sa grandeur, la Porte avait repris tout son orgueil ignorant et apathique. Elle ne voyait pas qu'on se passionnait autour d'elle, non parce qu'elle était à craindre, mais parce qu'elle était devenue un contre-poids trop faible pour l'équilibre du continent, depuis que l'apparition des Russes sur la scène européenne avait changé les conditions de cet équilibre; et, sourde à la voix de son

[1] Voir les capitulations de 1740 à la fin du volume.
[2] C. Famin, p. 277. *Voy.* p. 26 sqq. et aux *Annexes*, n° 3.

alliée, se défiant de ses conseils, rejetant de plus en plus son influence, elle s'endormit dans une insouciance superbe en se croyant encore l'arbitre de l'Europe.

§ II. — Guerre de la succession d'Autriche. — Neutralité de la Turquie. — Ambassades françaises de Castellane et de Desalleurs.

Le traité de Belgrade était à peine signé qu'il se présenta une occasion décisive pour la Porte de reprendre son ancienne position ; les États de la maison d'Autriche étant tombés aux mains d'une femme, Marie-Thérèse, la France, d'accord avec la plupart des princes d'Allemagne, résolut de faire la guerre pour ruiner ou démembrer cette maison, et elle sollicita la Turquie d'envahir la Hongrie, en lui promettant ce royaume pour sa part de dépouilles (1741). Le sultan Mahmoud répondit à cette demande par un refus formel; il publia même un manifeste pour exciter à la paix les puissances belligérantes; et, se souvenant qu'une médiation avait abaissé la Turquie à Carlowitz, qu'une médiation l'avait relevée à Belgrade il offrit à son tour sa médiation. La diplomatie européenne sourit de cette proposition si étrange dans la bouche du successeur de Mahomet II, et elle n'y répondit que par de vagues remercîments. Le sultan s'en trouva très-offensé et en garda un vif ressentiment contre la France.

Villeneuve avait quitté l'ambassade de Constantinople, et le marquis de Castellane lui avait succédé; « mais les talents du nouvel ambassadeur, dit une correspondance du temps, n'étaient pas tournés du côté de l'intrigue et des affaires; » et le ministère français dut mettre à profit ceux du pacha Bonneval, à qui l'on donna une pension avec la promesse de sa rentrée en France. Le renégat déploya toute son activité, usa de toute son influence pour décider la Porte à la guerre; mais il échoua : le sultan était encore irrité du refus de sa médiation, et les ministres gardaient souvenir des révélations que Bonneval leur avait faites sur la politique française à l'époque de la guerre de la succession de Pologne. « Je savais, écrivit Castellane au ministre d'Argenson, que le reïs-effendi avait puisé de M. de Bonneval le préjugé qui a toujours été un obstacle à nos vues : je veux dire cette prévention que la France ne veut engager les Turcs dans la guerre que pour s'en débarrasser elle-même et les sacrifier en pleine paix. C'est en 1734, temps auquel le reïs-effendi et le comte de Bonneval entrèrent dans nos affaires de Pologne, que les plus malignes inductions du procédé de la France, au traité de Ryswick, furent mises dans tout leur jour, et qu'on fit échouer les négociations du marquis de Villeneuve en exigeant que la France prît des engagements par écrit avec la Porte, pour la continuation de la guerre. C'est à cette école que les Turcs ont appris à se méfier de nous, et que le reïs-effendi lui-même a puisé ces principes dont il s'est très-ouvertement expliqué, même en cette occasion. »

Cependant l'Angleterre étant venue en aide à Marie-Thérèse, et la France, abandonnée de ses alliés d'Allemagne, ayant seule à supporter le faix de la guerre, de nouvelles sollicitations furent faites au divan par le cabinet de Versailles : « Il nous faut une diversion en Hongrie, écrivait d'Argenson à Bonneval; faites tout pour l'obtenir... Si nous sommes forcés de souscrire une paix qui laisse à l'Autriche ses anciens États avec beaucoup de troupes aguerries, ce sera pour la ruine des Turcs. Leur intérêt exige donc qu'ils arment dans l'occurrence présente, pour concourir par eux-mêmes à la diminution de cette puissance; ce danger de l'avenir est une raison qui ne leur permet pas de balancer. » Mais Bonneval trouva le sultan et ses ministres inébranlables : « Ils sont tout à fait fixés, répondit-il à d'Argenson, à ne point donner d'inquiétude à la reine de Hongrie, et à ne s'écarter en rien des derniers traités, et ce d'autant mieux, disent-ils, que les affaires ont pris, en chrétienté, un train avantageux pour l'empire ottoman. »

La France éprouva des revers et les Autrichiens pénétrèrent en Provence. Alors la Porte s'émut des dangers et des représentations de son alliée : elle déclara qu'elle verrait avec chagrin la couronne impériale entrer dans une nouvelle maison d'Autriche; elle excita la cour de Versailles à persister dans son système potique; elle écouta même les propositions de Bonneval pour une alliance offensive et défensive entre la France, la Prusse et la Turquie. Aussitôt Castellane demanda des instructions à Versailles, et il présenta au divan un projet qui portait pour stipulations principales (1747) : 1° les puissances alliées s'engageront à ne pas poser les armes jusqu'à ce que l'époux de Marie-Thérèse ait renoncé à la couronne impériale; 2° la Porte conservera ses conquêtes en Hongrie; 3° les ministres de la Porte assisteront au congrès qui aura lieu pour le rétablissement de la paix générale, etc. Trois grandes conférences furent consacrées par les ministres ottomans à la discussion de ce projet; l'ambassadeur leur montra la perte de la maison d'Autriche comme certaine quand ses États seraient enveloppés par les armées des trois puissances; il leur rappela que, dans la première année de la guerre, lorsque les Français étaient à quelques lieues de Vienne et les Prussiens maîtres de la Silésie, si les Turcs étaient entrés dans la Hongrie, Marie-Thérèse aurait été forcée de signer sa propre ruine. Le divan parut s'ébranler, quoique ses membres les plus influents fussent persuadés que la France ne voulait que se débarrasser de cette guerre pour en rejeter l'effort sur les Turcs. Mais alors arrivèrent, de la part de Marie-Thérèse, les protestations d'amitié les plus formelles, lesquelles furent appuyées par les menaces de la Russie et l'or de l'Angleterre; en même temps l'on apprit que le roi de Prusse venait de faire sa paix particulière avec la reine de Hongrie. La négociation avec la France fut rompue, et tous les efforts de Castellane, toutes les intrigues de Bonneval, pour la renouer, furent infructueux. Le divan se trouva si complétement circonvenu par les ennemis de la France, que, sur les instances de l'Angleterre et dans l'espérance de se délivrer ainsi de toute

guerre, de tout danger, il signa un traité de paix perpétuelle avec l'Autriche et la Russie (1748). Bonneval, irrité du mauvais succès de ses démarches, mourut le jour même où il recevait une lettre de Versailles qui l'autorisait à rentrer en France.

L'Autriche et l'Angleterre, heureuses de l'aveuglement de la Porte, sollicitèrent l'aide de la Russie pour mettre fin à la guerre : en effet, 30,000 Russes se dirigèrent sur le Rhin. Le comte Desalleurs avait succédé à Castellane : « C'était, dit un rapport du temps, un homme de grand sens, pensif, parlant peu, allant au fait, un air simple et naturel, mais fin et délié. » Il fit des représentations très-vives au sultan pour le déterminer à protester contre la marche de l'armée russe, et il lui présenta jusqu'à sept mémoires pour lui montrer tout le danger de l'intervention des hommes du Nord dans les affaires de l'Europe méridionale. Mais la Porte, satisfaite de voir les Russes diriger leurs armes et leur ambition loin de ses frontières, garda le silence et ne songea qu'à donner de nouveaux témoignages d'amitié aux deux puissances qui étaient secrètement liées pour sa ruine. Desalleurs, pour la tirer de son repos et lui faire voir que ses dangers inquiétaient plus la France que les vicissitudes de sa propre guerre contre l'Autriche, renouvela la proposition d'une quadruple alliance entre la Porte, la France, la Prusse et la Suède, alliance par laquelle les quatre États s'engageaient à réprimer l'ambition de la Russie et à ne faire jamais de paix séparée avec les cours de Vienne et de Pétersbourg. Tout cela fut rejeté, et la cour de Versailles n'eut plus qu'à s'occuper de ses propres intérêts, en désarmant ses ennemis par la paix d'Aix-la-Chapelle (1748).

§ III. — Efforts de la France pour éclairer la Turquie. — Empiétements de la Russie.

La France, loin de témoigner le moindre ressentiment à la Porte, s'efforça de nouveau de la remettre dans sa voie naturelle, et elle le fit avec une persévérance, une sollicitude, un désintéressement qui font le plus grand honneur à notre diplomatie. « Reprendre à Constantinople le principal crédit, écrivait le ministère à Desalleurs, protéger la Suède, ne pas abandonner la Pologne, arrêter le cours des vastes projets de la Russie, sont les quatre desseins que le roi vous ordonne de ne jamais perdre de vue. » Mais Desalleurs connaissait les obstacles qu'il avait à vaincre : « Les choses ont bien changé, écrivait-il, depuis la paix de Belgrade ; le prétendu refus de la médiation de la Porte par la France, le traité de paix perpétuelle conclu avec les cours de Vienne et de Russie, l'épuisement amené par la guerre de Perse, enfin l'intérêt particulier du Grand Seigneur, ont fait adopter le système pacifique comme l'unique moyen de soutenir le Grand Seigneur sur le trône et de prévenir une révolution générale. »

Cependant, malgré le peu d'attention que le divan prêtait à nos conseils, notre influence en Orient n'avait subi aucune diminution: on donnait à notre ambassadeur tous les commandements qu'il demandait pour nos marchands et nos missionnaires; les Fanariotes, qui ambitionnaient les trônes de Valachie et de Moldavie, n'y parvenaient que par le crédit de la France; nos exportations pour la Turquie, qui, en 1702, n'étaient que de 12,000,000, étaient de 22,000,000 en 1750; et tout l'avantage de ce commerce était pour nous, car nous ne prenions aux Turcs que des matières brutes, matières que nos ouvriers de la Provence, du Languedoc, du Lyonnais, de la Normandie et de la Picardie travaillaient, et que nous leur renvoyions ensuite tout ouvrées. Toulon tirait presque tous ses bois de construction de l'Albanie; les bûcherons souliotes et zagoriotes de Larta s'enrichissaient au service de nos constructeurs, ne juraient que par la France et n'obéissaient qu'à ses agents. Le plus célèbre des consuls de Janina, Boulle, qui avait conçu des plans gigantesques pour étendre l'influence de la France dans ces contrées, soulagea Paris, tourmenté par la disette en 1741, en lui envoyant plusieurs vaisseaux chargés des blés de l'Épire.

Pendant que nous jouissions, chez les peuples du Levant, d'une influence et d'une prospérité qui faisaient le désespoir de l'Angleterre, toutes les représentations et les sollicitations de notre diplomatie échouaient devant l'opiniâtre indolence et la folle sécurité du sultan et de ses ministres. Desalleurs leur exposa vainement le dessein qu'avait la Russie d'incorporer la Suède à son empire, les invitant à offrir leur médiation; il obséda vainement le divan pour qu'il conclût, de concert avec la France, un traité d'alliance avec la Prusse; il appuya vainement les efforts d'un agent du roi de Danemark, qui demandait un traité de commerce; il proposa vainement une alliance directe contre la Russie, pour sauver la Pologne, déjà deux fois menacée d'un démembrement. Louis XV écrivit lui-même (1752) secrètement au sultan trois lettres pressantes, où il déclarait qu'il était prêt à défendre la Suède contre la Russie, si la Porte voulait joindre ses efforts aux siens, où il lui dévoilait les desseins des cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg sur la Pologne, où il lui renouvelait la demande d'une alliance offensive et défensive entre la Porte, la France et la Prusse. Le sultan et ses ministres ne firent que des réponses évasives aux propositions du roi, comme à celles de son ambassadeur; ils se regardèrent même comme offensés des observations de Desalleurs sur l'état de décadence où était tombée l'armée ottomane, et ils refusèrent son concours pour rétablir leur artillerie, fortifier leurs places et apprendre à leurs soldats les premières notions de la guerre moderne.

« Cependant la Russie se permettait les violations les plus manifestes de ses traités avec la Porte; elle fondait et fortifiait une nouvelle province sous le nom de Nouvelle-Servie, dans l'étendue du pays qui est entre le Bug et les frontières de l'Ukraine, et qui, aux termes du traité de Belgrade, devait demeurer in-

culte et inhabitée, et ne présenter qu'un immense désert, servant de barrière entre les deux empires. Par ce nouvel établissement, non-seulement elle coupait, en temps de guerre, la communication entre les Tartares et les Turcs, et se procurait la facilité de former des magasins pour ses armées, mais elle usurpait encore une étendue de terrain considérable sur le domaine de l'empire ottoman. Elle ne bornait pas à toutes ces infractions l'irrégularité de sa conduite envers les Turcs : après s'être engagée solennellement à ne plus se mêler des affaires de Pologne, elle y entretenait un parti puissant et négociait un traité d'alliance avec le roi et la république ; elle protégeait les Kabardiens et les Circassiens, envoyait chez eux des émissaires et des troupes, y établissait des magasins et des casernes, et travaillait à soustraire ces peuples à l'obéissance du khan des Tartares. Ce khan, Arslan-Ghéraï, prince bouillant et guerrier, dévoué à la France et à la Suède, portant aux Russes une haine implacable, souffrait impatiemment leurs attentats et ne cessait d'exciter la Porte à les repousser ; il lui donnait l'éveil sur toutes leurs manœuvres, l'exhortait sans cesse à la fermeté et ne négligeait rien pour lui forcer la main ; il travaillait, de concert avec l'ambassadeur français, à la mettre en relation avec le roi de Prusse, qui n'avait pas encore de ministre à Constantinople ; il obtint d'elle la permission de faire expédier à ce prince un émissaire sans caractère pour jeter le premier germe d'une intelligence entre les deux cours ; il se fit également autoriser à envoyer à la diète de Pologne, tenue en 1753, un ministre pour assurer les patriotes polonais de toute la protection de la Porte et de la sienne, et les décider à rejeter l'alliance de la Russie, dans laquelle leur roi voulait les engager ; il prit, sans l'agrément ni même la participation de la Porte, le prétexte de vouloir châtier les Circassiens d'un refus d'esclaves qu'ils lui avaient fait, pour avoir occasion de faire passer dans la Circassie et le Kouban un grand nombre de troupes, chercher ensuite querelle aux Russes et fondre sur celles qu'ils avaient introduites dans la Circassie et dans la Kabardie, en pleine paix et contre la foi des traités. Mais les efforts constants de ce prince pour amener la Porte à une rupture n'obtinrent d'elle que quelques légères démonstrations ; le ministère ottoman persista à préférer une tolérance qui prolongeait les douceurs de la paix à une animadversion qui aurait rallumé le feu de la guerre[1]. »

§ IV. — Nouvelle administration de la Valachie et de la Moldavie. — Les Fanariotes.

Pendant que la Porte, croyant l'empire à jamais sauvé par le traité de Belgrade, refusait de prêter l'oreille aux avertissements de sa fidèle alliée, la France, de son fidèle vassal, le khan de Crimée, elle prenait, à l'égard des principautés de Va-

[1] Peyssonnel, *Situation politique de la France*, t. I, p. 23.

lachie et de Moldavie, des mesures qui ont favorisé l'ambition de la Russie, amené des embarras interminables et porté un coup désastreux à la puissance ottomane.

Les woïvodes Brancovano en Valachie, Cantemir en Moldavie, avaient donné l'exemple funeste de l'alliance avec le czar, et leur trahison avait favorisé l'invasion russe et autrichienne. Pour assurer la fidélité des deux provinces, la Porte en ôta l'administration aux boyards indigènes; mais, au lieu d'en faire tout simplement deux pachaliks, voulant respecter la religion et les mœurs des habitants, ainsi que les anciens traités qui les unissaient à l'empire, elle résolut de les faire gouverner par des raïas chrétiens, sujets et créatures du sultan. Les Grecs du Fanar, depuis longtemps les plus bas, les plus corrompus des serviteurs de la Porte, sollicitèrent ces dignités, et Maurocordato fut le premier fanariote qui partit des rives du Bosphore pour aller gouverner la Valachie[1].

Le nouveau prince paya son élévation en augmentant de 500,000 piastres le tribut payé à la Porte; il voulut réformer l'administration du pays, mais il mécontenta tout le monde : les boyards, par la suppression de leurs droits féodaux; les paysans, par l'augmentation des taxes; il fut déposé en 1741. Recovizza, qui lui succéda, augmenta encore le tribut; il ne garda le pouvoir que trois ans; « le sultan n'accordait pas un bail plus long aux Fanariotes qui affermaient les principautés; encore devaient-ils chaque année acheter à grands frais la confirmation de leur titre. Les woïvodes furent mis ainsi presque sur le même pied que les pachas dans les autres provinces turques. » Maurocordato, rétabli en Valachie (1744), augmenta encore la capitation pour payer son rétablissement. Au bout de trois ans, il alla régner en Moldavie; Grégoire Ghika le remplaça (1748). « Ce prince, dit un historien roumain, comme tous ses prédécesseurs et ses successeurs de la même souche, se montra fidèle au système fanariote, et ne regarda la principauté que comme un pays conquis où l'on avait la liberté de s'enrichir et de piller, sans songer aux pauvres habitans et aux droits de l'humanité. » Ces exactions ruinèrent et dépeuplèrent les principautés; plusieurs milliers de familles émigrèrent, et toute la nation conçut contre les Turcs une haine trop bien justifiée par le mauvais choix des hospodars et par l'augmentation du tribut. La Russie avait demandé, en 1737, que la Valachie et la Moldavie fussent déclarées indépendantes sous sa protection; ce fut vers la Russie que les Roumains opprimés tournèrent leurs regards et leurs espérances. La Turquie allait bientôt expier cruellement sa politique cupide et barbare, et l'asservissement des principautés à la tyrannie et à la rapacité des Fanariotes devait lui être une cause de ruine aussi bien que l'abandon de la Pologne et de la Suède.

Mahmoud Ier mourut à la fin de 1754, après un règne de vingt-quatre ans. Osman III lui succéda.

[1] Fallony, *Essai sur les Fanariotes*, p. 20.

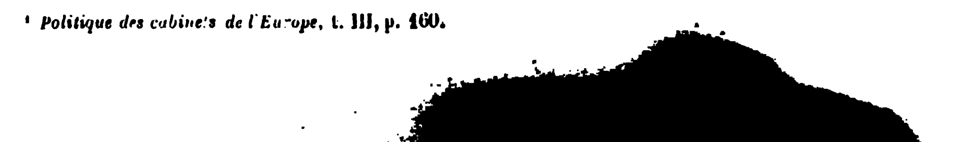
§ V. — Osman III. — Changement de politique de la France. — Affaire des lieux saints.

Osman, tiré de la retraite où il végétait à cinquante-neuf ans, apporta sur le trône une incapacité voisine de l'imbécillité. Il n'avait de ses ancêtres que la cruauté et commença par faire périr trois fils d'Achmet III. Le grand vizir Ali-pacha, accusé d'intelligence avec eux, eut le même sort; en moins de deux ans, huit ministres se succédèrent dans ce poste dangereux et furent successivement déposés ou exécutés par le faible et capricieux monarque. A la fin, un homme habile, Mohammed-Raghib, reçut le sceau de l'empire et le conserva jusqu'à sa mort.

Osman ne régna que trois ans (1754-1757); son règne n'est marqué que par un effroyable incendie qui dévora les deux tiers de Constantinople et fit un grand nombre de victimes. A l'égard de l'Europe, il resta fidèle au système pacifique du sultan Mahmoud. M. de Vergennes, successeur de Desalleurs (1755), ne put rien obtenir du divan. Alors la cour de Versailles, désespérant de tirer la Porte de sa nullité et pressée par les inimitiés de l'Angleterre, fut conduite au grand changement de système politique que signale l'alliance de 1756 entre la France et l'Autriche.

On sait quelle nécessité inspira dans l'origine cette alliance, regardée d'abord comme un chef-d'œuvre, plus tard comme une monstruosité diplomatique. La France, en s'engageant contre l'Angleterre dans une guerre maritime où il ne s'agissait pas moins pour elle que d'être ou de ne pas être une puissance coloniale, voulait éviter d'avoir ses forces occupées sur le continent par l'Autriche, ainsi qu'il lui était arrivé dans toutes ses luttes avec l'Angleterre. Ce fut donc, sous ce rapport, un coup de maître que l'alliance de Louis XV avec Marie-Thérèse, et d'abord la cour de Londres en fut consternée; mais il y manquait une condition importante, c'était que l'Autriche entrerait dans la politique de la France pour la conservation de l'empire ottoman, politique à laquelle il ne semblait pas difficile de la convertir; car la puissance de la Russie commençait à inquiéter Marie-Thérèse, et le traité de Versailles de 1756 annulait implicitement le traité de Vienne de 1725. En un mot, « l'alliance de l'Autriche ôtait à la France la confiance et l'amitié de la Porte : il suffisait, pour en anéantir le mauvais effet, de garantir l'intégrité du territoire ottoman en Europe[1]. » On n'en fit rien, et le traité de 1756 n'eut que des résultats funestes, non-seulement parce que la folle vanité de la maîtresse de Louis XV fit dégénérer cette alliance de précaution contre l'Angleterre en une guerre de destruction contre la Prusse, mais encore parce que la base de l'union de la France avec la Porte, qui était l'abaissement de la maison d'Autriche, après deux cent trente ans d'existence, se trouva ébranlée.

[1] *Politique des cabinets de l'Europe*, t. III, p. 160.



La cour de Londres se servit avec empressement de ce traité pour remontrer à la Porte que la France répudiait son alliance et devenait son ennemie; elle s'efforça de substituer, dans le divan, son influence à l'influence française; elle lui fit signer un traité d'amitié et de commerce avec la Prusse; elle chercha même à l'entraîner dans la guerre contre l'Autriche. La Porte avait résisté précédemment aux sollicitations et aux avertissements de la France, non par défiance, mais par paresse; elle résista de même aux insinuations malveillantes et aux calomnies de l'Angleterre; elle fut mécontente et inquiète du traité de Versailles; mais elle était trop habituée à regarder la France comme sa véritable amie pour croire à la rupture de l'alliance. Cependant notre influence en Orient se ressentit du mécontentement causé à la Turquie par le traité de Versailles : la Russie profita des dispositions du divan pour exciter sourdement de scandaleuses querelles relativement à la garde des lieux saints, querelles par lesquelles elle s'efforça de dépouiller la France de son protectorat sur les chrétiens d'Orient. Cette affaire des lieux saints ayant eu de longues et graves conséquences jusqu'à nos jours, puisqu'elle est l'origine de la guerre actuelle (1854), nous allons résumer en peu de mots l'histoire des droits de la France sur les lieux saints.

La possession des lieux saints, disputée entre les Latins, les Grecs et les Arméniens, n'implique pas le droit de propriété, mais seulement celui d'usufruit. La loi musulmane s'oppose à ce que les infidèles possèdent dans le pays des fidèles; elle ne leur permet pas de construire de nouvelles églises, alors même qu'il serait convenu que ces églises doivent être considérées comme des propriétés publiques, et appartenir, par conséquent, au souverain territorial; mais elle leur accorde l'autorisation d'entretenir les anciennes églises, c'est-à-dire de les réparer et de relever les parties tombées, sans pouvoir toutefois y ajouter de nouvelles constructions. Dans les usages de l'Orient et de la Terre-Sainte, la possession exclusive d'une église, d'un sanctuaire, d'un autel, quel qu'il soit, par une communion chrétienne, n'exclut pas les autres communions de la faculté d'y célébrer ; mais les possesseurs ont seuls le droit d'en garder les clefs, de réparer ces édifices et de les entretenir à leurs frais, d'y allumer des lampes, d'y étendre des tapis, enfin de le balayer, car c'est là, aux yeux des musulmans, le signe principal du droit de possession. Il ne faut pas s'en étonner; l'enceinte sacrée dans laquelle se trouve placé le tombeau de Mahomet à Médine est balayée tous les jours par quarante *ferrasch* (balayeurs); c'est une charge très-considérée chez les musulmans, et que le sultan confère à ses favoris et aux principaux personnages de sa cour. Malgré les prétentions jalouses des Grecs et des Arméniens, c'est aux religieux catholiques, protégés par la France, qu'a toujours appartenu légalement la garde du saint sépulcre et des lieux saints. Il suffit, pour le prouver, de citer les firmans de la Porte. Voici une sentence rendue en 1764, sur la demande de l'ambassadeur français : « Les clefs des portes dudit endroit (la grotte où est né Jésus-Christ) sont dans les





mains des Francs, et passent successivement de l'un à l'autre de ceux d'entre eux qui arrivent à Jérusalem, et ce tant avant que depuis la prise de cette ville par le sultan Sélim I[er], jusqu'à la présente date, sans avoir passé par d'autres mains que les leurs. Ce sont eux qui ouvrent à ceux des musulmans et des chrétiens qui demeurent ou qui viennent à Jérusalem, et qui désirent visiter ce lieu. On n'a point connaissance qu'ils aient cessé de posséder lesdites clefs, ni que personne les leur ait contestées et les en ait dépossédés ; ils en sont en possession constante et non interrompue depuis les temps les plus reculés jusqu'au jour de la date du présent acte. En conséquence, le juge susdit a confirmé la possession des clefs dudit endroit entre les mains de la nation franque. »

Un firman d'Osman II (1620) s'exprime ainsi : « Les religieux francs, anciens possesseurs exclusifs de la grande église de Bethléem et de l'église du tombeau de la Vierge, ont, de leur plein gré, accordé à chacune des autres communions chrétiennes, des sanctuaires dans l'église supérieure ; mais la partie inférieure, l'endroit où est né Jésus-Christ, — que sur lui soit le salut ! — est le sanctuaire des religieux francs ; aucune autre nation n'y a aucun droit, et il est défendu à chacune d'elles d'usurper désormais ledit lieu... Nous ordonnons qu'on ne permette à aucun individu, Arménien ou autre, de dire la messe dans l'endroit où est né Jésus-Christ, endroit situé au-dessous de l'église de Bethléem, pas plus que dans la coupole que l'on appelle le tombeau de Jésus-Christ, ni dans l'intérieur du tombeau de la sainte Vierge, ni enfin dans les sanctuaires qui, depuis un temps ancien, appartiennent aux religieux francs. »

Le firman de 1633 est encore plus explicite : « ..Aujourd'hui les religieux francs viennent de produire les titres qu'ils ont entre les mains ; nous les avons examinés, et avons reconnu que c'étaient des papiers anciens et authentiques ; ils prouvent que tous les lieux ci-dessus mentionnés, ainsi que la possession des trois portes de la grotte de Bethléem, et les clefs de ces portes, appartiennent exclusivement aux religieux francs, depuis la conquête de Jérusalem par le khalife Omar, et qu'à l'époque où Sélim I[er] s'empara de ces saints lieux, ce grand nombre d'endroits est resté, comme auparavant, entre les mains des mêmes religieux francs. Nous ordonnons que les Francs aient, comme anciennement, la possession et la jouissance de la grotte située à Bethléem, et connue sous le nom de Crèche de Jésus-Christ, dont les Grecs se sont emparés, ainsi qu'il a été dit, au détriment des religieux francs, par fraude et en produisant de faux titres ; qu'ils aient la possession et la jouissance des clefs des trois portes sud, nord et ouest de ladite grotte, et des deux petits jardins qui [illegible]dent ; qu'ils aient encore et de la même manière qu'ils l'ont eue de tout [illegible]ssance et possession de la *pierre de l'onction*, située dans l'égl[illegible] [illegible]les voûtes du Calvaire, les sept arceaux situés au-dessous [illegible] coupoles, grande et petite, qui recouvrent le tombeau [illegible] en outre, la jouissance et posses-

sion, soit à Jérusalem, du tombeau de sainte Marie ou couvent appelé Deir-al-Amoud, avec ses attenances et dépendances, soit dans le village de Nazareth, des églises et monastères, en un mot de tous les lieux dont jusqu'à présent ils ont eu la possession non contestée ; que désormais ni les Grecs, ni les Arméniens, ni aucune autre nation chrétienne ne les troublent et inquiètent, ou soient cause qu'ils soient troublés et inquiétés...; que toujours, dans lesdits lieux, et principalement sur le Calvaire, les religieux francs exercent leur culte à leur gré et comme par le passé ; qu'ils y mettent comme auparavant des cierges et des flambeaux, sans que personne les en empêche; que, dans l'exercice de leur culte, le préfet des religieux francs ait, comme par le passé, le pas sur tous les religieux des autres nations, pourvu qu'ils payent le tribut voulu par l'ancien usage (environ 20,000 francs). »

Malgré la teneur de ce firman, un an après, ainsi que nous l'avons dit ailleurs[1], la garde du saint sépulcre était enlevée par les Grecs aux Latins et tous les efforts que fit la France pour faire cesser cette usurpation échouèrent pendant quarante ans. Enfin les capitulations de 1673 réparèrent ce dommage, et un article reconnut à la France le droit formel et exclusif de protection sur les lieux saints. Alors les Grecs et autres ennemis de la France eurent recours à des moyens secrets peu compatibles avec l'honneur et la foi des nations chrétiennes. Les agents de la Porte, les gouverneurs de Damas et de Jérusalem, gens avides et corrompus, avaient intérêt à entretenir une mésintelligence qui les enrichissait aux dépens des Grecs et des Latins, et quand les ambassadeurs de France, d'Autriche et de Venise, émus par les plaintes des catholiques, portaient leurs réclamations au divan, ils tombaient entre les mains d'interprètes, Grecs pour la plupart, intéressés à présenter l'affaire sous le jour le plus favorable à leurs coreligionnaires. En 1676, un bérat du sultan Mahomet accorda aux Grecs les clefs, les tapis et les lampes des sanctuaires de Jérusalem, à la condition de payer, chaque année, une rente de mille piastres pour l'entretien de la mosquée du sultan Achmet; car c'était encore là un moyen de séduction employé par les Grecs. Après avoir persécuté les Latins comme les espions de la France et les fauteurs d'une nouvelle croisade, ils offraient aux fidèles raïas de la Porte, et payant exactement le kharadj, d'ajouter à leurs redevances une subvention au profit de telle ou telle mosquée. Toutefois cette spoliation n'avait qu'un caractère transitoire. Les ambassadeurs de France, Guilleragues, Girardin et Châteauneuf, poursuivirent successivement cette négociation d'un si grand prix pour nos souverains et malheureusement interrompue par les agitations politiques, les guerres extérieures, les révolutions du sérail et la mort de deux des négociateurs, Guilleragues et Girardin. Le 20 avril 1690, sous le règne de Soliman II, un jugement rendu par le divan remit les

[1] Voir page 299.

religieux francs en possession de tout ce qui leur avait été pris depuis 1635 [1]. Enfin, sous l'administration du grand vizir Ibrahim-pacha, le marquis de Bonac, notre ambassadeur à Constantinople, obtint le renouvellement des firmans qui accordaient à la France la protection du saint sépulcre, tandis que, par le traité de 1718, ainsi que nous l'avons vu plus haut, Pierre le Grand stipulait seulement que les Russes auraient le droit de faire des pèlerinages en Palestine, sans y être ni rançonnés ni molestés.

Les capitulations de 1740 ayant confirmé solennellement les droits de la France, toute intrigue des Grecs fut interrompue et la paix sembla sérieusement établie; mais, en 1757, les choses changèrent de face. « Des pèlerins grecs, dit M. de Marcellus dans ses *Souvenirs d'Orient*, ayant pillé le couvent catholique de Jaffa, cette escarmouche annonça une attaque générale. En effet, peu de jours après, à Jérusalem, les schismatiques assaillirent les religieux et les catholiques enfermés dans l'église du Saint-Sépulcre, brisèrent leurs lampes, dispersèrent leurs ornements; puis, armés de procès-verbaux achetés à grands frais, ils se déclarèrent insultés eux-mêmes et se plaignirent au divan de la prétendue irruption des Latins. Enfin, trouvant le grand vizir favorable à leurs vœux, ils levèrent le masque et présentèrent une requête tendant à déposséder entièrement les prêtres francs des saints lieux. La Porte eut l'air de prêter une attention sérieuse à cette demande, comme aux instances contradictoires de l'ambassadeur de France (lesquelles furent appuyées par celles de toutes les puissances catholiques), et, après des conférences et des examens sans résultat, le grand vizir fit paraître un hatti-shérif qui porta la première et la plus vive atteinte à nos privilèges. Cette ordonnance chassait les Latins de l'église de la Vierge, de la grande église de Bethléem, et mettait sous la garde et la protection spéciales des Grecs le saint sépulcre et plusieurs autres sanctuaires. Les protestations des ambassadeurs français contre cette spoliation, fréquemment renouvelées dans la suite, furent toujours sans succès. Chaque année, depuis cette époque, on a vu la France perdre quelques-unes de ces saintes prérogatives; et des firmans, arrachés de temps en temps à l'impartialité de quelques sultans, en conférant aux Latins de moindres priviléges, n'ont pu contre-balancer le crédit de leurs opiniâtres adversaires. »

§ VI. — Moustapha III. — Intervention de la Russie en Pologne; ses intrigues dans les provinces grecques de la Turquie.

Pendant la querelle des Latins et des Grecs au sujet des lieux saints, Osman III mourut le 29 octobre 1757. Il eut pour successeur son neveu Moustapha III.

Le nouveau sultan manifesta, dès son avénement, l'intention de changer com-

[1] C. Famin, p. 228.

plétement la politique de la Porte et de prendre une part active aux affaires de l'Europe. Le jour où il se rendit à la mosquée d'Eyoub pour ceindre le cimeterre d'Osman, il s'arrêta devant la caserne des janissaires, et lorsque, suivant l'usage, il reçut des mains de l'aga la coupe de *cherbet* : « Camarades, s'écria-t-il, j'espère, au printemps prochain, le boire avec vous sous les murs de Bender. »

La France se réjouit de ces dispositions de Moustapha et ne négligea aucune occasion de lui témoigner que, malgré l'atteinte récemment portée à ses priviléges religieux, rien n'était changé dans ses rapports avec la Turquie. Ainsi des esclaves chrétiens s'étaient emparés par surprise du vaisseau amiral de la flotte turque et l'avaient conduit à Malte (1760). Le sultan, furieux d'un tel affront, demanda à l'ambassadeur de France la restitution du navire, qu'il appelait son « trône de la mer; » il en écrivit même à Louis XV, en lui disant que, s'il ne lui accordait satisfaction, il devrait regarder son amitié « comme de la peinture sur l'eau. » La cour de Versailles essaya d'abord de lui faire entendre que la France n'avait rien à démêler dans cette affaire, et qu'elle ne pouvait s'en occuper que par amitié pour la Porte; puis, étant habituée à traiter les Turcs comme des enfants à qui l'on pardonne leurs mutineries, au lieu de s'irriter de leurs prétentions, de leur insolence, elle acheta le vaisseau aux chevaliers de Malte, et le renvoya en grande pompe à Constantinople, où le peuple le reçut avec des transports de joie. La Porte ne témoigna nulle reconnaissance pour cet acte de bienveillance et refusa même d'envoyer une ambassade à Louis XV pour le remercier de sa générosité. « La gratitude, écrivait Vergennes, ne fut jamais la vertu de cette nation; son orgueil, qui la porte à croire que tout lui est dû, lui laisse peu la liberté de sentir le prix de la complaisance, de l'attention et de l'amitié qu'on lui marque. »

La mort d'Auguste III, roi de Pologne, le meurtre de Pierre III, empereur de Russie, et l'avénement de l'ambitieuse Catherine (1762), obligèrent enfin la Porte Ottomane à sortir de son inaction et à resserrer son alliance avec la cour de Versailles.

La Russie, depuis un demi-siècle, avait profité de tous les événements, de toutes les fautes, de toutes les guerres de l'Europe, pour renverser le triple obstacle qui l'empêchait d'être complétement européenne, la Turquie, la Suède et la Pologne. Nous avons vu quels efforts elle avait déjà faits contre la Turquie, quels succès elle avait déjà obtenus; mais ce n'était pas l'œuvre d'un jour que la conquête de l'empire des Osmanlis, et l'on ne pouvait s'y préparer que par la destruction de la Pologne et de la Suède. La Suède n'avait échappé à une ruine complète que par le traité de Nystadt; c'était maintenant au tour de la Pologne. Déjà la Russie avait préludé à l'asservissement de ce pays en lui donnant deux rois dont elle avait fait ses vassaux; pour l'achever, elle le força d'élire un seigneur d'obscure noblesse, ancien amant de Catherine II, qui ne pouvait se soutenir que par les baïonnettes russes; elle lui imposa un code de lois destiné à perpétuer l'anarchie qui le

dévorait; enfin elle fit envahir par une armée le royaume insurgé contre tant d'outrages. « Les puissances du Nord, disait M. de Choiseul, paraissent attachées au char de Catherine : la Suède, par le succès des cabales fomentées dans l'intérieur de son gouvernement; la cour de Berlin, par l'espoir de séparer l'Autriche de la Russie; enfin la cour de Londres, par opposition à la France. » Quant aux puissances du Midi, l'Autriche se disait neutre à cause du traité de 1756; mais la Russie était sûre de la retrouver pour alliée quand elle lui offrirait une part des dépouilles; la France était épuisée par les désastres de la guerre de Sept Ans; enfin la Turquie ne comptait plus que comme une proie qui devait subir le sort de la Pologne. Cependant les Polonais demandèrent des secours à toute l'Europe, principalement à la Turquie et à la France, qui toutes deux avaient protesté contre l'élection de Stanislas Poniatowski et contre l'intervention des Russes.

La politique naturelle de la France était de s'opposer aux projets de la Russie, et, malgré de nombreuses fautes, elle l'avait suivie, elle était prête encore à la suivre. Mais, à cette époque, nous sortions des humiliations de la guerre de Sept Ans, et la grande affaire du cabinet de Versailles était de s'en venger. Choiseul regardait le renouvellement de la lutte avec l'Angleterre comme inévitable, et il en trouvait l'occasion dans les troubles de l'Amérique du Nord, troubles qu'il fomentait et à l'aide desquels il voulait faire reprendre à la France sa puissance sur l'Océan. Les affaires de Pologne le jetèrent dans l'embarras; car il voyait la Russie près de s'agrandir, et il n'y avait qu'une politique qui pût efficacement l'en empêcher : l'accord de l'Angleterre avec la France, accord impossible. En effet, l'Angleterre non-seulement refusa d'aider la France dans ses négociations en faveur de la Pologne, mais elle entrava tous les efforts qu'elle fit pour son salut; mais elle la menaça d'une coalition européenne si elle se déclarait ouvertement contre la Russie; mais elle se montra constamment favorable aux spoliateurs de la Pologne. Dans cet état de choses, il ne restait à Choiseul d'autre parti à prendre que d'exciter la Porte à secourir activement les Polonais. En effet, M. de Vergennes reçut l'ordre de pousser les Turcs à la guerre, en leur promettant la neutralité de l'Autriche. Le sultan Moustapha III, prince ignorant, mais plein d'énergie et de bonnes intentions, avait été insolemment joué par Catherine dans les affaires de Pologne; car il avait juré de laisser l'élection libre, mais en excluant uniquement et formellement Poniatowski; et Poniatowski, malgré les promesses de la czarine, avait été imposé aux Polonais par les soldats russes. A la nouvelle de cette élection monstrueuse, Moustapha entra dans une violente colère : « Je saurai réduire ces infidèles! » s'écria-t-il; et ses ministres disaient que leur maître était prêt à tout sacrifier pour se venger de la Russie. Mais la puissance ottomane, ses armées, ses finances, étaient tombées depuis vingt-cinq ans dans le plus profond délabrement, l'ardeur du sultan dût s'éteindre bientôt et devant les résistances de ses ministres, à qui la Russie faisait croire que les troubles de la Pologne n'étaient que des que-

relles de religion, et devant l'impossibilité de tirer son peuple de la lâche apathie où il était plongé : « Que puis-je seul? disait-il au khan de Crimée. Tous mes pachas sont amollis et corrompus. Ils ne veulent que des kiosques, des musiciens, de belles esclaves. Je travaille à mettre de l'ordre dans l'empire; mais il n'y a personne qui veuille m'aider. »

Cependant les agents de Catherine, au moyen de la propagande religieuse, préparaient la voie à l'invasion russe dans les provinces grecques de la Turquie. Dès 1760, le czar Pierre leur avait envoyé de zélés émissaires. L'un d'eux, Grec de Thessalie, Papas-Oglou, officier d'artillerie au service de la Russie, parcourut les côtes de l'Adriatique, la Thessalie, la Morée; un autre, le moine Stéphano, choisit pour théâtre de ses prédications la Servie et la Croatie. « Ni l'Allemagne, ni la Hongrie, disait-il aux raïas, ne peuvent rien faire pour vous; la France dort, la Pologne se meurt; seule la Russie pense à vous, veille sur vous, vous tend la main; car seule elle est orthodoxe. Ne reconnaissez-vous pas en elle la race blonde qui doit vous sauver ? » Animés par ses discours, convaincus par ses aumônes et ses largesses, les chrétiens de l'Albanie, de la Servie, du Montenegro, se levèrent en armes; mais les Russes n'étaient pas encore prêts; l'insurrection, abandonnée à ses seules forces, fut écrasée par les janissaires. En Morée, Papas-Oglou s'aboucha avec Mavro-Michalis, chef des Maïnotes; il ne put s'entendre avec lui et se tourna vers Benati, évêque de Calamata, qui promit de soulever 100,000 Grecs à l'approche des Russes. Le cabinet de Saint-Pétersbourg ordonna à sa flotte de se diriger vers le Péloponèse. Mais; avant de tenter l'expédition, le comte Orloff eut une entrevue avec Mavro-Michalis. Le montagnard ne se laissa point séduire par les flatteries, ni effrayer par les menaces. « Eusses-tu à tes ordres toutes les armées de ta souveraine, dit-il au Moscovite, tu ne serais encore qu'un esclave; je suis, moi, le chef d'un peuple libre, et quand même le destin ferait de moi le dernier des hommes, sache que ma tête aurait encore plus de prix que la tienne. » Les Maïnotes confirmèrent ces paroles de leur chef : « Nous ne prendrons les armes, dit leur député à la czarine, qu'en qualité d'alliés et dans le cas où Votre Majesté sera décidée à ne traiter avec les Turcs que lorsque nous les aurons chassés de la Grèce; nous ne sommes ni esclaves, ni serfs, et nous voulons l'indépendance et la liberté. » Un troisième émissaire, envoyé dans les principautés roumaines, insurgea les boyards et le peuple « au nom de la patrie, de la religion et de la liberté; » en quelques semaines, les Turcs et les Fanariotes furent pillés dans leurs métairies, et n'échappèrent au massacre que par la fuite; mais ce mouvement des Moldo-Valaques n'eut pas de meilleur résultat que la révolte des Serbes et des Monténégrins. Les troupes turques rétablirent l'ordre, et la Porte, pour s'assurer de la fidélité des provinces tributaires, ordonna aux boyards et aux marchands d'envoyer toutes leurs richesses à Constantinople.

Ainsi les intrigues moscovites n'aboutirent qu'à compromettre les chrétiens;

abusés par ses promesses menteuses, les raïas purent connaître à l'épreuve ce que vaut la protection de la Russie ; pourtant, ils continuèrent d'invoquer tout bas, avec une foi opiniâtre, le nom de cette grande Catherine, qui avait juré de réaliser les prophéties et de relever l'empire byzantin.

§ VII. — État des provinces asiatiques. — L'Égypte sous Ali-bey. — La Syrie sous Daher.

Ce n'étaient pas seulement les provinces d'Europe qui se trouvaient disposées à se détacher de l'empire ; en Asie, l'autorité de la Porte était de plus en plus restreinte et affaiblie .« Le grand pachalik de Bagdad, dit l'Anglais Eton, a toujours été, excepté pendant des intervalles fort courts, réellement indépendant, depuis Ahmed-pacha, qui le défendit contre Nadir-schah. Le sultan ne fait que confirmer le pacha, que le peuple et principalement la soldatesque de Bagdad ont nommé pour les gouverner despotiquement. Quoi qu'il en soit, le firman que l'on envoie dans ces circonstances, porte toujours que ce pacha a été nommé par la Sublime Porte à ce haut et important emploi, en considération de ses vertus et de quelque service signalé qu'il a rendu à l'empire. Cette comédie est continuée par un nouveau firman qui, chaque année, le confirme dans ses fonctions, comme si réellement la Porte avait le pouvoir de le destituer. Le Grand Seigneur ne tire aucun revenu de cette province, dont l'étendue est immense. Le pacha, qui a toujours à sa solde une armée considérable et qui lui est entièrement dévouée, envoie régulièrement, tous les ans, un compte des recettes de son gouvernement. Il ne manque jamais de prouver qu'elles ont été entièrement absorbées par les dépenses de l'armée, que l'on ne peut se dispenser d'entretenir sur un pied respectable, pour préserver l'empire des attaques des Persans et des Arabes, par la réparation des forteresses (qui existaient anciennement, mais dont il ne reste plus aucun vestige), et par d'autres objets de même nature. Si la Porte est en guerre avec une puissance européenne et réclame du pacha de Bagdad son contingent de troupes, celui-ci prétend ne pouvoir pas en détacher la moindre partie ; que toutes sont nécessaires dans l'intérieur pour se défendre contre les Arabes ; et, afin de donner à ce prétexte quelque apparence de vérité, il attaque quelque tribu. En un mot, le sultan est de nom souverain ; mais le pacha est en réalité le despote de cette province. Dans l'Arménie majeure et dans toutes les contrées voisines, il y a des nations entières ou tribus de peuples indépendants, qui ne reconnaissent ni la Porte ni aucun de ses pachas. Les trois Arabies ne reconnaissent pas non plus la souveraineté du sultan, qui n'y possède que quelques villes de peu d'importance. Le pacha d'Ahiska porte très-peu de respect à la Sublime Porte, et le fameux Haggi-Ali-Yenikli, pacha de Trébisonde, a été maître de tout ce pays. Il pouvait mettre en campagne une armée considérable, et il a souvent

donné des inquiétudes au Grand Seigneur. Dans le pays qui avoisine Smyrne, il y a de grands agas : ce sont des seigneurs indépendants qui entretiennent des armées et qui mettent souvent cette ville à contribution. La Porte n'a jamais sur eux qu'une influence momentanée en fomentant de temps en temps parmi eux quelques querelles. Tous les habitants des montagnes, depuis Smyrne jusqu'à la Palestine, sont parfaitement indépendants et considérés par les Turcs comme des ennemis, qu'ils combattent toutes les fois qu'ils en trouvent l'occasion. Ils forment différentes nations, qui ont leurs souverains ou seigneurs particuliers, et qui sont même de religions différentes. Celles qui sont près de Smyrne sont mahométanes; plus loin viennent les Kurdes, les Maronites, les Druses, etc. Daher, pacha d'Acre, dominait sur un territoire très-étendu qui ne payait aucun revenu à la Porte et pouvait être considéré comme un État indépendant. Entre le pays des Druses et celui d'Acre se trouve une nation qui habite les montagnes, derrière Tyr ; ce sont les Metualis de la secte d'Ali, ennemis si déclarés des Turcs, qu'ils massacrent tous ceux dont ils peuvent s'emparer. Le sultan ne possède réellement sur la côte de Syrie que Latakié, Alexandrette, Tripoli, Sidon, Jaffa et quelques autres places de très-peu d'importance. Les caravanes qui vont d'Alexandrette à Alep sont obligées de passer par le chemin d'Antioche, vu que tout le pays qui traverse la route directe appartient aux Kurdes, qui ne permettraient pas aux Turcs d'y passer. Toute l'Égypte est indépendante. Le pacha envoyé au Caire est réellement prisonnier pendant tout le temps qu'il y réside, et n'est pacha que de nom. La Porte n'en tire que peu ou point de revenu, et même point de troupes, si ce n'est quelques fanatiques, quand elle est en guerre avec les chrétiens. Le tribut que l'Égypte doit envoyer à la Porte est souvent retenu dans les coffres des beys, ou du moins il est considérablement diminué par les réparations faites aux canaux, aux forteresses, etc., suivant qu'il plaît aux beys d'en ordonner. Les janissaires et les soldats arabes sont hors d'état de faire respecter dans ce pays l'autorité de la Porte. Ils y sont en trop petit nombre et sont presque tous des artisans peu familiarisés avec l'usage des armes. Le pouvoir réside dans les mameluks ; le bey, qui possède à sa suite le plus grand nombre de ces soldats, achetés en Géorgie, en Circassie, en Mingrélie, est par conséquent le plus puissant [1]. »

Le dominateur de l'Egypte était alors le mameluk Ali-bey. Par le meurtre ou l'exil de ses ennemis, il s'était rendu maître du Caire. « Devenu dépositaire de toute l'autorité (1766), il résolut de l'employer à s'agrandir encore davantage. Son ambition ne se borna plus au simple titre de commandant ni de kaimakan. La suzeraineté de Constantinople offensa son orgueil, et il n'aspira pas moins qu'au titre de sultan d'Égypte. Toutes ses démarches furent relatives à ce but ; il

[1] W. Éton *Tableau historique, politique et moderne de l'empire ottoman*. t. II, p. 7 et suiv.

chassa le pacha, qui n'était plus qu'un être de représentation ; il refusa le tribut accoutumé ; enfin, en 1768, il battit monnaie à son propre coin. La Porte ne vit pas sans indignation ces atteintes à son autorité ; mais, pour les réprimer, il eût fallu une guerre ouverte, et les circonstances n'étaient pas favorables. Le divan de Constantinople, occupé des affaires de la Pologne et des prétentions des Russes, n'avait d'attention que pour le Nord. On tenta la voie usitée des capidjis ; mais le poison ou le poignard surent toujours prévenir le cordon qu'ils portaient. Ali-bey, profitant des circonstances, poussa de plus en plus ses entreprises et ses succès [1]. »

L'alliance de l'Arabe Daher doubla ses forces et lui permit de braver la puissance des Turcs. Daher avait d'abord pour domaine la petite ville de Safad ; il y ajouta Tabarié vers 1735. Le commerce qu'il faisait, selon la coutume de tous les gouverneurs et princes d'Asie, lui avait fait sentir l'avantage qu'il y aurait à communiquer immédiatement avec la mer. Il s'empara d'Acre par surprise, en 1749, fortifia cette ville et se fit pardonner son usurpation par des présents distribués dans le divan et des protestations de fidélité. « La Porte n'en fut pas dupe, dit Volney ; elle est trop accoutumée à ce manége pour s'y méprendre ; mais la politique des Turcs n'est point de tenir leurs vassaux dans une stricte obéissance ; ils ont dès longtemps calculé que s'ils faisaient la guerre à tous les rebelles, ce serait un travail sans relâche, une grande consommation d'hommes et d'argent, sans compter les risques d'échouer souvent, et par là de les enhardir. Ils ont donc pris le parti de la patience ; ils temporisent ; ils suscitent des voisins, des parents, des enfants ; et plus tôt ou plus tard, les rebelles, qui suivent tous la même marche, subissent le même sort et finissent par enrichir le sultan de leurs dépouilles. »

Daher obtint, en 1768, de la Porte, pour lui et pour ses successeurs, une investiture durable de son gouvernement, et se fit proclamer cheik d'Acre, prince des princes, commandant de Nazareth, de Tabarié, de Safad et de toute la Galilée.

§ VIII. — Efforts de la France pour décider la Porte à la guerre contre la Russie. — Lettres du roi Louis XV.

L'hostilité mal contenue des Grecs, des Roumains et des Slaves, la désorganisation du gouvernement impérial en Asie Mineure, les prétentions des pachas de Bagdad, d'Acre et du Caire à une indépendance complète, l'appauvrissement du trésor, la diminution de l'armée, la décadence des institutions militaires, la corruption des généraux, l'indiscipline des soldats et l'amollissement des courages,

[1] Volney, *Voyage en Syrie et en Égypte, pendant les années* 1783, 1784 *et* 1785, t. I, p. 109.

tout cela ne présageait point à la Turquie des succès et des victoires, si elle engageait la lutte contre Catherine. Vergennes, qui connaissait parfaitement la situation de l'empire, mit beaucoup de circonspection dans ses démarches auprès du divan, et il fit des représentations à la cour de Versailles sur le danger d'une guerre à laquelle les Ottomans n'étaient nullement préparés. Mais Choiseul, ayant appris que Catherine soufflait la révolte dans les provinces grecques et qu'elle projetait de réunir tous les États du Nord sous son protectorat, ordonna à Vergennes « d'employer tous les moyens nécessaires pour déterminer ou du moins pour éclairer les ministres turcs. » Il lui envoya les rapports les plus circonstanciés sur toutes les entreprises des Russes, soit en Pologne, soit en Suède, rapports qui furent placés directement sous les yeux du sultan. Il mit à sa disposition jusqu'à quatre millions pour corrompre le divan. Il envoya au khan des Tartares, pour le décider à faire quelque démarche qui engageât la guerre, un émissaire adroit, le baron de Tott, qui possédait toutes les langues de ces contrées et dont le père avait déjà exécuté une commission semblable. Enfin il rédigea pour le sultan un long mémoire « sur toutes les violences que la Russie exerçait dans la diète de Pologne, sur les projets dont elle y consommait l'exécution, sur cette incorporation réelle de la république à l'empire russe. » Il reprochait dans ce mémoire aux ministres ottomans « de ne mettre aucune différence entre deux cours, dont l'une, alliée ancienne et fidèle, se faisait une occupation suivie de transmettre au divan des vérités importantes, et l'autre, au contraire, rivale secrète et irréconciliable, ne s'attachait qu'à le tromper par les plus grossières supercheries. Il ajoutait que le moment était décisif et il disait au sultan, sur le discrédit dans lequel son empire devait nécessairement tomber, des vérités toutes nouvelles pour l'oreille d'un prince accoutumé aux flatteries les plus outrées; enfin il prenait, au nom de l'Autriche, l'engagement le plus positif qu'elle resterait neutre dans la guerre qu'il pressait la Turquie de déclarer, et il offrit la garantie de la France pour cette neutralité. »

Le sultan Moustapha III fut affecté de ce mémoire trop important et trop authentique pour que ses ministres osassent le soustraire à sa connaissance, et il se décida à favoriser le soulèvement des Polonais et à exiger de la czarine l'évacuation de la Pologne. Mais ses ministres étaient résolus à ne pas céder aux insinuations de la France ; ils aidèrent les confédérés polonais, mais en leur refusant une protection ouverte; ils demandèrent la sortie des Russes de la Pologne, mais en s'accommodant de leurs délais et de leurs excuses. Cependant Vergennes, pressé par les ordres de Choiseul et plus encore par la correspondance secrète de Louis XV, redoubla ses sollicitations auprès du divan, mais sans employer la corruption, et, avec l'aide de Tott, il arma quelques partis tartares, qui devaient faire une diversion utile à la cause des Polonais.

Sur ces entrefaites, M. de Vergennes fut rappelé et M. de Saint-Priest nommé à

sa place. Voici un extrait des instructions données à celui-ci, par Choiseul, en juillet 1768[1] :

« Les entreprises des Russes, leurs violences, l'abus insultant qu'ils ont fait de la confiance des Turcs dans leurs promesses, rien n'a pu émouvoir la nonchalance du divan. Les ministres turcs ont été ingénieux à colorer les traits les plus odieux de la conduite de Catherine II ; mais leur sécurité était secrètement fondée sur les promesses que cette princesse leur avait faites, tantôt de maintenir la liberté de l'élection, tantôt de ne démembrer aucun des domaines de la république, et tantôt de faire évacuer la Pologne dès que l'affaire des dissidents serait terminée. Les faits ayant successivement démenti ces assurances, le ministère turc se trouve actuellement dans une crise violente, dont l'issue sera probablement un changement de ministère ou de système. Les Turcs ont cherché à justifier leur inaction en disant que le traité du Pruth, qui défendait aux Russes de s'immiscer dans les affaires de la Pologne, était abrogé. Le plénipotentiaire russe eut en effet l'adresse d'empêcher que ce traité ne fût rappelé dans celui de Belgrade ; mais beaucoup de gens, même en Turquie, n'en sont pas moins d'avis que cette stipulation continue à obliger la Russie, et un grand vizir accrédité, qui serait déterminé à faire la guerre, saurait bien faire revivre le traité du Pruth, dont on ne cherche probablement à atténuer la valeur que parce qu'il condamne le système qu'on a adopté. La conjoncture même est aussi pressante qu'elle est favorable : le désespoir, l'enthousiasme de la liberté et le fanatisme de la religion ont armé les confédérés polonais ; toute la nation n'attend qu'un mot de la Porte pour se joindre à eux. Si la Porte manque ce moment, tout est perdu pour elle ; la Russie aggrave le joug de la Pologne et commence le grand ouvrage de son ambition. La considération de l'empire turc, la seule montre de ses forces, la seule déclaration de ses sentiments, peuvent encore remettre la Pologne sous la protection de la Porte, ainsi qu'elle doit y être, empêcher le démembrement de ce royaume, calmer les troubles de la Suède ; enfin, la Porte, glorieuse, rétablira par quelques démarches vigoureuses sa considération, veillera à la sûreté de ses frontières, sera utile à ses amis de plusieurs siècles et abaissera l'orgueil de ses ennemis naturels, qui feignent de la mépriser depuis plusieurs années, en faisant connaître qu'ils enchaînent sa vigilance par leurs séductions.

« La Russie, par ses artifices, ses hauteurs et ses infidélités, semble travailler elle-même à déchirer le bandeau de l'illusion volontaire que les Turcs se sont faite jusqu'à présent, c'est à nous à hâter le réveil du divan par nos représentations ; le khan des Tartares les seconde ; les officiers des frontières provoquent le ressentiment de la Porte ; déjà elle a donné des marques éclatantes d'intérêt aux confédérés. L'ambassadeur du roi ne doit rien négliger pour faire germer et éclore

[1] La plupart des instructions diplomatiques que je cite sont inédites et tirées des archives des affaires étrangères.

d'aussi heureuses dispositions ; les sollicitations du khan des Tartares aideront à échauffer les Turcs. »

Ces instructions furent complétées par la correspondance secrète de Louis XV, du 20 avril 1769, correspondance pleine de sens, de dignité, d'esprit national, où le roi l'emportait sur son ministre, autant par sa loyauté que par son intelligence profonde de la situation de l'Europe; car Choiseul ne voyait dans la Pologne qu'un instrument contre les Russes, tandis que Louis XV voulait la sauver pour elle-même, pour le salut de la Turquie, pour l'avenir de la France. Aussi, quand on songe à la triste fin de cette guerre, on ne peut lire dans la correspondance secrète les lignes magnifiques dictées par le roi, écrites par le comte de Broglie, où l'*humiliation de la Russie* est proclamée comme la politique de la France, sans déplorer ce terrible résultat d'une politique où l'intelligence n'était pas soutenue par la volonté, où la volonté était abrutie par les débauches du Parc-aux-Cerfs.

Enfin les conseils de la France l'emportèrent auprès de Moustapha ; le grand vizir fut changé, et le parti de la guerre prit possession du pouvoir.

§ IX. — Guerre contre la Russie (1768). — Soulèvement de la Morée. — Victoire navale des Russes. — Opérations dans la Valachie.

Les Russes ayant redoublé leurs violences en Pologne, une ruse du khan des Tartares amena la violation du territoire ottoman ; des Cosaques, entraînés à la poursuite de quelques confédérés de Bar, entrèrent dans Balta et y massacrèrent sans distinction Polonais et Turcs. Aussitôt tout le peuple poussa des cris de vengeance ; le divan craignit une révolte ; il fallut déclarer la guerre.

Le grand vizir Hamsa-pacha manda devant lui l'ambassadeur russe Obreskoff, qui voulut justifier son gouvernement du massacre de Balta. « Traître ! parjure ! lui dit-il, ne rougis-tu pas devant Dieu et devant les hommes des horreurs commises par vos troupes dans un pays qui ne vous appartient pas ? » Et il le somma de signer une déclaration portant que la Russie s'engageait, sous la garantie de ses quatre alliés, le Danemark, la Prusse, l'Angleterre et la Suède, à ne plus s'immiscer désormais dans l'élection du roi de Pologne, ni dans les débats entre les sectes qui divisaient ce pays ; à retirer ses troupes du territoire de la république et à s'abstenir de toute tentative contre les libertés polonaises. Obreskoff refusa de signer ; on le conduisit aux Sept-Tours, et la guerre fut déclarée (octobre 1768).

Le cabinet de Versailles s'était fait, sur la puissance qu'avaient encore les Turcs, des illusions qui furent promptement dissipées. L'armée ottomane, en entrant en campagne, se livra à des pillages et à des massacres capables de dégoûter à jamais de l'alliance de ces barbares ; ses premiers revers apprirent qu'elle n'était que l'ombre des armées de Soliman, qu'elle n'avait gardé, des excitations qui

rendaient ces armées victorieuses, qu'un fanatisme aussi lâche que sanguinaire. Artillerie, fortifications, discipline, manœuvres, tout était à créer; les premières notions de la géographie étaient ignorées même des ministres ottomans. La France s'efforça d'éclairer le divan : Tott adressa à ce sujet plusieurs mémoires au sultan, et, pour se faire entendre de ce prince, il fut réduit à composer des cartes du théâtre des hostilités. Moustapha parut stupéfait de ces révélations, et après beaucoup d'hésitations, car il craignait le mécontentement de ses peuples, il résolut de soumettre publiquement à l'inspection de Tott tous les travaux de l'artillerie ottomane. « Quel fut l'étonnement de celui-ci, dit Rulhières, en entrant dans l'arsenal de Constantinople! Tout semblait y annoncer, à des yeux attentifs, la prochaine ruine de cet empire, et, pour ainsi dire, on y lisait d'avance, sur le bronze et l'airain, ses véritables destinées, les déroutes de ses armées, la prise de ses villes et la destruction totale dont il était menacé. »

Le khan de Crimée, Krim-Gheraï, commença la campagne par une incursion dans la Nouvelle-Servie, et revint à Bender avec 35,000 prisonniers. Il mourut peu de temps après et fut remplacé par Dewlet-Gheraï. Le grand vizir Mohammed-Emin-pacha remporta, près de Choczim, un léger avantage sur les troupes de Gallitzin, qui se retira en Pologne; mais il fut vaincu à son tour; les Russes assiégèrent Choczim, défendue par Potocki, l'un des chefs de la confédération de Bar. Le grand vizir vint au secours de cette place; mais Gallitzin lui ferma le passage du Dniester, et son artillerie décima de loin l'armée turque. Les troupes murmurèrent; Emin-pacha fut mis à mort. Son successeur, Moldovandji-Ali-pacha, fit jeter un pont sur le fleuve; une multitude de Tartares et d'Ottomans assaillirent le camp retranché des Russes; mais une crue subite du Dniester ébranla le pont; les Turcs, craignant que la retraite ne leur fût coupée, se hâtèrent de repasser le fleuve; alors se passa une scène horrible. Le pont, fatigué par la violence des flots, s'écroula sous le poids des bataillons qui le traversaient en désordre. Cavaliers, fantassins, tout fut précipité, tout s'engouffra, tout disparut dans un effroyable pêle-mêle. 6,000 hommes, placés à la tête du pont pour protéger la retraite, restèrent isolés sur la rive; les Russes sortirent de leurs retranchements pour fondre sur cette arrière-garde abandonnée; ils la culbutèrent dans le fleuve et l'anéantirent. Pendant qu'Ali-pacha ramenait jusqu'au Danube les débris de son armée, la garnison de Choczim évacua la place; Gallitzin trouva les portes ouvertes; de là il poursuivit sa marche à travers la Moldavie et la Valachie, et nulle part il ne rencontra de résistance (1769).

Cependant Catherine, non contente d'attaquer les Ottomans sur le Dniester, fit partir de la Baltique une flotte qui alla se recruter en Angleterre de matelots, d'officiers et même d'un amiral, et qui de là pénétra dans la Méditerranée, où elle vint faire révolter la Morée. Le divan montra devant ce danger une ignorance et une incurie fabuleuses: l'ambassadeur de France ayant reçu, des projets des Rus-

ses sur la Grèce, des notions précises, mais par une voie douteuse, en avertit les ministres turcs, mais avec circonspection, de peur d'exposer les Grecs à une persécution. Cet avis fut accueilli par l'incrédulité la plus grotesque : « Enseignez-nous, disaient-ils en riant, comment des vaisseaux peuvent aller de Saint-Pétersbourg à Constantinople. » Cependant la révolte de la Morée échoua. La flotte russe, après une vaine tentative sur ce pays, alla chercher la flotte ottomane et la détruisit presque entièrement dans la petite baie de Tchesmé (7 juillet 1769). « La bravoure héroïque de Huceïn-pacha, resserré dans une position mal choisie, ne put empêcher l'incendie des vaisseaux turcs. Cet avantage était dû à l'audace de trois officiers anglais ; tout l'honneur en fut pour Alexis Orloff, dont l'ignorance grossière avait plus d'une fois exposé la flotte russe, et fit ensuite manquer le but final de l'expédition[1]. Cependant il en reçut le surnom de ***Tchesmenski;*** on lui fit construire un palais; on lui éleva dans les jardins de l'impératrice une colonne rostrale, comme celle que Rome, triomphant pour la première fois de Carthage, avait consacrée à la gloire de Duillius. Vain trophée d'une victoire stérile[2]! Si les Russes avaient su profiter de ce succès immérité, ils pouvaient passer les Dardanelles, qui n'étaient pas défendues, et arriver devant Constantinople ; mais, malgré les conseils de l'amiral anglais, ils perdirent quinze jours à croiser devant le détroit. Pendant ce temps, Tott ayant offert au divan de se rendre aux Dardanelles, ses services furent agréés. Tout ce que le commerce français avait amené à Constantinople d'ouvriers de vaisseaux fut employé à former sur toutes les côtes de nouvelles défenses. Quelques-uns de ses navires furent changés en brûlots; on employa les matelots aux batteries, les charpentiers à la construction des affûts. Tott fit transporter aux batteries nouvelles la poudre qu'il fit enlever sur plus de deux cents bâtiments européens. En peu de semaines le passage fut rendu inexpugnable, et la flotte russe, après un long et inutile séjour à Lemnos, mit à la voile pour quitter la Méditerranée. Elle n'osa se montrer sur les côtes de la Morée, et les enfants de Sparte et de Messène, trompés par tant d'indignes manœuvres, se trouvèrent livrés à la vengeance des Ottomans. Les Albanais s'étant réunis aux troupes ottomanes, Patras, Tripolitza, le territoire de Mégalopolis, la Laconie, la Messénie, dévastées par des bandes furieuses, gardèrent longtemps la trace des représailles exercées par les musulmans sur les chrétiens, que les Russes avaient laissés sans défense.

La Moldavie et la Valachie n'eurent pas moins que les Grecs à se repentir de leur dévouement à la Russie. « Notre pays est ravagé par la guerre, avaient écrit les habitants à la czarine; il n'est plus ni provisions ni fourrage; cependant nous ferons tous nos efforts pour subvenir à l'entretien de vos troupes, et nous fournirons même quatre mille recrues, tant nous sommes résolus à tous

[1] Tooke's *Life of Catherine II*, t. II, p. 44, 45.
[2] *Des progrès de la puissance russe*, p. 259.

les sacrifices. Si Votre Majesté veut nous accorder sa protection, et si nos territoires nous sont rendus, nous nous engageons à entretenir douze mille hommes et à fournir les vivres à huit mille de Votre Majesté. Mais elle nous permettra de lui représenter que Bender est la clef du pays et notre frein contre les Tartares, que sans cette place il n'est pas pour nous de repos. » Le sultan, irrité de la trahison des Moldaves, lança contre les habitants des principautés un décret plein de colère et les menaça de les réduire à l'esclavage. Le kaïmakan de Craïova, qui était resté fidèle aux Turcs, reçut le titre de prince de Valachie ; il marcha sur Bukharest et rejeta en Bessarabie le général Zamotin (mai 1770). Ses succès eurent peu de durée ; les Russes reprirent l'offensive, s'emparèrent de Tournoul, de Giurgevo, de Braïla, de Craïova, et le forcèrent à se retirer sur le Danube. Le comte de Romanzoff composa, avec quelques boyards de Bukharest et de Yassi, un conseil suprême chargé, sous ses ordres, de l'administration des principautés. La honte de cette occupation militaire ne fut compensée que par la diminution des impôts : pendant quatre ans, les Roumains furent délivrés de la capitation qu'ils devaient payer au gouvernement turc.

Cependant le séraskier Khalil-pacha gardait la rive droite du Danube; il passa le fleuve et s'avança au secours de Bender, menacé par une armée de soixante mille Russes et Kalmouks, que conduisait le comte Panin. Les Tartares de Crimée repoussèrent un fort détachement de cette armée, traversèrent le Dniester et firent leur jonction avec Khalil-pacha. Romanzoff accourut; presque enveloppé par cinquante mille Tartares et cent trente mille Ottomans, il hasarda la bataille près de Cahoul, et remporta une victoire meurtrière. Les Turcs reprirent le chemin de Constantinople. Les Russes prirent Bender, Akerman, Ismaïl ; toutes les forteresses de la rive gauche du Danube tombèrent en leur pouvoir (1770).

Tous les malheurs accablaient à la fois la Porte Ottomane : Azof ouvrit ses portes aux Moscovites ; la Géorgie s'insurgea ; les flottes russes dominaient dans la mer Noire et dans l'Archipel ; Daher, pacha d'Acre, et Ali-bey, chef des mameluks, se liguèrent avec les Russes et attaquèrent de concert le pacha de Damas ; l'empire semblait près de se démembrer.

§ X. — Efforts de la France en faveur de la Turquie.

Le cabinet de Versailles suivait les événements avec une vive anxiété ; mais il reculait à y prendre part, à cause de la position hostile de l'Angleterre, de la conduite pleine de duplicité de l'Autriche, les deux seuls États qui eussent avec lui quelque intérêt à la conservation de l'empire ottoman. L'Angleterre sollicitait alors de la Russie un traité de commerce ; mais les secours indirects qu'elle lui donnait, les acclamations dont elle accueillait ses victoires, faisaient croire que ce traité



cachait une alliance politique, et que si la France venait à se déclarer pour la Porte, sa marine serait aussitôt attaquée par celle de l'Angleterre. Quant à l'Autriche, elle prenait le plus grand soin de cacher ses projets à la cour de Versailles, pendant que celle-ci, confiante en l'alliance de 1756, ne formait pour les Polonais et pour les Turcs aucun dessein dont elle ne lui rendît compte, et même, dès l'origine de la guerre, lui avait proposé de prendre les armes avec elle en faveur de ces deux peuples. Comment la cour de Vienne aurait-elle pu avouer qu'elle projetait le partage de la Pologne, qu'elle voulait faire un traité particulier avec la Porte, qu'elle cherchait même à écarter la France de la médiation entre les Turcs et la czarine?

Cependant, malgré la position critique où se trouvait le cabinet de Versailles en face des menaces de l'Angleterre et des duplicités de l'Autriche, Choiseul, quand la flotte russe entra dans la Méditerranée, n'hésita pas à proposer au divan une alliance maritime : il lui offrait de mettre à sa disposition quinze vaisseaux de ligne, sous la condition que ce secours serait demandé directement par la Porte, et que celle-ci fournirait trois à quatre millions de subside annuel pour son entretien ; il lui promettait de plus l'assistance de l'Espagne, en échange d'un traité de commerce avec cette puissance. Le divan était mécontent de la cour de Versailles, qui l'avait poussé à la guerre, et son ressentiment était nourri par les calomnies de l'Angleterre; il consulta l'ambassadeur autrichien, M. de Thugut, sur les offres de la France, et, d'après son avis, il les rejeta, en lui demandant seulement de lui vendre quelques vaisseaux, de la poudre et des canons.

Après le désastre de Tchesmé, le sultan sollicita les cours de Vienne et de Versailles de s'allier entre elles pour arrêter les progrès des Russes, et, en même temps, il chercha à faire avec l'une et l'autre un traité séparé. L'Autriche lui répondit sur-le-champ « qu'elle ne pouvait prendre aucune part à la guerre sans risquer d'étendre sur l'Europe entière un feu qu'elle désirait assoupir; » elle proposait au contraire sa médiation pour la paix ; et les conditions qu'elle offrait étaient le rétablissement des deux parties belligérantes dans l'état où elles étaient avant les hostilités, et la sortie des Russes de la Pologne. Moustapha convoqua aussitôt le divan et lui soumit la question de la guerre ou de la paix, en lui communiquant la réponse de l'Autriche. » Quant à la France, qui n'avait pas encore répondu, elle semblait, dit-il, disposée à soutenir la fortune de l'empire ottoman ; déjà on traitait avec elle pour l'acquisition d'un grand nombre de vaisseaux ; et sans avoir une réponse positive de cette cour sur l'alliance projetée, il était aisé d'entrevoir, aux soins que prenait son ambassadeur, la prochaine conclusion d'une alliance. » Le divan délibéra, mais le sultan fut seul d'avis de continuer la guerre et de recourir entièrement à la France ; tous les ministres votèrent pour la paix, et on demanda secrètement la médiation de l'Autriche.

L'Angleterre, ayant appris les démarches de la cour ottomane, offrit à son tour

sa médiation ; mais sa partialité pour la Russie était si manifeste, qu'elle éprouva un refus. « Il est si extraordinaire, dit le grand vizir à l'ambassadeur anglais, que la cour de Londres offre sa médiation à la Porte, tandis qu'elle a des vaisseaux dans la flotte russe, qu'il y a tout lieu de craindre que cette sollicitude ne soit un masque déguisant des projets ennemis. »

Cependant le divan cachait soigneusement à l'ambassadeur français les démarches qu'il faisait pour obtenir la paix, et il redoubla d'empressements pour une négociation tout opposée, celle de l'alliance. De son côté, M. de Saint-Priest, soupçonnant la faiblesse des ministres turcs, ne négligeait rien pour ranimer leur courage, pour éloigner une paix humiliante dont le contre-coup devait embarrasser la France, et, en attendant la réponse précise de Choiseul, il s'efforçait de les éclairer sur les véritables causes de leurs défaites. « Il leur rappela, dit Rulhières, tous les anciens règlements tombés en désuétude, qui avaient fait du corps des janissaires la première infanterie du monde ; il proposa l'usage des armes aujourd'hui admises par toutes les nations de l'Europe ; il obtint, en secondant de tout son crédit les nouveaux efforts que fit le baron de Tott, l'établissement à Constantinople d'une fonderie d'artillerie légère et d'une école de canonniers sous la direction de ce jeune étranger. Les Dardanelles, mises récemment en état de défense, et les nouveaux périls qui menaçaient l'empire, avaient alors tourné vers ce jeune chrétien tous les regards du peuple consterné, et justifiaient la confiance secrète que le sultan lui avait depuis longtemps accordée. « La terreur était telle, raconte-t-il lui-même, qu'on fit des prières publiques pour le succès de mes soins. »

La réponse de la cour de Versailles arriva : Choiseul ordonnait à M. de Saint-Priest « de passer de l'activité hostile contre les Russes à l'inertie, sans néanmoins décourager les Turcs des efforts qu'ils voudraient encore faire en faveur des confédérés polonais[1]. L'alliance était refusée, et l'on faisait simplement à la Porte l'offre d'une médiation. Ce changement de politique fut amené par la position de plus en plus hostile de l'Angleterre, qui venait de retirer ses marins de la flotte russe, et faisait des armements considérables dirigés manifestement contre la France. Choiseul, qu'un parti puissant menaçait de renverser du ministère, résolut d'attendre les événements, disposé à intervenir activement dans la guerre du Nord, s'il pouvait occuper notre ennemie en Amérique ; mais, au lieu de se déclarer ouvertement contre la Russie, qui ne manquerait pas de s'allier avec l'Angleterre, il encouragea seulement les Turcs à continuer la guerre, il envoya aux insurgés polonais un secours de quinze cents hommes, des ingénieurs, des officiers, des subsides ; enfin il prépara en Suède la révolution qui devait enlever ce pays à l'influence russe.

Dès le commencement de la guerre, le divan, comme nous l'avons dit, avait

[1] Dépêches de septembre et novembre 1770 (Archives des affaires étrangères).



appliqué tous ses soins à détourner l'Autriche d'une ligue avec la Russie ; en 1768 il lui offrit son assistance pour reconquérir la Silésie et pour faire occuper le trône de Pologne par le roi de Saxe ; en 1770, le reis-effendi Ismaïl proposa de nouveau une alliance étroite de l'Autriche et de la Turquie contre Catherine; mais cette fois la ligue devait être conclue, non plus aux dépens de la Prusse, mais aux dépens de la Pologne. « Si les Russes sont chassés de ce pays, dit le ministre turc, il dépendra entièrement du bon plaisir de la cour de Vienne, ou de placer un roi de son choix sur le trône, ou de partager la Pologne avec la Porte[1]. » La cour de Vienne rejeta ces propositions ; elle conclut l'année suivante un traité de subsides par lequel la Porte s'engageait à fournir vingt mille bourses (11,250,000 florins), à céder la petite Valachie, à affranchir le commerce autrichien de toutes taxes onéreuses, à le garantir contre les attaques des barbaresques ; de son côté, l'Autriche promettait de faire signer la paix, avec la restitution de toutes les conquêtes russes et le maintien des libertés polonaises. Mais ce n'étaient là que des promesses hypocrites. Vers le mois de septembre 1771, Frédéric II fit savoir à la cour impériale qu'il voulait réunir à la Prusse une partie de la Pologne, notamment la Pomérélie, et qu'il appuierait l'Autriche si elle se décidait à prendre sa part. Catherine II lui envoya à son tour un projet de partage de l'empire turc; elle se réservait la Valachie et la Moldavie, et attribuait à l'Autriche la Bosnie et la Dalmatie. La cour de Vienne ne repoussa aucun de ces plans. Cependant les Turcs subissaient de nouveaux revers, et l'on parlait déjà à la cour de Catherine d'aller à Constantinople. Les cabinets de Vienne et de Berlin s'alarmèrent, offrirent leur médiation, et comme la Russie dictait des conditions qui semblaient la ruine de l'empire ottoman, ils proposèrent à la czarine d'en finir avec la Pologne, par un démembrement, moyennant qu'elle se contenterait d'une partie de ses conquêtes sur la Turquie. Le démembrement de la Pologne fut résolu.

Au moment où commençaient ces monstrueuses négociations, le seul homme qui pût en empêcher le succès, Choiseul, tomba du ministère.

§ XI. — Menaces de l'Angleterre à l'égard de la France. — Suite de la guerre. — Mort de Moustapha.

Le duc d'Aiguillon voulut, il est vrai, persister dans les projets de son prédécesseur pour la délivrance de la Pologne et l'assistance de la Turquie, et il prépara des armements. Mais le ministère anglais lui déclara que la moindre tentative en faveur des deux États menacés serait regardée par lui comme un cas de guerre. La France continua plus lentement ses préparatifs; elle tenta même par divers moyens d'éloigner les soupçons ou de tromper la vigilance de l'Angleterre ; mais ce fut en vain : la cour de Londres lui notifia qu'elle ne souffrirait pas qu'au-

[1] Rapport de l'ambassadeur autrichien Thugut, du 24 mars 1770.

cune nation étrangère intervint dans la querelle. Grâce à ces menaces, la Pologne subit son premier démembrement, et l'Angleterre eut la honte d'avoir couvert les trois spoliateurs de ce royaume sans profit pour elle-même. Elle n'en continua pas moins ce rôle aussi odieux qu'absurde. La cour de Versailles, indignée du partage de la Pologne, voulut s'en venger sur l'Autriche et en se jetant sur les Pays-Bas. L'Angleterre fit grand bruit de cette velléité de conquête; elle menaça de s'unir à la ligue des trois souverains du Nord, et elle força ainsi son ennemie à abandonner son projet. Alors d'Aiguillon voulut au moins protéger la Suède, qui était également menacée par la Russie; il arma une flotte à Brest. Aussitôt le cabinet anglais lui demanda des explications, auxquelles il répondit par la nécessité d'arrêter l'ambition russe qui menaçait toute l'Europe. Lord North répliqua que, « malgré le désir du roi d'Angleterre d'éviter tout ce qui pourrait troubler la bonne intelligence entre les deux cours, si une flotte française paraissait dans la Baltique, elle serait suivie d'une flotte anglaise. » D'Aiguillon se plaignit de ce que l'Angleterre accompagnait toujours de menaces ses protestations amicales, et il déclara que la France ne pouvait abandonner la Suède. La même réponse lui fut faite; alors il fit suspendre l'armement de Brest; mais, en même temps, il en prépara un autre à Toulon. Aussitôt le cabinet anglais lui déclara que « l'interdiction faite à la France d'envoyer une flotte dans la Baltique existait également pour la Méditerranée; que si la flotte française mettait à la voile, la flotte anglaise suivrait immédiatement son exemple, et qu'enfin l'Angleterre ne pouvait consentir à ce que la France eût une flotte dans l'une ou l'autre de ces mers. » La flotte de Toulon fut désarmée. « Ainsi, dit un historien anglais, grâce à la manifestation heureuse d'une résolution énergique, l'Angleterre non-seulement évita les malheurs d'une guerre, mais encore servit la cause de son allié de Russie. »

Cependant, en 1771, les Russes échouèrent dans leurs tentatives sur Trébisonde et sur la Géorgie; leur flottille, mal dirigée, ne put sortir de la mer d'Azof. Sur les bords du Danube, les succès furent partagés; mais, en Crimée, la domination ottomane fut complétement renversée. Le prince Dolgorouki entra en vainqueur à Pérécop, à Taman, à Kaffa, à Kertsch et à Iénikalé; il proclama l'indépendance de la presqu'île sous la suzeraineté russe, et installa Schirin-bey en qualité de khan de Crimée.

A l'instigation de la Prusse et de l'Autriche, on conclut un armistice devant Giurgewo, et un congrès s'ouvrit dans la ville moldave de Foczani. Les plénipotentiaires de la czarine exigèrent que la Porte reconnût l'indépendance des Tartares et la liberté de la navigation et du commerce dans le Pont-Euxin. Les Turcs repoussèrent ces conditions, qui, relativement à la Crimée, étaient contraires aux principes mêmes de l'Islam. « Au sultan, disaient-ils, appartenait la souveraineté religieuse de tous les sunnites; s'il ne l'exerçait pas sur l'Inde, sur Bokhara, sur le Maroc, c'était à cause du trop grand éloignement de ces contrées; mais il vio-

lerait ses devoirs comme khalife en abdiquant son autorité sur les Tartares. » Les conférences de Foczani n'eurent point de résultat. Un nouveau congrès se tint à Bukharest et la czarine y envoya son ultimatum (15 février 1773), qui exigeait : 1° pour garantie de l'indépendance des Tartares, la cession de Kertsch et de Iénikalé à la Russie; 2° la liberté de la navigation sur la mer Noire et dans l'Archipel pour les vaisseaux de guerre et les bâtiments marchands; 3° la remise des places fortes de Crimée aux Tartares; 4° l'installation de Grégoire Ghika, woïvode de Valachie, alors prisonnier chez les Russes, dans la principauté héréditaire, à la condition d'un tribut à payer tous les trois ans, comme faisait Raguse; 5° l'abandon de Kilburn à la Russie et la destruction des ouvrages d'Oczakof; 6° le titre de padischah pour le souverain russe; 7° le droit de protéger les sectateurs de la religion grecque dans l'empire ottoman. Les Turcs furent indignés. « Quand votre czar Pierre, dit l'un des plénipotentiaires, était réduit à couper des écorces dans la forêt de Husch, la Sublime Porte s'abstint de le mettre à mort ou de le prendre vivant; elle se contenta de la restitution d'Azof. » Mais la czarine n'était pas tentée d'imiter la faute commise par les Turcs au traité du Pruth : l'ultimatum fut maintenu. Le divan le rejeta, sur les instances et presque sur l'ordre des ulémas (22 mars 1773).

Le sultan Moustapha désirait vivement la paix ; mais il voulait l'obtenir à des conditions honorables; irrité par les prétentions insolentes de Catherine, il résolut de reprendre avec vigueur les hostilités. Ses ministres rivalisèrent de zèle pour équiper des troupes à leurs frais. Ce fut du côté du Danube que se porta tout l'effort de la guerre. Les Russes subirent un premier échec à Routschuk ; ils échouèrent également au siége de Silistrie (30 mai 1773). Ils se vengèrent lâchement de leur défaite en massacrant à Basaradschik, ville sans défense, les femmes, les vieillards et les enfants, qu'ils écrasèrent contre les murailles[1]. Bientôt, à l'approche d'un corps de troupes ottomanes, ils se retirèrent « avec une telle précipitation, dit Hammer, que les Turcs trouvèrent les marmites au feu avec la viande à moitié cuite. » Le général Unger assiégea Varna; il fut repoussé.

La fortune ne fut pas moins favorable aux Turcs en Syrie et en Égypte. Ali-bey était entré en relations avec le commandant de l'escadre russe de la Méditerranée et avait reçu de lui des troupes et des munitions de guerre. Malgré ces renforts, il fut vaincu sous les murs du Caire par Ebn-Schel et contraint de se réfugier auprès de son allié le pacha d'Acre, Daher, à qui la flotte russe fournissait aussi des armes et des provisions. Osman-pacha, gouverneur de Damas, soutenu par les Druses, présenta la bataille à Daher; l'action s'engagea sur la côte, et une frégate russe put appuyer les opérations du pacha d'Acre; les Druses prirent la fuite; les Russes bombardèrent Beyrouth et brûlèrent trois cents maisons (1772). L'armée

[1] *Journal militaire autrichien*, t. III, p. 98.

victorieuse marcha sur Jaffa, qui se défendit courageusement et ne se rendit qu'en février 1773. « Ali songea alors à repasser au Caire. Dans les premiers jours d'avril, on lui remit des lettres signées de ses amis, par lesquelles ils lui marquaient qu'on était las d'Ebn-Schel et qu'on n'attendait que sa présence pour le chasser. Sur-le-champ, il arrêta son départ; et, sans donner aux Russes le temps d'arriver, il partit avec ses mameluks et 1,500 Safadiens, commandés par Osman, fils de Daher; mais il ignorait que les lettres du Caire étaient une ruse de son ennemi. En effet, s'étant engagé dans le désert qui sépare Gaza de l'Égypte, il rencontra près de Salahié un corps de 1,000 mameluks d'élite. Ce corps était conduit par le jeune bey Mourad, qui, épris de la femme d'Ali-bey, l'avait obtenu d'Ebn-Schel, au cas qu'il livrât la tête de cet illustre infortuné. A peine Mourad eut-il aperçu la poussière qui annonçait au loin les ennemis, que, fondant sur eux avec sa troupe, il les mit en désordre; pour comble de bonheur, il rencontra Ali-bey dans la mêlée, l'attaqua, le blessa au front d'un coup de sabre, le prit et le conduisit à Ebn-Schel. Celui-ci, campé deux lieues en arrière, reçut son ancien maître avec ce respect exagéré si familier aux Turcs et cette sensibilité que sait feindre la perfidie. Il lui donna une tente magnifique, recommanda qu'on en prît le plus grand soin, se dit mille fois son esclave, baisant la poussière de ses pieds; mais, le troisième jour, ce spectacle se termina par la mort d'Ali-bey, due, selon les uns, aux suites de sa blessure, selon les autres, au poison [1]. » Cet événement délivra les Turcs d'un redoutable ennemi. Quatre officiers russes pris par Mourad et la tête d'Ali-bey furent envoyés par Ebn-Schel à Constantinople en témoignage de sa fidélité.

C'est au milieu de ces succès inespérés que la mort surprit le sultan, au moment où il se préparait à commander en personne l'expédition du Danube (janvier 1774). Il mérita les regrets de son peuple par son activité, par sa constance et par un sage esprit de réforme. Si son règne ne fut pas heureux, Moustapha eut du moins l'honneur de s'opposer aux envahissements de la Russie et de protester par les armes contre l'asservissement de la Pologne. Il ne faut pas lui reprocher avec trop de rigueur les tergiversations inévitables que lui imposaient, en face de l'ambition moscovite, les conseils perfides de l'Autriche, de la Prusse et de l'Angleterre, l'affaiblissement de la France, son alliée fidèle, mais impuissante, et par-dessus tout la désorganisation de l'empire ottoman. Il eut la bonne volonté, il n'eut point la force et le génie nécessaires pour réparer les fautes de ses prédécesseurs, régénérer son peuple et résister seul à l'ascendant de la Russie. Aussi, malgré ses efforts courageux et persévérants, malgré les avantages remportés par ses armes dans la campagne de 1773, laissa-t-il à son frère Abdul-Hamid un lourd héritage.

Les Russes dominaient dans la Crimée, dans la Moldavie, dans la Valachie;

[1] Volney, t. I, p. 125.

Héraclius, prince de Géorgie, était vendu à Catherine; Ahmed, pacha de Bagdad, ne reconnaissait que de nom la suzeraineté du sultan; Daher, soutenu par les tribus arabes, conservait son indépendance; l'Égypte, sous l'autorité des mameluks, ne gardait qu'une fidélité apparente; en Albanie, Mahmoud, pacha de Scutari, était en pleine révolte; et Ali, pacha de Janina, jetait les fondements de sa puissance. L'empire, ainsi démembré, tomba aux mains d'un prince qui depuis cinquante ans vivait au fond du sérail, et qui avait consumé ses jours à copier le Koran ou à fabriquer des arcs et des flèches.

§ XII. — Avénement d'Abdul-Hamid. — Traité de Kaïnardji.

A la mort de Moustapha, Abdul-Hamid ne put, selon la coutume, payer aux janissaires le denier d'avénement : l'argent manquait même pour les besoins les plus urgents de l'Etat. On parvint cependant à rassembler une armée de 40,000 hommes sur la rive droite du Danube. Malgré ses habitudes pacifiques, le sultan, pour encourager les troupes, assista lui-même aux manœuvres d'artillerie et aux exercices à l'européenne que dirigeait le baron de Tott. Mais la Russie, de son côté, avait fait des préparatifs formidables; après la rupture des congrès de Foczani et de Bukharest, après ses échecs à Routschuk, à Silistrie et à Varna, elle voulait frapper un grand coup et terminer la guerre par une campagne décisive. Romanzoff, secondé par Souwarof et Kramenski, força le passage du Danube, réussit à tourner l'armée ottomane et la sépara de Varna, où se trouvaient tous les magasins. Une division russe emporta d'assaut le camp de Korlidsche, défendu par 25,000 Turcs (16 juin 1774). Dès lors la panique se mit dans l'armée ottomane. Le reïs-effendi rencontra les janissaires qui fuyaient en masse; il voulut les faire retourner au combat; un coup de fusil, qui l'étendit mort, répondit à ses exhortations.

Avec de tels soldats, la lutte était impossible à soutenir. La France conseilla à la Porte de discontinuer une guerre désastreuse, où elle ne pouvait lui porter le moindre secours sans se mettre sur les bras toute l'Europe, et elle proposa sa médiation. Catherine la refusa d'abord, par ressentiment contre la France, regardant, disait-elle, comme le comble de l'humiliation, après ses victoires, de devoir la paix à une cour qui avait été si contraire à tous les desseins de son gouvernement; elle prétendit même faire donner la médiation à l'Angleterre, qui lui avait été si favorable. Mais les Turcs refusèrent obstinément d'accepter toute autre médiation que celle de la France; la czarine céda, et la paix fut conclue à Kutchuk-Kaïnardji, en Bulgarie, le 10 juillet 1774.

Par ce fatal traité, la Crimée fut déclarée indépendante de la Porte, la navigation de la mer Noire fut accordée aux Russes; outre la grande et la petite Ka-

barda, en Circassie, on leur céda les places de Kilburn, d'Iénikalé, de Kertsch, d'Azof, c'est-à-dire les clefs de la mer Noire, de la Crimée, du Palus-Méotide. La Pologne, pour qui la Turquie avait fait cette guerre, n'eut pas même son nom prononcé dans le traité, et tous les traités antérieurs, qui stipulaient le droit de protection de la Porte sur ce royaume, furent abolis. La Moldavie et la Valachie furent plus heureuses : en les restituant à Abdul-Hamid, Catherine exigea la promesse solennelle d'une amnistie générale et d'une diminution de tribut. Par une clause funeste, la Porte consentit : « que, suivant les circonstances où se trouveront les principautés et leurs *souverains*, les ministres et la cour de Russie puissent parler en leur faveur, et elle promet d'avoir égard à ces représentations, conformément à la considération amicale et aux égards que les puissances ont les unes envers les autres. » C'est l'origine du protectorat russe en Moldo-Valaquie. L'article 7 a, comme le précédent, ouvert une large porte aux usurpations des Russes. « La Sublime-Porte promet de protéger constamment la religion chrétienne et ses églises ; et aussi elle permet aux ministres de la cour impériale de Russie de faire, dans toutes les occasions, des représentations, tant en faveur de la nouvelle Église à Constantinople que pour ceux qui la desservent, promettant de les prendre en considération comme faites par une personne de confiance d'une puissance voisine et sincèrement amie. » C'est l'origine de la guerre actuelle.

L'expression de protéger la religion chrétienne et ses églises étant prise dans un sens vague et générique, le cabinet de Saint-Pétersbourg prétend qu'elle peut s'appliquer aux sujets de la Porte, ce qui voudrait dire implicitement que, dans le cas où les raïas professant la religion chrétienne se plaindraient d'être maltraités, la Russie aurait le droit de demander des explications et de faire des remontrances pour ramener la Porte à l'observation du pacte convenu. Mais l'esprit de ce traité n'est nullement d'accord avec cette interprétation rigoureuse de la lettre : la Russie restituait alors à la Porte certaines provinces chrétiennes qu'elle lui avait enlevées dans la dernière guerre, telles que la Bessarabie, la Valachie et la Moldavie ; il était donc naturel qu'elle stipulât une condition d'oubli du passé et de bons traitements pour les habitants de ces provinces que leur soumission au gouvernement russe avait compromis. Quoi qu'il en soit du véritable sens de cet article, toujours est-il que, si le gouvernement ottoman s'est engagé à protéger ses sujets chrétiens et leurs églises, il a stipulé qu'il les protégerait lui-même, et n'a pas aliéné ce droit de la souveraineté au profit d'une puissance étrangère [1].

« Depuis la paix de Kaïnardji, dit M. de Hammer, la Russie a été l'oracle des négociations diplomatiques suivies auprès de la Porte, l'arbitre de la paix ou de la guerre, l'âme des affaires les plus importantes de l'empire. » Quant à la

[1] Famin, *Histoire de la rivalité et du protectorat*, etc.

France, son influence en reçut un coup mortel. Conséquence du partage de la Pologne, préliminaire du démembrement qui semblait attendre l'empire des Osmanlis, le traité de Kaïnardji lui imposa fatalement, pour ainsi dire, une marche rétrograde, en lui donnant une rivale au protectorat des chrétiens d'Orient, rivale qui, ayant sur elle les avantages de la position, de la race, de l'origine, devait lui enlever successivement tous ses priviléges, rivale aux projets de laquelle il lui était presque impossible de résister; puisque désormais la Russie pouvait la tenir en bride, non-seulement par l'Autriche et la Prusse, mais encore par l'Angleterre, complice dupée du meurtre de la Pologne, du démembrement de la Turquie.

CHAPITRE IV

DE LA PAIX DE KAINARDJI A LA PAIX DE YASSI (1774—1792).

---

§ I. — Suites de la paix de Kaïnardji. — Convention de 1779.

Les funestes conséquences du traité de Kaïnardji ne se firent pas immédiatement sentir pour la France. Ce fut même dans les quinze années qui suivirent ce traité que notre commerce dans le Levant atteignit sa plus grande prospérité. Nos importations s'élevèrent alors à 38,000,000 de francs, dont 29,000,000 en soie, laine, cotons bruts, 7,000,000 en denrées, 2,000,000 en étoffes; nos exportations s'élevèrent à 36,000,000 de francs, dont 12,000,000 en draperies et étoffes diverses, 10,000,000 en sucre et café d'Amérique, 6,000,000 en matières d'or et d'argent, 3,000,000 en bois de teinture, indigo, drogues, etc. Ce commerce occupait 20,000 matelots, sept cents bâtiments, et était réparti entre soixante-dix-huit comptoirs. M de Saint-Priest lui donna un grand développement en établissant entre les ports de la mer Noire et ceux de la Méditerranée des rapports qui n'avaient existé jusqu'alors qu'entre Constantinople et l'Archipel. Enfin, comme nos marchands étaient, à cette époque, inquiétés par les pirates

qui infestaient les côtes de la Grèce et particulièrement les ports de Corinthe et de Mégare, la marine française, sur la demande de la Porte, détruisit ces brigands, et fit pendant plusieurs années la police de tout l'Archipel.

Cette prospérité commerciale, notre influence sur les chrétiens d'Orient, qui ne diminuait pas malgré les intrigues des Russes, la persévérance que nous mettions à éclairer la Porte sur les causes de ses désastres, tout cela rendait plus ardente la ligue des puissances rivales de la France. Aussi le gouvernement de Louis XVI, héritier des embarras créés par le partage de la Pologne et par la paix de Kaïnardji, eut-il une rude tâche à remplir. Sa diplomatie, dirigée d'abord par M. de Vergennes, fut aussi intelligente que généreuse; mais elle trouvait les conditions de l'équilibre européen changées; elle avait à lutter contre un système d'alliances et d'intrigues qui s'attaquait à la prépondérance même que la France avait si longtemps exercée; enfin elle était complétement paralysée dans ses efforts par les affaires intérieures : elle mit donc beaucoup d'indécision et eut peu de succès dans les tentatives qu'elle fit pour conserver sa position en Orient.

La cour de Versailles n'avait conseillé aux Turcs de conclure la paix de Kaïnardji que pour les arracher à une ruine certaine, leur faire gagner du temps et leur donner le loisir de se prémunir contre leurs ennemis; mais le divan était retombé dans son apathie, et il n'avait rien fait ni pour mettre les frontières en état de défense, ni pour reformer une armée. Il crut se venger des humiliations que ses armes avaient subies en interdisant la circulation des marchandises anglaises dans les provinces turques par la mer Rouge et l'isthme de Suez (1774). « Les historiens, dit le préambule de ce firman, nous apprennent que les chrétiens, secte artificieuse et entreprenante, ont, dès l'origine des temps, fait usage de la fourberie et de la violence pour exécuter leurs projets ambitieux. » C'était une épigramme à l'adresse des Russes; mais ce n'était pas cette guerre d'allusions qui pouvait arrêter les envahissements de Catherine.

Le kapoudan-pacha Gazi-Hassan, qui s'était distingué pendant la dernière guerre à Tchesmé, à Lemnos et dans plusieurs autres rencontres, entreprit de restaurer la marine ottomane. Il recruta des matelots dans les États barbaresques et sur le littoral du golfe Adriatique; puis il fit réparer un grand nombre de vaisseaux. Mais, pour arriver à mettre la flotte sur un pied respectable, il dut déployer une impitoyable sévérité. « Il fit recalfater tous les navires, avec ordre aux capitaines, sous peine de mort, d'assister à cette opération jusqu'à ce qu'elle fût terminée. Un jour, l'un d'eux se permit d'aller jusqu'à sa maison, qui était à peu près à la distance d'un quart de mille. Le kapoudan-pacha vint dans l'intervalle examiner les travaux, et ayant quelques observations à faire sur le radoub du vaisseau du capitaine absent, il le demanda ; on fut obligé de lui dire qu'il était allé chez lui. Le pacha s'assit sur un tapis, envoya un homme de sa suite chercher son mousquet et un autre le capitaine. Dès que ce malheureux fut près de lui, il le coucha

en joue et le tua, sans lui adresser un seul mot. « Qu'on l'enterre, dit-il ensuit et que tous les autres capitaines le suivent jusqu'au lieu de sa sépulture; les tr vaux seront suspendus pendant leur absence[1]. »

Gazi-Hassan avait formé le projet de ramener à l'obéissance les diverses pr vinces révoltées. « Regardant, avec raison, cette mesure comme un préliminai indispensable avant de rien entreprendre contre l'étranger, » il traita rigoure sement les chrétiens de la Morée et de l'Archipel, toujours suspects de conniven avec la Russie. Le scheik Daher fut assiégé par mer et par terre dans la ville d'A cre; il périt en cherchant à se sauver dans les montagnes de Safad. Mais Ga Hassan n'osa rien entreprendre contre les autres pachas de l'Asie qui jouissaie d'une pleine indépendance.

Cependant la Russie poursuivait les conséquences du traité de Kaïnardji. « E dégageant les Tartares de la domination ottomane, elle s'était ménagé l moyens de tenir à sa solde leurs hordes turbulentes. Bientôt elle voulut s'i gérer dans l'élection de leurs khans. A la faveur des divisions qu'elle avait ex tées dans la famille des descendants de Gengis-khan, son influence fit élire Sh him-Gherai; et cette élection forcée, comme celle de Poniatowski, promettait l mêmes résultats. Les Tartares étaient divisés; des troupes russes s'avancèrent po pacifier la Crimée, comme elles avaient pacifié la Pologne. Le khan dépossé chercha un asile à Constantinople; il sollicita des secours, il offrit de rendre à Porte ottomane un hommage qu'elle avait perdu; mais la fidélité due aux traité la prudence ou peut-être la corruption l'emportèrent dans le divan sur le resse timent de cette injure, et le candidat des Russes resta en possession d'une aut rité qu'il soumit dès lors à leur vasselage[2]. »

« Un autre grief provoqua en vain l'honneur ottoman. La Valachie et la M davie, abandonnées à regret par Catherine, étaient remplies d'habitants qui pr fessaient la religion grecque. L'impératrice leur avait fait accorder des privilég dont la garantie lui permettait d'exercer sur eux un patronage direct. Bientôt e en attire une partie dans ses États et veut rendre le reste indépendant; elle s'a roge le droit d'empêcher que les gouverneurs ou hospodars de Valachie et de M davie soient déposés sous aucun prétexte. Elle ajoute à ces réclamations quelqu plaintes vagues sur les restrictions que la Porte mettait au commerce russe. A reste, le cabinet de Pétersbourg n'élevait peut-être à la fois tant de prétentio injustes que pour obtenir ce qu'il désirait le plus; et comme il se relâcha de cell qu'il avait annoncées sur la Valachie et la Moldavie, la Porte crut gagner bea coup en acquiesçant à la nomination du protégé de l'impératrice en Crimée, à conclusion d'un nouveau traité de commerce qui mettait en péril la sûreté futu

Éton, t. I, p. 109.
Mallet du Pan, *du Péril de la balance politique*, p. 110.

de Constantinople et à celle d'une convention additionnelle qu'on lui présenta comme le sceau d'une éternelle réconciliation (10 mars 1779). Cette inutile condescendance ne fit qu'enhardir l'insolence de ses ennemis : la paix que Rome achetait à prix d'or dans sa décadence invitait les barbares à venir la ravager[1]. »

Cette *Convention explicative de* 1779 fut signée d'après les conseils de la France : la cour de Versailles représenta au divan le danger d'une lutte à laquelle il n'était pas préparé, où elle ne pouvait le secourir, que les Russes appelaient de tous leurs vœux. L'Angleterre, alors en guerre avec la France et en butte à la haine de toutes les puissances maritimes, chercha vainement à l'empêcher. « La postérité, dit un journal du temps, répétera les justes éloges que la reconnaissance de l'Europe donne aujourd'hui au gouvernement à qui nous devons la paix de Constantinople. La pacification de l'Orient a privé l'ennemi de la France des ressources qu'eût pu lui procurer une guerre en Allemagne, pour l'aider à retenir le sceptre des mers qui vient de lui échapper[2]. » La czarine détourna l'attention de l'Europe du véritable but de sa politique par ses négociations pour la liberté des mers, et, continuant sourdement ses entreprises sur la Turquie, elle se fit un allié intime de l'empereur Joseph II, avec lequel elle projeta un partage de l'empire ottoman.

§ II. — Nouveaux efforts de la France en faveur de la Porte. — Conquête de la Crimée par les Russes.

La cour de Versailles n'avait pas été entièrement désabusée de l'alliance de 1756, par la complicité de l'Autriche dans le partage de la Pologne ; elle espérait la ramener à ses véritables intérêts, en lui montrant que cette alliance, dans laquelle pourrait entrer la Prusse, était le salut de l'Europe contre les ambitions maritimes de l'Angleterre, contre les ambitions continentales de la Russie ; elle engagea donc avec la cour de Vienne la correspondance la plus active, pour la détourner de ses projets contre la Turquie. Mais Joseph était déjà irrévocablement lié à la czarine ; néanmoins il feignit d'écouter les conseils de la France. « Je vous assure, disait-il à notre ambassadeur, que je ne m'épargne pas à répéter à Catherine tout ce qui doit l'éloigner d'une guerre avec la Turquie ; mais cette femme a une tête peu commune et que rien n'arrête. » Enfin Louis XVI lui fit demander quelle conduite il tiendrait si la guerre éclatait : « Si la Russie fait la guerre à la Porte, répondit-il, je la ferai aussi, *l'intérêt de l'Autriche étant de s'étendre en raison de ce que la Russie peut acquérir*. » M. de Vergennes, ministre des affaires étrangères, répondit : « Cette considération serait

[1] *Des progrès de la puissance russe*, p. 265.
[2] *Journal historique et politique*, 6 janvier 1781.

un exemple dont cent ans de guerre n'expieraient peut-être pas la fatale erreur. Si la crainte que la puissance russe ne gravite un jour sur la puissance autrichienne est un titre suffisant pour se compenser aux dépens d'un tiers innocent, ne doit-on pas prévoir que d'autres, craignant avec autant de raison que la puissance autrichienne ne gravite à son tour sur la leur, s'autorisent de l'exemple des deux cours impériales, pour se procurer des accroissements et des compensations aux dépens de qui il appartiendra. Où en serait l'Europe, si, ce qu'à Dieu ne plaise! ce monstrueux système venait à s'accréditer? »

Vergennes chercha alors à amener le roi de Prusse dans l'alliance de la France, en lui montrant les dangers de la politique de Joseph II, « le système le plus monstrueux, disait-il, que l'ambition ait jamais enfanté, et le plus dangereux pour la sûreté de toutes les nations, et de la France en particulier. Il est démontré, ajoutait-il, que l'empereur est résolu de concourir au démembrement de l'empire ottoman et de prendre part à ses dépouilles. Le roi a fait inutilement tout ce qui était en son pouvoir pour éclairer le prince sur les dangers de cette entreprise. Le seul moyen de l'empêcher est un concert avec le roi de Prusse pour en imposer à Sa Majesté impériale. » Cette proposition détruisait l'alliance de 1756, mais Vergennes s'en excusait en disant avec raison : « L'alliance avec l'empereur, malgré les atteintes qu'elle a portées à la considération de la France, avait en elle-même un avantage réel, celui d'assurer la tranquillité du continent; mais dès que ce résultat est détruit, l'alliance se trouve rompue. »

Frédéric, avec sa duplicité ordinaire, écouta les propositions de la France, bien décidé à ne pas les accepter : la Prusse, comme l'Autriche, était attachée à la Russie par le lien du plus grand crime politique des temps modernes. Cependant les négociations de la cour de Versailles, conduites avec autant d'ardeur que de générosité, pouvaient amener un remaniement dans le système d'alliances de l'Europe. La czarine s'en inquiéta : profitant du moment où la France, qui sortait de sa lutte avec l'Angleterre, avait encore ses forces dispersées sur tous les points du globe, elle résolut d'envahir la Crimée.

« Shahim-Gheraï n'avait été élevé à la dignité de khan que pour être l'instrument et bientôt la victime de l'ambition de Catherine. A peine était-il sur le trône qu'elle lui avait envoyé, sous le titre d'ambassadeur, un espion chargé de le rendre odieux à son peuple, d'acheter les mécontents et d'allumer la guerre civile. Les Tartares avaient en horreur les Russes, leurs usages, leur gouvernement. On avait d'abord persuadé au malheureux Shahim de solliciter les faveurs de la cour; il avait obtenu le cordon de Sainte-Anne et le grade de colonel dans les gardes impériales, honneur subalterne qui le dégradait aux yeux des Tartares. Les agents russes lui avaient inspiré le goût de leurs mœurs, de leurs frivolités, de leurs débauches, de leur barbarie, de leurs folles prodigalités et de leur discipline militaire. On lui faisait concevoir, à lui qui chancelait sur son trône, l'idée d'avoir

une marine et de dominer sur la mer Noire, et tandis que l'accroissement prodigieux de ses dépenses excitait des murmures, l'ambassadeur russe, actif dans sa double intrigue, ne cessait d'encourager à la fois les folies du khan et les complots des mourzas (nobles), jusqu'à ce qu'une révolte générale, venant à éclater, réduisit enfin le khan épouvanté à fuir à Taman et à implorer les secours des Russes; c'est où la perfidie l'attendait (1783). Alors pénétrèrent de toutes parts, jusqu'au cœur de la Crimée, les troupes dès longtemps rassemblées pour cette expédition. Le sang coula, mais non pas dans les combats : nulle victoire n'honora cette conquête ; elle fut achetée par des proscriptions et proclamée sur des échafauds. Des milliers de nobles tartares furent lapidés ou massacrés sous les yeux du khan, par ceux mêmes qui les avaient poussés à la révolte. Le malheureux Shahim et ses sujets virent trop tard l'effet de leurs discordes et le piége où ils étaient tombés. Longtemps abusé par des promesses, forcé de rendre la souveraineté qu'il avait avilie, envoyé prisonnier dans Kalouga, réduit à la misère la plus profonde, exposé aux traitements les plus barbares, il fut enfin abandonné à la vengeance ottomane : on le jeta à la frontière. Il fut saisi par les Turcs et envoyé à Rhodes, où, malgré les efforts du consul français, il eut la tête tranchée[1]. »

Pour justifier cette sanglante usurpation, la czarine publia un manifeste : « C'était, disait-elle, l'amour du bon ordre et de la tranquillité qui avait amené les Russes en Crimée… L'inquiétude naturelle aux Tartares avait affaibli et ruiné l'édifice que les soins bienfaisants de Catherine avaient élevé pour leur bonheur, en leur procurant la liberté et l'indépendance sous l'autorité d'un chef élu par eux-mêmes… Enfin les dépenses occasionnées par la nécessité de rester toujours armée pour la protection de la Crimée, et la nécessité de mettre fin à ces troubles, l'obligeaient de réunir à l'empire russe la presqu'île de Crimée, l'île de Taman et tout le Kouban, comme une juste indemnité des pertes et des dépenses faites pour y maintenir la paix et le bonheur[2]. »

A cette infâme violation du droit des gens, les Turcs, indignés, coururent aux armes, et le divan se décida en tremblant à recommencer la guerre. La cour de Versailles s'empressa d'interposer sa médiation ; elle voyait dans cette guerre la perte certaine de la Turquie, car Joseph était prêt à entrer en campagne, Frédéric encourageait, par son apparente indécision, les projets de Catherine, et l'Angleterre brûlait de se venger, sur l'alliée de la France, de la perte de ses colonies d'Amérique. A force d'instances, le cabinet français décida les Turcs à de nouveaux sacrifices, à une nouvelle humiliation, et la Porte, se laissant arracher des mains les armes dont elle ne pouvait se servir que pour sa propre ruine, témoigna par cet acte de triste confiance, mieux qu'aux temps de prospérité où l'alliance

[1] *Des progrès de la puissance russe*, p. 275.
[2] Recueil de Martens, t. IV, p. 444.

des deux États faisait trembler l'Europe, que la France était seule son amie intime et désintéressée. La Russie acquit (1784) la souveraineté de la Crimée et du Kouban, des droits nouveaux sur la mer Noire et d'autres avantages calculés pour la destruction future de l'empire ottoman.

§ III. — Changement de politique de la France.

Cette dernière humiliation de la Turquie amena un changement très-grave dans les idées politiques de la France à l'égard de l'Orient.

Nous avons vu que, sous la régence du duc d'Orléans, alors que la Russie commençait à peser dans la balance de l'Europe, il s'était formé une opinion favorable à l'alliance russe, et qui, considérant l'empire ottoman comme destiné à une ruine inévitable, voulait que la France se préparât à prendre part à ses dépouilles. Les défaites continuelles des Turcs, leur décadence que rien ne semblait pouvoir arrêter, l'aveuglement avec lequel ils persistaient dans leur ignorance et leur apathie, donnèrent du crédit à cette opinion ; et le sort de la Pologne vint démontrer que si la France se laissait encore surprendre par le démembrement d'une autre de ses alliées, elle était rejetée par la ligue du Nord au rang des États secondaires. Nos ambassadeurs à Constantinople avertirent le gouvernement de cet état de choses, et lui conseillèrent de changer de politique. Deux ans après la paix de Kaïnardji, M. de Saint-Priest, désespérant de tirer les Turcs de leur incurable faiblesse, adressa à la cour de Versailles un long mémoire pour lui démontrer que l'alliance avec la Porte, alliance d'intérêts et de position, qui avait pour base l'abaissement de la maison d'Autriche, avait cessé d'être importante et nécessaire, depuis que la maison d'Autriche n'était plus redoutable à l'Europe, depuis que la France s'était alliée avec cette maison ; qu'il fallait donc chercher un autre moyen de conserver notre influence en Orient ; que ce moyen était de recouvrer les pays que la France avait possédés dans le moyen âge ; que la ruine de l'empire des Osmanlis était un événement auquel il fallait prochainement s'attendre ; que nous ne pouvions, sans obtenir quelque dédommagement, laisser la Russie et l'Autriche, peut-être même l'Angleterre, acquérir de nouveaux territoires ; que la part de dépouilles qui nous semblait assignée et par la religion, et par la gloire de nos pères, et par les sympathies des habitants, et par nos relations de commerce, étaient la Syrie et l'Egypte.

Le successeur de Saint-Priest parla le même langage : selon lui, c'étaient les chrétiens d'Orient, non les Turcs, que la France avait pris sous sa protection ; elle avait accepté jadis l'établissement des Ottomans et s'en était servie pour maintenir son influence dans le Levant ; elle devait maintenant, pour conserver cette influence, accepter la ruine des Turcs, ruine qu'elle n'avait pas faite, qu'elle avait

voulu empêcher; ruine dont la cause réelle et constante était la haine de l'Angleterre contre la France. La France devait songer à elle-même et ne pas absurdement se sacrifier pour un État barbare, avec lequel elle n'avait nulle sympathie, qui ne lui avait jamais témoigné que de l'ingratitude, qui refusait enfin tout moyen de salut.

Le gouvernement de Louis XVI fut ému de ces représentations, et sans croire à la ruine prochaine de l'empire ottoman, il voulut se tenir prêt pour cette grande catastrophe, et il envoya dans le Levant (1784) des émissaires chargés de rechercher les points dont la France devrait s'emparer dans le cas d'une guerre générale. L'un d'eux était Matthieu Dumas, qui, à ce sujet, s'exprime ainsi dans ses Mémoires : « L'invasion de la Crimée et les vues ambitieuses de Catherine II faisaient pressentir que la guerre éclaterait dans l'Orient, que la France pouvait être entraînée à y prendre part, et, dans cette supposition le gouvernement voulait faire recueillir des notions précises sur les ports, les places et les divers points fortifiés des îles et des côtes de l'Archipel du Levant, en y comprenant la position de Constantinople sur les deux mers. Nos anciennes relations avec l'empire ottoman et l'état florissant de notre commerce dans ces contrées semblaient exiger que nous nous opposassions aux envahissements de la Russie. D'un autre côté, on s'exagérait la décadence de l'empire turc en Europe. et, dans le cas d'un démembrement qu'on croyait prochain, on songeait à s'emparer des possessions qui pouvaient le mieux assurer notre prépondérance maritime. C'était surtout l'île de Crète ou Candie que le gouvernement français avait en vue ; elle pouvait être le prix des secours que la France fournirait à son ancienne alliée, ou celui d'une neutralité utile aux projets de la Russie. M. le maréchal de Castries chargea M. de Fleurieu, qui avait toute sa confiance, de conférer avec moi sur cette reconnaissance militaire, et de me donner toutes les communications qui pouvaient y être relatives. Je reçus une instruction secrète du ministre de la marine, écrite de sa main. Pour masquer cette mission, je reçus aussi celle de visiter, de concert avec le comte de Bonneval, capitaine de vaisseau, toutes les échelles du Levant, comme l'avait fait le baron de Tott quelques années auparavant. »

§ IV. — Nouveaux empiétements de la Russie. — Conduite de l'Angleterre.

En se préparant à l'éventualité d'un partage, la cour de Versailles n'en fit pas moins tous ses efforts pour éclairer les Ottomans et arrêter l'ambition des Russes. M. de Choiseul-Gouffier, qui succéda à Saint-Priest en 1784, avait pour instruction première d'employer tous ses soins à la conservation de l'empire turc ; on mit à sa disposition, officiers, ingénieurs, constructeurs de tout genre ; on lui donna un petit corps de soldats français pour façonner les Turcs à la tactique eu-

ropéenne ; enfin il parvint à faire signer entre la Porte et la Russie une nouvelle convention qui mit fin à leurs plus graves différends. Mais Catherine s'inquiéta faiblement de ces efforts; elle savait la France embarrassée dans ses finances, travaillée par les approches d'une révolution, indécise dans sa politique à l'égard de la Turquie ; elle venait même de donner plus de force à l'opinion de ceux qui réprouvaient l'alliance turque, en concédant à la France un traité de commerce très-avantageux, traité qui fut regardé universellement comme un changement de système de la cour de Versailles, c'est-à-dire comme une tendance à se rapprocher des Russes et à abandonner les Turcs. Aussi, confiante dans sa fortune, dans l'alliance de l'Autriche, dans l'immobilité de la Prusse et de l'Angleterre, elle manifestait hautement le désir de chasser les Turcs de l'Europe et de rétablir l'empire d'Orient. Ses intrigues dans la Grèce, ses prétentions sur la Géorgie, ses hostilités contre les peuplades du Caucase, l'éducation qu'elle faisait donner à une foule de jeunes Grecs amenés à Pétersbourg, le nom de Constantin que portait un de ses petits-fils, la création d'une flotte formidable à Kherson et à Sébastopol, dévoilaient ses desseins secrets ; et elle poussait l'insolence jusqu'à intervenir directement dans l'administration ottomane, en exigeant la destitution des pachas et des officiers qui lui déplaisaient. Au moment où elle venait de signer son traité de commerce avec la France, elle fit un voyage pompeux dans la Crimée, y trouva son allié Joseph, avec lequel elle s'entretint du rétablissement prochain des républiques de Sparte et d'Athènes, et passa à Kherson sous un arc de triomphe qui portait ces mots : « Chemin de Byzance. »

Ce voyage fit une grande sensation en Europe, et tout le monde crut la czarine disposée à commencer la guerre. En même temps les Russes violèrent la dernière convention conclue par l'entremise de la France ; leurs incursions dans le Caucase recommencèrent ; leur ambassadeur fit entendre des paroles de menace. Le sultan, ses ministres, le peuple, indignés de tant d'outrages, demandaient la guerre. Choiseul-Gouffier leur fit vainement des représentations pacifiques. « Les Turcs, disait M. de Ségur, qui était alors ambassadeur à Pétersbourg, aigris par les ministres d'Angleterre et de Prusse, et effrayés de l'approche de l'impératrice, crurent que la France avait fait non-seulement un traité de commerce, mais un traité d'alliance avec la Russie, et qu'elle était d'accord avec cette puissance pour consommer la ruine de l'empire ottoman. » Notre ambassadeur, pressé par le grand vizir de s'expliquer sur les intentions de sa cour, protesta de ses dispositions toujours amicales ; mais il n'en put dire autant de celles de la Russie ; et, d'après les craintes que lui témoignait M. de Ségur, il conseilla au divan d'armer ses places et de rassembler 100,000 hommes sur le Danube ; lui-même fit fortifier le Bosphore, et envoya à Oczakof des ingénieurs et des officiers français.

Cependant la cour de France avait fait des représentations à la czarine et des menaces à l'empereur. Mais les deux souverains, réunis à Kherson, venaient

de mettre la dernière main à leur traité de partage de la Turquie. Catherine, par l'entremise de Joseph, proposa au cabinet de Versailles d'entrer dans son alliance, en lui offrant de balancer les effets du partage projeté, soit par la cession des Pays-Bas, soit par l'acquisition de l'Égypte et des îles de l'Archipel. La France rejeta ces propositions; elle était trop embarrassée dans ses finances pour se lancer dans une entreprise où il ne s'agissait pas moins que de bouleverser toute l'Europe ; mais elle fit entendre à la Russie des conseils de modération, et, en signe de bonne intelligence, elle rappela le petit corps français qui exerçait les Turcs à l'européenne. Catherine et Joseph ajournèrent leurs desseins et se séparèrent. Leurs ambassadeurs à Constantinople convinrent, avec Choiseul-Gouffier et Ségur, d'un plan de conciliation, dans lequel on faisait droit à tous les griefs de la Porte. La paix semblait assurée, et l'influence française venait de remporter une victoire non moins utile que glorieuse, lorsque l'Angleterre vint encore se jeter à la traverse, et, pour satisfaire à ses haines éternelles contre la France, elle exposa la Turquie à une ruine inévitable.

La cour de Londres avait été récemment humiliée par celle de Versailles à cause de l'indépendance des colonies d'Amérique, à cause de la ligue des neutres pour la liberté des mers ; elle était encore irritée contre elle à cause de la prospérité de son commerce dans le Levant, à cause du traité fait avec la Russie, qui enlevait aux Anglais le monopole de la mer Baltique ; elle cherchait donc à attaquer sa rivale dans toutes ses influences politiques, ses alliances, ses intérêts commerciaux. Elle, dont les conseils, la médiation, la neutralité avaient été si longtemps funestes à la Porte[1], calomnia les intentions de la France, qu'elle qualifia d'abandon et de trahison, et excita le divan à rejeter le plan de conciliation. De concert avec la Prusse, elle lui fit croire que la Russie reculait par crainte, que l'occasion était venue de lui reprendre ses conquêtes, qu'il fallait la surprendre par une vigoureuse agression ; elle lui promit de contenir l'Autriche, d'armer la Suède et la Pologne, de lui donner l'assistance de tous ses vaisseaux. En poussant ainsi à la guerre, elle n'avait qu'un but : profiter des embarras intérieurs de la France pour lui faire perdre ou son influence dans le Levant si elle abandonnait les Turcs, ou son traité avec la Russie si elle les soutenait. La Porte, trompée et entraînée, refusa le plan de conciliation que lui proposait la France (août 1787).

[1] L'Angleterre répare aujourd'hui noblement, en combattant à côté de la France pour sauver l'empire ottoman, les maux qu'elle a faits à cet empire; mais cette politique de sa part est toute nouvelle, et l'histoire doit sévèrement rappeler les fautes de cette puissance et le mal qu'elle a fait à l'Europe par sa haine contre la France.

§ V. — Nouvelle guerre contre les Russes. — Mort d'Abdul-Hamid.

Aussitôt l'Autriche prit parti pour la Russie ; la Suède se prononça pour la Porte; l'Angleterre et la Prusse continuèrent leurs intrigues, mais en restant immobiles. Quant à la France, qu'essayait alors de gouverner le cardinal de Brienne, elle s'inquiéta vivement d'une guerre où elle voyait l'Angleterre mettre l'Europe en feu pour lui enlever son influence sur la Turquie, la Suède et la Pologne, prendre ainsi le rôle qu'elle avait eu jadis, et la réduire à n'être plus qu'une puissance secondaire. Mais cette guerre, il ne lui était pas permis de s'en mêler, car elle sentait bouillonner en elle la plus terrible des révolutions! Aussi l'opinion favorable à l'alliance russe éclata alors ouvertement ; et l'expression la plus brillante de cette opinion fut l'ouvrage de Volney, intitulé : *Considérations sur la guerre présente entre les Turcs et les Russes*, ouvrage où il dénigrait outre mesure l'alliance de la Porte, montrait que les temps de cette alliance étaient passés, conseillait le démembrement de l'empire ottoman de concert avec la Russie, et excitait la France à s'emparer de l'Égypte. En même temps Choiseul-Gouffier, qui était trop porté, par sa passion pour l'antiquité grecque, à ne voir dans les Turcs que les persécuteurs des descendants des Hellènes, appela l'attention de la chrétienté sur l'état misérable des Grecs : il demanda qu'on fît de la Morée un État indépendant sous la protection de la France. « Régénérer les Ottomans est chose impossible, disait-on de toutes parts ; ils croient eux-mêmes que le moment de leur destruction est arrivé. L'alliance de la Porte ne peut plus entrer dans les combinaisons de l'équilibre des grandes puissances. Devons-nous, pour secourir un tel peuple, porter le théâtre de la guerre jusque dans la mer Noire, et couvrir nous-mêmes la capitale de cet empire? Pouvons-nous faire de tels efforts devant la ligue des puissances rivales intéressées à détruire notre commerce du Levant ? Ne faut-il pas plutôt, puisqu'un démembrement est certain, nous emparer des meilleurs ports des Turcs, et saisir en Égypte et en Syrie les véritables sources de l'abondance et du commerce[1] ? » Le cabinet de Versailles se laissa ébranler par cette opinion ; essayant de balancer les intrigues de la cour de Londres par ses négociations, il proposa, de concert avec l'Autriche et l'Espagne, d'un côté à la Porte sa médiation, de l'autre côté à la Russie une alliance dont la paix avec les Turcs serait la première condition, et qui aurait pour but principal d'arrêter les desseins turbulents de l'Angleterre et de la Prusse. Catherine, voyant dans ces propositions une tendance de la France à entrer entièrement dans sa politique, accepta avec empressement : mais le divan rejeta la médiation qu'on lui offrait ;

[1] Mém. de Matthieu Dumas, t. I.

l'Angleterre fit des menaces de guerre, et le cabinet de Versailles fut contraint de suspendre ses négociations.

Les généraux de Catherine ne se hâtèrent pas de lui frayer le chemin de Byzance. Leur armée traversa les provinces tartares; mais « la famine, la peste, toutes les calamités d'une guerre longue et cruelle, les avaient désolées. Il fallait apporter les vivres à d'immenses distances; les moindres succès faisaient couler des flots de sang; les provinces épuisées ne pouvaient plus suffire aux recrutements; on était réduit à y comprendre les exilés de la Sibérie. » Cependant les places de Kherson et de Kilbourn, vivement attaquées par le pacha d'Oczakof, furent défendues par Souwaroff; il soutint trois assauts et repoussa les Turcs. Romanzof et le prince de Saxe-Cobourg s'emparèrent de Choczim. Potemkin, avec 80,000 hommes, assiégea Oczakof (décembre 1788). Le kapoudan-pacha Gazi-Hassan vint pour délivrer cette ville; il poursuivit la flotte russe et se laissa attirer à l'embouchure du Dniester où une bataille s'engagea; il perdit quinze vaisseaux et onze mille hommes. Pendant le combat, Souwaroff, posté sur le rivage devant Kilbourn, joignit le feu de ses batteries à celui de la flotte russe. Alors Oczakof, qui n'avait pour défense que de vieilles fortifications, fut vivement pressée, et Potemkin ordonna l'assaut : la place fut emportée et mise à sac avec une fureur sauvage. Les vainqueurs, qui avaient perdu 20,000 hommes pendant le siége, ne firent point de quartier, et massacrèrent plus de 25,000 habitants[1].

Joseph II, qui avait pris lui-même le commandement de son armée, obtint moins de succès que les Russes; il essaya de surprendre Belgrade, mais il fut contraint de se retirer. Le grand vizir repoussa les Allemands jusqu'à Lougosch, prit quelques places de Hongrie, ravagea le banat de Temeswar et faillit surprendre l'empereur lui-même. C'étaient de faibles compensations au désastre d'Oczakof.

Peu de temps après, Abdul-Hamid mourut (7 avril 1789).

§ VI. — Sélim III (1789). — Continuation de la guerre. — Paix d'Yassi (1792).

L'avénement d'un jeune sultan rendit quelque confiance à la nation terrifiée par le massacre d'Oczakof ; il semblait que les défaites tenaient à la vieillesse

[1] Laissons parler un témoin oculaire de ces scènes horribles : « Des femmes turques et des enfants, au nombre d'environ quatre cents, furent ramenés d'Oczakof quand la ville fut prise et conduits aux quartiers de l'armée russe. On les mit tous, pour la première nuit, sous une tente ; on ne put leur procurer dans un tel moment plus de secours. Le froid était véritablement excessif; ces malheureux, sans vêtements et la plupart blessés, souffraient d'une manière effroyable. Je parlais turc et j'avais ce poste sous ma garde. J'observai que ces infortunés gardaient le plus profond silence. Pas une femme ne jetait un cri, quoiqu'il n'y en eût peut-être pas une qui n'eût à regretter un fils, un père ou un époux. Elles répondirent à mes questions sans paraître émues. Une femme assise, mais dans une attitude de mélancolie profonde, me toucha si vivement, que je voulus la consoler. Je lui demandai pourquoi elle ne prenait pas

d'Abdul-Hamid, et que tout allait se ressentir de la vigueur que l'on supposait au nouveau padischah. En effet, le fils de Moustapha III avait reçu une éducation libérale, et la nation savait qu'il rêvait le rétablissement de la puissance ottomane. Depuis 1786 il avait entretenu avec la cour de France des relations suivies, et un de ses favoris, Isaac-bey, avait été envoyé dans ce pays pour étudier les différentes branches de l'administration. Sélim écrivait à cette époque : « Comme, la mort exceptée, il y a remède à tous les maux, la guérison des nôtres est l'unique objet de mes profondes réflexions. Nous méditons et nous préparons les moyens éloignés que nous devons employer dans le temps prédestiné. » Ceux qui l'entouraient avaient conçu de lui les plus hautes espérances, et des prophéties complaisantes annonçaient un règne glorieux.

Son premier acte fut d'ouvrir les prisons, de rappeler les exilés et de révoquer l'ordre, donné par son prédécesseur, de porter à la monnaie tout ce que l'on possédait de vaisselle d'or et d'argent. Pour délivrer les débiteurs insolvables, il donna, aux dépens du trésor, trente pour cent aux créanciers qui les faisaient détenir. Voulant s'assurer par lui-même de la conduite des agents de l'administration, il aimait à parcourir Constantinople sous un déguisement et à redresser tout ce qu'il trouvait de contraire à la justice ; mais son zèle avait un tel caractère de sévérité, que bientôt la terreur s'attacha à ses pas, et que sa vue fit fuir ceux qu'il voulait protéger.

Cependant la guerre continuait ; mais, la France ayant offert sa médiation, des conférences s'ouvrirent à Foczani. L'Angleterre et la Prusse redoublèrent d'efforts pour les rendre inutiles ; elles commencèrent des armements ; elles firent alliance avec la Pologne, et celle-ci avec la Porte ; elles promirent des secours à la Suède. Les hostilités recommencèrent. Sélim voulait prendre lui-même le commandement de ses armées ; le divan, par des raisons superstitieuses, l'en empêcha.

Le 21 juillet, Gazi-Hassan, qui, depuis la perte de la flotte, commandait l'avant-garde de l'armée, fut battu près de Foczani par les Russes et les Autrichiens, commandés par Souwaroff et le prince de Cobourg. Le grand vizir, voulant venger cette défaite, profita de la séparation des troupes alliées pour attaquer l'armée autrichienne ; mais l'arrivée subite de Souwaroff renversa ce plan, et les Turcs perdirent à Rimnick 22,000 hommes, soixante canons, toute leur artillerie de siége et leurs munitions (22 septembre). Ils repassèrent le Danube.

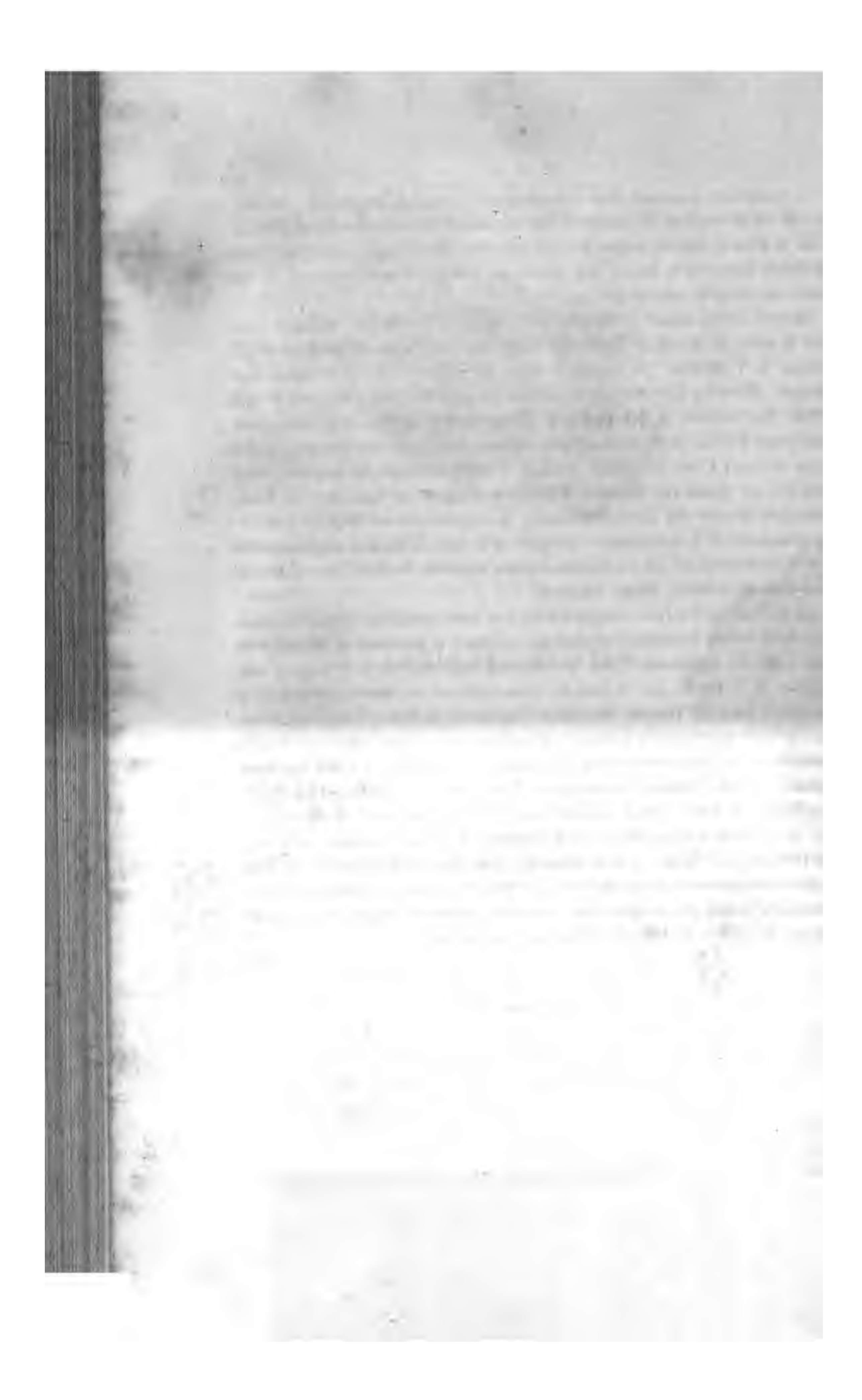
Le prince de Cobourg entra immédiatement en Valachie et en Moldavie, tandis que Laudon prenait Belgrade et toute la Servie ; les Russes, de leur côté, s'emparèrent de Bender, d'Akerman, de la province d'Oczakof, de la Bessarabie ; ils brûlèrent Galatz et menacèrent Ismaïl.

courage. Elle me répondit : « J'ai vu tuer mon père, mon mari, mes enfants. Un seul m'était resté. — Où « est-il ? m'écriai-je. — Ici, » dit-elle d'un ton calme, et elle me montra l'enfant qui venait d'expirer près d'elle. (Éton, t. I, p. 153.)

L'Angleterre se prépara alors sérieusement à venir au secours de la Turquie, et elle lui fit conclure (31 janvier 1790) un traité d'alliance offensive et défensive avec la Prusse, dont les armées devaient entrer en campagne au printemps ; enfin la Suède lança sur la Russie une armée qui menaça Saint-Pétersbourg, et une flotte qui livra un combat glorieux.

Malgré ces diversions, la Turquie ne voyait point ses dangers diminuer, lorsque la mort de Joseph II (20 février 1790) vint heureusement modifier la politique de l'Autriche, qui accorda d'abord un armistice et signa ensuite (septembre 1790) des préliminaires, convertis en traité de paix à Sistova (4 août 1791). Par ce traité, les Ottomans ne perdirent que le vieux Orsova et le territoire limité par l'Unna. Mais, d'autre part, la Suède fit la paix avec la Russie à Verulœ (14 août 1790), et Ismaïl, menacée depuis longtemps, fut emportée d'assaut par les Russes (22 décembre 1790) : un massacre de trois jours ne laissa échapper de cette ville qu'un seul homme, qui apporta la nouvelle de ce désastre. La population de Constantinople, qui après la défaite de Rimnick avait manifesté son mécontentement par des incendies et des menaces, demanda alors la tête de Gazi-Hassan, et Sélim, effrayé, l'accorda.

La Révolution française venait d'éclater. Une telle commotion offrait aux ennemis de la France l'occasion tant cherchée de ruiner la puissance des Bourbons et leur influence européenne. Tous détournèrent leurs regards de l'Orient, à l'exception de la Russie, qui vit dans les préoccupations des autres puissances, le moyen de ruiner la Turquie. Mais alors l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche, intervinrent en reprochant à la czarine « de continuer une guerre qui empêchait les puissances européennes de s'occuper des affaires de l'Occident. » Enfin, des négociations ouvertes à Galatz, au mois d'août 1791, amènent le traité d'Yassi (9 janvier 1792). La Russie obtint définitivement la Crimée, une partie du Kouban, où elle devait bientôt créer Odessa, la Bessarabie et la place d'Oczakof; le Dniester fut reconnu pour limite des deux empires, et l'on stipula une indemnité de douze millions de piastres en faveur de la czarine. Dans ce traité, les principautés danubiennes n'étaient plus désignées que comme des provinces turques, et les capitulations de 1393 et de 1460 étaient passées sous silence.



LIVRE CINQUIÈME

DEPUIS LA PAIX D'YASSI JUSQU'A NOS JOURS

CHAPITRE PREMIER

DE LA PAIX D'YASSI A L'AVÉNEMENT DE MAHMOUD II (1792 — 1808).

---

§ I. — Contre-coup de la Révolution française à Constantinople. — Ambassades de Descorches, de Verninac et d'Aubert-Dubayet.

La situation de l'empire ottoman était alors déplorable : presque tous les pachas d'Asie n'étaient plus attachés au sultan que par quelques tributs et des formules de respect; les Persans et les Kourdes menaçaient les frontières orientales; les Mameluks tyrannisaient l'Égypte ; la Syrie était en pleine révolte ; les pachas et les peuples de la Turquie d'Europe n'étaient pas mieux soumis que ceux d'Asie ; l'anarchie était telle, que des bandes de brigands s'étaient formées dans les Balkans, le Rhodope et le Pinde, qui rançonnaient et ravageaient des provinces entières : une de ces bandes venait d'imposer une forte contribution à la seconde ville de l'empire, à Andrinople. Sélim s'occupa immédiatement de la répression de tous ces désordres, et, tout entier à l'administration intérieure de ses États, il resta neutre dans la grande lutte entreprise par les ennemis de la Révolution française.

Le divan, ne comprenant rien à nos nouvelles mœurs, laissa ceux de nos compatriotes qui étaient établis à Constantinople chanter la *Marseillaise*, et même planter à Péra un arbre de la liberté. Malgré cette complaisance ou cette indifférence, la Révolution n'en porta pas moins un coup terrible à notre influence en Orient, en affaiblissant notre renommée catholique, en suspendant nos relations de commerce, en livrant nos compatriotes à l'esprit de discussion et à la discorde politique, en laissant enfin notre diplomatie incertaine, impuissante, dévoyée de ses traditions.

Choiseul-Gouffier déplaisait depuis longtemps à nos marchands, à cause de sa passion pour les antiquités, qui lui faisait négliger les intérêts du commerce ; mais leur mécontentement fut au comble quand ils le virent résister par tous les moyens à leur esprit révolutionnaire, se mettre en correspondance avec les ennemis de la France, laisser les légations d'Autriche et de Russie dépeindre au divan l'état de notre pays sous les plus odieuses couleurs, en l'excitant à rompre avec lui toute relation. Alors une société populaire se forma à Péra, où l'on agita la question des intérêts de la France dans le Levant ; l'ambassadeur y fut accusé de trahison, déposé de ses fonctions par un vote unanime (1792), et remplacé par un marchand qui devait porter le titre de député et représentant du commerce français auprès de la Sublime Porte. Le divan refusa de reconnaître ce changement ; mais, à cette époque, Choiseul ayant été décrété d'accusation par la Convention nationale, à cause de sa correspondance avec les frères de Louis XVI et les cours ennemies de la France, il s'enfuit de Constantinople et alla chercher un refuge en Russie.

Sémonville fut alors désigné pour remplacer Choiseul-Gouffier ; mais l'internonce impérial, baron de Herberg, fit aussitôt près du divan les plus vives instances pour que le nouvel ambassadeur ne fût point admis. « La faction sanguinaire des Jacobins, dit-il, voulant souffler partout l'esprit de discorde et d'anarchie dont elle est animée, vient d'expédier à Constantinople un de ses membres les plus dangereux, nommé Sémonville, homme tellement noté par la perversité de ses principes, que plusieurs cours ont déjà décliné ou refusé de l'admettre en qualité de ministre, et même sur leur territoire. Les projets exécrables de cet émissaire, connus de la cour impériale et royale, ne tendent à rien moins qu'à renverser l'harmonie parfaite, si heureusement rétablie entre ces deux empires, pour préparer une diversion favorable à des hordes de scélérats, que Sa Majesté impériale travaille, de concert avec ses augustes alliés, à mettre hors d'état de bouleverser l'Europe entière. » La Porte, cédant à ces remontrances, refusa de recevoir notre représentant. Plus tard, quelques différends avec la Russie, qui furent terminés à l'amiable par notre médiation, eurent pour résultat un rapprochement avec la France ; d'ailleurs le kapoudan-pacha avait besoin d'ouvriers habiles pour creuser un bassin dans le port de Constantinople et pour construire des vaisseaux ;

on demanda ces ouvriers à la France; celle-ci s'empressa de les expédier, et avec eux une compagnie d'artillerie légère, qui fut obligée de prendre la voie de terre. Enfin le Comité de salut public envoya, avec le titre de chargé d'affaires, le citoyen Descorches, ex-marquis de Sainte-Croix, patriote très-ardent et habile négociateur.

A cette époque, la guerre des rois contre la Révolution française était commencée, et la coalition cherchait à se renforcer de la Turquie. Les ministres étrangers, et principalement celui d'Angleterre, excitaient le divan à rompre avec la France, en lui promettant leurs bons offices pour amener la Russie à abandonner ses dernières conquêtes. Descorches avait donc pour mission de combattre les calomnies et les sollicitations des puissances coalisées. Grâce à ses représentations, la Porte, qui n'avait d'ailleurs aucun intérêt à entrer dans la ligue des rois absolus, persista dans sa neutralité et continua à couvrir de sa protection les marchands et les établissements de la France.

La Convention, satisfaite de ce résultat, laissa Descorches à son poste de chargé d'affaires, en lui enjoignant d'entretenir le divan dans ses dispositions amicales, de faire respecter les anciennes capitulations et surtout de maintenir le protectorat de la France sur les chrétiens d'Orient. Les instructions du Comité du salut public furent entièrement copiées sur celles que le gouvernement des Bourbons avait données à ses agents pendant deux siècles. Descorches remplit sa mission avec plus de zèle que de succès ; il soutint avec dignité l'honneur et les intérêts de la France, et lui conserva l'affection de la Porte; il fit célébrer à Constantinople toutes les victoires, toutes les fêtes révolutionnaires; il s'efforça de maintenir l'ordre dans nos consulats, et fit même passer quelques secours d'argent aux religieux de la Syrie; mais ses demandes et ses démarches n'étaient pas soutenues par le pavillon français, qui n'apparaissait plus que rarement dans les mers ottomanes. Les autorités turques se livrèrent sans crainte à leurs habitudes d'oppression; notre commerce tomba en décadence ou nous fut enlevé par les Anglais et par les Grecs; la légation d'Autriche prit sous sa protection les églises de Constantinople ; la légation d'Espagne celles de la Syrie, et les droits et l'influence de la France dans le Levant semblèrent suspendus.

Dès que la Convention eut vaincu la coalition et conclu les traités de Bâle, elle voulut faire reprendre à la France sa position en Orient, et envoya (26 avril 1795) à Constantinople M. de Verninac Saint-Maur, comme chargé d'affaires extraordinaire, avec mission de remettre l'ordre dans notre commerce et nos consulats, de renouer l'alliance avec la Porte, de revendiquer tous nos droits sur les chrétiens d'Orient. Verninac fut reçu en audience solennelle par le sultan, et, selon les habitudes militaires de la France républicaine, il se fit précéder par un détachement de grenadiers français, la baïonnette au bout du fusil; ce détachement s'arrêta dans la deuxième cour du Sérail, et présenta les armes aux membres du divan. Cette nouveauté ne déplut pas : la renommée de nos victoires avait traversé

les calomnies de nos ennemis, et les Turcs étaient avides de voir ces guerriers qui avaient fait trembler l'Europe.

Cependant la mission de Verninac n'eut pas un plein succès : il s'imaginait qu'il allait révolutionner la Turquie, comme les armées républicaines avaient révolutionné les peuples de l'Occident, et à cet effet il fit imprimer et distribuer une gazette en langue française, où il exposait les principes du gouvernement de la France et donnait des conseils au divan. Ces manières d'agir déplurent au sultan, et Verninac, traversé d'ailleurs dans ses négociations par l'Angleterre, s'en retourna (1796) sans avoir rien fait pour notre commerce ni pour les catholiques d'Orient, mais après avoir arraché à l'orgueil musulman une concession que Louis XIV avait vainement demandée, l'envoi à Paris d'une ambassade turque, qui dorénavant serait permanente : l'ambassadeur nommé fut Esseyd-Ali, qui resta en France jusqu'en 1802.

Le général Aubert-Dubayet succéda à Verninac sous le titre d'ambassadeur (1796). On prétend que, lors de sa réception, le sultan Sélim lui dit : « J'accepte avec plaisir les assurances d'amitié du Directoire ; je peux y compter, car la République française n'épousera jamais une archiduchesse d'Autriche. » Le nouvel ambassadeur obtint du divan le rétablissement de l'ambassade française dans tous ses droits et priviléges, la restitution des églises et établissements catholiques de Galata, de Smyrne et de Syrie, l'assurance que les dernières capitulations de 1740 seraient respectées dans toutes leurs parties. Il avait amené des ingénieurs, des officiers, des instructeurs de toutes armes, des soldats et des ouvriers d'artillerie pour instruire les canonniers turcs et diriger les fonderies et les arsenaux, enfin jusqu'à des pièces de campagne, montées sur leurs affûts et attelées. Avec ces secours on forma un corps de huit cents canonniers, dont les manœuvres excitèrent l'admiration des Turcs ; un escadron de cavalerie fut organisé, armé et exercé à l'européenne ; enfin on composa, avec des renégats étrangers, un bataillon d'infanterie qui devint le noyau des *nizam-gedittes*, ou armée de nouvelle ordonnance. Nous verrons plus loin ce que devinrent ces innovations.

§ II. — Changement de politique de la France. — Projets de conquête de l'Égypte.

Aubert-Dubayet, voyant les bonnes dispositions du sultan pour la France, le sollicita de faire ce qu'avaient fait tant de fois ses ancêtres, de se déclarer contre l'Autriche. Sélim ne repoussa pas cette proposition ; mais il se fit alors dans la politique du Directoire un revirement qui devait avoir les plus funestes conséquences.

Les défaites presque continuelles de la Turquie, les désordres toujours crois-

sants de son administration, les idées d'indépendance qui agitaient l'Albanie, la Servie, la Grèce, la Syrie, les révoltes continuelles des pachas, portaient l'Europe à croire que cet empire touchait à sa fin. C'était aussi l'opinion du Directoire, qui avait repris les doctrines de Choiseul et de Vergennes : il croyait qu'il fallait non-seulement s'apprêter à prendre une part dans le démembrement de l'empire ottoman, mais encore se faire cette part à l'avance, seul, sans le concours de la Russie, malgré toute l'Europe. Le rétablissement de la puissance française en Orient était, disait-il, une des nécessités de notre lutte avec l'Angleterre.

Des plans avaient jadis été proposés à Choiseul et à Louis XVI pour la conquête de l'Égypte : le Directoire les discuta, ainsi que les rapports faits récemment par le chef de bataillon du génie Lazowski, chargé d'une mission en Turquie, et par les citoyens Magallon, consul au Caire, et Prix-Réal, négociant dans cette ville. Le premier n'hésitait pas à conseiller au gouvernement français de renoncer à l'alliance de la Porte et de s'approprier les provinces qui échappaient à sa domination ; il assurait que le sultan était hors d'état d'opposer le moindre obstacle à une entreprise contre l'Égypte, où sa domination était illusoire ; qu'une rupture avec la Turquie ne devait entraîner aucun embarras ; que la faiblesse des ressources de cet empire, l'épuisement de ses finances, les vices de son gouvernement, tout enfin présageait sa chute prochaine. Les deux autres, victimes des avanies journalières que les Mameluks imposaient aux Français, avaient de même, en adressant leurs plaintes au gouvernement, suggéré l'idée d'une conquête dont ils faisaient ressortir la facilité ; ils entraient dans les détails les plus minutieux sur le climat, les productions, les mœurs, les chances de succès, le débarquement des troupes, les marches, les vivres, etc... Le ministre des relations extérieures, Delacroix, adopta avec empressement ce projet d'une expédition en Égypte, et la présenta au Directoire dans les premiers jours de ventôse an IV. Il n'y eut d'opposition que de la part de Laréveillère ; mais on ajourna l'exécution. Talleyrand, qui succéda à Delacroix, voulait qu'on attendît la paix générale et qu'on fît alliance avec l'Autriche et l'Angleterre contre la Russie, pour partager, sans cette dernière puissance, l'empire ottoman.

Pendant ce temps la même pensée du démembrement de la Turquie occupait Bonaparte au milieu des merveilles de sa campagne d'Italie : des champs de Rivoli et d'Arcole, il regardait l'Orient, cette contrée des grands empires, d'où viennent, disait-il, les grandes gloires ; et, dès que l'occasion s'en offrit, il se hâta de mettre une main sur ces pays du Levant, où la puissance française était presque entièrement à restaurer. La ruine de la république de Venise lui permit de s'emparer des îles Ioniennes, de Parga, de Butrinto, de Larta, de Vonizza et de Prevesa, c'est-à-dire des dernières possessions des Vénitiens en Grèce et en Épire. L'apparition des soldats français sur cette côte peuplée de catholiques, où les descendants des colons normands et angevins existaient encore, y fit une profonde sensation, sur-

tout parmi les Grecs, qui commençaient à nourrir quelques idées d'indépendance; elle eut même l'apparence de préparatifs hostiles contre l'empire ottoman[1]. « Les îles Ioniennes, écrivit Bonaparte au Directoire (16 août 1797), sont plus intéressantes pour nous que toute l'Italie ensemble. Je crois que si nous étions obligés d'opter, il vaudrait mieux restituer l'Italie à l'empereur et garder ces îles, qui sont une source de prospérité et de richesses pour notre commerce. L'empire des Turcs s'écroule tous les jours : la possession de ces îles nous mettra à même de le soutenir autant que cela est possible, ou d'en prendre notre part. Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que, pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte. Le vaste empire ottoman, qui dépérit tous les jours, nous met dans l'obligation de penser de bonne heure à prendre des moyens pour conserver notre commerce du Levant[2]. »

Pendant les négociations de Campo-Formio, Bonaparte s'entoura de tous les documents qui pouvaient l'éclairer sur l'état de l'Orient; il étudia et chargea de notes les nombreux ouvrages qui traitaient de cette matière; il se fit envoyer par Talleyrand les pièces des affaires étrangères, les mémoires et plans proposés à Louis XIV et à Choiseul, les rapports de Lazowski et de Magallon. Il fit parcourir les échelles du Levant par un agent très-habile, Poussielgue, qui s'arrêta à Malte et lui envoya des rapports très-détaillés sur les points principaux de la Méditerranée. Il entama aussi des relations avec les Souliotes, accoutumés depuis longtemps à respecter le nom de la France, et qui luttaient pour leur liberté contre le fameux Ali, pacha de Janina; il leur fit même passer des armes. Il envoya aux Maïnotes des émissaires grecs, avec une lettre pour « le chef du peuple libre de Maïna, » dans laquelle il prodiguait à ces brigands le nom de Spartiates. Il fit sonder sur ses projets d'indépendance le même Ali-pacha, et lui proposa un traité d'alliance. Enfin il s'occupa par-dessus tout de Malte. « Pourquoi ne nous emparerions-nous pas de l'île de Malte? écrivait-il à Talleyrand (13 septembre 1797); quatre cents chevaliers et au plus un régiment de cinq cents hommes sont la seule garde qu'ait la ville de la Valette. Les habitants, qui montent à plus de cent mille, sont très-portés pour nous et fort dégoûtés de leurs chevaliers, qui ne peuvent plus vivre et meurent de faim : je leur ai fait exprès confisquer tous leurs biens en Italie.

[1] Par l'ordre du divan, le patriarche de Constantinople publia une instruction paternelle, où il disait que l'hérésie latine avait causé tous les maux de l'Occident, mais que l'Église d'Orient avait été préférée de Dieu, qui avait suscité la puissance dominatrice des Ottomans à la place de l'empire romain, pour la protéger contre l'hérésie, et il anathématisait les nouvelles idées de liberté, comme venant de la jalousie du démon en haine des prospérités de l'Église d'Orient.

[2] Talleyrand lui répondit le 23 août : « Rien n'est plus important que de nous mettre sur un bon pied en Albanie, en Grèce, en Macédoine et autres provinces de l'empire turc d'Europe, et même dans toutes celles que baigne la Méditerranée, notamment l'Égypte, qui peut nous devenir un jour d'une grande utilité. Le Directoire, en approuvant les liaisons que vous avez établies avec le pacha Ibrahim et la nation albanaise, désire que vous fassiez connaître le peuple français au reste des provinces turques d'une manière qui, tôt ou tard, puisse tourner à leur profit et au nôtre, et au désavantage de nos communs ennemis. »

Avec l'île de Saint-Pierre que nous a cédée le roi de Sardaigne, Malte et Corfou, nous serons maîtres de la Méditerranée. S'il arrivait qu'à notre paix avec l'Angleterre nous fussions obligés de céder le cap de Bonne-Espérance, il faudrait alors nous emparer de l'Egypte. On pourrait partir d'ici avec 25,000 hommes, escortés par huit ou dix bâtiments de ligne ou de frégates vénitiennes, et s'en emparer. L'Égypte n'appartient pas au Grand Seigneur... Je désirerais, citoyen ministre, que vous prissiez quelques renseignements et me fissiez connaître quelle réaction aurait sur la Porte notre expédition d'Égypte. »

Le coup de main projeté sur Malte ne fut pas exécuté ; mais Poussielgue, qui s'y était rendu avec le titre d'inspecteur des échelles du Levant, s'efforça de la préparer en gagnant les chevaliers aux intérêts de la France. D'ailleurs, l'ordre était tellement déchu, que cette possession ne pouvait manquer de tomber entre des mains étrangères. En effet, Malte était convoitée à cette époque, non-seulement par la France, mais par l'Autriche et par l'Angleterre, et l'ordre signa même avec ces deux puissances deux traités qui la mettaient dans leur dépendance.

§ III. — Expédition d'Égypte. — Rupture de la France avec la Porte. — Paix de 1802.

Le Directoire et Bonaparte avaient conçu leur projet sur l'Orient au milieu des embarras de la guerre ; dès que la paix de Campo-Formio eut été signée, l'expédition d'Égypte fut facilement résolue. Ce fut une grande faute : l'ancien gouvernement de la France se préparait à prendre sa part de l'empire ottoman, s'il s'écroulait, mais il s'efforçait d'empêcher cette catastrophe ; tandis que le nouveau gouvernement, en enlevant brutalement à cet empire une de ses provinces, précipitait sa ruine, rompait une alliance qui avait survécu à tant de désastres, enfin mettait pour la première fois en présence les Turcs et les Français : aussi les considérations politiques eurent-elles moins de part à cette détermination du Directoire et de Bonaparte que les considérations d'une ambition vulgaire.

Cependant l'expédition avait de grandes chances de succès : l'empire ottoman était si faible, nous avions sur lui un tel ascendant, qu'il était facile de lui faire entendre qu'elle avait pour but de chasser les Mameluks, de rétablir notre commerce, de chercher un passage dans l'Inde. Nous nous présentions en Égypte comme amis de la Porte, comme protecteurs de l'islamisme, et nous donnions pour preuve la prise de Malte, par laquelle nous vengions le croissant d'une longue série d'outrages. Une fois établis, nous aurions négocié pour obtenir une cession complète, et avec de l'argent nous l'aurions obtenue. Mais à cette époque Aubert-Dubayet mourut, et on laissa les fonctions de l'ambassade à un simple chargé d'affaires, Ruffin ; de plus, Talleyrand, qui devait aller à Constantinople

pour éclairer le divan sur les causes et le but de l'expédition, pour apaiser son irritation et le maintenir dans sa neutralité, craignit les Sept-Tours et fit nommer à sa place Descorches, qui arriva trop tard et n'obtint pas même une audience. Enfin nous devions trouver de nombreux auxiliaires dans les populations chrétiennes qui, depuis si longtemps, attendaient de nous leur délivrance : en effet, l'Égypte renfermait encore à cette époque près d'un million de chrétiens ; et en Syrie les Maronites et les Druses, réunis sous l'émir Beschir, pouvaient donner 40,000 soldats. Mais la croisade nouvelle était faite avec des idées qui n'étaient point celles des peuples qu'on voulait conquérir : toute expédition de la France en Orient ne peut réussir qu'avec la croix pour bannière, et celle de 1798 était loin d'avoir la moindre inspiration religieuse. Bonaparte, par ses proclamations mahométanes, excita la défiance des chrétiens d'Égypte et de Syrie ; il ne prononça le nom de Jérusalem que pour dire que cette ville n'était pas dans sa ligne d'opérations ; ses soldats se moquaient également de la Bible et du Koran ; ils respectèrent mieux les mosquées que les monastères ; à la prise de Jaffa ils enveloppèrent dans le même châtiment musulmans et chrétiens : aussi les catholiques de la Syrie, qui avaient d'abord pris les armes, restèrent immobiles, et Beschir ne promit sa coopération à Bonaparte que lorsque Saint-Jean-d'Acre serait pris [1].

Par toutes ces causes l'expédition échoua ; mais il resta quelque chose de la croisade de la Révolution : l'Asie occidentale fut remuée par l'arrivée des Français ; tous les souvenirs anciens se réveillèrent ; toutes les sympathies de l'Orient pour la France furent ranimées ; la valeur française rentra en possession de la renommée qu'elle avait autrefois dans ce pays ; notre gloire nouvelle rendit plus éclatante notre gloire du moyen âge. Aussi les souvenirs de la conquête républicaine se mêlent maintenant aux souvenirs de nos conquêtes chrétiennes dans l'esprit des Orientaux ; les noms de Godefroy, de Saint-Louis, de Bonaparte, de Kléber, sont également populaires sous les tentes des Bédouins et dans les monastères du Liban ; les noms d'Ascalon et du mont Thabor, de Damiette et des Pyramides, sont également impérissables.

L'expédition d'Égypte eut donc pour résultat général de ranimer l'influence française en Orient, de tirer ces contrées de leur immobilité, de les faire entrer de nouveau dans la sphère d'action de la France, de les habituer comme jadis à voir l'Europe arbitre de leurs destinées, à regarder les Français comme la grande nation de l'Occident. Mais tout d'abord elle fut désastreuse pour notre commerce, nos établissements religieux, nos relations avec la Porte. En effet, à la nouvelle

[1] « Il est constant que pendant tout le siége de Saint-Jean-d'Acre notre camp fut rempli d'habitants du pays, qui invoquaient le ciel pour le succès de nos armes, et qui ne manquaient jamais, à chaque assaut, de lui adresser leurs ferventes prières. Beaucoup d'entre eux s'agenouillaient la face tournée vers la ville. Il est vrai aussi que la ville de Damas fit offrir ses clefs à Bonaparte. » (Mémoires de Bourrienne, t. II, p. 245.

du débarquement des Français, la stupéfaction du divan fut extrême, et le ministre anglais, appuyé des ministres de Russie et d'Autriche, en profita pour exciter l'orgueil musulman à se venger d'une telle insulte. La cour de Constantinople hésita : elle attendait une explication de la France, elle se croyait trompée par les ambassadeurs des puissances coalisées. Quant à Ruffin, il se trouva dans la position la plus critique : étant sans instructions, il essaya d'abord de nier l'expédition, puis de l'expliquer. Le général Bonaparte avait annoncé par une proclamation que la France, ancienne alliée de la Porte, envoyait des troupes en Égypte, non pour détruire, mais pour affermir la domination du Grand Seigneur contre les Mameluks : « Ceux-ci, disait-il, depuis plus d'un siècle n'avaient cessé d'entraver les relations commerciales de la France en Égypte, et de persécuter les négociants français... La Porte, à d'autres époques, avait supporté le bombardement d'Alger et de quelques autres ports barbaresques, » etc. Ruffin fit valoir tous ces motifs; les voyant repoussés, il tenta de faire craindre à la Porte les suites d'une rupture; mais tout cela fut inutile, et le sultan, après avoir longtemps hésité, déclara la guerre à la France, et fit conduire Ruffin aux Sept-Tours (12 septembre 1798).

Tous les Français établis à Constantinople furent emprisonnés dans les châteaux asiatiques du Bosphore, et même dans le bagne de Constantinople. Oubliant toute dignité, M. Spencer-Smith, représentant de l'Angleterre, s'empara du palais de l'ambassade de France, et s'y établit. Nos comptoirs de Grèce, d'Asie, de Syrie, furent complétement ruinés; les vaisseaux anglais se présentèrent dans l'Archipel, à Smyrne, à Beyrouth, forçant les autorités musulmanes à arrêter les marchands français. Une flotte russe, partie de Sébastopol, passa à Constantinople et vint bloquer les îles Ioniennes, tandis que Ali-pacha s'emparait de Butrinto et de Prevesa, que nous avait données le traité de Campo-Formio. Nos missions et nos monastères du Levant, abandonnés depuis six ans par le gouvernement français, qui avait cessé de leur envoyer des subsides, implorèrent la protection du roi d'Espagne : ils ne continuèrent à subsister qu'au milieu d'une misère profonde et soutenus par ce zèle religieux qui ne craint pas le martyre.

La conquête des îles Ioniennes, de Malte et de l'Égypte, avaient donné à la France la domination de la Méditerranée : les défaites d'Aboukir et de Saint-Jean-d'Acre la lui enlevèrent. Bonaparte vit que c'en était fait de l'empire qu'il avait rêvé en Orient et de ses grands desseins sur l'Égypte ; mais, toujours convaincu que la puissance ottomane touchait à sa fin, il était préoccupé de la pensée de ne pas laisser tomber cette province entre des mains hostiles à la France. « Les Anglais ont frémi, écrivait-il à Kléber (21 août 1799), de nous voir occuper l'Égypte. Nous montrions à l'Europe les vrais moyens de les priver de l'Inde. Ils ne sont pas encore bien rassurés, et ils ont raison. Si quarante ou cinquante mille familles européennes fixaient leur industrie, leurs lois et leur administration en Égypte, l'Inde serait



aussitôt perdue pour les Anglais, bien plus encore par la force des choses que par celle des armes. Vous savez apprécier aussi bien que moi combien la possession de l'Egypte est importante à la France : cet empire turc, qui menace ruine de tous côtés, s'écroule aujourd'hui, et l'évacuation de l'Egypte serait un malheur d'autant plus grand, que nous verrions de nos jours cette belle province passer en des mains européennes. L'intérêt de ce qui se passe ici est vif, et les résultats en seront immenses pour le commerce, pour la civilisation ; ce sera l'époque d'où dateront les grandes révolutions[1]. »

Il fallut pourtant, malgré les efforts héroïques de nos soldats, songer à l'évacuation de l'Égypte, et Bonaparte, dès qu'il eut en main le gouvernement de la France, chercha à se servir de cette évacuation pour renouer notre alliance avec la Porte. Pendant qu'il négociait à Paris avec l'ambassadeur Esseid-Aly, qui, malgré la guerre, n'avait pas quitté la France, il fit passer à Constantinople, par les ministres d'Espagne et de Prusse, des propositions pacifiques. La Porte les accueillit avec empressement : elle avait vu dans quel piége elle était tombée en se traînant à la suite de ses plus mortels ennemis, contre son unique alliée; elle avait été forcée d'envoyer dans l'armée de Souwaroff, en Italie, un contingent de troupes ottomanes ; elle s'indignait que les Russes se fussent emparés des îles Ioniennes et dominassent le Bosphore ; que les Anglais se fussent établis dans l'Égypte et la Syrie, sous le prétexte d'en chasser les Français. Les préliminaires furent signés à Paris le 9 octobre 1801, sur la base de l'évacuation de l'Égypte et du rétablissement des anciens droits et priviléges de la France dans le Levant. Ces préliminaires furent suivis de traités particuliers avec les régences d'Alger et de Tunis (17 décembre 1801, 23 février 1802), par lesquels ces États barbaresques, qui avaient profité de la guerre pour recommencer leurs anciennes déprédations, s'engageaient à respecter, comme par le passé, le commerce français.

Pendant ce temps la paix d'Amiens se négociait : l'Angleterre voulait faire admettre la Porte dans le traité, comme partie contractante, afin de l'enchaîner dans son alliance; mais le premier consul persista à faire une paix séparée avec la Turquie. Cette paix fut conclue le 25 juin 1802 : l'Egypte était évacuée par l'armée française et restituée à la Porte, dont le territoire et les possessions étaient maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils [illegible] avant la guerre. Les îles Ioniennes étaient érigées en république indépe[illegible]us la protection de l[illegible] Porte. (Cette nouveauté avait été l'objet d'un tr[illegible] entre la France e[illegible]

[1] Voici comment, à Sainte-Hélène, il appréci[illegible] expéditio[illegible] « Le principal bu[illegible] l'expédition des Français en Orient était d'a[illegible] issance a[illegible] Nil que devait pu[illegible] l'armée qui allait donner de nouvelles destin[illegible] L'Égypt[illegible] Saint-Domingue [illegible] es Antilles, et concilier la liberté des noirs a[illegible] nos ma[illegible] [illegible] de cette pr[illegible] vince entraînait la perte de tous les établissen[illegible] Améri[illegible] [illegible] du Gang[illegible] Les Français une fois maîtres des ports d'Ital[illegible] Malte[illegible] [illegible] Méditerran[illegible] devenait un lac français. »

Russie, de laquelle Bonaparte tendait à se rapprocher.) La Porte devait restituer les biens confisqués aux sujets français pendant la guerre, mettre en liberté nos agents, marchands, religieux, etc. Enfin les traités qui existaient avant la guerre étaient renouvelés, et particulièrement les capitulations de 1740, avec de nouveaux articles qui réglaient le droit incontestable, pour les bâtiments français, d'entrer dans la mer Noire et d'y naviguer librement. Ruffin sortit des Sept-Tours et reprit ses fonctions de chargé d'affaires jusqu'à l'arrivée du général Brune, nommé ambassadeur (janvier 1803).

§ IV. — Réforme de l'armée. — Pasvan-Oglou. — Troubles de la Servie.

Pendant que la France contribuait à l'ébranlement de l'empire ottoman par l'expédition d'Égypte, cet empire était agité par des tentatives de réformes qui amenèrent des troubles intérieurs, principalement dans la Servie.

Les vieux Osmanlis et les ulémas avaient vu de mauvais œil les innovations faites par le général Dubayet, et, lorsque celui-ci mourut (1797), ils firent dissoudre les corps nouveaux et renvoyer les instructeurs. Mais le kapoudan-pacha, Hussein, prit à son service les soldats congédiés et parvint à en réunir six cents, qu'il faisait manœuvrer devant son palais. Ses caresses et ses largesses amenèrent même quelques musulmans à entrer dans ce corps; mais les janissaires, d'abord par leurs moqueries, ensuite par leurs menaces, arrêtèrent ces engagements. Le kapoudan-pacha n'en continua pas moins l'exécution de son plan, et, lorsque Saint-Jean-d'Acre repoussa les attaques de Bonaparte, la place comptait, parmi ses défenseurs les plus utiles, ces mêmes nizam-gédittes que Hussein y avait transportés dès qu'il avait appris la marche de l'armée française.

Constantinople les accueillit alors avec enthousiasme, et le sultan voulut que dès ce moment le trésor public se chargeât de leur solde et que leur nombre fût augmenté. Les janissaires et les ulémas recommencèrent aussitôt leurs murmures; mais le sultan, soutenu par Hussein et par le mufti Vely-Zadé, qui avait été son compagnon d'enfance, résista à leur malveillance.

On profita de l'absence de l'aga des janissaires et des principaux chefs de ce corps, alors en Syrie avec le grand vizir, pour publier un hatti-shérif, qui séparait le corps des topchys de celui des janissaires et instituait sur de nouvelles bases les corps des marins, des bombardiers et les ingénieurs militaires. Deux escadrons de cavalerie à l'européenne et deux régiments d'infanterie, de chacun dix compagnies de 80 à 100 hommes, devaient être créés à Constantinople même. On attacha une compagnie d'artillerie à chacun des régiments, ainsi qu'un iman et une musique militaire. Pour entretenir ces nouveaux corps, on décida que tous [illegible] grands fiefs, à mesure qu'ils feraient retour à la couronne, seraient adminis-

trés au profit des nizam-gédittes; enfin on appliqua à leur solde le revenu des douanes, des droits sur le tabac et de nouveaux impôts sur le vin, la soie, le coton, etc. Deux belles casernes furent construites, l'une en Asie, près de Scutari, l'autre en Europe, sur la route de Péra à Buyukderé.

Le pacha de Karamanie, Abdurraman-Kadi, reçut l'ordre de lever dans les provinces asiatiques de nouveaux régiments : il le fit avec tant de zèle, qu'en moins de trois ans il eut huit régiments de nizam-gédittes.

Nous reviendrons sur les conséquences de cette réforme, qui eut une grande influence sur les troubles dont la Servie fut alors le théâtre.

La Servie, tombée sous la domination ottomane à la suite de la bataille de Kassova, avait eu son territoire partagé en timars ou fiefs, accordés aux sipahis. Cette constitution du sol ne tarda pas à amener l'oppression, et les Serbes, devenus rayas, cherchèrent naturellement protection auprès des janissaires, qui, soldés par le trésor, n'avaient point à peser sur la population et qui étaient partout les adversaires des sipahis. D'ailleurs, jusqu'au commencement du dix-septième siècle, le cinquième de la population masculine de la Servie était entré dans le corps des itchoglans et ensuite dans celui des janissaires, ce qui avait naturellement établi des liens entre ce corps privilégié et la nation serbe.

Cependant le paysan serbe n'était point attaché à la glèbe : propriétaire réel de la terre, il la cultivait à sa guise et n'avait qu'à payer ses redevances pour jouir librement de ses récoltes. Il nommait ses knès ou maires, qui étaient chargés de maintenir l'ordre et de répartir l'impôt. Les Turcs, groupés dans les villes ou dans les bourgs pour résister plus facilement à une population nombreuse, laissaient entièrement la campagne aux vaincus. Mais, si la loi était douce, l'usage avait établi des exigences qui blessaient l'orgueil des Serbes : ainsi un raya ne pouvait entrer à cheval dans une ville, et jamais il ne devait laisser voir d'armes ; enfin il cédait partout le pas au Turc. Aussi le brigandage, si fréquent chez les peuples des montagnes, s'était alimenté de tous les mécontents, et de nombreux corps de heyduques protestaient contre l'administration turque. Lors de la guerre qui éclata, en 1787, entre l'Autriche, la Russie et la Turquie, beaucoup de Serbes s'engagèrent dans les corps hongrois et y acquirent des habitudes et des connaissances militaires qu'ils ne tardèrent pas à employer contre ceux que l'amour de la liberté et la haine religieuse leur désignaient comme des ennemis et des oppresseurs.

Après la conclusion de la paix avec l'Autriche (1790), le pacha de Belgrade, Ebet-Bekir, obtint une amnistie pour les Serbes qui avaient pris les armes, et. voulant réprimer les janissaires, dont les prétentions devenaient insupportables, il se mit à la tête des sipahis. Deli-Achmet, chef des janissaires, fut assassiné; un firman bannit ses soldats du pachalik de Belgrade et confisqua leurs biens. Les Serbes et les sipahis, satisfaits, appuyèrent l'administration du pacha, dont le

successeur, Hadji-Moustapha, conquit le surnom de ***Mère-Serbe***. Les janissaires, voulant se venger, s'adressèrent à Pasvan-Oglou.

Celui-ci était un *ayan* de Viddin, dont le père avait été injustement décapité à l'époque de la paix de Yassy; il se réfugia alors dans les Balkans, et, à la tête de 10,000 *Krdchalis* ou brigands de la Bulgarie et de la Macédoine, il ravagea le pays, s'empara de Viddin et fit payer à la Valachie des contributions. Le divan lui offrit en vain son pardon et la restitution des biens de son père; il préféra l'indépendance dont il jouissait, se déclara l'ennemi des réformes tentées alors par Sélim, appela à lui les janissaires, dont il devint le patron, et composa sa garde avec ceux qui étaient bannis de la Servie. Il se mit en pleine révolte, prit Orsova et Silistria, et menaça Belgrade. Le pacha de cette ville, manquant de troupes pour lutter contre un tel adversaire, fit appel aux Serbes, qui levèrent un corps dont le commandement fut confié à un fils d'heyduque, et dès lors Turcs et Serbes firent cause commune. Puis le kapoudan-pacha Hussein arriva avec une armée de 80,000 hommes, assiégea le rebelle dans Viddin, mais ne put le soumettre. A la fin le sultan traita avec lui, lui donna le pachalik qu'il avait usurpé, et, sur la déclaration du mufti qu'il était contraire aux lois de chasser les vrais croyants pour le bien des rayas, il ordonna au pacha de Belgrade de rétablir les janissaires.

Cette faiblesse eut les suites qu'elle devait avoir : les janissaires, se regardant comme vainqueurs, commirent des exactions de toute sorte, et, aidés de Pasvan-Oglou, s'emparèrent de Belgrade, dont ils tuèrent le pacha. Puis, sous le nom de ***Dahis***, ils usurpèrent toute l'autorité, exigèrent le neuvième des récoltes et se substituèrent aux sipahis. Ceux-ci s'entendirent avec les Serbes pour secouer le joug; mais les janissaires, prévenus, ne leur laissèrent d'autre voie de salut que la fuite. Une députation fut envoyée à Constantinople par les knès et fit entendre au sultan ces paroles énergiques : « Es-tu encore notre tzar? viens nous délivrer, et, si tu ne le veux pas, fais-nous-le au moins dire, afin que nous nous sauvions dans la montagne et les forêts, ou que nous terminions notre vie dans les rivières. » Le sultan envoya l'ordre aux dahis de cesser leurs tyrannies; mais ceux-ci massacrèrent tous ceux des Serbes qui pouvaient devenir les chefs d'un soulèvement. Le désespoir donna de l'énergie aux malheureux persécutés, qui se levèrent à la voix de Georges Pétrovitch : en peu de jours les janissaires furent chassés de la campagne et réduits aux villes et aux forts. Alors les Serbes se donnèrent pour chef suprême Georges Pétrovitch, ancien heyduque, qui, lors de la guerre de 1787, s'était mis au service des Autrichiens contre les Turcs[1]. *Czerni-*

[1] Pour faire connaître ce futur libérateur de la Servie, il suffira de citer ce fait : fuyant la Servie pour se joindre aux Autrichiens, il était depuis trois jours sur les bords de la Save, près de Douboko, attendant des bateaux hongrois, qui devaient le transporter, lui et ses compagnons, de l'autre côté, lorsque son père, se retournant, regarda les montagnes où il laissait tous les souvenirs de sa vie, sentit

Georges ou Georges *le Noir* refusa d'abord le commandement qu'on lui décernait, parce que, disait-il, il ne savait pas gouverner : les knès lui promirent leurs conseils. Il objecta alors sa disposition à la colère, qui le portait à frapper plutôt qu'à réprimander : on lui répondit que la sévérité était précisément ce qu'il fallait dans les circonstances où l'on se trouvait.

A peine investi de l'autorité suprême, Georges attaque Belgrade, pendant que deux de ses lieutenants prennent Czabatz, Pocharavatz et Seméréwédo. Dans le même temps, Békir, pacha de Bosnie, sur l'ordre du sultan, arrive au secours des Serbes et se présente aussi devant Belgrade. La ville se rend : le pacha, croyant tout terminé, invite les Serbes à retourner à leurs travaux et à déposer leurs armes; mais ceux-ci refusent, car le passé leur a donné de cruelles leçons. Alors Bekir se retire et laisse le pays livré aux ravages des Krdschalis, qui se le partagent comme une conquête.

§ V. — Ali-Pacha.

Nous verrons quelles furent les suites des troubles de la Servie et l'influence qu'ils eurent sur les destinées de l'empire. Il nous faut maintenant, pour compléter le tableau de l'anarchie qui minait la Turquie, voir l'état d'une autre province, la Basse-Albanie, où l'ambition d'un pacha devait amener les événements les plus graves.

Ali, né à Tebelen dans la Haute-Épire, appartenait à une famille albanaise depuis longtemps convertie à l'islamisme. Son père, Vely-bey, persécuté par ses frères, s'était fait voleur de grand chemin et n'était rentré à Tébelen que pour exterminer sa famille, dont les biens grossirent le fruit de ses pillages. Sa mère, Khameo, avait, son mari étant mort, continué le même métier, elle tomba, avec ses enfants, aux mains des habitants de Kardiki et de Cormovo, qui l'outragèrent et la remirent en liberté. Fils de tels parents, Ali ne dégénéra point : après avoir, dès l'âge de dix-huit ans, mené la vie des brigands, à la tête d'une troupe de palikares, il tenta la fortune en se faisant le serviteur dévoué de la Porte. La révolte de 1770 avait laissé des traces dans l'Épire : un grand nombre de beys s'étaient rendus indépendants dans leurs montagnes, où ils faisaient les petits tyrans; les routes étaient infestées de brigands; le sultan n'avait plus ni action ni pouvoir dans une bonne partie du pays. Ali dénonça successivement à la Porte trois pachas de Delvino, dont l'un était son beau-père, l'autre

son cœur se fondre et conjura son fils de se soumettre plutôt que de passer en Autriche. Puis, de la prière venant à la menace, il déclare qu'il ira dénoncer sa fuite et celle de ses compagnons. Georges le supplie de rester, et, n'ayant pu le fléchir, le tue d'un coup de fusil, disant : « Il vaut mieux que tu périsses tout seul que nous tous. »







W. L. Leitch | J. C. Bentley

La Vallée de Souli et l'Achéron

son beau-frère, le troisième son ami, et les fit périr. Il obtint en récompense le titre de dervend-pacha (pacha des routes), l'autorisation de lever 4,000 Albanais et la charge de purger de brigands toute la province. Il vainquit la plupart des beys rebelles, confisqua leurs biens, envoya une partie de son butin aux ministres ottomans et obtint en récompense le pachalik de Janina (1788). Alors il exécuta la promesse qu'il avait faite à sa mère mourante d'exterminer les gens de Kardiki et de Cormovo : il s'empara de ce dernier bourg et le détruisit entièrement avec ses habitants; l'un d'eux, accusé d'avoir fait violence à Khameo, fut tenaillé, mis à la broche et rôti à petit feu. Cependant il était exact à payer les redevances à la Porte, et, indifférent sur toutes les religions, il flattait également les musulmans et les grecs, faisant la prière avec les derviches et chantant des hymnes à la Vierge avec les papas.

En 1797, les Français étant devenus maîtres des anciennes possessions vénitiennes, il se mit en rapport avec eux et les assura de son dévouement. Mais, quand la Porte eut déclaré la guerre à la France, il s'empara de Butrinto, marcha sur Prévesa avec 20,000 hommes et rencontra, à Nicopolis, 280 Français qui firent une résistance héroïque. Prévesa fut prise, pillée, et la moitié de sa population massacrée. En même temps il écrivit au gouverneur des îles Ioniennes qu'il n'avait pris Butrinto et Prévesa que pour les soustraire aux Russes et aux Anglais. La Porte le nomma pacha à trois queues, mais elle commença à s'inquiéter de ses usurpations, et Ali ne parvint à apaiser ses soupçons qu'en envoyant de riches présents aux membres du divan.

En 1802 il obtint de la Porte l'autorisation de détruire les Souliotes : c'était une tribu de montagnards chrétiens et indépendants, qui, en 1770, s'était soulevée à la voix des Russes, et contre laquelle il faisait vainement la guerre depuis 1788. Il enveloppa d'une nombreuse armée les montagnes des Souliotes, et, un traître lui ayant ouvert l'un des défilés, il réduisit les montagnards à capituler (1803). Le traité portait qu'ils sortiraient du pays avec armes et bagages; mais à peine étaient-ils en marche qu'ils furent attaqués et massacrés. Leurs femmes se jetèrent dans des gouffres ou dans l'Achéron pour échapper aux vainqueurs. Un petit nombre parvint à gagner les îles Ioniennes.

La destruction des Souliotes eut un grand retentissement, non-seulement à cause de leur énergique défense, mais à cause de la croix que ces montagnards avaient arborée comme signal de liberté. La Porte récompensa le vainqueur en lui donnant le titre de *romili-valici*, qui lui conférait le commandement des armées en l'absence du grand vizir. Revêtu de cette nouvelle charge, il marcha contre les Krdschalis de la Macédoine et de la Thrace. Ses ennemis espéraient qu'il échouerait dans cette expédition, mais il réunit 80,000 hommes et força les rebelles à se soumettre et à lui donner des otages; deux pachas, accusés de les avoir soutenus secrètement, furent décapités; les routes devinrent libres, mais

Ali profita de sa puissance pour accroître ses richesses en frappant des contributions sur presque toutes les villes. Ensuite, sachant que la Porte était irritée de ses succès et soupçonnait ses projets d'indépendance, il licencia son armée, retourna dans l'Épire, fit périr les beys et les plus riches habitants du pays, et en devint ainsi le maître absolu.

§ VI. — Mission de Sébastiani dans le Levant.

Pendant que les troubles de la Servie et de l'Épire témoignaient à l'Europe la faiblesse de l'empire ottoman, la guerre allait recommencer dans l'Occident, et le contre-coup s'en faire sentir sur les rives du Bosphore.

Napoléon avait pour les pays orientaux une affection rêveuse et instinctive; il a toujours regretté, même à Sainte-Hélène, que l'échec de Saint-Jean-d'Acre lui eût fait manquer sa carrière d'Alexandre; il savait combien les destinées de l'Europe dépendaient de ce mystérieux Levant, qui tient les clefs de la Méditerranée, les clefs de la route des Indes, et surtout du maintien ou de la chute de cet empire des Osmanlis, dont l'existence était pour lui, comme pour les gouvernements précédents, un problème insoluble. Il regardait donc de ce côté avec une anxiété d'autant plus profonde, qu'il avait ses forces et ses pensées occupées sans relâche à l'Occident. Aussi, dès qu'il eut fait la paix avec la Turquie, il s'occupa à régénérer notre influence, notre commerce, notre nom dans le Levant, et à cet effet il envoya dans ces contrées un homme de confiance et de talent, le colonel Sébastiani. Le but avoué de sa mission était de requérir des Anglais l'évacuation d'Alexandrie, d'annoncer aux pachas d'Égypte et de Syrie la paix conclue avec la Porte en 1802, et de les assurer que des commissaires français allaient être envoyés dans les Échelles pour renouer des relations de commerce.

Sébastiani partit de Toulon le 16 septembre 1802, et alla d'abord à Tripoli, où il força le dey à respecter les bâtiments, non-seulement de la France, mais de la république italienne. De là il aborda à Alexandrie, que le général anglais refusa d'évacuer, mais où le pacha et les autres autorités turques lui rendirent les plus grands honneurs ; puis au Caire, où il fut reçu avec des acclamations, où tous les souvenirs de la conquête française se réveillèrent à son aspect : « En Égypte, disait-il dans son rapport, chefs, commerçants, oulémas, peuple, tous aiment à s'entretenir du premier consul ; tous font des vœux pour son bonheur. Toutes les nouvelles qui le concernent se répandent d'Alexandrie et de Damiette aux Pyramides et aux grandes cataractes, avec une rapidité étonnante. » Il déclara qu'il mettait tous les chrétiens du pays sous la protection de la France ; il fit chanter un *Te Deum*, où tous les Français assistèrent ; il obtint du pacha le rétablissement des monastères du Sinaï et de l'Égypte dans leurs priviléges. De là il se rendit à

Saint-Jean-d'Acre, où Djezzar-pacha l'accueillit avec empressement, et lui promit de rendre aux marchands français et aux religieux de la terre sainte toutes leurs prérogatives : « Je serai moi-même, dit le pacha, le commissaire français à Acre, et vos compatriotes y recevront l'accueil le plus amical. » Enfin Sébastiani s'en retourna et toucha en passant aux îles Ioniennes, où il fut accueilli au cri de : Vive la France! Son rapport fut publié dans le *Moniteur*, et fit une vive sensation : les ennemis de la France le regardèrent comme un aveu des prétentions ambitieuses de Bonaparte sur l'Orient, et ce ne fut pas une des moindres causes de la rupture de la paix d'Amiens. « Le gouvernement français, dit le roi d'Angleterre à son parlement, a conservé des vues hostiles sur ces deux points, l'Égypte et Corfou, et il a même suggéré l'idée d'un partage de l'empire turc. Ces vues sont aujourd'hui devenues évidentes pour tout le monde par la publication officielle du rapport du colonel Sébastiani, par la conduite de cet officier et des autres agents français en Égypte, en Syrie, dans les îles Ioniennes. » L'Angleterre voyait avec dépit que trois années de guerre entre la Porte et la France n'avaient pu rompre les liens qui unissaient ces deux puissances, que notre influence, fondée sur des souvenirs impérissables, allait se ranimer avec notre commerce et notre marine ; que la France républicaine était à même de continuer ou d'exagérer les projets de la France monarchique, soit en régénérant l'empire ottoman, soit en le démembrant à son profit.

§ VII. — Rupture de la paix d'Amiens. — Conduite de la Porte. — Contre-coup de la victoire d'Austerlitz.

La cause de la rupture de la paix d'Amiens fut donc le rétablissement de nos relations avec l'Orient, et voilà pourquoi l'Angleterre s'obstina à garder Malte. « Cette île, disait lord Pelham au parlement, était absolument nécessaire à la Grande-Bretagne, comme gage de sécurité contre les desseins de la France à l'égard de l'Égypte. » Et Bonaparte répondait : « La France ne serait plus un Etat maritime, si les Anglais, qui ont envahi le commerce exclusif des Indes et de l'Amérique, pouvaient encore, en gardant Malte, chasser la navigation française des échelles du Levant et de toute la Méditerranée. »

La même cause amena la rupture de la Russie avec la France : avec l'Angleterre, c'était Malte; avec la Russie, ce furent les îles Ioniennes, qui en furent l'occasion ou le prétexte. La Russie y avait laissé garnison; ses agents avaient envahi tous les pouvoirs ; de ce poste ils remuaient les Albanais et les Monténégrins. « La France réclama l'exécution de l'article portant que les deux parties contractantes garantissaient l'indépendance des Sept-Iles, et qu'il n'y aurait plus dans ces îles de troupes étrangères, article évidemment violé par la Russie, puisqu'elle a continué à y tenir des troupes et qu'elle a changé le gouvernement de ce pays sans aucun concert. »

La France, attaquée par la Russie, l'Angleterre et l'Autriche, s'efforça, comme dans les temps anciens, d'exciter le divan à porter la guerre sur le Danube, et Brune reçut des instructions à cet effet. La cour de Constantinople était restée, depuis la paix, sous l'influence des puissances avec lesquelles elle s'était alliée contre la France ; mais elle supportait avec peine cette dépendance, surtout Sélim III, prince éclairé, qui s'irritait du ton arrogant de l'Angleterre et de l'influence toujours croissante de la Russie sur ses sujets. Le moment semblait donc favorable pour rétablir l'alliance ancienne ; mais les membres du divan étaient presque tous pensionnés par l'Angleterre ; l'empire était, comme nous l'avons vu, plein d'agitations ; enfin Brune, avec sa droiture républicaine, sa fierté pleine d'emportement, n'était pas propre à mener une négociation dans cette cour corrompue, où il fallait tant d'astuce et d'adresse : la Porte était tellement dégénérée, qu'elle n'avait plus de politique à elle, et se traînait à la remorque du plus fort. Les propositions de Brune furent accueillies avec froideur, et l'on refusa même de reconnaître à Napoléon son nouveau titre d'empereur. L'ambassadeur menaça de quitter Constantinople ; le divan n'essaya point de le retenir ; il partit. La Porte, poussée par la Russie, promit d'entrer dans la coalition et d'envoyer des troupes en Italie ; mais elle se garda bien de le faire.

Napoléon fut mécontent de cette conduite de la Turquie, mais il refusa de s'en venger. Ce n'était pas l'opinion de ses conseillers : Talleyrand voulait qu'après avoir battu l'Autriche on lui imposât des conditions qui lui auraient laissé sa grandeur, mais en faisant d'elle une puissance tout à fait slave et orientale. Pour cela on lui aurait enlevé ses provinces germaniques, et on lui aurait donné la Valachie, la Moldavie et la Bosnie, ce qui l'aurait assise entièrement sur le Danube, et aurait fait d'elle une ennemie éternelle de la Russie, et par conséquent une alliée naturelle de la France. Napoléon aima mieux affaiblir l'Autriche, pour se ménager dans l'avenir l'alliance de la Russie ; mais en même temps il montra quelle sollicitude il portait aux destinées de l'empire ottoman en se faisant céder, par le traité de Presbourg (26 décembre 1805), la Dalmatie, l'Illyrie, les Bouches-de-Cattaro, etc. Aussi la Russie, qui continuait à intriguer dans la Grèce, et dont les agents avaient soulevé les Monténégrins, se hâta-t-elle de s'emparer des Bouches de-Cattaro. En représailles la France s'empara de Raguse.

Dès que la bataille d'Austerlitz l'eut délivrée de la crainte des Russes, dès que le traité de Presbourg lui eut donné les Français pour voisins, la Porte se rapprocha de la France, reconnut Napoléon comme empereur et lui envoya un ambassadeur extraordinaire (5 juin 1806), « pour signaler, disait Sélim, d'une manière éclatante les sentiments de confiance, d'attachement et d'admiration dont il était pénétré pour le prince qu'il regarde comme le plus ancien, le plus fidèle et le plus nécessaire ami de son empire. » Napoléon répondit : « Un des plus grands, des plus précieux avantages que je veux retirer des succès qu'ont obtenus mes armes,

c'est de soutenir et d'aider le plus utile comme le plus ancien de mes alliés. Je me plais à vous en donner publiquement et solennellement l'assurance. Tout ce qui arrivera d'heureux ou de malheureux aux Ottomans sera heureux ou malheureux pour la France. Monsieur l'ambassadeur, transmettez ces paroles au sultan Sélim; qu'il s'en souvienne toutes les fois que mes ennemis, qui sont aussi les siens, voudront arriver jusqu'à lui. Il ne peut jamais rien avoir à craindre de moi; uni avec moi, il n'aura jamais à redouter la puissance d'aucun de ses ennemis. »

Le général Sébastiani fut envoyé en ambassade à Constantinople et eut pour instruction d'exciter le divan à faire une diversion contre les Russes sur le Danube. Il emmena des officiers qui devaient l'aider à réorganiser l'armée ottomane. Avant de voir quelles furent les suites de cette ambassade, il faut que nous revenions sur la réforme tentée dans l'armée et sur les troubles de la Servie.

§ VIII. — Troubles dans la Roumélie. — Insurrection de la Servie.

Ce n'étaient pas seulement la Servie et la Bulgarie qui étaient ravagées par les brigands des Balkans; la Roumélie avait eu sa part de pillages; ses campagnes et ses villes ne purent être protégées par les janissaires, qui subirent de nombreuses défaites; Andrinople fut menacée (1804). Le sultan saisit l'occasion de faire marcher un des régiments nouveaux formés à Constantinople, avec une compagnie d'artillerie légère, un escadron de cavalerie et trois régiments de la Karamanie : les brigands furent battus partout et la Roumélie délivrée. Sélim, heureux des succès des nizam-gedittes, les combla de récompenses; et, voulant pousser plus loin une réforme qui donnait de si prompts résultats, il lança un hatti-shérif (mars 1805) qui ordonnait de choisir dans les villes et les principaux villages de la Turquie européenne, parmi les janissaires et les jeunes mahométans de vingt à vingt-cinq ans, les hommes les plus forts et les mieux constitués pour en former de nouveaux régiments. Cet ordre souleva presque partout la population, et Constantinople ne resta tranquille que parce qu'on n'y publia point le hatti-shérif et que le mufti contraignit les oulémas au silence.

En 1806, le divan, à cause de l'état général de l'Europe, crut devoir prendre quelques mesures de précaution, et Kadi-pacha reçut l'ordre d'augmenter les régiments de nizam-gedittes et de les amener à Constantinople avec tous les zaïms et timariots de son gouvernement, et deux corps de cavalerie que fournissaient les puissantes familles de Tchiapan-Oglou et de Caraosman-Oglou. On espérait que ces troupes pourraient, en se rendant sur le Danube, punir les villes qui avaient refusé d'obéir au dernier hatti-shérif. Mais, d'une part, le sultan Sélim se donna le vain plaisir de les faire manœuvrer pendant un mois; et, d'autre part, les janissaires des différentes villes appelèrent à eux les brigands du Rhodope, de

l'Hémus et du Pinde. Partout les populations, prévenues qu'on allait mettre à exécution le hatti-shérif, se soulevèrent; et, lorsqu'à la mi-juillet Kadi-pacha se mit en marche, il se trouva dès les premiers pas en présence de masses ennemies. Il lui fut impossible de passer outre, et Sélim fut obligé de le renvoyer en Asie avec ses troupes. Constantinople éprouva le contre-coup de cette véritable guerre civile; les ministres furent obligés de s'enfuir et l'aga des janissaires devint grand vizir. Le mufti lui-même s'exila volontairement à Brousse, pour rendre à Sélim la pacification plus facile.

Pendant que le cœur de l'empire était livré à ces désordres, les Serbes, se voyant abandonnés par le divan aux ravages des Krdschalis, avaient imploré l'intervention de la Russie (août 1804). Le czar leur répondit que son ambassadeur appuierait toutes leurs démarches et qu'ils eussent à s'adresser au sultan (février 1805). Une députation de knès se rendit alors à Constantinople; elle demanda que les places fortes leur fussent remises, qu'une somme de deux millions de piastres leur fût payée comme indemnité pour la guerre qu'ils avaient soutenue contre les Dahis. Ces demandes furent regardées comme une insulte; les députés furent mis en prison, et le pacha de Nissa, Haffiz, reçut l'ordre d'entrer en Servie. Les Serbes, qui n'avaient songé jusque-là qu'à se débarrasser de l'oppression des janissaires, résolurent de faire la guerre pour leur indépendance. Haffiz fut battu, et un synode convoqué à Sémérevédo appela tous les Serbes à la conquête de la liberté. Les pachas de Bosnie et d'Albanie entrèrent en Servie et mirent tout à feu et à sang. Czerni-Georges réunit 15,000 hommes, battit les deux pachas séparément et remporta enfin sur eux une victoire complète à Czabatz (août 1806). Le pacha de Scutari, qui assiégeait alors Doligrad, leur offrit la paix aux conditions suivantes : que les Serbes auraient un gouvernement particulier et payeraient une somme de 600,000 florins, qui serait employée à désintéresser les sipahis; que la citadelle de Belgrade serait occupée par une garnison ottomane. Ces propositions furent acceptées, mais les Turcs refusèrent de les exécuter (décembre 1806). A cette époque, la guerre ayant éclaté entre la Russie et la Turquie, les Serbes trouvèrent un protecteur dans le czar. Nous allons voir les causes de cette guerre.

§ IX. — Rupture de la Porte avec la Russie et l'Angleterre. — Les Russes envahissent les provinces danubiennes.

Napoléon avait essayé de négocier la paix avec l'Angleterre et avec la Russie, et il avait posé pour première condition des traités à faire « l'indépendance absolue de l'empire ottoman comme étant non-seulement son désir le plus vrai, mais le point le plus constant de sa politique. » Les négociations échouèrent ; la guerre continua ; la Porte, craignant d'y être entraînée et voulant faire respecter sa neu-

tralité, ordonna aux woïvodes de Moldavie et de Valachie d'approvisionner leurs places, et au pacha de Roumélie de rassembler des troupes sur le Danube. La Russie prit défiance de ces précautions : elle redoubla ses intrigues pour exciter des troubles dans l'intérieur de l'empire, fomenta la révolte des Serbes, envoya des armes aux Monténégrins et aux Maïnotes, enfin usa envers la Turquie des procédés qui lui avaient si bien réussi à l'égard de la Pologne.

Son intrusion dans les provinces danubiennes fut encore plus directe. La révolte de Pasvan-Oglou ayant exposé la Valachie à de grands troubles, les Roumains songèrent à s'appuyer sur la France pour obtenir leur indépendance, et ils envoyèrent des députés à Napoléon pour lui demander son assistance afin de se constituer en État libre sous le protectorat français. Napoléon refusa de prendre aucun engagement à ce sujet. Alors les boyards valaques élurent pour prince Ypsilanti, qui rêvait de reconstituer un royaume de Dacie avec l'appui de la Russie. Les Moldaves élurent Morusi, qu'on croyait aussi du parti russe. La Porte refusa de reconnaître Ypsilanti et nomma Alexandre Soutzo, que la Russie repoussa à son tour. A la fin, la Porte céda; mais le général Sébastiani, en se rendant à Constantinople, s'était arrêté quelque temps à Bukharest auprès du prince Ypsilanti; il avait étudié avec soin sa conduite, et il dévoila au sultan les manœuvres de la cour de Saint-Pétersbourg en l'excitant à punir la trahison des woïvodes par une destitution. On lui objecta que, depuis le traité de Yassy, ces princes, nommés pour sept ans, ne pouvaient être destitués qu'avec le consentement du czar ; mais, dans une entrevue particulière avec le sultan, Sébastiani démontra que ce consentement ne pouvait regarder que des fautes d'administration et non une trahison notoire; il accusa les woïvodes d'être les instigateurs des troubles de Servie, s'appuyant pour le démontrer sur la liaison qu'on savait exister entre Czerni-Georges et le prince Ypsilanti. Le sultan entraîné révoqua les woïvodes (30 août 1806) et les remplaça par Soutzo et Callimachi. Ypsilanti se sauva d'abord en Transylvanie, puis dans l'armée russe; ses biens furent confisqués et son vieux père décapité. Quant à Morusi, il se retira à Constantinople.

Ce succès diplomatique avait été obtenu si promptement, que la Russie n'avait pu rien faire pour détourner le coup; à peine revenue de sa surprise, elle reçut une autre insulte qu'elle dut encore à l'habileté de notre ambassadeur.

Nous avons dit que Napoléon avait essayé de négocier la paix avec la Russie; un traité avait même été signé avec l'ambassadeur russe, mais le czar refusa de le ratifier. Sébastiani fit entendre au divan que les principaux motifs de ce refus étaient les garanties exigées par la France et contenues dans le traité de paix en faveur de l'empire ottoman. Le traité stipulait, en effet, l'indépendance des Sept-Iles, ce qui ôtait aux Russes le moyen d'attaquer la Turquie de ce côté, et, en même temps, il rétablissait l'indépendance de Raguse sous le protectorat de la Porte. « La Russie voit avec peine, disait le général Sébastiani, qu'elle ne pourra

plus envahir les provinces turques de force, comme la Crimée, ou les lui arracher en temps de paix, comme elle lui a arraché la Géorgie et le passage des Dardanelles. » Et il demanda, au nom de l'empereur, que le Bosphore fût fermé à tout bâtiment russe de ligne ou de transport, chargé soit de troupes, soit de munitions de guerre, déclarant que laisser ce passage ouvert aux Russes serait violer la neutralité et donner aux Français le droit de passer sur le territoire ottoman pour les attaquer sur les bords du Dniester. Il déclara, en outre, que toût renouvellement ou même toute continuation d'alliance avec l'Angleterre ou la Russie serait considéré comme une accession à la guerre contre la France. Enfin il ajouta que l'armée française en Dalmatie n'avait d'autre but que de maintenir l'intégralité de l'empire ottoman; mais que si la Sublime Porte s'unissait aux ennemis de la France, l'empereur serait contraint de donner à cette armée une destination tout opposée à celle qu'elle avait eue jusqu'alors. La demande de l'ambassadeur français fut accueillie, et, peu de temps après, un brick russe s'étant présenté pour entrer dans le Bosphore, le passage lui en fut interdit.

Les ministres d'Angleterre et de Russie furent stupéfaits de ces mesures, qui annonçaient un changement de politique de la part de la Porte. Le premier reprocha au divan d'abandonner ses fidèles alliés pour se livrer à l'influence funeste du gouvernement révolutionnaire de la France; le second déclara que son maître ne pourrait tolérer de telles infractions aux traités : tous deux demandèrent le renouvellement de l'alliance ainsi que le rétablissement des woïvodes. Les ministres turcs furent effrayés et parurent disposés à revenir en arrière. L'alliance de la France les rassurait contre la rupture avec la Russie, mais nullement contre l'Angleterre, dont la marine pouvait ruiner le commerce de l'empire, et qui, d'ailleurs, semblait jusqu'alors lui avoir prêté une assistance gratuite. Sébastiani lui rendit confiance en disant que l'Angleterre ne compromettrait pas sa position commerciale pour des faits qui ne l'atteignaient pas directement.

Le divan essaye alors de traîner en longueur la négociation avec les ambassadeurs de Russie et d'Angleterre; mais le premier s'embarque sur un vaisseau de sa nation et demande ses passe-ports; le second, retenu à Buyukdéré par une fièvre lente, envoie son second secrétaire, M. William Wellesley Pole, pour exiger une réponse catégorique. M. Pole se rend à Constantinople à franc étrier, et, comme le temps était mauvais, il arrive au divan tout couvert de boue et la cravache à la main; il répète fièrement les demandes de son ambassadeur, et ajoute qu'une flotte partie de Gibraltar va passer lès Dardanelles. La tenue cavalière et les paroles menaçantes du jeune secrétaire firent une profonde impression sur le divan, qui décide aussitôt le rétablissement des woïvodes. M. d'Italinski, représentant de la Russie, descend alors à terre et reprend ses fonctions.

Sélim fut désolé de la lâcheté du divan; il déclara à Sébastiani, avec lequel il eut une entrevue secrète, « que, pris à l'improviste, il cédait à l'orage; mais

qu'il nourrissait l'invariable résolution de suivre la politique de l'empereur et de former avec lui des liens plus étroits que ceux qui, pendant des siècles, avaient uni la France et la Turquie. » Sébastiani assura le sultan que Napoléon comprendrait les difficultés de la situation et que son amitié n'en serait point diminuée. Sélim, dans son inquiétude, écrivit lui-même à l'empereur; celui-ci lui répondit (mars 1807) en lui offrant le secours de son armée de Dalmatie, qui, par la Bosnie, pourrait gagner le bas Danube, et celui de la flotte française de Cadix, qui, passant le Bosphore, se serait rendue maîtresse de la mer Noire. En attendant, il lui expédia de Dalmatie des officiers du génie et d'artillerie.

La Porte avait lieu de croire que la satisfaction qu'elle venait de donner à la Russie en rétablissant les woïvodes arrêterait toute agression de sa part; d'ailleurs cette puissance était alors appelée à secourir la Prusse, battue à Iéna; mais la Russie pensait qu'attaquer la Turquie c'était combattre la France, et le général Michelson envahit la Moldavie et la Valachie. Napoléon, qui suivait avec anxiété la politique vacillante du divan, crut que le contre-coup de ses victoires sur la Prusse se ferait sentir sur le Danube, et, lorsqu'il fut à Berlin : « Écrivez, dit-il à l'envoyé turc Argyropoulo, écrivez à votre cour pour lui donner la nouvelle de ce qui se passe ici, et annoncez que les Russes ne tenteront rien contre l'empire ottoman (28 octobre). » En effet, deux divisions détachées de l'armée de Michelson vinrent, sous les ordres du général Essen, renforcer Benigsen et prendre part à la bataille d'Eylau; mais la Turquie ne fut pas attaquée moins vigoureusement, et Alexandre, qui avait fait le serment de sauver la monarchie prussienne, oublia ce serment pour essayer de saisir en Orient la proie éternellement convoitée par l'ambition russe.

Sélim fut indigné de cette odieuse agression; M. d'Italinski, interpellé, ne savait quelle explication donner, et M. Arbuthnot était contraint de reconnaître que la Porte avait lieu d'être offensée, s'il n'y avait point d'autre cause à la marche des armées russes. La population de Constantinople devint menaçante, et l'ambassadeur russe ne dut qu'aux représentations énergiques de Sébastiani de ne pas être jeté aux Sept-Tours : un vaisseau anglais le reçut à son bord et le débarqua à Ténédos. Pendant que Sébastiani protégeait ainsi M. d'Italinski, les Russes enlevaient M. Reinhart, consul général de France à Yassi, et l'envoyaient prisonnier en Russie; mais, par représailles, Moustapha Baïractar, averti à temps, se saisit du consul de Russie à Bukharest.

§ X. — Napoléon envoie des secours à la Porte. — Départ de l'ambassade anglaise. — L'amiral Dukworth passe les Dardanelles.

Napoléon fut vivement ému de l'attaque non motivée des Russes : il en prit occasion pour intéresser l'honneur français au soutien de la Turquie, pour dévoiler

les projets de la Russie sur cet empire et déclarer que la seule condition de paix qu'il faisait au czar était le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Turquie. « Je ne traiterai jamais avec Alexandre, disait-il hautement, si les Russes n'évacuent la Valachie et la Moldavie, occupées contre la foi des traités. » — « Qui pourrait calculer, écrivait-il au sénat (29 janvier), la durée des guerres, le nombre des campagnes qu'il faudrait faire un jour pour réparer les malheurs qui résulteraient de la perte de l'empire de Constantinople, si l'amour d'un lâche repos et les délices de la grande ville l'emportaient sur les conseils d'une sage prévoyance? Nous laisserions à nos neveux un long héritage de guerres et de malheurs. La tiare grecque relevée et triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée, on verrait de nos jours nos provinces attaquées par des nuées de fanatiques et de barbares; et si, dans cette lutte trop tardive, l'Europe civilisée venait à périr, notre coupable indifférence exciterait justement les plaintes de la postérité et serait un titre d'opprobre dans l'histoire. »

Il donna à Marmont (29 janvier), qui commandait en Dalmatie, l'ordre d'aider de tous ses moyens, comme conseils, armes et munitions, les pachas de Bosnie et de Scutari; de leur envoyer des officiers d'état-major, les uns pour résider auprès d'eux, les autres pour parcourir les provinces turques, exalter les têtes en promettant les secours de la France et recueillir des renseignements utiles. Pour le cas où le sultan demanderait des troupes : « L'empereur n'est pas très-éloigné, disait le major général Berthier, de vous envoyer avec 25,000 hommes sur Viddin, et alors vous rentreriez dans le système de la grande armée, puisque vous en feriez l'extrême droite... Mais tout cela n'est qu'hypothétique. Dans cette grande circonstance, les Anglais hésitent et paraissent vouloir rester en paix avec la Porte. Cette dernière puissance s'est servie pour cela de la menace de transporter 40,000 hommes jusqu'aux portes d'Ispahan, et nos relations sont telles avec la Perse, que nous pourrions nous porter sur l'Indus. Ce qui était chimérique autrefois devient assez simple dans ce moment où l'empereur reçoit fréquemment des lettres des sultans, non des lettres d'emphase et trompeuses, mais dans ce véritable style de crainte contre la puissance des Russes, et portant une grande confiance dans la protection de l'empire français. »

Cependant M. Arbuthnot restait seul pour lutter contre l'influence française, car le baron de Sturmer, internonce autrichien, gardait la neutralité, et le baron de Bilfeld, chargé d'affaires de Prusse, avait perdu toute influence depuis les désastres de son pays; quant à l'Espagne et à la Hollande, elles suivaient notre impulsion.

Sélim, croyant le moment venu de venger les malheurs du règne précédent, déclara enfin la guerre à la Russie (30 décembre). Alors Sébastiani pressa le divan de fortifier les Dardanelles et le Bosphore; un de ses officiers, Juchereau de Saint-Denis, chef du génie militaire, fit un rapport sur l'état des fortifications exis-

tantes, et un hatti-shérif ordonna la prompte exécution des travaux qu'il avait indiqués[1].

L'ambassadeur anglais, voyant les tendances de la Porte, ne ménagea plus rien : il osa demander l'expulsion de Sébastiani, la cession de la Moldavie et de la Valachie à la Russie, et la remise de la flotte turque à l'Angleterre ainsi que des forts et des batteries des Dardanelles. Le divan rejeta ces demandes avec indignation. Arbuthnot crut que, dans ces circonstances, il pouvait y avoir du danger pour sa personne à rester à Constantinople, et il s'embarqua clandestinement sur l'*Endymion*. Sous le prétexte d'un dîner, il y avait fait appeler les principaux négociants anglais, auxquels il déclara qu'ils ne communiqueraient plus avec la terre, que l'Angleterre les indemniserait de leurs pertes et que leurs familles avaient été recommandées par lui à M. Sébastiani. L'*Endymion* franchit les Dardanelles sans encombre, grâce à la négligence du kapoudan-pacha. A peine arrivé à Ténédos, l'ambassadeur anglais s'empressa d'écrire au divan qu'il se considérait toujours comme étant sur le territoire ottoman et que les négociations n'étaient pas rompues. On lui désigna, pour traiter avec lui, le kapoudan-pacha et Feyzi-effendi, qui se trouvaient aux Dardanelles pour y faire exécuter les travaux ordonnés par le sultan; il envoya auprès d'eux son premier drogman, qui avait pour mission de détourner leur attention des fortifications en leur faisant espérer une solution pacifique. En vain M. de Lascours, aide de camp du général Sébastiani, s'efforça d'éclairer les deux fonctionnaires turcs; ils ne croyaient point au danger. Tout à coup l'escadre anglaise apparut et jeta l'ancre dans la rade de Ténédos, où elle se réunit aux trois vaisseaux de l'amiral russe. Puis, le 19 février 1807, à la pointe du jour, profitant d'un vent favorable et de la fête du beïram, qui rendait les Turcs plus inattentifs à la garde des batteries, l'amiral Dukworth franchit les Dardanelles. Le kapoudan-pacha, averti, essaya de réparer sa négligence ; mais, effrayé par quelques boulets anglais qui pénétrèrent dans la batterie où il se trouvait, il se retira sous le prétexte de donner des ordres à la flotte. Aussitôt les canonniers jettent les refouloirs et les écouvillons, et les officiers français restent seuls. Cependant la flotte anglaise trouve la flotte turque près de la pointe de Nagara et l'incendie; un brick seul s'échappe et va annoncer à Constantinople l'arrivée de l'ennemi. A quatre heures, les Anglais stationnaient auprès de l'île des Princes, et un parlementaire remettait l'ultimatum de M. Arbuthnot. Peu de temps après, les officiers français arrivent des Dardanelles où on les avait laissés, et font connaître la conduite du kapoudan-pacha et de Feyzi-effendi : le divan prive le premier de ses biens et de ses dignités, et condamne le second à mort; puis, croyant tout perdu, il décide qu'il faut se soumettre aux conditions des Anglais.

[1] Juchereau de Saint-Denis, depuis général de brigade et ambassadeur en Grèce, a écrit une *Histoire de l'empire ottoman depuis 1792 jusqu'en 1844*.

§ XI. — Sébastiani décide le sultan à la résistance. — Mesures de défense. — Retraite des Anglais.

Sélim envoya un messager à Sébastiani pour l'engager à quitter la capitale; il protestait de son amitié pour la France, et s'excusait sur la nécessité où il se trouvait, Constantinople étant sans défense; d'ailleurs, le peuple accusait l'ambassadeur français d'être la cause de la guerre, et à peine le gouvernement pouvait-il répondre de sa vie. Sébastiani reçut le messager au milieu de tous ses officiers et de ses secrétaires, et répondit qu'il était à Constantinople par les ordres de son souverain, qu'il n'en sortirait que par ces mêmes ordres, à moins qu'on ne l'en arrachât par la force. « Il ne s'agit ici, dit-il, de rien moins que de l'honneur et de l'indépendance de l'empire ottoman. La flotte de l'amiral Dukworth peut incendier une partie de la ville, faire périr un certain nombre d'hommes; mais, privée de l'appui d'une armée de terre, elle ne peut s'emparer de cette capitale, alors même que vous voudriez lui en ouvrir les portes et la lui livrer sans défense. Vous supportez tous les ans les pertes occasionnées par de fréquents incendies, les pertes plus cruelles qu'amène la peste : montreriez-vous moins de fermeté pour la défense de votre religion et de votre patrie? L'empereur Sélim ne voudra pas, par une faiblesse indigne de lui, descendre du haut rang où l'ont placé ses ancêtres. Vos remparts ne sont pas armés, mais vous avez du fer, des munitions, des vivres, des bras; ajoutez-y du courage et vous triompherez de vos ennemis. Je vous prie de dire à votre auguste maître que j'attends avec confiance une résolution digne de lui et de l'empire qu'il gouverne[1]. » Ensuite il envoya des lettres et des agents aux ministres, aux membres du divan, aux oulémas, pour les engager à faire révoquer la fatale résolution, et il parvint à réveiller leur orgueil et leur confiance en eux-mêmes.

Cependant, à l'apparition des vaisseaux anglais, le peuple de Constantinople n'avait pas partagé la frayeur du gouvernement; les janissaires avaient couru aux armes, les topchys avaient armé les batteries; tous paraissaient disposés à périr plutôt qu'à se soumettre. Sébastiani va trouver secrètement le réis-effendi, lui fait remarquer que les vents sont contraires, que quelques jours suffiraient à la mise en état de défense et que les Anglais ne peuvent rien tenter de sérieux. Le ministre se laisse convaincre et persuade le grand vizir, qui obtient pour Sébas-

[1] Si l'on en croit un témoin oculaire (le baron Prévost, *Constantinople en 1808*, dans la *Revue contemporaine* de 1854), Sébastiani avait cru, un instant, à un échec complet, et, malgré la fierté de son langage, il prépara tout pour un départ. En vain M. Ruffin, qui connaissait les obstacles que la mer opposait à une flotte venant des Dardanelles, essaya de le rassurer. Sébastiani détruisit ses instructions, sa correspondance et ses papiers importants; sa précipitation était si grande, qu'il brûla aussi son contrat de mariage. Un petit bâtiment fut secrètement préparé, et madame Sébastiani, alors sur le point d'accoucher, fut recommandée par une lettre au ministre d'Autriche.

tiani une audience immédiate du sultan. Sélim accueille avec bonheur la perspective qu'on lui ouvre, et, quelques conseillers ayant été appelés, une discussion s'ouvre où le général expose chaleureusement les raisons qui devaient décider le sultan à la résistance. « Vous ne pouvez accéder, dit-il, à l'insolente intimation des Anglais sans être rayés du rang des nations! La flotte anglaise brûlera votre ville, dites-vous? Eh bien, vous la rebâtirez, et votre honneur, du moins, sera demeuré intact. Mais, remarquez-le bien, l'ennemi ne peut vous atteindre sans s'exposer à vos batteries, et ses dangers sont centuples des vôtres. Eût-il anéanti votre glorieuse capitale, comment l'occuperait-il avec une poignée d'hommes? Votre agresseur a contre cette chance les hasards du combat, de la mer, des vents surtout. Qu'ils lui manquent, non-seulement il ne peut agir, mais il demeure à votre merci. Temporisez donc, négociez lentement, car le temps est pour vous; votre salut et la honte de vos ennemis dépendent uniquement de votre conduite[1]! »

Ces paroles furent appuyées par un courrier venant des bords de la Vistule et apportant une lettre de Napoléon, pleine d'exhortations pour le sultan. « Généreux Sélim, lui disait-il, montre-toi digne des descendants de Mahomet! Voici l'heure de t'affranchir des traités qui t'oppriment. Je suis près de toi occupé à reconstituer la Pologne, ton amie et ton alliée. L'une de mes armées est prête à descendre le Danube et à prendre en flanc les Russes que tu attaques de front. L'une de mes escadres va partir de Toulon pour garder ta capitale et la mer Noire. Courage donc, car jamais tu ne retrouveras une pareille occasion de relever ton empire et d'illustrer ta mémoire! » Le divan, revenant alors sur sa première décision, opine en faveur de la résistance, et Sébastiani est chargé de la préparer et de la diriger.

Cependant la flotte anglaise, ayant le vent contraire, avait mouillé aux îles des Princes, et l'ambassadeur, croyant que sa présence suffirait pour vaincre les irrésolutions du divan, négociait au lieu d'agir. Une note, dictée par Sébastiani, fut envoyée à M. Arbuthnot et lui donna l'espoir d'un prompt succès; on gagna ainsi du temps. Sébastiani fit dresser sa tente dans les jardins du sérail; de là, il dispersa ses officiers et une centaine d'autres Français dans les batteries pour diriger et animer les travailleurs. Turcs, Grecs, Arméniens, Juifs, portaient des terres, élevaient des parapets, traînaient des canons avec une activité et un zèle qui tenaient du prodige; les travaux avançaient comme par enchantement. A la fin du premier jour, le port était fermé par un double rang de chaloupes canonnières et sept vaisseaux de ligne; trois cents canons étaient dans les batteries; en moins de cinq jours, il y en eut près de douze cents : la ville était inabordable. L'enthousiasme allait croissant; le sultan visitait à pied les batteries qu'on élevait, et les

[1] Baron Prévost, *Constantinople en 1808*.

ministres, avec leurs principaux employés, animaient les travailleurs par leur présence. Des marins, montés sur de frêles embarcations, osaient se glisser au milieu de la flotte anglaise et enlever les canots qui se rendaient d'un vaisseau à l'autre; enfin, on eut beaucoup de peine à empêcher le nouveau kapoudan-pacha d'aller attaquer la flotte anglaise.

Arbuthnot, étant tombé malade, laissa la direction diplomatique à l'amiral, qui faisait sommation sur sommation ; mais, à mesure que les travaux avançaient, les réponses des ministres turcs, d'abord incertaines et évasives, devenaient de plus en plus fières et menaçantes. Enfin, voyant ses efforts inutiles, et apprenant que derrière lui on garnissait les Dardanelles, il se décida à la retraite (1er mars). En repassant le canal, il fut rudement salué par les châteaux, et perdit deux corvettes et six cents hommes.

Arrivé à l'île de Ténédos, l'amiral anglais fut rejoint par l'amiral russe Siniavin, qui lui proposa de recommencer ensemble la tentative qui venait d'échouer. Dukworth refusa. On fit alors des tentatives pour renouer les négociations avec la Porte; mais Sébastiani, devenu tout-puissant, faisait lui-même les réponses, et les deux amiraux comprirent bientôt qu'il n'y avait rien à espérer. Dukworth partit pour l'Égypte, où il rejoignit une expédition qui allait en tenter la conquête.

Constantinople était dans l'allégresse ; tout le monde félicitait Sébastiani. L'enthousiasme de Sélim pour l'alliance française était à son comble ; voulant manifester sa reconnaissance, il vint à la batterie du kiosque vert, où Sébastiani fut appelé pour recevoir ses remercîments publics ; là, le sultan le décora de l'ordre du Croissant de première classe, ainsi que le marquis d'Almenara[1] et le conseiller Ruffin, dont l'expérience et les avis avaient, autant que l'énergie de Sébastiani, amené la victoire qu'on venait de remporter.

A peine était-on délivré, que plusieurs officiers français, détachés de l'armée de Dalmatie, arrivèrent à Constantinople : parmi eux, on remarquait les colonels Foy, Haxo, Sorbier et le capitaine de Tracy ; cinq cents canonniers, qui étaient déjà en Thessalie, reçurent l'ordre de se diriger sur la capitale.

§ XII. — Les Turcs attaquent la flotte russe. — Refroidissement entre la Porte et la France.

Cependant les Turcs voulurent poursuivre leur succès : ayant appris que la flotte russe était encore à Ténédos, le kapoudan-pacha, Seyd-Ali, alla lui offrir le combat ; mais, malgré la bravoure de ses équipages, il fut défait et forcé de rentrer dans le canal des Dardanelles. Quelques signaux mal faits ou mal compris furent la cause de cet échec, et le vice-amiral paya de sa tête la faute que lui attribua le kapoudan-pacha. Cette tentative de la marine turque eut pourtant un

[1] Ambassadeur d'Espagne qui avait secondé l'ambassadeur de France.

résultat avantageux : les Russes, qui avaient beaucoup souffert dans le combat, furent obligés de se rendre aux îles Ioniennes pour se radouber, et laissèrent libre la navigation entre Constantinople et les possessions turques de la Méditerranée.

Napoléon était alors au camp de Finkenstein, où il reçut les ambassadeurs de la Perse et de la Turquie. Un traité offensif et défensif fut conclu avec le premier, et l'on envoya en Perse le général Gardanne avec des officiers pour discipliner l'armée persane. Un traité fut aussi conclu avec la Porte; mais Napoléon refusa d'y insérer que les deux États ne pourraient faire la paix que de concert, tout en déclarant qu'il saurait ménager les intérêts de son allié, et que « la main droite et la main gauche n'étaient pas plus inséparables que l'empereur Sélim et lui. » Ce refus indisposa le divan, et sa défiance se manifesta lorsque Napoléon demanda de nouveau à diriger 25,000 hommes contre les Russes, par la Bosnie, la Macédoine et la Bulgarie. Pourtant cette demande avait déjà été accueillie, et le 31 mars Sébastiani avait pu écrire à Marmont : « La Porte consent au passage des troupes; la seule différence qu'il y aura dans l'arrangement de cette affaire, c'est que la Sublime Porte désire que la demande du passage des troupes soit faite par Sa Majesté... Du reste, des ordres ont été donnés pour la formation des magasins de vivres... Le gouvernement ottoman se trouve aujourd'hui dans une position à désirer, plus que jamais, votre appui sur le Danube. La prise de l'île de Ténédos par les Russes, et les mouvements des Serviens, qui paraissent vouloir se joindre à l'armée de Michelson, donnent à la Porte les plus vives inquiétudes. Ici tout est arrangé pour votre entrée... Les pachas de Bosnie et de Scutari ont reçu ordre de vous seconder de tous leurs moyens, et même de se réunir à vous pour combattre les Monténégrins et Cattaro. » Le 8 mai, une nouvelle lettre fit connaître à Marmont le changement survenu dans les résolutions de la Porte : « L'offre qu'on avait faite à la Porte d'envoyer un corps d'armée sur le Dniester, pour combattre les Russes, n'a point été acceptée. Le Grand Seigneur y aurait probablement consenti, si le passage de ce corps à travers les États ottomans eût pu s'exécuter avec assez de rapidité, pour ne pas donner des inquiétudes à ses peuples. Le bruit de sa marche s'étant répandu de toutes parts, l'imagination en a grossi le nombre, la malveillance l'a peint comme dangereux. On a fait craindre au Grand Seigneur que ses propres amis ne voulussent l'opprimer, quand ils seraient au cœur de ses États. Peut-être même les janissaires, qui se sont opposés l'année dernière avec tant d'obstination à l'organisation de l'armée régulière, ont-ils redouté que ces troupes ne fussent employées contre eux-mêmes... »

La maladresse de César Berthier, gouverneur des Sept-Iles, sembla justifier ces craintes, car il somma tout à coup le pacha de Janina de lui remettre Parga, Prévesa et Butrinto, anciennes possessions de Venise, dont celui-ci s'était emparé à l'époque de notre expédition d'Égypte, et pour lesquelles nous n'avions fait aucune réclamation. La sommation intempestive de Berthier donna de la consistance aux

suppositions malveillantes que notre demande de passage avait suscitées, et le divan pria l'empereur de suspendre la marche des 25,000 hommes.

§ XIII. — Expédition des Anglais en Égypte. — Méhémet-Ali.

Nous avons dit qu'après sa sortie des Dardanelles l'amiral Dukworth s'était dirigé vers l'Égypte, où l'Angleterre envoyait une expédition. Cette puissance n'avait cessé d'entretenir des rapports avec les Mameluks, et elle pensait que l'occasion de s'emparer de ce pays était arrivée. Un coup d'œil jeté sur les événements qui s'y étaient passés depuis que nous l'eûmes évacué fera comprendre les motifs qu'elle avait de croire cette conquête facile, et les causes qui la firent échouer.

Notre départ avait laissé l'Égypte au pouvoir des Turcs, des troupes anglaises débarquées par l'amiral Keith et des Mameluks. La Porte, espérant achever l'œuvre si bien commencée par les Français, ordonna à son pacha Mohammed-Khosrew d'interdire la vente des esclaves circassiens et géorgiens, qui alimentaient le corps des Mameluks et lui rendaient incessamment la vigueur que le soleil de l'Orient semble enlever aux populations qu'il éclaire. Le pacha obéit; mais les Mameluks, réunis sous leurs deux principaux beys, Osman-Bardissy et Mohammed-l'Elfy, remportèrent sur lui, à Saré-Chesmé, une victoire complète. Il imputa cette défaite à l'absence d'un commandant de mille Albanais, et l'appela auprès de lui dans le dessein de le mettre à mort. Ce chef, nommé Méhémet-Ali, et qui était né à Cavalla, dans la Macédoine, prévenu à temps, s'allia aux Mameluks et leur ouvrit les portes du Caire; puis, se mettant à la solde de Bardissy, il marcha contre Khosrew, l'accula dans Damiette, dont il s'empara, le fit prisonnier et l'envoya au Caire (juillet 1803). Les Mameluks se divisèrent; Méhémet profita de leurs discordes pour augmenter ses troupes et en même temps sa popularité parmi les Égyptiens. Cependant Bardissy ayant levé des contributions énormes sur les habitants du Caire, ceux-ci le chassent et rendent le pouvoir à Khosrew; mais Méhémet et les autres chefs albanais refusent de reconnaître le pacha et le font embarquer pour Constantinople. Kourschid lui succède, et essaye de se débarrasser des Albanais; mais la population, qui a trouvé un continuel appui dans Méhémet, s'oppose à son départ, dépose Kourschid et le nomme à sa place pacha d'Égypte.

La Porte sanctionna cette usurpation (9 juillet 1805), sous la condition d'un tribut de sept millions. Le nouveau pacha réunit une forte armée, rétablit l'ordre dans le pays, et se vit soutenu par le gouvernement français.

Cependant les Mameluks, retirés dans la Haute-Égypte, appelèrent les Anglais pour chasser Méhémet et les Turcs, et ils firent avec eux un traité de partage du

pays. Il fut résolu qu'une armée anglaise débarquerait à Alexandrie, et que, pendant que Méhémet serait occupé à les repousser, les Mameluks marcheraient sur le Caire. Mais les Anglais n'envoyèrent que cinq mille hommes, commandés par le général Fraser: ils s'emparèrent facilement d'Alexandrie (20 mars 1807), et échouèrent contre Rosette. Alors Méhémet, après avoir laissé une partie de ses troupes au Caire, enferma les Anglais dans Alexandrie; Fraser fut obligé de capituler (septembre 1807).

A la nouvelle de la prise d'Alexandrie par les Anglais, la Porte leur déclara la guerre, mit le séquestre sur toutes leurs propriétés, et signa son traité d'alliance avec la France; mais l'Angleterre continua à ménager la Porte, et ses flottes évacuèrent même les mers de Syrie et de l'Archipel.

§ XIV. — Révolte des *Yamaks*. — Déposition de Sélim.

Cependant Sélim, encouragé par Napoléon, avait fait de grands préparatifs contre la Russie : le pacha de Bosnie entra en Servie pour empêcher les insurgés de donner la main aux Russes; le grand vizir, les janissaires et les troupes d'Asie se dirigèrent sur Choumla; le pacha de Routschouk, Moustapha-Baraïctar, avec 15,000 hommes qu'il avait organisés lui-même, devait entrer en Valachie. Les nizam-gedittes restèrent à la garde du Bosphore et des Dardanelles et dans leurs cantonnements d'Asie.

Sur ces entrefaites, le mufti, qui était dévoué à Sélim, vint à mourir et fut remplacé par le kadi-asker de Romélie, qui s'était jusqu'alors montré partisan de la réforme, mais seulement pour gagner la faveur du prince : c'était un ennemi que Sélim s'était donné. En effet, il s'unit avec Moustapha-pacha, *caïmacan* ou lieutenant du grand vizir, qui était aussi opposé aux réformes, et tous deux s'entendirent avec les oulémas et les janissaires pour arrêter le progrès des idées européennes.

Depuis le départ des janissaires, on avait adjoint aux nizam-gedittes, pour la garde des batteries, 2,000 Asiatiques des environs de Trébizonde. Ces auxiliaires, connus sous le nom de *yamaks-tabiélis*, ou assistants de batteries, recevaient la même solde que les nizam-gedittes et jouissaient des mêmes prérogatives : le sultan espérait que ce traitement et le contact continuel leur inspireraient un esprit de corps avec les nizam-gedittes, et aussi le désir d'entrer dans leurs rangs. Le caïmacan fit tourner contre le sultan cette mesure qui paraissait si habile. Quelques janissaires se mêlèrent parmi les yamaks et leur persuadèrent qu'ils appartenaient naturellement au corps si glorieux des janissaires, et qu'il y aurait honte à de bons musulmans à s'associer à cette troupe de renégats qui introduisaient dans l'empire les usages et le costume des infidèles. Bientôt des querelles s'éle-

vèrent entre les hommes des deux corps, et le caïmacan, pensant qu'une étincelle suffirait pour amener une collision, envoya un ses siens, Mahmoud-effendi, faire aux yamaks la paye de leur solde arriérée; il lui fit en même temps emporter quelques uniformes de nizam-gedittes, afin d'engager les yamaks à répondre aux désirs du sultan en les revêtant.

Mahmoud-effendi, après avoir fait la paye, profite de la gaieté des chefs et des soldats pour leur faire connaître le désir de Sélim; puis, comme la vue des costumes étalés et ses paroles excitent des murmures, il ordonne et menace de punir si l'on n'obéit pas. Des murmures, les yamaks passent à la révolte, et comme les nizam-gedittes prennent la défense de Mahmoud-effendi, une lutte s'engage. Ceci avait lieu au fort de Roumely-Kavak, sur la côte d'Europe; mais les autres forts furent bientôt instruits de ce qui se passait, et partout les mêmes collisions éclatèrent. Mahmoud-effendi fut tué au moment où, débarquant à Buyuk-déré, il se croyait sauvé, et le commandant des forts d'Asie eut le même sort. Les nizam-gedittes se réfugièrent dans leurs anciennes casernes, et le divan voulut prendre des informations sur l'assassinat de Mahmoud-effendi; mais le caïmacan affirma que ce n'était qu'un malentendu, et qu'il suffirait de faire savoir aux yamaks qu'on ne les contraignait nullement à entrer dans les nizam-gedittes pour que tout rentrât dans l'ordre : on ne prit donc aucune précaution.

Cependant les yamaks s'étaient réunis près de Buyukdéré, et avaient élu un chef auquel ils donnèrent droit de vie et de mort : c'était un nommé Cabakchy-Oglou. Trois jours se passèrent dans une inaction apparente; mais, en réalité, les janissaires en profitèrent pour alimenter la révolte.

Le 27 mai, Cabakchy-Oglou entre dans Constantinople à la tête de six cents yamaks, auxquels il a fait prêter serment : 1° de respecter les personnes et les propriétés de tout Franc, raya ou Turc, quel qu'il soit, sous peine de mort; 2° de ne faire aucune démarche qui n'ait été auparavant approuvée par le mufti et par les interprètes de la loi; 3° de se rendre tous à l'Atmeïdan, et là, réunis en assemblée générale, de former les demandes à présenter à la Porte. Un sabre nu fut placé à terre, tous passèrent dessus : c'est ainsi qu'ils prêtèrent serment[1]. Rien ne s'opposa à la marche des conjurés, car les nizam-gedittes avaient été consignés dans leurs casernes, et le sultan avait refusé de se mettre à leur tête: sept à huit cents janissaires et environ deux cents marins se joignirent aux yamaks; enfin, les canonniers se laissèrent gagner par la promesse de la conservation de leur solde et de leurs priviléges.

Cabakchy-Oglou vint alors camper sur la place de l'Atmeïdan, où il fit apporter les marmites de chaque oda des janissaires; puis il lut une liste de proscription sur laquelle figuraient en première ligne les conseillers et les ministres du sultan. Des

[1] Lettre de M. Vernazza au général Marmont.

groupes se détachèrent aussitôt pour exécuter ces sentences, et dix-sept têtes des principaux dignitaires de l'empire furent bientôt alignées devant le tribunal du chef de la révolte.

Cependant Sélim, épouvanté, avait publié un hatti-shérif qui supprimait le corps des nizam-gedittes; mais il était trop tard. Cabakchy-Oglou, s'adressant à la foule, lui demande si, pour garantir l'avenir des fautes du passé, le sultan doit conserver le pouvoir. Les rebelles répondent non. Le mufti est consulté sous cette forme insidieuse : Un padischah qui, par sa conduite et ses règlements, combat les principes religieux consacrés par le Koran, mérite-t-il de rester sur le trône? — Non, répond-il; et la foule acclame aussitôt le sultan Moustapha.

Le mufti alla signifier à Sélim la déposition qui venait d'être prononcée, et il remplit cette mission avec une hypocrisie qui trompa le prince sur ses sentiments personnels. Sélim se résigna et alla dans le vieux sérail prendre la place de son successeur (29 mai 1807).

§ XV. — Moustapha IV (29 mai 1807 au 28 juillet 1808). — Paix de Tilsitt. — Projets de partage de l'empire ottoman.

Le nouveau sultan avait toujours été opposé aux réformes tentées par son cousin, et l'on avait fait courir depuis longtemps une lettre dans laquelle il parlait de la colère du Prophète, de l'audace intolérable des chrétiens, et attribuait la défaite des armées ottomanes à la prédilection de Sélim pour les usages de l'Europe. « Tout est fini pour nous, s'écriait-il en terminant, le ciel ne peut bénir nos armes. » Jeune d'ailleurs et amoureux des plaisirs, il ne pouvait être et ne fut en effet qu'un instrument.

Il confirma dans leurs emplois les ministres que la fureur des rebelles av it épargnés, remplaça les autres et renvoya dans les châteaux du Bosphore les yamaks, qui reçurent une gratification et virent confirmer l'élection qu'ils avaient faite de Cabakchy-Oglou comme commandant de tous les forts. Les nizam-gedittes n'avaient point attendu, pour se disperser, qu'on vînt les assiéger dans leurs casernes; et, quand les vainqueurs se présentèrent, ils n'eurent plus qu'à piller.

Cependant les principaux chefs de l'armée ne virent pas de bon œil cette révolution accomplie, sinon contre eux, au moins contre leur protecteur : l'aga des janissaires, qui était partisan des réformes, osa dire que les janissaires restés à Constantinople s'étaient déshonorés en se joignant aux yamacks : ses soldats le massacrèrent.

Ces événements rendirent nulles les opérations militaires : heureusement pour la Turquie, toutes les forces des Russes étaient engagées contre la France, et, à la nouvelle de la bataille de Friedland, l'armée de Moldavie se mit en pleine retraite.

La déchéance de Sélim eut l'influence la plus malheureuse sur la politique de Napoléon : en l'apprenant, il s'écria : « On ne peut rien faire avec ces barbares! la Providence me dégage avec eux ; arrangeons-nous à leurs dépens. » Il en revint à la politique de la cour de Louis XVI, à ses propres idées sur la ruine inévitable de l'empire ottoman, à la nécessité de l'alliance russe, indispensable d'ailleurs pour vaincre l'Angleterre. Aussi le traité de Tilsitt fut-il conclu sur la base de l'abandon complet de la Turquie par la France. Il y fut stipulé (art. 22, 23, 24) que les hostilités cesseraient entre la Turquie et la Russie, après un armistice qui serait conclu entre des négociateurs russes et ottomans, en présence d'un commissaire français; que, dans l'espace de trente-cinq jours qui suivrait la signature de l'armistice, les provinces de Valachie et de Moldavie seraient évacuées par les Russes sans que les Turcs pussent y rentrer avant la conclusion de la paix entre les deux puissances; enfin que les différends entre la Sublime Porte et la cour de Saint-Pétersbourg seraient réglés dans un traité définitif sous la médiation de la France.

Les Turcs furent stupéfaits du traité de Tilsitt, de l'abandon de la France, de la manière dont Napoléon réglait sans eux leur différend avec la Russie, eux à qu l'on avait fait espérer la reprise de la Bessarabie et de la Crimée! Qu'auraient-ils dit s'ils avaient connu le traité secret qui contenait cet article : « Si, par suite des changements arrivés à Constantinople, la Porte ottomane n'acceptait pas la médiation de la France, ou si, après l'avoir acceptée, il arrivait que, dans le délai de trois mois après les négociations, elles n'eussent pas conduit à un résultat satisfaisant, la France fera cause commune avec la Russie contre la Porte ottomane, et les deux hautes parties contractantes s'entendront pour soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs[1]? »

La cour ottomane s'était plainte souvent de l'abandon où la France l'avait laissée au milieu des guerres suscitées par elle : ainsi avait-elle fait quand Louis XIV

[1] Voici, d'après la correspondance de Napoléon avec Sébastiani, comment le partage aurait eu lieu : la France aurait eu la Bosnie, l'Albanie, l'Épire, toute la Grèce, la Thessalie et la Macédoine ; l'Autriche aurait eu la Servie; la Russie aurait eu la Valachie, la Moldavie, la Bulgarie et la Thrace jusqu'à la Marizza. Il serait resté à la Turquie (en Europe) Constantinople, avec la partie de la Thrace comprise entre Bourgas et Enos.

Ce projet de partage semble confirmé par les instructions données à Marmont, qui devait faire connaître à Napoléon par des officiers : 1° les renseignements géographiques et administratifs qu'il pourrait obtenir sur la Bosnie, la Macédoine, la Thrace, l'Albanie et la Grèce. — 2° Quelle population turque, quelle population grecque? — 3° Quelles ressources ce pays offrirait en habillements, vivres, argent, pour une puissance européenne qui posséderait ces pays? — Enfin quel revenu on pourrait tirer de suite au moment de l'occupation? Il demandait encore : Si deux armées européennes entraient à la fois, une par Cattaro et la Dalmatie dans la Bosnie, l'autre par Corfou dans la Grèce, quelle devrait être la force de toute arme, pour être sûre de la réussite? Quelle espèce d'arme est la plus avantageuse? Comment passerait l'artillerie? Comment pourrait-on la remonter? Comment se recruterait-on? Quel serait le meilleur temps pour agir?

traita sans elle à Ryswick, quand Louis XV lui laissa tout le fardeau de la guerre de Pologne; mais jamais manque de foi n'avait été plus scandaleux que celui de Napoléon! jamais aussi une politique mauvaise n'a été plus cruellement punie! car l'abandon des Turcs à Tilsitt n'a pas été une des moindres causes qui ont envoyé le grand homme à Sainte-Hélène!

Le 9 juillet, le général Guilleminot partit de Tilsitt pour porter le traité aux Russes et aux Turcs sur le Danube : les uns et les autres acceptèrent la médiation de la France et accédèrent au traité en ce qui les concernait, et un armistice fut signé le 24 août à Slobosie en présence du commissaire français; mais, lorsque les discussions pour un arrangement définitif s'ouvrirent, l'on ne put s'entendre et l'on se sépara sans rien conclure. Néanmoins les hostilités ne furent reprises que deux ans après, mais la Valachie et la Moldavie restèrent entre les mains des Russes; et il allait s'élever à ce sujet entre les deux empereurs une controverse qui devait amener la rupture de leur alliance.

Cependant le cabinet de Londres, sachant le vif ressentiment de la Porte contre la France, entama secrètement des négociations avec elle pour renouer leurs relations interrompues. Sébastiani en fut averti par le premier drogman, le prince Soutzo; il cria à la perfidie des ministres turcs, qui trahissaient les intérêts de leur maître, et demanda ses passe-ports. Le divan, effrayé, rompit les négociations, mais il se vengea en faisant décapiter le drogman Soutzo (31 octobre 1807).

Cabakchi-Oglou était l'ami de Soutzo; il essaya de lui sauver la vie en soulevant ses yamaks; mais il échoua, en conçut une profonde haine contre le caïmacan, et s'unit avec le mufti pour le renverser. Une simple démonstration des yamaks suffit pour envoyer Moustapha-pacha en exil. Sébastiani, voyant la puissance de Cabakchi, qui était devenu l'idole de la populace, parvint à l'attirer dans le parti de la France : grâce à lui, malgré les stipulations de Tilsitt, il reprit l'influence qu'il avait eue sous Sélim, et fit prévaloir ses volontés dans les conseils de la Porte. Cependant sa position à Constantinople était devenue très-embarrassante : chaque jour on lui reprochait les promesses pompeuses qu'il avait faites aux Turcs et l'abandon dans lequel on les laissait; il demanda et obtint son rappel. M. de Latour-Maubourg lui succéda.

§ XVI. — Conspiration de Baraïctar. — Déposition de Moustapha IV.

Moustapha-Baraïctar, pacha de Routschouk, qui était tout dévoué à la personne et aux idées de Sélim, s'indignait de voir l'empire gouverné par le mufti et le chef des yamaks. Il excita la jalousie du grand vizir, qui était campé à Andrinople, et il lui offrit son concours pour renverser les usurpateurs de son autorité. Le grand vizir accepta ces offres, se mit en rapport avec les partisans qu'il avait

à Constantinople et appela à lui Baraïctar avec 4,000 hommes, pour empêcher toute opposition de la part des janissaires. Le pacha de Routschouk, dont le but secret était le rétablissement de Sélim, se mit en marche sur Constantinople avec 16,000 hommes dévoués à sa cause et décidés à en finir avec la tyrannie des yamaks. Quelques cavaliers, qu'il envoie en avant, surprennent Cabakchi au milieu de la nuit et le mettent à mort. Les yamaks apprennent en même temps la mort de leur chef, la marche de l'armée et le firman qui nomme Baraïctar commandant des forts; ils courent aux armes.

Cependant le grand vizir, étant arrivé à quatre lieues de Constantinople, envoya le reïs-effendi annoncer au sultan qu'il venait le délivrer de la domination des yamaks et du mufti. Moustapha décrète aussitôt la suppression des yamaks, le remplacement du mufti, et il se rend lui-même au camp de ses prétendus libérateurs. Baraïctar l'accueille avec les témoignages de la plus grande soumission : le sultan rentre à Constantinople. Quelques jours après, Baraïctar enlève les sceaux au grand vizir, le fait prisonnier, puis entre dans la ville, annonçant que la paix est faite avec la Russie, et qu'il va reporter au sérail le drapeau du prophète. Le peuple joyeux l'accompagne jusqu'à la première porte. Les janissaires laissent passer les conjurés : mais le bostandji-bachi fait fermer l'entrée de la seconde cour et déclare qu'il n'ouvrira que sur un ordre du sultan. Baraïctar, qui se croit déjà vainqueur, fait enfoncer les portes en proclamant Sélim; il se précipite dans l'intérieur du palais; mais, quand il pénètre dans la salle de réception, il y trouve étendu le cadavre de son maître. Moustapha venait de le faire étrangler.

Baraïctar, stupéfait, s'agenouille en pleurant près de ces restes inanimés, et semblait anéanti dans sa douleur. En ce moment le kapoudan-pacha, Seyd-Ali, l'un des principaux chefs de la conjuration, lui dit : « Convient-il au pacha de Routschouk de pleurer comme une femme? C'est la vengeance et non des pleurs que le sultan Sélim exige de nous; punissons ses assassins, et surtout ne permettons pas à un tyran sanguinaire de profiter de son crime et de s'affermir sur le trône par la mort de son frère, le sultan Mahmoud. »

Baraïctar, revenu à lui, donne ses ordres : Moustapha est jeté dans la prison qu'habitait Sélim; Mahmoud, son frère, est proclamé, et quelques jours après il va ceindre le sabre d'Osman dans la mosquée d'Eyoub.



T. Allom. G. Presbury.

Mahmoud va ceindre le sabre d'Osman à la Mosquée d'Eyoub.



CHAPITRE II

RÈGNE DE MAHMOUD II JUSQU'A LA PAIX D'ANDRINOPLE (1808-1829).

§ Ier. — Puissance et chute de Baraïctar.

Le nouveau sultan n'oublia jamais dans quelles circonstances il était monté sur le trône; il avait été le confident de l'infortuné Sélim depuis sa déchéance, et il était résolu à faire triompher la réforme, mais il savait quels obstacles il avait à vaincre, et il ne marcha à son but qu'avec la plus grande réserve et une profonde dissimulation.

Baraïctar fut nommé grand vizir, et ses premiers actes furent de faire périr les assassins de Sélim et les favoris de Moustapha; il fit encore étrangler et jeter dans le Bosphore la plupart des chefs des yamaks; enfin, il se débarrassa par la mort ou par l'exil de ses plus redoutables rivaux. Alors, devenu seul maître du gouvernement, il reprit contre les janissaires les plans de réforme tentés par Sélim, mais il le fit avec plus de prudence. Il convoqua à Constantinople la plupart des pachas et des ayans de l'empire, et leur demanda d'approuver les mesures suivantes : 1° la destruction de la vénalité des emplois dans les ortas; 2° l'obligation pour tous les janissaires non mariés d'habiter dans les casernes; 3° la privation de solde aux janissaires non casernés et ne faisant pas un service actif; 4° l'obligation pour les janissaires de prendre les armes et de suivre les exercices qui donnent la supériorité aux armées des infidèles; 5° la formation de compagnies de *seymens*, qui seraient choisis parmi les jeunes musulmans, armés à l'européenne, soldés comme les topchys et astreints à l'ancienne discipline des janissaires.

Tout cela fut approuvé; l'ancien chef des nizam-gedittes, Kadi-pacha, s'engagea même à rester à Constantinople avec 3,000 hommes pour appuyer la réforme; enfin le nouveau mufti lui donna par son fetwa la confirmation religieuse.

Baraïctar, fort de ces assentiments, se mit à l'œuvre, mais avec une mollesse extrême, et en montrant les passions et la cupidité d'un ambitieux vulgaire. Il laissa le corps des seymens ne se composer que du rebut de la population; il mé-

contenta les hauts fonctionnaires en leur enlevant à son profit les timars, qu'ils s'étaient appropriés ; il menaça les biens des mosquées, et mit à l'encan les emplois du sérail ; enfin il eut bientôt contre lui, non-seulement les janissaires et les oulémas, mais ceux qui avaient travaillé avec lui à la destruction des yamaks. Un incident fit éclater une insurrection qui devait ramener au pouvoir les partisans des vieux abus et de l'ancien régime.

Le troisième jour avant la fin du ramazan (14 novembre 1808), Baraïctar, allant faire visite au mufti, trouva une rue encombrée par la foule ; il ordonna à ses tchiaoux de l'écarter à coups de bâton. Cet acte de brutalité devint, dans les cafés, où à cette époque la population afflue, l'occasion de plaintes menaçantes ; des groupes se formèrent, et les principaux oulémas, croyant l'occasion favorable, se rendirent chez l'aga des janissaires, pour y concerter un soulèvement. Les janissaires mirent le feu aux maisons qui avoisinaient le palais du grand vizir et dispersèrent facilement la garde, qui ne se croyait appelée qu'à éteindre l'incendie. Baraïctar, réveillé en sursaut, perdit la tête : il se réfugia dans une tour, et y périt suffoqué par le feu. Cependant le kapoudan-pacha, qui lui était dévoué, ordonne à deux vaisseaux qui étaient dans le port de s'embosser vis-à-vis de la demeure de l'aga des janissaires, et de faire feu sur tout ce qui paraîtrait ; d'un autre côté, Kadi-pacha laisse la moitié de ses troupes pour contenir Scutari, et pénètre avec l'autre dans l'intérieur du sérail, pour défendre le sultan ; enfin, les canonniers et les nouveaux seymens réguliers se mettent en armes, et sont disposés sur les murs d'enceinte du côté de la ville.

L'aga des janissaires vint lui-même attaquer le sérail : Kadi-pacha fit une sortie à la tête de 4,000 hommes, et repoussa partout les assaillants ; mais, ses soldats s'étant divisés pour se livrer au pillage, il fut obligé de reculer. Cependant l'incendie, que personne ne songeait à arrêter, faisait de rapides progrès. Mahmoud, touché de ce spectacle, ordonne à Kadi-pacha de cesser les hostilités, et adresse à l'aga des janissaires un hatti-shérif qui lui prescrivait d'arrêter les progrès du feu. La foule, enhardie par ces mesures et par la découverte du cadavre de Baraïctar, demande à grands cris la déchéance de Mahmoud et la tête de ses défenseurs. Le sultan, après avoir fait échapper Kadi-pacha et ses principaux ministres, fait étrangler son frère (17 novembre 1808), et, devenu ainsi inviolable comme étant le dernier descendant d'Osman, il se montre à la foule et lui ordonne de se retirer.

L'insurrection s'apaisa, et le mufti étant venu féliciter le sultan sur le triomphe de la religion et des anciennes lois, tout sembla rentré dans l'ordre.

§ II — Discussion de Napoléon et d'Alexandre sur l'empire ottoman. — Reprise des hostilités avec la Russie. — Traité de Bukharest.

Ces révolutions continuelles, qui témoignaient si hautement l'état déplorable où était tombé l'empire des Osmanlis, engagèrent la Russie à solliciter Napoléon de mettre à exécution le projet de partage de l'empire ottoman. « La Turquie. disait Alexandre, est une succession qui ne peut manquer d'échoir à la Russie, faute d'héritiers. » Et il ne se contenta plus de la part qu'on lui avait promise. mais il demandait Constantinople et les détroits. L'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, Caulincourt, s'efforça de faire comprendre à Alexandre l'impossibilité de donner aux Russes Constantinople et les Dardanelles ; il représenta que la Russie deviendrait par là maîtresse du commerce du Levant et même de l'Inde, et qu'elle serait, quand elle le voudrait, aux portes de Corfou, de Toulon, etc.

« Alexandre répondit que Constantinople ne serait pour la Russie qu'une ville de province à l'extrémité de l'empire, que la géographie la lui donnait, qu'il fallait qu'il eût la clef de sa maison, » etc. Et, pour amener son allié à cette grande concession, il pria, il caressa, se fâcha, menaça ; il consentait à tout, il promettait tout ce qu'on voulait, il remaniait le monde entier. « Fût-ce sur la brèche, nous sommes à vous, disait-il, c'est dans les circonstances difficiles que l'empereur nous trouvera. » Jamais l'ambition russe ne s'était montrée plus ouverte et plus pressante.

Napoléon n'avait pas été longtemps à regretter les promesses de Tilsitt et à voir la grande faute qu'il avait commise. Il éluda les demandes d'Alexandre et même toute idée de partage définitif de l'empire ottoman. « Nous devons, dit-il, reculer la ruine de cet empire, jusqu'au moment où le partage de ses vastes débris pourra se faire sans avoir à craindre que l'Angleterre vienne s'approprier, par l'acquisition de l'Égypte et des îles, les plus riches dépouilles. »

A cette époque, les armées françaises venaient d'éprouver, en Espagne, leurs premiers revers, et l'Autriche faisait des armements menaçants. Napoléon, étant à bout de réponses dilatoires et voulant à tout prix conserver l'alliance russe, résolut de faire des concessions sur la Turquie : il proposa à Alexandre une entrevue à Erfurth. Une convention (12 octobre 1808) secrète y fut conclue : l'empereur reconnut au czar la possession de la Valachie, de la Moldavie, de la Finlande, enlevée récemment à la Suède, et promit de ne point rétablir le royaume de Pologne. Les deux monarques s'engagèrent à ne traiter avec l'Angleterre qu'à la condition « qu'elle reconnaîtrait la Finlande, la Moldavie et la Valachie, comme faisant partie de l'empire russe. »

La cour de Londres eut connaissance de ce traité, où Napoléon abandonnait la

vraie politique de la France pour satisfaire à ses intérêts du moment, et elle s'en servit pour renouer ses négociations avec la Porte. Cette fois le divan consentit à faire la paix, pour se faire une protectrice de l'Angleterre : le traité fut signé le 5 janvier 1809.

La Turquie essaya aussi de faire sa paix avec la Russie; mais, dans les conférences tenues à Yassi, celle-ci montra de telles exigences, que les hostilités, suspendues de fait depuis le traité de Tilsitt, recommencèrent immédiatement.

Les Turcs, dès les premières opérations, furent battus à Slobodzie (1er avril 1809) ; ils perdirent Giurgevo et Isakchi, et laissèrent ainsi la rive droite du Danube ouverte aux Russes. Ils essayèrent de prendre leur revanche à la bataille de Tartaritza (22 octobre), mais l'affaire resta indécise, et les deux partis s'attribuèrent la victoire. Ils ne furent pas plus heureux en Asie, où ils perdirent la place importante de Poti, sur le Phase.

Les victoires des Russes, loin d'inquiéter Napoléon, devinrent pour lui une occasion de faire connaître au Corps législatif son alliance intime avec Alexandre. Le 3 décembre 1809, il s'exprimait ainsi : « Les provinces Illyriennes portent sur la Save les frontières de mon grand empire. Contigu avec l'empire de Constantinople, je me trouverai en situation naturelle de surveiller les intérêts de mon commerce dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. Je protégerai la Porte si la Porte s'arrache à la funeste influence de l'Angleterre ; je saurai la punir si elle se laisse dominer par des conseils astucieux et perfides... Mon ami et allié l'empereur de Russie a réuni à son vaste empire la Finlande, la Moldavie, la Valachie, et un district de la Galicie. Je ne suis jaloux de rien de ce qui peut arriver de bien à cet empire. »

Au printemps suivant, les Russes, commandés par Kaminsky, prirent Varna, Bazardjik et Silistria. Alors le grand vizir demanda à traiter; le czar lui envoya les conditions de paix suivantes : « La cession de la Moldavie et de la Valachie en Europe, de la Géorgie en Asie, l'éloignement de l'ambassadeur d'Angleterre et quarante mille bourses d'indemnité ; en outre, Varna, Routschouk, Silistria et Schoumla seraient occupées par ses troupes jusqu'à parfait payement de l'indemnité. » Ces conditions ayant été rejetées, Kaminsky marcha sur Choumla, d'où il fut repoussé, mais il remporta une victoire complète sur le grand vizir, venu au secours de Routschouk : deux cents drapeaux, vingt-quatre pièces de canon, la flottille ottomane et tous les bâtiments de transport chargés de vivres pour le ravitaillement de la place assiégée, furent le prix de ce grand succès, qui fut bientôt complété par la reddition de Routschouk (26 septembre 1810).

La campagne de 1811 fut entreprise par les Russes avec de moindres forces, car Alexandre se voyait à la veille d'une rupture avec la France, à cause de la Pologne, dont il craignait le rétablissement ; Napoléon prit occasion des demandes que le czar fit à ce sujet, pour lui reprocher ses conquêtes sur la Turquie. « Par le

traité de Tilsitt, lui écrivait-il, Votre Majesté devait restituer aux Turcs la Moldavie et la Valachie ; cependant, au lieu de les restituer, elle les a réunies à son empire. La Moldavie et la Valachie font le tiers de la Turquie d'Europe : c'est une conquête immense, qui, en appuyant le vaste empire de Votre Majesté sur le Danube, ôte toute force à la Turquie, et, on peut même le dire, anéantit l'empire ottoman. » Et, dans le rapport que fit M. de Bassano sur les relations extérieures de la France, il déclara nettement que les engagements d'Erfurth étaient oubliés : « L'empereur s'attend, disait-il, à retirer du moins des sacrifices qu'il va faire l'avantage de revenir sur la concession qui assure à l'empereur Alexandre la possession de la Moldavie et de la Valachie : cette condition est essentielle à obtenir, elle importe à l'Autriche, et elle doit résulter du traité à négocier avec cette puissance. »

Grâce à la diminution des armées russes, les Turcs obtinrent d'abord de grands avantages ; ils reprirent Routschouk et franchirent le Danube ; mais bientôt, par la faute de leurs généraux, ils se trouvèrent enveloppés et forcés de signer une convention (8 novembre), par laquelle ils devaient, au nombre de 30,000, être désarmés et traités en prisonniers de guerre si la Porte ne consentait pas à faire la paix aux conditions précédemment imposées par la Russie.

La nouvelle de cette convention irrita profondément le sultan, qui ordonna la levée d'une nouvelle armée, et sembla disposé à se mettre lui-même à sa tête. Le moment semblait favorable pour prendre une revanche : les hostilités entre Alexandre et Napoléon étaient imminentes, et Mahmoud savait que, par un traité conclu le 14 mars, la France et l'Autriche avaient stipulé l'intégrité de l'empire ottoman. On croyait d'ailleurs que Napoléon ferait entrer la Turquie dans son plan de campagne, et que cette armée de Dalmatie, tant de fois offerte à Sélim, marcherait enfin sur le Danube. « La Turquie, disait-il, est le marais qui empêche de tourner ma droite. » Aussi, des négociations ayant été ouvertes à Bukharest entre la Porte et la Russie, il s'efforça de les rompre en promettant au sultan la restitution des provinces danubiennes et de la Crimée. Mais le divan, qu'un sacrifice de quelques millions eût décidé, craignit un abandon semblable à celui qui suivit Tilsitt ; de plus il était dominé ou corrompu par les intrigues et l'or de l'Angleterre ; enfin il trahit le sultan Mahmoud, et manqua l'occasion la plus éclatante qui se fût jamais présentée de réparer les pertes de la Turquie, en signant, le 28 mai 1812, le traité de Bukharest. Par ce traité les Russes restituèrent la Valachie et la Moldavie, mais ils gardèrent la Bessarabie, les places situées entre Galatz et la mer Noire, avec l'une des bouches du Danube. La Servie dut rentrer sous la domination de la Porte, et l'on stipula, en sa faveur, quelques garanties illusoires.

Mahmoud sentit toute la honte et surtout l'inopportunité d'un pareil traité : il refusa d'abord de le ratifier ; les menaces des janissaires l'y contraignirent. L'a-

miral Tchichakof, qui avait succédé à Kutusof dans le commandement de l'armée de Moldavie, voulut pousser la Turquie à une alliance offensive et défensive, qui aurait permis d'attaquer l'empire français par la Dalmatie. Le divan refusa et persista à rester neutre dans la grande lutte qui allait ensanglanter le nord de l'Europe. Le traité de Bukharest n'en fut pas moins l'une des causes de la ruine de Napoléon, dont la droite fut tournée par cette armée de Moldavie que les Français en retraite trouvèrent sur les bords de la Bérézina! L'abandon de Bukharest avait tristement vengé l'abandon de Tilsitt, et la Turquie s'était suicidée elle-même en ne secondant pas Napoléon dans son audacieuse invasion de la Russie.

§ III. — Suite de l'insurrection de la Servie.

Nous venons de dire qu'à Bukharest la cour de Saint-Pétersbourg avait stipulé en faveur de la Servie : il nous faut revenir en arrière pour voir ce qu'était devenue l'insurrection de ce pays.

Nous avons vu qu'après la bataille de Czabatz, gagnée par Czerni-Georges, le pacha de Scutari avait traité avec les Serbes, auxquels il laissait une sorte d'indépendance, mais que cet accord avait été rejeté par les troupes ottomanes. Czerni-Georges s'empara de la ville de Belgrade et assiégea la citadelle. Le pacha de Belgrade, Soliman, abandonné par le divan à ses propres forces, capitula, à condition qu'il pourrait se retirer avec la garnison; mais, à quelques lieues de la ville, il fut massacré avec les siens Ce fut le signal de l'expulsion, de la spoliation, ou du massacre de tous les Turcs : les Serbes se livrèrent contre leurs anciens maitres à d'horribles vengeances : les enfants furent coupés en morceaux, les femmes éventrées ou réduites en esclavage. La Servie devint alors un vaste camp où de nombreux chefs militaires, ou woïvodes, étaient indépendants et se partageaient les biens des Turcs : Czerni-Georges dominait dans la Schoumadia, Milan Obrenovich à Roudnik, Vonitza à Semendria, etc. Le pays était délivré de la domination ottomane, mais il se trouvait livré à l'anarchie. On essaya d'y mettre fin en élisant un sénat, ou *soviet*, composé de douze membres, qui voulut soumettre à son autorité les divers woïvodes; mais il n'avait aucune force pour faire respecter ses décisions Les uns auraient voulu rattacher la Servie à la Turquie en lui donnant une condition analogue à celle des provinces danubiennes ; les autres cherchaient une protection, soit dans la Russie, soit dans l'Autriche, soit dans la France. Georges s'adressa au gouverneur des provinces illyriennes pour offrir à Napoléon le protectorat des Slaves de Turquie; l'empereur ne répondit à cette offre qu'en donnant au chef serbe un sabre enrichi d'or. Alexandre envoya aux insurgés un de ses conseillers, des armes, de l'argent, et leur promit son appui s'ils voulaient accepter le protectorat russe avec un prince fanariote.

Cependant, en 1809, les Serbes, conduits par Milosch et Dobriniatz, attaquèrent les Turcs du côté de Nissa pendant que Czerni-Georges entrait dans la Bosnie et assiégeait Novi-Bazar. Mais les deux premiers chefs furent battus; les Turcs reprirent tout le pays situé à la droite de la Morawa; Czerni-Georges évacua la Bosnie; les Bosniaques firent le siége de Losnitza. On crut la Servie perdue, et la plupart des woïvodes demandèrent qu'on proclamât souverain du pays le czar Alexandre. Une assemblée générale de la nation eut lieu en janvier 1810 pour décider la question ; on ne put s'entendre, et l'on se contenta d'envoyer des députés au quartier général russe pour demander des secours.

Cependant le pacha de Nissa s'avança avec 30,000 hommes, ravagea les campagnes, et força ainsi les hommes chargés de la défense des lieux fortifiés à les abandonner pour secourir leurs familles. Georges parvint à le repousser, et il remporta sur les Bosniaques une victoire éclatante dont il rendit ainsi compte : « Nous nous sommes mêlés, et nous nous sommes battus deux heures au sabre; nous avons tué beaucoup de Turcs et coupé beaucoup de têtes : ils ont perdu cinq fois plus de monde que nous : c'est la plus grande bataille qui ait été livrée. » Les Turcs repassèrent la Drinna, qui devint la limite des deux partis.

Grâce à cette victoire, Czerni-Georges obtint du sénat plusieurs décrets qui lui donnèrent l'autorité suprême sur tous les woïvodes. Lui-même formula dans une sorte de constitution les libertés et priviléges des Serbes. Tous les opposants furent bannis, et quelques soulèvements furent étouffés par la force. Le pouvoir étant en une seule main, les Turcs, dont les principales troupes étaient d'ailleurs occupées contre les Russes, n'osèrent rien tenter contre la Servie. Le pacha de Nissa offrit à Georges de le faire reconnaître comme prince du pays, mais à la condition qu'il répudierait le protectorat de la Russie. Georges, ne voulant pas traiter sans le consentement du czar, envoya les propositions du pacha au général russe; mais il fut mal récompensé de sa loyauté, car, au printemps suivant, la Russie signa le traité de Bukharest, qui rendait aux Turcs toutes les forteresses de la Servie et abandonnait en réalité cette province à leur vengeance.

Les Serbes refusèrent de reconnaître ce traité et se préparèrent à la résistance. Czerni-Georges fit une proclamation où il disait : « Les Turcs ont juré de décapiter les Serbes plus âgés que sept ans, de traîner dans l'esclavage les femmes et les enfants, et de les faire Turcs pour coloniser la Servie avec d'autres peuples; mais ne sont-ce pas ces mêmes Turcs que nous avons battus sans armes, tandis que maintenant les Serbes ont cent cinquante canons, sept forteresses et quarante redoutes trempées de sang ottoman ? » Mais les Serbes n'éprouvèrent que des défaites. Les Turcs s'emparèrent de Negodin, de Kladova, dont ils empalèrent les habitants, et de tout le pays jusqu'à la Morava (1813). Czerni-Georges s'enfuit en Hongrie, et de là en Russie; les Serbes se débandèrent; Semendria et Belgrade furent prises, et les Turcs se trouvèrent maîtres de la Servie. La plupart des woï-

vodes s'enfuirent et cherchèrent un refuge sur le territoire autrichien; ils y furent arrêtés et traités en prisonniers d'État.

Cependant le divan essaya de rendre quelque tranquillité au pays, mais ce fut en enlevant aux Serbes toutes leurs libertés; les mousselims et autres fonctionnaires qui s'étaient enfuis rentrèrent dans leurs emplois; les sipahis revinrent et reprirent leurs timars; des hordes d'Albanais indisciplinés garnirent les forts et les bourgs; toute tentative de résistance fut punie par des supplices; plus de trois cents Serbes furent empalés ou décapités à Belgrade.

Cet état de choses devait amener une révolte; Milosch Obrenovitch, beau-frère de Czerni-Georges, qui avait refusé de fuir avec les autres woïvodes, avait été nommé par les Turcs knès de Roudnik. Le jour des Rameaux de l'an 1815, il appelle le peuple aux armes, bat un corps albanais à Maïdan et fait soulever les districts de Belgrade et de Vallievo; les Turcs sont chassés de leurs positions; les exilés rentrent de toutes parts. Après une année de guerre où les troupes ottomanes n'éprouvent que des défaites, un accord est conclu entre Milosch et Maraschli, pacha de Roumélie, par lequel les hostilités cessent, les insurgés gardent leurs positions et leurs armes; une députation serbe est envoyée à Constantinople.

Cette députation fut bien accueillie et trouva appui dans l'ambassadeur russe, qui fit obtenir aux Serbes les conditions suivantes : amnistie générale, nomination de Maraschli au pachalik de Belgrade, avec ordre de « traiter les Serbes comme ses enfants; » levée des impôts par les habitants; reconnaissance de l'autorité civile et militaire des knès et du knès supérieur qu'ils pourront se donner; installation à Belgrade d'une assemblée de douze knès élus par les habitants, qui répartirait l'impôt, jugerait les délits, etc.; respect de la religion et des libertés du pays, etc. Ces conditions donnaient, en réalité, l'indépendance à la Servie. Milosch fut choisi pour knès supérieur, non sans opposition de la part de quelques woïvodes, dont il se débarrassa par le meurtre ou par l'exil; il rétablit en partie la constitution donnée par Czerni-Georges, nomma lui-même les knès, auxquels il assura un traitement en argent, et gouverna le pays à peu près en monarque absolu (1817).

§ IV. — Les Wahabites. — Puissance de Méhémet-Ali. — Révolte d'Ali-Pacha.

Pendant que l'empire ottoman s'amoindrissait par l'indépendance de la Servie, il s'affaiblissait, en Égypte, de la puissance qu'acquérait Méhémet-Ali, et, en Épire, des usurpations d'Ali-pacha.

Vers le milieu du dix-huitième siècle, il s'était formé dans l'Yémen une secte redoutable, celle des Wahabites, fanatiques austères et ambitieux, ennemis des mahométans, et qui prétendaient ramener le Koran à sa pureté primitive. Ils s'étaient mis à faire la guerre aux musulmans, avaient détruit les garnisons turques

et étendu leur domination dans toute l'Arabie; ils s'étaient même emparés des villes saintes et arrêtaient toutes les caravanes de pèlerins qui se rendaient à la Mecque et à Médine. C'était une honte et un danger pour l'islamisme, et tous les vrais croyants suppliaient depuis un demi-siècle les sultans de mettre fin à ce sacrilége. Mahmoud, à peine assis sur le trône, ordonna à Méhémet-Ali de délivrer les villes saintes. Le pacha d'Égypte accepta avec empressement cette mission, qui devait fixer sur lui l'attention des fidèles; mais son autorité n'était pas bien affermie; les Mameluks étaient cantonnés dans la haute Égypte, et il ne voulait pas envoyer au loin ses troupes avant d'être débarrassé de ses ennemis. Pour y réussir, il employa la ruse et la trahison.

Il parvint, à force de caresses et en s'alliant avec le plus puissant d'entre eux, à les faire sortir de leurs retraites; puis il les invita à venir au Caire pour assister à la cérémonie d'investiture de son fils, qui devait commander l'expédition d'Arabie. Les beys vinrent sans défiance (1er mars 1811); mais quand ils entrèrent dans la cour intérieure du palais, ils furent accueillis par une fusillade à bout portant et qui partait de toutes les fenêtres. Tous périrent dans ce guet-apens. Le même jour, les gouverneurs des villes coururent sus à tous les Mameluks qu'on put surprendre et les massacrèrent. Un petit nombre parvint à se réfugier en Abyssynie; quelques-uns enfin entrèrent plus tard au service du pacha. Ainsi finit la domination des Mameluks en Égypte et commença celle de Méhémet-Ali.

Alors l'armée partit sous le commandement de Toussoun-pacha; elle s'empara d'Yambo, d'El-Omlah, de Djeddah, et, après une bataille livrée à Safrah, elle s'empara de Médine; les clefs en furent envoyées au sultan, qui fit célébrer cette victoire par de grandes fêtes (30 janvier 1813). Deux mois après, la Mecque fut prise, et l'on envoya de même à Constantinople les clefs de la ville et de la Kaaba. La guerre se prolongea jusqu'en 1815; l'émir des Wahabites étant mort, son fils conclut un traité avec Toussoun-pacha, qui mourut lui-même quelque temps après; mais, ayant refusé de se rendre à Constantinople pour implorer le pardon du sultan, il fut assiégé dans sa capitale par Ibrahim, autre fils de Méhémet, qui avait succédé à Toussoun; obligé de se rendre, il fut envoyé à Constantinople, où il fut décapité (1818).

Cette expédition affermit la puissance de Méhémet, qui commença à utiliser les germes de civilisation que les Français avaient laissés dans le pays. Il fit creuser le canal d'Alexandrie au Caire, commença la formation d'une armée régulière qui fut instruite et disciplinée par des Français, se donna une marine de guerre, fit construire, par des ingénieurs de la même nation, un arsenal et des fabriques à Alexandrie, etc. En même temps, ses fils faisaient la conquête des pays voisins de l'Égypte : l'oasis de Syouah, le Kordofan, le Darfour, devinrent tributaires de Méhémet, qui commença à nourrir des projets d'indépendance.

Cependant Napoléon était tombé sous les coups de l'Europe coalisée; mais la

Turquie n'avait pris aucune part à cette lutte gigantesque où elle eût pu jouer un si grand rôle; elle semblait s'être mise, par ses fréquentes révolutions, la faiblesse de son gouvernement, la nullité de ses ressources militaires, en dehors des États civilisés; et, en effet, elle ne fut pas admise au congrès qui remania la carte de l'Europe, au congrès de Vienne. Elle regardait tout ce qui se passait autour ou près d'elle avec une incurable apathie, qui semblait l'indice d'une mort prochaine. Ainsi les Anglais, en 1816, purent bombarder Alger sans qu'elle élevât une réclamation; ils purent s'emparer des îles Ioniennes sans qu'elle témoignât la moindre crainte; elle se crut suffisamment indemnisée par la cession de Parga.

Après la bataille de Nicopolis (1798), Parga avait été menacé par Ali-pacha, et elle ne lui avait échappé que grâce aux Russes qui l'avaient occupée; puis elle était revenue, après le traité de Tilsitt, aux mains de la France, qui y avait mis une petite garnison. Les habitants, croyant que cette garnison était disposée à les céder au pacha de Janina, appelèrent secrètement les Anglais et livrèrent leur ville (1815), sous la condition qu'elle ne serait jamais cédée aux Turcs. Malgré cette condition, l'Angleterre se couvrit de honte en consentant à vendre Parga et son territoire à Ali-pacha (1817); mais la population entière aima mieux abandonner la ville et se retirer aux îles Ioniennes que de tomber entre les mains du tyran de l'Épire.

Cependant Ali-pacha, qui avait cessé de pensionner les membres du divan, n'avait plus que des ennemis à Constantinople. Il refusait les contingents, les tributs qu'on exigeait de lui; il étouffait dans les supplices les plaintes des populations qu'il pressurait; il semblait, dans ses montagnes et son château de Janina, où il avait rassemblé, dit-on, un trésor de cent cinquante millions, se rire de toute la puissance du sultan. A la fin, Mahmoud, qui travaillait dans le silence à reprendre son autorité et à replacer la Turquie au rang des grandes nations, résolut de frapper ce rebelle. Ali ayant fait assassiner un de ses ennemis jusque dans les rues de Constantinople, il fut déclaré *fermanli* (excommunié) et sommé de comparaître au tribunal du sultan dans quarante jours. Il essaya vainement d'intéresser à sa défense l'Angleterre, qui l'avait toujours soutenu; alors il chercha des ressources dans les populations qu'il avait opprimées, et sa cause se trouva ainsi liée à celle de l'indépendance de la Grèce.

§ V. — L'*Hétairie*. — Insurrection de la Grèce. — Tentative d'Ypsilanti.

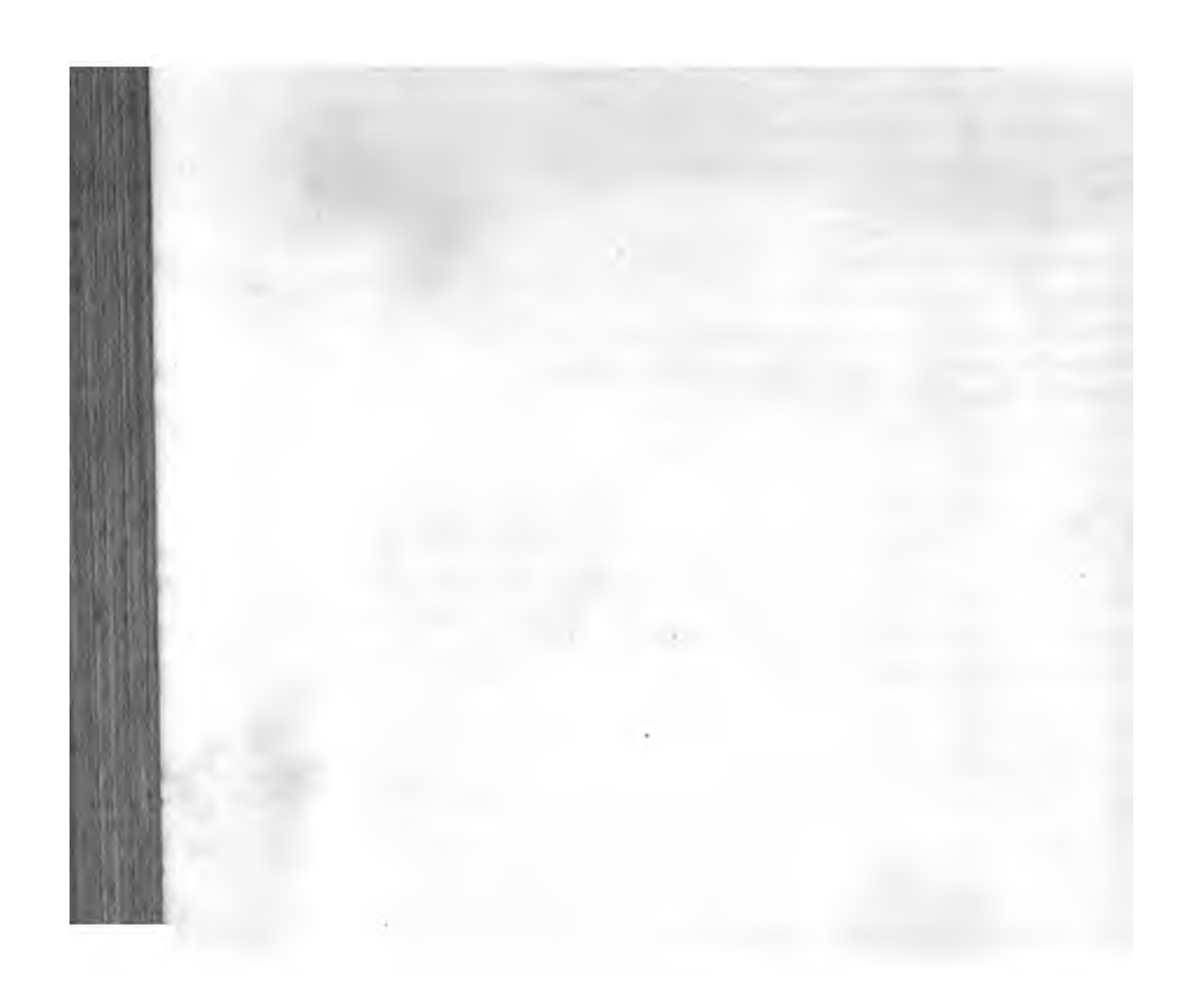
Les Grecs, comme la plupart des peuples conquis par les Turcs, avaient accepté avec résignation une autorité qui ne leur demandait que des tributs, qui respectait leur religion et leurs institutions municipales[1]. Aussi l'on vit les hommes les

[1] Les Turcs adoptèrent pour eux-mêmes, nous l'avons déjà dit, le mode administratif des vaincus, ils multiplièrent les centres communaux; enfin, ils portaient un tel respect à l'institution municipale, qu'en



W. L. Leitch. J. Cousen.

Janina.



plus influents parmi eux se charger volontiers de l'administration civile sous le nom de *primats* ou de *khodja-bachis* [1]. Deux classes échappèrent seules à la domination musulmane, les montagnards, qui, réfugiés dans les gorges du Pinde et du Parnasse, ne purent être domptés, et devinrent, comme ceux de la Servie et de la Macédoine, des brigands sous le nom de *klephtes;* les insulaires et les habitants des villes maritimes, qui appliquèrent leur vive intelligence au commerce, et devinrent les intermédiaires naturels des Ottomans avec les Occidentaux. Cette seconde classe de la population perdit rapidement l'esprit de localité et de tribu; étant plus instruite, elle se nourrit des souvenirs de l'antiquité; enfin, elle conçut l'idée de la résurrection de la patrie grecque : c'est d'elle que sont sortis les émancipateurs, et si les *palikares* viennent de la montagne, c'est dans les îles et sur les côtes que naquit l'*hétairie*.

Notre expédition d'Égypte, si brillante et si insensée, avait eu pour résultat de ruiner entièrement nos établissements de commerce dans le Levant : ce furent les Grecs qui en héritèrent; profitant de la grande lutte entre la France et l'Angleterre, qui leur livrait la Méditerranée, à couvert sous le pavillon turc, donnant l'essor à leur aptitude pour les travaux de la mer, ils firent un commerce si considérable, et acquirent tant de richesses, que, en 1815, ils possédaient 600 bâtiments montés par 30,000 hommes d'équipage. La classe nouvelle des armateurs et des négociants disputa l'influence aux primats; elle envoya ses enfants s'instruire à l'étranger; elle fonda des écoles non-seulement dans les îles, mais dans l'Asie Mineure, et même à Constantinople; elle condensa ses forces, ses pensées, ses aspirations, dans des sociétés qui semblaient toutes littéraires, et qui ne tardèrent pas à devenir politiques. La plus importante fut l'*hétairie* (ἑταιρεία, association), fondée par trois Grecs obscurs, société dont le but semblait être de répandre l'instruction chrétienne et les livres de piété parmi les populations de la Grèce; sa

1820 il y avait « un conseil municipal central, représentant les communes de toute la Grèce, qui siégeait comme assesseur auprès de l'autorité déléguée par le sultan. Son intervention était légalement indispensable dans l'administration de la province, et non-seulement ce conseil grec avait des moyens d'appel à Constantinople, mais ses délégués dans cette capitale y représentaient les intérêts de la province. (Port folio, n°s 22 et 23.)

[1] Nous avons déjà parlé de ces primats (page 179); voici ce qu'ils étaient à l'époque de la révolution grecque : « Devenus intermédiaires entre le gouvernement et les raïas, les primats acquirent nécessairement du pouvoir dans leurs provinces, et en abusèrent trop souvent d'une manière honteuse pour eux-mêmes et fâcheuse pour le peuple. A peu d'exceptions près, les khodja-bachis, pendant tout le cours de la révolution, se montrèrent aussi bas qu'on pouvait l'attendre du système sous lequel ils avaient vécu. Efféminés par une vie passée au milieu des adulations de leurs suivants, rampant sous les Turcs, qui, ne pouvant se passer de leur finesse et de leurs connaissances, les regardaient comme des maux nécessaires, ayant juste ce qu'il fallait d'éducation pour tromper les maîtres et tyranniser les esclaves, vivant dans une terreur continuelle, quoique gonflés d'une vaine puérilité, ils étaient des instruments tout formés d'oppression, et ordinairement partageaient la proie. Les vues du haut clergé coïncidaient à peu près avec celles des primats, attendu qu'ils avaient toujours agi de concert, et que les derniers, sous le rapport de la dignité, cédaient la préséance au clergé. Le dessein des uns et des autres, en fomentant l'insurrection, après s'être débarrassés des Turcs, était d'accaparer tout le pouvoir à leur profit et de constituer une oligarchie. » (Gordon, *Hist. de la Révolution grecque.*)

caisse était à Munich, mais sa tête était à Saint-Pétersbourg, et son centre à Constantinople ; ses émissaires étaient répandus dans toutes les provinces. Les fondateurs affirmaient que l'empereur de Russie en était le chef suprême, et qu'elle avait l'appui immédiat de Capo-d'Istria, ministre du czar. Dès 1817, presque tous les klephtes du Pinde, les Maïnotes de la Morée, les primats de l'intérieur et des côtes, les marchands et les marins de l'Archipel, étaient affiliés à l'hétairie. Ce fut alors que Czerni-Georges quitta Kiew où il vivait dans la retraite, et se dirigea secrètement sur la Servie; il devait faire révolter ce pays, et, pendant que l'attention et les forces de la Turquie seraient attirées de ce côté, la Grèce entière devait se soulever et donner la main aux hétairistes de la Valachie; les Turcs seraient rejetés en Asie, et la croix rétablie sur le dôme de Sainte-Sophie. Mais, à son arrivée sur le territoire serbe, Czerni-Georges fut assassiné par des émissaires de Milosch : sa tête fut envoyée à Constantinople, et Milosch fut reconnu par le sultan prince ou knès supérieur de la Servie. La Russie s'empressa de désavouer les projets de Czerni-Georges, et l'hétairie continua ses menées pendant encore trois années.

En 1820, à l'époque où l'Europe presque entière était travaillée par les idées révolutionnaires, où une fièvre de liberté agitait tous les esprits, la propagande hétairiste prit les plus graves proportions, et tendit presque ouvertement à l'émancipation de la Grèce. La guerre de la Porte contre Ali-pacha précipita le mouvement.

De grands préparatifs avaient été faits par le divan pour vaincre le rebelle. Une flotte commandée par le kapoudan-pacha s'en alla attaquer et prendre Parga, puis Prevesa, pendant qu'une armée de 20,000 hommes traversait la Grèce et l'Épire en les ravageant, et allait assiéger Janina. Dans ce grand danger, Ali, qui depuis longtemps avait des relations avec l'hétairie, appela les klephtes, même les Souliotes à sa défense, et se présenta ainsi comme le patron de la liberté des Grecs. Pour les exciter à prendre les armes, il fit courir une lettre vraie ou supposée d'Halet-effendi, favori du sultan, dans laquelle était révélé un projet d'extermination de tous les chrétiens. Ceux-ci hésitaient entre la cause du pacha et celle des Turcs; ils avaient même d'abord offert leurs services au séraskier de l'armée ottomane; mais la dureté avec laquelle ils furent accueillis, et la publication de la lettre d'Halet-effendi, les décidèrent à se révolter. Les Souliotes, commandés par l'héroïque Botzaris, se retirèrent dans leurs montagnes et formèrent le noyau d'une ligue formidable de tous les *armatolis* contre les Turcs. Pour l'hétairie, le pacha de Janina était le moyen de révolte; pour le pacha, l'hétairie était le moyen de résistance : ils ne s'entendaient que dans le but commun de détruire l'autorité du sultan [1]. Les émissaires d'Ali et de l'hétairie parcoururent toute la Grèce et l'appelèrent aux armes : le moment leur semblait venu d'enlacer

[1] *L'Orient* (1718-1845), par M. de Malherbe, t. II, p. 504.

la puissance ottomane dans une série d'insurrections depuis la Maïna jusqu'à la Moldavie.

Des troupes turques, qui marchaient de la Morée sur Janina, ayant outragé les habitants de Patras (12 février 1821), la ville se révolta, et l'insurrection gagna Gastouni, Kalavryta, etc. Le caïmacan de Tripolitza enjoignit à tous les évêques et primats de la Morée de se rendre près de lui dans l'intention de les mettre à mort. L'archevêque de Patras, Germanos, arrivé à Kalavryta, déclare qu'il n'ira pas plus loin, que les temps sont accomplis, que le règne de la croix commence (mars 1821). Quinze cents Grecs se rangent sous l'étendard sacré ; les Turcs sont chassés de toutes parts et se réfugient à Lépante. La citadelle de Patras bombarde la ville, qui n'est bientôt plus qu'un monceau de ruines; elle est assiégée par 10,000 Grecs, que commande Germanos, et ce prélat fait appel à l'Europe par cette lettre adressée aux consuls chrétiens. « Les Hellènes, disait-il, livrés à l'oppression croissante des Turcs, qui ont juré de les anéantir, ont unanimement pris la résolution de secouer le joug ou de mourir. Nous nous sommes levés en armes pour venger nos injures et soutenir nos droits. Nous sommes pourtant persuadés que les puissances chrétiennes reconnaîtront la justice de notre cause et nous prêteront assistance et secours, en se rappelant combien nos aïeux ont été utiles à l'humanité. » Yousouf, pacha de Sérès, accourt, met en fuite ces bandes indisciplinées, et massacre toute la population ; 3,000 Grecs sont sauvés par le consul de France, Pouqueville, l'historien de cette horrible guerre. Malgré cette catastrophe, la Maïna, l'Arcadie, la Messénie suivent le mouvement ; la Béotie s'insurge; ses habitants prennent Livadie et y massacrent 2,000 Turcs; Odyssée soulève la Doride ; Dikaïos, la Mégaride; Procope, l'Elide, etc.

Cependant l'insurrection avait commencé dans le nord. L'hétairie avait alors pour chef Alexandre Ypsilanti, fils de l'ancien hospodar de Valachie, aide de camp de l'empereur de Russie, qui avait consacré toute sa fortune à l'œuvre de l'émancipation grecque. Il avait, assure-t-on, l'assentiment du czar, qui, consulté sur l'opportunité de l'insurrection, aurait répondu : « Si la Grèce entière se lève, mes Cosaques iront la seconder. » Ypsilanti se rend alors à Yassi (5 mars 1821), et y fait afficher cette proclamation : « Hellènes, l'heure a sonné ; il est temps de secouer le joug et de venger notre religion et notre patrie. Partout nos frères et nos amis sont prêts à nous seconder; les Serviens, les Souliotes, toute l'Épire, sont en armes et nous appellent. En avant, Hellènes, en avant ! et nous verrons une puissance formidable protéger nos droits. »

A cet appel, Michel Soutzo, hospadar de la Moldavie, dépose son autorité entre les mains du chef de l'hétairie, et s'enrôle sous le drapeau de l'indépendance avec une troupe des jeunes gens des premières familles. Ypsilanti leur laisse la direction du mouvement, passe en Valachie, y forme le *bataillon sacré*, entre à Bukharest, mais n'y trouve réellement d'appui que dans la jeunesse lettrée et dans la popu-

lace : les Roumains avaient peine à reconnaître leur cause dans un soulèvement fait au nom de l'Hellénie. Quelques jours après le départ d'Ypsilanti, le consul russe proteste, par l'ordre de son gouvernement, contre l'entreprise, et déclare « qu'elle est l'effet de l'exaltation qui caractérise l'époque présente ainsi que de l'inexpérience et de la légèreté d'un jeune homme. » Le surlendemain, Michel Soutzo est chassé de Yassi par les boyards moldaves. Bientôt après un ukase du czar prive de son grade Ypsilanti, et le ministre de Russie à Constantinople assure le sultan de la neutralité et de l'amitié de son maître. L'Autriche déclare hautement qu'elle désapprouve l'insurrection.

§ VI. — Meurtre du patriarche grec. — Soulèvement des îles. — Progrès de l'insurrection.

Cependant, à la nouvelle du soulèvement de la Morée, le divan s'était réuni, et il avait prononcé le désarmement de tous les Grecs et l'extermination de tous ceux qui ne se soumettraient pas. Ce décret réveille le fanatisme et la férocité des Ottomans. Les familles grecques de Constantinople prennent la fuite ; mais la plupart tombent sous les coups des janissaires; les églises sont pillées, les raïas poursuivis partout; le patriarche Grégoire, accusé de pactiser avec l'insurrection, est arrêté avec son synode et pendu à la porte de son palais. Trois archevêques, quatre-vingts évêques, exarques et archimandrites ont le même sort. Le cadavre du patriarche est mutilé par les juifs, traîné dans un égout et jeté dans le Bosphore. Les Turcs prétendirent que ce massacre était fait en représailles des atrocités commises par les insurgés sur un vaisseau turc, qui portait le mollah de la Mecque avec son harem.

La nouvelle du martyre du patriarche acheva de soulever toute la Grèce. Hydra et Psara adhérèrent à l'insurrection avec un dévouement héroïque. « Depuis trente ans, dit Lazare Condorioutis, je travaille pour amasser des trésors. Je les offre à la patrie, et je m'estimerai heureux s'ils peuvent servir à l'indépendance de la Grèce. Je pense que mon exemple sera suivi par tous les riches d'Hydra et des îles qui nous sont alliées ; mais s'ils reculent devant des sacrifices d'argent, ne perdez pas courage, mes frères, je suis en état de faire à moi seul les dépenses de la marine. » En effet, Hydra donna seule cinq millions pour les frais de la guerre; Psara, Spezia en firent autant ; la croix fut arborée sur tous les navires grecs ; Tombazis, nommé navarque, fit soulever toutes les îles, excepté Chio ; il courut sus aux bâtiments turcs, et vengea par d'horribles représailles les cruautés des musulmans.

Cependant Ypsilanti, depuis qu'il s'était vu abandonné par la Russie, avait perdu courage, et s'était retiré près de Rimnik ; mais Athanase d'Agrapha, avec cinq cents hommes, tint tête aux 20,000 Turcs qui passèrent le Danube à Galatz.

et, dans un dernier combat héroïque, sur le Pruth, il périt avec tous les siens. Ypsilanti fut attaqué à son tour près du couvent de Dragochan ; il fut défait. Le bataillon sacré, fort de douze cents hommes, périt tout entier ; le reste s'enfuit ; Ypsilanti chercha un refuge sur le territoire autrichien et fut enfermé dans la citadelle de Munkacz (juin 1821).

C'était à l'Autriche qu'était due la fin désastreuse du soulèvement : lorsque Ypsilanti s'était vu maître de Yassi, il avait écrit une lettre pleine d'enthousiasme et d'espérance à Alexandre, qui était alors au congrès de Laybach. M. de Metternich plaça alors sous les yeux du czar la correspondance vraie ou fausse du chef de l'hétairie avec les libéraux français, les constitutionnels espagnols et les carbonari napolitains : il obtint un désaveu, et l'insurrection grecque se trouva abandonnée à ses propres forces.

Cette insurrection continuait à faire des progrès dans le Midi. Les Turcs de la Morée, laissant les campagnes aux insurgés, se réfugient dans les forteresses, qui sont toutes assiégées. Kourschid-pacha, qui bloquait Ali dans Janina, envoie un corps albanais sur Tripolitza : il est battu et mis en déroute. Démétrius Ypsilanti, frère d'Alexandre, arrive en Morée ; on l'accueille avec enthousiasme et on le proclame chef de l'insurrection. Arcadia et Navarin sont prises : les vainqueurs vengent le massacre de Constantinople par le massacre des musulmans. De là Ypsilanti marche sur Tripolitza, qui a dix mille hommes de garnison : des Français, accourus à la défense de la Grèce, dirigent les travaux du siége. Baïram-pacha, avec une armée de douze mille hommes, essaye de pénétrer en Morée pour délivrer Tripolitza : il est battu et son armée détruite par les bandes de Gouras et d'Odyssée. La ville, désespérant d'être secourue, demande à traiter ; mais une trahison la livre aux Grecs, qui l'incendient et en massacrent la population ; les primats et les chefs de l'armée se déshonorent en prenant part au pillage.

Cependant la discorde paralysait l'insurrection ; les insurgés de la Grèce continentale, de la Morée et des îles, étaient ennemis les uns des autres et refusaient de concerter leurs efforts ; chaque bande voulait agir à part, et ne cherchait que le pillage et la vengeance ; les îles seules et les villes maritimes désiraient sincèrement le rétablissement de leur patrie et demandaient la formation d'un pouvoir central. Enfin une réunion des envoyés et des chefs militaires eut lieu à Epidaure, et, grâce aux efforts des hétairistes, elle parvint à constituer un gouvernement, qui se composait d'un corps législatif, présidé par Ypsilanti, d'un conseil exécutif, présidé par Mavrocordato, avec Negris et Coletti pour ministres (13 janvier 1822). Cette division des pouvoirs ne mit pas fin aux prétentions des partis.

§ VII — Mort d'Ali-pacha. — Massacre de Chio. — Dissensions des Grecs.

A cette époque, Ali-pacha, qui tenait en échec dans Janina la plus grande partie des ressources de la Porte, périt par trahison : appelé à une conférence, il fut poignardé par ses ennemis, qui envoyèrent sa tête à Constantinople (5 février 1822). Alors le divan, soutenu d'ailleurs par l'Autriche et l'Angleterre, qui ne voyaient dans les Grecs que des rebelles, put porter toutes ses forces contre eux. Les insurgés de la Grèce continentale envoyèrent Botzaris, le héros des Souliotes, pour demander aide à ceux de la Morée : les Péloponésiens répondirent à cet appel, mais ils subirent à leur tour plusieurs défaites ; Mavrocordato fut battu à Peta ; Drem-Ali, à la tête de 35,000 hommes, pénétra dans la Mégaride, et occupa l'Acro-Corinthe, abandonnée par sa garnison. Le gouvernement grec se réfugia sur une goëlette hydriote; les habitants de l'Argolide s'enfuirent dans les montagnes. Ypsilanti releva les courages et se retira dans Argos. Drem-Ali vint l'y assiéger, mais il fut repoussé, et regagna l'Acro-Corinthe, pour y attendre Kourschid-pacha ; chaque pas de sa retraite fut marqué par un combat, et il mourut des suites de ses blessures. De son armée, une partie s'embarqua, une autre partie essaya de gagner Patras, en longeant la côte, mais dix-huit cents hommes seulement y arrivèrent. Kourschid-pacha, qui venait au secours de Drem-Ali, fut complétement battu par Odyssée au défilé de Davi, et, désespéré de sa défaite, se donna la mort.

Chio avait refusé de prendre parti pour la Grèce : elle fut effroyablement punie de sa neutralité, que les Turcs refusèrent de reconnaître : dix mille Asiatiques débarquèrent sur ses côtes, pillèrent, incendièrent ses villes et ses campagnes, massacrèrent sa population mâle et emmenèrent les femmes en esclavage. De cent mille habitants il en resta neuf cents ! Un cri d'horreur s'éleva dans toute l'Europe à la nouvelle de ces barbaries. Les Grecs en tirèrent une éclatante vengeânce : Canaris de Psara, et Pepinos d'Hydra, conduisirent deux brûlots au milieu de la flotte turque, mouillée entre Chio et la côte de Tchesmé; le vaisseau amiral fut incendié, trois mille Turcs périrent, et parmi les morts se trouva le kapoudan-pacha. La flotte se réfugia dans les Dardanelles, et, après avoir réparé ses pertes, elle sortit pour ravitailler Nauplie, qui était assiégée depuis un an ; mais elle fut forcée, par le navarque Miaulis, de s'abriter derrière Ténédos. Là, Canaris et Kyriokos, vinrent encore l'incendier (novembre 1822) ; une tempête augmenta le désastre, et les Turcs perdirent la moitié de leurs vaisseaux. Nauplie se rendit et devint la principale place d'armes des Hellènes.

Les succès de l'insurrection continuèrent. Missolonghi, assiégée depuis longtemps, et qui avait subi plusieurs assauts, fut délivrée. Une armée de 20,000

Turcs qui avait franchi les Thermopyles, fut repoussée dans la Thessalie ; une autre fut battue à Karpenitza avec perte de 2,000 hommes. Les Grecs souillèrent trop souvent leurs victoires par des cruautés ; mais ces cruautés ne furent que de faibles représailles des barbaries commises par les Turcs à Smyrne, en Chypre, en Syrie, partout où il y avait des chrétiens. Toutes les atrocités qui déshonorent l'histoire ottomane furent renouvelées en plein dix-neuvième siècle, en face de l'Europe civilisée.

Cependant les insurgés ne cessaient de demander des secours à leurs frères de la chrétienté, au nom de la croix qu'ils portaient sur leurs bannières, au nom des lumières que leurs ancêtres avaient versées sur le genre humain. Un congrès étant réuni à Vérone, ils y envoyèrent des députés. Les souverains de l'Europe, qui s'étaient rassemblés pour étouffer les insurrections de l'Italie et de l'Espagne, refusèrent de les entendre, et ils invitèrent même Mahmoud à envoyer un représentant au congrès. « On nous traite de révolutionnaires, écrivait l'un des députés, quoique nous ne combattions que pour nous soustraire au joug affreux de nos tyrans, sans nous occuper de ce qui se passe chez les autres nations. Si nous étions révolutionnaires, aurions-nous fait la démarche de nous adresser à des têtes couronnées pour leur demander un chef? »

Mais si les rois étaient hostiles à la cause des Grecs, l'opinion des peuples se prononçait très-vivement en leur faveur ; en France, en Allemagne, en Angleterre, des sociétés de philhellènes s'étaient formées qui avaient ouvert des souscriptions, et envoyaient aux Grecs de l'argent, des armes, des munitions ; des défenseurs accouraient à leur aide, et parmi eux on comptait lord Byron, le colonel Fabvier, le comte Rosa, etc. Mais les Grecs perdaient le fruit de leurs victoires par leurs luttes intestines. Le sénat avait nommé Condouriotis chef du pouvoir exécutif ; celui-ci fut obligé de livrer trois combats au parti péloponésien pour faire reconnaître son autorité, et il n'installa le sénat à Nauplie que par la force.

§ VIII. — Intervention des troupes du pacha d'Égypte. — Prise de Missolonghi.

Cependant les Turcs étaient fatigués et effrayés de cette lutte où leurs armées s'engloutissaient depuis trois ans sans résultat. Mahmoud essayait vainement de faire des levées dans les provinces : on ne répondait plus à son appel ; il se décida à demander des secours au pacha d'Égypte, qui, plus heureux que lui, n'avait point pour unique armée des bandes de pillards féroces et indisciplinés, mais des troupes formées à la tactique et aux armes de l'Europe. Un firman (16 janvier 1804) lui fut adressé à ce sujet en même temps qu'un hatti-shérif qui lui donnait les pachaliks de Morée et de Candie. Méhémet répondit avec empressement à l'ordre de son maître, et son fils Ibrahim partit avec une armée de 15,000 hommes,

que transportèrent des navires autrichiens et maltais, et une flotte de soixante-trois bâtiments de guerre. Il se dirigea d'abord sur Candie, que les Grecs n'essayèrent pas de secourir; l'île fut facilement conquise. La flotte égyptienne, ayant fait sa jonction avec la flotte turque, se disposait à envahir la Morée, mais elle fut attaquée dans la rade d'Halycarnasse par la flotte grecque, battue, harcelée, poursuivie dans tous les lieux où elle chercha un refuge, enfin forcée de rentrer à Alexandrie, où Miaulis la conduisit jusqu'à la vue du port.

L'armement du pacha d'Égypte avait suspendu les luttes intestines des Grecs; mais, à peine les victoires de la flotte furent-elles connues, que les dissensions recommencèrent. Une bataille livrée entre les deux partis sous les murs de Corinthe laissa le pouvoir à Condouriotis, que secondaient Gouras, Coletti et tous les chefs de la Grèce continentale; les vaincus furent mis en fuite, exilés et dépouillés de leurs biens.

Ibrahim profita de ces déplorables troubles; il débarqua à Modon avec 12,000 hommes de troupes régulières, battit les Grecs qui accouraient à sa rencontre, prit Navarin (18 mai 1825), Tripolitza et toutes les places de l'intérieur; il n'échoua que devant Nauplie, que Ypsilanti parvint habilement à sauver. Les Grecs étaient déroutés par les manœuvres de leur adversaire et la solidité de ses troupes; ils désespérèrent de leur cause et pensèrent à se livrer à l'Angleterre. Il ne leur restait que trois places importantes : la citadelle d'Athènes, Nauplie et Missolonghi.

Pendant qu'Ibrahim conquérait la Morée, Reschid-pacha, assisté d'ingénieurs autrichiens, venait mettre le siége devant Missolonghi; il multiplia les assauts et épuisa ses forces devant une place que les Grecs ravitaillaient incessamment par mer; alors il appela à son aide Ibrahim. Celui-ci s'embarqua à Patras avec 10,000 hommes et un matériel immense; il essaya d'abord d'enlever la place par un coup de vigueur; repoussé avec perte, il l'isola en s'emparant de tous les points qui dominaient la rade et la priva ainsi de tous les secours du dehors. Les assiégés, réduits aux dernières extrémités, après une défense héroïque et qui fut admirée de toute l'Europe, se décidèrent à abandonner la ville; mais, dans leur retraite, ils furent enveloppés par Ibrahim et résistèrent pendant quatre heures dans une lutte inégale. 1,800 seulement parvinrent à s'échapper; tout le reste périt; on trouva dans la ville, au milieu des ruines, 8 à 900 femmes ou enfants : c'était tout ce qui restait des 15,000 habitants de Missolonghi. Ibrahim rentra dans la Morée. Reschid alla mettre le siége devant la citadelle d'Athènes.

§ IX. — Discussions de la Porte avec la Russie.

La cause des Grecs paraissait perdue : le deuxième congrès d'Épidaure nomma une commission chargée de négocier avec la Porte par l'intermédiaire de l'ambas-

sadeur anglais ; il demandait que la Morée fût constituée en État tributaire. Ypsilanti et les députés de la Grèce continentale s'opposent à cette résolution : une scission a lieu et les Péloponésiens s'assemblent à Hermione. L'amiral anglais Cochrane, auquel le congrès d'Épidaure avait donné le commandement suprême des armées de terre et de mer, parvient à réconcilier les deux partis, et une assemblée générale est convoquée à Trézène. Cette assemblée nomme pour président de la république le comte Capo d'Istria, et, en attendant son arrivée, confie le pouvoir à une commission présidée par Mauromichali.

L'amiral Cochrane, qui veut justifier son élection, tente de délivrer la citadelle d'Athènes et subit une défaite complète, à la suite de laquelle les assiégés capitulent (juin 1827). Le sultan croyait son triomphe complet, lorsque les ambassadeurs de la France, de l'Angleterre et de la Russie lui signifièrent le traité conclu entre ces trois puissances le 6 juillet 1827. Cette intervention lui enlevait le fruit de ses patients efforts. Nous allons indiquer les motifs différents qui, depuis le commencement de la lutte, avaient déterminé la conduite des souverains alliés.

Nous avons vu que l'hétairie s'était développée en quelque sorte à l'ombre de la puissance russe . c'était le nom d'Alexandre que les frères Ypsilanti invoquaient, et Capo-d'Istria, ministre de ce prince, connaissait évidemment le but politique de la société. Tout le passé de la Russie disait assez quelles étaient ses tendances, et l'on ne peut douter que, sans l'espèce de sacerdoce dont Alexandre se croyait revêtu depuis la formation de la Sainte-Alliance, il n'eût profité de l'occasion si belle qui lui était offerte de s'emparer de Byzance, cette véritable Rome de la religion grecque. M. de Metternich le comprit bien, et, lorsqu'à Laybach il peignit à celui qu'on appelait l'*ange blanc de l'Europe et du monde* l'édifice social menacé par cette levée de boucliers, Alexandre déclara que son armée ne franchirait point le Pruth, et qu'il maintiendrait purement et simplement les traités existant entre la Russie et la Turquie. Mais le divan, ne croyant pas au désintéressement de son voisin, soumit à une visite tous les vaisseaux qui passaient les Dardanelles. L'ambassadeur russe, Strogonoff, protesta au nom de son souverain contre cette mesure; le reiss-effendi, de son côté, récrimina contre le czar, qui violait les traités en donnant asile aux sujets rebelles du sultan.

Sur ces entrefaites, Donési, banquier de l'ambassade, est arrêté et jeté aux Sept-Tours, comme accusé d'avoir fourni des fonds aux insurgés : Strogonoff proteste contre cette violation du droit des gens, demande ses passe-ports et rentre en Russie. « Si le gouvernement turc, écrivait l'ambassadeur, témoignait, contre toute attente, que c'est par suite d'un plan librement arrêté qu'il prend les mesures touchant lesquelles le soussigné lui a déjà exposé le sentiment de son auguste maître, il ne resterait à l'empereur qu'à déclarer dès à présent à la Sublime Porte qu'elle se constitue en état d'hostilité ouverte contre le monde chrétien, qu'elle légitime la défense des Grecs, qui, dès lors, combattraient uniquement

pour se soustraire à une perte inévitable ; et que, vu le caractère de cette lutte, la Russie se trouverait dans la stricte obligation de leur offrir asile, parce qu'ils seraient persécutés ; protection, parce qu'elle en aurait le droit ; assistance avec toute la chrétienté, parce qu'elle ne pourrait pas consentir à livrer ses frères de religion à la merci d'un aveugle fanatisme. » La guerre semblait imminente, lorsque Alexandre remit à l'Europe la solution de la question ; une note rendue publique disait : « Sa Majesté, n'ayant rien tant à cœur que la pacification de l'Europe, était disposée à faire, pour la conservation de la paix, les plus grands sacrifices, supposé que les cabinets européens trouvassent dans leur sagesse des moyens efficaces pour obtenir de la Porte Ottomane de mettre les chrétiens de la Turquie à l'abri d'une répétition des scènes violentes dont ils avaient été victimes ; et, telles étant les dispositions de S. M. I., les cours de l'Europe étaient priées d'aviser incessamment aux moyens propres d'atteindre le but désiré, et de la dispenser ainsi d'obtenir par la force des armes l'accomplissement des conditions que l'honneur de sa couronne, le maintien des traités, la protection de la religion chrétienne et l'humanité lui ont fait un devoir d'exiger de la Porte. »

Et, à l'appui de cette note, Alexandre disait, au congrès de Vérone, à M. de Chateaubriand : « Auriez-vous cru, comme le disent nos ennemis, que l'alliance n'est qu'un mot qui ne sert qu'à couvrir des ambitions? Cela peut-être eût été vrai dans l'ancien état de choses : mais il s'agit bien aujourd'hui de quelques intérêts particuliers quand le monde civilisé est en péril! Il ne peut plus y avoir de politique anglaise, française, russe, prussienne, autrichienne ; il n'y a plus qu'une politique générale qui doit, pour le salut de tous, être admise en commun par les peuples et par les rois. C'est à moi de me montrer le premier convaincu des principes sur lesquels j'ai fondé l'alliance. Une occasion s'est présentée, le soulèvement de la Grèce. Rien sans doute ne paraissait être plus dans mes intérêts, dans ceux de mes peuples, dans l'opinion de mon pays, qu'une guerre religieuse contre la Turquie ; mais j'ai cru remarquer dans les troubles du Péloponèse le signe révolutionnaire ; dès lors je me suis abstenu... La Providence n'a pas mis à mes ordres huit cent mille soldats pour satisfaire mon ambition, mais pour protéger la religion, la morale et la justice, et pour faire régner ces principes d'ordre sur lesquels repose la société humaine. »

Cependant Mahmoud refusa de traiter avant que la révolte ne fût comprimée ; l'Angleterre, inquiète et voulant empêcher une rupture, obtint de lui une promesse d'amnistie ; mais les récriminations entre la Russie et la Turquie continuèrent, sans que la diplomatie pût les mettre d'accord. Enfin, en 1824, Alexandre envoya à Constantinople un simple chargé d'affaires qui fit les propositions suivantes : La Grèce serait divisée en trois principautés soumises aux mêmes conditions que la Valachie et la Moldavie : la Thessalie, la Béotie et l'Attique formeraient la première ; l'ancien littoral vénitien, l'Epire et l'Acarnanie, la deuxième ;

la Morée et Candie, la troisième; les puissances alliées seraient déclarées protectrices. La Turquie exprima son mécontentement en voyant les quatre puissances accepter la discussion sur un pareil plan; et les Grecs, de leur côté, disaient, par l'organe d'un de leurs ministres, qu'ils préféraient une mort glorieuse au sort honteux qu'on leur préparait.

§ X. — Convention d'Ackerman. — Traité du 6 juillet 1827.

Les négociations continuèrent sans résultat jusqu'à la mort d'Alexandre (1er décembre 1825). Nicolas Ier, qui lui succéda, dès le 17 mars 1826, fit cette déclaration : « La Russie ne demande pas mieux de renoncer à la direction exclusive des affaires de la Grèce et à la perspective du protectorat qui en résulterait pour elle; mais il n'en peut être ainsi de ses différends directs avec la Porte. L'empereur Nicolas n'entendra jamais traiter comme une question européenne une affaire entre lui et cette puissance, et touchant à la foi des traités et à l'honneur de sa couronne. »

En effet, le 7 octobre suivant, la Russie, appuyée par l'Angleterre, qui voulait à tout prix empêcher une collision, imposa à la Turquie la convention d'Ackerman, par laquelle le traité de Bukharest était confirmé et la navigation sur la mer Noire ouverte à la Russie. Un article séparé stipulait, au profit de la Valachie et de la Moldavie, que leurs hospodars seraient nommés par les boyards, agréés par la Porte et investis du pouvoir pour sept années, sans qu'ils pussent être destitués que du consentement de la Russie. Un autre article séparé donnait l'indépendance à la Servie en stipulant pour elle la liberté du culte, le choix de ses chefs, la liberté d'administration et de commerce, l'interdiction à tout musulman de s'établir dans la province, etc.; il ne restait aux Turcs que les places fortes.

Cependant la question grecque restait à résoudre. L'Angleterre envoya à Saint-Pétersbourg le duc de Wellington, qui parvint à signer (4 avril 1826) un protocole où il était stipulé que les deux cabinets uniraient leurs efforts dans le but de réconcilier les Grecs avec la Porte, et de mettre un terme à la lutte dont l'Archipel était le théâtre; la Grèce resterait une dépendance de l'empire ottoman, et payerait un tribut annuel. Ce protocole fut communiqué aux cabinets de Paris, de Vienne et de Berlin, qui se montrèrent offensés du secret qu'on avait gardé vis-à-vis d'eux; mais ils finirent par le signer. Le 5 février 1827, M. Strafford-Canning offrit à la Porte la médiation des puissances signataires du protocole; mais le reiss-effendi répondit que « Sa Hautesse n'admettrait jamais d'intervention entre elle et ses rayas, et qu'à l'avenir elle ne répondrait plus à des propositions de ce genre (10 juin) : » c'était la prise de la citadelle d'Athènes qui valait cette réponse, contre

laquelle la France et la Russie protestèrent aussitôt. Enfin, le 6 juillet 1827, l'Angleterre, la France et la Russie signèrent un traité où elles stipulaient l'offre de leur médiation pour un armistice immédiat entre les parties contendantes, et pour la conclusion d'un arrangement basé sur la *séparation civile* entre les deux populations. La Porte resterait suzeraine, et la Grèce payerait une redevance annuelle ; une convention ultérieure fixerait la délimitation des deux pays. Un article secret donnait un mois à la Porte et à la Grèce pour accepter ces conditions, et, après ce terme, les puissances aviseraient.

« Jusqu'à cette époque, quelque habiles, heureuses et étendues qu'eussent été les intrigues de la Russie, cette puissance n'agissait cependant que dans son caractère individuel, et avait constamment à se prémunir contre les chances qui, d'un moment à l'autre, pouvaient faire échouer tous ses plans, savoir : l'union de la France et de l'Angleterre contre elle, ou, ce qui était encore plus à craindre, le rapprochement de l'Angleterre et de la Turquie. Par le traité du 6 juillet, la Russie se vit délivrée de ses dangers ; la Turquie fut privée de tout secours possible de la part des puissances européennes ; l'Europe fut mise en opposition, pour ainsi dire, avec la Turquie, et la chrétienté avec l'islamisme ; enfin, l'influence morale, et, par suite, les armes de l'Angleterre et de la France, furent mises à la disposition de la Russie[1]. »

La Porte laissa écouler le délai fixé : les ambassadeurs lui adressèrent une note collective, mais elle répondit qu'elle s'en référait à sa note du 10 juin et n'avait rien à y ajouter. Les commerçants chrétiens furent avertis de se préparer à partir, et les amiraux des flottes alliées reçurent ordre d'agir.

§ XI. — Bataille de Navarin. — Déclaration de guerre à la Russie.

Ibrahim reçut communication du traité du 6 juillet et notification de cesser les hostilités : il consentit à attendre de nouveaux ordres de son père et du sultan, ce qui équivalait de fait à une suspension d'armes de vingt jours. Mais deux tentatives de sortie de la part d'une portion de la flotte turque et la nouvelle qu'Ibrahim s'était mis en marche avec ses troupes de terre amenèrent les flottes alliées devant le port de Navarin, où elles pénétrèrent bientôt sans résistance : des deux côtés on était décidé à ne pas combattre ; mais un coup de feu parti d'un brûlot turc tue un parlementaire anglais : un combat imprévu s'engage ; il dure cinq heures, après lesquelles soixante-deux bâtiments de la flotte turco-égyptienne n'existaient plus. (20 octobre 1827.)

La nouvelle de ce désastre n'arriva à Constantinople que le 2 novembre : le reiss-effendi appelle aussitôt les drogmans des trois ambassadeurs des puissances alliées

[1] Port-folio.

pour savoir si la Porte doit se considérer comme étant en état de guerre avec elles. Les ambassadeurs répondent qu'Ibrahim est seul coupable de ce qui est arrivé. Alors le reiss-effendi leur communique les propositions suivantes : 1° les alliés devront se désister de toute intervention dans les affaires de la Grèce ; 2° la Porte recevra une indemnité pour les vaisseaux de guerre détruits à Navarin, avec des excuses pour l'outrage qui lui a été fait, etc. A la suite de cette communication, les rapports avec les trois puissances furent rompus, et les ambassadeurs s'embarquèrent (8 décembre).

Quelques jours après (18 décembre) parut un hatti-sherif qui attribuait l'insurrection grecque « à la haine de la Russie, depuis un demi-siècle la constante ennemie de la Porte ; » il déclarait « qu'accéder aux propositions des puissances, ce serait encourager la rébellion des rayas et livrer la religion et l'empire aux infidèles, qui n'ont d'autre but que d'anéantir l'islamisme et de fouler aux pieds la nation musulmane ; les concessions faites jusqu'ici par la Porte n'ont eu lieu que pour gagner du temps ; désormais le combat est un devoir pour les vrais croyants et la guerre est une guerre nationale religieuse. »

De plus, une communication confidentielle fut adressée par le divan à tous les pachas et aux ayans des principales villes : « Les autres guerres, disait ce document, n'avaient pour but que de nous enlever quelques provinces ; mais celle-ci est destinée à opérer la destruction complète de l'empire ottoman, à réduire les Osmanlis à l'état de rayas, et à changer toutes les mosquées en églises. Que tous les fidèles musulmans, riches ou pauvres, ne perdent pas de vue que dans la nouvelle lutte c'est pour eux un devoir sacré de combattre. Sacrifions volontiers dans cette guerre sainte nos personnes et nos propriétés. Les disciples du prophète n'ont pas d'autres moyens d'obtenir leur salut dans ce monde et dans l'autre. »

La Russie répondit par ce manifeste (26 avril 1828) : « Seize années se sont écoulées depuis la paix de Bukharest, et seize années ont vu la Porte enfreindre les stipulations qu'elle venait de conclure... Une amnistie avait été promise aux Serviens : elle fut remplacée par une invasion et d'affreux ravages. Des immunités étaient garanties à la Moldavie et à la Valachie : un système de spoliation acheva la ruine de ces malheureuses provinces. Les incursions des peuplades qui habitent la rive gauche du Kouban devaient être réprimées par les soins de la Porte : elles furent hautement encouragées... Les vaisseaux sur lesquels flottait le pavillon russe furent arrêtés dans le Bosphore, et toutes les stipulations du traité de commerce de 1783 ouvertement violées... Un soulèvement général de la Morée et l'irruption en Moldavie d'un chef de parti vinrent réveiller dans le gouvernement et la nation turcs tous les transports d'une haine aveugle contre les chrétiens, ses tributaires, sans distinction entre l'innocent et le coupable... Les conférences d'Akerman aboutirent à la conclusion d'une convention additionnelle au traité de Bukharest. Malgré les engagements de cette convention, la Porte a chassé de ses

États tous les sujets russes; elle a fermé le Bosphore à tous les navires russes dans les ports de la mer Noire... Placée dès lors dans une position où son honneur et ses intérêts en souffrance ne lui permettent plus de rester, la Russie déclare la guerre à la Porte Ottomane... »

Cette déclaration fut précipitée par l'espoir qu'avait la Russie de surprendre la Turquie sans armée; en effet, à cette époque les janissaires n'existaient plus. Nous devons revenir sur cet événement qui ne fut pas sans influence sur les résultats de la guerre et d'où date une ère nouvelle pour l'empire ottoman.

§ XII. — Destruction des janissaires.

Nous avons dit, en commençant le règne de Mahmoud, que ce prince, élève de Sélim III, s'était promis de poursuivre l'œuvre de son cousin, et, avant tout, de débarrasser l'empire de l'insolence des janissaires : « Ces coursiers fougueux, bondissant en liberté dans les pâturages du désordre, dit un historien turc, se considéraient comme les rois du pays, entretenaient le feu sous la chaudière de l'insubordination et limaient le collier de l'obéissance[1]. » Autour de Mahmoud, tout était animé de la même pensée et une étude sérieuse du Koran y avait fait trouver la justification des réformes que l'on méditait. « La guerre est un jeu au plus fin... Combattez l'ennemi avec ses propres armes. » Ces paroles du prophète s'appliquaient, disait-on, à l'instruction des troupes et à la nécessité d'emprunter aux infidèles leurs moyens de combattre. D'ailleurs, l'opinion était complétement hostile à un corps que sa conduite devant l'ennemi rendait l'objet des moqueries des autres soldats. « Ce sont de vieilles femmes qui parlent sans cesse de leur ancienne beauté et ne sont bonnes à rien, » disait un pacha. Pillards ou voleurs, adonnés à la débauche, à l'ivrognerie, ils ne respectaient plus les oulémas, qui, seuls, avaient pu jusqu'alors justifier leurs nombreuses révoltes en les proclamant les fils chéris du prophète.

En 1826, au moment où les victoires d'Ibrahim, mises en regard des défaites précédentes, démontraient la supériorité de la discipline et de la tactique européennes, Mahmoud résolut d'agir et tint à cet effet, avec ses ministres et quelques pachas, des conférences où il fut décidé que l'on tirerait de l'*odjak* même des janissaires les hommes qui, sous le nom d'*echkendjis* ou soldats actifs, seraient exercés à l'européenne. On gagna les principaux chefs des janissaires, qui tous s'engagèrent à soutenir la formation du nouveau corps. On consulta les oulémas, qui donnèrent un avis favorable, et une grande assemblée, composée de tous les hauts fonctionnaires de l'empire, se tint chez le mufti, où le grand vizir, Mohammed-Sélim-pacha, exposa le plan de la réforme : « La honte de nos défaites, dit-il,

[1] Esaad-efffendi, *Hist. de la destruction des janissaires.*

la perte de sommes considérables et d'un matériel immense ont plongé le cœur de la nation dans la douleur et les regrets. Quel sujet amer de réflexions que le spectacle des Grecs, ces raïas insurgés, ces faibles roseaux que le torrent impétueux du courage mahométan aurait dû renverser en un instant, nous donne actuellement en résistant avec succès et en arrêtant nos efforts, sans que nous ayons pu, jusqu'à ce jour, éteindre le feu de leur rébellion!... Les rôles des janissaires sont surchargés de noms d'hommes à la solde de l'État; mais des hommes de guerre, on en cherche et on n'en trouve pas. Un oda est-il désigné pour faire une campagne, les officiers partent à la tête d'un ramassis de gens de toute espèce, qu'ils ont eu beaucoup de peine à rassembler et qui sont étrangers au métier des armes comme à toute idée de subordination et d'instruction militaire. Les espions de l'ennemi se cachent parmi eux... » Les réformes proposées étaient : 1° que chacun des cinquante et un odas de Constantinople fournirait cent cinquante hommes propres au service; 2° que chaque oda des nouvelles troupes aurait le même nombre d'officiers; 3° que l'avancement serait régulier; 4° que des pensions de retraite, prises sur les douanes, seraient payées aux officiers et soldats qui les auraient méritées, etc. Elles furent adoptées. Le mufti déclara que quiconque tiendrait des discours malveillants contre ces réformes et chercherait à exciter des troubles méritait un châtiment sévère; puis tous les membres de l'assemblée signèrent la délibération. Elle fut portée au palais de l'aga des janissaires, et lue aux officiers et aux soldats délégués du corps, qui la signèrent aussi comme s'engageant à l'exécuter.

Les enrôlements commencèrent immédiatement, et, le 12 juin 1826, quatre instructeurs musulmans, dont deux avaient appartenu au corps des nizam-gedittes, commencèrent à enseigner le maniement des armes et la marche aux officiers. Comme au temps de Sélim, la nouvelle ordonnance excita des murmures, des plaintes et enfin un soulèvement. Le 15 juin, pendant la nuit, les officiers subalternes et les soldats se réunirent sur la place de l'Atméïdan ; on apporta les marmites, et des chefs furent choisis; puis on se mit à la recherche de l'aga Djélaleddin, qu'on ne trouva point, mais dont on saccagea la maison. Au point du jour. le bruit fut répandu que les principaux fonctionnaires étaient pris ou tués, et aussitôt tous les pillards, les gens sans aveu, vinrent se joindre aux révoltés pour partager le fruit de la victoire. Le palais du grand vizir et la maison de l'agent du pacha d'Égypte furent pillés. Les rebelles criaient : « Mort aux donneurs de fetwas! » et, voulant gagner la population, ils déclarèrent que le plus petit vol serait puni de mort.

Le grand vizir, ayant appris ce mouvement, quitte à la hâte sa maison de campagne, se rend au sérail et envoie prévenir Mahmoud, qui était à Beschiktasch, une de ses résidences d'été. Sur son ordre, Hussein, commandant des châteaux du Bosphore, et les autres chefs de corps, amènent promptement leurs troupes. Le

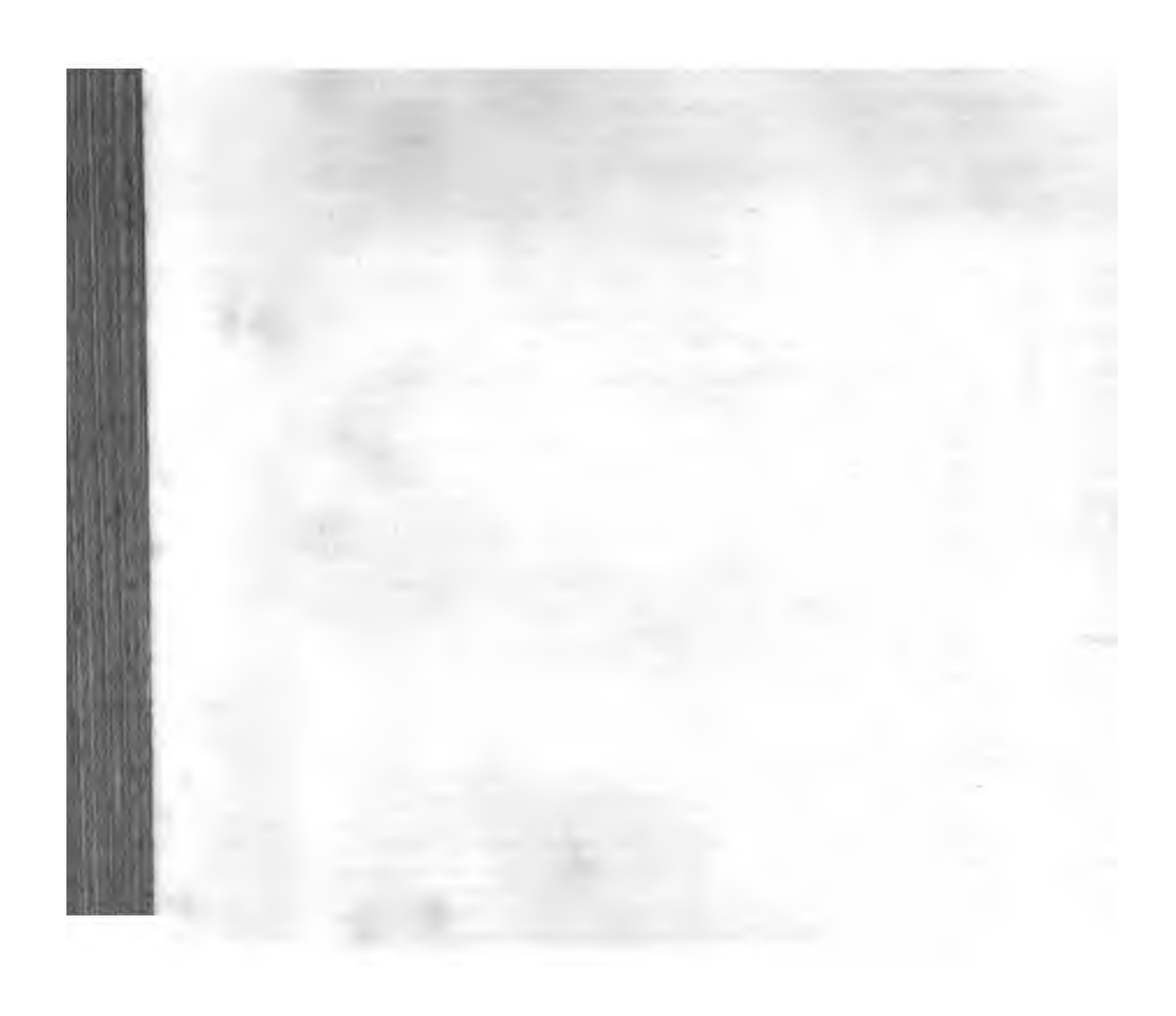
mufti, qui s'est empressé d'accourir, appelle les docteurs, les maîtres et les étudiants des colléges, à la défense du sultan. Bientôt le grand vizir a réuni toutes ses forces; Mahmoud arrive avec l'étendard du prophète et convoque tout le peuple des fidèles sous cet étendard. En moins d'une heure, la population, conduite par ses imans, entoure le sultan, qui lui fait remettre aussitôt des armes et des munitions. On marche aux cris répétés de : *Allah! Allah!* vers la mosquée du sultan Achmet, où l'on déploie le drapeau du prophète; puis le quartier général est établi à la mosquée du sultan Mahmoud.

Cependant les janissaires avaient placé, dans les rues voisines, quelques avant-postes, qui furent promptement rejetés sur la place de l'Atméidan; Hussein et le grand vizir, renforcés d'un corps de troupes amené par Medjib-effendi, agent du pacha d'Égypte, les cernèrent sur cette place, ainsi que dans leur principale caserne. Une sommation de se rendre étant restée infructueuse, le feu commença; la principale porte de la place, que les janissaires avaient barricadée, fut brisée du premier coup de canon, la place immédiatement envahie, la caserne prise et incendiée. De toutes parts les rebelles se dispersent et s'enfuient : quelques coups de mitraille avaient suffi pour détruire un corps qui, depuis soixante ans, dominait tout l'empire.

Le sultan rentra au sérail, au milieu des acclamations de la foule. Puis les exécutions commencèrent, en vertu de jugements sommaires rendus par le grand vizir et par Hussein-pacha : on évalua à six cents le nombre des victimes. Alors Mahmoud publia le hatti-shérif suivant : « Tous les musulmans savent que c'est à la puissante influence de l'esprit religieux que la monarchie ottomane a dû sa fondation et ses développements, qui ont embrassé successivement l'Orient et l'Occident. Les janissaires, régulièrement organisés, ont rendu à l'État de grands services, et ont souvent procuré la victoire à nos armes. Mais un mauvais esprit s'est introduit parmi eux; leur obéissance s'est changée en insubordination; depuis un siècle ils ont souvent refusé d'obéir aux ordres de leurs généraux, et, prenant la fuite, ils ont livré, par leur lâcheté et leur indiscipline, nos places fortes et nos provinces aux ennemis de la religion. Il était indispensable de mettre un terme à ces désordres... En conséquence, le mufti, le grand vizir, les oulémas et tous les grands de l'empire, réunis en assemblée générale, auprès de l'étendard du prophète, dans la mosquée du sultan Achmet, ont décidé à l'unanimité que l'odjak des janissaires serait supprimé, qu'on organiserait, pour les remplacer, des troupes nouvelles, qui, formées à la discipline et à l'instruction militaires, seraient capables de tenir tête à l'ennemi sur les champs de bataille. Les nouvelles troupes ont été créées sous le nom de soldats victorieux de Mahomet. L'illustre vizir Hussein-pacha a été choisi pour être leur général en chef, en prenant le titre de séraskier-pacha... Tout individu qui se permettra une action ou prononcera une parole contraire au vœu général, sera frappé à l'instant par le glaive. » Les pachas et gouverneurs de



Mahmoud dans la mosquée d'Achmet deploie l'etendard du prophète contre les Janissaires



province reçurent communication de ce hatti-shérif, et durent remplacer partout les janissaires par des troupes dévouées au gouvernement.

L'institution des janissaires était liée intimement à celle des derviches, moines fanatiques, d'une ignorance barbare, d'une saleté hideuse, ennemis de tout progrès, de toute réforme, et néanmoins ayant une grande influence sur la population. Ils essayèrent de fomenter quelques troubles en faveur de leurs frères de l'armée. Mahmoud les frappa du même coup : le 10 juillet il fit saisir et exécuter leurs trois principaux chefs, abolit l'ordre entier, fit détruire leurs *tekiés* et chassa de Constantinople tous les membres, avec défense de porter leurs anciens costumes.

A la suite de ces mesures capitales, le sultan se mit à l'œuvre des réformes, aidé d'une commission qui siégeait sous des tentes dressées dans la cour du sérail : « Les obstacles que les janissaires opposaient à toute amélioration n'existent plus, dit-il. Je veux désormais, ne plus m'occuper qu'à faire le bien de mon peuple, et à reconstruire, sur les bases de la religion, et d'après les principes de la loi, l'édifice qui doit assurer le bonheur et le repos de mes sujets. » A la fin de l'année, Mahmoud avait déjà 20,000 hommes exercés à l'européenne, et il voulait en avoir, l'année suivante, 120,000.

La destruction des janissaires, et la réforme qu'allait subir la constitution militaire de l'empire, firent craindre à la Russie que cet empire ne fût consolidé et moins facilement vulnérable, et l'on ne saurait douter qu'elles n'aient influé sur la déclaration de guerre de 1828 : le czar comptait trouver la Turquie privée de son ancienne armée et n'ayant pas encore eu le temps d'en former une nouvelle [1]. Ces prévisions, comme nous allons le voir, parurent d'abord se réaliser ; mais, avant de commencer le récit de la guerre, il est nécessaire de savoir ce qu'était devenue l'insurrection grecque.

[1] C'est ce qui résulte de cette dépêche de Pozzo di Borgo, ambassadeur du czar à Paris, sous la date du 10 novembre 1828 : « Lorsque le cabinet impérial a examiné la question de savoir si le cas était arrivé de prendre les armes contre la Porte à la suite des provocations du sultan, il aurait pu exister des doutes sur l'urgence de cette mesure, aux yeux de ceux qui n'avaient pas assez médité sur les effets des réformes sanglantes que le chef de l'empire ottoman venait d'exécuter avec une force terrible, et sur l'intérêt que la consolidation de cet empire inspirait aux cabinets de l'Europe en général, et notamment à ceux qui sont moins bien disposés envers la Russie. Maintenant, l'expérience que nous venons de faire (c'était après la première campagne) doit réunir toutes les opinions en faveur du parti qui a été adopté. L'empereur a mis le système turc à l'épreuve, et Sa Majesté l'a trouvé dans un commencement d'organisation qu'il n'avait pas eue jusqu'à présent. Si le sultan a pu nous opposer une résistance plus vive et plus régulière, tandis qu'il avait à peine réuni les éléments de son nouveau plan de réforme et d'amélioration, combien l'aurions nous trouvé formidable, dans le cas où il aurait eu le temps de lui donner plus de solidité, et de rendre impénétrable cette barrière que nous avons tant de peine à franchir, quoique l'art ne soit encore qu'imparfaitement venu au secours de la nature. » (Port-folio, n° 7.)

§ XIII. — Expédition des Français en Morée.

Un gouvernement régulier avait été créé sous la présidence du comte Capo d'Istria, assisté d'un sénat de vingt-sept membres (31 janvier 1828). La France, l'Angleterre et la Russie, se firent représenter auprès de ce gouvernement, et facilitèrent son administration par des envois d'argent. Une distribution intelligente des commandements rendit quelque calme au pays. Les Turcs, renfermés dans les places de Navarin, de Modon, de Coron et de Patras, ne tentaient plus aucune entreprise et commençaient à souffrir de la faim, les flottes alliées interceptant toute communication, et le pays ravagé n'offrant plus aucune ressource. Enfin un corps d'armée française se disposait à débarquer dans la Morée, pour forcer Ibrahim à l'évacuer. Dans cette situation, ce général signa (5 août 1828) une convention d'évacuation par laquelle il devait s'embarquer sur ses propres bâtiments, rendre les prisonniers, et ne laisser que douze cents hommes dans les places occupées par les Turcs.

Cette convention était à peine signée, que l'armée française, commandée par le général Maison, apparut en vue de Navarin (29 août), et débarqua à Pétalidi. L'armée égyptienne commença son embarquement (7 septembre); les places qu'elle tenait encore se rendirent sans résistance; il n'y eut que Patras que les Turcs essayèrent de défendre. A l'ombre du drapeau des Bourbons, la Grèce pouvait se considérer comme affranchie. Les trois puissances déclarèrent (16 novembre 1828) que l'expédition de Morée n'avait eu pour but que de faire cesser l'effusion du sang; qu'elles plaçaient, jusqu'à un accord définitif, la Grèce sous leur garantie provisoire; que la Porte était invitée à s'entendre amicalement avec les trois cours. On décida en outre que la Grèce payerait à la Porte un tribut de 1,500,000 piastres, que le gouvernement serait confié à un prince chrétien choisi par les trois puissances, que des indemnités seraient payées aux propriétaires musulmans expulsés du territoire grec, etc. A la suite de cette déclaration, les ambassadeurs rentrèrent à Constantinople (18 juin 1829); mais la Porte et la Grèce refusèrent toutes deux de reconnaître l'arrangement des trois puissances, et les insurgés continuèrent leurs attaques sur le territoire turc. Les victoires des Russes, en 1828 et 1829, allaient arracher définitivement la Grèce à l'empire ottoman.

§ XIV. — Campagnes de 1828 et 1829. — Traité d'Andrinople. — Indépendance de la Grèce.

L'armée turque, commandée par le séraskier Hussein-pacha, n'était point encore réunie, que déjà les Russes avaient franchi le Pruth, occupé Yassi, et pris

l'hospodar Jean Stourdza ; le 13 mai, Bukharest tombait en leur pouvoir : dès lors, les deux provinces furent administrées pour le compte de la Russie. Le général Roth se porta ensuite sur Silistria, tandis que le général Voïlof attaquait Braïla ; enfin un troisième corps devait passer le Danube entre Braïla et Ismaïl, et marcher vers la mer Noire et les Balkans. La flotte, maîtresse de la mer Noire, puisque la Turquie n'avait plus de marine, secondait les mouvements de l'armée.

Le 27 juin, Braïla, après une résistance honorable, capitule et entraîne la soumission de Matchin, qui ouvre le passage du Danube. Isaktchy, Toultcha et Kostendjé se rendent presque sans combat ; Varna est assiégée. L'empereur Nicolas vient lui-même se mettre à la tête de ses troupes et établit son quartier général à Bazardjik, puis il se porte contre Choumla, défendue alors par 45,000 hommes sous les ordres du séraskier, et occupe Eski-Stamboul, qui ouvre la route de Constantinople. Mais son armée souffre bientôt de la disette et des maladies ; une sortie des Turcs oblige le général Rudiger à abandonner la position d'Eski-Stamboul. Cependant le kapoudan-pacha, Izzet-Méhémet, parvient à ravitailler Varna dont il dirige la défense : le siége est poussé avec vigueur par les Russes que l'empereur anime de sa présence, et que de nombreux renforts sont venus rejoindre ; mais le grand vizir Sélim-pacha, avec un corps de 20,000 hommes, essaye vainement de secourir la place. Yousouf-pacha la livre (10 octobre), ou, plus exactement, la vend aux Russes ; le traître se retire en Russie où il vécut dans l'opulence.

Mahmoud récompensa la courageuse conduite d'Izzet-Méhémet en le nommant grand vizir ; mais, à cause de son incapacité, il fut bientôt remplacé par Reschid-pacha. Les Russes concentrèrent alors toutes leurs forces à Varna, mais les attaques d'Hussein-pacha les décidèrent à abandonner le siége de Silistria.

Pendant cette même année, en Asie, le prince Mentschikoff avait pris la forteresse d'Anapa, puis celle de Poti, qui donnaient aux Russes les bouches du Phase et le littoral maritime de l'Abasie, de la Mingrélie et de l'Imérétie. Paskewitch, qui prit ensuite le commandement, s'empara de Kars, d'Akalkalaki, de Kertvis, battit une armée de 30,000 hommes, près d'Akhaltzik, emporta ensuite cette place défendue par une nombreuse garnison, et ne prit ses quartiers d'hiver qu'après avoir conquis Ardagan, Toprakkalé et le fort de Diadine.

En résumé, cette campagne de 1828 n'avait pas donné aux Russes ce qu'ils en espéraient, et ils avaient pu déjà voir la supériorité que l'armée turque, de nouvelle création, avait sur celle où dominaient les janissaires. Néanmoins, l'Europe s'inquiétait, et la cour d'Autriche sollicitait les cabinets de Londres, de Paris et de Berlin, de se joindre à elle pour sauver la Turquie, et lui procurer une paix dont les conditions seraient d'autant meilleures que le succès avait été moins décisif. Le gouvernement britannique fit bon accueil à cette proposition ; mais celui de la France avait d'autres tendances. « Je veux, dit Charles X, rester

uni à la Russie ; si l'empereur Nicolas attaque l'Autriche, je me tiendrai en mesure et me réglerai selon les circonstances ; mais si l'Autriche l'attaque, je ferai marcher immédiatement contre elle. » Le czar, prévenu de ces dispositions, résolut de hâter la reprise des hostilités et de marcher droit sur Constantinople.

Dans la campagne de 1829, les Russes, commandés par le comte Diébitch, se portèrent sur Silistria, mais le Danube débordé fit obstacle à leur marche, et les abords de la place furent vigoureusement défendus. Reschid-pacha, pour la délivrer, bat le général Roth et investit Pravadi. A cette nouvelle, Diébitch laisse le soin du siége de Silistria au général Krassofsky, et se porte au secours du général Roth auquel il se réunit. Le 11 juin il remporte à Kulectscha une sanglante victoire sur Reschid-pacha, qui rentre à Choumla. Le siége de Silistria est alors poussé rapidement, et, vingt jours après, la ville se rend sans conditions. Alors Diébitch, ayant ses derrières assurés, laisse devant Choumla un corps suffisant pour contenir les Turcs, tourne cette position formidable, passe le Kamtchik, et arrive successivement à Messembria et à Bourgas. Cependant le grand vizir, ne soupçonnant rien de ces mouvements, envoie, le 21 juillet, un corps considérable pour défendre Koprukoï, où l'armée russe, depuis le 19, avait franchi le Kamtchik. Les chefs de ce corps, instruits alors de la marche des Russes, passent les Balkans par le défilé de Nadir-Derbend et arrivent à Aïdos. Ils ne tardent pas à être écrasés. Les Balkans étaient franchis ; le grand vizir se hâte de reculer jusqu'à Sélivno ; il y est battu, et Diébitch arrive sans obstacle devant Andrinople. La ville avait 100,000 habitants et 15,000 hommes de garnison : elle capitule sans essayer la moindre résistance. L'avant-garde russe occupe aussitôt Kirk-Kilissia, et tient ainsi la route de Constantinople.

Cependant la flotte russe, longeant les côtes de la mer Noire, avait pris successivement Vasilikos, Agathopolis et Aïnada ; Diébitch fit occuper en même temps Enos, Démotica et Ipsala, de sorte que sa gauche s'appuyait à la mer Noire et sa droite à l'Archipel. La terreur était dans Constantinople. Les Russes obtenaient des succès aussi marqués en Asie ; au commencement de la campagne, les Turcs avaient attaqué Akhaltzik, mais ils avaient été battus et poursuivis vigoureusement par les lieutenants de Paskéwitch ; celui-ci, par une habile manœuvre, défit successivement le séraskier d'Erzeroum et le pacha de Trébizonde, puis il franchit les monts Saganlouk, et, après plusieurs combats, s'empara d'Erzeroum (8 juillet). Déjà il marchait sur Trébizonde lorsqu'il apprit que la paix était signée.

La Porte, effrayée de la marche de Diébitch, lui envoya des commissaires pour traiter de la paix, et, avant tout, d'un armistice. Cette dernière demande fut accueillie ; puis les négociations commencèrent sous la médiation de l'envoyé de Prusse[1]. « Il ne tenait qu'à nos armées, dit M. de Nesselrode, de marcher sur Con-

[1] Les envoyés d'Angleterre et de France se contentèrent d'écrire au général Diébitch, le 9 septembre : « Nous croyons de notre devoir de vous annoncer qu'à la nouvelle de votre marche sur Constantinople, la

stantinople et de renverser l'empire turc : aucune puissance ne s'y serait opposée, aucun danger immédiat ne nous aurait menacés, si nous avions porté le dernier coup à la monarchie ottomane en Europe ; mais, dans l'opinion de l'empereur, cette monarchie, réduite à n'exister que sous la protection de la Russie et à n'écouter désormais que ses désirs, convenait mieux à nos intérêts politiques et commerciaux que toute combinaison nouvelle qui nous aurait forcés, soit à trop étendre nos domaines par des conquêtes, soit à substituer à l'empire ottoman des États qui n'auraient pas tardé à rivaliser avec nous de puissance, de civilisation, d'industrie et de richesse[1]. »

C'est d'après ces principes que le czar consentit à signer le traité d'Andrinople, le 14 septembre 1829. Il se montra modéré quant aux exigences territoriales : le Pruth resta la limite des deux empires en Europe, mais les bouches du Danube furent cédées à la Russie, et la rive turque, dans le delta que forme le fleuve, dut rester inhabitée sur une lieue de profondeur ; la navigation était libre pour les Russes, de la mer Noire dans la Méditerranée. En Asie, le czar ne se réserva dans le pachalik d'Akhaltzik qu'un faible district enclavé dans la partie supérieure du bassin du Kour et qui renferme la place de même nom ; mais cet agrandissement isolait les populations belliqueuses du Caucase de la Turquie, fermait les ports par lesquels elles pouvaient recevoir des secours, et préparait la soumission des pays compris entre la mer Noire et la mer Caspienne. La Valachie et la Moldavie conservaient les droits et priviléges reconnus par les traités précédents ; leurs hospodars étaient élus à vie et ne pouvaient être destitués que pour des cas graves et par une décision spéciale et commune de la Sublime Porte et de la Russie. La Servie jouissait de tous les droits qu'avait stipulés le traité d'Akerman. La Turquie s'obligeait à payer environ seize millions de francs pour indemnité des pertes éprouvées par les marchands russes dans la guerre actuelle ; les sujets russes résidant ou voyageant en Turquie devaient dépendre uniquement de la juridiction et de la police des ambassadeurs et des consuls de Russie ; aucun bâtiment russe ne pouvait être visité par les autorités turques, soit en mer, soit dans les ports appartenant à la Sublime Porte. Quant aux affaires de la Grèce, le sultan déclarait qu'il donnait son entière adhésion aux stipulations du traité signé à Londres en juillet 1827. Aussitôt après les ratifications du traité, il nommerait un ministre plénipotentiaire qui s'entendrait avec ceux de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, pour le règlement de ces affaires.

Porte nous a déclaré, et nous reconnaissons la vérité de la déclaration, que, dans ce cas, elle cesserait d'exister, et que la plus terrible anarchie succéderait à sa destruction et exposerait l'existence de la population chrétienne et musulmane, sans différence et sans défense, à tous les chances les plus malheureuses. Si nous voulions vous taire cette position, nous croirions prendre sur nous une responsabilité que nous repoussons de toutes nos forces. Maintenant, nous n'avons qu'à nous occuper des moyens qui peuvent préserver les chrétiens de cette capitale des malheurs qui planent sur leur tête. »

Dépêche du 12 février 1830 au grand-duc Constantin.

Un acte supplémentaire portait à 125 millions de francs l'indemnité pour frais de guerre. La somme stipulée pour les marchands devait être payée en quatre termes; celle que réclamait le gouvernement russe devait l'être en dix années à raison de 12,500,000 francs par an. Après le payement du premier terme, Andrinople serait évacuée; après le second, les Balkans seraient franchis; après le troisième, les Russes repasseraient le Danube et évacueraient la Bulgarie; enfin, au dernier payement seulement, ils quitteraient entièrement le territoire ottoman. La Valachie et la Moldavie devaient donc être occupées pendant dix ans, et la Porte serait ainsi privée de leurs revenus. Aucun sujet musulman ne pouvait résider dans les deux principautés, et dix-huit mois étaient accordés pour la vente des biens des Turcs.

Ainsi qu'on le voit, ce traité, en apparence modéré, était calculé pour porter le dernier coup à la Turquie, déjà mortellement atteinte par la bataille de Navarin : dans l'état d'épuisement où était cet empire, la contribution de guerre de 125 millions devant mettre le sultan dans l'impossibilité de recréer une flotte et une armée, la Russie pourrait bientôt compter un vassal de plus.

La dernière conséquence du traité d'Andrinople fut l'acte d'indépendance de la Grèce. Au mois de mai 1830, le sultan annonça qu'il adhérait à la déclaration de Londres, du 16 novembre 1828, et aux autres déclarations des puissances qui fixaient les limites et le territoire du nouvel État grec; qu'il reconnaîtrait le prince choisi par les trois puissances, enfin que la Turquie n'aurait plus avec la Grèce que des rapports d'amitié et de voisinage.

CHAPITRE III

DE LA PAIX D'ANDRINOPLE JUSQU'A NOS JOURS (1829 — 1852)

§ I. — Relations de la France avec le Levant pendant la Restauration et après la Révolution de 1830.

Avec la paix d'Andrinople commence une nouvelle période dans l'histoire du sultan Mahmoud. Nous avons vu que, depuis qu'il était parvenu au trône, tout avait tourné contre lui : la Servie, par la mauvaise administration des pachas, était devenue indépendante; la Grèce, appelée aux armes par Ali-pacha et soulevée par des enthousiastes plus littéraires que politiques, avait été constituée en royaume indépendant; enfin, la suppression des janissaires, cette plaie dévorante de l'empire, avait décidé les Russes à hâter l'exécution de leurs projets, et le traité d'Andrinople avait fait de la Turquie une véritable dépendance du grand empire du Nord. Cependant le padischah ne désespère point : ses réformes, qu'on lui présente comme la cause de ses défaites, il va les continuer, et, seul, animé d'une foi ardente, d'une volonté implacable, il revendiquera tous les droits que son titre lui donne sur les vastes dépendances de son empire. S'il meurt avant d'avoir accompli son œuvre, et au moment où tout semble désespéré, il aura néanmoins fait assez pour que l'Europe aide son successeur à continuer ses réformes et à reprendre une autorité réelle sur l'Égypte, que l'ambition de Méhémet-Ali et les vues imprudentes des puissances occidentales ont presque entièrement soustraite à sa domination. La dernière partie du règne de Mahmoud est donc en somme heureuse pour son empire : elle est marquée sans doute par des désastres et des défaites, mais aussi par l'accroissement de l'autorité du sultan, par l'effacement de tout ce qui lui faisait obstacle, de sorte que son successeur, devenu roi à la façon européenne, pourra enfin rendre la vie à ce grand corps que l'impitoyable réformateur aura pour ainsi dire épuisé pour arriver à le renouveler. On ne pourra plus répéter que « les Turcs campent en Europe; » ils y auront conquis droit de cité; l'Occident les regardera comme un des éléments néces-

saires à sa vie, et il ne sera plus possible de parler du partage de leur empire et de projeter son démembrement.

Avant d'entrer dans le récit des événements de cette dernière partie du règne de Mahmoud, voyons ce qu'étaient devenues les relations de la France avec l'Orient.

Le gouvernement de la Restauration avait fait de louables efforts pour rendre à la France son influence dans le Levant. D'une part, il avait cherché à reprendre son protectorat sur les catholiques, resserré ses relations avec les Maronites, restauré les lieux saints et pensionné les pères du Saint-Sépulcre. D'autre part, il avait fait entendre au divan, dans ses plus grandes difficultés avec la Russie, des conseils désintéressés, aidé le sultan dans ses réformes, donné au pacha d'Égypte des officiers pour son armée, des professeurs pour ses écoles, des ingénieurs pour ses arsenaux et ses manufactures. La nation française avait embrassé avec une généreuse chaleur la cause des Grecs, et la glorieuse mais impolitique bataille de Navarin, ainsi que l'expédition de Morée, avaient paru des ressouvenirs des croisades. La conquête d'Alger sembla faire reprendre à la France la voie qu'elle avait suivie avec tant d'avantages sous l'ancienne monarchie : elle eut un retentissement immense dans l'Orient ; tous les chrétiens du Levant en conçurent les plus vives espérances et célébrèrent les Français comme des libérateurs futurs. La Syrie surtout n'attendait que de nous sa délivrance : « Qu'ils viennent, disaient aux voyageurs les Maronites, les Druses, les Grecs, même les musulmans, et tout le pays sera à eux sans combat. » Mais cette résurrection de notre puissance n'était qu'apparente, et quatre États s'étaient en réalité partagé l'influence que la France exerçait jadis dans le Levant. Les Anglais étaient maîtres de tous nos anciens comptoirs, et ils avaient sur les délibérations du divan une action décisive. Quant aux Russes, « j'ai trouvé, dit M. de Forbin, leur influence établie partout et leur protection aussi recherchée, aussi désirée par les chrétiens de tous les rites, à Saint-Jean d'Acre, à Jérusalem et au Caire, qu'elle l'est à Constantinople. » Enfin, deux puissances catholiques, profitant de nos impiétés révolutionnaires, avaient presque substitué leur protectorat au nôtre : c'étaient l'Autriche et la Sardaigne ; toutes deux, grâce à la possession de Venise et de Gênes, c'est-à-dire des deux dominatrices de la Méditerranée dans le moyen âge, avaient apparu dans cette mer et y avaient créé des comptoirs, des consulats, des églises.

Dans cet état de choses, la France ne pouvait reprendre sa position dans le Levant qu'en faisant alliance soit avec l'Angleterre, soit avec la Russie. Or, l'on sait que la politique extérieure de Louis XVIII et de Charles X fut toute favorable à cette dernière puissance ; leur gouvernement parut donc reprendre à l'égard de l'empire ottoman les derniers errements diplomatiques du gouvernement de Louis XVI. Il y eut tendance marquée de la part de la France et de la Russie à exclure les Anglais de la Méditerranée : ce fut réellement l'accord de ces deux

États qui donna l'indépendance à la Grèce; l'opinion générale était que les flottes française et russe attaqueraient quelque jour la flotte anglaise. Aussi le gouvernement français ne mit aucun obstacle à la marche des Russes sur Constantinople; le bruit courut même qu'il était d'accord avec celui du czar pour démembrer l'empire ottoman, et que Nicolas avait promis à Charles X, en compensation de l'occupation de Constantinople par les Russes, un remaniement de l'Europe dans lequel la France reprendrait ses limites naturelles.

La Révolution de 1830 changea cette situation : le gouvernement nouveau eut pour adversaire prononcé la Russie; il rechercha donc l'alliance anglaise, et l'un de ses premiers actes, l'un de ses actes les plus fâcheux, fut de renoncer, dans le protocole de la conférence de Londres, qui garantit une existence nationale à la Grèce, au droit de protectorat que la France avait sur les catholiques de la Grèce et de l'Archipel, en stipulant néanmoins que les propriétés des églises catholiques seraient garanties, que les évêques seraient maintenus dans l'intégrité de leurs droits et priviléges, que les biens des anciennes missions françaises seraient reconnus et respectés.

Le gouvernement de Juillet ne s'en tint pas à cette faute; l'abandon de l'alliance russe semblant replacer la France dans son ancienne voie politique à l'égard de l'empire ottoman, il fit solliciter le divan (19 mars 1831) par son ambassadeur, le général Guilleminot, à l'époque où une rupture de la France avec la Russie semblait imminente, de se tenir prêt à profiter des événements, par conséquent à venger la honte du traité d'Andrinople. Cette ouverture jeta dans une telle perplexité les ministres turcs, qu'ils en firent part aux ambassadeurs d'Autriche et d'Angleterre. Toutes les cours en furent émues; mais le gouvernement français se hâta de désavouer et de rappeler son ambassadeur. Une telle conduite ne fit qu'amoindrir le reste d'influence que la France avait encore sur les affaires de l'empire ottoman, et toute la diplomatie du roi Louis-Philippe, à l'égard de l'Orient, se ressentit de ces premières erreurs.

§ II. — Puissance de Méhémet-Ali. — Sa rupture avec la Porte. — Batailles de Homs et de Koniah.

Cependant Mahmoud se montrait de plus en plus persévérant dans ses tentatives de réforme et dans ses imitations des mœurs de l'Europe : ainsi il avait institué un ordre civil et militaire sous le nom de *Nicham-Iftikhar*, et il faisait publier un journal, le *Moniteur ottoman*. Mais des incendies répétés témoignaient du mécontentement de la population, qui ne vit dans le choléra lui-même qu'une nouvelle preuve de la condamnation céleste de toutes ces innovations. Des révoltes éclatèrent même en Bosnie, en Albanie et à Bagdad; elles furent facilement com-



primées et ne firent qu'affermir l'autorité du sultan, qui ne rencontra bientôt plus d'adversaire que dans le pacha d'Égypte.

Méhémet-Ali avait consolidé son pouvoir non-seulement par des conquêtes, mais aussi par une administration d'un despotisme intelligent : après la soumission de l'Arabie, il avait conduit ses bandes albanaises dans le Sennaar et le Kordofan, et avait appliqué aux populations vaincues le système que l'Angleterre a si bien pratiqué dans l'Indoustan. « J'ai fait en Égypte, disait-il à un Français, ce que les Anglais ont fait aux Indes. Leurs soldats indiens sont commandés par des officiers anglais, et vous-mêmes, si vous formez à Alger des régiments arabes, vous n'y placerez que des officiers français. Le Turc est bien plus propre à la guerre et au commandement que l'Arabe; il se sent fait pour ordonner, et l'Arabe, en sa présence, sent qu'il est fait pour obéir. Tout mon art, c'est de m'attirer des officiers turcs. Heureusement pour moi que le sultan donne de faibles appointements; j'en ai donné de plus considérables, et les officiers sont venus chez moi. Il m'a fallu ensuite m'assurer de leur fidélité ; j'en ai trouvé le moyen en les empêchant de devenir propriétaires et de se créer à eux-mêmes une influence personnelle sur la population [1]. »

Navarin porta un grand coup à sa puissance ; mais il sut promptement réparer ses pertes; et, profitant de l'affaiblissement du sultan, il se plaignit qu'on lui eût donné, en récompense de ses services, le pachalik de Candie à la place de celui de Syrie qu'on lui avait promis. Aussi, dès que l'occasion se présenta de se jeter sur cette proie, il la saisit.

Méhémet s'était emparé de toutes les terres de l'Égypte, soit à titre de successeur et d'héritier des mameluks, soit en indemnisant les propriétaires et les mosquées; il s'était fait ainsi l'unique cultivateur du pays et avait triplé ses revenus en substituant presque partout la culture du coton à celle des céréales, et en se donnant le monopole de toutes les denrées. Cet accaparement monstrueux lui avait fourni l'argent nécessaire pour payer les immenses travaux qu'il avait entrepris, mais aussi il avait produit une profonde misère chez les malheureux fellahs attachés à la terre. En 1831, quelques-uns s'enfuirent en Syrie, qui était gouvernée par Abdallah-pacha, autrefois l'ami de Méhémet, mais qui avait encouru son inimitié, parce qu'il favorisait la contrebande des denrées de l'Égypte. Méhémet somma Abdallah de lui rendre ses fellahs; celui-ci répondit que les sujets du sultan pouvaient habiter indifféremment sur l'une ou l'autre partie de son empire. A cette réponse, Méhémet fit marcher sur la Syrie son fils Ibrahim, à la tête d'une armée de 30,000 hommes.

Dès que le sultan apprit la marche d'Ibrahim, il lança un hatti-shérif qui ordonnait au pacha d'Egypte de renoncer à son entreprise et de lui soumettre ses

[1] *Revue des Deux-Mondes*, août 1840.

griefs, lui promettant d'ailleurs prompte et sévère justice. Méhémet passe outre, et Mahmoud ordonne à son armée et à sa flotte de marcher contre le rebelle. Gaza, Jaffa et Kaïffa étaient tombées rapidement aux mains d'Ibrahim, qui assiégea Saint-Jean-d'Acre. Abdallah, enfermé dans cette place, s'y défendit courageusement, mais il attendit vainement les secours promis par Constantinople : réduit à la dernière extrémité, il capitula (mai 1832) et fut envoyé en Égypte, où le vainqueur le traita avec générosité.

Aussitôt après cette conquête, Ibrahim marche sur Damas, bat un corps considérable qui l'attendait sous les murs de cette ville et y entre sans autre résistance. A Homs, le 18 juillet, le pacha d'Alep, avec 20,000 hommes, dont 7,000 de nouvelle organisation, essaye vainement de l'arrêter : il perd ses tentes, ses vivres, vingt bouches à feu et 5,000 hommes. La correspondance du pacha avec le divan étant tombée aux mains du vainqueur, lui fit connaître les projets conçus contre son père et l'excita à marcher en avant. De son côté, Mahmoud envoyait une nouvelle armée de 36,000 hommes sous les ordres d'Hussein-pacha, l'exterminateur des janissaires; Ibrahim l'attaqua à Béilan, entre Antioche et Alexandrette, et, grâce à son artillerie, il remporta une victoire tellement décisive, que Hussein put à peine rallier 10,000 hommes.

Des pourparlers ont lieu : Méhémet demande le gouvernement des quatre pachaliks de la Syrie, mais Mahmoud ne veut rien écouter, et rappelle de l'Albanie, qu'il venait de pacifier, Reschid-Méhémet, à qui il confie les sceaux et le commandement de son armée d'Asie. Ibrahim avait franchi le Taurus et campait dans la Caramanie : l'armée du sultan, forte de 60,000 hommes, l'attaque près de Koniah et est mise en pleine déroute (21 décembre 1832). Reschid-pacha tombe aux mains de son adversaire, qui, suivant les mœurs orientales, le salue comme son chef et lui remet le commandement apparent de son armée.

A la suite de cette bataille, des corps entiers de l'armée turque se réunirent aux Égyptiens, et tout semblait dès lors permettre à Méhémet-Ali de marcher sur Constantinople et d'y renverser Mahmoud. C'était la pensée de son entourage européen qui jugeait les affaires orientales avec les idées de l'Occident; mais ce n'était pas celle de Méhémet, qui n'a jamais songé, comme on l'a cru surtout en France, à détrôner le padischah et à fonder une nouvelle dynastie. La race d'Othman est sacrée pour tous les musulmans, et jamais en Turquie une révolution dynastique n'a été ni tentée, ni projetée, ni pensée : elle n'est pas possible. Ce que voulait Méhémet, c'était un plus grand pachalik, la liberté de le gouverner à sa guise, l'indépendance moyennant tribut; on peut ajouter que la conscience de sa supériorité lui faisait peut-être concevoir le désir de ressusciter la puissance de ces émirs qui gouvernèrent l'empire des Abassides.

§ III. — Intervention de la France et de la Russie. — Traité entre le sultan et le pacha d'Égypte. — Traité d'Unkiar-Skelessi.

La diplomatie européenne fut prise au dépourvu par la marche victorieuse d'Ibrahim, et, persuadée que c'était une dynastie nouvelle qui tentait de fonder un empire arabe sur les débris de l'empire turc, elle se jeta au milieu des deux ennemis, ne sachant pas qu'il ne s'agissait que d'une révolte de pacha. M. de Varennes, qui représentait la France, écrivit à Ibrahim pour qu'il s'arrêtât, et engagea la Porte à faire des concessions. La Russie, toujours vigilante, expédia à Constantinople le général Mouravieff pour offrir ses secours au sultan.

Sur ces entrefaites, on apprit qu'Ibrahim s'était avancé jusqu'à Brousse et parlait de ne s'arrêter qu'à Scutari, d'où il appellerait les oulémas à juger la querelle entre son père et Mahmoud. Celui-ci s'effraye; en l'absence de toutes forces françaises ou anglaises, il accepte les propositions de l'envoyé russe; puis les représentations de M. de Varennes le font revenir sur cette décision, et il expédie en Égypte Halil-pacha, qui y est reçu avec bienveillance. Mais les exigences du pacha ont grandi, et il veut qu'on lui cède le district d'Adana avec la Syrie. Alors arrive l'amiral Roussin (17 février), envoyé par la France comme ambassadeur, et trois jours après la flotte russe, qui jette l'ancre à l'entrée du Bosphore. A son aspect, Roussin menace de se rembarquer et obtient qu'elle se retirera à Sizéboli; puis, d'accord avec l'ambassadeur d'Angleterre et le réiss-effendi, il arrête les conditions suivantes : 1° Ibrahim évacuera les portions de l'empire ottoman auxquelles il n'a point de prétentions; 2° la flotte russe quittera le Bosphore; 3° Méhémet-Ali obtiendra les districts de Saint-Jean-d'Acre, de Jérusalem et de Tripoli; 4° il prêtera de nouveau serment au sultan; 5° enfin la France s'engage à employer toute son influence pour établir entre la Sublime Porte et Méhémet-Ali un arrangement basé sur les conditions précédentes.

Un aide de camp de l'amiral porte ces propositions à Méhémet, qui les rejette, malgré la menace d'une attaque des flottes combinées de France et d'Angleterre. Par une inconséquence singulière, la France, qui avait auprès de Mahmoud un ambassadeur dévoué à la cause de la Turquie, était représentée en Égypte par un consul général, M. Mimaut, qui encourageait les projets du pacha; aussi, le 8 mars, celui-ci répond-il aux propositions venues de Constantinople, qu'il est surpris qu'on limite à trois districts insignifiants ses réclamations à l'égard de la Syrie : « Quel droit a-t-on de m'imposer de tels sacrifices? J'ai pour moi toute la nation; il ne dépend que de moi de soulever la Roumélie et l'Anatolie entières; réuni à tout le peuple ottoman, je peux opérer de grands changements. Possesseur de tant de provinces, victorieux sur tous les points, je me suis con-

tenté de la Syrie, et, plein de confiance dans cette promesse, j'ai fait arrêter la marche de mes armées, afin d'épargner à la Turquie une plus grande effusion de sang humain. Pour récompenser ma modération, on me demande actuellement l'abandon du pays que j'occupe; n'est-ce pas prononcer contre moi, par cette décision, une sentence de mort politique? » Enivré de ses faciles succès, profitant de l'embarras où il jetait la diplomatie européenne, croyant même que les populations de l'empire voyaient en lui un restaurateur de la puissance ottomane, Méhémet avait alors, dit-on, conçu le projet de faire déposer Mahmoud par les oulémas, de lui donner son fils Abdul-Medjid pour successeur et de gouverner l'empire comme grand vizir. Il fit, en ce sens, des ouvertures à la Russie et à la France, qui les rejetèrent [1].

Cependant il avait donné à Ibrahim l'ordre de marcher et de ne s'arrêter que devant l'acceptation complète des conditions qu'il avait précédemment indiquées. Celui-ci s'avance aussitôt vers Scutari, et Mahmoud appelle les Russes, qui débarquent dans cette ville 15,000 hommes et font compléter les fortifications du Bosphore par leurs ingénieurs. Les ambassadeurs de France et d'Angleterre démontrent au sultan les dangers de cette intervention; ils le déterminent à accéder à une partie des demandes de Méhémet-Ali et à lui accorder les pachaliks d'Alep et de Damas. M. de Varennes, accompagné de Réchid-bey (aujourd'hui Réchid-pacha), porte cette nouvelle à Ibrahim, qui fait connaître les ordres qu'il a reçus de son père et consent seulement à rester immobile dans sa position actuelle, jusqu'au retour de M. de Varennes, qui porte à Constantinople son ultimatum. Le 5 mai, le sultan consent à la cession d'Adana et accorde une amnistie générale à tous ceux qui s'étaient compromis pendant l'expédition d'Ibrahim.

Ce traité malencontreux, l'œuvre de la France, inspiré par l'espèce de vertige que causaient à l'Occident les Russes campés à Constantinople, ne pouvait avoir que de fâcheux résultats; il agrandissait démesurément un pacha dont on s'exagérait la puissance et le talent, affaiblissait l'autorité que nous avions intérêt à fortifier, enfin faisait ennemis irréconciliables le sultan qui cédait ses provinces et le pacha qui les lui arrachait. La Russie seule pouvait s'applaudir d'un tel ré-

[1] Voici une conversation qui démontre le projet de Méhémet, et en même temps qu'il désirait pardessus tout l'agrandissement de ses pachaliks :

« Qu'est-ce que le sultan fait de son pachalik de Bagdad? disait-il à un voyageur français en 1836; il n'en tire pas un para, et souvent il est forcé d'envoyer des troupes pour soutenir ses pachas, ce qui n'empêche pas que ceux-ci ne soient de temps en temps, les uns assiégés, les autres déposés, quelques-uns étranglés. S'il me donnait ce pachalik, je lui payerais un fort tribut, et cependant j'y gagnerais encore; car, en assurant la tranquillité du désert, le commerce de l'Inde reprendrait son cours de ce côté. C'est là une des routes de l'Inde, comme l'Égypte. Ce parti serait assurément le meilleur pour tout le monde, pour l'Europe, pour la Porte et pour moi, mais l'Angleterre ne voudra pas que je lui serve de préfet de police sur l'Euphrate; c'est à peine si elle me veut à ce titre sur le Nil, *pas plus que la Russie ne m'a voulu pour vizir à Constantinople en* 1832, et elle a eu raison; mais ce qui m'a toujours étonné, c'est que, vous autres Français, vous ne m'ayez pas voulu non plus à Constantinople; vous y avez beaucoup perdu. »

sultat; cependant il ne lui suffit point, et l'on apprit bientôt qu'elle avait obtenu du sultan, le 8 juin 1833, un traité d'alliance offensive et défensive signé à Unkiar-Skelessi, dans le camp même des Russes, qui fermait les Dardanelles et lui donnait le droit d'intervenir contre les ennemis *intérieurs* et extérieurs de la Porte.

La France et l'Angleterre protestèrent vainement contre ce traité, qui mettait Constantinople et l'empire ottoman à la merci du czar. L'armée russe se rembarqua aussitôt, pendant qu'Ibrahim repassait le Taurus.

§ IV. — Nouvelle rupture entre le sultan et le pacha d'Égypte. — Réformes de Mahmoud.

Au commencement de 1834, des mouvements insurrectionnels se manifestèrent en Syrie contre l'administration despotique des Égyptiens; les montagnards de Naplouse, de Jérusalem et d'Hébron ne pouvaient consentir à se laisser désarmer et à subir la conscription; une vaste conspiration menaça d'exterminer tout ce qui appartenait à l'administration d'Ibrahim; dans le même temps, l'Hedjaz et l'Yémen se soulevaient à la voix du scheik d'Assir. Mahmoud crut le moment opportun pour attaquer son vassal; le *Moniteur ottoman* déclara que le sultan ne pouvait rester indifférent devant de pareils événements, et un corps d'armée formé à Sivas, sous les ordres de Reschid-Méhémet-pacha, s'avança vers la Syrie. Ibrahim, qui venait de vaincre la rébellion des montagnards, occupa les districts de Raka sur l'Euphrate et d'Orfa au delà de ce fleuve. Tout annonçait une rupture; mais les deux armées restèrent en observation l'une devant l'autre, pendant que Méhémet accusait la Russie de pousser le sultan à la guerre et proposait à la France et à l'Angleterre de former avec lui contre le czar une coalition dont il serait l'avant-garde et qui sauverait l'empire ottoman d'une conquête inévitable. Cette proposition fut rejetée.

Cependant le sultan cherchait à se débarrasser des étreintes du traité d'Andrinople. Une convention, signée à Saint-Pétersbourg le 29 janvier 1834, stipula l'évacuation par les Russes de la Valachie et de la Moldavie, auxquelles le sultan devait donner immédiatement des hospodars; en compensation d'un tiers de l'indemnité due par la Turquie, la Russie obtenait en Asie le district et la ville d'Akhaltsik; enfin les Russes durent occuper Silistria pendant huit ans comme garantie du reste de l'indemnité. Mais, deux ans après (1836), Silistria fut rendue à la Turquie, moyennant le payement de 80 millions de piastres.

Mahmoud continuait ses réformes: il envoyait les officiers de son armée prendre de l'instruction dans les armées européennes; il créait une sorte de milice ou de garde nationale qui devait principalement servir à la police; il construisait des routes, il établissait des quarantaines, il protégeait en toutes circonstances les rayas chrétiens et prononçait à leur sujet ces belles paroles : « Nos intentions sont



Campement des Russes à Unkiar-Skelessi



que les musulmans ne soient considérés comme tels que dans les mosquées ; que, sous le même point de vue, les chrétiens ne soient chrétiens que dans leurs églises, et que les israélites ne soient israélites que dans leurs synagogues. Je veux que, hors de ces lieux où tous rendent également hommage à la Divinité, ils jouissent uniformément des mêmes droits politiques et de ma protection paternelle. »

Mais toutes ces innovations ne se firent pas sans résistance et sans murmure : celle de la milice nationale amena des insurrections en Bosnie et en Albanie. Les vieux musulmans regardaient toutes ces réformes comme des sacriléges et Mahmoud comme le destructeur de l'islamisme ; les derviches surtout, dans leur sauvage fanatisme, ne cachaient pas la haine qu'ils lui portaient, et l'un d'eux, un jour qu'il traversait le pont de Galata, osa l'arrêter avec ces paroles : « Giaour padischah, n'es-tu pas rassasié d'abominations ? Tu répondras devant Allah de tes impiétés ; tu détruis les institutions de tes pères, tu ruines la religion et tu attires la vengeance du Prophète sur toi et sur nous. » Le sultan ordonna de l'écarter, en disant : « C'est un fou ! — Fou ! reprit le derviche, c'est toi et tes indignes conseillers qui avez perdu la raison ! Accourez, musulmans ; l'esprit de Dieu qui m'anime et auquel il faut que j'obéisse m'a ordonné de dire la vérité, et m'a promis la récompense des saints [1]. » Le fanatique fut arrêté et mis à mort ; mais ses frères lui élevèrent un tombeau qui fut visité pieusement par la foule, et sur lequel on prétendit qu'il se faisait de nombreux miracles.

§ V. — Efforts de la diplomatie européenne. — Bataille de Nezib. — Mort de Mahmoud.

Cependant les armées du sultan et du pacha d'Égypte restaient à s'observer, et la diplomatie européenne s'efforçait d'accorder les deux rivaux. Méhémet demandait à transmettre héréditairement à sa famille sa puissance et ses pachaliks. « J'abandonnerai toute inquiétude, disait-il, quand j'aurai assuré ma position personnelle et celle de mes descendants ; je n'aurai plus alors qu'à mettre à la disposition de la Sublime Porte toutes mes forces de terre et de mer, et je deviendrai pour le sultan, mon maître, un soutien puissant et utile. » Mahmoud consentait à lui accorder l'hérédité pour l'Égypte et même pour Acre et Tripoli, mais il demandait la restitution d'Adana et du reste de la Syrie. Méhémet persista, cessa de payer le tribut et fit des levées qu'il concentra en Syrie. La Russie demanda à l'Angleterre et à la France de s'unir à elle pour bloquer les ports de l'Égypte et de la Syrie, en leur disant même qu'elle était décidée à agir seule. L'Angleterre et la France essayèrent encore les voies de la négociation, déclarant qu'elles se mettraient contre celui des deux ennemis qui serait l'agresseur ; mais le sultan, poussé par la Russie, ordonna à son armée de franchir l'Euphrate : Ha-

[1] Ubicini, *Lettres sur la Turquie.*

fiz-pacha, qui la commandait, obéit (21 avril 1839). Méhémet écrivit aux consuls généraux que « si les grandes puissances consentaient à lui garantir la paix et à lui obtenir l'hérédité pour sa famille, il retirerait une partie de ses troupes de la Syrie et serait prêt à s'entendre sur un arrangement définitif. » Et comme la Russie s'apprêtait à renouveler son expédition de 1832, l'Angleterre proposa à la France de forcer les Dardanelles si les Russes apparaissaient dans le Bosphore : la France refusa.

Pendant que la diplomatie se débattait en efforts impuissants pour résoudre une question si mal engagée, le sultan, dans un divan tenu le 7 juin, proclama Méhémet et son fils *fermanlis*. Méhémet, de son côté, écrivit à son fils « qu'une plus longue patience devenait nuisible aux intérêts de l'Égypte, et qu'il était nécessaire de marcher sur les Ottomans et de les écraser. Comme l'agression vient de leur part, les grandes puissances de l'Europe nous excuseront et nous donneront raison. Chassez de notre territoire les troupes ennemies et marchez sur leur grande armée, à laquelle vous livrerez bataille. Si la victoire se décide pour nous, vous n'entrerez pas dans l'Asie Mineure, mais vous marcherez sur Malatia, Karpous, Orfa et Diarbékir. » Une bataille s'engagea à Nezib, et les Turcs furent mis en pleine déroute : Hafiz-pacha se retira sur Marash, laissant 20,000 fusils et 160 pièces de canon. Ibrahim marchait sur Aintab, lorsqu'un aide de camp du maréchal Soult se présenta à lui avec une lettre de Méhémet-Ali (29 juin 1839). « C'est trop tard, dit le général égyptien, il m'est impossible d'obéir en ce moment aux ordres de mon père ; il ne me les aurait pas donnés s'il avait connu l'agression des Turcs et la victoire éclatante que nous venons de remporter. Je me suis reproché de m'être arrêté à Kutayié en 1833 ; je dois réparer cette faute. » Cependant, sur les instances et les représentations de l'envoyé français, Ibrahim consentit à ne pas occuper Konieh, capitale de la Caramanie, et il se contenta de Marash et d'Orfa.

Au moment où la question paraissait engagée d'une manière si compliquée, Mahmoud II mourut, le 1er juillet 1839.

§ VI. — Avénement d'Abdul-Medjid. — Traité du 15 juillet 1840. — Conclusion du différend entre le sultan et le pacha d'Égypte.

Une agitation assez vive se manifesta à la mort de Mahmoud, mais Khosrew-pacha la comprima rapidement, et le premier acte du jeune prince qui ceignait le sabre d'Osman dans des circonstances si périlleuses, fut de concentrer l'autorité entre ses mains, en nommant Khosrew grand vizir. Il fut décidé aussitôt que les hostilités cesseraient, et qu'on chercherait à régler pacifiquement le différend. Le kapoudan-pacha Achmet reçut l'ordre de rentrer à Constantinople. Mais comme

Khosrew était son ennemi, il crut qu'on le rappelait pour se défaire de lui, et sur le conseil du contre-amiral Osman, il résolut de s'unir à Méhémet-Ali, et de lui livrer sa flotte : « Khosrew, disait-il à l'amiral Lalande, qui était chargé d'empêcher une collision navale entre les Turcs et les Égyptiens, Khosrew s'est emparé par un crime de la dignité de vizir ; il est vendu à la Russie et veut faire périr les amis du sultan Mahmoud, recommencer la guerre contre le vice-roi d'Égypte, et fournir ainsi aux Russes des motifs pour pénétrer et s'établir dans l'empire ottoman. J'ai donc résolu de me concerter avec Hafiz-pacha et avec Méhémet-Ali, pour faire cesser la guerre actuelle et former entre nous une confédération qui mettra un terme à l'ambition des Russes, et fera tomber les intrigants qui viennent de s'emparer du pouvoir. » En effet, la flotte turque, malgré les représentations de l'amiral français, fut conduite à Alexandrie. Méhémet fut surpris de cette défection, mais il résolut d'en tirer parti, et répondit aux consuls européens, qui lui conseillaient de renvoyer la flotte à Constantinople, « qu'il ne la rendrait que lorsqu'il aurait obtenu l'hérédité de ses gouvernements et la destitution de Khosrew-pacha. »

Dans cette situation, le divan résolut (27 juillet 1838) de donner à Méhémet la possession héréditaire de l'Égypte et de la Syrie, moins le district d'Adana, en conservant à la Porte l'administration des villes saintes ; mais, au moment où cette résolution allait être mise à exécution, les ambassadeurs des cinq puissances déclarèrent, dans une note collective, que lesdites puissances étaient d'accord sur le règlement de la question orientale, et elles invitèrent le sultan à ne rien décider sur la question d'une manière définitive sans leur concours (28 juillet). La Porte déclara qu'elle attendait son salut de l'Europe, et qu'elle remerciait les cinq puissances de leur intervention amicale.

Mais les cinq puissances n'étaient rien moins que d'accord ; elles avaient toutes des intérêts différents, et entendaient résoudre la question par des voies divergentes. Ainsi, l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse demandent qu'on rende la Syrie au sultan : la France s'y oppose ; l'Autriche émet l'idée d'un congrès : la Russie la repousse ; la France et l'Angleterre demandent de faire entrer leurs flottes dans les Dardanelles : l'Autriche et la Russie menacent de se retirer ; l'Angleterre propose de bloquer les ports du vice-roi : la France refuse de coopérer à cet acte de rigueur ; l'Angleterre propose de couvrir Constantinople par une armée composée des contingents des cinq puissances : la France s'y refuse encore. Ce qui ressortait de tout ce désaccord, c'est que l'alliance de la France et de l'Angleterre, qui avait maintenu la paix en Europe depuis 1830, commençait à se rompre, à la grande joie des trois cours du Nord. Il faut ajouter que cette question de la défense et du maintien de l'empire ottoman, traditionnelle pour la France et familière, ainsi que nous en avons vu vingt exemples, à la diplomatie de l'ancienne monarchie, était fort mal comprise par le gouvernement de Louis-

Philippe. En effet, aux yeux de ce gouvernement, le plus grand ennemi qu'eût la la Porte ottomane, était la Russie : ne pouvant donner à la Turquie, contre cet ennemi, la force qu'elle n'avait plus, il fallait lui constituer une arrière-garde puissante dans le pacha d'Égypte ; et l'existence simultanée du sultan et du pacha était ce que notre diplomatie appelait le maintien de l'empire ottoman. C'était là une politique très-confuse et très-compliquée, car l'arrière-garde et le corps de bataille étaient ennemis, et, quel que fût l'arrangement qu'on fit entre eux, ils devaient rester ennemis. De plus, cette politique pouvait paraître double, car tout le monde croyait que nous ne voulions grandir le pacha que pour augmenter l'influence que nous avions dans ses États. Enfin notre diplomatie se trompait, et sur la force de l'établissement égyptien, et sur l'intérêt réel que nous avions dans cet établissement. La politique de l'Angleterre était plus simple et plus nette : elle voulait substituer au protectorat exclusif de la Russie sur l'empire ottoman, le protectorat de toute l'Europe, et, pour donner de la force à cet empire, lui rendre les provinces que lui avait enlevées un pacha rebelle ; elle voulait d'ailleurs détruire l'influence que la France avait prise en Égypte ; enfin elle haïssait le vice-roi d'Égypte, qui faisait concurrence à son commerce par ses cotons et ses denrées, et refusait de lui ouvrir, par la mer Rouge ou par l'Euphrate, une route vers les Indes. Quant aux trois puissances du Nord, elles ne voyaient réellement, dans la question qui se débattait, que l'alliance anglo-française à rompre, et pour cela la Russie sacrifiait momentanément ses projets ambitieux sur l'empire ottoman.

Dans cette situation, des négociations secrètes s'entamèrent entre l'Angleterre et la Russie pour résoudre la question sans la France et même contre la France : la Russie y poussait de tous ses efforts, en montrant celle-ci disposée à reprendre sa marche révolutionnaire et les errements de l'Empire. A la fin, les quatre puissances, après avoir sollicité le gouvernement de Louis-Philippe d'abandonner sa politique isolée, mais en secret satisfaites de lui faire un affront et de rappeler à la France les mauvais jours de 1815, s'entendirent pour régler le différend seules et en dehors d'elle.

En conséquence, à l'insu de notre diplomatie, sans lui faire ni offre ni avertissement, elles signèrent avec la Porte un traité (15 juillet 1840) par lequel le sultan accordait à Méhémet la possession héréditaire de l'Égypte et la possession viagère du pachalik de Saint-Jean-d'Acre, à condition que, dans les dix jours de la notification, il accepterait cet arrangement et retirerait immédiatement ses troupes de l'Arabie, de la Syrie, de Candie, etc. ; s'il mettait vingt jours à accepter l'arrangement, il perdrait le pachalik de Saint-Jean-d'Acre ; enfin, s'il le refusait entièrement, il serait mis en état de déchéance et poursuivi à outrance par les forces combinées des quatre puissances et de la Turquie.

La France, conduite par un ministre imprudent, joua un rôle qui toucha pres-

que au ridicule : elle fit d'immenses préparatifs que les puissances coalisées imitèrent, et se trouva menacée d'une guerre générale pour une question de délimitation du territoire d'un pachalik. Cependant l'Angleterre ne s'alarma point de ces armements : elle somma Méhémet d'évacuer la Syrie, et, sur son refus, Beyrouth fût attaquée par la flotte anglaise unie à quelques bâtiments autrichiens et turcs. Puis un corps de 9,000 hommes fut débarqué et se mit en communication avec les Druses et les Maronites que, depuis longtemps des missionnaires anglais poussaient à un soulèvement contre les Égyptiens, en leur promettant un allégement d'impôt. Soliman-pacha, qui commandait dans Beyrouth, voit bientôt ses communications coupées avec Ibrahim, et l'émir Beschir, devenu suspect à ses compatriotes est obligé de se rendre aux Anglais, qui le transportent à Malte. Le 8 octobre, Soliman-pacha évacue Beyrouth et va rejoindre Ibrahim, qui voit alors la désertion se mettre dans son armée. Latakié, Tortose, Tripoli, Seyd et Tyr sont occupées par les alliés qui, le 3 novembre, mettent le siége devant Saint-Jean-d'Acre. Après un bombardement de quelques heures, l'arsenal fait explosion; la moitié de la garnison est anéantie, et la ville à demi-détruite se rend. C'est la ruine des espérances de Méhémet, qui avait entassé dans cette place d'immenses ressources.

L'amiral Napier se présenta devant Alexandrie, traça au pacha le triste tableau de sa situation et lui arracha un traité qui, dépassant les conditions de pacification indiquées avant la guerre, le réduisait à la possession de l'Égypte (27 novembre 1840). Méhémet se hâta de l'exécuter, évacua la Syrie, l'Arabie, Candie, et rendit la flotte ottomane. Cette brusque évacuation fut pour la Syrie une calamité : elle tomba immédiatement dans l'anarchie, ce qui prouva que l'autorité si décriée du vice-roi n'était pas trop pesante pour cette contrée. Quant à la Turquie, victorieuse par les armes de ses alliés, elle aurait voulu pousser son triomphe jusqu'au bout; un successeur avait été même désigné au pacha; mais la crainte de l'Angleterre lui fit accepter (2 juin 1841) le traité signé par l'amiral Napier.

Enfin, le 13 juillet 1841, un traité fut conclu entre les quatre puissances et la France, qui rentra ainsi dans le concert européen; il garantissait la fermeture des détroits des Dardanelles et du Bosphore aux bâtiments de guerre de toutes les nations.

Nous venons de clore le différend plutôt européen qu'égyptien légué par Mahmoud à son successeur, nous allons maintenant reprendre l'histoire d'Abdul-Medjid et en tracer simplement le sommaire jusqu'aux événements actuels.

§ VII. — Sommaire des événements du règne d'Abdul-Medjid.

3 novembre 1839. — Abdul-Medjid avait, dès son avénement, démontré, par un acte éclatant, que la voie tracée par son père ne serait point abandonnée par lui. En effet, en présence de tous les grands dignitaires de l'empire, des représentants de toutes les communautés religieuses et des ambassadeurs étrangers, son ministre, Reschid-pacha, lut le fameux hatti-shérif de Gulkhané, qu'on peut regarder comme le programme des réformes que se proposait de faire le nouveau sultan. Cet acte, qui fait entrer l'empire ottoman dans les voies européennes, 1° garantit à tous les sujets de l'empire sans distinction, leur vie, leur honneur et leur fortune; 2° rétablit un mode uniforme et régulier d'asseoir et de prélever les impôts; 3° régularise, par des dispositions légales, la levée des soldats et la durée du service militaire; 4° supprime les monopoles; 5° ordonne que les impôts seront prélevés en raison de la fortune de chacun; 6° promet des lois pour fixer les dépenses des armées de terre et de mer, le contingent de chaque localité, et établit que la durée du service sera de cinq ans; 7° ordonne que toute cause devra être jugée publiquement suivant les lois civiles et religieuses; que tout sujet possédera ses biens en toute propriété et pourra les vendre; enfin que les héritiers d'un criminel ne seront point privés de leurs droits à sa succession.

Novembre 1839. — Le jeune Michel, fils de l'ancien knès de Servie, vient à Constantinople pour recevoir l'investiture de cette principauté. Quelques mots sont nécessaires pour expliquer cet événement : depuis 1830, la Servie avait obtenu un hatti-shérif qui la déclarait indépendante au point de vue administratif et lui accordait Miloch Obrenowitch pour prince. Celui-ci avait tendu par tous les moyens à détruire la féodalité en vigueur depuis la conquête, et profitant des troubles que suscitaient en Turquie les réformes de Mahmoud, il s'était fait céder les districts de la Kraina, de la Tzérna Rieka, les deux cercles de Krouchevatz, les pays de la Drina, etc.; mais Miloch était d'une grande cupidité : il accapara les douanes, éleva les droits, prit les biens communaux et força les populations à acheter les produits de ses pâturages à un prix arbitraire. Des soulèvements eurent lieu en 1835, et le forcèrent à accorder une charte de garanties. Enfin, en 1838, il se vit imposer par le sultan une nouvelle constitution qui limitait son pouvoir. Il invoqua vainement l'appui de la Russie et de l'Angleterre, tenta aussi vainement un mouvement militaire, et fut forcé d'abdiquer le 13 juin 1839. Il fut remplacé par son fils aîné Milan, qui mourut bientôt; son second fils Michel fut alors élu par les Serbes, et nous avons dit qu'il était venu demander au sultan l'investiture de sa dignité. Abdul-Medjid l'accueillit avec faveur et le renvoya chargé de présents.

1841. — Les populations chrétiennes, opprimées en Syrie depuis le départ de

l'émir Beschir, se soulèvent; l'Europe intervient, et Omer-pacha, dont la conduite a paru odieuse, est remplacé : les Druses et les Maronites reçoivent des chefs distincts. L'Angleterre et la Prusse installent à Jérusalem un évêque protestant.

1842. — Le prince Michel, gouverné par sa mère, s'aliène les Turcs et les Serbes : deux fois battu, il s'enfuit à Semlin; un gouvernement provisoire proclame Alexandre Petrowitch, petit-fils de Czerni-Georges, dont l'élection est sanctionnée par le commissaire ottoman, le pacha de Belgrade. La Russie proteste contre cette révolution qui donne le pouvoir à un parti qui lui est opposé.

En Valachie, le woïvode Alexandre Ghika est déposé (24 octobre), et remplacé par Bibesco, dont l'élection est approuvée par la Porte.

1843. — L'hostilité de la Russie et ses protestations nécessitent en Servie une seconde élection qui confirme Alexandre Petrowitch (27 juillet).

1844. — Le recrutement, établi par le hatti-shérif de Gulkhané, amène le soulèvement des populations guerrières de l'Albanie, qui massacrent les chrétiens et ne sont soumises que par Reschid-pacha.

1845. — Dans le Liban, les Druses surprennent et massacrent les Maronites, auxquels on défend de prendre les armes. Les ambassadeurs européens, la France ayant perdu son action personnelle sur ces contrées, demandent justice de ces barbaries.

— Organisation de l'instruction publique : l'université ottomane est déclarée institution de l'État, et est dirigée par un conseil supérieur; l'instruction est divisée en enseignement primaire, qui existait en partie, enseignement secondaire, qui est tout à créer, et enseignement supérieur.

1846. — Publication d'un code administratif, *tolimâti o'mournieh*, qui règle les devoirs et les obligations des fonctionnaires.

Avril. — Institution de tribunaux mixtes de commerce, dont le premier essai est fait à Constantinople : les légations nomment parmi leurs nationaux dix notables commerçants qui remplissent à tour de rôle l'office de juges. La Porte nomme, de son côté, dix notables musulmans.

1847. — En Valachie, le prince Bibesco, d'accord avec l'assemblée nationale, affranchit quatorze mille familles esclaves. Un traité d'union douanière est contracté avec la Moldavie.

1848. — Le prince Bibesco s'est aliéné les paysans en leur imposant, en faveur des propriétaires, six jours par an de travail à la tâche, et la population honnête en proposant d'accorder aux maris le droit d'hypothéquer le bien de leurs femmes. L'assemblée nationale, lui ayant fait opposition, est suspendue par un firman que le sultan accorde à la demande de la Russie.

A la nouvelle de la révolution de Vienne, un soulèvement a lieu : le prince, après avoir forcément accepté une constitution (23 juin), s'enfuit, et un gouvernement provisoire est établi (27 juin). Soliman-pacha et Emin-effendi sont envoyés par la Porte avec des troupes commandées par Omer-pacha. Mais en même

temps (28 juin) 12,000 Russes pénètrent en Moldavie : la Porte proteste aussitôt, et un corps de troupes turques occupe Braïla (2 août). Soliman-pacha engage les Valaques à nommer une commission qui sera chargée de faire connaître les griefs du pays. La Russie demande le rappel de Soliman et l'obtient. Fuad-effendi, envoyé pour le remplacer, nomme pour lieutenant de l'hospodar Constantin Cantacuzène et fait occuper Bukharest. 60,000 Russes couvrent aussitôt la Valachie. — Mort d'Ibrahim, fils de Méhémet-Ali (10 novembre), et qui gouvernait depuis trois ans à la place de son père, devenu très-infirme. Il est remplacé par Abbas-pacha, son neveu.

1849. — Convention de Balta-Liman, passée entre la Porte et la Russie : les hospodars de Valachie et de Moldavie seront nommés pour sept ans par le sultan ; le règlement organique de 1831 est remis en vigueur, sauf quelques modifications; 25 à 35,000 hommes de chacune des deux puissances occuperont pour le moment les deux provinces; après le rétablissement de la tranquillité, il restera dix mille hommes de chaque nation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'amélioration organique; la milice indigène sera réorganisée; un commissaire extraordinaire russe et un commissaire extraordinaire turc surveilleront la marche des affaires et nommeront les membres des comités de révision; le présent arrangement est fait pour sept ans. — Stirbey est nommé hospodar de Valachie, et Gr. Ghika prince de Moldavie.

1er août. — Mort de Méhémet-Ali.

17 septembre. — La Porte refuse de livrer à la Russie et à l'Autriche les Hongrois et les Polonais qui se sont réfugiés sur son territoire, et, après une lutte diplomatique où elle est soutenue par l'Angleterre et la France, elle parvient à faire accepter l'internement (31 décembre).

1850. — Un firman étend à l'Égypte l'établissement des tribunaux de commerce mixte, et, à la même époque, est institué un tribunal mixte de commerce maritime. Une ordonnance du mois de juin porte que, « à l'avenir, l'impôt personnel sera perçu dans chaque province par les primats (*kodja-bachis*) des quatre nations; ils procéderont d'après l'état et la fortune de chaque sujet du gouvernement impérial, et consigneront ledit impôt au patriarcat ou entre les mains du *khakam-bachi*, d'où il sera versé au trésor impérial. »

1851. — Au mois de mai, la France demande au divan s'il reconnaît ou non le traité de 1740[1]; sur la réponse affirmative, elle demande la formation d'une commission mixte chargée d'examiner les divers documents et titres qui assuraient aux Latins la possession des lieux saints. La commission ouvre ses travaux le 15 juillet. La France réclame : 1° le monument du Saint-Sépulcre, dans l'église du même nom à Jérusalem; 2° la grande coupole au-dessus, que les Grecs ont

[1] Voir ce traité aux pièces justificatives.

usurpée en 1808, époque à laquelle ils furent autorisés indûment à réparer les suites d'un incendie; 3° la pierre de l'Onction (possession mixte); 4° l'emplacement des tombeaux des rois francs dans la chapelle d'Adam, sous le Calvaire : 5° les sept arceaux de la Vierge ; 6° l'église de Gethsémani et le tombeau de la Vierge ; 7° l'église supérieure de Bethléem, avec les jardins et les cimetières qui en dépendent ; 8° la possession mixte de l'autel du Calvaire où Jésus-Christ fut élevé sur la croix. Elle déclare d'ailleurs que les Latins consentent à faire aux autres communions des concessions particulières, mais renouvelées tous les ans. L'empereur de Russie écrit une lettre autographe en faveur des Grecs.

1er septembre. — Différend avec l'Autriche au sujet des réfugiés hongrois ; Kossuth et ses compagnons sont mis en liberté, malgré une note menaçante du chargé d'affaires autrichien.

4 septembre. — La Porte, ayant appris qu'Abbas-pacha venait de concéder à une compagnie anglaise le droit d'établir une voie de fer du Nil à la mer Rouge, s'oppose à ce qu'elle appelle une usurpation du pacha et à un marché qui, pouvant amener des différends entre l'Égypte et l'Angleterre, rendrait la Porte responsable ou autoriserait l'Angleterre à se faire justice elle-même. Le pacha se soumet et obtient l'autorisation.

Le *tanzimat*, ou ensemble de lois sorti du hatti-shérif de Gulkhané, n'était appliqué que successivement aux différentes parties de l'empire. Lorsqu'on le signifie, en 1851, à Abbas-pacha, il s'oppose à ce qu'on lui enlève le droit de vie et de mort. Fuad-effendi est envoyé auprès de lui, et, en mai 1852, Abbas-pacha promet d'appliquer le *tanzimat* et de ne faire mettre à exécution les sentences de mort qu'après en avoir référé au sultan.

Des commissaires extraordinaires sont chargés d'aller visiter les différentes parties de l'empire.

1852. — La commission des lieux saints reconnait la justesse des réclamations de la France, mais propose le *statu quo*, hormis l'admission des Latins dans le sanctuaire de la Vierge, et le droit pour les Grecs d'entrer dans le sanctuaire de l'Ascension. Un firman rendu public confirme ces décisions. La France accepte cette atteinte à ses vieux priviléges par condescendance et désir de conserver la paix; mais des exigences nouvelles de la Russie se font jour et amènent la fameuse mission du prince Menschikoff.

Ici s'ouvre, dans l'histoire des Ottomans, dans l'histoire des relations de la France avec cette nation, une période qui n'est point accomplie et dans laquelle la Turquie commence une existence nouvelle, pendant que la France témoigne glorieusement que, fidèle à ses traditions séculaires, elle est la plus constante alliée, le plus ferme soutien de l'empire des Osmanlis.

FIN.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

LETTRE DU SULTAN MAHOMET III AUX CONSULS DE MARSEILLE

(Voir page 278.)

Notre impérial et sublime seing vous apprendra que l'empereur de France étant mort depuis peu, le roi de Navarre, qui était le plus proche de la couronne, lui a succédé; et cependant non-seulement vous avez refusé de lui obéir, mais encore vous vous êtes unis avec ses ennemis et les nôtres. Voilà pourquoi les Levantins et d'autres corsaires ont pris vos vaisseaux partout où ils les trouvaient et fait esclaves ceux qui les montaient. Ayant appris que vous persistez dans vos mauvais desseins, que vous refusez à votre maître l'obéissance et l'hommage qui lui sont dus, que même vous êtes en guerre avec ses troupes, nous vous invitons ou plutôt nous vous enjoignons, quand les valeureux entre leurs semblables, Méhémet et Mustapha, capidjis de notre Sublime-Porte, seront arrivés, d'incliner vos chefs et rendre obéissance au magnanime entre les grands et très-puissants seigneurs, Henri, roi de Navarre, à présent empereur de France, comme vous avez fait aux autres empereurs ses prédécesseurs, et si vous persistez dans votre sinistre obstination, nous vous déclarons que vos vaisseaux et leurs cargaisons seront confisqués et les hommes faits esclaves dans tous nos États et sur mer. Cependant votre très-heureux empereur, cherchant à vous attirer notre bienveillance, nous a souvent écrit en votre faveur, nous demandant qu'il ne vous fût fait ni donné aucun trouble ni empêchement à votre commerce, et que nous vous fissions jouir paisiblement de notre protection. Si toutefois vous refusez plus longtemps de lui obéir et de lui être fidèles, sachez que nous ne mettrons aucune différence entre vous et nos plus grands ennemis et que vous ne pourrez éviter un terrible châtiment. C'est à la prière de l'ambassadeur de France, résidant près de nous, que nous avons donné à nos capidjis nos très-hauts et très-sublimes commandements, en vertu desquels, si vous vous soumettez à votre très-heureux empereur, ils feront mettre en liberté vos esclaves, vous feront rendre vos biens sur la côte de Barbarie et dans les autres lieux de notre empire, vous accordant de plus de trafiquer librement comme vous avez fait

dans tous les pays de notre dépendance, sans qu'il vous soit fait ni donné aucun trouble ni empêchement; si, au contraire, nous voulons que vous alliez, veniez et séjourniez en toute sûreté sur la bonne foi des traités et conventions. N'ayez aucun doute sur ce que nous vous disons et à notre sacré seing ajoutez une entière foi (mai 1595).

II

CAPITULATIONS DE 1740

(Voir pages 374 et 504.)

L'EMPEREUR SULTAN MAHMOUD, FILS DU SULTAN MOUSTAPHA TOUJOURS VICTORIEUX[1].

Voici ce qu'ordonne ce signe glorieux et impérial, conquérant du monde, cette marque noble et sublime dont l'efficacité procède de l'assistance divine.

Moi qui, par l'excellence des faveurs infinies du Très-Haut, et par l'éminence des miracles remplis de bénédiction du chef des prophètes (à qui soient les saluts les plus amples, de même qu'à sa famille et à ses compagnons), suis le sultan des glorieux sultans, l'empereur des puissants empereurs, le distributeur des couronnes aux Cosroès qui sont assis sur les trônes, l'ombre de Dieu sur la terre, le serviteur des deux illustres et nobles villes de la Mecque et de Médine, lieux augustes et sacrés où tous les musulmans adressent leurs vœux, le protecteur et le maître de la sainte Jérusalem; le souverain des trois grandes villes de Constantinople, Andrinople et Brousse, de même que de Damas, odeur de paradis, de Tripoli de Syrie, de l'Egypte, la rareté du siècle et renommée pour ses délices; de toute l'Arabie, de l'Afrique, de Barca, de Cairovan, d'Alep, des Irak, Arab et Adgen; de Bassora, de Lahsa, de Dilem, et particulièrement de Bagdad, capitale des khalifes; de Rakka, de Mossoul, de Chehrezour, de Diarbekir, de Zulkadrie, d'Erzerum la délicieuse, de Sébaste, d'Adana, de la Caramanie, de Kars, de Tchildir, de Van; des îles de Morée, de Candie, Chypre, Chio et Rhodes; de la Barbarie, de l'Éthiopie; des places de guerre d'Alger, de Tripoli et de Tunis; des îles et des côtes de la mer Blanche et de la mer Noire; des pays de Natolie et des royaumes de Romélie; de tout le Kurdistan, de la Grèce, de la Turcomanie, de la Tartarie, de la Circassie, du Cabarta et de la Géorgie; des nobles tribus des Tartares et de toutes les hordes qui en dépendent; de Caffa et autres lieux circonvoisins, de toute la Bosnie et dépendances; de la forteresse de Belgrade, place de guerre; de la Servie, de même que des forteresses et châteaux qui s'y trouvent; des pays d'Albanie, de toute la Valachie, de la Moldavie, et des forts et fortins qui se trouvent dans ces cantons; possesseur enfin de nombre de villes et de forteresses, dont il est superflu de rapporter et de vanter ici les noms : moi qui suis l'empereur, l'asile de la justice et le Roi des rois, le centre de la victoire, le Sultan fils des sultans, l'empereur Mahmoud le Conquérant, fils de sultan Mustapha, fils de sultan Muhammed; moi, qui par ma puissance, origine de la félicité, suis orné du titre d'Empereur des deux Terres, et, pour comble de la grandeur de mon khalifat, suis illustré du titre d'Empereur des deux Mers.

La gloire des grands princes de la croyance de Jésus, l'élite des grands et magnifiques de la religion du Messie, l'arbitre et le médiateur des affaires des nations chrétiennes, revêtu des vraies

[1] Mots entrelacés dans le *toughra* ou monogramme du Grand-Seigneur.

marques d'honneur et de dignité, rempli de grandeur, de gloire et de majesté, l'empereur de France et d'autres vastes royaumes qui en dépendent, notre très-magnifique, très-honoré, sincère et ancien ami LOUIS XV, auquel Dieu accorde tout succès et toute félicité, ayant envoyé à notre auguste cour, qui est le siége du khalifat, une lettre contenant des témoignages de la plus parfaite sincérité et de la plus particulière affection, candeur et droiture, et ladite lettre étant destinée pour notre Sublime Porte de félicité, qui, par la bonté infinie de l'Être Suprême incontestablement majestueux, est l'asile des Sultans magnifiques et des Empereurs les plus respectables; le modèle des seigneurs chrétiens, habile, prudent, estimé et honoré ministre, Louis-Sauveur marquis de Villeneuve, son conseiller d'État actuel, et son ambassadeur à notre Porte de félicité (dont la fin soit comblée de bonheur), aurait demandé la permission de présenter et de remettre ladite lettre, ce qui lui aurait été accordé par notre consentement impérial, conformément à l'ancien usage de notre cour; et conséquemment ledit ambassadeur ayant été admis jusque devant notre trône impérial, environné de lumière et de gloire, il y aurait remis la susdite lettre, et aurait été témoin de notre majesté, en participant à notre faveur et grâce impériale; ensuite la traduction de sa teneur affectueuse aurait été présentée et rapportée, selon l'ancienne coutume des Ottomans, au pied de notre sublime trône, par le canal du très-honoré Elhadjy-Mehemmed-pacha, notre premier ministre, l'interprète absolu de nos ordonnances, l'ornement du monde, le maintien du bon ordre des peuples, l'ordonnateur des grades de notre empire, l'instrument de la gloire de notre couronne, le canal des grâces de la majesté royale, le très-vertueux grand vizir, mon honorable et fortuné ministre lieutenant général; dont Dieu fasse perpétuer et triompher le pouvoir et la prospérité.

Et comme les expressions de cette lettre amicale font connaître le désir et l'empressement de Sa Majesté à faire comme par ci-devant, tous honneurs et ancienne amitié jusqu'à présent maintenus depuis un temps immémorial entre nos glorieux ancêtres (sur qui soit la lumière de Dieu) et les très-magnifiques empereurs de France; et que dans ladite lettre il est question, en considération de la sincère amitié et de l'attachement particulier que la France a toujours témoignés à notre maison impériale, de renouveler encore, pendant l'heureux temps de notre glorieux règne, et de fortifier et éclaircir, par l'addition de quelques articles, les capitulations impériales, déjà renouvelées l'an de l'hégire 1084, sous le règne de feu sultan Mehemed, notre auguste aïeul, noble et généreux pendant sa vie, et bienheureux à sa mort, lesquelles capitulations avaient pour but *que les ambassadeurs, consuls, interprètes, négociants et autres sujets de la France soient protégés et maintenus en tout repos et tranquillité*, et qu'enfin il est parvenu à notre connaissance impériale qu'il a été conféré sur ces points entre ledit ambassadeur et les ministres de notre Sublime Porte, les fondements de l'amitié qui, depuis un temps immémorial, subsistent avec solidité entre la cour de France et notre Sublime Porte, et les preuves convaincantes que Sa Majesté en a données particulièrement du temps de notre glorieux règne, faisant espérer que les liens d'une pareille amitié ne peuvent que se resserrer et se fortifier de jour en jour, ces motifs nous ont inspiré des sentiments conformes à ses désirs; et, voulant procurer au commerce une activité et aux allants et venants une sûreté qui sont les fruits que doit produire l'amitié, non-seulement nous avons confirmé par ces présentes, dans toute leur étendue, les capitulations anciennes et renouvelées, de même que les articles insérés lors de la susdite date; mais, pour procurer encore plus de repos aux négociants et de vigueur au commerce, nous leur avons accordé l'exemption du droit de *mézeterie* qu'ils ont payé de tout temps, de même que plusieurs points concernant le commerce et la sûreté des allants et venants, lesquels ayant été discutés, traités et réglés en bonne et due forme dans les diverses conférences qui se sont tenues à ce sujet entre le susdit ambassadeur, muni d'un pouvoir suffisant, et les personnes préposées de la part de notre Sublime Porte : après l'entière conclusion de tout, mon suprême et absolu grand vizir en aurait rendu compte à notre étrier impérial, et, notre volonté étant de témoigner spécialement en cette occasion le cas et l'estime que nous faisons de l'ancienne et constante amitié de l'empereur de France, qui vient de nous donner des marques particulières de la sincérité de son cœur, nous avons accordé notre signe impérial pour l'exécution des articles nouvellement conclus; et conséquemment les capitulations anciennes et renouvelées, ayant été transcrites et rapportées exactement, mot pour mot, au commencement, et suivies des articles nouvellement réglés et accordés, ces présentes capitulations impériales auraient été remises et con-

signées dans l'ordre susdit, entre les mains dudit ambassadeur : et pour l'exécution d'icelles, le présent commandement impérial serait émané dans les termes suivants, savoir :

1. L'on n'inquiétera point les Français qui vont et viendront pour visiter Jérusalem, de même que les religieux qui sont dans l'église du Saint-Sépulcre, dite *Kamama*.

2. Les empereurs de France n'ayant eu aucun procédé qui pût porter atteinte à l'ancienne amitié qui les unit à notre Sublime-Porte, sous le règne de feu l'empereur sultan Sélim, d'heureuse mémoire, il aurait été accordé aux Français un commandement impérial pour la levée ci-devant prohibée des cotons en laine, cotons filés et cordouans ; maintenant, en considération de cette parfaite amitié, comme il a déjà été inséré dans les capitulations, que personne ne puisse les empêcher d'acheter des cires et des cuirs, dont la sortie était défendue du temps de nos magnifiques aïeux, ce privilége leur est confirmé comme par le passé.

3. Et comme, par ci-devant, les marchands et autres Français n'ont point payé de droits sur les piastres qu'ils ont apportées de leur pays dans nos États, on n'en exigera pas non plus présentement ; et nos trésoriers et officiers de la monnaie ne les inquiéteront point sous prétexte de fabriquer des monnaies du pays avec leurs piastres.

4. Si des marchands français étaient embarqués sur un bâtiment ennemi pour trafiquer (comme il serait contraire aux lois de vouloir les dépouiller et les faire esclaves, parce qu'ils se seraient trouvés dans un navire ennemi), l'on ne pourra, sous ce prétexte, confisquer leurs biens, ni faire esclave leur personne, pourvu qu'ils ne soient point en acte d'hostilité sur un bâtiment corsaire, et qu'ils soient dans leur état de marchand.

5. Si un Français, ayant chargé des provisions de bouche en pays ennemi, sur son propre vaisseau, pour les transporter en pays ennemi, était rencontré par des bâtiments musulmans, on ne pourra prendre le vaisseau, ni faire esclaves les personnes, sous prétexte qu'ils transportent des provisions à l'ennemi.

6. Si quelqu'un de nos sujets emportait des provisions de bouche, chargées dans les États musulmans, et qu'il fût pris en chemin, les Français qui se trouveraient à la solde dans le vaisseau ne seront point faits esclaves.

7. Lorsque les Français auront acheté, de plein gré, des provisions de bouche des navires turcs, et qu'ils seront rencontrés par nos vaisseaux, tandis qu'ils s'en vont dans leur pays, et non en pays ennemi, ces vaisseaux français ne pourront être confisqués, ni ceux qui seront dedans faits esclaves : et s'il se trouve quelque Français pris de cette manière, il sera élargi, et ses effets restitués.

8. Les marchandises qui, sous le bon plaisir de l'empereur de France, seront apportées de ses États dans les nôtres par leurs marchands, de même que celles qu'ils emporteront, seront estimées au même prix qu'elles l'ont été anciennement pour l'exaction de douane, qui se percevra de la même façon, sans qu'il soit fait aucune augmentation sur l'estime desdites marchandises.

9. On n'exigera la douane que des marchandises débarquées pour être vendues, et non de celles qu'on voudra transporter dans d'autres échelles, à quoi il ne sera mis aucun empêchement.

10. On n'exigera d'eux, ni le nouvel impôt de *kassabié*, ni *reft*, ni *badj*, ni *yassak*, *kouly*, et pas plus de trois cents aspres pour le droit de bon voyage, dit *selametlik resmy*.

11. Quoique les corsaires d'Alger soient traités favorablement lorsqu'ils abordent dans les ports de France, où on leur donne de la poudre, du plomb, des voiles et autres agrès, néanmoins ils ne laissent pas de faire esclaves les Français qu'ils rencontrent, et de piller le bien des marchands, ce qui leur ayant été plusieurs fois défendu sous le règne de notre aïeul, de glorieuse mémoire, ils ne se seraient point amendés ; bien loin de donner mon consentement impérial à une pareille conduite, nous voulons que, s'il se trouve quelque Français fait esclave de cette façon, il soit mis en liberté, et que ses effets lui soient entièrement restitués ; et si, dans la suite, ces corsaires persistent dans leur désobéissance, sur les informations par lettre qui nous en seront données par Sa Majesté, le beglerbey qui se trouvera en place sera dépossédé, et l'on fera dédommager les Français des agrès qui auront été déprédés. Et comme jusqu'à présent ils ne se sont pas beaucoup souciés des défenses réitérées qui leur ont été faites à ce sujet, au cas que dorénavant ils n'agissent pas conformément à mon ordre impérial, l'empereur de France ne les souffrira point sous ses forteresses, leur refusera

l'entrée de ses ports ; et les moyens qu'il prendra pour réprimer leurs brigandages ne donneront aucune atteinte à notre traité, conformément au commandement impérial émané du temps de nos ancêtres, dont nous confirmons ici la teneur, promettant encore d'agréer les plaintes, de même que les bons témoignages de Sa Majesté, sur cette matière.

12. Nos augustes aïeux, de glorieuse mémoire, ayant accordé aux Français des commandements pour pêcher du corail et du poisson dans le golfe d'Usturgha, dépendant d'Alger et de Tunis, nous leur permettons pareillement de pêcher du corail et du poisson dans lesdits endroits, suivant l'ancienne coutume, et on ne les laissera inquiéter par personne à ce sujet.

13. Leurs interprètes, qui sont au service de leurs ambassadeurs, seront exempts du tribut dit *kharatch*, du droit du *kassabié*, et des autres impôts arbitraires dits *tekialif-urfié*.

14. Les marchands français qui auront chargé des effets sur leurs bâtiments, et ceux de nos sujets qui trafiqueront avec leurs navires en pays ennemi, payeront exactement aux ambassadeurs et aux consuls le droit de consulat et leurs autres droits, sans opposition ni contravention quelconque.

15. S'il arrivait quelque meurtre ou quelque autre désordre entre les Français, leurs ambassadeurs et leurs consuls en décideront selon leurs us et coutumes, sans qu'aucun de nos officiers puisse les inquiéter à cet égard.

16. En cas que quelque personne intente un procès aux consuls établis pour les affaires de leurs marchands, ils ne pourront être mis en prison, ni leur maison scellée, et leur cause sera écoutée à notre Porte de félicité ; et, si l'on produisait des commandements antérieurs ou postérieurs contraires à ces articles, ils seront de nulle valeur, et il sera fait en conformité des capitulations impériales.

17[1]. Et, outre que la famille des empereurs de France est en possession des rênes de l'autorité souveraine avant les rois et les princes les plus renommés parmi les nations chrétiennes ; comme, depuis le temps de nos augustes pères et de nos glorieux ancêtres, elle a conservé avec notre Sublime Porte une amitié plus constante et plus sincère que tous les autres rois, sans que, depuis lors, il soit rien survenu entre nous de contraire à la foi des traités, et qu'elle a témoigné à cet égard toute la constance et la fermeté possibles, nous voulons que, lorsque les ambassadeurs de France résidant à notre Porte de félicité viendront à notre suprême Divan, et qu'ils iront chez nos vizirs et nos très-honorés conseillers, ils aient, suivant l'ancienne coutume, le pas et la préséance sur les ambassadeurs d'Espagne et des autres rois.

18. On n'exigera d'eux ni douane ni droit de *badj* sur ce qu'ils feront venir à leurs dépens pour leurs présents et habillements, et pour leurs besoins et provisions de boire et de manger ; et les consuls de France qui sont dans les villes de commerce auront pareillement la préséance sur les consuls d'Espagne et des autres rois, ainsi qu'il se pratique à notre Porte de félicité.

19. Comme les Français qui commercent en tout temps avec leurs biens, effets et navires, dans les échelles et dans les ports de nos États, y vont et viennent sur la bonne foi et sur l'assurance de la paix ; lorsque leurs bâtiments seront exposés aux accidents de la mer, et qu'ils auront besoin de secours, nous ordonnons que nos vaisseaux de guerre et autres qui se trouveront à portée aient à leur donner toute l'assistance nécessaire, et que les commandants, chefs, capitaines ou lieutenants ne manquent pas envers eux aux moindres égards, donnant tous leurs soins et leur attention à leur faire fournir, pour leur argent, les provisions dont ils auront besoin ; et si, par la violence du vent, la mer jetait à terre leurs bâtiments, les gouverneurs, juges et autres, les secourront, et tous les effets et marchandises sauvés du naufrage leur seront restitués sans difficulté.

20. Nous voulons que les Français, marchands, drogmans et autres, pourvu qu'ils soient dans les bornes de leur état, aillent et viennent librement par mer et par terre, pour vendre, acheter et commercer dans nos États, et que, après avoir payé les droits d'usage et de consulat, selon qu'il s'est toujours pratiqué, ils ne puissent être inquiétés ni molestés, en allant et venant, par nos amiraux, capitaines de nos bâtiments et autres, non plus que par nos troupes.

21. On ne pourra forcer les marchands français à prendre, contre leur gré, certaines marchandises, et ils ne seront point inquiétés à cet égard.

[1] Renouvellement et additions de 1604.

22. Si quelque Français se trouve endetté, on attaquera le débiteur, et l'on ne pourra rechercher ni prendre à partie aucun autre, à moins qu'il ne soit sa caution.

Si un Français vient à mourir, ses biens et effets, sans que personne puisse s'y ingérer, seront remis à ses exécuteurs testamentaires; et, s'il meurt sans testament, ses biens seront donnés à ses compatriotes, par l'entremise de leur consul, sans que les officiers du fisc et du droit d'aubaine, comme *beitulmaldgy* et *cassam*, puissent les inquiéter.

23. Les marchands, les drogmans et les consuls français, dans leurs achats, ventes, commerce, cautionnements et autres affaires de justice, se rendront chez le cadi, où ils feront dresser un acte de leurs accords, et le feront enregistrer, afin que, si dans la suite, il survenait quelque différend, on ait recours à l'acte et aux registres, et qu'on juge en conformité; et si, sans être muni de l'une ou de l'autre de ces formalités, l'on veut intenter quelque procès contre les règles de la justice, en ne produisant que des faux témoins, on ne permettra point de pareilles supercheries, et leur demande, contraire à la justice, ne sera point écoutée; et si, par pure avidité, quelqu'un accusait un Français de lui avoir dit des injures, on empêchera que le Français ne soit inquiété contre les lois de la justice; et si un Français venait à s'absenter pour cause de dette ou de quelque faute, on ne pourra saisir ni inquiéter à ce sujet aucun autre Français qui serait innocent, et qui n'aurait point été sa caution.

24. S'il se trouve dans nos États quelque esclave dépendant de la France, et qu'il soit réclamé comme Français par leurs ambassadeurs ou leurs consuls, il sera amené avec son maître ou son procureur à ma Porte de félicité, pour que l'affaire y soit décidée. On n'exigera point de *kharatch* ou tribut des Français établis dans mes États.

25. Lorsqu'ils enverront de leurs gens capables, pour remplacer leurs consuls établis à Alexandrie, à Tripoli de Syrie et dans les autres échelles, personne ne s'y opposera, et ils seront exempts des impôts arbitraires dits *tekialif-urfié*.

26. Si quelqu'un avait un différend avec un marchand français, et qu'ils se portassent chez le cadi, ce juge n'écoutera point leur procès, si le drogman français ne se trouve présent; et, si cet interprète est occupé pour lors à quelque affaire pressante, on différera jusqu'à ce qu'il vienne : mais aussi les Français s'empresseront de le représenter, sans abuser du prétexte de l'absence de leur drogman. Et s'il arrive quelque contestation entre les Français, les ambassadeurs et les consuls en prendront connaissance, et en décideront selon leurs us et coutumes, sans que personne puisse s'y opposer.

27. Il était d'un usage ancien que les bâtiments français qui partaient de Constantinople, après y avoir été visités, l'étaient encore aux châteaux des Dardanelles, après quoi on leur permettait de partir. On a introduit depuis, contre l'ancienne coutume, une autre visite à Gallipoli; dorénavant, conformément à l'ancien usage, ils poursuivront leur route après qu'on les aura visités aux Dardanelles.

28. Quand nos vaisseaux, nos galères et nos armées navales se rencontreront en mer avec les vaisseaux français, ils ne feront aucun mal ni dommage; mais, au contraire, ils se donneront réciproquement toutes sortes de témoignages d'amitié; et si de leur plein gré ils ne font aucun présent, on ne les inquiétera point, et on ne leur prendra par force ni agrès, ni hardes, ni jeunes garçons, ni aucune autre chose qui leur appartienne.

29. Nous confirmons aussi pour les Français tout ce qui est contenu dans les capitulations impériales accordées aux Vénitiens; et défendons à toutes sortes de personnes, de s'opposer par aucun empêchement, contestation ni chicane, au cours de la justice et à l'exécution de mes capitulations impériales.

30. Nous voulons que les navires et autres bâtiments français qui viendront dans nos États y soient bien gardés et soutenus, et qu'ils puissent s'en retourner en toute sûreté; et si l'on pillait quelque chose de leurs hardes et leurs effets, non-seulement on se donnera toutes sortes de mouvements pour le recouvrement, tant des biens que des hommes, mais même on punira rigoureusement les malfaiteurs, quels qu'ils puissent être.

31. Commandons à nos gouverneurs, amiraux, vice-rois, cadis, douaniers, capitaines de nos navires, et généralement tous autres habitants de nos États, d'exécuter ponctuellement tout ce qui

est contenu dans cette capitulation impériale, symbole de la justice, sans y apporter la moindre contravention ; de sorte que, si quelqu'un ose s'opposer et s'opiniâtrer contre l'exécution de mon commandement impérial, nous voulons qu'il soit regardé comme criminel et rebelle, et que comme tel il soit châtié sans aucune rémission ni délai, pour servir d'exemple aux autres. Enfin, notre volonté est qu'on ne permette jamais rien de contraire à la bonne foi et aux accords conclus par les capitulations accordées sous les augustes règnes de nos magnifiques aïeux de glorieuse mémoire.

32. (1). Comme les nations ennemies qui n'ont point d'ambassadeurs décidés à ma Porte de félicité allaient et venaient ci-devant, dans nos États, sous la bannière de l'empereur de France, soit pour commerce, soit pour pélerinage, suivant la permission impériale qu'ils en avaient eue sous le règne de nos aïeux de glorieuse mémoire, de même qu'il est aussi porté par les anciennes capitulations accordées aux Français ; et comme ensuite, pour certaines raisons, l'entrée de nos États avait été absolument prohibée à ces mêmes nations, et qu'elles avaient même été retranchées desdites capitulations ; néanmoins, l'empereur de France ayant témoigné, par une lettre qu'il a envoyée à notre Porte de félicité, qu'il désirait que les nations ennemies auxquelles il était défendu de commercer dans nos États, eussent la liberté d'aller et venir à Jérusalem, de même qu'elles avaient coutume d'y aller et venir, sans être aucunement inquiétées ; et que, si par la suite il leur était permis d'aller et venir trafiquer dans nos États, ce fut encore sous la bannière de France, comme par ci-devant, la demande de l'empereur de France aurait été agréée en considération de l'ancienne amitié qui, depuis nos ancêtres, subsiste de père en fils entre Sa Majesté et ma Sublime Porte, et il serait émané un commandement impérial dont suit la teneur, savoir : Que les nations chrétiennes et ennemies qui sont en paix avec l'empereur de France et qui désireront de visiter Jérusalem puissent y aller et venir, dans les bornes de leur état, en la manière accoutumée, en toute liberté et sûreté, sans que personne leur cause aucun trouble ni empêchement ; et si, dans la suite, il convient d'accorder auxdites nations la liberté de commercer dans nos États, elles iront et viendront pour lors sous la bannière de l'empereur de France, comme auparavant, sans qu'il leur soit permis d'aller et venir sous aucune autre bannière.

Les anciennes capitulations impériales qui sont entre les mains des Français depuis les règnes de mes magnifiques aïeux jusqu'aujourd'hui, et qui viennent d'être rapportées en détail ci-dessus, ayant été maintenant renouvelées avec une addition de quelques nouveaux articles, conformément au commandement impérial, émané en vertu de mon khatt-chérif; le premier de ces articles porte que les évêques dépendant de la France et les autres religieux qui professent la religion franque, de quelque nation ou espèce qu'ils soient, lorsqu'ils se tiendront dans les bornes de leur état, ne seront point troublés dans l'exercice de leurs fonctions, dans les endroits de notre empire où ils sont depuis longtemps.

33. Les religieux francs qui, suivant l'ancienne coutume, sont établis dedans et dehors de la ville de Jérusalem, dans l'église du Saint-Sépulcre, appelée *Kamama*, ne seront point inquiétés pour les lieux de visitation qu'ils habitent, et qui sont entre leurs mains, lesquels resteront encore entre leurs mains comme par ci-devant, sans qu'ils puissent être inquiétés à cet égard, non plus que par des prétentions d'impositions ; et s'il leur survenait quelque procès qui ne pût être décidé sur les lieux, il sera renvoyé à ma Sublime Porte.

34. Les Français, ou ceux qui dépendent d'eux, de quelque nation ou qualité qu'ils soient, qui iront à Jérusalem, ne seront point inquiétés en allant et venant.

35. Les deux ordres religieux français qui sont à Galata, savoir, les jésuites et les capucins, ayant deux églises, qu'ils ont entre leurs mains *ab antiquo*, elles resteront encore entre leurs mains, et ils en auront la possession et jouissance ; et comme l'une de ces églises a été brûlée, elle sera rebâtie avec permission de la justice, et elle restera comme par ci-devant entre les mains des capucins, sans qu'ils puissent être inquiétés à cet égard. On n'inquiétera pas non plus les églises que la nation française a à Smyrne, à Seydes, à Alexandrie et dans les autres échelles, et l'on n'exigera d'eux aucun argent sous ce prétexte.

[1] Renouvellement et additions de 1673.

36. On n'inquiétera pas les Français quand, dans les bornes de leur état, ils liront l'Évangile dans leur hôpital de Galata.

37. Quoique les marchands français aient, de tout temps, payé cinq pour cent de douane sur les marchandises qu'ils apportaient dans nos États et qu'ils emportaient, comme ils ont prié de réduire ce droit à trois pour cent, en considération de l'ancienne amitié qu'ils ont avec notre Sublime Porte, et de le faire insérer dans ces nouvelles capitulations, nous aurions agréé leur demande, et nous ordonnons qu'en conformité on ne puisse exiger d'eux plus de trois pour cent; et lorsqu'ils payeront leur douane, on la recevra en monnaie courante dans nos États, pour la même valeur qu'elle est reçue au trésor inépuisable, sans pouvoir être inquiétés sur la plus ou la moins value d'icelle.

38. Les Portugais, Siciliens, Catalans, Messinois, Ancônois et autres nations ennemies, qui n'ont ni ambassadeurs, ni consuls, ni agents à ma Sublime Porte, et qui de leur plein gré, comme ils faisaient anciennement, viendront dans nos États sous la bannière de l'empereur de France, payeront la douane comme les Français, sans que personne puisse les inquiéter, pourvu qu'ils se tiennent dans les bornes de leur état, et qu'ils ne commettent rien de contraire à la paix et à la bonne intelligence.

39. Les Français payeront le droit de *mézeterie* [1] sur le pied que le payent les marchands anglais, et les receveurs de ce droit, qui seront à Constantinople et à Galata, ne pourront les molester pour en exiger davantage. Et si les receveurs de la douane, pour augmenter leurs droits, veulent estimer les marchandises à plus haut prix, ils ne pourront refuser de la même marchandise au lieu d'argent; et quand ils auront été payés de la douane sur les soies et les indiennes, ils ne pourront l'exiger une seconde fois; et lorsque les douaniers auront reçu leur douane, ils en donneront l'acquit, et n'empêcheront point les Français de porter leurs marchandises dans une autre échelle, où l'on ne pourra non plus les inquiéter par la prétention d'une seconde douane.

40. Les consuls de France et ceux qui en dépendent, comme religieux, marchands et interprètes, pourront faire du vin dans leurs maisons, et en faire venir de dehors pour leur provision ordinaire, sans qu'on puisse les inquiéter à ce sujet.

41. Les procès excédant quatre mille aspres seront écoutés à mon Divan impérial, et nulle part ailleurs.

42. S'il arrivait quelque meurtre dans les endroits où il y a des Français, tant qu'il ne sera point donné de preuves contre eux, on ne pourra jamais les inquiéter ni leur imposer aucune amende, dite *dgérimé*.

43. Les priviléges ou immunités accordés aux Français auront aussi lieu pour les interprètes qui sont au service de leurs ambassadeurs.

[2] Non-seulement j'accepte et confirme les présentes capitulations anciennes et renouvelées, ainsi qu'il a été rapporté ci-dessus, sous le règne de mon auguste aïeul de glorieuse mémoire; mais encore les articles demandés et nouvellement réglés et accordés, ont été joints à ces anciennes capitulations dans la forme et teneur ci-après, savoir :

44. Outre le pas et la préséance portés par le sens des précédents articles en faveur des ambassadeurs et des consuls du très-magnifique empereur de France, comme le titre d'empereur a été attribué *ab antiquo* par ma Sublime Porte à Sadite Majesté, ses ambassadeurs et ses consuls seront aussi traités et considérés par ma Porte de félicité avec les honneurs convenables à ce titre.

45. Les ambassadeurs du très-magnifique empereur de France, de même que ses consuls, se serviront de tels drogmans qu'ils voudront, et emploieront tels janissaires qu'il leur plaira, sans que personne puisse les obliger de se servir de ceux qui ne leur conviendraient pas.

46. Les drogmans véritablement français étant les représentants des ambassadeurs et des consuls, lorsqu'ils interpréteront au juste leur commission et qu'ils s'acquitteront de leurs fonctions, ils ne pourront être ni réprimandés ni emprisonnés; et, s'ils viennent à manquer en quelque chose, ils

[1] Voir, au sujet du droit de mézeterie, l'article 55.

[2] Renouvellement et additions de 1673.

seront corrigés par leurs ambassadeurs ou leurs consuls, sans que personne autre puisse les molester.

47. Des domestiques, *raïas* ou sujets de ma Sublime Porte, qui sont au service de l'ambassadeur dans son palais, quinze seulement seront exempts des impositions et ne seront point inquiétés à ce sujet.

48. Ceux qui sont sous la domination de ma Sublime Porte, musulmans ou raïas, tels qu'ils soient, ne pourront forcer les consuls de France, véritablement français, à comparaître personnellement en justice, lorsqu'ils auront des drogmans ; et, en cas de besoin, ces musulmans ou raïas plaideront avec les drogmans qui auront été commis à cet effet par leurs consuls.

49. Les pachas, cadis et autres commandants ne pourront empêcher les consuls, ni leurs substituts par commandement, d'arborer leur pavillon suivant l'étiquette, dans les endroits où ils ont coutume d'habiter depuis longtemps.

50. Il sera permis d'employer, pour la sûreté des maisons des consuls, tels janissaires qu'ils demanderont, et ces sortes de janissaires seront protégés par les odabachy et par les autres officiers, sans que pour cela on puisse exiger desdits janissaires aucun droit ni reconnaissance.

51. Lorsque les consuls, les drogmans et les autres dépendants de la France feront venir du raisin pour leur usage dans les maisons où ils habitent, pour en faire du vin, ou qu'il leur viendra du vin pour leur provision, nous voulons que, tant à l'entrée que lors du transport, les janissaires, aga, bostandgy-bachy, toptchy-bachy, vayvodes et autres officiers ne puissent demander aucun droit ni donative, et qu'on se conforme à cet égard au contenu des commandements qui ont été donnés à ce sujet par les empereurs nos prédécesseurs, et qu'on a été dans l'usage de donner jusqu'à présent.

52. S'il arrive que les consuls et les négociants français aient quelques contestations avec les consuls et les négociants d'une autre nation chrétienne, il leur sera permis, du consentement et à la réquisition des parties, de se pourvoir par-devant leurs ambassadeurs qui résident à ma Sublime Porte ; et, tant que le demandeur et le défendeur ne consentiront pas à porter ces sortes de procès par-devant les pachas, cadis, officiers ou douaniers, ceux-ci ne pourront pas les y forcer, ni prétendre en prendre connaissance.

53. Lorsque quelque marchand français, ou dépendant de la France, fera une banqueroute avérée et manifeste, ses créanciers seront payés sur ce qui restera de ses effets, et, pourvu qu'ils ne soient pas munis de quelque titre valable de cautionnement, soit de l'ambassadeur, des consuls, des drogmans ou de quelque autre Français, on ne pourra rechercher à ce sujet lesdits ambassadeur, consuls, drogmans ni autres Français, et l'on ne pourra les arrêter en prétendant de les en rendre responsables.

54. Lorsque les corsaires et autres ennemis de la Sublime Porte auront commis quelque déprédation sur les côtes de notre empire, les consuls et les négociants français ne seront point inquiétés ni molestés, conformément au contenu des commandements ci-devant accordés ; et comme, pour la sûreté réciproque, il est nécessaire de reconnaître les scélérats appelés *forbans*, afin qu'ils soient tous connus dorénavant, lorsque les bâtiments barbaresques ou autres corsaires viendront dans les échelles de notre empire, nos commandants et autres officiers examineront leurs passe-ports avec attention, et les commandements ci-devant accordés à ce sujet seront exécutés comme par le passé : à condition néanmoins que les consuls français examineront avec soin, et feront savoir si les bâtiments qui viendront dans nos ports avec le pavillon de France sont véritablement français ; et, après les perquisitions dûment faites de la manière ci-dessus spécifiée, tant nos officiers que les consuls de France s'en donneront réciproquement des avis de bouche et même par écrit, si le cas requiert pour la sûreté réciproque des parties.

55. La cour de France étant depuis un temps immémorial en amitié et en bonne intelligence avec ma Sublime Porte, et le très-magnifique empereur de France, de même que sa cour, ayant particulièrement donné ses soins dans les traités de paix qui sont survenus depuis peu, il a paru que quelque faveur dans certaines affaires de convenances était un moyen de fortifier l'amitié, et un sujet d'en multiplier de plus en plus les témoignages : c'est pourquoi nous voulons que dorénavant les marchandises qui seront embarquées dans les ports de France, et qui viendront à notre capitale

chargées sur des bâtiments véritablement français, avec manifeste et pavillon de France, de même que celles qui seront chargées dans notre capitale sur des bâtiments véritablement français, pour être portées en France, après qu'elles auront payé le droit de douane et celui de bon voyage, dit *selametlik-resmy*, conformément aux capitulations antérieures; lorsque les Français négocieront ces sortes de marchandises avec quelqu'un, l'on ne puisse exiger d'eux, sous quelque prétexte que ce soit, le droit de *mézeterie*, dont l'exemption leur est pleinement accordée pour l'article de la *mézeterie* tant seulement.

56. Comme il a été accordé aux marchands français et aux dépendants de la France de ne payer que trois pour cent de douane sur les marchandises qu'ils apporteront de leur propre pays dans les États de notre domination, non plus que sur celles qu'ils emportent d'ici dans leur pays; quoique dans les précédentes capitulations on n'ait compris que les cotons en laine, cotons filés, maroquins, cires, cuirs et soieries, nous voulons qu'indépendamment de ces marchandises, ils puissent, en payant la douane, suivant les capitulations impériales, charger sans opposition toutes celles qu'ils ont coutume de charger pour leur pays, et qui pour cet effet sont spécifiées dans le tarif bullé du douanier, à l'exception toutefois de celles qui sont prohibées.

57. Les marchands français, après avoir payé la douane aux douaniers, à raison de trois pour cent, conformément aux capitulations, et après en avoir pris, suivant l'usage, l'acquit dit *edateskeressy*, lorsqu'ils le produiront, il y sera fait honneur, et l'on ne pourra leur demander une seconde douane. Et attendu qu'il nous aurait été représenté que certains douaniers, portés par leur esprit d'avidité, n'exigent en apparence que trois pour cent, tandis qu'ils en perçoivent réellement davantage, et que, par la différence qui existe dans l'appréciation des marchandises, il se trouve que, sur les diverses qualités de drap insérées dans le tarif de la douane de Constantinople, de même que dans les tarifs de quelques échelles, et notamment dans celle d'Alep, la douane excède les trois pour cent; pour faire cesser toute discussion à cet égard, il sera permis de redresser les tarifs, de façon que la douane des draps que l'on apportera à l'avenir ne puisse excéder les trois pour cent, conformément aux capitulations impériales; et lorsqu'ils voudront vendre les marchandises qu'ils auront apportées, à tels de nos sujets et marchands de notre empire qu'ils jugeront à propos, personne autre ne pourra les inquiéter ni quereller, sous prétexte de vouloir les acheter de préférence.

Lorque les *fess* ou bonnets que les négociants français apporteut de France ou de Tunis arrivent à Smyrne, le douanier de la douane des fruits de Smyrne forme toujours des contestations à ce sujet, prétendant que c'est lui qui est l'exacteur de la douane des *fess:* étant donc nécessaire de mettre cet article dans une bonne forme, nous voulons qu'à l'avenir ledit douanier ne puisse exiger la douane des *fess* que les négociants français apporteront, lorsqu'ils ne se vendront pas à Smyrne; et, en cas qu'ils s'y vendissent, le droit de douane sur ces bonnets sera, selon l'usage, exigé par ledit douanier; et s'ils viennent à Constantinople, le droit de douane en sera payé, selon l'usage, au grand douanier.

59. Si les marchands français veulent porter en temps de paix des marchandises non prohibées, des États de mon empire, par terre ou par mer, de même que par les rivières du Danube et du Tanaïs, dans les États de Moscovie, Russie et autres pays, et en apporter dans mes États, dès qu'ils auront payé la douane et les autres droits, quels qu'ils soient, comme les payent les autres nations franques, lorsqu'ils feront ce commerce, il ne leur sera fait sans raison aucune opposition.

60. Ayant été représenté que certains envieux et vindicatifs, voulant molester les négociants français contre les capitulations, et ne pouvant pas exécuter leur dessein, ils attaquent de temps en temps, sans raison, et inquiètent leurs censaux, pour troubler le commeree desdits négociants, nous voulons qu'à l'avenir les censaux qui vont et viennent parmi les marchands, pour les affaires desdits négociants, ne soient inquiétés en aucune façon, et que, de quelque nation que soient les censaux dont ils se servent, on ne puisse leur faire violence ni les empêcher de servir. Si certains de la nation juive et autres prétendent hériter de l'emploi de censal, les marchands français se serviront de telles personnes qu'ils voudront; et lorsque ceux qui se trouveront à leur service seront chassés ou viendront à mourir, on ne pourra rien exiger ni prétendre de ceux qui leur

succéderont, sous prétexte d'un droit de retenue nommé *ghédik*, ou d'une portion dans les censeries, et l'on châtiera ceux qui agiront contre la teneur de cette disposition.

61. Bien qu'il soit expressément porté par les articles précédents que les droits de consulat et de bailliage seront payés aux ambassadeurs et aux consuls de France, sur les marchandises qui seront chargées sur les bâtiments français, cependant, comme il a été représenté que ce point rencontre des difficultés de la part des marchands et des *raïas* sujets de notre empire, nous ordonnons que, lorsque les marchands et *raïas* sujets de notre Sublime Porte chargeront sur des bâtiments français des marchandises sujettes à la douane, il soit donné des ordres rigoureux pour que les marchandises dont le droit de consulat n'aura pas été compris dans le nolis, lors du nolissement, ne soient point retirées de la douane, à moins qu'au préalable ledit droit de consulat n'ait été payé conformément aux capitulations.

62. Comme l'empire ottoman abonde en fruits, il pourra venir de France, une fois l'année, dans les années d'abondance, des fruits secs, deux ou trois bâtiments, pour acheter et charger de ces fruits, comme figues, raisins secs, noisettes et autres fruits semblables quelconques; et, après que la douane en aura été payée, conformément aux capitulations impériales, on ne mettra aucune opposition au chargement ni à l'exportation de cette marchandise.

Il sera aussi permis aux bâtiments français d'acheter et de charger du sel dans l'île de Chypre et dans les autres échelles de notre empire, de la même manière que les musulmans y en prennent, sans que nos commandants, gouverneurs, cadis et autres officiers puissent les en empêcher, voulant qu'ils soient protégés conformément à mes anciennes capitulations, à présent renouvelées.

63. Les marchands français et autres dépendants de la France pourront voyager avec les passeports qu'ils auront pris, sur les attestations des ambassadeurs ou des consuls de France; et, pour leur sûreté et commodité, ils pourront s'habiller suivant l'usage du pays, et faire leurs affaires dans mes États, sans que ces sortes de voyageurs, se tenant dans les bornes de leur devoir, puissent être inquiétés pour le tribut nommé *kharatch*, ni pour aucun autre impôt; et lorsque, conformément aux capitulations impériales, ils auront des effets sujets à la douane, après en avoir payé le droit, suivant l'usage, les pachas, cadis et autres officiers ne s'opposeront point à leur passage; et, de la façon ci-dessus mentionnée, il leur sera fourni des passe-ports en conformité des attestations dont ils seront munis, leur accordant toute l'assistance possible par rapport à leur sûreté.

64. Les négociants français et les protégés de France ne payeront ni droit ni douane sur les monnaies d'or et d'argent qu'ils apporteront dans nos États, de même que pour celles qu'ils emporteront; et on ne les forcera point de convertir leurs monnaies en monnaies de mon empire.

65. Si un Français ou un protégé de France commettait quelque meurtre ou quelque autre crime, et qu'on voulût que la justice en prît connaissance, les juges de mon empire et les officiers ne pourront y procéder qu'en présence de l'ambassadeur et des consuls ou de leurs substituts, dans les endroits où ils se trouveront; et, afin qu'il ne se fasse rien de contraire à la noble justice ni aux capitulations impériales, il sera procédé de part et d'autre, avec attention, aux perquisitions et recherches nécessaires.

66. Lorsque notre *miry* ou quelqu'un de nos sujets, marchand ou autre, sera porteur de lettres de change sur les Français, si ceux sur qui elles sont tirées ou les personnes qui en dépendent ne les acceptent pas, on ne pourra sans cause légitime les contraindre au payement de ces lettres, et l'on en exigera seulement une lettre de refus, pour agir en conséquence contre le tireur, et l'ambassadeur de même que les consuls se donneront tous les mouvements possibles pour en procurer le remboursement.

67. Les Français qui sont établis dans mes États, soit mariés, soit non mariés, quels qu'ils soient, ne seront point inquiétés par la demande du tribut nommé *kharatch*.

68. Si un Français, marchand, artisan, officier ou matelot, embrasse la religion musulmane, et qu'il soit vérifié et prouvé qu'outre ses propres marchandises il a des effets appartenant à des dépendants des Français, ces sortes d'effets seront consignés à l'ambassadeur ou aux consuls, dans les endroits où il y en aura, pour être ensuite remis aux propriétaires; et, dans les endroits où il n'y aura ni consuls ni ambassadeur, ces effets seront consignés aux personnes qu'ils enverront de leur part avec des pièces justificatives.

69. Si, un marchand français voulant partir pour quelque endroit, l'ambassadeur ou les consuls se rendent sa caution, on ne pourra retarder son voyage, sous prétexte de lui faire payer ses dettes, et les procès qui les concernent excédant quatre mille aspres seront renvoyés à ma Sublime Porte, selon l'usage et conformément aux capitulations impériales.

70. Les gens de justice et les officiers de ma Sublime Porte, de même que les gens d'épée, ne pourront sans nécessité entrer par force dans une maison habitée par un Français; et, lorsque le cas requerra d'y entrer, on en avertira l'ambassadeur ou le consul, dans les endroits où il y en aura, et l'on se transportera dans l'endroit en question, avec les personnes qui auront été commises de leur part, et, si quelqu'un contrevient à cette disposition, il sera châtié.

71. Comme il aurait été représenté que les pachas, cadis et autres officiers voulaient quelquefois revoir et juger de nouveau des affaires survenues entre les négociants français et d'autres personnes, quoique ces affaires eussent déjà été jugées et terminées juridiquement et par *hudjet*, et même que le cas était souvent arrivé; de sorte que non-seulement il n'y avait point pour eux de sûreté dans un procès déjà décidé, mais même qu'il intervenait dans un même lieu des jugements contradictoires à des sentences déjà rendues; nous voulons que, dans le cas spécifié ci-dessus, les procès qui surviendront entre des Français et d'autres personnes ayant été une fois vus et terminés juridiquement et par *hudjet*, ils ne puissent plus être revus; et que, si l'on requiert une révision de ces procès, on ne puisse donner de commandement pour faire comparaître les parties, ni expédier commissaire ou huissier, qu'au préalable il n'en ait été donné connaissance à l'ambassadeur de France, et qu'il ne soit venu de la part du consul et du défendeur une réponse avec des informations exactes sur le fait, et il sera permis d'accorder un temps suffisant pour faire venir des informations sur ces sortes d'affaires; enfin, s'il émane quelque commandement pour revoir un procès de cette nature, on aura soin qu'il soit vu, décidé et terminé à ma Sublime Porte; et, dans ce cas, il sera libre à ceux qui sont dépendants de la France de comparaître en personne ou de constituer à leur place un procureur juridiquement autorisé, et lorsque les dépendants de ma Sublime Porte voudront intenter procès à quelque Français, si le demandeur n'est muni de titres juridiques ou de billets, leur procès ne sera point écouté.

72. On nous aurait aussi représenté que, dans les procès qui surviennent, les dépenses qui se font pour faire comparaître les parties, et pour les épices ordinaires, étant supportées par celui qui a le bon droit, et les avanistes, qui intentent injustement des procès, n'étant soumis à aucun frais, ils sont invités par là à faire toujours de nouvelles avanies; sur quoi nous voulons qu'à l'avenir il soit permis de faire supporter les susdits dépens et frais par ceux qui oseront intenter contre la justice un procès dans lequel il n'auront aucun droit. Mais, lorsque les Français ou les dépendants de la France poursuivront juridiquement des sujets ou des dépendants de ma Sublime Porte, en recouvrement de quelque somme due, on n'exigera d'eux pour droits de justice ou *mahkémé*, de commissaire ou *mubachirié*, d'assignations ou *thzarié*, que deux pour cent sur le montant de la somme recouvrée par sentence, conformément aux anciennes capitulations, et on ne les molestera point par des prétentions plus considérables.

73. Les bâtiments français qui, selon l'usage, aborderont dans les ports de mon empire, seront traités amicalement: ils y achèteront, avec leur argent, leur simple nécessaire, pour leur boire et leur manger, et l'on n'empêchera ni l'achat et la vente, ni le transport desdites provisions, tant de bouche que pour la cuisine, sur lesquelles on n'exigera ni droits ni donatives.

74. Dans toutes les échelles, ports et côtes de mon empire, lorsque les capitaines ou patrons des bâtiments français auront besoin de faire calfater, donner le suif et radouber leurs bâtiments, les commandants n'empêcheront point qu'il leur soit fourni pour leur argent la quantité de suif, goudron, poix et ouvriers qui leur seront nécessaires; et, s'il arrive que, par quelque malheur, un bâtiment français vienne à manquer d'agrès, il sera permis, seulement pour ce bâtiment, d'acheter mâts, ancres, voiles et matériaux pour les mâts, sans que pour ces articles il soit exigé aucune donative; et lorsque les bâtiments français se trouveront dans quelque échelle, les fermiers, *musselems* et autres officiers, de même que les *kharatchi*, ne pourront les retenir sous prétexte de vouloir exiger le *kharatch* de leurs passagers, qu'il leur sera libre de conduire à leur destination;

et s'il se trouve dans le bâtiment des *raïas* sujets au *kharatch*, ils le payeront audit lieu, ainsi qu'il est de droit, afin qu'à cette occasion il ne soit point fait de tort au fisc.

75. Lorsque les musulmans ou les *raïas*, sujets de ma Sublime Porte, chargeront des marchandises sur des bâtiments français, pour les transporter d'une échelle de mon empire à une autre, il n'y sera porté aucun empêchement; et comme il nous a été représenté que les sujets de notre Sublime Porte qui nolisent de ces bâtiments, les quittent quelquefois pendant la route, et font difficulté de payer le nolis dont ils sont convenus; si, sans aucune raison légitime, ces sortes de nolisataires viennent à quitter en route les bâtiments nolisés, il sera ordonné et prescrit au cadi et autres commandants de faire payer en entier le nolis desdits bâtiments, ainsi qu'il en aura été convenu par le *temessuk* ou contrat, comme faisant un loyer formel.

76. Les gouverneurs, commandants, cadis, douaniers, vayvodes, *musselems*, officiers, gens notables du pays, gens d'affaires et autres, ne contreviendront en aucune façon aux capitulations impériales; et si, de part et d'autre, on y contrevient en molestant quelqu'un, soit par paroles, soit par voie de fait, de même que les Français seront châtiés par leur consul ou supérieur, conformément aux capitulations, il sera aussi donné des ordres, suivant l'exigence des cas, pour punir les sujets de notre Sublime Porte des vexations qu'ils auraient commises, sur les représentations qui en seraient faites par l'ambassadeur et les consuls, après que le fait aurait été avéré.

77. Si, par un malheur, quelques bâtiments français venaient à échouer sur les côtes de notre empire, il leur sera donné toutes sortes de secours pour le recouvrement de leurs effets; et si le bâtiment naufragé peut être réparé, ou que la marchandise sauvée soit chargée sur un autre bâtiment, pour être transportée au lieu de sa destination, pourvu que ces marchandises ne soient pas négociées sur les lieux, on ne pourra exiger sur lesdites marchandises ni douane ni aucun autre droit.

78. Outre que le capitan-pacha, les capitaines de nos vaisseaux de guerre, les beys de galère, les commandants de galiotes et des autres bâtiments de notre Sublime Porte, et notamment ceux qui font le commerce d'Alexandrie, ne pourront détenir ni inquiéter les bâtiments français contre la teneur des capitulations impériales, ni en exiger par force des présents, sous quelque prétexte que ce soit; lorsqu'ils rencontreront en mer des bâtiments français, soit de guerre, soit marchands, ils se donneront réciproquement, suivant l'ancien usage, des marques d'amitié.

79. Lorsque les bâtiments marchands français voient nos vaisseaux de guerre, galères, sultanes et autres bâtiments du sultan, il arrive que, quoiqu'ils soient dans l'intention de leur faire les politesses usitées depuis longtemps, ils sont cependant inquiétés pour n'être pas venus sur-le-champ à leur bord, par l'impossibilité où ils sont quelquefois de mettre avec promptitude leur chaloupe à la mer; ainsi, pourvu qu'on voie qu'ils se mettent en état de remplir les usages pratiqués, on ne pourra les molester sous prétexte qu'ils auront tardé de venir à bord.

Les bâtiments français ne pourront être détenus sans raison dans nos ports, et on ne leur prendra par force ni leur chaloupe ni leurs matelots; et, la détention surtout des bâtiments chargés de marchandises occasionnant un préjudice considérable, il ne sera plus permis à l'avenir de rien commettre de semblable. Lorsque les commandants des bâtiments de guerre susdits iront dans les échelles où il y a des Français établis, pour empêcher leurs Levantis et leurs gens de faire aucun tort aux Français et de les inquiéter, ils ne les laisseront aller à terre qu'avec un nombre suffisant d'officiers, et ils établiront une garde pour la sûreté des Français et de leur commerce; et, lorsque les Français iront à terre, les commandants des places ou des échelles et les autres officiers de terre ne les molesteront en aucune façon contre la justice et les usages, de sorte que, si l'on se plaint qu'à ces égards il ait été commis quelque action contraire aux capitulations impériales, ceux qui seront en faute seront sévèrement punis, après la vérification des faits: et pareillement, de la part des Français, il ne sera nullement permis aucune démarche peu modérée contraire à l'amitié.

80. Lorsque, pour cause de nécessité, on sera dans un cas urgent de noliser quelque bâtiment français de la part du *miry*, les commandants ou autres officiers qui seront chargés de cette commission en avertiront l'ambassadeur ou les consuls dans les endroits où il y en aura, et ceux-ci destineront les bâtiments qu'ils trouveront convenables; et dans les endroits où il n'y aura ni ambassadeur ni consul, ces bâtiments seront nolisés de leur bon gré; et l'on ne pourra, sous ce

prétexte, détenir les bâtiments français; et ceux qui seront chargés ne seront ni molestés ni forcés de décharger leurs marchandises.

81. Comme il a été représenté que, malgré l'assistance souvent accordée aux Français, conséquemment à l'exacte observation des articles des précédentes capitulations concernant les corsaires de la Barbarie, ceux-ci, non contents de molester les bâtiments français qu'ils rencontrent en mer, insultent et vexent encore les consuls et les négociants français qui se trouvent dans les échelles où ils abordent; lorsqu'à l'avenir il arrivera des procédés irréguliers de cette nature, les pachas, commandants et autres officiers de notre empire, protégeront et défendront les consuls et marchands français, et sur les témoignages que rendront les ambassadeurs et les consuls, que les bâtiments qui viendront sous les forteresses et dans les échelles de nos États sont véritablement français, on empêchera de toutes manières que ces corsaires ne les prennent, et l'on ne prendra aucun bâtiment sous le canon; et si ces corsaires causent quelque dommage aux Français, dans les endroits de notre empire où il y aura des pachas et des commandants, il sera permis, pour intimider, de donner des ordres rigoureux pour leur faire supporter les pertes et les dommages qui seront survenus.

82. Lorsque les endroits dont les religieux dépendants de la France ont la possession et la jouissance à Jérusalem, ainsi qu'il en est fait mention dans les articles précédemment accordés et actuellement renouvelés, auront besoin d'être réparés, pour prévenir la ruine à laquelle ils seraient exposés par la suite des temps, il sera permis d'accorder, à la réquisition de l'ambassadeur de France résidant à ma Porte de félicité, des commandements pour que ces réparations soient faites d'une façon conforme aux tolérances de la justice; et les cadis, commandants et autres officiers ne pourront mettre aucune sorte d'empêchement aux choses accordées par commandement. Et comme il est arrivé que nos officiers, sous prétexte que l'on avait fait des réparations secrètes dans les susdits lieux, y faisaient plusieurs visites dans l'année, et rançonnaient les religieux, nous voulons que, de la part des pachas, cadis, commandants et autres officiers qui s'y trouvent, il ne soit fait qu'une visite par an dans l'église de l'endroit qu'ils nomment le *Sépulcre de Jésus*, de même que dans leurs autres églises et lieux de visitation Les évêques et religieux dépendants de l'empereur de France, qui se trouvent dans mon empire, seront protégés tant qu'ils se tiendront dans les bornes de leur état, et personne ne pourra les empêcher d'exercer leur rit suivant leur usage, dans les églises qui sont entre leurs mains, de même que dans les autres lieux où ils habitent; et lorsque nos sujets tributaires et les Français iront et viendront les uns chez les autres, pour ventes, achats et autres affaires, on ne pourra les molester contre les lois sacrées, pour cause de cette fréquentation; et comme il est porté par les articles précédemment stipulés qu'ils pourront lire l'Évangile dans les bornes de leur devoir, dans leur hôpital de Galata, cependant, cela n'ayant pas été exécuté, nous voulons que dans tel endroit où cet hôpital pourra se trouver à l'avenir, dans une forme juridique, ils puissent, conformément aux anciennes capitulations, y lire l'Évangile dans les bornes du devoir, sans être inquiétés à ce sujet.

83. Comme l'amitié de la cour de France avec ma Sublime Porte est plus ancienne que celle des autres cours, nous ordonnons, pour qu'il soit traité avec elle de la manière la plus digne, que les priviléges et les honneurs pratiqués envers les autres nations franques aient aussi lieu à l'égard des sujets de l'empereur de France.

84. L'ambassadeur, les consuls et les drogmans de France, ainsi que les négociants et artisans qui en dépendent, plus les capitaines des bâtiments français et leurs gens de mer, enfin leurs religieux et leurs évêques, tant qu'ils seront dans les bornes de leur état, et qu'ils s'abstiendront de toutes démarches qui pourraient porter atteinte aux devoirs de l'amitié et aux droits de la sincérité, jouiront dorénavant de ces anciens et nouveaux articles ci-présentement stipulés, lesquels seront exécutés en faveur des quatre États ci-dessus mentionnés; et si l'on venait à produire même quelque commandement d'une date antérieure ou postérieure, contraire à la teneur de ces articles, il restera sans exécution, et sera supprimé et biffé, conformément aux capitulations impériales.

85. Ma généreuse et Sublime Porte ayant à présent renouvelé la paix ci-devant conclue avec les Français, et pour donner de plus en plus des témoignages d'une sincère amitié, y ayant à cet effet ajouté et fortifié certains articles convenables et nécessaires, il sera expédié des commandements

rigoureux à tous les commandants et officiers des principales échelles et autres endroits où besoin sera, aux fins qu'à l'avenir il soit fait honneur aux articles de ma capitulation impériale, et qu'on ait à s'abstenir de toute démarche contraire à son contenu, et il sera permis d'en faire l'enregistrement dans les *mahkémés* ou tribunaux publics. Conséquemment, tant que, de la part de Sa Majesté le très-magnifique empereur de France et de ses successeurs, il sera constamment donné des témoignages de sincérité et de bonne amitié envers notre glorieux empire, le siége du khalifat, pareillement, de la part de Notre Majesté Impériale, je m'engage, sous notre auguste serment le plus sacré et le plus inviolable, soit pour notre sacrée personne impériale, soit pour nos augustes successeurs, de même que pour nos suprêmes vizirs, nos honorés pachas, et généralement tous nos illustres serviteurs qui ont l'honneur et le bonheur d'être dans notre esclavage, que jamais il ne sera rien permis de contraire aux présents articles ; et afin que, de part et d'autre, on soit toujours attentif à fortifier et cimenter les fondements de la sincère amitié et de la bonne correspondance réciproque, nous voulons que ces gracieuses capitulations impériales soient exécutées selon leur noble teneur.

Écrit le quatre de la lune de rebiul-ewel, l'an de l'hégire onze cent cinquante-trois.

De la résidence impériale de Constantinople la bien gardée.

FIN DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

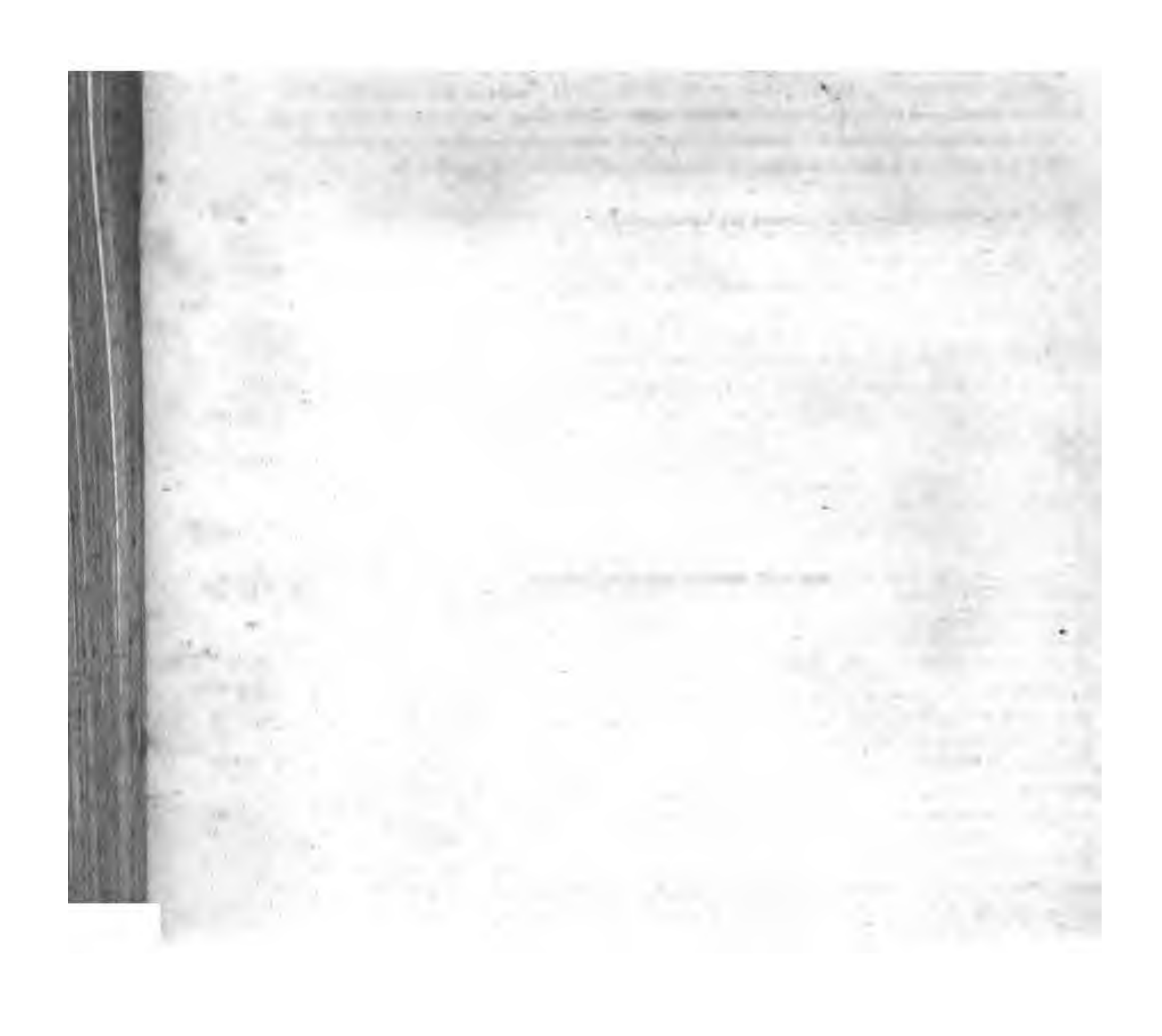


TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

DESCRIPTION DE LA TURQUIE.

LIVRE DEUXIÈME

HISTOIRE DE L'ISLAMISME JUSQU'À LA PRISE DE CONSTANTINOPLE.

LIVRE TROISIÈME

DEPUIS LA PRISE DE CONSTANTINOPLE JUSQU'A LA PAIX DE CARLOWITZ (1453 — 1699)

LIVRE QUATRIÈME

DEPUIS LA PAIX DE CARLOWITZ JUSQU'A LA PAIX D'YASSI (1699 — 1792)

LIVRE CINQUIÈME

DEPUIS LA PAIX D'YASSI JUSQU'A NOS JOURS (1792 — 1852)



FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

